Nouvelle Série. 1964 Publication trimestrielle N° 1. Janvier-Mars

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
Médiathèque de l'ENAP

REVUE

DE

SCIENCE CRIMINELLE

ET DE

DROIT PÉNAL COMPARÉ

publiée sous les auspices du
CENTRE FRANÇAIS DE DROIT COMPARÉ
avec la collaboration de
L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE et de L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ
de l'Université de Paris

et avec le concours du
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

COMITÉ DE PATRONAGE

M. BATTESTINI, Premier Président honoraire de la Cour de cassation. — **A. BESSON**, Ancien Procureur général près la Cour de cassation. — **P. BOUZAT**, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Rennes. — **J. BROUCHOT**, Premier Président honoraire de la Cour de cassation. — **M. GARÇON**, de l'Académie Française, Avocat à la Cour d'appel de Paris. — **L. HUGUENEY**, Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris. — **G. LE BRAS**, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris. — **A. LÉGAL**, Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Montpellier. — **M. ROUSSELET**, Premier Président honoraire de la Cour d'appel de Paris, Membre de l'Institut.

LIBRAIRIE SIREY
— 22, rue Soufflot — PARIS (V^e^) —

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.
© by *Librairie du Recueil Sirey*, Paris, 1964.

Une nouvelle juridiction d'exception : la Cour de sûreté de l'Etat

par A. VITU
Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Nancy

1. Le torrent législatif brusquement déchaîné, en matière pénale, par les événements récents vient de s'arrêter. La situation troublée s'est apaisée, et les tribunaux et procédures de circonstance ont été supprimés. Cependant une alluvion durable est demeurée : c'est la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction créée à titre permanent par les deux lois nº 63-22 et 63-23 du 15 janvier 1963, pour réprimer les infractions dirigées contre la sûreté ou contre l'autorité de l'Etat.

Ces textes sont le résultat d'une évolution mouvementée, qui explique l'enchevêtrement des dispositions qui se sont succédé depuis vingt-cinq ans. L'exposé historique en est difficile. On peut dire, en quelques mots, qu'on distingue deux « couches » différentes d'apports successifs. Il y a en premier lieu des textes de base, intégrés d'abord dans le Code d'instruction criminelle, puis dans le Code de procédure pénale ; ils sont comme le « droit commun » en la matière. A ces éléments stables se sont d'autre part ajoutés divers autres ensembles de textes, plus mouvants, et qui constituaient autant de législations d'exception.

2. Premier des textes de base, un décret-loi du 29 juillet 1939, dont certaines dispositions figuraient au Code d'instruction criminelle (art. 553 à 574), donnait en tout temps compétence aux tribunaux militaires et maritimes pour connaître de toutes infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat, les atteintes contre la sûreté intérieure, en revanche, relevant exclusivement des cours d'assises. Ces règles passèrent intégralement dans le Code de procédure pénale, sous cette réserve de détail que les tribunaux

permanents des forces armées succédèrent aux tribunaux militaires et maritimes, supprimés en 1953.

Un changement important s'est produit récemment, lorsque l'ordonnance du 4 juin 1960 est venue refondre l'ensemble du droit de la sûreté de l'Etat, effaçant toute distinction entre la sûreté extérieure et la sûreté intérieure. Des règles procédurales unifiées furent prévues pour toutes les infractions réprimées par les articles 70 à 103 nouveaux du Code pénal : compétence exclusive des juridictions militaires en temps de guerre ; pour le temps de paix, compétence partagée entre les juridictions militaires et les tribunaux de droit commun, selon des modalités compliquées qu'il est sans intérêt de rappeler ici (art. 697 à 703 C. procédure pénale, rédaction de 1960).

3. A ces textes de base, se sont superposés d'autres ensembles de caractère exceptionnel, non incorporés au Code de procédure pénale, et prévoyant tantôt des juridictions extraordinaires, tantôt seulement des règles spéciales de procédure. Bornons-nous à citer les textes des dernières années, qui seuls ont directement influencé les lois du 15 janvier 1963.

1° Parmi les textes qui modifiaient uniquement les dispositions ordinaires et organisaient le dessaisissement des juridictions de droit commun, on vit successivement apparaître la loi du 5 avril 1955 instituant l'état d'urgence[1], — une ordonnance du 8 octobre 1958 relative à la répression des infractions commises en vue d'apporter une aide aux rebelles algériens, élargie dans son application par l'ordonnance du 18 avril 1960 aux infractions commises à l'occasion des événements d'Algérie, — un décret du 12 février 1960 sur la procédure devant les juridictions militaires d'Algérie et du Sahara, — enfin une ordonnance du 1er septembre 1962 relative à la procédure concernant certains crimes de nature à porter atteinte à la paix publique.

2° D'autres dispositions ont institué au cours des années 1961 et 1962 des juridictions exceptionnelles, de caractère temporaire, en vue de juger les auteurs et les complices des infractions liées au mouvement de subversion né de la guerre d'Algérie. Aux décisions présidentielles des 27 avril et 4 mai 1961 (cette dernière

1. L'état d'urgence fut sur-le-champ appliqué à l'Algérie jusqu'au 1er décembre 1955, puis repris et étendu à la métropole par une loi du 17 mai 1958, et par un décret du 22 avril 1961. Il a pris fin le 31 mai 1963.

modifiée par l'ordonnance du 14 avril 1962), on doit le Haut Tribunal militaire et le Tribunal militaire. De son côté, l'ordonnance du 1er juin 1962 a créé une Cour militaire de justice destinée à remplacer le Haut tribunal militaire, brusquement supprimé le 26 mai 1962, après un verdict d'indulgence[1].

4. Les deux lois du 15 janvier 1963 instituant la Cour de sûreté de l'Etat se situent au confluent de ces deux groupes d'apports législatifs. Comme l'a dit en substance un orateur à l'Assemblée nationale, lors des débats qui ont précédé le vote, ces lois sont le résultat d'une maturation progressive et l'expérience a grandement servi les rédacteurs du projet gouvernemental.

Les événements ont en effet révélé que les moyens de subversion ont changé et que les techniques les plus modernes de la guerre psychologique sont mises à profit par ceux qui veulent conquérir le pouvoir. Le mouvement rebelle est ramifié et fortement charpenté, il s'appuie sur des « bases » situées à l'étranger et il bénéficie parfois de l'aide occulte d'autorités étrangères ; il use de la terreur pour asseoir son emprise sur la population, et des infractions de droit commun (assassinat, violences, destructions, vols, etc.) sont commises en grand nombre pour créer et entretenir un climat de violence. La distinction autrefois classique entre la sûreté extérieure et la sûreté intérieure de l'Etat s'est évanouie (l'ordonnance du 4 juin 1960 en a consacré la disparition) ; il n'est pas jusqu'à la classique opposition entre les infractions politiques et les infractions de droit commun qui ne perde, à cette occasion, les contours mal tracés qui étaient les siens.

Dans une lutte journalière contre cette subversion, le Gouvernement a découvert et progressivement mis au point, dans les textes exceptionnels déjà cités, les armes juridiques dont il avait besoin. Certaines de ces armes ne pouvaient évidemment être conservées, mais d'autres avaient le mérite de n'être pas trop exorbitantes du droit commun pour pouvoir être retenues à titre permanent. Car le problème de la lutte contre les atteintes à la sûreté de l'Etat est un problème permanent, et il appelait une solution permanente : les leçons d'une expérience récente et encore en cours pouvaient et devaient être retenues.

1. Les difficultés auxquelles a donné lieu cette ordonnance sont rappelées ci-dessous p. 59.

5. Cette expérience avait montré combien les tribunaux des forces armées étaient embarrassés pour juger des faits de nature ou de contexte essentiellement politique. Elle avait révélé également que les cours d'assises pouvaient manquer de la fermeté nécessaire et que leurs jurés cédaient parfois aux menaces émanées d'individus membres du mouvement subversif poursuivi[1]. De plus les juridictions militaires, pas plus que les cours d'assises, ne permettent d'assurer une répression unifiée et centralisée, répondant à l'ampleur « nationale » des entreprises menées contre l'autorité de l'Etat : le cloisonnement territorial des autorités judiciaires et des services de police entraîne la multiplicité des procédures, la disharmonie des sentences rendues et, finalement, l'inefficacité de la répression.

6. Ainsi est née l'idée d'une juridiction unique, à laquelle serait dévolu l'ensemble des infractions contre la sûreté de l'Etat et les infractions connexes commises sur le territoire de la République. Le statut de cette juridiction, la Cour de sûreté de l'Etat, résulte précisément des deux lois du 15 janvier 1963.

1° La première loi, portant le n° 63-22, a modifié et complété divers articles du Code de procédure pénale, en vue de faciliter la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat. En particulier, elle a donné un contenu nouveau aux articles 698 à 702, qui posent le principe de la création d'une juridiction spéciale, et en définissent la compétence matérielle et personnelle. En même temps, ce premier texte a apporté quelques modifications aux articles 30, 63, 77 et 154 du même Code, à propos des pouvoirs du préfet et de la garde à vue en matière de sûreté de l'Etat.

2° De son côté, la loi n° 63-23 fixe la composition, les règles de fonctionnement et la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat instituée par l'article 698 du Code de procédure pénale. Ses dispositions n'ont pas été intégrées dans le Code de procédure pénale, faute d'une place suffisante. Il est regrettable que tout ce qui intéresse ce problème n'ait pas pu prendre place dans un texte unique, au lieu d'être découpé en deux tronçons. A une époque où la codification est à l'ordre du jour, la seconde des lois du 15 janvier 1963 se situe à contre-courant de ce mouvement.

1. Ainsi les jurés d'une Cour d'assises du ressort de Nîmes refusèrent de siéger dans une affaire relative à l'O.A.S. : ils avaient reçu des lettres de menaces et affirmaient ne pouvoir juger librement.

7. Toutefois cette critique de forme ne diminue pas la valeur technique des lois du 15 janvier 1963. Le projet gouvernemental déposé à l'Assemblée Nationale le 19 décembre 1962 n'avait pas, et de loin, la précision que possèdent les textes promulgués : le Parlement, dans des débats de belle tenue, a largement amélioré les textes dont il était saisi. La rapidité des débats, rendue nécessaire par la déclaration d'urgence faite par le Gouvernement, n'a pas empêché des prises de position très motivées. Les discussions se sont poursuivies à l'Assemblée Nationale les 3 et 4 janvier 1963, au Sénat le 9 janvier et, après réunion d'une commission mixte paritaire, les deux projets de loi ont été votés le 11 janvier 1963 et publiés au *Journal officiel* du 16 janvier 1963 (p. 507 et s.)[1].

8. L'institution de la Cour de sûreté de l'Etat et sa procédure ont été très vivement critiquées par de nombreux parlementaires : on y a vu un moyen pour le Gouvernement de mieux réduire l'opposition politique ; on a prétendu que la juridiction nouvelle anéantirait un siècle d'efforts et de lutte pour la protection des libertés individuelles. A l'inverse le garde des Sceaux affirmait à l'Assemblée Nationale que les textes proposés « s'inspirent très largement de la tradition libérale française par tout un ensemble de dispositions »[2] et des orateurs favorables au Gouvernement ont été jusqu'à soutenir que la nouvelle juridiction était « une juridiction de droit commun », ce qui est à coup sûr une hérésie juridique[3].

La vérité se situe entre ces deux points de vue : certainement plus respectueuse des droits individuels que celle des juridictions extraordinaires créées en 1961-1962 et aujourd'hui supprimées, la procédure de la Cour de sûreté de l'Etat n'est pas particulièrement libérale et, si le Parlement n'y avait pris garde, elle eût été moins libérale encore.

9. Le commentaire des deux lois du 15 janvier 1963 invite à aborder quatre groupes de problèmes. Il faut en premier lieu envisager *l'organisation et la compétence* de la Cour de sûreté de

1. Deux études sur les lois du 15 janvier 1963 ont été publiées : l'une écrite par M. G. Levasseur (*Gaz. Pal.*, 1963.I.Doctrine, p. 26), l'autre par M. R. Vouin (*J.C.P.*, 1963.I.1764).

2. *J.O.*, Déb. Parl. Ass. Nat., 1963, p. 213, col. 1.

3. Cette affirmation se trouve dans l'exposé du rapporteur à l'Assemblée Nationale, M. de Grailly (*J.O.*, Déb. Parl. Ass. Nat., 1963, p. 214, col. 2), dans celui du rapporteur au Sénat, M. Vignon (*J.O.*, Déb. Parl. Sénat, 1963, p. 4, col. 1), et dans l'intervention de M. Fanton à l'Assemblée Nationale (*J.O.*, Déb. Parl. Ass. Nat., 1963, p. 225, col. 1 et 2).

l'Etat, — puis *la procédure préparatoire au jugement*, où apparaissent les dérogations les plus visibles aux règles du droit commun, — ensuite *la procédure de jugement et ses suites*, que caractérise un net retour aux principes ordinaires consacrés par le Code de procédure pénale. Le quatrième problème concerne *l'application des deux lois dans le temps.*

I. — L'organisation et la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat

1° C'est dans l'article 698, alinéa 1er, du Code de procédure pénale, tel que l'a rédigé la loi n° 63-22, et dans les treize premiers articles de la loi n° 63-23, qu'est détaillée l'organisation de la juridiction nouvelle. On trouve, dans les articles 698, 699 et 700 du Code de procédure pénale ce qui a trait à la compétence, tant matérielle que personnelle.

A. — *L'organisation de la Cour de sûreté de l'Etat*

11. Avant de décrire les *divers rouages* de la Cour de sûreté de l'Etat, il apparaît indispensable d'exposer quels *principes* ont été explicitement ou implicitement posés par le législateur préalablement à la mise sur pied de ces rouages. On précisera ensuite les règles techniques présidant au *recrutement des magistrats* composant la juridiction.

a) Les principes de l'organisation de la Cour.

12. Trois grands principes semblent avoir guidé le législateur dans l'organisation de la Cour de sûreté de l'Etat. Certains de ces principes ont été âprement débattus à l'Assemblée Nationale et au Sénat par les adversaires du projet gouvernemental.

1° On peut regarder comme un principe fondamental celui qui fait, de la Cour de sûreté de l'Etat, une juridiction *permanente* et *unique*, apte à connaître, en temps de paix, de toutes les atteintes à la sûreté de l'Etat. Bien que créée au plus fort de la répression du mouvement activiste, la Cour survivra pour connaître des atteintes futures à la sûreté de l'Etat, quels qu'en soient l'origine, la nature ou le nombre. En ce sens, parce qu'elle préexiste aux faits qui seront commis après la promulgation des lois du 15 janvier 1963, elle ne revêtira pas l'aspect d'un tribunal extraordinaire

créé pour juger des hommes que l'on connaît déjà et dont on sait l'activité.

Pourquoi une juridiction unique ? Ce qui a été dit dans les pages précédentes l'explique : une répression ne peut être efficace, en présence d'un mouvement aux ramifications réparties sur l'ensemble du pays, que si elle est centralisée. L'argument a permis d'écarter la compétence des tribunaux des forces armées et celles des cours d'assises, qui n'eussent pas répondu à cette exigence. L'article 698, alinéa 1er, du Code de procédure pénale a donc créé une seule Cour de sûreté, dont le ressort s'étend à tout le territoire ; en application de l'article 11 de la loi n° 63-23, le décret du 14 février 1963 en a fixé le siège dans le département de la Seine [1].

13. 2° Permanente et unique, la Cour de sûreté de l'Etat est aussi une juridiction *mixte*, où se retrouvent des magistrats de l'ordre judiciaire et des militaires. Ce second principe a soulevé diverses critiques. Les uns préféraient une juridiction formée de sénateurs et de députés, à l'imitation de la Haute Cour de justice, puisque, comme elle, elle connaît d'affaires politiques [2]. D'autres auraient voulu écarter les militaires, dont la présence soulignerait trop le caractère exceptionnel de la juridiction, et n'admettre que des magistrats civils [3].

Ni l'un ni l'autre projet ne pouvaient être retenus. Le premier eût alourdi la procédure par une organisation complexe, sans assurer nécessairement l'impartialité et l'indépendance de la Cour. Le second écartait sans utilité des spécialistes de la défense nationale et de la discipline des armées, matières qui relèvent de la Cour de sûreté de l'Etat [4].

3° Un dernier principe n'a pas attiré l'attention lors des débats parlementaires : la Cour est une juridiction *autonome*, c'est-à-dire qu'elle possède ses propres organes d'instruction et de jugement,

1. Sur les réquisitions conformes du procureur général, le premier président peut décider par ordonnance que la Cour se réunira en tout autre lieu situé sur le territoire de la République. Cette disposition peut être d'une grande utilité, dans le cas où la région parisienne serait le théâtre d'une sédition grave empêchant la Cour d'y tenir ses audiences.

2. Amendement Mitterand, *J.O.*, Déb. Parl. Ass. Nat., 1963, p. 232.

3. Amendement Massot, *J.O.*, Déb. Parl. Ass. Nat., 1963, p. 254.

4. Un amendement Le Bellegou, déposé au Sénat, (*J.O.*, Déb. Parl. Sénat, 1963, p. 26) proposait de n'admettre les militaires au sein de la Cour que dans les cas de trahison, espionnage, atteinte à la défense nationale ou atteinte à la discipline des armées. Adoptée par le Sénat, cette solution intermédiaire fut finalement écartée par la commission mixte paritaire au profit des dispositions du projet gouvernemental.

son ministère public, son greffe et son secrétariat, et qu'un personnel spécial lui est détaché pour une longue durée. On aurait pu à l'inverse concevoir une juridiction spéciale, ne comprenant qu'une chambre de jugement, devant laquelle les juges d'instruction civils ou militaires des divers tribunaux de France auraient renvoyé, après les avoir instruits, ceux de leurs dossiers qui concernaient la sûreté de l'Etat. Mais le système aurait nui à l'unité des poursuites qui, déjà, avait conduit à poser le principe de l'unité de la juridiction.

b) Les divers rouages de la Cour.

14. La Cour de sûreté comporte une *Chambre de jugement permanente* (art. 1er, l. nº 63-23), dirigée par le premier président de la Cour, magistrat du siège placé hors hiérarchie, et qui comprend en outre deux magistrats du siège appartenant au moins au premier grade de la hiérarchie et deux officiers généraux ou supérieurs : l'élément civil possède la majorité. Les magistrats du siège appartiennent à un niveau élevé du cadre judiciaire, ce qui leur confère une haute autorité morale et une grande indépendance. On peut regretter que les militaires de la Cour ne soient pas, en toute hypothèse, des officiers généraux : cette solution proposée sans succès au Parlement aurait eu l'avantage d'éviter qu'un général soit jugé par des colonels ou des commandants. Au début de la première audience où ils sont appelés à siéger, les militaires prêtent le serment de bien et fidèlement remplir leurs fonctions, de garder le secret des délibérations et de se conduire en tout comme de dignes et loyaux magistrats (art. 14).

La composition de la Chambre peut varier sous l'influence de deux circonstances. Quand des mineurs de seize à dix-huit ans lui ont déférés, ainsi que cela est possible (*infra*, nº 31), l'un des conseillers civils doit exercer ou avoir exercé les fonctions de juge des enfants ou de délégué à la protection de l'enfance (l. nº 63-23, art. 1er, al. 4). D'autre part, lorsque la Cour est appelée à juger des infractions aux articles 70 à 85 du Code pénal (trahison, espionnage, atteintes à la défense nationale) ou des crimes et délits contre la discipline des armées, l'un des conseillers assesseurs est remplacé par un officier général ou supérieur (même texte) : la présidence demeure aux mains d'un magistrat, mais la majorité de la juridiction devient donc militaire.

15. Cette dernière règle soulève une difficulté, lorsque les crimes et délits reprochés à un même accusé appellent deux compositions distinctes de la Cour. Le fait s'est produit pour un officier poursuivi pour désertion à l'intérieur en temps de paix (infraction contre la discipline des armées), complot contre l'autorité de l'Etat (crime prévu par l'article 87 du Code pénal) et usage de fausses pièces d'identité. Pour respecter la lettre du texte, la Cour ordonna la disjonction de l'affaire ; composée de deux civils et de trois militaires, elle jugea d'abord la désertion ; puis, remplaçant l'un des officiers par un conseiller civil, elle se prononça sur les deux autres accusations[1].

16. Il fallait envisager l'hypothèse d'un grand nombre d'affaires à juger, que la Chambre permanente n'eût pas suffi à examiner[2]. La loi nº 63-23 (art. 1er) a prévu qu'un décret pourrait créer une ou plusieurs *chambres de jugement temporaires*, composées comme la Chambre permanente, mais avec cette particularité que le président peut n'être qu'un magistrat de Cour d'appel appartenant au second groupe du premier grade de la hiérarchie judiciaire, les conseillers civils des magistrats du siège appartenant au moins au second groupe de second grade, et les juges militaires seulement des officiers supérieurs (art. 8). Deux Chambres temporaires ont été instituées par le décret précité du 14 février 1963.

17. Aux rouages de jugement, s'ajoutent des *juges d'instruction* (art. 3) et une *chambre de contrôle de l'instruction* (art. 1er). L'instruction des crimes et délits déférés à la Cour est confié à trois juges d'instruction, magistrats civils appartenant au premier ou au second grade de la hiérarchie. La chambre de contrôle de l'instruction, organe exclusivement judiciaire lui aussi, est formé d'un président, magistrat du siège appartenant au moins au second groupe du premier grade de la hiérarchie, et de deux conseillers, magistrats du siège placés au moins dans le second groupe du second grade.

L'affluence des affaires à instruire a été prévue par la loi. Un décret peut instituer une ou plusieurs chambres temporaires de contrôle de l'instruction, avec la même composition que celle de la Chambre permanente. De plus, des magistrats des cours et tribu-

1. La Chambre criminelle a jugé parfaitement légale la procédure suivie (Crim., 26 juin 1963, *Bull. crim.*, nº 234).
2. C'était le cas, précisément, lors de la création de la Cour de sûreté de l'Etat.

naux peuvent être délégués, par arrêté du garde des Sceaux, pour exercer en surnombre, les fonctions de juge d'instruction (art. 10).

18. La Cour de sûreté de l'Etat comprend enfin un *parquet*, un *greffe* et un *secrétariat*, qui achèvent d'en souligner le caractère autonome. Le parquet est constitué d'un procureur général, magistrat placé hors hiérarchie, assisté de deux avocats généraux appartenant au premier ou au second grade de la hiérarchie (art. 4). Là encore, des magistrats des cours et tribunaux peuvent être délégués pour exercer, concurremment avec les titulaires, les fonctions du ministère public.

Le greffe et le secrétariat ont été organisés par un décret du 23 février 1963, auquel on voudra bien se reporter. On notera seulement que le chef du secrétariat est un magistrat des cours et tribunaux, détaché dans ces fonctions (art. 5, l. n° 63-23).

c) Le recrutement du personnel de la Cour.

19. Le *choix* des membres de la Cour obéit aux règles du droit commun. Les membres des chambres permanentes et temporaires de jugement et de contrôle de l'instruction, les magistrats du parquet, les juges d'instruction et le chef du secrétariat, sont désignés par décret en conseil des ministres, pris après l'avis du Conseil supérieur de la magistrature pour les magistrats du siège (art. 2, al. 1er, et art. 6 et 8, l. n° 63-23). En outre les membres des chambres permanentes de jugement et de contrôle de l'instruction peuvent, selon les besoins du service, être placés en position de détachement, par décret pris en la même forme (art. 2, al. 2) ; cette position est au contraire automatique pour les membres du parquet, les juges d'instruction et le chef du secrétariat de la Cour (art. 6), qui sont employés à temps plein, à la différence de leurs collègues.

20. Des suppléants peuvent être nommés, dans les mêmes conditions de forme, pour remplacer en cas d'empêchement les membres des chambres permanentes et temporaires, les juges d'instruction, les membres du parquet et du secrétariat (art. 9). C'est aussi à un ou plusieurs suppléants qu'il faut faire appel lorsqu'un procès est de nature à entraîner de longs débats et qu'il faut prévoir l'éventualité de la défaillance d'un titulaire. Mais, en aucun cas, ces suppléants ne peuvent être placés en position de détachement [1].

1. La présence de magistrats suppléants appelés à siéger à la Cour implique présomption légale d'absence ou d'empêchement des magistrats titulaires (Crim., 26 juin 1963, *Bull. crim.*, n° 234).

En outre, si le nombre des affaires le requiert, des magistrats des cours et tribunaux peuvent être délégués par arrêté du ministre de la Justice dans des fonctions d'instruction, du ministère public, ou du secrétariat général, concurremment avec les magistrats titulaires ou suppléants, et avis pris du Conseil supérieur de la Magistrature pour les magistrats du siège (art. 10, al. 1er, l. n° 63-23) [1].

21. Le problème de la *durée* d'exercice des fonctions des magistrats à la Cour de sûreté de l'Etat a provoqué au Parlement un débat passionné. Le Gouvernement avait prévu la durée d'un an, par analogie avec la durée des fonctions des membres des tribunaux des forces armées (art. 12, C.J.M.). Mais de nombreux parlementaires estimèrent qu'un délai aussi bref n'assurait pas l'indépendance des magistrats nommés : le pouvoir ne voulait-il pas se réserver la possibilité d'écarter rapidement les magistrats dont la docilité n'était pas totale ? Une beaucoup plus longue durée n'était malheureusement pas possible, en raison de la présence, au sein de la juridiction, de militaires soumis à de fréquents changements d'affectation.

Le Parlement s'est finalement rallié à une mesure de transaction : les fonctions des magistrats titulaires et suppléants ont été fixées à une durée renouvelable de deux années (art. 2, 6 et 9, l. n° 63-23).

B. — *La compétence de la Cour de sûreté de l'Etat*

22. Une particularité attire l'attention, dès qu'on aborde l'étude de la compétence reconnue à la Cour de sûreté de l'Etat : celle-ci n'a compétence qu'en *temps de paix* (art. 697 et 698 du Code de procédure pénale). En temps de guerre, les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat relèvent des juridictions militaires qui connaissent désormais de ce que l'on appelait autrefois la sûreté extérieure de l'Etat, et aussi des infractions dites, avant 1960, atteintes à la sûreté intérieure : complots et attentats contre le régime constitutionnel, l'autorité de l'Etat ou l'intégrité territoriale de l'Etat, attentats et complots contre la paix intérieure, formation de bandes armées, mouvements insurrectionnels (anciens articles 87 à 100 du Code pénal, actuels articles 86 à 99) [2].

1. Le décret du 21 février 1963, en même temps qu'il désignait les membres titulaires des divers postes de la Cour, a nommé un nombre important de suppléants pour ces divers postes.

2. Lorsque les faits poursuivis ont été commis, partie en temps de paix et partie en temps de guerre, l'affaire doit être portée en son entier devant le tribunal des forces

Ceci précisé, les articles 698, 699 et 700 du Code de procédure pénale déterminent, pour le temps de paix, la compétence de la Cour de sûreté de l'Etat à la fois sur le plan *matériel* et sur le plan *personnel* ; l'article 698 prévoit en outre, pour le cas où elles seraient déjà saisies, le *dessaisissement des juridictions de droit commun*. La compétence territoriale n'appelle aucune remarque, puisque la juridiction nouvelle est unique pour tout le territoire.

a) La compétence matérielle de la Cour.

23. La compétence de la Cour de sûreté est fixée, *ratione materiae*, par une longue liste contenue dans l'article 698 du Code de procédure pénale. Le principe de l'énumération montre à lui seul que la Cour est bien une juridiction d'exception, en dépit des affirmations de certains parlementaires (*supra*, n° 8). Il ressort des textes précités qu'aux infractions contre la sûreté de l'Etat *stricto sensu*, ont été ajoutées de nombreuses incriminations de droit commun, qu'on enlève à la connaissance des juridictions ordinaires, quand elles sont liées à une entreprise de subversion. Ainsi, deux sortes d'infractions relèvent de la Cour : les infractions contre la sûreté de l'Etat, au sens vrai du terme, et ce que l'on pourrait appeler des infractions contre la sûreté de l'Etat par assimilation ou par extension.

24. 1° Le groupe des infractions contre la sûreté de l'Etat forme le cœur de la compétence de la juridiction nouvelle (art. 698, al. 1er, C. proc. pén.). Les crimes et délits dont il s'agit sont prévus par les articles 70 et suivants du Code pénal : trahison et espionnage, autres atteintes à la défense nationale, attentats, complots et autres infractions contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national, crimes tendant à troubler l'Etat par le massacre et la dévastation, mouvements insurrectionnels, enfin infractions de recel de choses ou de personnes et de non-dénonciation d'infractions contre la sûreté de l'Etat.

A ces infractions, l'article 698, alinéa 2-*a* du Code de procédure pénale assimile les crimes et délits qui leur sont connexes : l'identité de régime s'explique tout naturellement. L'existence d'un lien de

armées compétent. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation sous l'empire du Code d'instruction criminelle, pour une infraction d'intelligences avec l'ennemi ayant pour objet de nuire à la situation militaire et diplomatique de la France, commise entre janvier et septembre 1946 (Crim., 16 mars 1948, *Gaz. Pal.*, 1948.1.127).

connexité s'apprécie conformément aux dispositions de l'article 203 du Code de procédure pénale[1].

25. 2° Dans le groupe des *infractions assimilées aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat*, l'article 698, alinéa 2-*b*, a placé à part les délits réprimés par la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées, ainsi que les infractions connexes. Alors que les infractions énumérées par l'alinéa 2-*c* ne relèvent de la compétence de la Cour que si elles sont « en relation avec une entreprise... tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat » (*infra*, n° 26), les délits de maintien ou de reconstitution d'un groupe de combat ou d'une milice privée sont, en quelque sorte, présumés contraires à l'autorité de l'Etat et sont, en toute hypothèse, déférés à la juridiction nouvelle : la loi du 15 janvier 1963 a ici implicitement créé une présomption de subversion pour en tirer certaines conséquences procédurales.

Cette présomption s'accorde avec le contenu de la loi de 1936, qui punit le maintien ou la reconstitution de groupements dissous par décret, et qui tendraient à provoquer une manifestation armée, ou qui présenteraient le caractère de groupes de combat ou de milices privées, ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire ou à la forme républicaine du Gouvernement, ou qui tendraient à entraver le rétablissement de la légalité républicaine, ou à exalter la collaboration avec l'ennemi. L'autorité de l'Etat est en cause dans toutes ces hypothèses et il était inutile d'exiger en outre l'existence d'une relation avec une entreprise de subversion.

26. A la différence de ce qui précède, les infractions qu'on va maintenant citer, ainsi que les faits de complicité et les infractions connexes, ne relèvent de la Cour de sûreté de l'Etat que « lorsque ces crimes ou délits sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective consistant ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat » (art. 698, al.2-*c*, C. proc. pén.). Il faut donc expressément établir qu'il existe un lien entre ces infractions et une entreprise de subversion[2]. La formule contenue dans l'article

1. Il semble bien résulter du libellé de l'article 698 que la compétence de la Cour de Sûreté est obligatoire en cas d'infractions connexes : l'effet facultatif de jonction des procédures qu'a d'ordinaire la connexité est donc ici écarté.

2. On ne peut manquer de faire ici un rapprochement avec les ordonnances des 8 octobre 1958 et 14 avril 1962 qui déjà, pour lutter contre le mouvement algérien, soumettaient à des règles procédurales particulières une longue série d'infractions qu'elles énuméraient, lorsqu'elles avaient été commises « en vue d'apporter une aide directe ou indirecte aux rebelles des départements algériens ».

698 (« relation avec une entreprise individuelle ou collective... ») appelle deux observations.

α) On notera d'abord que le texte vise « une entreprise *individuelle* ou collective ». La notion d'entreprise, qu'on trouve utilisée dans le Code pénal par les articles 71-4° et 84, suppose d'ordinaire une organisation collective poursuivant des efforts coordonnés en vue d'un certain but. Il n'y a donc pas d'entreprise au sens de ces textes, quand on est en présence de l'acte occasionnel d'un individu seul[1] ; ainsi on ne peut retenir le crime de l'article 71-4° (entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation en temps de guerre) contre un individu qui, isolément, tenterait d'inciter un militaire à la désertion[2].

Le législateur a introduit ici une notion nouvelle de l'entreprise criminelle, qui ne serait plus une organisation collective et coordonnée : mais on voit mal que cette activité individuelle puisse mettre en péril l'autorité de l'Etat ; une personne isolée ne peut, seule, s'emparer du pouvoir ou prétendre le faire ; il lui faut l'aide de comparses, et alors on retombe dans l'entreprise collective. C'est donc sans nécessité que le législateur a donné de l'entreprise une définition nouvelle.

β) L'entreprise doit se caractériser par une tentative faite pour *substituer une autorité légale à l'autorité de l'Etat*. Le droit positif connaissait déjà la notion d'une atteinte à l'autorité de l'Etat (art. 86 et 92, C. pén., reprenant la formule déjà utilisée par l'art. 87 ancien du C. pén.). Mais aucun texte n'avait défini par quels actes matériels pourrait se traduire cette atteinte.

La disposition actuelle est plus précise que le projet gouvernemental, qui ne parlait que de « crimes et délits... de nature à porter atteinte à l'autorité de l'Etat » : toute infraction porte en effet plus ou moins atteinte à l'ordre public et à l'autorité de l'Etat, et aurait pu théoriquement être déférée à la Cour de sûreté. En mentionnant la substitution d'une autorité à une autre, conformément à un amendement déposé à l'Assemblée Nationale[3], le texte actuel écarte de ses prévisions, par exemple, les barrages routiers établis par des cultivateurs ou des ouvriers, en vue de contraindre le Gouvernement à modifier sa politique agricole ou sociale : voilà qui apaisera les

1. E. Garçon, *Code pénal annoté*, 2e éd., article 76, n° 79.
2. Crim., 6 oct. 1960, *Bull. crim.*, n° 435.
3. Amendement Zimmermann, *J.O.*, Déb. Parl. Ass. Nat., 1963, p. 235 et s.

inquiétudes de ceux qui pourraient craindre que les lois du 15 janvier 1963 ne soient dirigées contre les revendications des grévistes.

27. La liste des crimes et délits dont le lien avec une entreprise de subversion entraîne la compétence de la Cour est très large. Le législateur a bénéficié des expériences faites, dans le cadre du problème algérien et de ses suites, par le décret du 17 mars 1956 et les ordonnances des 8 octobre 1958, 14 avril 1962 et 1er septembre 1962. Dans cette énumération figurent :

1° Les crimes et délits contre la discipline des armées (Livre II, Chap. II, C.J.M.) ;

2° La rébellion avec armes (art. 210, 211, 212 et 215, C. pén.) ;

3° La provocation ou la participation à un attroupement mais seulement dans le cas où l'attroupement devait être ou a été effectivement armé (art. 106, al. 1er et 107, al. 2, C. pén.) ;

4° L'association de malfaiteurs et les faits d'aide ou de recel de malfaiteurs (art. 61, al. 1er, et 265 à 267, C. pén.) ;

5° Les attentats contre les voies ferrées (art. 16 et 17, l. 16 juill. 1845) ;

6° Les entraves à la circulation routière (art. L. 7, C. de la route), mais seulement si elles sont accomplies avec port d'armes ou provocation au port d'armes (art. 698, al. 3, C. proc. pén.) ;

7° Les infractions commises en matière d'armes (décret-loi du 18 avril 1939 et autres textes) ;

8° Les violences criminelles commises contre des magistrats ou des personnes assimilées (art. 231 à 233, C. pén.) ;

9° Les meurtres, homicides volontaires, emprisonnements et coups et blessures volontaires de toute nature (art. 295 à 299, 301 à 304, 309 à 313, C. pén.) ;

10° Les menaces (art. 305 à 308, C. pén.) et le chantage (art. 400, al. 2, C. pén.) ;

11° Les arrestations illégales et les séquestrations de personnes (art. 341 à 344, C. pén.) ;

12° Les incendies volontaires, destructions et menaces prévues par les articles 434 à 437 du Code pénal ;

13° Les pillages et dégâts (art. 440, C. pén.) ;

14° Diverses infractions en matières de télécommunications (art. L. 66 à 68 C. des P. et T.) ;

15° Les vols, escroqueries, abus de confiance, extorsions et recels des articles 379 à 399, 400, alinéa 1er, 401, 405, 408, 460 et 461 du Code pénal ;

16° La réception de fonds de provenance étrangère, destinés à la propagande politique (décret-loi du 21 avril 1939), ainsi que la diffusion ou la détention de tracts de provenance étrangère et nuisibles à l'intérêt national (décret-loi du 24 juin 1939) ;

17° Enfin les délits commis en matière de réglementation des associations étrangères (loi du 1er juill. 1901, Titre IV).

28. Ainsi que l'a très justement noté M. Levasseur[1], la longue énumération de l'article 698 vise donc des infractions que la doctrine appelle mixtes ou complexes, c'est-à-dire des infractions de droit commun inspirées de mobiles politiques, pour lesquelles on hésite sur le régime juridique applicable. La loi n° 63-22 apporte, à ce délicat problème, une solution particulière sur le terrain de la compétence, puisque ces crimes et délits sont assimilés aux infractions contre la sûreté de l'Etat, qui sont regardées depuis l'ordonnance du 4 juin 1960 comme étant de nature politique[2]. Et cette solution procédurale serait valable même pour l'assassinat du chef de l'Etat, commis à des fins de subversion, alors pourtant qu'on s'accordait en France à voir dans cette infraction un crime de droit commun, pour lequel certains traités d'extradition signés par la France permettent la livraison sur le plan international.

29. La liste qui précède ne vise, on l'a vu, aucune infraction de presse et, au Parlement, des députés demandèrent au garde des Sceaux de confirmer que les deux lois du 15 janvier 1963 ne pourraient pas être utilisées contre la liberté de la presse. Mais il est aisé de constater que la situation est plus nuancée et n'appelle pas de réponse uniforme.

Si, par des discours, cris, menaces, écrits, imprimés, placards ou affiches, un individu a publiquement provoqué à la commission d'un crime ou d'un délit, et que sa provocation ait été suivie d'effet, il est traité en complice des auteurs de ce crime ou délit (art. 23, l. 29 juill. 1881). On ne voit pas ce qui empêche de traduire ce provocateur devant la Cour de sûreté de l'Etat, si ceux qu'il a entraînés y sont eux-mêmes déférés. L'ancien article 701 du Code de procédure

1. G. Levasseur, *op. cit.*, n° 9.
2. Comp. Crim., 30 nov. 1960, *Bull. crim.*, n° 560.

pénale (rédaction de l'ordonnance du 4 juin 1960) donnait la solution contraire à une époque où les tribunaux des forces armées avaient compétence pour juger les atteintes à la sûreté de l'Etat ; mais ce texte a disparu avec la promulgation des lois de 1963, et avec lui les règles particulières qu'il posait.

En revanche, la provocation non suivie d'effet est regardée, par l'article 24 de la loi de 1881, comme un délit autonome ; faute d'une atteinte effective à la sûreté ou à l'autorité de l'Etat qu'auraient entraînée les actes du provocateur, celui-ci doit demeurer soumis à la loi de 1881, qui n'a pas été modifiée sur ce point[1].

b) La compétence personnelle de la Cour.

30. Sur deux points, la compétence *ratione personae* de la Cour de sûreté de l'Etat est élargie : en ce qui concerne les personnes visées par les articles 679 et suivants du Code de procédure pénale, puis à l'égard des mineurs de seize à dix-huit ans.

1° Aux termes de l'article 700 du Code de procédure pénale, les *magistrats* de l'ordre judiciaire ou administratif, les *préfets* et les *officiers de police judiciaire* ayant agi ou non dans l'exercice de leurs fonctions pour commettre l'une des infractions ressortissant à la compétence de la Cour ne bénéficient plus du privilège de juridiction écrit dans les articles 679 à 688 du Code de procédure pénale (choix par la Chambre criminelle de la Cour de cassation d'une juridiction autre que celle qui est territorialement compétente pour instruire et juger). Cette abolition du privilège juridictionnel figurait déjà dans l'ordonnance du 14 avril 1962 (art. 2) modifiant la procédure devant le Haut Tribunal militaire et dans l'ordonnance du 1er septembre 1962 (art. 14).

31. 2° Plus spectaculaire est la seconde extension de la compétence personnelle, celle qui touche les *mineurs de seize à dix-huit ans.* L'article 699 du Code de procédure pénale décide que, nonobstant les dispositions de l'article 1er de l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante, les mineurs de seize à dix-huit ans auteurs d'infractions énumérées par l'article 698 relèvent de la compétence des organes d'instruction et de jugement de la Cour de sûreté.

Cette disposition dérogatoire au droit commun de l'enfance

1. R. Vouin, *op. cit.*, n° 13.

délinquante fut très critiquée au Parlement, lors des travaux préparatoires des lois de 1963. De nombreux orateurs s'indignèrent qu'on pût traiter en adultes des adolescents auteurs de gestes le plus souvent irréfléchis et qu'une garde à vue de dix ou même de quinze jours leur fût éventuellement appliquée ainsi qu'à des majeurs ; le Sénat abrogea même purement et simplement l'article 699 qui les concernait. Mais le garde des Sceaux fit valoir qu'en Algérie de très nombreux crimes avaient été l'œuvre d'adolescents, poussés par des adultes appartenant au mouvement de subversion, et il déclara qu'il estimait indispensable de maintenir l'unité de l'instruction et du jugement des affaires ressortissant à la Cour de sûreté de l'Etat ; d'ailleurs, ajoutait-il, les règles protectrices des mineurs prévues par l'ordonnance de 1945 sont intégralement transportées dans la loi n° 63-22, la seule différence concernant la garde à vue. Malgré l'hostilité de nombreux parlementaires à l'application de la garde à vue aux adolescents, le point de vue gouvernemental triompha finalement et l'article 699 fut rétabli dans sa teneur primitive.

c) Le dessaisissement des juridictions de droit commun.

32. Il fallait prévoir l'hypothèse, qui peut en pratique se présenter assez fréquemment, d'infractions dont les autorités judiciaires ordinaires (civiles ou militaires) n'auront pas aperçu, au départ, qu'elles pouvaient ressortir à la compétence de la Cour de sûreté, et qui s'en seront normalement saisies. Il importait en ce cas de prévoir les moyens d'enlever aux juridictions saisies la connaissance de ces infractions pour en investir les autorités de la Cour de sûreté. A cet effet, l'article 698, alinéa 5 et 6 du Code de procédure pénale, a prévu une revendication des dossiers, aboutissant à un dessaisissement des autres juridictions répressives [1]. En quelle forme s'exprime la revendication excercée par le ministère public près de la Cour de sûreté de l'Etat, et quels en sont les effets ?

1. La procédure du dessaisissement a été empruntée à des textes antérieurs, par exemple les décrets des 23 avril 1955 et 17 mai 1958 pris pour l'application de l'état d'urgence, le décret du 17 mars 1956 sur l'état d'exception en Algérie, l'ordonnance du 8 octobre 1958, le décret du 7 avril 1959, celui du 12 février 1960, enfin les deux décisions présidentielles des 27 avril et 3 mai 1961. L'application de l'ordonnance du 8 octobre 1958 a donné lieu a d'assez nombreux arrêts dont les solutions permettent d'éclairer le texte de l'actuel article 698 du Code de procédure pénale. V. sur cette question J. GUYENOT, « Le dessaisissement des juridictions dans la procédure pénale française », cette *Revue*, 1963, p. 279 et s., spéc. n° 28 s.

33. 1° En la *forme*, la revendication des affaires engagées devant d'autres juridictions répressives résulte d'une « décision du ministère public près la Cour de sûreté de l'Etat sur l'ordre écrit du ministre de la Justice » (al. 5) [1]. Le dessaisissement de l'autorité civile ou militaire ne pourrait pas résulter d'une initiative du procureur de la République, qui transmettrait un dossier au procureur général près la Cour de sûreté [2] ; mais rien n'empêcherait un chef de parquet, désireux de mettre le ministère public près la Cour de sûreté à même d'exercer son droit de revendication, d'avertir la Chancellerie et celle-ci pourrait, s'il y a lieu, donner l'ordre de dessaisissement nécessaire.

La revendication peut être formulée à toute hauteur, soit entre les mains du procureur de la République ou de l'autorité militaire compétente pour mettre en mouvement les poursuites, soit entre les mains du juge d'instruction civil ou militaire, soit quand la Chambre d'accusation se trouve saisie du dossier, soit enfin quand a été ordonné le renvoi devant une juridiction de jugement, et à quelque stade que ce soit de la procédure de jugement (voy. la généralité des termes de l'art. 698, al. 5, C. proc. pén.) [3].

34. 2° La revendication opérée par le ministère public près la Cour de sûreté de l'Etat comporte deux *effets*.

Tout d'abord le dessaisissement est immédiat, dès la notification faite au ministère public près la juridiction actuellement saisie de l'affaire revendiquée (art. 698, al. 5, *in fine*) ; à la différence de ce que prévoyaient les ordonnances du 8 octobre 1958 (art. 2) et du 4 juin 1960 (art. 699, al. 2 ancien, C. proc. pén.), il n'est

1. L'acte par lequel s'exprime la revendication n'est soumis à aucune autre exigence de forme que celle d'un écrit précédé de l'ordre du garde des Sceaux ; il suffit que la revendication se réfère explicitement aux dispositions de l'article 698 du Code de procédure pénale. (Crim., 3 mars 1960, *Bull. crim.*, n° 140, pour l'application de l'ordonnance du 8 oct. 1958).

2. Crim., 9 mai 1959, *Bull. crim.*, n° 247.

3. Il ne semble pas qu'une revendication puisse être effectuée lorsque l'affaire est pendante devant la Cour de cassation : celle-ci n'est pas une « juridiction d'instruction ou de jugement » au sens de l'article 698, alinéa 5 du Code de procédure pénale, c'est-à-dire une juridiction chargée de statuer au fond ; on voit mal, d'ailleurs, une juridiction relevant de la Chambre criminelle par la voie du recours en cassation dessaisir cette Cour. A la vérité, il est invraisemblable qu'une affaire intéressant la sûreté de l'Etat ou l'autorité de l'Etat puisse demeurer longtemps entre les mains de juridictions répressives civiles ou militaires, sans que le ministère de la Justice en ait été informé et ait exercé son pouvoir de revendication à un stade inférieur de la procédure. A supposer qu'il en soit autrement, il ne semble pas que la Cour de cassation puisse elle-même soulever d'office le moyen d'incompétence de la juridiction de droit commun ou militaire, car elle empièterait ainsi sur une décision de revendication qu'il appartenait seulement au ministère de la Justice de prendre.

pas nécessaire que le ministère public entre les mains de qui la revendication a lieu donne un avis conforme[1].

L'effet immédiat du dessaisissement est complété par le maintien des actes procéduraux antérieurement accomplis (art. 698, al. final, C. proc. pén.). Mais, à compter de la notification de la revendication, les formes nouvelles de l'instruction et de la procédure, résultant de la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963, se substituent à celles qui résultent du Code de procédure pénale ou des Codes de justice militaire. Cette application immédiate des règles nouvelles entraîne diverses conséquences, notamment l'obligation pour l'inculpé qui n'avait pas d'avocat d'en choisir un ou de s'en faire désigner un d'office dans les quatre jours qui suivent sa première comparution devant le juge d'instruction près la Cour de sûreté de l'Etat (art. 29, l. n° 63-23). En outre, les magistrats ou les officiers de police judiciaire déjà désignés par commission rogatoire acquièrent, dès le dessaisissement, une compétence nationale pour accomplir les actes dont ils sont chargés (art. 19, même loi). Le juge d'instruction près la Cour de sûreté n'est pas tenu de renouveler les mandats mettant les inculpés en détention préventive au bout des quatre mois prévus par l'article 139 du Code de procédure pénale, puisque la loi n° 63-23 ignore la détention à échéances successives (art. 22) et ceci reste vrai, même pour les mandats délivrés par le juge d'instruction civil ou militaire lui-même avant la revendication : ces mandats sont en quelque sorte « novés » par la revendication[2].

35. Le maintien des actes procéduraux accomplis antérieurement au dessaisissement a pour conséquence que ces actes sont conservés avec, éventuellement, les irrégularités qui pouvaient les entacher. L'article 30 de la loi n° 63-23 n'a pas conservé la possibilité qu'offrait l'ordonnance du 8 octobre 1958 (art. 3 *in fine*) au juge d'instruction militaire de recommencer la procédure qu'on lui déférait depuis le premier acte nul, quand cette procédure contenait des nullités.

1. La juridiction d'instruction ou de jugement doit-elle constater par une ordonnance, un jugement ou un arrêt son propre dessaisissement ? Bien que dans la pratique certains juges ou certaines cours aient cru devoir le faire sous l'empire de l'ordonnance du 8 octobre 1958 (V. les attendus de Crim., 31 mars et 25 avril 1960, *Bull. crim.*, n° 191 et 211), cette formalité est inutile, et même contraire au texte de l'article 698 qui, on l'a vu, attache l'effet immédiat du dessaisissement à la notification de la revendication, et non à un acte ultérieur.

2. Crim., 25 avril 1960, *Bull. crim.*, n° 211, pour l'application de l'ordonnance du 8 octobre 1958.

Pourquoi cette différence ? Parce que l'ordonnance de 1958 était un texte tout à fait exceptionnel qui devait permettre de régler rapidement la poursuite, l'instruction et le jugement des affaires pénales auxquelles il s'appliquait : il fallait donc pouvoir purger sans retard la procédure des vices qui l'encombraient. La procédure prévue par la loi n° 63-23 possède au contraire une valeur permanente et s'efforce de respecter plus complètement les garanties de la défense : le juge d'instruction ne peut plus, de lui-même, déclarer nul un acte irrégulier de l'instruction : il peut seulement saisir la chambre de contrôle de l'instruction en vue de l'annulation de cet acte, de même que selon le droit commun le juge d'instruction saisit la chambre d'accusation (art. 171, al. 1er, C. proc. pén.).

II. — La procédure préparatoire au jugement

36. Les rédacteurs des lois du 15 janvier 1963 n'ont pas voulu donner, à la Cour de sûreté de l'Etat, des caractères trop exceptionnels. Leur souci se manifeste quand on examine la procédure suivie jusqu'à la saisine de la Cour ; l'article 15 de la loi n° 63-23 affirme que « les crimes et délits déférés à la Cour de sûreté de l'Etat dans les conditions fixées par l'article 698 du Code de procédure pénale sont poursuivis et instruits *selon les règles du droit commun*, sous réserve des dispositions ci-après ».

On ne s'étonnera donc pas de retrouver, comme dans toute procédure pénale complète, les trois étapes classiques que sont : la phase de *police judiciaire*, antérieure à la saisine des organes de la Cour, — la phase d'*instruction préparatoire*, — la phase de *règlement de la procédure*. Mais, derrière cette similitude de façade, de nombreuses et importantes différences apparaissent, annoncées d'ailleurs par l'article 15 précité, et qu'il faut exposer avec détail.

A. — *La phase de l'enquête de police*

37. Voici la phase qui, de toute la procédure préparatoire au jugement, est la plus importante en pratique. Dans les affaires de droit commun, les recherches faites par les officiers de police judiciaire sont beaucoup plus fructueuses que celles du juge d'instruction. Ce magistrat, lié par les formalités qu'a édictées la fameuse loi du 8 décembre 1897, aboutit rarement à des succès specta-

culaires. La police le sait bien : une affaire qu'elle doit transmettre au juge d'instruction sans avoir pu réunir elle-même les preuves essentielles est, pour elle, une affaire « manquée ».

Ces considérations prennent plus de relief encore en matière de sûreté de l'Etat. La police est seule capable de mettre en œuvre le réseau de surveillance nécessaire au dépistage des auteurs d'entreprises contre la défense nationale ou l'autorité de l'Etat. Et quand des suspects tombent entre ses mains, elle estime indispensable de pouvoir exploiter ses avantages, sans être paralysée par l'intervention trop rapide de magistrats instructeurs, qui ne peuvent agir qu'à visage découvert et en la présence d'avocats. Le secret de l'enquête et des pouvoirs juridiques élargis sont ici des facteurs de succès, et peuvent seuls faire pièce au secret et à l'ampleur des moyens dont s'entourent les délinquants recherchés.

Cette exigence explique les règles spéciales qui permettent en cette matière l'intervention du *préfet*, les pouvoirs spéciaux de *recherche des preuves*, et enfin une *garde à vue* des suspects beaucoup plus longue que d'ordinaire.

a) Les pouvoirs du préfet.

38. Le préfet de police dans la Seine et les préfets des autres départements jouent un rôle considérable en matière de sûreté de l'Etat. On ne s'étonnera donc pas que l'article 30 du Code de procédure pénale, héritier du célèbre article 10 du Code d'instruction criminelle, ait été une fois de plus retouché lors de la création de la Cour de sûreté. On peut présenter ainsi les règles qui découlent actuellement des divers alinéas de l'article 30.

1° En matière de crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, et s'il y a urgence, les préfets peuvent faire ou faire faire tous actes de constatation (al. 1er). C'est donc au préfet qu'appartient, en propre, le déclenchement de l'enquête de police lorsque, des renseignements recueillis par les officiers de police judiciaire et leurs subordonnés, au cours de longues et patientes recherches, il apparaît qu'il faut maintenant agir avec force et efficacité. Le texte de l'alinéa 1er de l'article 30 ne comporte plus la condition que les autorités judiciaires ne soient pas déjà saisies de l'affaire : cette limitation, qui résultait de la rédaction donnée en 1959 à l'article 30, avait déjà disparu par l'effet de l'ordonnance du 13 février 1960 ; elle eût été d'ailleurs sans objet, puisque la seule autorité judiciaire

qui peut être saisie est le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat avec lequel, on va le voir, le préfet doit se mettre immédiatement en rapport.

2° Le préfet qui use des pouvoirs de l'article 30 doit en temps de guerre avertir immédiatement les autorités militaires compétentes, ou, à défaut et vu l'urgence, le procureur de la République (al. 3). En temps de paix, seule période qui intéresse la Cour de sûreté de l'Etat, il doit avertir aussitôt le ministère public près cette juridiction et, dans les quarante-huit heures, lui transférer les pièces de l'affaire et les suspects appréhendés, le tout à peine de nullité de la procédure (al. 2)[1]. L'article 10 du Code d'instruction criminelle et la première rédaction de l'article 30 du Code de procédure pénale fixaient ce délai à vingt-quatre heures, mais dans un contexte différent, puisque le magistrat qu'il fallait saisir était le procureur de la République, situé à brève distance. On notera spécialement la sanction de la nullité de la procédure qui existait déjà en 1959 et que l'ordonnance du 13 février 1960 avait écartée.

3° Dans le cadre de l'article 30, les officiers de police judiciaire peuvent garder à vue le suspect qu'ils ont appréhendé, et la garde à vue peut se poursuivre, une fois saisi le parquet de la Cour. Mais l'alinéa 3 nouveau de l'article 30 interdit que ce suspect soit retenu plus de dix jours à compter de son arrestation. Ainsi sont reprises, transposées, les dispositions antérieures de l'article 30, dans la rédaction issue de l'ordonnance de 1960.

4° Est demeuré presque sans changement le texte qui impose aux officiers de police judiciaire requis par le préfet, et aux fonctionnaires à qui notification de saisie a été adressée, dans le cadre de l'article 30, d'avertir sans délai le parquet près la Cour de sûreté de l'Etat.

b) La recherche des preuves.

39. Soumise dans son ensemble au droit commun, la recherche des preuves en matière d'infractions contre la sûreté de l'Etat est cependant soumise à quelques règles particulières qui, toutes,

1. Il aurait été souhaitable que le préfet avertisse aussi le procureur de la République du ressort dans lequel les officiers de police judiciaire vont instrumenter : c'eût été d'autant plus normal qu'aux opérations en cours peuvent se rattacher des infractions de droit commun (G. LEVASSEUR, *op. cit.*, p. 29, note 21).

traduisent un net recul des garanties issues du Code de procédure pénale.

La première dérogation, très grave, est contenue dans l'article 17 de la loi nº 63-23 aux termes duquel « dans les cas prévus aux articles 63 à 78 du Code de procédure pénale (c'est-à-dire en cas de flagrance ou d'enquête préliminaire), et nonobstant les dispositions de l'article 76, alinéas 1er et 2, dudit Code, le ministère public (près la Cour de sûreté de l'Etat) peut procéder ou faire procéder, même de nuit et en tout lieu, à toutes *perquisitions* et *saisies* ». La même dérogation est permise par l'article 19, alinéa 3, au cas d'exécution d'une commission rogatoire du juge d'instruction.

On remarquera combien est grave cette disposition qui autorise des perquisitions pendant la nuit. Ce souvenir du temps de guerre ou des temps de trouble n'aurait-il pas dû disparaître, une fois ramené le calme ? En vain, pourtant, des parlementaires[1] proposèrent-ils de rayer du texte cette formule : ils ne réussirent pas à obtenir le retour à la fameuse règle de l'inviolabitité du domicile des citoyens, posée par l'article 76 de la Constitution du 22 frimaire an VIII.

L'autre exception au droit commun prévue par l'article 19 est de médiocre intérêt, comparée à celle-là : c'est celle qui autorise l'officier de police judiciaire qui agit dans le cadre d'une enquête préliminaire à se passer de l'assentiment de la personne chez laquelle il perquisitionne.

40. De son côté, reprenant ici l'ancien article 703 du Code de procédure pénale et, avant lui, l'article 574 du Code d'instruction criminelle, l'article 702 nouveau décide qu'« en vue d'éviter la divulgation d'un secret de la défense nationale, il peut être procédé, même par voie administrative, à la *saisie préventive* des objets, écrits, imprimés et autres instruments de cette divulgation ».

Cette disposition n'a soulevé jusqu'alors aucune difficulté particulière. Elle est d'un intérêt évident : elle permet d'empêcher la diffusion d'écrits, de brochures ou de journaux à l'impression ou déjà mis en vente, lorsque leur lecture par un public quelconque aurait pour résultat de divulguer des secrets de la défense nationale ; elle permettrait même la saisie de manuscrits avant leur impression. La saisie est possible, non seulement dans le cadre d'une information judiciaire, mais également avant toute instruction ; elle peut être

1. *J.O.*, Déb. Parl. Ass. Nat., 1963, p. 269 et s., Sénat, 1963, p. 32.

ordonnée, soit par le ministère public près la Cour de sûreté, soit par le préfet lui-même (« par voie administrative ») et, dans cette dernière hypothèse, l'article 702 du Code de procédure pénale est donc le complément de l'article 30 du même Code.

c) La garde à vue.

41. Problème crucial que celui de la garde à vue ! Au Parlement, il provoqua des interventions passionnées, quand l'article 16 de la loi nº 63-23 vint en discussion, et le projet gouvernemental subit, sur ce point, un échec marqué au Sénat, avant d'être malgré tout accepté, assez profondément remanié, par la commission mixte paritaire.

Le Gouvernement avait projeté de rendre permanente une règle apparue récemment dans des textes de nature tout à fait exceptionnelle, tels que la décision présidentielle du 24 avril 1961, et les ordonnances des 14 avril et 1er septembre 1962 : dans les affaires intéressant la sûreté de l'Etat, la durée de la garde à vue serait désormais de quinze jours. Ainsi, ce que l'on avait cru être seulement une mesure extraordinaire, motivée par des circonstances troublées, allait devenir une règle définitive valable même pour les temps de calme. Un chemin considérable avait donc été parcouru dans les esprits, depuis qu'en 1957 le Parlement avait admis, non sans d'extrêmes réticences, dans le Code de procédure pénale en gestation le principe d'une garde à vue qui, en toute matière et même pour la sûreté de l'Etat, ne devait pas dépasser vingt-quatre heures, délai renouvelable une seule fois sur l'expresse autorisation du magistrat compétent (art. 63, 77 et 154, C. proc. pén.). L'engrenage a rapidement fait son œuvre : en matière de sûreté de l'Etat, le délai était doublé par les deux ordonnances du 13 février 1960 et passait à quinze jours dans les textes de 1961 et 1962 précités.

42. Au Parlement les critiques se multiplièrent, et le garde des Sceaux dut céder du terrain ; à l'Assemblée Nationale, il proposa une garde à vue de dix jours au maximum (quinze jours en période d'urgence), ponctuée de deux renouvellements ordonnés en cours de délai par le magistrat compétent. Admise par les députés, cette solution transactionnelle fut repoussée par le Sénat qui revint au système admis par le Code de procédure pénale dans sa rédaction initiale : pas de délai spécial pour les infractions contre la sûreté de l'Etat, mais l'application du droit commun d'un double délai

de vingt-quatre heures. « Entre l'efficacité policière et les principes qui doivent régir la liberté individuelle, nous choisissons la liberté individuelle », avait solennellement déclaré un sénateur[1].

43. La solution véritable était certainement à mi-chemin des deux extrêmes. Quarante-huit heures ne peuvent, à l'évidence, suffire dans des enquêtes délicates, d'envergure nationale ou internationale. L'Etat ne peut faire la partie trop belle à ses adversaires. En revanche, une garde à vue de quinze jours ou même de dix jours est exagérée, du moins en période normale : une durée de cinq jours, non renouvelable, aurait été une bonne moyenne.

La solution finalement retenue dans l'article 16, après la transaction établie par la commission mixte paritaire, tient dans les règles suivantes, qui ont trait à la *durée* du délai et aux *garanties* qu'on a voulu assurer aux suspects appréhendés.

44. 1° Le délai normal de la garde à vue est de quarante-huit heures (al. 1er), quel que soit le cadre d'action des officiers de police judiciaire : enquête préliminaire, enquête sur infraction flagrante ou exécution d'une commission rogatoire. Mais ce délai peut être prolongé, en cas de nécessité, d'une première tranche de cinq jours sur l'autorisation du magistrat compétent (al. 2), — d'une seconde tranche de trois jours, accordée dans les mêmes conditions (al. 3), — enfin, mais seulement au cas d'état d'urgence, d'une troisième et dernière tranche de cinq jours (art. 48-1°, l. n° 63-23). La durée totale est donc de dix jours en période normale, et de quinze jours pendant l'état d'urgence.

45. 2° Les autorisations de renouvellement sont accordées par écrit, après comparution du suspect appréhendé devant le magistrat compétent. Ce magistrat est le représentant du ministère public près la Cour de sûreté de l'Etat, en cas d'enquête préliminaire ou d'enquête de flagrance, et le juge d'instruction près la même juridiction, si la garde à vue se situe dans le cadre d'une commission rogatoire, Mais chaque magistrat a la faculté de déléguer un collègue, pour accorder les renouvellements dont il s'agit : ainsi, des suspects arrêtés à Marseille pourront être présentés au procureur de la République ou au juge d'instruction de cette ville (art. 16, al. 5).

Enfin il appartiendra au ministère public près la Cour de sûreté

1. Intervention Le Bellegou, *J.O.*, Déb. Parl. Sénat, 1963, p. 60.

de contrôler la garde à vue, au besoin en se faisant à tout moment représenter le suspect, sur les lieux même de la garde à vue ; ce contrôle peut être exercé, en son nom, par le procureur de la République du ressort dans lequel la mesure est exécutée (al. 4).

46. La loi n° 63-23 est restée muette sur les autres règles applicables à la garde à vue. En vertu du principe posé par l'article 15 (*supra*, n° 36), les dispositions du Code de procédure pénale conservent ici leur vigueur (art. 63, 64, et 65, C. proc. pén.) : mention, au procès-verbal d'audition, des jours et heures du début de la garde à vue, de la présentation au magistrat compétent et de la libération, — indication, sur la même pièce, de la durée des interrogatoires et des repos accordés, ainsi que des motifs de la garde à vue, — report des mêmes indications sur le registre tenu à cet effet dans tout local de police, — examen médical possible à la demande du procureur de la République ou même, de droit, à la demande de l'intéressé, dûment averti de cette prérogative, vingt-quatre heures après le début de la garde à vue.

On regrettera que les parlementaires n'aient pas saisi l'occasion, qui leur était offerte, d'affirmer que ces formalités devaient être respectées, à peine de nullité de la procédure, et de briser la jurisprudence contraire de la Chambre criminelle.[1] Il est à craindre que des abus graves puissent impunément se produire et il aurait été préférable d'équilibrer, par la menace d'une *annulation globale* de toute la procédure, les exorbitantes prérogatives octroyées aux officiers de police judiciaire. Peut-être même aurait-il été utile d'étendre la mesure à toutes les matières, en dehors de la sûreté de l'Etat.

B. — *La phase de l'instruction préparatoire*

a) Les principes gouvernant l'instruction préparatoire devant la Cour de sûreté de l'Etat.

47. 1° Des divers principes qui gouvernent l'instruction préparatoire en matière d'infractions contre la sûreté de l'Etat, le plus important est celui d'une *instruction obligatoire* pour chaque affaire, qu'elle soit criminelle ou correctionnelle. Non expressément formulé dans la loi n° 63-23, le principe découle *a contrario* de ce que

1. V. spéc. Crim., 17 mars 1960, *Bull. crim.*, n° 156 ; G. Levasseur, *op. cit.*, n° 11.

les textes ont exceptionnellement prévu une procédure de citation directe en période d'état d'urgence et si l'infraction est flagrante (art. 48-2°).

La dérogation au principe d'une instruction obligatoire écrite dans cet article 48 est la reproduction presqu'intégrale des dispositions contenues déjà dans l'ordonnance du 1er septembre 1962, précédemment commentée dans cette *Revue*[1]. Quand il y a à la fois état d'urgence proclamé et flagrance de l'infraction, le ministère public, sur le vu des résultats de l'enquête « préliminaire »[2], interroge l'inculpé sur son identité et sur les faits et le place sous mandat de dépôt ; puis il l'avertit du jour et de l'heure de sa comparution en jugement, qui ne peut avoir lieu qu'à l'expiration d'un délai minimum de cinq jours après l'interrogatoire. L'inculpé choisit, ou le premier président de la Cour lui désigne dans les deux jours, un avocat qui peut librement communiquer avec son client et prendre connaissance de la procédure. La Chambre de jugement est saisie, d'ordre du garde des Sceaux, par une citation directe motivée, qui indique les charges retenues et la qualification exacte des faits retenus.

Les critiques faites à l'occasion de l'ordonnance du 1er septembre 1962 se retrouvent ici ; la situation est même plus grave, puisque la suppression de toute intervention juridictionnelle avant la mise en jugement est devenue automatique dès qu'est déclaré l'état d'urgence : ce qui n'était qu'une règle absolument exorbitante est maintenant règle courante. Comment affirmer encore, après cette constatation, que la Cour de sûreté de l'Etat est une juridiction « de droit commun » ?

48. 2° Second principe, qui découle des articles 18 (l. n° 63-23) et 598 (al. 4 nouveau, C proc. pén.) : le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire à fin d'informer du ministère public près la Cour de sûreté, pris sur l'ordre écrit du garde des Sceaux, dont il devra faire mention. La saisine du juge par une *constitution de partie civile* est exclue, puisque cette constitution n'est recevable que devant la juridiction de jugement (art. 33, al. 2). L'intervention du ministre de la Justice à l'origine des poursuites judiciaires n'étonne pas en matière politique, encore qu'on l'ait vivement critiquée au Parlement ; les juridictions d'exception créées en 1961 et 1962 en connaissaient déjà l'exigence.

1. Cette *Revue*, 1962, spécialement p. 18 et s.
2. Terme impropre, évidemment, car il s'agit d'une enquête sur crime ou délit flagrant. La même erreur existait déjà dans l'ordonnance du 1er septembre 1962.

49. 3° Le troisième et dernier principe à signaler est le complément de celui qui a déjà été signalé, pour l'enquête de police : l'instruction des crimes et délits soumis à la compétence de la nouvelle juridiction sont *instruits selon les règles du droit commun*, sous réserve de certaines dérogations dont on parlera ci-dessous (art. 15, l. n° 63-23).

En réalité, les dérogations sont plus importantes qu'on ne peut le penser au premier abord. A côté d'exceptions relativement réduites, qui concernent la recherche des preuves, d'autres affectent plus profondément certaines règles jusqu'alors regardées comme essentielles. Elles concernent la liberté provisoire et, surtout, le rôle dévolu en matière d'instruction à la juridiction d'instruction du second degré : celle-ci n'a pas exactement les fonctions reconnues par le Code de procédure pénale à la chambre d'accusation. En particulier elle ne peut procéder elle-même au règlement de l'information, mais seulement à un *contrôle des actes d'information du jugement d'instruction*, qu'on examinera après avoir exposé les *règles spéciales à certains actes accomplis par ce magistrat.*

b) Les actes du juge d'instruction.

50. Le juge d'instruction, accompagné de son greffier, peut accomplir en tous lieux du territoire les actes auxquels le Code de procédure pénale et la loi n° 63-23 lui donnent le droit de procéder ; le magistrat a donc une *compétence géographique nationale* (art. 19, l. n° 63-23). Pareillement, « il peut donner commission rogatoire à tous magistrats et officiers de police judiciaire, afin de leur faire exécuter tous les actes d'information nécessaires sur tout le territoire de la République » ; le magistrat ou l'officier de police judiciaire doit seulement aviser le procureur de la République dans le ressort duquel il se transporte (art. 19, al. 2).

Cette extension de la compétence du magistrat instructeur était déjà exprimée par l'ordonnance n° 60-121 du 13 février 1960 (art. 151, al. 4, C. proc. pén., implicitement abrogé par les lois du 15 janv. 1963), par la décision présidentielle du 4 mai 1961 et les deux ordonnances des 4 avril et 1er septembre 1962. Elle est un jalon de plus vers ce qui sera peut-être la règle de l'avenir, c'est-à-dire une compétence nationale donnée, en toute matière, à tous les juges d'instruction et aux officiers de police judiciaire par eux délégués.

Parmi les actes d'instruction soumis à une réglementation

particulière par la loi n° 63-23, certains ont trait à la *personne de l'inculpé*, d'autres à la *recherche des preuves*.

51. 1° L'inculpé bénéficie d'un avantage particulier, puisqu'un avocat doit nécessairement l'assister tout au long de l'instruction. Le juge l'avertit, dès sa première comparution, qu'il a quatre jours pour choisir son défenseur et que passé ce délai, il lui en sera désigné un d'office par le bâtonnier ou, à défaut, par le premier président de la Cour (art. 20). L'avocat possède tous les droits que lui confère d'ordinaire le Code de procédure pénale, en particulier la présence aux interrogatoires et confrontations de son client, la communication préalable au dossier de la procédure et l'avis de toute ordonnance juridictionnelle rendue par le juge.

Il faut signaler en revanche, comme un important recul, que les mandats mettant ce dernier en détention préventive n'ont pas à être renouvelés au bout de quatre mois, à l'opposé de ce qu'exige l'article 139 du Code de procédure pénale (art. 22, l. n° 63-23) : c'est le retour à la détention illimitée, que connaissait le Code d'instruction criminelle, et dont la suppression en 1959 avait été considérée comme un notable progrès. Sans doute l'inculpé garde-t-il le droit de demander à tout moment sa liberté provisoire et d'interjeter appel en cas de refus (art. 31 et 29, al. 2, combinés) ; mais l'article 29, alinéa 5, ajoute, reprenant une disposition apparue pour la première fois dans l'ordonnance du 1er septembre 1962, qu'après une décision de la chambre de contrôle de l'instruction rejetant une demande de liberté provisoire, l'inculpé ne peut plus, pendant un mois, se pourvoir à nouveau contre une décision du juge d'instruction prise en cette matière. Et la rigueur légale est complétée par une innovation, spéciale à l'état d'urgence déclaré : l'inculpé détenu ne peut alors être mis en liberté provisoire par le juge que sur les réquisitions conformes du ministère public (art. 48-3° l. n° 63-23) ; l'indépendance du juge d'instruction s'effrite à cette occasion, et ceci n'est pas l'une des moindres critiques qu'il faut adresser aux textes nouveaux.

52. Le même esprit se retrouve dans une disposition héritée de l'ordonnance du 1er septembre 1962, et selon laquelle l'enquête de personnalité est rendue facultative « dans tous les cas » (art. 21, al. 3). Par bonheur, la conception purement répressive que traduit ce texte n'a pas été étendue aux mineurs de seize à dix-huit ans qui

relèvent de la compétence de la Cour de sûreté ; pour donner partiellement satisfaction à ceux qui craignaient de voir la juridiction nouvelle faire seulement œuvre de répression à l'égard des mineurs et non de relèvement, l'article 699, alinéa 1er du Code de procédure pénale prévoit qu'aux mineurs mêlés à un procès déféré à la Cour doivent obligatoirement s'appliquer certaines dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante, à savoir celles relatives à l'enquête sociale, l'examen médical et médico-psychologique et le placement éventuel dans un centre d'observation, à la garde provisoire du mineur, sous le régime de la liberté surveillée s'il y a lieu, et à la détention préventive (exceptionnelle) dans une maison d'arrêt. Mais la garde à vue s'applique aux mineurs exactement comme aux majeurs et il faut bien reconnaître que cette juxtaposition des dispositions de l'ordonnance de 1945 et du maintien entre les mains de la police pendant un délai qui peut durer dix jours est singulièrement contestable.

53. 2° Sur deux points, le droit commun de la recherche des preuves au cours de l'instruction a été écarté par la loi n° 63-23 du 15 janvier 1963.

Imitant presque textuellement l'ordonnance du 1er septembre 1962, l'article 21 dépouille l'expertise de certaines formalités un peu encombrantes. L'expert peut recevoir seul les déclarations de l'inculpé à titre de renseignements et dans les limites de sa mission, l'avocat ayant été préalablement convoqué. De plus le juge d'instruction n'est plus obligatoirement tenu de donner connaissance aux parties des conclusions de l'expert, ni de provoquer leurs observations dans un délai par lui fixé ; mais rien n'interdit au magistrat de respecter cependant, ici, les formalités prévues par le Code de procédure pénale (art. 167).

54. Le désir de ne pas compliquer les procédures d'instruction explique, d'autre part, la règle absolument nouvelle posée par l'article 23 de la loi n° 63-23. Un individu, déjà inculpé dans une procédure, peut être entendu par le juge dans une procédure distincte concernant d'autres personnes, mais relatives aux mêmes faits ou à des faits connexes ; l'audition a lieu, sans serment, le défenseur ayant été régulièrement convoqué. Cette disposition s'explique par les caractères propres aux affaires intéressant la sûreté de l'Etat, dans lesquelles des activités délictueuses s'enche-

vêtrent et où des arrestations s'échelonnent parfois sur des mois. Constituer un dossier unique, mais volumineux, retarderait inutilement le jugement de comparses dont le sort doit être rapidement fixé. Le juge d'instruction pourra donc user de la disjonction des procédures plus largement qu'en droit commun, puisqu'il pourra le faire même en cas d'indivisibilité, et pas seulement de connexité.

Mais une difficulté demeurait, que tranche l'article 23 : l'individu inculpé dans une procédure n'aurait pu être entendu comme témoin dans une autre procédure concernant les mêmes faits ou des faits voisins, sans méconnaître les droits de sa défense ; d'autre part, l'inculper dans toutes les procédures où il pouvait être amené à figurer aurait inutilement compliqué les choses. L'article 23 résoud également le problème, en permettant de l'entendre sans serment, mais en présence de son conseil ; tous les intérêts sont donc sauvegardés. Cette trouvaille procédurale mériterait d'être retenue dans la procédure de droit commun, où certaines situations complexes appelleraient une simplification identique.

c) Le rôle de la chambre de contrôle de l'instruction.

55. Des deux fonctions classiquement reconnues à la chambre d'accusation, la loi n° 63-23 n'a retenu que le contrôle exercé sur les actes du juge d'instruction, et ce rôle explique l'appellation qui désigne la chambre de contrôle de l'instruction créée par la loi n° 63-23. En revanche, cette chambre n'intervient pas dans le règlement de la procédure qui incombe au juge d'instruction et au Gouvernement ensemble, selon une technique qu'on exposera plus loin.

56. 1° La chambre de contrôle de l'instruction peut être *saisie* dans des hypothèses distinctes, dont les régimes procéduraux ne doivent pas être confondus.

α) Dans le premier cas, la chambre joue le rôle d'une juridiction d'*appel*, statuant sur les ordonnances du juge d'instruction qui lui sont déférées. Assez inexplicablement, le législateur a dénommé « référé » le recours formé contre ces ordonnances (art. 29) ; cette innovation terminologique est regrettable et pourrait faire croire à tort que la chambre ne devrait statuer qu'en cas d'urgence, comme pour le référé civil.

Ce référé est possible de la part du ministère public contre toutes les ordonnances du juge d'instruction, et de la part de l'inculpé

seulement contre l'ordonnance qui rejette une demande de mise en liberté provisoire (art. 29) ; comme il n'y a pas de partie civile au stade de l'instruction, il était inutile de prévoir un référé en ce cas. L'inculpé a donc moins de droits, ici, qu'il n'en tient du Code de procédure pénale, puisqu'il ne peut pas se pourvoir contre une ordonnance statuant sur la compétence ni contre certaines ordonnances rendues en matière d'expertise (comp. art. 186, C. proc. pén.). Il faudra attendre le pourvoi en cassation formé contre la condamnation prononcée par la Chambre de jugement pour pouvoir invoquer utilement l'incompétence de la juridiction ou l'opportunité d'une expertise ou d'une contre-expertise : n'est-ce pas en contradiction avec la célérité de la procédure, voulue ici par le législateur ?

Le référé est reçu par déclaration au greffe de la Cour, dans un délai de vingt-quatre heures, qui court à compter de l'ordonnance pour le ministère public, et à partir de sa notification pour l'inculpé (art. 29). L'inculpé qui, par hypothèse, est détenu (puisque la seule ordonnance qu'il peut attaquer est celle qui lui refuse sa liberté) peut aussi, selon l'article 503 du Code de procédure pénale, remettre au surveillant-chef de la maison d'arrêt une lettre que celui-ci vise, mentionne sur un registre et adresse au greffe de la Cour. La loi n'a pas prévu que l'inculpé soit informé du référé exercé par le ministère public, ce qui peut le mettre dans l'impossibilité de faire parvenir à la chambre de contrôle le mémoire que l'article 29, alinéa 4, lui permet d'y adresser.

57. β) La seconde hypothèse de saisine de la chambre résulte de la *demande de mise en liberté provisoire* formée par l'inculpé détenu après la clôture de l'information (art. 31, l. n° 63-23). Ici, plus de délai pour saisir la chambre, c'est évident, et la déclaration au greffe paraît pouvoir être remplacée par une lettre adressée directement à la chambre ou à son président, puisque l'article 31 ne renvoie pas à l'article 29 où se trouvent mentionnées les formes du référé.

Cette procédure est ouverte dans la période de temps qui suit l'arrêt sur le fond, si un pourvoi en cassation a été formé et jusqu'à la décision de la Chambre criminelle, ou, en cas de cassation, jusqu'à l'ouverture des débats devant la juridiction de renvoi. Elle l'est aussi dans l'hypothèse d'une décision d'incompétence et si aucune autre juridiction n'est saisie (on indiquera plus loin les cas où une telle décision d'incompétence a été rendue). La procédure

de l'article 31 est enfin ouverte pendant le temps qui sépare la clôture de l'information et la comparution devant la Chambre de jugement ; par « clôture de l'information », il semble qu'il faut entendre, non le moment où le juge d'instruction constate l'existence de charges suffisantes contre l'inculpé, mais bien celui où, à la suite de cette constatation, le Gouvernement prend un décret de renvoi en jugement devant la Cour de sûreté [1] ; car c'est bien ce décret qui, comme on le verra ci-après, met irrévocablement fin aux pouvoirs du juge d'instruction et joue le rôle de ce que serait, dans une procédure criminelle ordinaire, l'arrêt de renvoi aux assises rendu par la chambre d'accusation.

58. γ) L'intervention de la chambre de contrôle apparaît dans une troisième hypothèse, celle d'une *nullité de l'information*. L'article 30 de la loi n° 63-23, qui prévoit ce cas, est la transposition de la règle écrite dans le Code de procédure pénale (art. 171) : le juge d'instruction peut saisir la chambre de contrôle après avoir pris l'avis du ministère public et avoir informé l'inculpé, s'il lui apparaît qu'un acte de l'instruction est entaché de nullité ; de son côté, le ministère public peut requérir du juge la communication du dossier, en vue de sa transmission à la chambre de contrôle aux fins d'annulation des actes irréguliers.

δ) Ajoutons enfin, pour être complet, que la chambre de contrôle de l'instruction peut intervenir dans deux autres cas : soit pour statuer sur les *demandes en restitution* d'objets saisis, formées par le ministère public ou par toute personne prétendant avoir des droits sur les objets, après que la chambre de jugement a statué définitivement (art. 44, al. 2), — soit pour accorder au condamné *dispense de se mettre en état*, lorsqu'il a formé un pourvoi en cassation contre la décision de la chambre de jugement (art. 46, al. 2).

59. 2° Examinons maintenant les *décisions* de la chambre de contrôle de l'instruction. Une première question fait difficulté : selon quelle procédure la chambre élabore-t-elle ses décisions ? L'article 29, alinéa 4, répond, pour le cas du référé, que la chambre statue sur conclusions écrites du procureur général et, s'il y a lieu, sur mémoire de l'inculpé, mais sans audition des parties ni de leurs conseils, et à l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de la déclaration au greffe. Mais cette procédure strictement inquisitoire n'est prévue que pour les décisions statuant sur des référés ; faut-il alors penser que le droit commun des articles 197 et suivants du Code de procédure pénale, reprendra son empire pour le jugement des demandes de liberté provisoire prévues par l'article 31 de la loi n° 63-23 (en particulier, observations sommaires présentées par le conseil de l'inculpé, possibilité d'une comparution personnelle de l'inculpé) ? Cette solution doit être rejetée, car on s'expliquerait mal pourquoi la liberté provisoire donnerait lieu à des débats oraux après la clôture de l'instruction et à une procédure écrite avant : il vaut mieux unifier les solutions et étendre aux deux cas les règles prévues pour le référé.

1. R. VOUIN, *op. cit.*, n° 53.

60. Les pouvoirs de la chambre de contrôle sont nécessairement larges. Saisies d'un référé, elle peut naturellement infirmer ou confirmer l'ordonnance qu'on lui soumet, dans les limites de l'appel qui l'investit ; et comme le ministère public peut se pourvoir devant elle contre toute ordonnance du juge d'instruction, elle peut donc décider de la compétence, des mesures d'information à prendre, d'un supplément d'information, de l'existence de charges, d'un éventuel non-lieu ou de la liberté provisoire.

Appelée à statuer sur la nullité d'un acte de l'instruction, elle examine la régularité de la procédure et, quand elle admet une cause de nullité, elle prononce l'annulation de l'acte vicié et, s'il y a lieu, celle de tout ou partie de la procédure ultérieure ; mais, par dérogation au droit commun, elle ne peut pas évoquer et procéder elle-même à l'instruction de l'affaire : la différence de rédaction de l'article 206 du Code de procédure pénale et de l'article 31 de la loi n° 63-23 est voulue et montre bien que la chambre n'a pas qualité de juridiction souveraine en matière d'instruction, mais seulement et très exactement un rôle de contrôle de l'instruction.

On notera enfin qu'aucun pourvoi en cassation ne peut être reçu contre les décisions de la chambre de contrôle (art. 46, al. 1er).

C. — *Le règlement de la procédure d'instruction*

61. La Cour de sûreté de l'Etat montre d'une façon éclatante qu'elle est une juridiction d'exception quand l'instruction arrive à son terme : le règlement de la procédure n'est pas confié à la chambre de contrôle de l'instruction et celle-ci n'est en rien comparable, à cet égard, à une chambre d'accusation. Tout se passe entre le

juge d'instruction et le Gouvernement, auquel a été réservé la haute main sur le renvoi de l'affaire en jugement.

Cette originalité procédurale traduit l'idée qu'un procès politique n'est pas seulement affaire de justice, mais aussi affaire d'Etat. Comme en matière d'extradition où l'avis favorable rendu par la chambre d'accusation laisse le Gouvernement libre d'apprécier s'il est politiquement opportun d'accueillir une demande pourtant régulière, la procédure d'instruction en matière de sûreté de l'Etat laisse au Gouvernement la responsabilité d'ordonner ou non une mise en jugement. Y a-t-il là arbitraire pur et simple ? Non, si l'on observe que le Gouvernement ne peut saisir la Chambre de jugement que sur la base d'une instruction régulièrement conduite et sans pouvoir retenir, contre l'accusé, une prévention ou des charges qui n'auraient pas été retenues par le juge d'instruction lui-même.

Avec les articles 24 à 28 de la loi n° 63-23, distinguons les rôles respectifs du juge d'instruction et du Gouvernement dans la clôture de l'instruction.

a) Le rôle du juge d'instruction dans le règlement de la procédure.

62. Arrivé au terme de ses recherches, le juge d'instruction communique le dossier au ministère public, qui doit lui adresser ses réquisitions dans le plus bref délai ; puis, le dossier revenu, il examine s'il existe contre l'inculpé des charges constitutives d'infractions (art. 24 et 25). Son examen terminé, trois voies s'ouvrent devant lui.

1° Le juge peut, d'abord, rendre une ordonnance de *non-lieu* motivée, parce qu'il estime que les faits ne constituent ni crime ni délit, ni contravention à la loi pénale, — ou parce qu'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, — ou enfin parce que l'auteur de l'une des infractions visées à l'article 698 du Code de procédure pénale (celles que le juge a précisément pour mission d'instruire) est demeuré inconnu. L'ordonnance entraîne la mise en liberté de l'inculpé à l'expiration du délai donné au ministère public pour se pourvoir en référé contre cette ordonnance, ou au moment où la chambre de contrôle de l'instruction, saisie sur référé, confirme l'ordonnance (art. 26 et 29, al. final, combinés).

63. 2° Le second parti offert au juge est celui d'une ordonnance d'*incompétence* (art. 28). Cette décision s'impose quand il apparaît

que les infractions établies contre l'inculpé ne figurent pas sur la liste de l'article 698 du Code de procédure pénale ; qu'on imagine, par exemple, des vols, des meurtres et autres infractions de droit commun, dont on n'a pu démontrer qu'ils étaient en relation avec une entreprise formée contre l'autorité de l'Etat. L'incompétence est également décidée quand il résulte de l'instruction que, seuls, des mineurs de seize à dix-huit ans demeurent en cause : l'article 699 retire à la Cour de sûreté toute qualité pour juger ces mineurs, qu'il faut renvoyer devant leurs juges naturels. Dans les deux cas, le ministère public près la Cour de sûreté renvoie, dans les huit jours de l'ordonnance, le dossier à l'autorité compétente, toutes les formalités antérieurement accomplies demeurant valables, et les mandats de dépôt ou d'arrêt décernés conservant leur force exécutoire.

Il résulte, de la confrontation des deux articles 26 et 28, que le juge ne peut pas rendre d'ordonnance de non-lieu, mais seulement d'incompétence, quand l'auteur d'infractions non visées par l'article 698 du Code de procédure pénale est demeuré inconnu. Si donc l'on découvre ultérieurement le coupable de ces infractions, le procureur compétent pourra immédiatement le faire inculper par un juge d'instruction de droit commun ; si au contraire le juge d'instruction près la Cour de sûreté de l'Etat avait rendu dans cette hypothèse une ordonnance de non-lieu, la rigueur des principes eût exigé que l'information fût reprise par lui, le coupable enfin découvert, alors pourtant qu'il s'agissait d'une affaire de droit commun. Par la solution donnée dans les articles 26 et 28, on évite ce biais inutile [1].

64. 3° Dernière hypothèse possible : le juge d'instruction estime qu'il existe des charges permettant un renvoi devant la Cour. L'article 27 de la loi n° 63-23 lui interdit de saisir lui-même la Chambre de jugement et ne l'autorise qu'à rendre une ordonnance de *déclaration de charges suffisantes* [2], dans laquelle il motive son point de vue, qualifie les faits retenus et ordonne la transmission du dossier et de l'état des pièces au ministère public. Son greffier, dans les vingt-quatre heures, porte cette ordonnance à la connaissance de l'inculpé et avise le conseil. Les mandats délivrés gardent

1. R. Vouin, *op. cit.*, n° 42 et 43.
2. On pourrait aussi l'appeler *ordonnance de transmission au ministère public*, comme on dit ordonnance de transmission au procureur général pour les affaires criminelles de droit commun.

leur force exécutoire jusqu'à la décision rendue au fond par la Cour. Le règlement appelle donc, ici, un complément et c'est alors qu'entre en scène le Gouvernement.

b) Le rôle du Gouvernement dans le règlement de la procédure.

65. Puisque le Gouvernement possède toute latitude pour décider de la suite à donner à l'affaire, deux cas peuvent se produire qu'a expressément prévus le long article 27.

1° Si le Gouvernement décide un renvoi en jugement, il matérialise son intention en un décret de mise en accusation qui ne peut retenir contre l'accusé une prévention ou une circonstance aggravante que n'aurait pas relevée le juge d'instruction lui-même (al. 2). Le ministère public saisit ensuite la Cour de sûreté par une citation délivrée directement à l'accusé pour l'une des plus proches audiences ; la citation vise l'ordonnance du juge et le décret de mise en accusation et elle mentionne la qualification légale des faits. La comparution devant la Cour peut avoir lieu, au plus tôt, à l'expiration d'un délai de six jours à compter de la délivrance de la citation ; le délai de six jours doit permettre au conseil de l'accusé de prendre sur place communication du dossier.

66. 2° Il fallait règler les suites de l'affaire pour le cas où le Gouvernement déciderait de ne pas renvoyer l'inculpé en jugement. Le législateur n'avait plus, ici, de modèle dans les textes des années dernières, et il a créé de toutes pièces une procédure à deux degrés, dans laquelle le juge d'instruction entre à nouveau en scène, pour passer outre à l'inertie gouvernementale.

α) A l'expiration d'un mois à compter de l'ordonnance de déclaration de charges suffisantes, et si aucun décret n'a été notifié au ministère public, le juge d'instruction reprend possession du dossier. Et alors de deux choses l'une. Ou bien, parmi les crimes et délits relevés par le juge, figuraient des infractions de droit commun connexes à une infraction contre la sûreté de l'Etat, ou tendant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat (art. 698, al. 2-*a* et *c*) : sur les réquisitions du ministère public, le juge se déclare alors incompétent et le parquet, dans la huitaine, transmet le dossier au ministère public près la juridiction de droit commun compétente (al. 5). Ou bien aucune infraction de la nature de celles qu'on vient d'indiquer n'avait été relevée dans l'ordonnance de transmission : l'inculpé est alors immédiatement remis en liberté

sur l'ordre du ministère public ; mais la notification ultérieure du décret vaudra ordonnance de prise de corps s'il n'en dispose autrement (al. 6).

Ainsi la répression des infractions de droit commun pourra être en toute hypothèse assurée, malgré la carence gouvernementale ; en revanche, les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat et les infractions à la loi du 10 janvier 1936 échappent à toute répression si l'Etat le veut ainsi.

β) Pour faire parvenir la procédure à une solution définitive, l'article 27, alinéa 7, a prévu un second palier. Passé un nouveau délai d'un an, l'absence de décret de mise en accusation entraîne une décision de « classement sans suite » du ministère public près la Cour de sûreté de l'Etat. Mais le classement, mal qualifié, n'est autre qu'une sorte de non-lieu, puisque le texte précise que « l'inculpé ne peut plus être recherché à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges ».

III

Le jugement et ses suites

67. A l'égard de la procédure suivie pour le jugement des infractions déférées à la Cour de sûreté de l'Etat, les rédacteurs de la loi n° 63-23 auraient pu s'inspirer exclusivement des règles admises pour la cour d'assises ; la gravité des faits à juger pouvait justifier l'assimilation. Mais le parallélisme n'aurait pas pu être total, puisque la Cour de sûreté ne comporte pas de jurés. De plus, des précédents législatifs ont pesé sur l'élaboration des dispositions de la loi du 15 janvier 1963 : les débats et le jugement devant la Haute Cour de Justice sont soumis aux règles établies par le Code de procédure pénale en matière correctionnelle (Ord. 2 janv. 1959, art. 32), et il en était de même pour le Haut Tribunal militaire (décr. prés., 27 avril 1961, art. 7), pour le Tribunal militaire (décr. prés., 3 mai 1961, art. 11) et pour la Cour militaire de Justice (Ord., 1er juin 1962, art. 9).

68. Ainsi s'explique que la procédure devant la Cour de sûreté de l'Etat soit hybride. La loi n° 63-23 dispose en effet que « les règles fixées par le Code de procédure pénale concernant les débats en matière correctionnelles sont applicables... sous les modifications prévues aux alinéas ci-après » (art. 32, al. 1er). Au contraire les

règles suivies devant la cour d'assises s'appliquent après la clôture des débats, et ont même inspiré certaines formalités antérieures à l'ouverture de l'audience. Une séparation dans le temps apparaît donc entre le style correctionnel et le style criminel ; mais la séparation est moins tranchée qu'il ne semble à premier examen, puisqu'au cours même des débats on voit ressurgir certaines caractéristiques de la procédure criminelle, comme celle qui étend au président de la Chambre de jugement le pouvoir discrétionnaire prévu par l'article 310 du Code de procédure pénale.

Cette répartition des règles applicables impose de distinguer la *procédure antérieure aux débats*, la conduite des *débats* eux-mêmes, puis la *procédure postérieure à la clôture des débats*, comme on le ferait pour l'examen de la procédure des assises. On examinera ensuite les *voies de recours* ouvertes contre les arrêts rendus par la Cour de sûreté.

A. — *La procédure antérieure aux débats*

69. Avant l'ouverture des débats, prennent place quelques formalités inspirées de la procédure des assises.

Ainsi en va-t-il des *suppléments d'information* que le président de la Chambre de jugement peut ordonner, depuis la clôture de l'information jusqu'à la comparution de l'accusé, si l'instruction paraît incomplète ou si des éléments nouveaux se sont manifestés depuis sa clôture (art. 32, al. 1er, l. nº 63-23, à rapprocher de l'art. 283, C. proc. pén.). Mais le parallèlisme est rompu sur deux points.

Les suppléments d'information peuvent en effet être exécutés soit par le président lui-même, soit par un magistrat, soit par un officier de police judiciaire qu'il délègue à cet effet ; l'article 283 du Code de procédure pénale, plus restrictif, ne permet au président des assises de déléguer qu'un juge d'instruction ou l'un de ses deux assesseurs. La grande liberté de choix admise par l'article 32 entraîne du reste une seconde particularité, inévitable : devant l'officier de police judiciaire délégué, on ne pourra user des formes prévues pour l'interrogatoire ou les confrontations de l'inculpé par un juge d'instruction, et l'avocat ne sera donc ni convoqué ni présent.

70. L'article 33, alinéa 3, précise que chaque partie doit *dénoncer* à l'autre quarante-huit heures avant l'ouverture des débats les

témoins et les experts cités à sa requête. La formalité est générale et s'impose au ministère public comme à l'accusé ou à la partie civile ; mais la liste est, non pas signifiée, mais seulement « dénoncée » aux autres parties, ce qui permet d'employer une lettre simple ou recommandée à la place d'un exploit d'huissier.

L'emprunt fait aux règles de la procédure des assises ne va pas plus loin. La loi nº 63-23 n'a pas repris l'interrogatoire de l'accusé par le président, cinq jours avant sa comparution (art. 272 et s., C. proc. pén.), ni prévu la délivrance gratuite à l'accusé des copies des procès-verbaux constatant l'infraction, des déclarations écrites des témoins et des rapports d'expertise (art. 279, C. proc. pén.). De plus les assignations, citations et notifications aux témoins, inculpés et accusés peuvent être faites par les agents de la force publique (art. 32, al. final).

B. — *Le déroulement des débats*

71. Les débats ne s'ouvrent devant la Chambre de jugement qu'à l'expiration d'un délai minimum de six jours après la délivrance à l'accusé de la citation directe. L'accusé comparaît libre ou détenu, selon qu'il a été ou non laissé en liberté provisoire ; et le décret de renvoi devant la Chambre de jugement peut ne pas contenir ordonnance de prise de corps, à l'égard d'un inculpé libre, comme le dit expressément l'article 27 (al. 6). La victime est admise à se constituer partie civile à l'audience par déclaration consignée par le greffier ou par dépôt de conclusions ; elle peut même se constituer avant l'audience, par déclaration au greffe (art. 33, al. 2).

La procédure correctionnelle organisée par les articles 406 et suivants du Code de procédure pénale s'applique, on l'a dit précédemment, à cette phase de la procédure, dans toute la mesure où, sur des points particuliers, la loi du 15 janvier 1963 n'a pas entendu y déroger. En outre, les textes propres à la tenue de l'audience devant les juridictions pour mineurs doivent être observées si l'un des accusés est âgé de seize à dix-huit ans (art. 699, C. proc. pén. et art. 13 et 14, ord. 2 févr. 1945, combinés).

72. Les règles exceptionnelles portent d'abord sur la *publicité de l'audience*. Si la publicité des débats demeure la règle (art. 400, C. proc. pén.), celle-ci subit exception lorsque les infractions poursuivies constituent des crimes de trahison ou d'espionnage

ou des atteintes à la défense nationale au sens des articles 70 à 85 du Code pénal : sont alors regardés comme secrets de la défense nationale les débats devant la Cour de sûreté de l'Etat, ce qui impose à la juridiction de prononcer le huis-clos. Le huis-clos peut également toujours être prononcé, si la publicité de l'audience est dangereuse pour l'ordre public et les bonnes mœurs (art. 400, al. 2, C. proc. pén.). Et si des mineurs de seize à dix-huit ans figurent parmi les accusés, on respectera les règles de publicité restreinte écrites dans l'article 16 de l'ordonnance de 1945. Dans tous les cas, cependant, l'arrêt est rendu publiquement et peut être reproduit dans la presse ou par la radiodiffusion (art. 701, C. proc. pén.).

73. Le président de la Cour possède, il va de soi, la *police des débats*, dans les termes du droit commun. Et parfois des incidents pourront surgir, qui sont le fait du défenseur de l'accusé. Au cours des dernières années, plusieurs procès ont montré que des avocats dépassaient les limites « du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques », auquel les astreint leur serment professionnel ; les procès politiques ont ceci de délicat que l'avocat y laisse facilement parler sa propre opinion et que, sous le couvert de la liberté de la défense, il risque de se transformer en un apôtre des faits que l'on reproche à son client. Sans doute, les abus sont-ils sanctionnés par le décret du 10 avril 1954 sur l'organisation de la profession d'avocat et la discipline du barreau, et les peines de l'avertissement, de la réprimande, de l'interdiction temporaire jusqu'à trois ans ou de la radiation peuvent être prononcées immédiatement par la juridiction saisie de l'affaire (art. 41 et 42, décr. 1954). Mais l'on sait que l'ordonnance du 6 octobre 1960 (art. 9) renchérissant sur des dispositions précitées, avait prévu que la décision disciplinaire pourrait être prononcée par défaut et serait exécutoire dès son prononcé, nonobstant toute voie de recours, privant ainsi brusquement l'accusé de son avocat, et mettant celui-ci dans l'impossibilité de continuer à exercer sa profession.

74. La loi n° 63-23 (art. 34) est en retrait sur cette sévère réglementation. Elle permet sans doute, comme l'a fait le décret de 1954, que le manquement professionnel soit réprimé sur-le-champ par la Cour de sûreté, le ministère public entendu. Comme l'ordonnance de 1960 encore, elle permet de prononcer la sanction disciplinaire par défaut puisque, si l'avocat est absent de l'instance disciplinaire, les débats relatifs à cette instance sont renvoyés de plein droit à la

première audience sans formalité et que l'avocat y sera jugé même s'il ne se présente pas.

Mais l'exécution par provision de la sanction prononcée n'a plus le caractère automatique qu'elle revêtait dans l'ordonnance de 1960. L'article 34 (al. 3) la rend facultative et subordonne son prononcé à diverses conditions : l'intervention, aux débats, du bâtonnier de l'ordre dont est membre l'avocat ou de l'ordre du lieu où siège la Cour (ou de son représentant), — la constatation que le manquement commis est inexcusable et ne permet plus l'assistance de l'avocat aux débats, — enfin le prononcé d'une décision spécialement motivée [1].

75. Des *exceptions* et *défenses* sont souvent soulevées par l'avocat de l'accusé. La pratique des dernières années a même révélé que les incidents de procédure étaient, aux mains de certains défenseurs, une arme favorite pour ralentir la marche du procès et enrayer l'œuvre de la justice [2]. Il fallait parer à ce danger et la loi n° 63-23 (art. 33, al. 4 à 7) a organisé un système qui tient en deux traits.

1° Les incidents et exceptions ne doivent pas en principe, et sauf décision contraire du président de la Cour, être l'objet d'un jugement séparé : on doit les joindre au fond et il est statué sur le tout en un seul et même arrêt, qui se prononce d'abord sur les exceptions et ensuite sur le fond (art. 459, C. proc. pén. ; art. 42, al. 1er, l. n° 63-23).

2° Les exceptions soulevées au cours des débats donnent lieu, naturellement, à des conclusions prises au moment où naît l'incident. Mais toutes les exceptions tirées de la nullité de la procédure antérieure, ou de la régularité de la saisine, doivent être soulevées au début de l'audience, avant tout débat sur le fond, et en un mémoire unique [3]. L'exigence du mémoire unique est le meilleur moyen d'éviter le danger né de l'emploi de procédés purement dilatoires. La généralité des termes de la loi permet d'appliquer le régime qui vient d'être décrit à la partie civile et au ministère public lui-même [4].

1. La loi n'a rien prévu pour le remplacement de l'avocat frappé ; il va de soi que le nouvel avocat, choisi ou désigné, devra disposer du temps nécessaire pour étudier le dossier et l'affaire sera nécessairement renvoyée à une date ultérieure.

2. C. LAPLATTE, « Le coup de Jarnac (Etude de jurisprudence militaire) », *J.C.P.*, 1960.I.1558.

3. Crim., 26 juin 1963, *Bull. crim.*, n° 329 (irrégularité dans la composition de la Cour) ; 18 juill. 1963, *Bull. crim.*, 261 (irrégularité de la saisine).

4. Crim., 26 juin 1963, précité, pour le ministère public.

76. L'accélération des débats, visible dans les dispositions relatives aux exceptions et incidents, se retrouve dans l'*administration des preuves*, du moins sur un point, qui concerne le président de la Cour. Celui-ci tient de l'article 33 (al. final) un pouvoir discrétionnaire semblable à celui dont est investi le président de la cour d'assises (art. 310, C. proc. pén.). Il peut donc personnellement, pendant la durée des débats, faire entendre des témoins non régulièrement cités, faire lire des pièces du dossier et notamment les dépositions des témoins, faire apporter tout document extérieur à ce dossier. La procédure des assises empiète ici, ouvertement, sur la forme correctionnelle de l'audience mais on la retrouve, dans son plein développement cette fois, lorsque les débats sont clos.

C. — *La procédure postérieure aux débats*

77. A cette procédure, la loi n° 63-23 consacre les articles 35 à 44. Le modèle est évident : c'est celui des articles 347 et suivants du Code de procédure pénale à l'exception des dispositions relatives aux calculs particuliers de la majorité. On retrouve donc ici ce qui a trait aux questions, à la délibération et à la décision prononcée, comme dans une classique procédure d'assises.

78. *a*) Les débats déclarés clos, le président lit les *questions* sur lesquelles la Cour va délibérer. Comme pour la cour d'assises, cette lecture n'est pas obligatoire si les questions sont posées dans les termes de la citation, ou si l'accusé ou son défenseur y renonce (art. 35, al. 1er). La suite de l'article 35 règle le problème des questions spéciales, relatives aux circonstances aggravantes non-mentionnées dans la citation et qui résulteraient des débats, et celui des questions subsidiaires, qu'on pose s'il apparaît que les faits peuvent être considérés comme un autre crime ou délit, même de droit commun : le président doit poser les premières, mais il n'est pas tenu de poser les secondes (alors que son collègue président des assises a l'obligation de poser les questions dans les deux cas : art. 350 et 351, C. proc. pén.)[1]. Si certains accusés sont âgés de seize à dix-huit ans au temps de l'action, on doit poser à leur sujet

1. La Cour de cassation en déduira-t-elle, comme elle l'avait fait sous l'empire de l'ancien article 360 du Code d'instruction criminelle qu'un acquittement prononcé par la Cour de Sûreté n'a pas l'autorité de la chose jugée que l'actuel article 368 du Code de procédure pénale attache à cette sorte de décision ? Cette solution, que craint M. Vouin (*op. cit.*, n° 70), pourra en effet fort bien se produire, mais sera particulièrement regrettable.

les deux questions : y a-t-il lieu d'appliquer à l'accusé une condamnation pénale ? Y a-t-il lieu d'exclure l'accusé du bénéfice de l'excuse atténuante de minorité ?

Malgré le silence de la loi n° 63-23, il faut décider que la Cour doit être questionnée sur tous les faits visés dans la citation et que chaque fait principal et chaque circonstance aggravante ou excuse atténuante est l'objet d'une question distincte. En revanche, l'obligation de rédiger les questions en fait et non en droit, qui s'explique devant la cour d'assises par la présence du jury, paraît ici moins indispensable.

79. *b*) L'audience suspendue, la *délibération* se déroule dans la chambre des délibérations. Il est certain que, pour aider la formation de la décision, les membres de la Cour ont le droit de consulter le dossier de l'affaire, puisqu'on ne retrouve pas dans la loi n° 63-23 l'obligation de déposer le dossier entre les mains du greffier que l'article 347 du Code de procédure pénale impose au président des assises pour lui éviter la tentation de reprendre, devant le jury, pièces en main, un exposé de l'affaire qui détruirait les efforts de la défense[1].

La Cour décide d'abord sur les incidents et exceptions, puis sur chacune des questions posées et sur les circonstances atténuantes dont la question est toujours posée, quand la culpabilité de l'accusé est reconnue. La majorité simple de trois voix contre deux suffit, tant pour la culpabilité que pour la peine (art. 37, al. 1er, et 38). En cas de culpabilité affirmée, la Cour statue également sur l'octroi éventuel d'un sursis simple et, dans le cas d'infractions de droit commun visées par l'article 698-*a* et *c* du Code de procédure pénale, sur le sursis avec mise à l'épreuve[2]. A l'égard des accusés mineurs les magistrats choisissent entre une condamnation pénale, mitigée ou non par l'excuse de minorité, et une mesure de protection, d'assistance ou d'éducation appropriée (art. 16 à 19, ord., 2 févr. 1945).

1. La Cour, cependant, n'est pas tenue de constater expressément qu'elle avait le dossier à sa disposition pendant le délibéré (Crim., 24 oct. 1963, *Bull. crim.*, n° 293 ; comp., pour la même solution devant le Tribunal militaire institué par la décision présidentielle du 3 mai 1961, Crim., 4 oct. 1962, *Bull. crim.*, n° 264, et 24 janv. 1963, *Bull. crim.*, n° 47).

2. Répétant une erreur déjà commise par l'article 362, alinéa final du Code de procédure pénale (cette *Revue*, 1959, p. 570), l'article 38, alinéa final de la loi n° 63-23 ajoute que la Cour délibère sur les peines accessoires et complémentaires ; c'est ignorer que, par leur caractère automatique, les peines accessoires n'ont pas à être prononcées par les juridictions répressives.

80. *c*) Quand la délibération est terminée, la Cour rentre dans la salle d'audience et, l'audience publique étant reprise, le président donne lecture de l'*arrêt*, dont les articles 39 à 44 précisent la forme et le contenu.

En la forme, l'arrêt comporte diverses mentions, imposées à peine de nullité par l'article 42, à la lecture desquelles on renvoie [1]. Ecrit par le greffier, il est signé sans désemparer par le président et le greffier.

En ce qui concerne le fond, l'arrêt prononce l'acquittement de l'accusé déclaré non-coupable, ou son absolution en cas d'admission d'une excuse absolutoire et, dans les deux cas, le président ordonne sa mise en liberté, s'il n'est retenu pour une autre cause (art. 39, al. 1er et 2). Quand l'accusé a été déclaré coupable, l'arrêt prononce sa condamnation et il déclare, dans les cas prévus par la loi, qu'il cesse de faire partie de la Légion d'Honneur ou d'être décoré de la Médaille militaire (art. 39, al. 3 et 4). La Cour statue en outre sur les demandes en dommages-intérêts formées par la partie civile (art. 43) et sur la restitution des objets placés sous la main de justice (art. 44) [2]. Enfin, en cas d'absolution ou de condamnation, l'arrêt condamne l'accusé aux dépens envers l'Etat (art. 39, al. 4).

Une dernière formalité clôture l'audience. Aussitôt après la lecture de l'arrêt, le président avertit le condamné de la faculté qu'il a de se pourvoir en cassation, et lui indique la durée de ce délai (art. 41) ; de l'accomplissement de cette formalité, mention doit être faite dans l'arrêt.

81. Malgré les nombreuses précisions fournies par les articles 39 à 44 sur le contenu de l'arrêt, il en est une qui manque et sur laquelle M. Vouin a justement attiré l'attention. Devant la Cour comparaissent les accusés laissés en liberté ; la Cour peut-elle, comme un tribunal correctionnel, délivrer un mandat de dépôt ou d'arrêt, si la condamnation prononcée atteint ou dépasse une année d'emprisonnement (art. 465, C. proc. pén.) ? La réponse négative paraît malheureusement s'imposer parce que l'article 33 (al. 1er) de la loi nº 63-23 n'applique la procédure correctionnelle qu'aux débats

1. En particulier, il est imposé de constater dans l'arrêt la publicité des audiences, la majorité des voix nécessaires à la condamnations et la lecture publique de l'arrêt (Crim., 27 juin 1963, *Bull. crim.*, nº 239).

2. Quand la décision de la Cour est devenue définitive, c'est à la chambre de contrôle de l'instruction qu'il convient de s'adresser pour obtenir, s'il y a lieu, la restitution des objets saisis ; cette juridiction statue sur la demande du ministère public, ou sur requête de toute personne qui prétend avoir droit sur les objets (art. 44, l. nº 63-23).

eux-mêmes et les débats sont clos officiellement par le président juste avant la lecture des questions : le prononcé de l'arrêt est évidemment postérieur aux débats. Aucun secours ne peut venir des textes sur la procédure suivie aux assises, puisque l'accusé y comparaît toujours en état de détention. Force est de constater la lacune ; la pratique sans doute la comblera, ou l'a déjà comblée peut-être, en usant largement de la détention préventive, qui pourtant doit n'être qu'une mesure exceptionnelle (art. 137, C. proc. pén.).

D. — *Les voies de recours*

82. Bien que la Cour de sûreté de l'Etat constitue une juridiction d'exception, son statut déroge beaucoup moins aux règles du droit commun que celui de la Cour militaire de Justice. La preuve en est donnée par les voies de recours ; complètement écartées pour cette dernière juridiction par l'ordonnance du 1er juin 1962 (art. 10), elles sont largement admises ici. On a déjà signalé le référé, ou appel dirigé contre les ordonnances du juge d'instruction. On ajoutera également la révision des mesures éducatives, de soins et d'assistance prises à l'égard des mineurs : l'article 699 du Code de procédure pénale permet en effet à la Cour de rapporter, atténuer ou modifier, même dans le sens de l'aggravation, les mesures qui avaient été prononcées (art. 27 à 30, ord., 2 févr. 1945) ; mais, en excluant l'article 31 de l'ordonnance de 1945, les rédacteurs des textes sur la Cour de sûreté ont entendu écarter toute délégation aux juridictions pour enfants du domicile des parents ou du lieu où l'enfant se trouve, en fait, placé ou arrêté, pour statuer sur les incidents de la liberté surveillée ou les instances modificatives de placement ou de garde.

83. Ceci rappelé, trois voies de recours, l'opposition, le pourvoi en cassation, la révision, sont ouvertes contre les décisions de jugement, dans les conditions qui vont être précisées. Pour éviter toute manœuvre dilatoire, la loi nº 63-23 a pensé utile de rappeler, comme le faisaient d'autres textes antérieurs, que « toute déclaration faite au greffe relative à une voie de recours non recevable sera comme non avenue et jointe à la procédure sans qu'il y ait lieu à décision sur sa recevabilité » (art. 47) ; mais, comme il fallait ménager l'hypothèse de cas discutés, le même article ajoute : « en cas de contestation, le greffier en référera sans délai au premier président ou à son délégué, qui statuera définitivement ».

84. *a*) Les rédacteurs de la loi n° 63-23 ont estimé logique de déclarer applicables les articles 487 à 495 du Code de procédure pénale relatifs au jugement par défaut et à l'*opposition* (art. 45), puisque la procédure correctionnelle avait été étendue aux débats devant la Cour. Une seule réserve à cette extension : les assignations, citations et notifications peuvent être faites par des agents de la force publique (art. 45 et 32, al. 2, combinés).

Supprimer la contumace en cette matière n'est pas un signe de libéralisme[1], en dépit de ce qu'on pourrait croire. L'opposition n'est ouverte, en effet, qu'à l'accusé non-comparant, si la citation n'a pas été délivrée à sa personne et s'il n'est pas établi qu'il ait eu connaissance de cette citation par un autre procédé (art. 421, C. proc. pén.) ; dans bien des cas, donc, un accusé non-présent sera l'objet d'une condamnation réputée contradictoire, qu'il ne pourra pas faire tomber en se présentant ultérieurement ; et comme l'appel n'existe pas ici, il n'aura aucun moyen de faire valoir ses arguments devant la Cour de sûreté. Une condamnation prononcée par contumace tomberait au contraire par le seul fait de la représentation volontaire ou de l'arrestation du contumax, quel que fût le motif de son absence aux débats.

Le vrai motif de la suppression de la contumace, déjà souligné à propos de l'ordonnance du 1er septembre 1962, est le souci d'accélérer la procédure, en supprimant le double délai de dix jours des articles 627 et 629 du Code de procédure pénale entre la signification de la décision de renvoi en jugement et l'ordonnance de contumace d'une part, et entre l'affichage de cette ordonnance et la tenue de l'audience d'autre part.

85. *b*) Le *pourvoi en cassation* a été admis par l'article 46 de la loi n° 63-23 contre les décisions de la Cour de sûreté de l'Etat, qui renvoie sur ce point aux articles 567 à 621 du Code de procédure pénale. On notera cependant quelques particularités.

Tout d'abord, aucun recours ne peut être reçu contre les décisions de la chambre de contrôle de l'instruction ou du président de la Cour de sûreté (art. 46, al. 1er). D'autre part la chambre de contrôle de l'instruction est compétente pour connaître des demandes de dispense de se mettre en état (al. 2 *in fine*), alors que l'article 583 du Code de procédure pénale, confie cette mission

1. Mme Novel, *De la contumace en droit français*, th. dact. Nancy, 1963, p. 179, note 2.

à la juridiction qui a prononcé la condamnation. Enfin, en cas de cassation, l'affaire est renvoyée, s'il y a lieu, devant la Cour de sûreté autrement composée (al. 3).

86. *c*) Les articles 622 à 626 du Code de procédure pénale sur les *demandes en révision* sont intégralement étendus aux décisions de condamnation rendues par la Cour de sûreté. En cas d'annulation, cependant, le dossier revient devant la Cour de sûreté autrement composée comme il est dit déjà pour le pourvoi en cassation (art. 46).

IV. — L'application des lois du 15 janvier 1963 dans le temps

87. L'application, dans le temps, des deux lois n° 63-22 et 63-23 du 15 janvier 1963 a soulevé divers problèmes qu'il faut indiquer en terminant.

La date d'entrée en vigueur, identique pour les deux lois (l. n° 63-22, art. 3), a été fixée d'une façon passablement compliquée par l'article 49 de la seconde loi. Un décret prescrivant l'installation de la Cour devait être pris dans les trente jours qui suivraient la promulgation de cette dernière loi et les deux textes deviendraient applicables à l'expiration d'un délai de dix jours à compter de la publication du décret. Les deux lois ont été publiées au *Journal officiel* du 16 janvier 1963 ; le décret prévu, daté du 14 février, a été publié au *Journal officiel* du 15 février et la prise d'effet de la nouvelle législation s'est donc trouvée fixée au 26 février, qui fut d'ailleurs le jour de l'installation officielle de la Cour.

88. Quel sort fallait-il réserver aux dispositions antérieures, devenues caduques ou difficilement conciliables avec les textes nouveaux ? Le législateur a d'abord expressément abrogé toutes les dispositions contraires à la loi n° 63-22 (art. 3 de cette loi), et il a déclaré que l'ordonnance du 1er septembre 1962 relative à la procédure concernant certains crimes de nature à porter atteinte à la paix publique, prendrait fin « à l'expiration du délai prévu à l'article 49 », c'est-à-dire le 25 février 1963 (art. 53, l. n° 63-23). D'autre part, la mise en place de la Cour de sûreté de l'Etat, seule compétente pour tout ce qui touche à la sûreté et à l'autorité de l'Etat a eu pour effet, implicite mais nécessaire, d'abroger tous les textes particuliers, encore en vigueur, qui réglaient

des points de procédure désormais repris par les dispositions nouvelles : ainsi a disparu l'ordonnance n° 62-429 du 14 avril 1962 relative aux crimes et délits commis en relation avec les événements d'Algérie et qui fixait la durée de la garde à vue à quinze jours (à l'imitation de la décision présidentielle du 26 avril 1961) et précisait les pouvoirs spéciaux du juge d'instruction et de la chambre d'accusation, ainsi que les règles exceptionnelles prévues pour la procédure devant la cour d'assises.

89. Il fallait en outre régler la situation de ces deux juridictions d'exception qu'étaient le Tribunal militaire créé par la décision présidentielle du 3 mai 1961, et la Cour militaire de Justice instituée par l'ordonnance du 1er juin 1962, et préciser ce que deviendraient les procédures pendantes devant toutes autres juridictions, par exemple devant les tribunaux permanents des forces armées ou les cours d'assises.

Sur ce dernier point, l'article 52 (al. 1er) de la loi n° 63-23 a décidé de laisser aux tribunaux qui en étaient jusqu'alors saisis les dossiers en cours d'examen, ce qui a évité de surcharger la Cour de sûreté dès sa création.

90. Pour la Cour militaire de Justice, la situation était singulièrement délicate, puisque le Conseil d'Etat, dans la fameuse affaire *Canal*, avait prononcé l'annulation de l'ordonnance du 1er juin 1962[1]. Avec la Cour, devenait donc caduc tout ce qui avait été fait par les magistrats qui en dépendaient. Le Gouvernement entreprit alors de sauver la juridiction condamnée, et obtint du Parlement le vote d'une disposition qui arrangeait tout : « les ordonnances prises en vertu de l'article 2 de la loi n° 62-421 du 13 avril 1962 ont et conservent force de loi à compter de leur publication » (art. 50, l. n° 63-23).

Une fois ressuscitée rétroactivement la Cour militaire de Justice, qu'allaient devenir les affaires pendantes devant elle et devant le Tribunal militaire ? Le projet gouvernemental prévoyait et le Parlement décida qu'à l'expiration du délai fixé à l'article 49, la Cour de sûreté de l'Etat serait compétente pour connaître de toutes les procédures déférées au Tribunal militaire et à la Cour militaire de Justice et non encore jugées, et que les actes, formalités

1. Cons. d'Etat, 19 oct. 1962, *D.*, 1962.687, *J.C.P.*, 1963.II.13.068, note Cl.Debbasch

et décisions intervenus antérieurement demeureraient valables et n'auraient pas à être renouvelés (art. 51).

Les choses se gâtèrent lorsque, courant février 1963, dans une affaire en cours de jugement devant la Cour militaire, il apparut que les avocats cherchaient par tous les moyens à gagner du temps et à empêcher que le verdict fût prononcé avant l'expiration du délai de l'article 49. L'affaire, non-réglée le 25 février 1963, aurait dû être à nouveau plaidée en son entier devant la nouvelle juridiction. Pour couper court à la manœuvre, une loi du 20 février 1963 est venue compléter l'article 51 par un nouvel alinéa décidant de maintenir en fonction le Tribunal militaire et la Cour militaire de Justice « pour le jugement de toutes affaires faisant l'objet de débats ou de délibéré en cours *à l'expiration du délai prévu à l'article* 49 », ainsi que pour le jugement ultérieur des accusés condamnés dans ce cas par défaut et qui feraient ensuite opposition.

***

91. Juger la valeur des deux lois du 15 janvier 1963 est chose difficile. Il n'est pas douteux qu'un sérieux effort a été fait pour revenir au droit commun procédural. Mais cela n'empêche pas que ce droit commun a dû supporter un net recul : la compétence de la Cour étendue aux mineurs de seize à dix-huit ans, la garde à vue fixée à dix jours en temps normal, les perquisitions possibles même de nuit, la détention préventive redevenue illimitée, le droit d'appel de l'inculpé réduit aux seules ordonnances statuant sur la liberté provisoire, la suppression de la contumace, tous ces points révèlent quelles atteintes profondes et durables ont été portées aux principes fondamentaux de la procédure répressive par les remous des années troublées qui viennent de s'achever. Peut-être faut-il y voir l'indication que des temps nouveaux se sont ouverts, et que vains sont les regrets des criminalistes trop nourris de libéralisme ?

Organisation et fonction du ministère public en Suisse

Rapport pour le Congrès de Mexico sur le ministère public
(13-20 juillet 1963)

par Jean GRAVEN

Professeur de droit pénal et de procédure pénale à l'Université de Genève,
Recteur de l'Université, Président de la Cour de cassation de Genève,
Président de l'Association internationale de droit pénal.

I

LE SYSTÈME GÉNÉRAL

Les institutions de la procédure en Suisse, avec leur surprenante diversité, ne peuvent se comprendre en dehors du cadre historique et politique où elles sont nées et se sont développées. La Suisse a été faite par les différents cantons dont elle est composée, et chacun d'eux était et demeure en principe souverain, aux termes de l'article 1er de la Constitution fédérale de 1874 qui a transformé en Etat fédéral le système de la Confédération d'Etats de 1848. Et l'article 3 de notre Charte fédérale précise que « les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale, et, comme tels, ils exercent les droits qui ne sont pas délégués au pouvoir fédéral ».

Quant à cette délégation, l'article 64 de la Constitution a placé dans la compétence de la Confédération la législation sur les matières de *droit civil* de fond, en réservant expressément aux cantons le domaine de l'organisation judiciaire, de la procédure et de l'administration de la justice. Le pouvoir de légiférer en matière de *droit pénal* en vue de l'unification est venu bien plus tard, bien qu'il ait été réclamé depuis 1867 par la Société suisse pour la réforme pénitentiaire, appuyée en 1869 et en 1887 par la Société suisse

des juristes. C'est compréhensible : il est plus facile de s'entendre sur la nécessité et sur l'utilité de dispositions uniformes pour régler les relations et les transactions civiles et commerciales de chaque jour, que sur la nécessité d'une même loi et de mêmes formes pour poursuivre et juger les délinquants.

C'est en 1898 seulement, lorsque les inconvénients de la dispersion furent devenus évidents avec le développement des communications et l'accroissement de la criminalité, que le peuple suisse a accepté le nouvel *article* 64 *bis* de la Constitution fédérale donnant à la Confédération le droit de légiférer en matière pénale : ce qui a permis l'élaboration du Code pénal suisse de 1937 entré en vigueur le 1er janvier 1942. Mais, comme en matière civile, cette disposition constitutionnelle réserve formellement que « l'organisation judiciaire, la procédure et l'administration de la justice demeurent aux cantons dans la même mesure que par le passé », c'est-à-dire qu'au moment où la modification constitutionnelle est intervenue.

La Confédération avait bien dû, depuis 1848, assumer un certain nombre de tâches, notamment aussi en matière pénale et de police. Un Code pénal fédéral, en 1853, régla les problèmes des atteintes à la Confédération et des délits commis soit par des fonctionnaires fédéraux, soit contre eux. Le Code pénal militaire de 1851 traitait d'autre part des matières pénales pour l'armée. Des dispositions de police fédérale étaient éparpillées dans divers textes. La Constitution avait dès lors institué, en même temps qu'un Tribunal fédéral suisse, un ministère public fédéral pour l'accomplissement des tâches nouvelles qui allaient lui incomber. La loi fédérale de 1849 sur l'organisation judiciaire prévoyait un procureur général pour toute la Confédération et l'élection de procureurs d'arrondissements chargés d'instruire les affaires relevant de la juridiction fédérale. La loi de 1850 sur les attributions du procureur général le chargeait aussi de l'information préliminaire en matière de litiges sur l'*heimatlosat*, et de la représentation de la Confédération devant le Tribunal fédéral dans les procès civils. La loi de 1851 sur la procédure pénale fédérale définissait ses fonctions dans le domaine de l'accusation et du procès pénal dans les matières de droit fédéral.

Mais ces affaires étaient encore si rares que le premier ministère public fédéral n'a fonctionné que de 1851 à 1856 ; il est resté provisoirement inoccupé depuis, et la nouvelle loi de 1874 sur l'organisation judiciaire fédérale a confirmé cette situation en prévoyant la désignation du procureur général de cas en cas, par

le Conseil fédéral. La charge ne fut de nouveau instituée de manière permanente qu'en 1899, avec la réorganisation de la police politique (attentats anarchistes) et la nécessité d'un service continu dans les affaires pénales croissantes : espionnage et atteintes à la sécurité de la Confédération, application des conventions internationales en matière de traite des femmes, de trafic de publications obscènes, etc.

Tout le reste, en principe, « appartenait aux cantons » et relevait de leur souveraineté. Or, comme les cantons sont au nombre de vingt-deux, et que trois d'entre eux sont historiquement partagés en demi-cantons, ce sont donc *vingt-cinq* souverainetés cantonales qui s'exercent en matière d'organisation judiciaire et de procédure, tant dans le domaine pénal que civil, à côté de l'organisation et de la procédure fédérale. Comme on le relevait lors des critiques et des propositions de 1887, celui qui, en douze heures de chemin de fer alors, traversait la Suisse, de Genève au lac de Constance, n'était pas soumis à moins de huit régimes successifs pénaux et judiciaires, tous souverains. Aujourd'hui, il existe donc vingt-cinq organisations judiciaires et procédures pénales différentes, en dehors de la procédure pénale fédérale de 1934 (P.P.F.), qui a remplacé les vieilles lois de 1851 et 1893, et de la procédure pénale militaire de 1889 (P.P.M.), qui ne doit pas être oubliée. Chacun des cantons et demi-cantons a sa loi et ses usages, sa police et son système d'accusation publique et d'instruction des affaires, ses tribunaux particuliers aux divers degrés (seul le tiers des cantons environ a introduit le jury sous l'influence des idées libérales de la première moitié du siècle dernier), ses règles de compétence, de procédure, de jugement et d'appel, son régime d'élection des juges, son barreau et ses règles sur la profession d'avocat et sur la défense en justice, ses maisons de détention préventive et ses prisons.

Voilà ce qu'il ne faut jamais perdre de vue dans toute étude consacrée à la procédure en Suisse. Il n'y a pas une « procédure suisse », mais une mosaïque de procédures cantonales, d'âge et de système très divers, — celles de Genève, Vaud, Neuchâtel, Fribourg, Berne, Bâle-Ville et Bâle-Campagne, Zurich, Lucerne, Argovie et Thurgovie, Grisons, Tessin etc., y compris les très petits cantons comme celui de Zoug ou les demi-cantons d'Unterwald et d'Appenzell, faisant partie de la « Suisse primitive » de nos lointaines origines, dont quelques-uns ont conservé leur

régime coutumier jusqu'à la promulgation récente du Code pénal suisse.

Il sera donc difficile de se reconnaître dans cet enchevêtrement et d'y faire la lumière. Cela d'autant plus que chacun, qu'il s'agisse des législateurs cantonaux ou du législateur fédéral, a puisé non seulement dans les traditions locales, mais dans les modèles que lui offraient ses voisins, selon ses affinités linguistiques et culturelles : la France, l'Allemagne ou certains Etats allemands comme notamment la Bavière, ou encore l'Autriche et l'Italie. On ne s'étonnera donc pas de trouver, en ce qui concerne l'organisation, la compétence et les fonctions du ministère public, des systèmes très différents selon l'inspiration de chaque législation et les habitudes particulières, dont la procédure, on l'a dit, est le reflet, et l'une des expressions les plus profondément caractéristiques.

Quoi qu'il en soit, le *ministère public* comme tel — cette institution française que Montesquieu jugeait « admirable » pour l'équilibre des pouvoirs, la garantie de l'ordre public et la sécurité des citoyens risquant d'être livrés à l'arbitraire et à la vengeance des accusations privées, — a été adopté et se retrouvera, avec ses aspects particuliers, tant dans la procédure fédérale que dans les diverses procédures cantonales. Comme le relevait dans une récente étude M. Heim, premier substitut du procureur général du canton de Vaud, il est clair que la situation ainsi créée n'est pas idéale, et impose des sacrifices : les ressources financières des cantons et le chiffre parfois très limité, pour certains d'entre eux, des causes pénales dont leurs tribunaux ont à connaître, « contraignent nos petits Etats à simplifier, parfois à l'extrême, leur organisation judiciaire ». Pourtant — et c'est là une constatation réconfortante — il n'est plus aujourd'hui que deux demi-cantons (Obwald et Nidwald) à ne pas avoir de procureur permanent, et deux autres demi-cantons (ceux d'Appenzell) à se passer d'accusateur public : mais encore faut-il préciser, à propos de ces derniers, que dans des cas très importants, l'autorité peut se faire représenter aux débats par le magistrat informateur ou par un avocat spécialement désigné.

Nous sommes donc loin de la « brillante pyramide » du ministère public français et de son impressionnante unité, exigée par la conception napoléonienne de l'Etat centralisé et autoritaire ; en Suisse se sont maintenues au contraire les conceptions, plus conformes à nos mœurs, de l'Etat-régent, ou de l'Etat-surveillant.

Mais la diversité même de nos institutions doit être utile et mérite l'attention, car elle permet des comparaisons, des observations ou des conclusions non dénuées d'intérêt, même pour l'étranger.

II

Le Ministère public fédéral

1. *Organisation*

Le Ministère public ou « Parquet » fédéral (selon le terme français traditionnel) est une division du département fédéral de Justice et Police, à Berne. Son chef, le procureur général de la Confédération, est nommé par le Conseil fédéral suisse (pouvoir exécutif), entre les mains duquel il prête serment (art. 9, O.J.), et sous la surveillance et direction duquel il est placé (art. 14, P.P.F.). Cette situation de « fonctionnaire » et cette dépendance administrative ont paru parfois peu compatibles avec l'importance croissante de ces hautes fonctions et du prestige qu'elles semblent requérir. Le Conseil fédéral a cependant été considéré naturellement, et maintenu, comme l'autorité suprême du parquet fédéral à cause du rôle décisif que joue ce dernier quant à la protection de l'Etat, quant à l'exercice de la police des étrangers et quant au droit d'expulsion pouvant se justifier en application de la Constitution fédérale (art. 70), et vu la décision souveraine qui appartient au Conseil fédéral en matière de poursuite judiciaire des délits politiques (art. 105, P.P.F. et art. 302, C. pén.).

L'organisation du ministère public fédéral est régie par différentes lois (l. de 1889 sur le ministère public, de 1914 sur l'organisation de l'administration fédérale, de 1919 sur l'organisation du département fédéral de Justice et Police, de 1934 sur la procédure pénale, et de 1943 sur l'organisation judiciaire fédérale). Le procureur général de la Confédération a sous ses ordres deux adjoints, qui sont ses remplaçants ordinaires (art. 16, P.P.F.), et dont chacun est chargé d'un service bien distinct, conformément aux deux fonctions principales du parquet fédéral : le service juridique et le service de police. Un commissaire et un certain nombre d'inspecteurs (qui collaborent avec les polices cantonales) sont attachés au chef de la section de police pour les tâches externes ; le service interne est confié à des juristes. Outre le personnel de chancellerie et d'enregistrement, la marche du service de police

exige évidemment aussi le personnel de police technique nécessaire pour l'établissement des fichiers et les travaux de laboratoire, d'analyses, de photographie etc. Le procureur général a aussi sous ses ordres deux des services du Bureau de police central suisse : le service d'identification et le casier judiciaire central, régi par une ordonnance du Conseil fédéral du 14 novembre 1941.

A côté du remplacement ordinaire du procureur général par ses adjoints, l'organisation du ministère public fédéral prévoit que le Conseil fédéral peut désigner d'autres représentants pour des cas spéciaux, ce qui permet de nommer un procureur extraordinaire, de cas en cas, lors de troubles politiques par exemple, ou dans certains domaines particuliers, comme celui de l'espionnage. Le procureur général peut se faire représenter aussi, d'autre part, dans la poursuite des contraventions fiscales qui supposent souvent des connaissances techniques ou une expérience particulières, par des mandataires spéciaux. Enfin, pour renforcer encore les possibilités d'action en tenant compte de la constellation politique et linguistique particulière que forme notre pays, le législateur suisse a prévu que le Conseil fédéral désigne un « représentant permanent » du procureur général de la Confédération dans chacune des trois régions linguistiques de notre pays (de langue allemande, française et italienne, qui sont également « langues nationales »), cela pour une durée de trois ans. Le procureur général peut le charger de sa représentation dans l'instruction préparatoire et aux débats, ce qui peut être important pour la connaissance et la meilleure compréhension de la mentalité et des circonstances locales, sous réserve de lui donner naturellement toutes les instructions utiles (art. 16, P.P.F.).

Les dispositions d'ordre général sur l'incompatibilité entre les fonctions de procureur général et d'autres fonctions, sur l'interdiction de fonctionner dans certaines causes déterminées et sur la récusation, se trouvent dans la loi fédérale d'organisation judiciaire de 1943 (O.J.F. art. 4, 22 à 27 ; *cf.* art. 99, P.P.F.), qu'il est inutile d'analyser ici.

2. *Compétences*

En principe le ministère public de la Confédération est chargé de la poursuite des infractions de droit fédéral ; en tant que parquet de la Confédération, sa tâche comprend aussi les recherches de

la police judiciaire, qui fonctionne aussi, d'après les dispositions existantes, comme police de sûreté politique. Ces compétences sont régies par différents textes (loi fédérale de 1892 sur l'extradition aux Etats étrangers, art. 23 ; loi de 1925 concernant la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, art. 5 ; arrêté fédéral de 1935 tendant à garantir la sûreté de la Confédération, art. 8 ; loi fédérale de 1934 sur la procédure pénale, art. 14 et s. ; C. pén. suisse de 1937, art. 302 et 344, etc.).

On peut dire que, d'une manière générale, le ministère public fédéral s'occupe de toutes les affaires pénales fédérales qui découlent tant de la législation que de l'administration de la justice. Il participe à la haute surveillance de la Confédération sur l'application des lois fédérales (y compris les conventions internationales) et des arrêtés fédéraux. Dans la mesure où s'étend la haute surveillance de la Confédération, il contrôle l'application des peines prononcées en vertu du droit fédéral. C'est lui aussi qui s'occupe des recours en grâce et qui prépare les propositions que le Conseil fédéral soumet dans ce domaine à l'Assemblée fédérale (art. 394, C. pén.). Enfin, en application de la loi fédérale sur l'extradition, le ministère public fédéral présente ses propositions et ses conclusions au Tribunal fédéral, auquel doivent être soumis en principe tous les cas litigieux (art. 10), lorsque la personne faisant l'objet d'une demande étrangère d'extradition conteste le bien-fondé de celle-ci, notamment en matière de délits politiques ou de presse.

Dans le domaine des conventions internationales, le ministère public fédéral fonctionne comme « Office central » suisse pour la prévention et la répression de la traite des femmes et des enfants, du trafic des publications obscènes, des stupéfiants, pour la répression du faux monnayage, etc. Il se tient en liaison constante avec l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), à Paris.

Il va de soi enfin que le ministère public fédéral coopérera à l'application des arrêtés « extraordinaires » du Conseil fédéral, pris notamment en cas de guerre ou de danger de guerre en vertu des pleins pouvoirs que lui délègue l'Assemblée fédérale (constituée par les deux Chambres réunies), pour assurer le maintien de l'ordre, de la paix intérieure, de la neutralité et de l'indépendance du pays, arrêtés prévoyant les sanctions pénales et les mesures administratives indispensables à la réalisation de cette mission, et que l'on a qualifiés parfois de « droit de nécessité ». Cette activité

s'exerce naturellement en collaboration avec les autorités civiles, administratives et militaires intéressées.

Une des tâches les plus délicates et qui n'a cessé d'augmenter avec les développements de l'évolution politique mondiale depuis les deux dernières guerres, est celle qui a été confiée au ministère public fédéral dans le domaine de la police politique des étrangers, et des mesures à prendre pour la protection de l'Etat. Dans un Etat traditionnellement libéral et peu enclin au régime policier, tel que la Suisse, ce problème a pris une importance particulière.

En effet, le procureur général de la Confédération dirige la police fédérale sous la surveillance directe du département fédéral de Justice et Police (art. 17 et 104, P.P.F.). C'est à lui qu'incombent l'exercice de la police politique, la direction du service de recherches et d'information en vue du maintien de la sûreté intérieure et extérieure, la proposition des mesures de protection nécessaires et de l'expulsion d'étrangers indésirables, etc. A la suite d'expériences pénibles — dont l'une aboutit au suicide d'un procureur général fédéral, — la proposition a été faite au Conseil national (Chambre des députés), en septembre 1960, de séparer le ministère public de la police fédérale, sans d'ailleurs vouloir bouleverser les institutions qui d'une manière générale donnent satisfaction, ni discuter les mérites du titulaire de la fonction. Il devait s'agir « de décider une bonne fois si le procureur général de la Confédération doit être un procureur ou un policier », si vraiment il doit participer aux enquêtes et s'il n'y a pas « danger que les juges ne sachent pas s'ils ont affaire à un magistrat ou à un policier », ou encore si en définitive un procureur lancé dans une telle action de police peut « conserver la liberté et la sérénité d'esprit nécessaires à un magistrat qui représente le pays tout entier ». Cette proposition de séparation des tâches — moyennant la coordination naturelle entre la police et le parquet, il va sans dire, — n'a toutefois pas été admise ; car elle n'a pas paru nécessaire, et elle aurait au contraire paru dangereuse pour la défense de l'Etat, à la majorité des députés, comme au Conseil fédéral, au chef du département de Justice et Police, et au procureur général de la Confédération eux-mêmes.

3. *Principes régissant le ministère public*

Les règles appliquées sont inspirées des grandes règles traditionnelles instituées par les usages et le droit français, en particulier celles de l'indivisibilité, de la liberté de parole, et de l'irresponsabilité pour les réquisitions prises. Il va de soi aussi que le représentant du ministère public est indépendant par rapport au pouvoir judiciaire et plus particulièrement par rapport à la juridiction devant laquelle il requiert.

Le ministère public est « un et indivisible » en ce sens que la fonction forme un tout, un corps unique, et que l'acte accompli par un membre du parquet indifféremment, engage celui-ci. En d'autres termes, la personnalité des membres disparaît dans la fonction, les différents fonctionnaires ou substituts peuvent se remplacer et sont « interchangeables » dans l'ensemble du même procès et à ses différentes étapes. Ce qui compte ce n'est pas l'homme mais la fonction.

Le ministère public est libre lorsqu'il est appelé à présenter l'accusation et à soutenir ses conclusions en justice. (Nous examinerons plus loin sa liberté possible quant à l'introduction de l'action publique dans le système dit de l'« opportunité » des poursuites). Le procureur général est bien lié lorsque le Conseil fédéral décide qu'il doit ouvrir des poursuites, en matière de délits politiques (art. 105, P.P.F.) : c'est-à-dire qu'il est par là simplement mis en mouvement. Mais il ne saurait recevoir d'injonctions sur le fond de l'affaire : « pour ses réquisitions, il s'inspire de sa propre conviction » (art. 14, P.P.F.). Il apprécie donc les résultats de la procédure et conclut (à la condamnation, à l'application de la peine, à l'octroi du sursis, ou à l'acquittement) d'après sa seule conscience. C'est l'application de la maxime bien connue selon laquelle « la plume est serve, mais la parole est libre » : l'obligation d'introduire des poursuites et un jugement n'engage pas la prise de position du représentant de l'intérêt public lors des débats et de ses réquisitions finales.

Enfin le ministère public jouit de l'immunité de la parole et il est irresponsable, en ce sens qu'il doit pouvoir s'exprimer librement et selon son entière conviction, sans pouvoir être recherché ou poursuivi pour les conclusions prises et le réquisitoire prononcé à l'audience, ni rendu responsable d'une erreur qu'il aurait commise ou d'une accusation inexacte qu'il aurait portée dans l'exercice

de ses fonctions. Il ne peut davantage être condamné aux frais et dépens de la cause ou à des dommages-intérêts, au cas où il n'aurait pas été suivi par le tribunal et où un acquittement aurait été prononcé. C'est là une condition fondamentale de l'exercice même de ses attributions. Sans cette garantie, le rôle du procureur risquerait sans cesse d'être paralysé. Nous ne connaissons pas dans notre pays la procédure de « prise à partie » française. (v. cependant la forme édulcorée de la « prise à partie » bernoise, art. 64, C. proc. pén.). Seules les dispositions ordinaires et de droit public en matière de responsabilité pourraient être éventuellement invoquées, devant les tribunaux de droit commun, notamment en cas d'infraction pénale contre les devoirs de fonction prévus au Code pénal (art. 312 et s.)

L'autorité compétente pour connaître des plaintes ou des recours contre des mesures prises ou omises, des retards prétendus etc. du ministère public fédéral, est le département fédéral de Justice et Police dont il dépend et qui est compétent pour exercer la surveillance sur la police judiciaire dirigée par le procureur général de la Confédération (art. 17, P.P.F.).

4. *Collaboration avec les autorités cantonales*

Bien que la Confédération ait ses organes et sa juridiction propres, elle recourt dans une très large mesure — ce qui est d'ailleurs normal dans notre système constitutionnel — à la collaboration des autorités cantonales. Les dispositions anciennes, très disparates et peu claires, ont été remplacées aujourd'hui par celles de la loi fédérale sur la procédure pénale, et celles du Code pénal suisse (art. 340 et s.).

La collaboration s'exerce naturellement dans les deux phases des recherches et des enquêtes d'une part, et de l'instruction et du jugement, d'autre part. Elle s'explique par le fait qu'une organisation fédérale a fait longtemps défaut à cause du principe de la souveraineté cantonale entière, qu'elle ne s'est développée que peu à peu, et qu'elle est encore incomplète.

a) Le Bureau central de police n'a été fondé, avec ses services de recherches et d'anthropométrie, qu'en 1905, et le casier judiciaire central, qu'en 1906, en même temps que le *Journal suisse de police*. C'est dans la période troublée des années 1933 à 1935, avec l'apparition des « Ve colonnes » et le développement des

menées subversives étrangères, que la nécessité d'une police fédérale s'est imposée, et c'est par un arrêté fédéral du 21 juillet 1935 concernant la sauvegarde de la Confédération, qu'elle a été créée (art. 7) ; non sans peine d'ailleurs parce que certains objectaient que cette création était inconstitutionnelle, (la charte fédérale ne parlant pas du tout de police fédérale).

Les fonctions du ministère public fédéral s'accomplissent avec le concours des ministères publics des cantons, et par les fonctionnaires et employés de police (ou les autres fonctionnaires dans la limite de leurs attributions) de la Confédération et des cantons. Selon la nouvelle teneur de l'organisation judiciaire fédérale (art. 168) introduite dans la procédure pénale fédérale à partir de 1945 (art. 17), le ministère public fédéral « agira, en règle générale, de concert avec les autorités de police compétentes des cantons. Dans chaque cas, il leur donnera connaissance de ses recherches dès que le but et l'état de la procédure le permettront » (17,2).

De leur côté, « les cantons sont tenus de prêter gratuitement leur concours à l'exercice de la justice pénale de la Confédération », (sauf le remboursement des dépenses nécessaires pour les experts et les témoins, l'aménagement des locaux d'audience et les frais d'entretien des personnes en détention préventive, art. 27, P.P.F.). Ce concours s'exerce chaque jour aisément moyennant entente directe.

Le Code pénal suisse a réglé d'autre part, d'une manière obligatoire pour les cantons pour autant qu'il s'agit de la poursuite et de l'instruction d'affaires relevant du droit fédéral, les différentes mesures et formes de l'entraide judiciaire, tant entre eux qu'avec la Confédération, en ce qui concerne les citations, commissions rogatoires et auditions de témoins, les constatations, perquisitions et saisies, l'exécution des mandats d'arrêt, le droit de suite et d'arrestation en cas d'urgence, la remise des personnes arrêtées, et l'exécution des jugements ; cela à titre gratuit et sous réserve de réciprocité, sauf en ce qui concerne le coût des rapports scientifiques ou techniques (art. 352 à 358, C. pén.). Les contestations qui pourraient surgir sont tranchées par la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral (art. 252, P.P.F.).

Le fait, pour le procureur général de la Confédération, d'être à la tête de la police judiciaire, lui confère le droit de donner des instructions non seulement à son propre service de police, mais aussi aux fonctionnaires cantonaux chargés des recherches préli-

minaires (art. 15, 17 et 100 et s., P.P.F.). Toutes ces attributions sont « propres à assurer l'unité d'action dans la mesure où des dispositions légales peuvent y contribuer », au témoignage d'un ancien titulaire de cette fonction, le procureur général Lüthi.

b) Dans le domaine de la procédure judiciaire même, la loi de procédure pénale fédérale a disposé que « le Conseil fédéral peut déléguer aux autorités cantonales l'instruction et le jugement d'une affaire de la compétence de la Cour pénale fédérale » (art. 18, P.P.F.), ce qui n'est évidemment pas possible pour les crimes obligatoirement soumis à la Cour d'assises fédérale par la Constitution même (art. 112). Cette délimitation de compétence est précisée dans le Code pénal (art. 340 à 342). En pareil cas, les recherches préliminaires sont régies uniquement par les dispositions de la procédure fédérale, puisqu'elles sont antérieures à la délégation de compétence. Mais dès ce moment, l'instruction et le jugement se déroulent d'après les dispositions ordinaires de la procédure cantonale, sous réserve des règles spéciales instituées pour assurer, en cas de délégation, une certaine uniformité d'application du droit fédéral, permettre au besoin l'exercice sans difficultés du recours en nullité, et garantir la possibilité de la haute surveillance du Conseil fédéral (art. 247 et s., 254 et s., et pour les infractions fiscales, art. 279 et s., P.P.F.).

En ce qui concerne plus particulièrement le rôle du ministère public, le procureur général de la Confédération, lors de la poursuite d'infractions à des lois fédérales qui attribuent à la Confédération un droit de haute surveillance, peut notamment ordonner des recherches si les actes punissables ont été commis totalement ou partiellement à l'étranger ou dans plus d'un canton (art. 259, P.P.F.). Il peut d'autre part comme nous le verrons dans la dernière partie de cet exposé, interjeter les recours prévus par le droit cantonal dans tous les cas de délégation à l'autorité cantonale, et dans ceux où une loi ou un arrêté prescrivent que soient communiqués au Conseil fédéral les jugements, prononcés administratifs ou ordonnances de non-lieu rendus par l'autorité cantonale (art. 266, P.P.F. ; *cf.* art. 365, C. pén.).

Ainsi le procureur général de la Confédération peut-il être effectivement « l'œil » et « la main » de la communauté publique dans la poursuite et dans l'exécution de la justice pénale.

5. *Garanties, surveillance et contrôle supérieur*

Ce tableau resterait incomplet si l'on n'ajoutait quelques indications sur les garanties données aux justiciables et au public en général, à l'égard de l'activité du ministère public fédéral, de ses différents services et de l'exercice de leurs fonctions. Nous n'en relèverons que deux, vu leur caractère essentiel.

a) Ce n'est pas le lieu d'entrer ici dans l'examen des actes de recherche, de poursuite et des interventions que le ministère public doit accomplir lors de l'enquête préliminaire, de la décision d'ouverture de l'instruction par le juge compétent, comme aussi lors des différentes phases de son rôle en justice, dès la mise en accusation et tout au long du procès et de son exécution.

Mais il faut signaler qu'aux termes de la loi de procédure pénale fédérale une indemnité équitable peut être attribuée, à la demande du lésé, pour préjudice résultant de la procédure de recherches, de la détention préventive ou d'autres actes de l'instruction, à l'inculpé qui est mis au bénéfice d'une ordonnance de non-lieu, à moins naturellement qu'il ait lui-même provoqué ou entravé les opérations d'enquête ou d'instruction par son attitude répréhensible ou sa légèreté (art. 122, P.P.F.). Le principe du droit à une indemnité est si discuté, on le sait (il le fut particulièrement au Congrès international de droit pénal de Rome, en 1953, dans la section de procédure pénale que nous avons présidée et qui étudiait la protection des droits de l'inculpé et les garanties de la défense), que cette solution admise par la procédure fédérale suisse, et par celle de plusieurs cantons, mérite d'être relevée.

b) Le procureur général et le ministère public de la Confédération ne sont, par ailleurs, pas seulement placés sous la haute surveillance du Conseil fédéral qui l'exerce directement par le département fédéral de Justice et Police (art. 14, P.P.F.). Leur activité et leur « gestion » sont de plus soumises chaque année, en même temps que celles de tous les départements et de leurs services, à l'examen et à l'approbation des Chambres fédérales. Cette activité a été discutée de très près à plusieurs reprises, lors de troublantes affaires d'espionnage, de faux monnayage et de trafic d'or interdit, voire de « provocation au délit », qui avaient inquiété l'opinion publique suisse. Ce contrôle public par les Chambres fédérales s'est révélé particulièrement vif, attentif et efficace.

C'est réellement, comme on l'a relevé à une telle occasion un

« phénomène peut-être unique au monde » qu'un parquet fédéral et ses services de police, y compris la police politique, soient obligés de rendre compte chaque année, publiquement, de leur gestion et de leur comportement dans l'exercice de leurs fonctions, ce qui rend pratiquement impossibles certains usages tels que l'emploi de fonds secrets, ou les abus graves du pouvoir policier ; les organes de poursuite et de police sont si profondément intégrés dans l'administration ordinaire, qu'il ne leur est pour ainsi dire pas possible de dépasser les limites strictes qui leur sont légalement assignées. C'est probablement le meilleur éloge qu'on puisse faire de ce système.

III

Les ministères publics cantonaux

Nous avons expliqué pourquoi les divergences doivent être nombreuses dans nos différents droits cantonaux. Elles le sont aussi bien en ce qui concerne la nomination, la composition et l'organisation des ministères publics ou des organes de poursuite et d'accusation, que leurs compétences, l'exercice et les limites de leurs fonctions. Même si les cantons ont généralement emprunté l'idée du ministère public au droit français, a pu faire observer le professeur Clerc, il est loin d'être conçu selon les mêmes principes, et n'est d'ailleurs pas toujours conçu de façon très cohérente, « les législateurs ayant souvent combiné les systèmes français et allemand dans une mesure qui ne satisfait pas toujours les exigences de la logique ». Tout ce qu'on peut donc espérer, en simplifiant à grands traits, c'est de donner un aperçu qui ne soit pas trop infidèle, ni trop désordonné, de cette diversité. Il faut aussi se souvenir que toutes les procédures suisses actuelles sont en somme du système « mixte » ou « transactionnel » rendu commun par le droit français depuis les réformes de la Constituante et les Codes de 1795 et de 1808. Ce système combine la procédure « inquisitoriale » ou de l'« officialité » pour l'enquête et la procédure préliminaire, en principe écrite, secrète et non contradictoire (sauf à Genève), et la procédure « accusatoire » ou « du débat » pour l'audience, l'administration de la preuve et le jugement devant la juridiction chargée de statuer sur le fond de l'affaire.

1. *Statut et nomination*

La nomination des magistrats judiciaires, en Suisse, relève de trois formes principales, comme on l'a souvent rappelé, et c'est aussi le cas, selon M. le Procureur Heim, pour la nomination des membres du ministère public.

Celle-ci peut être faite, comme dans le système français et pour le procureur général de la Confédération, par le pouvoir exécutif : c'est notamment le cas dans les cantons de Vaud et de Zurich. Elle peut être faite aussi par l'autorité législative cantonale (Grand Conseil), ce qui est le cas le plus fréquent, comme à Berne, Bâle, Soleure, Lucerne et dans les cantons de Neuchâtel et du Valais. Elle a lieu enfin par le peuple, au suffrage universel, à Genève, pour six ans. On a l'habitude de reprocher à l'élection de faire dépendre le magistrat, donc ici le procureur général, « du corps électoral, dont les agents pourraient être tentés de subordonner l'exercice de l'action publique aux intérêts des partis ». Mais « dans un petit pays de vieille tradition démocratique comme le nôtre, le risque est à vrai dire négligeable », pense M. Heim. Nous sommes de cet avis, et pouvons le confirmer à la lumière de l'expérience pratique genevoise que nous connaissons bien pour être, depuis plus de vingt ans, magistrat élu à la Cour pénale suprême. Nous avons vu dans l'exercice de leurs fonctions trois procureurs généraux et un grand nombre de leurs substituts, et pour aucun ce risque ne s'est jamais réalisé.

M. le Procureur Heim estime qu'en revanche de nombreux parquets n'échappent pas, ce qui est beaucoup plus grave selon lui, « au contrôle direct et au pouvoir d'injonction de l'exécutif », comme c'est le cas en procédure fédérale, nous l'avons vu, et dans les cantons de Zurich, Bâle-Ville, Soleure et Valais parmi d'autres, où le contrôle s'exerce par le pouvoir exécutif ; (il semble plus normal en effet que ce soit le pouvoir judiciaire, soit le tribunal cantonal, qui constitue l'autorité de surveillance, comme notamment à Berne, Neuchâtel ou Saint-Gall). Sans aucun doute, il peut y avoir là un risque, et « un avocat général, qui n'aurait d'autre souci que de satisfaire ou prévenir les intentions du pouvoir, serait un piètre magistrat ». Mais si de telles situations existent, la vérité oblige à reconnaître qu'elles sont rares chez nous, et cela pour bien des raisons : « D'une part, le pouvoir d'injonction, dont le mode et l'étendue ne sont jamais déterminés, est partout renfermé dans la

sphère de l'application de la loi » ; le principe de la légalité est incontesté, et les exigences des textes législatifs laissent peu de place à l'arbitraire. D'autre part, la révocation des magistrats du parquet, contrairement à l'amovibilité des procureurs français, « est subordonnée à des conditions telles, qu'elle ne constitue pas une menace bien redoutable » de voir s'appliquer le dilemme d'avoir « à se soumettre ou à se démettre ». Enfin, « à supposer qu'un avocat général reçoive un ordre de poursuivre, il conserverait de toute façon une liberté absolue pour ses réquisitions, conformément au principe, suivi partout en Suisse, de l'indépendance de la conviction, qu'exprime l'adage bien connu : la plume est serve, mais la parole est libre ». En pratique d'ailleurs, « les membres des gouvernements cantonaux, rarement juristes, seraient le plus souvent bien en peine de diriger l'activité du parquet et, d'une manière très générale, ils s'en abstiennent prudemment », au témoignage du professeur Pfenninger.

Ces cautions doivent suffire à rassurer sur la santé de nos institutions, quelles qu'en soient les formes ou les applications diverses.

2. *Représentation auprès des tribunaux et récusation*

La tradition, les circonstances, et les « contingences matérielles » aussi, ont fait obstacle en Suisse à l'adoption des règles françaises qui imposent la présence du ministère public auprès de chaque tribunal du ressort. Nous sacrifions moins aux principes, qu'aux évidences de l'utilité.

Le canton de Berne, dont la procédure est marquée par l'influence française, a réussi à maintenir le système « en attachant un procureur général à la Cour suprême, en assignant aux procureurs d'arrondissements le service de plusieurs tribunaux de première instance, et en les autorisant à remplacer l'intervention aux débats par le dépôt de conclusions écrites » (art. 84, 87 et 92, O. J., et art. 235, 3, C. proc. pén.). Le Tessin, et le canton du Valais dans son nouveau Code de procédure récent (l'ancien datait de 1842 et avait conservé un système suranné, comportant jusqu'en 1932 le régime de la preuve légale), ont divisé le territoire en arrondissements judiciaires ayant chacun leur procureur.

Mais partout ailleurs, on a préféré la solution la plus simple et la plus pratique : il existe un seul parquet ou ministère public, établi au chef-lieu cantonal, dont les membres assurent le service

des tribunaux à tous les degrés de juridiction. Au surplus, sauf à Genève et en Valais, la présence d'un représentant du ministère public n'est exigée que dans les affaires criminelles ; dans les autres cas, le procureur décide librement de son intervention aux débats, selon qu'il l'estime opportune ou non (v. par ex. : l'art. 72, C. proc. pén. vaudois).

Dans la plupart des cantons, les membres du ministère public (avocats généraux, procureurs ou substituts) exercent leurs fonctions sous la direction et par délégation du procureur général, qui répartit les affaires entre eux, peut toujours changer leur destination ou reprendre la direction de l'affaire et intervenir à leur place. On peut donc parler aussi, dans notre pays, à quelques exceptions près (Zurich, Bâle-Ville, Tessin, Valais), de l'« indivisibilité » du ministère public au sens de la tradition française. Il est vrai toutefois, observe M. Heim, que « dans un pays qui compte une bonne vingtaine de ministères publics, dont la majorité ne possède qu'un seul représentant, cette règle n'a qu'une portée limitée ». Elle ne saurait en effet avoir d'application dans les petits cantons comportant l'unité de magistrature et de juridiction.

Enfin, nous n'admettons pas le principe français selon lequel le ministère public est « irrécusable », non seulement comme tel, en tant qu'institution, mais personnellement, en tant que magistrat, du fait qu'il est partie principale au procès, et qu'on ne saurait récuser sa partie adverse. C'est une règle de procédure civile faussement transposée au pénal, où elle ne convient pas. S'il est normal qu'on ne puisse récuser son adversaire au procès civil, car le procès serait par là même impossible, il ne faut pas oublier qu'au pénal l'adversaire n'est pas telle personne déterminée, mais l'institution représentant les intérêts collectifs ; or, si celle-ci ne peut évidemment être récusée, il n'en va pas de même des personnes qui la composent et dans lesquelles se rencontre une cause légale ordinaire de récusation, puisqu'elles sont « interchangeables » et n'interviennent point à titre personnel.

C'est pourquoi la plupart des procédures cantonales, comme la procédure fédérale (art. 99), prévoient la récusation possible du procureur général ou de ses substituts aussi bien que celle de tout juge, magistrat ou même greffier ou auxiliaire de la justice (expert, traducteur, interprète) dont l'impartialité pourrait être contestée. C'est chez nous un principe général qui semble aller de soi ; il est confirmé dans les procédures de Berne, Zurich, Genève, Neuchâtel.

Certains cantons, comme Soleure, Argovie, Saint-Gall et le Valais admettent même la possibilité d'annulation, parce qu'entachés d'irrégularité, des actes de procédure accomplis par un procureur récusable.

3. *Fonctions du ministère public*

Ces fonctions sont bien connues puisqu'elles découlent du principe fondamental que le ministère public est le gardien des intérêts généraux et du respect des lois. Si nous prenons pour exemple l'organisation judiciaire de Genève, du 22 novembre 1941, qui reprend et coordonne les dispositions antérieures, nous y verrons que le ministère public, outre les attributions qui lui sont confiées par la procédure pénale, « veille au maintien des lois et règlements, à la conservation des droits et des propriétés publiques, et en général à tout ce qui peut concerner l'ordre public ». Il défère toutes les infractions aux lois, qui parviennent à sa connaissance, soit au pouvoir administratif (Conseil d'Etat), soit aux tribunaux, suivant la nature des infractions (art. 43, O. J.). D'après le Code de procédure pénale dans sa teneur du 7 décembre 1940 (appliqué dès janvier 1942 avec l'introduction du Code pénal suisse), le procureur général est chargé plus particulièrement « de la recherche et de la poursuite des crimes, des délits et des contraventions » (art. 13, C. proc. pén.). Outre ces attributions ordinaires, le procureur général et ses substituts « exercent toutes les autres attributions particulières que les lois leur accordent » (art. 46, O. J.), comme notamment la représentation des intérêts publics en tant que partie principale ou par voie d'intervention dans certains procès civils soulevant des questions d'état ou d'ordre public (art. 44, O. J., et art. 104 et s., C. proc. pén.).

Il n'est pas nécessaire d'exposer ici le rôle du ministère public dans la marche du procès pénal, puisque nous faisons un examen des principes généraux, et non du détail de son action judiciaire. Nous voudrions nous borner au caractère même, à la nature fondamentale de cette action, puisque nous en avons analysé et critiqué le sens, du point de vue des objectifs actuels du droit pénal, dans une synthèse présentée au Congrès international de défense sociale, à Liège, en 1949, à propos de la réforme du procès pénal, et qu'on a souvent citée et discutée.

Le ministère ou procureur public ayant été institué comme

« accusateur public » et « promoteur des poursuites », dans un système judiciaire fondé sur le principe inquisitorial, et tout l'ancien procès ayant tendu avant tout à la recherche, à la conviction et à la punition impitoyable des accusés en vue d'assurer l'expiation et l'intimidation, il est assez naturel que le rôle du parquet se soit plus ou moins cristallisé sous cette forme. Puisque le procureur général représente au procès la « partie publique » et que son rôle essentiel est de « requérir contre l'accusé », on a trouvé pendant très longtemps et on trouve encore souvent tout à fait normal qu'il ne pense qu'aux intérêts de l'accusation et de la condamnation, sans se soucier de ceux de la « partie adverse » : il est l'organe de l'attaque, et non de la défense ; son rôle est de faire triompher sa thèse. Mais c'est oublier qu'être « partie » ne signifie pas être « partial », et surtout que le ministère public est bien plus et autre chose qu'un accusateur : il est le gardien des intérêts généraux, le garant de la juste application des lois, et il doit rechercher non en soi une condamnation, mais la vérité et la bonne administration de la justice. En le faisant, il veille à la véritable sauvegarde des intérêts de la communauté. Voilà pourquoi nous pensons que le procès calqué encore sur la forme — modernisée — du vieux « duel judiciaire » est une erreur, et a vécu. Il doit se transformer pour que ses méthodes, son mécanisme et son but deviennent plus conformes au rôle *réel* des parties opposées, dont le débat doit éclairer le juge, et au rôle du juge lui-même, qui est un rôle de raison, de conviction profonde, de décision mûrie, vraiment en accord avec la « politique criminelle » la meilleure possible dans l'intérêt de la société et du délinquant même, y compris son reclassement. Ce ne saurait être un rôle de passion et de surprise, tel qu'il s'exerce encore si généralement avec le système du jury.

Il nous plaît de voir certains représentants du ministère public évoluer aujourd'hui vers une conception plus juste et plus modérée de sa fonction culminant dans la « minute de vérité » au sens exact. M. le Premier Substitut Heim rappelle que « toutes les procédures helvétiques permettent au ministère public d'abandonner l'accusation » (ce qui ne signifie pas que le juge soit dessaisi et ne doive pas statuer), et que si le rôle du ministère public est bien de requérir contre la partie poursuivie, il n'en est pas pour cela « l'accusation, et rien que l'accusation » : « La partie publique se présente bien aux débats en accusatrice, mais le procureur y intervient avec une autre mission encore, celle de définir, pour la proposer au juge,

une solution de justice... Ainsi, partout en Suisse, la parole de l'avocat général doit faire entendre la voix de l'intérêt public, proposer aux juges une sentence légale et juste, et partant demander une peine modérée ou même l'acquittement si c'est là ce que commande l'intérêt public ». De même, dans une enquête ouverte par un hebdomadaire de Genève sur les réactions du « profane devant la justice », M. Foëx, premier substitut du procureur général de Genève, résumait aussi d'une manière très noble et juste la position du parquet : « Le ministère public ne connaît ni succès ni échec, il fait son devoir. Il a bien trop à faire et voit trop de misères pour se réjouir d'une condamnation. Il n'est pas une machine à accuser ». Et un avocat jurassien pouvait témoigner qu'il pourrait « faire valoir des cas vécus, et plusieurs fois, où le défenseur aurait pu aisément, sans défavoriser son protégé, répéter en guise de plaidoirie le réquisitoire du ministère public ». J'en ai entendu moi-même, dans mes fonctions judiciaires, de très compréhensifs, de très justes et de très humains.

Cela ne veut pas dire d'ailleurs que les deux parties, accusation et défense, n'aient plus à montrer d'esprit combatif dans leur rôle bien compris, ni parfois « à ferrailler, au risque de céder à la griserie du combat », ni que le ministère public devrait « se contenter de disserter ». En effet, comme conclut M. Heim, même dans le procès tendant à la meilleure connaissance de l'inculpé et à l'application plus juste et plus individualisée de la sanction sociale tenant compte des facteurs personnels, « l'antithèse accusation-défense n'a rien perdu de sa valeur », et il restera néanmoins au ministère public à soutenir avec conviction l'accusation qu'il a eu pour devoir d'introduire, rôle qui pourtant « ne saurait être tenu avec succès sans sérénité, compétence et sens psychologique ».

4. *Rapports entre poursuite et instruction*

Un thème essentiel, et qui doit être abordé encore, est celui de la délimitation et des rapports entre les fonctions du procureur public et celles du juge d'instruction. On sait que dans le système français elles sont clairement définies et nettement séparées, sous réserve d'une dérogation partielle dans les cas de flagrant délit (cf. Genève, art. 22 et 39 et s., C. proc. pén.). On a estimé que la « division du travail » garantit à la fois la meilleure exécution de chacune des tâches distinctes, et la meilleure protection des intérêts en cause. Le juge

d'instruction doit pouvoir faire librement sa tâche d'information à charge et à décharge, sans dépendre du parquet ou lui être subordonné, ni en recevoir des injonctions. Une fois le juge d'instruction saisi de l'affaire par le « réquisitoire à fin d'informer », il doit pouvoir exercer sa mission sans qu'une volonté extérieure, une décision particulière, lui soit imposée. Dans un système de type inquisitoire, ne l'oublions pas, il n'a pas paru convenable de réunir et confondre dans les mêmes mains les fonctions d'accusateur et celles d'enquêteur chargé d'éclaircir la cause : les mesures de contrainte que nécessite souvent l'instruction ne doivent pas être confiées à l'adversaire de l'inculpé. Lorsqu'une même autorité a la charge de poursuivre, d'accuser et de rassembler les preuves, elle a aussi le pouvoir de charger — ou de favoriser — l'inculpé sans contre-poids suffisant.

Cette conception stricte ne s'est pas imposée dans les procédures suisses en dehors de celles qui se sont étroitement inspirées de la procédure française, comme à Genève et Neuchâtel. En bien des endroits, le procureur général procède à une enquête préliminaire et ne saisit le juge d'instruction qu'une fois les preuves réunies, comme dans la procédure fédérale (art. 104 et s.) ; ce qui a sans doute l'avantage de l'efficacité, mais l'inconvénient de supprimer pratiquement les garanties que la loi reconnaît au prévenu pendant l'instruction proprement dite. Dans d'autres, sans aller jusqu'à donner au ministère public la tâche et le droit d'instruire, la législation cantonale lui permet, comme à Schwytz et à Schaffhouse par exemple, d'assister à l'enquête et d'y poser des questions, de proposer la confrontation de témoins ou l'administration d'enquêtes complémentaires ou d'expertises, tous droits qui ne sont pas accordés aux conseils des parties, c'est-à-dire de l'inculpé et de la partie civile, en dehors du canton de Genève où la procédure est contradictoire à la demande des parties (art. 64 et s., C. proc. pén.), sauf décision de suspension possible du juge d'instruction, pour des raisons supérieures d'ordre public ou de sauvegarde de la preuve, lorsque l'importance de la procédure l'exige (art. 70).

En Suisse alémanique et à Zurich en particulier, dont la procédure est de ce point de vue habituellement citée comme exemple, un corps distinct et spécialisé de « juges d'instruction » n'a nullement paru nécessaire. Ce sont les procureurs d'arrondissement (*Bezirksanwalt*) qui procèdent à l'enquête, sous la direction et la surveillance de leur supérieur hiérarchique, le procureur général

du canton (*Staatsanwalt*), lequel peut leur donner des instructions ou des tâches déterminées pour l'introduction ou la conduite des enquêtes, ou s'en charger lui-même (art. 20 et s., 25 et s., 35 et s., C.P.P.). C'est aussi un système de ce genre qu'appliquent les cantons de Bâle, de Lucerne, Saint-Gall, Thurgovie, et le nouveau Code de procédure pénale d'Argovie, de 1958.

Dans la procédure lucernoise, c'est un fonctionnaire administratif, le préfet (*Amtsstatthalter*) qui conduit l'instruction, sous l'autorité hiérarchique immédiate du procureur général qui la contrôle quant à sa juste et rapide exécution, et peut demander au préfet en tout temps un rapport sur l'état de l'affaire, lui donner des instructions, ou assister aux opérations. Il peut ordonner lui-même de nouvelles preuves, ou enjoindre au préfet de les compléter ou de lui présenter un rapport final, sur la base duquel il prend les décisions utiles pour la suite de la procédure (§ 135 et s., et 153 et s., C.P.P.). La procédure argovienne remet aussi l'instruction au préfet du district (*Bezirksamtsmann*) ou à son substitut, c'est-à-dire à un fonctionnaire administratif. Comme l'a justement observé le professeur Clerc à propos de cette solution, « on peut sérieusement se demander si la complexité du droit de fond ne commanderait pas de placer l'instruction préparatoire entre les mains de personnes ayant une véritable connaissance du droit » et de la pratique judiciaire. La simplicité et l'économie qui trop souvent ont joué un rôle prépondérant dans la structure de nos procédures, ne sont pas tout. Le législateur argovien l'a d'ailleurs compris « dans une certaine mesure » et a dû se rendre à l'évidence. La nouvelle loi dispose en effet que, « pour la conduite d'instructions complexes ou difficiles, le président de la Chambre d'accusation (*Beschwerdekammer*) du tribunal cantonal peut désigner de cas en cas un président de tribunal de district, un avocat — ou aussi un « avocat des mineurs » dans les causes concernant ceux-ci — comme agents d'instruction (*Untersuchungsbeamte*) extraordinaires », et que le Grand Conseil (pouvoir législatif cantonal) peut instituer cette activité en fonction principale (§ 2 et 3).

Ici encore, les nécessités pratiques auront, une fois de plus, précédé et préparé les modifications institutionnelles et les réformes judiciaires. Les exemples des nouveaux codes de Suisse alémanique sont instructifs à cet égard. On peut se borner à celui que donnent l'organisation judiciaire de 1958 et la loi de procédure pénale du 8 juin 1959 du canton d'Uri, dans la Suisse primitive, où la procédure coutumière du *Landbuch* avait jusqu'à très récemment gardé un caractère tout inquisitorial. Une combinaison intéressante et pratique y a été faite, en ce sens que le législateur a consacré le principe du système français d'après lequel le procureur public (*Staatsanwalt*) est l'organe des poursuites, et le juge d'instruction (*Verhörrichter*), l'instrument de l'information, décidée par le procureur général. (En cas de crimes ou d'accidents graves, toutefois, le juge d'instruction doit être immédiatement informé par les organes de police et peut se saisir et diriger la procédure d'enquête). En principe, c'est le juge d'instruction qui conduit l'enquête, mais non en tant que magistrat indépendant dont les décisions ne peuvent être revues que par une autorité judiciaire, c'est-à-dire la Chambre d'accusation, mais plutôt, selon le système allemand, comme un enquêteur dont le rôle dépend assez étroitement du ministère public et s'associe à ce dernier : à la fin de son information le juge d'instruction transmet le dossier avec son rapport final au procureur général, qui peut ordonner au besoin des actes d'instruction supplémentaires ou, s'il estime la cause en état d'être jugée, prend les dispositions nécessaires, soit qu'il édicte un mandat répressif (économisant une procédure) dans les cas de peu de gravité, soit qu'il ordonne directement le renvoi en jugement devant la juridiction compétente (§ 8 à 15, 64, 68 et s., et 73 et s., C.P.P.).

C'est un bon exemple de la tendance du législateur suisse à simplifier les procédures, à les rendre plus souples, plus directes et moins onéreuses que celles des modèles étrangers, tout en cherchant à assurer les garanties de l'inculpé et les droits de la défense, souvent par des dispositions expresses inscrites jusque dans les constitutions cantonales.

IV

Le droit du ministère public sur l'action pénale

Deux problèmes fondamentaux pour la procédure et pour la connaissance du rôle du ministère public doivent encore être résolus : celui de l'obligation qui lui incombe d'ouvrir l'action publique d'office lorsque les éléments d'une infraction paraissent réalisés, et celui de l'obligation de s'abstenir à défaut de plainte expresse et de demande d'intervention du lésé, dans le cas des délits de caractère plus ou moins privés appelés « délits sur plainte proprement dits » ou, en allemand, *Antragsdelikte*.

1. *Le droit du ministère public : légalité ou opportunité de la poursuite*

Ce problème est bien connu, car il a été partout et abondamment discuté, tant dans la doctrine que dans les congrès de pénalistes. Il l'a été en particulier dans un débat de l'Union internationale de droit pénal, en 1890, puis au Congrès international pénitentiaire de Londres en 1925, et au Ve Congrès international de droit pénal à Genève en 1947, sans qu'il ait été d'ailleurs possible d'aboutir à une solution nette sur le système préférable, tant l'usage de chaque pays et de chaque régime judiciaire marque profondément son empreinte sur la procédure.

En principe, puisque dans les pays de droit écrit ayant consacré la tradition inquisitoriale, l'organe de la poursuite est le ministère public, et puisqu'on dit même qu'il en a le « monopole » ou qu'en tout cas l'exercice lui en appartient, le problème paraît simple : dès l'instant où une infraction — action ou omission — est prévue et réprimée par la loi, et où ses éléments semblent effectivement exister et la prescription n'en pas être acquise, le ministère public a l'obligation de poursuivre, de faire ouvrir l'instruction et de requérir la sanction. C'est la simple expression de son devoir, le but et l'accomplissement mêmes de sa fonction. C'est l'exigence de la loi et de la justice, le strict principe de la « légalité » que personne ne saurait méconnaître, surtout pas celui dont la mission est de la faire respecter.

Mais en pratique, chacun le sait, cette stricte application peut avoir de graves inconvénients et faire plus de mal que de bien dans certains cas, notamment là où l'honneur des familles, l'avenir d'un jeune délinquant ou même d'une victime, sont en jeu. L'intérêt social à l'abstention peut avoir plus de poids que l'observation de la règle légale d'action. Ne peut-on, en pareil cas, autoriser l'organe de la poursuite à faire abstraction de celle-ci et à « classer l'affaire » lorsqu'il juge opportun — d'où le principe d'« opportunité » — de renoncer à la poursuite dans l'état des circonstances et s'il ne survient pas de fait nouveau qui la conseille ou l'impose ?

Le problème est de toute évidence embarrassant et les solutions ne peuvent que se contredire, suivant qu'on donne la prépondérance à l'argument social d'utilité, ou à l'argument juridique de légalité et de sanction des fautes.

a) Le principe d'opportunité.

La procédure fédérale autorise le procureur général à « suspendre les recherches » lorsqu'à son avis « il n'y a pas de motif d'ouvrir l'instruction ». Il doit notifier cette suspension à ceux qui ont été entendus comme inculpés. Le département fédéral de Justice et Police statue sur les contestations (art. 106, P.P.F.). Mais de plus, « le procureur général peut, au cours ou après l'issue de l'instruction préparatoire, renoncer à la poursuite ». En ce cas, « il est tenu de motiver brièvement cette décision et de la communiquer au juge d'instruction », qui alors « suspend l'instruction en se référant à cette décision motivée, et en informe la Chambre d'accusation, le procureur général en la cause, l'inculpé et le lésé » (art. 120, P.P.F.). Cette décision implique donc la renonciation à une mise en accusation (sans que les motifs en soient donnés dans la loi, mais notamment si les présomptions sont insuffisantes, art. 125, P.P.F.). Elle est obligatoire pour le juge d'instruction, et ne peut faire l'objet d'un recours : il avait été question d'admettre un recours du lésé contre la décision de suspension soit de classement ; mais on y a renoncé, en estimant que le lésé n'a pas à contrôler l'exercice de l'action pénale, qui est de la compétence exclusive de l'accusateur public, et que, d'autre part, l'usage abusif du recours entraverait sensiblement la marche des procès.

La procédure militaire fédérale a admis une solution semblable, dépendant ici de l'auditeur en chef de l'armée qui dirige le parquet, soit l'accusation militaire fédérale (art. 25 et 122, P.P.M.).

En dehors de la procédure fédérale, seuls les cantons romands de Genève, Neuchâtel et Vaud ont consacré le principe de l'opportunité ou du « classement sans suite » du système français, comme le montre l'analyse détaillée de l'ensemble des codes à laquelle a procédé M. Treyvaud dans sa thèse de doctorat en 1961.

Le procureur général du canton de Vaud a le droit de mettre fin à la poursuite dès le commencement de l'enquête et jusqu'à l'ouverture des débats (art. 76, C. proc. pén.), et cela sans recours. Il est le seul en Suisse à jouir d'un tel pouvoir, qui s'explique d'ailleurs, d'après la doctrine, par le fait que le ministère public n'ayant pas le monopole de l'action publique en procédure vaudoise, l'action peut être engagée sans son concours. Comme il est d'ailleurs révocable, « il s'exposerait en cas d'abus manifeste à de sérieux inconvénients ». Le canton de Neuchâtel a admis l'abandon des poursuites, lors de la mise en mouvement de l'action publique seulement,

en s'inspirant du principe d'opportunité tel qu'il est réglé dans la procédure fédérale, c'est-à-dire aussi moyennant une décision motivée, mais en permettant le recours, à la Chambre d'accusation, de la personne ayant requis la poursuite et qui pouvait y avoir intérêt, « même pour erreur d'appréciation du ministère public » (art. 8).

Genève est resté le plus près du système français longtemps appliqué dans le canton. Malgré la formule apparemment impérative de la loi, disant que « lorsqu'il est avisé qu'un crime ou un délit a été commis, le procureur général doit requérir le juge d'instruction d'informer régulièrement (art. 21, C. proc. pén.), en réalité le procureur général, qui a le monopole de l'action publique en dehors des cas de citation directe du lésé dans les affaires d'atteintes à l'honneur (art. 5 et 6, C. proc. pén.), est maître du classement, sans que cette faculté soit limitée à certaines catégories d'infractions ; elle est générale, discrétionnaire et largement pratiquée, mais sous réserve du droit de recours du dénonciateur et du plaignant auprès de la Chambre d'accusation, contre le refus du procureur général d'ouvrir une information ou de prendre des réquisitions. Si le recours est fondé, injonction est faite au ministère public d'introduire ou de continuer la poursuite (art. 173, C. proc. pén.), ce qui le met en mouvement mais, il va sans dire, le laisse libre du sens de ses réquisitions. Le projet révisé de 1957 a introduit, à l'exemple des procédures fédérale et neuchâteloise, l'obligation d'une décision de classement « sommairement motivée », qui doit mieux permettre l'efficacité du recours (art. 203, projet de nouveau C. proc. pén.).

b) Le principe de légalité.

Pour le surplus, la position des vingt-cinq codes cantonaux peut se résumer ainsi : dix-huit d'entre eux consacrent sans exception le principe de la légalité, soit qu'ils le fassent explicitement, par une disposition expresse, soit que la règle soit implicite, selon la tradition et l'esprit de la loi. Et l'application du principe est communément assurée par l'institution d'une voie de recours contre l'abstention de l'autorité de poursuite lors du déclenchement désiré de l'action publique, et contre l'ordonnance de non-lieu.

L'exemple de la procédure bernoise de 1928 peut être cité à cause de sa valeur reconnue et de l'influence qu'elle a exercée sur plusieurs codes cantonaux récents, comme celui du Valais. Elle

est caractéristique du système qui adopte implicitement le principe de la légalité des poursuites (art. 84 et 87, C. proc. pén.). Le juge d'instruction, qui est ici l'autorité compétente pour ouvrir la poursuite, est tenu de le faire si l'acte dénoncé constitue une infraction et si les conditions de l'action publique sont remplies : c'est uniquement si l'une de ces conditions fait défaut qu'il peut s'abstenir de mettre l'action en mouvement. Mais cette décision ne peut être prise arbitrairement : elle doit être en effet confirmée par une décision écrite et brièvement motivée du procureur d'arrondissement qui, s'il ne partage pas l'avis du juge d'instruction, peut lui enjoindre de procéder à la poursuite ; de plus, la décision négative est communiquée au plaignant, qui peut recourir auprès de la chambre d'accusation s'il estime qu'il y a lieu de poursuivre (art. 84 et 86 et s.). D'autre part, au moment du renvoi en jugement après la clôture de l'instruction, dans les cas passibles de réclusion à temps ou d'emprisonnement, le juge d'instruction peut proposer l'abandon de la poursuite « lorsque le fait imputé ne lui paraît pas punissable ou que les charges relevées par l'enquête lui semblent insuffisantes ». En cas de divergence entre les deux magistrats, la chambre d'accusation décide ; au cas contraire, l'ordonnance de non-lieu (ou à l'opposé, suivant les circonstances, l'ordonnance de renvoi en jugement) produit ses effets. Le plaignant a cependant le droit de recourir à la chambre d'accusation contre l'ordonnance de non-lieu, pour autant que l'infraction sur laquelle porte l'instruction est passible d'une peine privative de liberté, fût-ce les simples arrêts (art. 184 à 187, C. proc. pén.).

A Zurich, pour prendre un autre exemple, le principe de la poursuite obligatoire de tous les actes punissables est clairement posé dans la Constitution même (art. 41). La suspension ou le classement de la poursuite ne peut intervenir que sur décision motivée du procureur général cantonal lui-même dans les affaires relevant de la cour d'assises, et dans les affaires relevant des tribunaux d'arrondissement, du procureur d'arrondissement avec l'accord du procureur général (§ 38, C.P.P.).

Enfin quatre cantons, ceux de Bâle-Ville (C.P.P., § 5 et 226), de Bâle-Campagne (§ 201), de Schwytz (§ 119, al. 1) et d'Argovie (§ 24, al. 2 et 136, al. 1), ont adopté un système mixte. Tout en consacrant le principe de la légalité, ils ont admis certaines dérogations et se sont ralliés à une solution intermédiaire analogue à celle du droit allemand. Ces dérogations peuvent avoir une portée géné-

rale, ou viser des cas bien déterminés. De même elles permettent, soit de ne pas commencer la poursuite, soit de renoncer à l'accusation introduite.

C'est ainsi qu'à Bâle-Ville le ministère public doit exercer la poursuite et ne saurait y mettre fin pour des motifs d'opportunité ; le recours de l'autorité dénonciatrice ou du lésé auprès de l'autorité de renvoi (dans les cas prévus aux § 117, 121, 145) prévient efficacement les décisions abusives du ministère public (§ 146 et s.). Toutefois, et à l'exemple de la procédure allemande, une concession est faite au principe de l'opportunité dans deux cas déterminés : à condition que les faits dont le prévenu pourrait être subsidiairement suspect n'aient pas de réelle importance à côté de ceux qui sont retenus par l'accusation ; ou d'autre part, à condition qu'après la commission du fait délictueux qui pourrait être retenu, le prévenu ait été condamné déjà pour une autre infraction auprès de laquelle celle qui a été découverte n'a pas de réelle importance (*nicht ins Gewicht fällt*). De plus, dans les deux cas, le ministère public n'est pas seul à décider : il faut, suivant le stade de la procédure, le consentement du président de l'autorité de renvoi, ou celui du président du tribunal qui a prononcé le jugement (§ 5, C.P.P.).

Dans la procédure schwyzoise, l'autorité d'accusation peut renoncer à la poursuite non seulement s'il n'y a pas de motif pour la continuer ou si l'inculpé est incapable de discernement (§ 113 et 114, al. 1), ce qui va de soi, mais encore dans deux cas spéciaux (§ 119) ; lorsque en cas de concours d'infractions (art. 68, C. pén.) la peine encourue est peu importante par rapport à une peine déjà prononcée contre le même auteur, et d'autre part, lorsque la peine à prononcer ne dépasse pas le délai minimum de trois ans d'internement déjà prononcé pour un délinquant d'habitude (art. 42, C. pén.) ; en d'autres termes, lorsqu'une infraction étant de toute façon retenue et punie, il paraît inutile de s'occuper en outre d'une infraction connexe de moindre importance.

C'est le peu de gravité de l'affaire aussi qui justifie la dérogation au principe de la légalité admise en procédure argovienne, où le ministère public est obligé de mettre en accusation pour toute infraction poursuivable dans la mesure où les motifs sont suffisants, sauf dans les cas où l'ouverture d'une procédure ne serait pas justifiée « à cause de l'importance minime (*Geringfügigkeit*) de la culpabilité et des suites délictuelles » (§ 24 et 136).

On peut laisser de côté, ici, la controverse qui a eu lieu à la

Société suisse des juristes, à son assemblée de Neuchâtel en 1946, lors du débat sur le thème « droit fédéral et procédure cantonale », pour décider si le problème du classement relève du droit de fond, et par conséquent entraîne l'application nécessaire du Code pénal par l'autorité de poursuite liée au principe de la légalité, où s'il relève de la procédure, dont les principes et l'application sont réservés à la décision des cantons en vertu de l'article 64 *bis* de la constitution fédérale, ce qui ne les empêcherait donc pas d'appliquer la règle de l'opportunité. Le professeur Clerc, examinant les controverses à ce sujet, a estimé que, du moment que l'opposition entre les deux systèmes n'est pas commandée en Suisse par des raisons politiques ou philosophiques, mais par des considérations pratiques tirées de la structure des diverses procédures, et du moment que tous les cantons (sauf un) permettent le recours contre une décision de classement qui paraîtrait contestable, la controverse n'a qu'un intérêt plutôt théorique, et doit être considérée pratiquement comme sans véritable objet.

2. *Le droit du lésé en cas de « délits sur plainte »*

En application de la tradition coutumière de la poursuite sur accusation privée, le droit suisse a reconnu l'existence d'un certain nombre d'infractions dont le caractère domestique ou privé reste si prépondérant qu'on peut estimer qu'il n'appartient pas au ministère public d'en commencer la poursuite d'office, mais qu'il doit appartenir à la victime, au lésé lui-même, de décider si, oui ou non, il convient d'ouvrir un procès pénal pour en exiger la répression : ce qu'il devra faire par le dépôt d'une « plainte pénale » au sens étroit (*Strafantrag* des art. 28 et s., C. pén., et non d'une plainte au sens large de dénonciation pénale ou *Strafanzeige*, qui serait insuffisante). A moins que la procédure ne lui donne la possibilité de procéder lui-même par « citation directe » de l'auteur du délit devant le tribunal compétent, selon la tradition française, ou d'exercer directement l' « action privée » en répression, en lieu et place du ministère public (*Privatklage*), selon la tradition alémanique conservée dans certains cantons pour la poursuite et la sanction des atteintes à l'honneur avec allocation d'une amende personnelle (*Busse*).

a) Les délits sur plainte.

On n'ignore pas que le droit français connaît très peu de « délits sur plainte » proprement dits, l'obligation de poursuivre d'office étant tempérée par le système de l'opportunité, alors que le système allemand, conforme à la tradition alémanique, en connaît davantage : la plainte du lésé y intervient comme correctif du principe de la légalité, soit de l'obligation de la poursuite, qui souvent irait trop loin et serait nocive aux yeux du lésé lui-même.

Le Code pénal suisse a pris une position intermédiaire et a déterminé limitativement les délits dans lesquels l'action ne peut être ouverte que par le lésé et moyennant sa plainte expresse. Il s'agit avant tout, naturellement, des atteintes de caractère très personnel, comme les atteintes à l'honneur et la violation de secrets privés (art. 173 et s. et 179, C. pén.), les lésions corporelles par négligence, les menaces et la violation de domicile (art. 125, 180 et 186), la séduction et l'adultère (art. 196 et 214). Il s'agit en outre, dans le domaine des atteintes au patrimoine et aux droits dits immatériels, de l'atteinte au crédit, de la concurrence déloyale et de la violation du secret commercial (art. 160 à 162), et des infractions peu importantes contre la propriété ou les droits pécuniaires : larcin, détournement, soustraction sans dessein d'enrichissement ou dommage à la propriété, filouterie d'auberge ou « resquillage » etc. (art. 138, 141, 143, 145, 149 à 151). Il s'agit enfin, pour des raisons de paix dans les familles et en évitation du scandale, des infractions ordinaires contre le patrimoine, vol, abus de confiance, escroquerie (art. 137, 140 et 148, 3) lorsqu'elles sont commises au détriment des « proches » ou des « familiers » au sens du Code pénal (art. 110, chif. 2 et 3), soit du conjoint ou des parents, ainsi que des personnes faisant ménage commun ou vivant sous le même toit avec le lésé.

En pareils cas, on peut bien dire que l'action publique appartient au lésé, et non au ministère public ; celui-ci n'est pas seulement saisi, mis en mouvement par elle (on verra plus loin qu'il ne l'est même pas toujours), mais il ne peut pas du tout intervenir sans elle, ni continuer l'action si la plainte qui était indispensable à son ouverture est retirée. Le problème est donc tout différent de celui du classement ou de l'abandon de la poursuite dans les procédures ouvertes d'office. La procédure neuchâteloise oblige raisonnablement le juge, dans toutes les procédures sur plainte *stricto sensu*, à tenter d'office la conciliation (art. 116, C. proc. pén.). Le retrait de

la plainte par la personne lésée — retrait qui, d'après les dispositions générales et obligatoires introduites dans le Code pénal suisse peut avoir lieu tant que le jugement de première instance n'a pas été prononcé, — fera tomber l'affaire sans possibilité de la continuer ou de la reprendre ; et il profitera d'ailleurs à tous les inculpés s'il y en a plusieurs, en vertu du principe de « l'indivisibilité » de la plainte (art. 28 et 31, C. pén.).

b) La procédure et le rôle du lésé.

Mais nos procédures ne connaissent pas le seul régime de l'action publique assumée et conduite par le ministère public sur plainte du lésé. Elles remettent souvent, dans certaines affaires moins importantes, la responsabilité et la conduite du procès *au lésé* lui-même en lieu et place du représentant de l'ordre public.

La procédure genevoise, en particulier, le fait, depuis 1884, selon le système français de la « citation directe » de l'auteur devant la juridiction pénale compétente, pour les infractions contre l'honneur, injures, diffamation ou calomnie (art. 6 et 391, C. proc. pén., pour la procédure devant le tribunal de police). Le projet de 1957 a nuancé l'application du principe selon que l'auteur est connu ou non du lésé (cas dans lequel le procureur général agit dès le dépôt de la plainte mais se dessaisit au profit du lésé sitôt l'auteur connu) ; il a justement prévu de plus que « si l'infraction est de nature à troubler l'ordre public, le procureur général peut, en tout état de cause, se saisir de la poursuite » (art. 5 nouveau).

Les procédures alémaniques, où l'influence du droit coutumier est restée plus prononcée, autorisent encore fréquemment le lésé, en matière d'atteintes à l'honneur privé et d'atteintes au crédit, à soutenir le procès pénal à titre privé (*Privatstrafverfahren*), parfois même devant la juridiction civile comme à Zurich, ou dans des formes se rapprochant de celles de la procédure civile ou privée. Le droit fédéral ne l'a pas interdit, précisément pour respecter les traditions et formes de procédure cantonales. Il n'a pas imposé un système judiciaire strictement « pénal » pour la répression de toutes les infractions, comme le montre notamment la disposition du Code pénal de 1937 précisant, dans le titre réglant les questions relatives aux autorités cantonales, que le jugement des contraventions peut être attribué à une autorité non pas répressive, mais administrative (art. 345, 1°, C. pén.).

On trouve des exemples d'une telle procédure privée non seule-

ment dans les cantons de Zurich, Bâle (antérieurement), Appenzell, mais aussi sa confirmation dans les codes récents de St. Gall (art. 265 et s., C.P.P. du 9 août 1954), de Lucerne (§ 142 et s., C.P.P. du 3 juin 1957), des Grisons (art. 162 et s., St. P O du 8 juin 1958), et dans une mesure très large, du canton d'Argovie (§ 181 et s., C.P.P. du 11 nov. 1958). Dans la procédure pénale privée, le plaignant prend la responsabilité du procès, et ce sont les parties qui le conduisent, sous la direction du juge. La recherche d'une solution conciliatoire y est un principe général. Particulièrement claire est la disposition de la procédure saint-galloise qui précise : « Les parties sont le demandeur et le défendeur. La représentation des deux parties se fait d'après les dispositions de la procédure civile. Le juge d'instruction, le procureur général et la chambre d'accusation ne participent pas au procès. Demeurent réservées la procédure d'enquête contre inconnu et l'exécution » (art. 268), qui restent du domaine du ministère public.

Ces dérogations au principe du monopole du ministère public pour la poursuite des affaires pénales sont aussi naturelles qu'elles sont justifiées par le souci légitime de laisser une marge d'appréciation et d'action raisonnable au lésé, et de ne pas accabler le parquet et la juridiction ordinaire sous un flot de petites affaires, de caractère personnel, qui menaceraient de bientôt les submerger.

Le souci d'assurer le droit du lésé en général va si loin, qu'à côté de la faculté de recours qui lui est donnée dans la plupart des cantons pour obliger le ministère public à poursuivre (*Klageerzwingungsverfahren*), dans les affaires n'ayant pas le caractère privé attaché aux « délits sur plainte » proprement dits, les cantons de Zurich, Lucerne, Argovie et Tessin vont jusqu'à accorder au lésé, moyennant certaines conditions, la possibilité de se substituer au procureur général, de prendre sa place dans le procès et même de poursuivre lui-même l'infraction, si le parquet s'y refuse. Cette *Privatstrafklage* subsidiaire a été particulièrement étudiée par Bertschi dans sa thèse zurichoise de 1947.

V

Le droit de recours du ministère public

Puisque le ministère public a la charge et le devoir de veiller à la juste application des lois, il est non seulement naturel, mais

indispensable, que l'exercice des voies de recours ordinaires et extraordinaires lui soit assuré. Pas plus les juges répressifs que les juges civils ne sont infaillibles, et des moyens doivent être dès lors donnés aux parties — y compris la partie publique — pour obtenir, au besoin, la réforme, l'annulation ou la revision de décisions qui se révèleraient fausses, contraires à la loi, ou entachées d'erreur.

1. *La voie ordinaire de l'appel*

La voie de l'appel — parfois du recours simple (*Berufung*) — est généralement prévue en Suisse alémanique pour les décisions des tribunaux de première instance, comme par exemple dans les procédures des cantons de Bâle-Ville (§ 245 et s.), Soleures (405 et s.), Zurich (233 et s.), Uri (§ 109), etc. Le « recours » est prévu dans différents autres cantons, comme notamment Saint-Gall (art. 180 et s.) et les Grisons (141 et s.). Il n'est pas nécessaire ici d'entrer dans la définition technique et les différences procédurales existant entre ces moyens. C'est leur mise à disposition du ministère public en tant que partie au procès, qui compte.

L'appel joue au contraire un rôle peu important dans les cantons où s'est marquée l'influence française, comme l'ont rappelé le professeur Clerc et M. le Procureur Heim. Fidèle à la tradition de procédure romano-canonique, le Valais est seul à l'avoir largement admis (art. 70 et s., O.J., et 176 et s., C. proc. pén.). Berne (art. 9 et s., O.J., et art. 304 et s., C. proc. pén.) et Genève ont suivi la tradition française en ouvrant l'appel au justiciable déféré à un tribunal n'offrant pas la garantie — ou ne comportant pas la décision souveraine et sans appel — du jury : Encore Genève n'a-t-il admis l'appel que pour les jugements du tribunal de police (art. 406 et s. C. proc. pén.), en l'excluant pour la Cour correctionnelle sans jury composée de trois juges professionnels, coexistant avec la Cour correctionnelle avec jury (art. 364 et s. et art. 384 et s., C. proc. pén.), entre lesquelles l'inculpé a le choix. On a estimé, et l'on a confirmé lors de la révision de 1957 en cours de discusion, que le recours en cassation devant la Cour cantonale et le recours en nullité devant la Cour de cassation fédérale garantissent suffisamment la bonne application de la loi et les droits du justiciable, et qu'on peut donc faire l'économie de la procédure d'appel. Les cantons de Vaud, Fribourg et Neuchâtel ont aboli

celui-ci, « essentiellement pour des motifs financiers, mais aussi en raison des difficultés de reconstituer devant le juge d'appel la physionomie des débats de première instance », vu l'oralité de la procédure de jugement qui ne laisse pour ainsi dire aucune trace.

On retrouve donc en Suisse romande cette idée que le recours en cassation ou en nullité constitue une garantie suffisante et que, lorsque la loi l'ouvre, elle peut renoncer à l'appel, ce d'autant plus que nos juridictions n'excluent pas un double degré de contrôle pour les affaires jugées selon le droit fédéral : devant le Tribunal cantonal suprême, et devant la Cour de cassation du Tribunal fédéral, à Lausanne.

2. *Le recours en cassation et en nullité*

Le ministère public a partout en effet le droit d'exercer ces voies de recours, même en faveur des condamnés, tant devant la juridiction cantonale que devant la juridiction fédérale, aux conditions d'ailleurs strictes qu'elles posent. Le recours ou pourvoi « en cassation » ou « en nullité » ne tend pas, nous le rappelons, à un nouvel examen du fond et à la réforme du jugement rendu, comme l'appel, mais — son nom l'indique — à l'annulation d'un jugement ou d'une décision de dernier ressort, pour une violation essentielle de la loi de fond ou de forme, dans les cas et selon les formes restrictives que précise la procédure pour les voies de recours « extraordinaires ».

Ce n'est pas le lieu d'entrer dans les problèmes des espèces de recours et de pourvois, ni dans ceux d'organisation judiciaire et de formes diverses qui existent dans l'extrême diversité des procédures suisses. On peut se borner à relever que le recours en cassation ou en nullité s'exerce habituellement, en matière cantonale, devant une Chambre de cassation instituée au sein du Tribunal cantonal (*Obergericht*), qui est ainsi Cour d'appel et de cassation, comme c'est le cas dans les cantons de Vaud (art. 46 et 61, O.J.), Fribourg (162, O.J.), Berne (90, O.J.), Lucerne (§ 244 et s., C.P.P.), etc., cela pour des raisons évidentes d'unité des juges et d'économie. Plus rarement, le recours est ouvert devant une Cour de cassation indépendante (*Kassationsgericht*), suivant le modèle français, comme à Genève (art. 51, O.J. et 437 et s., C. proc. pén.), à Neuchâtel art. 33 et 241 et s., C. proc. pén.), mais aussi,

en Suisse alémanique, dans les cantons de Zurich (§ 428 et s., C.P.P.), Soleure (§ 16 et s., 330 et s. et 421 et s.), St-Gall (art. 16 et 190 et s.), et Argovie (§ 227 et s.).

Lorsque la loi cantonale ouvre la voie de la cassation devant une *Cour cantonale*, il y a donc double possibilité de recours en nullité dans les matières de droit fédéral, puisque le recours à la Cour de cassation fédérale est admis, d'après l'article 268 (P.P.F.) contre tous les jugements ou décisions rendus en dernier ressort, pour violation du droit fédéral. C'est pourquoi certains cantons, notamment celui d'Argovie (§ 225, St.P.O. de 1958) disposent que le recours en cassation cantonal n'est recevable que dans la mesure où il n'y a pas de recours en nullité possible devant le Tribunal fédéral pour violation du droit fédéral. Mais il va de soi que dans les matières relevant du droit cantonal et notamment lorsqu'il s'agit de la violation des règles essentielles de la procédure, la Cour de cassation cantonale est seule compétente et statue définitivement. Chaque canton règle comme il l'entend, plus ou moins largement, les pouvoirs du procureur général quant à l'usage du recours. Dans la procédure vaudoise, en particulier, le « pourvoi dans l'intérêt de la loi » au sens du droit français a été maintenu, et le ministère public peut attaquer, même en dehors du délai, un jugement préjudiciable au condamné, à condition que celui-ci n'ait pas subi sa peine (art. 405 et s. et 411 C. proc. pén.).

Quant au « pourvoi en nullité » devant la Cour de cassation du *Tribunal fédéral*, réglé par la procédure pénale fédérale (art. 268 à 278, P.P.F.), il est ouvert en principe « à l'accusé et à l'accusateur public du canton » et, dans les cas ne pouvant être poursuivis que sur plainte du lésé, au plaignant. L'« accusateur privé » peut de son côté se pourvoir en nullité « si, conformément au droit cantonal, il a soutenu l'accusation à lui seul, sans intervention de l'accusateur public ». L'accusateur privé et le plaignant peuvent être tenus de faire une avance pour les frais judiciaires, sous réserve de leur admission au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite (art. 152, O.J.F.). Enfin, le procureur général de la Confédération peut se pourvoir en nullité lorsque le Conseil fédéral a déféré le jugement de la cause à la juridiction cantonale ou lorsque le prononcé doit être communiqué au Conseil fédéral en vertu d'une loi fédérale ou d'un arrêté (art. 220, P.P.F). Pour lui, le délai pour se pourvoir (de dix jours) court à partir du jour où l'autorité fédérale compétente a reçu l'expédition intégrale de la décision attaquée (art. 272, chif. 5).

Il reste à ajouter, pour compléter la vue d'ensemble, que le recours de droit public (art. 83 et s., O.J.F.) pour déni de justice, fondé sur la violation prétendue de l'article 4 de la Constitution fédérale garantissant les droits des citoyens, n'existe ni en faveur du ministère public (art. 88, O.J.F.), ni en faveur du lésé, fût-il plaignant ou accusateur privé, comme l'a tranché le Tribunal fédéral, en cas de renonciation à l'action pénale.

VI

Conclusion

Telle est à peu près, dans ses grandes lignes, l'image qu'on peut dégager de notre système si multiple et si complexe, où « chaque parquet constitue, de fait, un petit fief cantonal », à tel point qu'il paraît à première vue impossible de l'embrasser dans sa totalité. On peut se demander si cette dispersion n'est pas anachronique et néfaste, et s'il ne conviendrait pas d'aller vers la simplification, de tendre à une unité ou du moins à une uniformité plus grande de ce régime particulariste, d'entreprendre en tout cas l'étude préparatoire d'une réforme. La suggestion en a été faite par les spécialistes de la procédure pénale en Suisse, notamment les professeurs Pfenninger, Waiblinger, Clerc, et Graven (nous avons repris la proposition, en septembre 1961, lors de l'assemblée générale, à Zurich, du centième anniversaire de la Société suisse des juristes, qui a été à l'origine de l'unification, aujourd'hui approuvée et trouvée bonne, du droit civil et du droit pénal de fond).

Mais l'esprit cantonal anticentralisateur, le désir de conserver ses propres usages et de maintenir ce bastion de la souveraineté législative et judiciaire cantonale après tant de sacrifices accomplis par nécessité à l'extension de la législation fédérale, la commodité et la difficulté de s'adapter à des règles nouvelles, les raisons d'économie et la crainte des nouveautés aussi, il faut bien le dire, se sont opposés jusqu'ici très fortement à de telles suggestions.

On peut affirmer que l'opinion dominante est celle exprimée par M. le Premier Substitut Heim en conclusion de sa récente étude sur le ministère public dans le procès pénal en Suisse. La plupart des praticiens, et le monde politique, pensent qu'il est « souhaitable de laisser aux ministères publics cantonaux, reflets

des mœurs, des habitudes de pensée et des traditions judiciaires de leurs Etats respectifs, le soin de poursuivre ou non l'action jusqu'à l'autorité fédérale, de concilier les intérêts cantonaux avec l'esprit du Code pénal, et cela en vertu du principe que l'autorité cantonale, responsable de l'ordre sur le territoire du canton, intéressée au premier chef au maintien de cet ordre, est meilleur juge de l'intérêt général que n'importe quel pouvoir ». Grâce aux magistrats régionaux qui remplissent ces fonctions, « proches des indigènes, partageant dans une très large mesure leur condition et leurs préjugés, ayant ainsi l'oreille de la masse des justiciables soumis à leur juridiction — mais cela ne changerait pas même si la procédure et les formes applicables étaient réglées dans un ordre plus clair et plus uniforme, — « le droit pénal peut cesser d'être une loi anonyme pour devenir l'expression d'un ordre social simple, multiple et toujours vivant ». Il est vrai que « notre pays est comme une de ces armoires chinoises où des tiroirs s'ouvrent de tous les côtés et dans tous les sens » et qu'à première vue l'édifice de la procédure « défie le bon sens, coupe toute velléité de rigueur, met un esprit cartésien aux abois ».

M. Heim, interprète de bien d'autres, pense pourtant de cet édifice « qu'avec un minimum de philosophie juridique et des points de départ souvent très différents, le problème des principes, des normes, des conventions face aux hommes particuliers et leurs difficultés concrètes, y trouve, à la faveur de notre particularisme et de l'esprit terre-à-terre, peut-être étroit, qu'il entretient, des solutions qui, dans l'ensemble, reçoivent l'adhésion populaire et atteignent par conséquent le but préventif qui est leur principal objectif ». Il est vrai que la statistique criminelle suisse, surtout dans certains cantons, n'est pas du tout défavorable, contrairement aux accroissements qu'on peut constater si souvent à l'étranger : mais c'est sans doute bien plus l'effet des mœurs restées encore bonnes, que des institutions et notamment de l'application du droit pénal et de la procédure. En tout cas, conclut l'excellent praticien cité, « le fait que ces solutions (ici exposées) diffèrent somme toute fort peu d'un canton à l'autre nous démontre — leçon qui a sa valeur — qu'une bonne justice dépend moins d'un système théorique que des hommes qui sont chargés de l'appliquer ».

Cela n'est pas contestable. Mais la valeur des hommes et le succès de leur effort ne peuvent que s'accroître avec la valeur des lois et des institutions dont ils se servent. Pour nous, la nécessité

d'une organisation plus simple, plus méthodique et plus cohérente du ministère public en Suisse, c'est-à-dire du ministère public fédéral en liaison avec tous les ministères publics des cantons, ne semble pas contestable non plus. Elle aurait sans doute d'heureux effets sur la lutte plus efficace et plus rapide contre la criminalité dans notre pays. La confusion ne profite qu'à ceux qui ont intérêt à échapper à la surveillance et aux organes protecteurs de l'ordre général.

Mais, comme nous le disions déjà dans nos « perspectives d'avenir » concluant le rapport suisse pour le Recueil du cinquantenaire de la *Revue belge de droit pénal et de criminologie*, en 1957, consacré à l'étude comparée des cinquante dernières années en matière de droit pénal et de criminologie, nous croyons que si l'unification dans le domaine de la procédure doit se faire un jour dans notre pays, ce ne sera pas d'autorité et par un « référendum » imposant aux cantons une solution de majorité. Ce sera par suite de cette « philosophie commune » que nous professons dans toutes les régions de la Suisse, sur le sens et le but du droit, sur l'honnêteté de la justice et de ses moyens, sur le respect des prérogatives de l'individu et l'équilibre indispensable entre l'intérêt de la collectivité et celui des citoyens, sur l'inutilité de la complication des structures et des formes judiciaires, sur l'esprit civique, enfin, qui doit animer nos institutions. Et ce sera aussi, dans cette perspective générale, par suite du processus naturel et progressif de rapprochement et d'interpénétration que nous pouvons constater dans les codes ou projets de codes de procédure récents, sous l'effet d'une plus large communication entre les différentes régions de la Suisse, et de l'exemple de plus en plus suivi qu'offrent la procédure fédérale et les meilleurs codes cantonaux qui servent d'exemple, tels ceux de Bâle-Ville, de Zurich, de Berne et de Neuchâtel.

Ceci sera conforme, encore une fois, au génie national fait de mesure, de respect des usages d'autrui et de prudence dans le progrès, comme à notre devise qui postule que « l'union fait la force », sans que cette union suppose le sacrifice de l'essentiel en vue du nivellement.

PUBLICATIONS A CONSULTER

I. — *Sur la procédure et le ministère public*

CAVIN (P.) et COMTESSE (F.H.). — « Droit pénal fédéral et procédure cantonale », Actes de la Société suisse des Juristes, *Revue de droit suisse*, 65/1946, p. 1 *a* et p. 61.

CLERC (F.). — *Le procès pénal en Suisse romande*, Paris, 1955.

GRAVEN (J.). — « Introduction à une procédure rationnelle de prévention et de défense sociales », *Revue pénale suisse*, 1950, n° 1, p. 82, et n° 2, p. 170.

— « Les droits de l'accusé dans le procès pénal », *Revue pénale suisse*, 1956, n° 2, p. 113.

— *Le profane devant la justice*, Genève, 1959, p. 6.

— « Mission et fonction des juridictions pénales en Suisse », *Cours de la Faculté internationale de droit comparé*, Madrid, 1961.

HEIM (W.F.). — *Le ministère public dans le procès pénal en Suisse*, Lausanne, 1963, *Journal des Tribunaux*, IV, n° 1, p. 2.

II. — *Sur le ministère public fédéral et la procédure fédérale*

LUTHI (W.). — *Die schweizerische Bundesanwaltschaft*, thèse, Berne, 1923.

— « Ministère public de la Confédération », *Fiches Juridiques Suisses*, Genève, 1942, n^{os} 444 (sphère d'activité) et 446 (procédure pénale fédérale).

MUTTER. — *Die schweizerische Bundesanwaltschaft als Behörde der politischen Fremdenpolizei*, thèse, Leipzig, 1916.

STAEMPFLI (Fr.). — *Das Bundesgesetz über die Bundesrechtspflege*, édition annotée, Berne, 1935.

III. — *Sur les ministères publics et les procédures des cantons*

Argovie :

ZIMMERLIN (E.). — *Die Staatsanwaltschaft des Kantons Aargau*, thèse, Leipzig, 1933.

Bâle :

NAGLER. — « Die Stellung der Staatsanwaltschaft im basler Strafprozess », *Revue pénale suisse*, 1907, p. 315.

Berne :

STEIGER (H.). — *Die bernische Staatsanwaltschaft*, thèse, Berne, 1951.

TRUSSEL (Fr.). — *Das Institut der Staatsanwaltschaft im bernischen Recht*, Berne, 1908.

Lucerne :

MURI (M.). — *Die luzernische Staatsanwaltschaft*, thèse, Berne, 1927.

Saint-Gall :

PFUND (W.). — *Geschichte und Stellung der Staatsanwaltschaft im st. gallischen Recht*, thèse, Berne, 1921.

Schaffhouse :

ULMANN (E.). — *Die Staatsanwaltschaft im schaffhauserischen Recht*, thèse, Berne, 1929.

Schwytz :

REISS (M.). — *Die Strafgerichtsbarkeit des Kantons Schwyz*, thèse, Zurich, 1948.

RIEDI (Fr.). — *Der Anklageprozess im Strafprozessrecht des Kantons Schwyz unter besonderer Berücksichtigung der Staatsanwaltschaft*, thèse, Berne, 1939.

Tessin :

LAFRANCHI. — *Il publico ministero nel diritto ticinese*, thèse, Berne, 1942.

Thurgovie :

TRABER (M.). — *Geschichte und Aufgabe der Staatsanwaltschaft nach thurgauischem Recht*, thèse, Berne, 1929.

Valais :

BURCHER (M.P.). — *Das Institut des öffentlichen Amtes (Staatsanwaltschaft) im Wallis* thèse, Berne, 1938.

Zurich :

KNECHT (M.). — *Das Institut der Staatsanwaltschaft nach zürcherischem Recht*, thèse, Zurich, 1914.

IV. — *Sur le principe de la poursuite d'office et l'action privée*

BERTSCHI. — *Die subsidiäre Privatklage nach schweizerischem Strafprozessrecht*, thèse Zurich, 1947.

CLERC (Fr.). — « Principe de légalité ou principe d'opportunité en matière de poursuites pénales ? », Rapport suisse, *Actes du V^e congrès international de droit pénal*, Recueil Sirey, Paris, 1952, p. 198, et rapport de synthèse, *ibid.*, p. 217.

— « A propos des controverses en Suisse sur l'opportunité et la légalité des poursuites », *Revue pénale suisse*, 1948, p. 161.

GERMANN (O.A.). — « Zum strafpozesslichen Legalitätsprinzip », *Revue pénale suisse*, 1961, p. 1.

GRAVEN (J.). — « Le principe de la légalité et le principe de l'opportunité », *Revue internationale de droit pénal*, 1947, XXIII, p. 46.

OETTINGER (H.). — « Die Abschaffung der Privatklage im basler Strafverfahren », *Zeitschrift für schweizerisches Recht*, 40/1921, p. 456.

PFENNINGER (H.F.). — « Legalität oder Opportunität im schweizerischen Strafrecht» *Revue pénale suisse*, 66/1951, p. 125.

— « Der öffentliche Ankläger im schweizerischen Strafverfahren », *Schweizer. Juristen Zeitung*, 58/1962, p. 97 et 113 (avec les ouvrages cités).

SPECKERT (X.). — *Legalitätsprinzip und Opportunitätsprinzip*, thèse, Zurich, 1951. (Confédération, p. 33 ; Cantons, p. 38 ; Procédure fédérale, p. 53).

TREYVAUD (D.). — *Légalité ou opportunité de la poursuite pénale*, thèse, Lausanne, 1961. (Procédure fédérale, p. 60 ; Procédures cantonales, p. 65-113).

ZIMMERMANN (W.). — *Die Verfolgung von Amteswegen und auf Antrag im walliser Strafrecht*, thèse, Berne, 1944.

VARIÉTÉS

Le traitement des jeunes délinquants en Nouvelle-Zélande

Cette question a fait l'objet d'une table ronde à la Section de science criminelle de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, le 24 mai 1963.

Nous croyons utile de donner ici le rapport introductif de Mme Beeby, et un compte rendu de la discussion qui a suivi ce rapport.

I. — RAPPORT INTRODUCTIF

par Mme BEEBY

Ancienne psychologue des établissements pénitentiaires de Nouvelle-Zélande.

Le traitement des jeunes délinquants en Nouvelle-Zélande sur un plan général, ce sera le sujet de cet exposé, et non mes expériences personnelles, car cela vous permettra de faire des comparaisons avec la France et les autres pays.

J'ai souvent rencontré des Français qui considèrent la Nouvelle-Zélande comme un paradis, et disent : « mais le soleil brille toujours, vous êtes tous heureux, vous n'avez pas de délinquance juvénile ».

Malheureusement, ceci n'est pas vrai du tout ; le problème de la délinquance juvénile existe bel et bien. Par exemple, en 1948, parmi les jeunes âgés de quinze à vingt ans, un sur 900 environ se trouvait dans une institution *Borstal* ; en 1958, il y en avait un sur 342 et ceci en tenant compte du fait que l'accroissement de la population est compris dans ces chiffres.

Une courbe de délinquance juvénile en Nouvelle-Zélande de 1944 à 1961, représentant le nombre de délinquants âgés de sept à dix-sept ans pour une population de dix mille habitants, comporte en 1944, 54 délinquants ; en 1950, 34 et en 1961, 54. Il est très intéressant de noter cette baisse qui va jusqu'en 1950 et qu'on ne peut expliquer. Maintenant cette baisse est finie et on note une légère hausse pour les deux dernières années.

Nous avons chez nous le problème très sérieux de l'incidence de la délin-

quance chez les Maoris. Il y a en Nouvelle-Zélande 2.500.000 habitants dont 160.000, soit 6,4%, sont des Maoris. Or, en 1961, sur un total de 3.209 détenus dans les prisons, on comptait 854 Maoris. Récemment le ministre de la Justice a annoncé que 45% des garçons dans nos institutions *Borstal* étaient Maoris ; c'est beaucoup. En 1940, il y en avait seulement 21% et les chiffres pour les filles sont semblables : en 1930, 3% étaient Maoris, en 1961, le pourcentage est de 37%.

Il y a des causes évidentes à cette multiplication des crimes parmi les Maoris ; les jeunes gens quittent les villages pour aller travailler dans les villes où ils sont séparés de leur famille ; même dans les villages, les anciennes règles de la tribu, je parle des règles de morale, n'ont plus d'importance. Les mœurs sexuelles du Maori sont plus libres que les nôtres et il n'a pas le même sens de la propriété privée. Chez les Maoris, presque tout était en commun et cette tradition crée encore des difficultés dans un monde où le crime contre la propriété privée est d'une importance capitale. Une recherche récente a établi que parmi 199 délinquants Maoris de dix-sept à vingt-cinq ans, 81 étaient élevés par des personnes qui n'étaient pas leurs parents. Je dois vous expliquer qu'il y avait chez les Maoris une coutume de donner les enfants ; cette coutume n'existe pratiquement plus maintenant, mais il y a vingt ans, la famille à qui on demandait de donner un enfant, le donnait ; quand existait la tribu, cette coutume ne portait aucun tort à l'enfant parce qu'il s'agissait d'une petite communauté fermée ; mais aujourd'hui cette communauté a disparu et l'enfant a perdu toute sa sécurité.

Un autre fait qui nous cause beaucoup de soucis est que pour les jeunes, le taux de la récidive est en hausse constante. Je n'ai pas les chiffres exacts, mais en général trois ans après leur sortie du *Borstal*, 50% des jeunes commettent à nouveau des délits. Pour expliquer ces chiffres, il y a lieu de rappeler qu'un grand nombre de nos délinquants sont placés sous le régime de la mise à l'épreuve et ceux qui sont dans les *Borstals* sont les plus difficiles et les plus inadaptés.

***

Mais il faut commencer par l'enfant d'âge scolaire. Que fait-on pour l'enfant difficile ou inadapté à l'école primaire ?

Nous avons maintenant des *visiting teachers*. Ce sont des institutrices spécialisées qui n'ont pas de classes mais qui font des visites dans les familles. Nous avons naturellement des psychologues et si l'enfant est difficile ou ne fait pas de progrès à l'école, on peut faire appel au service psychologique ou à la *visiting teacher* qui se rend dans la famille, essaye de trouver les raisons du comportement anormal de l'enfant, essaye aussi de donner aux parents une meilleure compréhension de leur enfant. Malheureusement, nous n'avons, je crois, que vingt-huit de ces *visiting teachers*.

Si l'enfant est vraiment délinquant, on peut faire appel aux *Child Welfare Officers*, qui correspondent je crois à vos « assistantes sociales ». Les *Child Welfare Officers* reçoivent une formation approfondie, ils sont spécialisés dans l'assistance sociale et tiennent leurs pouvoirs de la loi.

Le *Child Welfare Department* fait partie du ministère de l'Education ; c'est le ministère de l'Education qui s'occupe des enfants délinquants jusqu'à l'âge de dix-sept ans. Le travail des *Child Welfare Officers* est d'examiner tous les cas d'enfants négligés, maltraités ou délinquants. Les cas de ces enfants sont signalés au *Child Welfare Department* par les voisins ou les instituteurs, et souvent les parents eux-mêmes viennent demander son aide.

Récemment, une nouvelle division de la police a été formée, la « Section pour la Prévention du Crime Juvénile », (S.P.C.J.), et ces agents spécialisés coopèrent étroitement avec les *Child Welfare Officers*. Leur tâche est de découvrir la délinquance juvénile avant qu'elle ne devienne sérieuse.

Si un délit commis par un enfant ou un adolescent est signalé à la police, le cas est discuté au cours des réunions entre les *Child Welfare Officers* et la S.P.C.J. qui décident entre eux si on doit ou non déférer l'enfant en justice. En général, les enfants délinquants primaires ne sont pas jugés. En 1961, dans la moitié des cas, les agents ont simplement donné un avertissement à l'enfant. Dans 445 cas, le *Child Welfare Officer* a visité le foyer de l'enfant et dans 146 cas, il a continué à le surveiller.

Pour les cas un peu plus graves, nous avons ce que nous appelons la « Surveillance préventive », ce qui veut dire que l'enfant est surveillé par le *Child Welfare Officer* pendant une période de six mois à trois ans, et pour cette surveillance la coopération des parents est nécessaire. Ce n'est pas une mesure légale, c'est simplement une coopération entre le *Child Welfare Officer* et les parents, mais en général les parents sont très heureux d'avoir l'appui et l'aide du *Child Welfare Officer*. Comme vous le savez, ce travail préventif demande la plus grande habileté et beaucoup de patience.

Cette idée de la Section préventive de la police a été inspirée par le projet de Liverpool en Angleterre, mais en Nouvelle-Zélande les agents de police ne peuvent, eux, donner que des avertissements, et tout le travail social est fait par les *Child Welfare Officers*. Vous vous souvenez sans doute que l'opinion du Congrès des Nations Unies à Londres en 1960 était hostile à l'idée que les agents de police puissent jouer le rôle d'assistant social.

Si tous ces moyens préventifs ne réussissent pas et si l'enfant commet un délit encore plus grave, il est mené devant le tribunal pour enfants soit par un agent de police, soit par un *Child Welfare Officer*, car, comme je vous l'ai dit, ce dernier tient ses pouvoirs de la loi. Les parents doivent se présenter au tribunal avec l'enfant. Les enfants et les adolescents de sept jusqu'à dix-sept ans, sauf pour les cas de meurtre ou d'homicide involontaire, sont jugés par le tribunal pour enfants qui est présidé par un magistrat. Le public est exclu de la salle d'audience. On suit la procédure ordinaire, mais avec beaucoup moins de formalités.

Le *Child Welfare Officer* doit, avant le procès, faire une enquête approfondie sur l'histoire de l'enfant et sur l'ambiance de la famille. Après le procès et sur l'ordre du magistrat, si l'enfant est reconnu coupable, il peut être placé sous la surveillance du *Child Welfare Department* pendant un à deux ans, et, en ce cas, le *Child Welfare Officer* tient ses pouvoirs de la loi. L'enfant continue à habiter chez lui ; le *Child Welfare Officer* fera des visites régulières dans la famille et, s'il n'y a pas de résultats, on pourra ramener l'enfant devant le tribunal. Si un magistrat considère que le délit est trop

grave ou que les parents ne peuvent contrôler l'enfant, ou s'il pense que les parents sont cruels, négligents, ou s'ils mènent une vie dissolue, alors, le magistrat décide que les parents ne sont plus capables de s'occuper de l'enfant, et il peut confier celui-ci au *Child Welfare Department*. Les parents perdent alors leurs droits de puissance paternelle.

Il est intéressant de savoir que pendant longtemps les parents n'avaient pas de droit d'appel contre cette décision, et nombre d'avocats s'élevaient contre cet état de choses. Depuis quelques années, les parents possèdent ce droit d'appel contre la décision du magistrat, mais il est à noter qu'aucune décision n'a encore été infirmée.

Si l'enfant est confié au *Child Welfare Department*, il faut alors décider de son sort. Souvent il est envoyé pendant quelques semaines dans une institution de détention de courte durée, où on peut observer son comportement et où il peut recevoir des soins médicaux et dentaires si nécessaire. S'il le faut, l'enfant sera soumis à un examen psychologique ou psychiatrique. Après ces examens, en général, l'enfant sera confié à des parents nourriciers, car en Nouvelle-Zélande nous aimons mieux placer un enfant dans un foyer plutôt que dans une institution. Les parents nourriciers sont payés et sont choisis avec le plus grand soin ; ils doivent être des gens équilibrés et qui ont un cœur généreux. Malgré certaines difficultés, ce système de parents nourriciers a très bien réussi ; il existe chez nous depuis soixante-dix ans.

Cependant, il y a toujours un petit nombre d'enfants très difficiles, pour lesquels se posent des problèmes spéciaux, qu'on ne peut placer chez des parents nourriciers ; pour eux le *Child Welfare Department* a créé ce que nous appelons des « Maisons de Famille ». Celles-ci sont des maisons assez grandes, bâties, meublées et entretenues par le *Child Welfare Department* et occupées par des couples qui ne payent pas de loyer. Chaque maison peut prendre huit à dix enfants. Il faut évidemment choisir des gens doués pour ce travail assez difficile. En général le mari travaille hors de la maison et la femme s'occupe des enfants ; elle est assez bien payée pour chaque enfant. Nous avons actuellement vingt et une « Maisons de Famille » qui ont donné de très bons résultats.

Enfin pour les enfants qui ont besoin d'une discipline plus ferme, surtout pour les adolescents délinquants, nous avons des maisons de détention de longue durée, des centres de rééducation. D'abord il y a un centre de rééducation situé en pleine campagne pour quatre-vingts adolescents de quatorze à dix-sept ans, avec une section à part pour trente-cinq garçons plus jeunes.

Pour les adolescentes délinquantes âgées de quatorze à dix-sept ou dix-huit ans, nous avons aussi un centre de rééducation situé dans une ville. Un groupe bénévole de spécialistes, psychiatres et psychologues fait des visites régulières à ce centre, et assistent aux réunions organisées pour les cas les plus difficiles avec les membres du personnel. Quelques psychiatres dirigent des groupes de psychothérapie dans cette institution.

Dans tous ces centres nous avons des Maoris, mais nous avons aussi un centre pour les jeunes filles Maories qui ne sont pas tout à fait des délinquantes, mais qui ont besoin de discipline et de formation. Il s'agit d'un centre situé à la campagne ; les jeunes filles travaillent dans la région et rentrent au centre le soir.

Récemment le *Child Welfare Department* a créé une école-internat pour les enfants très inadaptés mais d'intelligence normale qui ne peuvent pas faire de progrès chez eux.

C'est par ces moyens que nous essayons de résoudre le problème des enfants délinquants jusqu'à l'âge de dix-sept ans. A cet âge-là, ils passent entre les mains du ministère de la Justice.

Pour garder une liaison entre tous les départements qui s'occupent des problèmes des enfants délinquants, nous avons établi il y a dix ans un « Comité de représentants » de tous ces ministères, Education, Justice, Intérieur et Police ; l'Intérieur et la Police sont deux ministères tout à fait différents. Ce comité inter-départemental se réunit tous les quinze jours pour discuter les problèmes actuels de la jeunesse. Il y a ainsi une liaison assez étroite et assez utile je crois, entre les départements.

***

Mais que fait-on pour les délinquants de plus de dix-sept ans ? Si c'est un délinquant primaire on peut lui infliger une amende, mais si le délit est plus sérieux, il peut être placé sous le régime de la mise à l'épreuve. Pour nous le système de probation est très important, car nous aimons mieux surveiller le délinquant hors d'une institution pénitentiaire, dans un milieu plus normal. Le secrétaire général de la Justice dit que 80 % environ des délinquants mis à l'épreuve ne commettent plus de délits pendant une période qui peut durer de un à trois ans ; pendant ce temps, le délinquant doit se présenter à son agent de probation, il doit observer également des conditions de travail et de logement. En 1961, 1061 délinquants de moins de dix-neuf ans ont été mis à l'épreuve.

C'est dans les institutions *Borstal* que nous avons les cas les plus difficiles, les jeunes les plus inadaptés et c'est ce fait qui explique le taux extrêmement élevé de la récidive en ce qui concerne les jeunes qui y ont été.

Si le magistrat pense que le délinquant a seulement besoin d'une leçon sévère, il peut l'envoyer dans un centre de détention de courte durée, trois mois. Nous avons actuellement un seul centre de trente places pour des délinquants de ce genre. On exclut de ce centre ceux qui ont déjà passé quelque temps dans une institution, ceux qui sont infirmes, et les inadaptés dont la délinquance provient de causes profondes et complexes. Il y a un programme de travail et d'exercices assez dur, et le soir on donne des cours éducatifs suivis d'entretiens de groupe. Ce centre n'a été établi que depuis deux ans et on ne peut pas encore juger de ses résultats.

Le ministère de la Justice espère ouvrir dans quelques semaines un centre de détention périodique pour les jeunes gens qui ont besoin d'être freinés ; ils doivent se présenter le soir ou pendant le *week-end* et on leur donne du travail dans les hôpitaux, les asiles de vieillards, ou dans les orphelinats. Il s'agit, pour ceux-là, de leur donner le sens de leur responsabilité envers la communauté.

Pour les délinquants récidivistes et ceux qui commettent des délits plus graves encore, nous avons les institutions *Borstal* où ils sont envoyés pour une période indéterminée, limitée à trois ans au plus. Quand j'étais en

Nouvelle-Zélande, la période était d'une durée moyenne de dix-huit à vingt mois ; maintenant elle est de plus courte durée, car on pense qu'il est dangereux de priver les jeunes gens d'une vie normale pendant très longtemps. Je ne sais pas si c'est là une bonne solution, car d'un autre côté, on dit qu'une période de un an ne suffit pas pour donner une formation à un jeune.

Il y a pour chaque *Borstal* un « Comité de *Parole* » (*Parole Board*), c'est-à-dire un comité qui décide de la date de mise en liberté du détenu. Ce comité est présidé par un magistrat, et les membres sont le secrétaire général de la Justice ou son suppléant, le directeur du *Borstal* et deux citoyens estimés de la région. En ce qui concerne l'institution de jeunes filles, trois femmes sont nommées au comité. Ce comité se réunit tous les deux mois pour examiner le progrès des détenus et pour établir la date de la mise en liberté. Chaque détenu a le droit de se présenter en personne au comité tous les six mois.

Pour les garçons nous avons deux institutions *Borstal*, chacune comptant deux cents détenus, et nous espérons en avoir bientôt de nouvelles ; l'opinion du ministère de la Justice est que le nombre de détenus dans chaque institution ne devrait jamais excéder cent-vingt.

Naturellement dans ces institutions, on continue l'éducation et on apprend un métier.

Nous avons aussi maintenant une institution *Borstal* expérimentale pour ceux des détenus du *Borstal* qui pourraient bénéficier d'un régime plus libre et plus ouvert. Ce centre, établi il y a deux ans environ, est une ferme de quatre cent quatre-vingts hectares, avec des bâtiments modernes et bien meublés et de la place pour soixante-quinze garçons environ ; actuellement nous avons dans ce centre quarante garçons d'une intelligence normale et spécialement choisis. Nous espérons dans quelque temps pouvoir discerner si les résultats de ce centre sont meilleurs que ceux des centres plus fermés.

Pour les délinquantes, nous avons une seule institution *Borstal* de soixante places ; nous y avions cinquante-six détenues en 1961. Le fait qu'il faille mettre toutes les délinquantes de dix-sept à vingt et un ans ensemble a beaucoup d'inconvénients, mais vu leur nombre, on ne peut faire autrement que de les mettre toutes ensemble.

En ce qui concerne les services psychologiques et psychiatriques, nous avons un psychologue attaché à chacun des *Borstals*, mais pour les examens psychiatriques il faut faire appel à des psychiatres consultants qui sont en général membres du département de la Santé mentale qui fait partie du ministère de la Santé.

Dans tous les *Borstals*, il y a quelques groupes de psychothérapie, dirigés par des psychologues, et, depuis peu de temps, on a introduit le *group counselling* ou entretien de groupe, dirigé par les membres du personnel. Le secrétaire général de la Justice pense que le *group counselling* a beaucoup de valeur pour les détenus et pour les membres du personnel. Dans les institutions pour les garçons, ce sont des femmes qui sont chargées d'organiser le *group counselling*.

Les dirigeants se sont rendus compte qu'il était nécessaire pour les jeunes détenus d'avoir des rapports avec la communauté. Pendant bien des années, un groupe de femmes, la *Borstal Association*, a été attaché à l'institution de

délinquantes. Ces femmes sont des femmes qui ont de la maturité et qui doivent posséder une sympathie sans sentimentalité pour les jeunes ; elles doivent être agréées par le ministère de la Justice. Chaque membre de cette association s'occupe particulièrement de trois ou quatre jeunes filles délinquantes, leur rend visite régulièrement et leur écrit des lettres. A la fin de son séjour au *Borstal*, chaque jeune fille a le droit de sortir avec sa « mère provisoire ».

Un projet semblable vient d'être élaboré pour les garçons dans un *Borstal* à la campagne, mais là les garçons sont « adoptés » par des familles agréées dans la région.

Malgré tous ces efforts, on ne peut pas dire que nous ayons tout à fait réussi car, comme je l'ai déjà indiqué, le taux de la récidive est toujours élevé. Je vous en ai donné les raisons, et nous commençons à comprendre qu'il y a encore beaucoup de problèmes à résoudre. D'abord, une mise en liberté soudaine est trop difficile pour ces jeunes, malgré le fait qu'ils sont surveillés pendant un an après leur sortie. Comme vous le savez, ils commettent souvent de nouveaux délits après quatre, cinq ou six mois, la période la plus dangereuse étant celle qui va du cinquième au septième mois.

Nous avons créé il y a dix-huit mois un Centre dans lequel les garçons sont envoyés pendant les dernières semaines avant leur mise en liberté. Ils travaillent dans la communauté pendant la journée et rentrent au centre le soir. Mais ceci n'est qu'un début et nous espérons pouvoir développer de tels centres.

Il est également évident que malgré les soins de l'agent de probation, les mois qui suivent la sortie du *Borstal* sont très dangereux et, pour éviter une mise en liberté trop soudaine, il faut avoir des centres spéciaux d'hébergement pour les jeunes après leur sortie du *Borstal*. Actuellement nous n'avons qu'un centre d'hébergement, et nous espérons en créer d'autres. Ce centre a été organisé par une Eglise et est subventionné par l'Etat. Ce qui est important, c'est que ce centre n'est pas uniquement destiné aux délinquants, mais qu'il accepte aussi des non délinquants ; en effet, si on met tous les délinquants ensemble, le jeune est en quelque sorte marqué, et il ne veut pas aller dans une institution « stigmatisée ». Ceci n'est qu'un début.

On parle maintenant en Nouvelle-Zélande, de faire du *group counselling* avec ceux qui sont mis à l'épreuve et ceux qui sont mis en liberté surveillée, mais ceci n'est pas encore organisé.

***

J'ai essayé de vous donner un petit aperçu du traitement de la délinquance juvénile chez nous. Vous voyez que malgré notre niveau de vie assez élevé, nous avons les mêmes problèmes que beaucoup d'autres pays. Dans nos grandes villes, les « bandes de jeunes » ont commencé à se montrer, mais heureusement ce problème n'est pas encore très sérieux. Mais nous avons des problèmes tels que le surpeuplement de nos institutions, les bâtiments vétustes et pas appropriés et la pénurie de personnel. Il faut avoir des qualités exceptionnelles pour s'occuper de ces jeunes délinquants ; et il est difficile de trouver des gens capables d'entreprendre ce travail. Nous n'avons pas assez

de psychiatres pour le traitement des adolescents, et nous avons le problème très spécial de la délinquance chez les Maoris.

Comme beaucoup d'autres pays nous sommes en train d'essayer de nouvelles méthodes pour les jeunes délinquants. Nous essayons des centres d'hébergement, des centres culturels pour le *week-end*, le *group counselling*, etc., et nous espérons que toutes ces méthodes réussiront.

II. — Discussion

Après avoir souligné la façon très claire et très significative avec laquelle Mme Beeby avait passé en revue tout le système du traitement des jeunes délinquants en Nouvelle-Zélande sans cacher les difficultés rencontrées, les problèmes qu'il faut encore résoudre, M. Ancel, présidant la séance, donne la parole à ceux qui ont des questions à poser à la conférencière ou des observations à présenter.

M. Ceccaldi a été frappé par le fait que les problèmes sont au fond les mêmes en Nouvelle-Zélande qu'en France et dans les autres pays à niveau de vie élevé.

L'allure de la courbe de la délinquance juvénile est la même, en gros, que dans les pays d'Europe, à cela près que l'on voit une chute jusqu'à un point d'inflexion situé vers 1950, tandis que dans les pays d'Europe après une chute placée vers 1944, le point d'inflexion se situe entre 1954 et 1956.

Les mêmes phénomènes quantitatifs se retrouvent : augmentation de la délinquance, augmentation du taux de la récidive, les mêmes formes de la délinquance aussi. Quant aux solutions, elles sont à peu près les mêmes que celles utilisées en Europe, avec cette différence que certains pays connaissent le système *Borstal* et d'autres pas.

On connait également en France le même genre de problèmes, ainsi le besoin d'une organisation inter-ministérielle, la nécessité de réduire l'effectif des internats à cent vingt, de prévoir des établissements pour les plus inadaptés. Sur le plan des techniques éducatives, des moyens de prévention, les solutions sont aussi très proches des nôtres. Aussi M. Ceccaldi n'a-t-il qu'une question à poser : comment la recherche en matière de criminologie juvénile est-elle organisée en Nouvelle-Zélande ?

Mme Beeby indique que la Nouvelle-Zélande dispose actuellement de deux instituts de recherches, l'un attaché au ministère de la Justice et l'autre, établi en 1958, attaché au *Child Welfare Department.*

Il faut noter également qu'un *Research Officer* du comité interdépartemental travaille en liaison avec l'Institut du *Child Welfare Department.*

Une importante étude sur le crime chez les Maoris est en cours. C'est une question qui préoccupe beaucoup en Nouvelle-Zélande, car on note, par exemple, que 45% des garçons qui sont dans les *Borstals* sont des Maoris alors que la population Maori ne représente que 6,4% de la population totale.

L'Institut de recherches du ministère de la Justice s'efforce également d'évaluer les résultats obtenus par les nouveaux centres de détention pour les jeunes délinquants.

M. Simeon a toujours pensé que le problème du personnel, évoqué dans la partie finale de l'exposé de Mme Beeby, était le problème fondamental ; et les contacts qu'il a pu avoir à l'étranger lui ont montré que tous les pays butaient sur les mêmes données de ce problème.

Il aimerait avoir des éclaircissements sur le problème du personnel des établissements : une formation, une spécialisation de ce personnel sont-elles entreprises en Nouvelle-Zélande, et sur le problème du magistrat : y a-t-il un juge des enfants, un magistrat professionnel ou non ?

Mme Beeby répond que le tribunal pour enfants est présidé par un magistrat professionnel, mais qui n'est pas vraiment spécialisé, sauf quelques exceptions.

Le système donne cependant satisfaction. Les décisions du juge sont éclairées par une enquête approfondie du *Child Welfare Officer.* Bien que les parents possèdent depuis quelques années le droit d'appel à l'encontre des décisions du magistrat, aucun de ces jugements n'a été infirmé.

En ce qui concerne le personnel, les difficultés de recrutement et de formation sont les mêmes qu'ailleurs. D'une façon générale, on peut dire que le *Child Welfare Department* dispose maintenant d'un personnel satisfaisant d'un niveau assez élevé. Il n'en est pas de même du personnel dépendant du ministère de la Justice, surtout du personnel des prisons et des *Bortals*, qui n'a pas encore la formation nécessaire.

Par exemple, peu de surveillants — un sur cinq en principe mais plutôt un sur huit — sont capables vraiment de diriger un *group counselling.*

Il faut signaler toutefois qu'un centre de formation existe maintenant, qui organise pour les surveillants des sessions d'études d'une durée de trois à six semaines.

M. Chazal a beaucoup admiré l'exposé de Mme Beeby et surtout la sincérité qu'elle a mise à dire les choses telles qu'elles sont, avec toute la part de succès mais aussi la part d'échec qu'elles comportent.

Deux points lui paraissent avoir un intérêt particulier. C'est, tout d'abord, le problème du *Child Welfare Officer* qui est intervenu dans une famille simplement avec l'accord de celle-ci, sans être mandaté par le juge, mais qui se heurte ensuite au mauvais vouloir des parents l'obligeant à saisir le juge : est-ce qu'il peut lui-même revenir dans la famille avec les pouvoirs qui lui auront été donnés par le juge, ou y a-t-il intérêt à ce que ce ne soit pas la même personne qui agisse alors ? La première solution assurerait l'unité dans le travail éducatif, mais dans les pays où le système est adopté, il se heurterait, dit-on, à des difficultés.

Mme Beeby indique qu'elle a discuté de cette question avec quelques membres du *Child Welfare Department.* Selon eux, il y aurait très peu de difficultés : lorsqu'une famille a accepté volontairement la « surveillance préventive », le *Child Welfare Officer* devient un ami et même si, plus tard, il faut mener l'enfant devant le tribunal, c'est presque toujours avec l'accord des parents qui acceptent l'idée qu'il n'y a pas d'autre solution pour l'enfant. Quant aux parents difficiles et négligents, c'est dès le début qu'il faut avoir recours à la « surveillance légale » à leur égard.

La seconde question de M. Chazal se rapporte aux maisons de famille, ces ménages auxquels on donne la charge de sept à dix enfants, le mari travail-

lant et la femme s'occupant de la partie éducative à la maison. Les résultats sont-ils bons dans l'ensemble ?

Le *Child Welfare Department*, dit Mme Beeby, est très satisfait des résultats de ces maisons de famille, et l'on est en train d'en construire d'autres. Ces maisons n'ont d'abord accepté que des enfants de moins de quatorze ans, mais maintenant la préférence est donnée aux adolescents car c'est avec eux qu'on a le plus de succès. Evidemment, c'est à cette période difficile de leur vie qu'ils ont le plus grand besoin d'un foyer et d'une famille.

Mme Beeby, pour répondre à des questions de Mlle Marx, de M. Michard et de M. Ancel, précise certains aspects du choix des familles. Le *Child Welfare Department* a beaucoup de difficultés pour trouver de bons parents nourriciers en nombre suffisant. Certaines familles connues depuis longtemps, présentent des amis qui veulent devenir, à leur tour, parents nourriciers, mais tous les moyens de recrutement sont employés, même les annonces dans les journaux.

Les parents choisis sont en général âgés de quarante à cinquante ans, ils appartiennent plutôt aux classes moyenne ou ouvrière — il n'y a pas de classe paysanne en Nouvelle-Zélande — ; on recherche pour l'enfant une ambiance où il se sente à l'aise. Les enfants maoris sont généralement placés dans des familles maoris, mais il y a des parents européens qui ont une compréhension particulière de la psychologie du Maori et prennent des enfants maoris. En revanche, les enfants européens ne sont jamais placés dans une famille maori.

M. Germain observe que les Maoris sont depuis toujours en Nouvelle-Zélande, mais que leur délinquance se manifeste beaucoup plus aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Cela tient-il aux changements sociaux, à la disparition de la tutelle naturelle que représentait la tribu ? La situation est-elle comparable à celle des noirs qui remplissent les prisons d'Amérique ? Les Maoris ont-ils les mêmes droits civils et politiques que les blancs ?

Pour Mme Beeby, l'augmentation de la délinquance chez les Maoris s'explique par les changements sociaux : la tribu a disparu, et les jeunes ont quitté leur famille pour venir travailler à la ville. La séparation est complète car les Maoris n'ont pas l'habitude d'écrire. Comme le remarque M. Ancel, il s'agit dans une certaine mesure d'un conflit de culture, en ce sens que les jeunes ont quitté leur milieu d'origine et ne s'adaptent pas au milieu nouveau. C'est un cas d'inadaptation sociale au sens exact du terme.

La situation, selon Mme Beeby, n'est pas comparable à celle des noirs aux Etats-Unis, car il n'y a pas de discrimination à l'égard des Maoris, qui jouissent des mêmes droits civils et politiques que les blancs. Les races se mélangent et il y a des mariages entre Maoris et blancs. Dans les cadres éducatifs, on trouve une proportion notable de Maoris.

Il faut noter cependant que la psychologie du Maori est très différente de celle de l'européen et qu'il souffre d'un sentiment d'infériorité. Les métis posent également un problème spécial. Le processus d'incorporation se poursuit ; peut-être dans cinquante ans n'y aura-t-il plus de problèmes, mais ce n'est pas certain.

Le *docteur Dublineau* a particulièrement retenu de cet intéressant exposé ce qui avait trait aux problèmes de la réadaptation, aux difficultés de la

mise en liberté soudaine. C'est un point capital, qui n'intéresse pas seulement le mineur délinquant, mais tous les gens pour lesquels se pose le problème du passage d'un encadrement à la remise dans le milieu social.

M. Dublineau souligne l'intérêt de cette idée exprimée par Mme Beeby, qu'entre le centre éducatif et la remise dans le milieu social, il faut bien sûr une sorte de foyer intermédiaire, mais que ce n'est pas suffisant et qu'il faut aller au delà des centres d'hébergement.

Il faut, en effet, pouvoir continuer à suivre le sujet alors qu'il a déjà un emploi et un empoyeur. Il y a là un problème crucial, c'est de créer une articulation avec l'employeur qui est trop souvent laissé en dehors des préoccupations de réadaptation.

Mais la difficulté est de trouver le niveau social où le contact avec ces jeunes gens ou ces inadaptés soit facile, l'échelon du contremaître de l'entreprise par exemple. Ce problème est-il résolu en Nouvelle-Zélande ?

Mme Beeby admet qu'il ne l'est pas et souvent le *probation officer* n'est pas du même niveau social que le jeune délinquant qu'il surveille, ce qui empêche ce dernier de parler librement avec lui.

M. Pinatel a été frappé, comme M. Ceccaldi, du fait que la délinquance juvénile évoluait en Nouvelle-Zélande un peu comme dans tous les autres pays.

On sait que ce qui est à la source de la délinquance juvénile, ce sont des influences familiales et que toutes les causes de changement des structures familiales ont un retentissement considérable sur la délinquance juvénile. Aussi, M. Pinatel voudrait-il savoir si l'on a constaté en Nouvelle-Zélande des changements dans les structures familiales. Les mères travaillent-elles davantage, est-ce qu'il y a plus de foyers brisés, séparés ?

Mme Beeby indique qu'en Nouvelle-Zélande peu de mères de jeunes enfants travaillent et ce facteur ne semble pas avoir beaucoup d'importance. Par contre, le *Research Officer* du Comité interdépartemental a constaté une grande proportion de foyers brisés pour les délinquants qui sont passés devant le tribunal, particulièrement chez les Maoris.

Pour la famille maorie, on peut penser qu'il existe une corrélation entre la délinquance juvénile et le changement de structure de la famille : la famille maorie a beaucoup changé depuis trente ans ; c'était, autrefois, une grande famille où tous les parents, les cousins, les tantes, etc., vivaient dans une même communauté, maintenant tout cela est fini ou presque.

Sur la demande de *M. le Professeur Hugueney*, Mme Beeby précise enfin que le tribunal pour enfants était à l'origine composé d'un juge et d'assesseurs, mais que cette formation a presque disparu aujourd'hui et, qu'en général, le juge statue seul.

Avant de lever la séance, M. Ancel remercie Mme Beeby de la bonne grâce inlassable avec laquelle elle a répondu à toutes les questions qui lui étaient posées.

Jacques VÉRIN.

Réflexions au sujet des « hold up »

par Pierre CANNAT
Premier Président de la Cour d'appel de Monaco,
Secrétaire général de la Société générale des Prisons.

Les *hold up* les plus audacieux se multiplient, surtout dans les grandes villes : attaques de banques, de bureaux de perception, de bureaux postaux, de bijouteries, de lieux administratifs ou privés où sont déposées des fortunes. Ces agressions sont caractérisées par leur mode de perpétration (commandos très armés n'hésitant pas à tirer) tout autant que par leur préparation minutieuse, le tout relevant de la stratégie.

Cette forme de criminalité n'est pas absolument nouvelle en France, où les aventures de la bande à Bonnot datent déjà de cinquante ans. Mais elle s'est développée considérablement aux Etats-Unis et est en train de traverser l'Océan, plus vite que d'autres types de délinquance grave comme le *kidnapping* et le *racketl.*

Ces divers moyens de se procurer aisance sans travailler au jour le jour, coïncident avec les mœurs de l'époque. On ne s'y fait plus voleur pour dérober des objets courants (le sac du cambrioleur relève des musées de criminologie) ou de petites sommes (portefeuille, sac à main...). On tente d'un coup la grande aventure, en employant des méthodes au moins au niveau de la défense policière, avec l'espoir de réussir et de partager un magot de taille.

De même les braves gens n'acceptent plus de peiner toute une vie pour amasser quelques économies. Chacun veut faire fortune, jouir vite, même au prix d'un effort considérable à la condition qu'il soit bref.

Nous voilà donc au siècle des « affaires » honnêtes ou pas, plus exactement légales ou pas, car « l'affaire » suppose toujours une ou plusieurs victimes et ne saurait donc jamais être parfaitement couverte par la morale.

Ainsi la criminalité d'aujourd'hui, surtout quand elle est pratiquée par des jeunes, est-elle le fidèle reflet du gangstérisme de certains et de la veulerie de tant d'autres.

Il s'y ajoute un autre élément typique : toute période de guerre est suivie d'une élévation sensible de la délinquance grave. Le fait a été vérifié déjà deux fois au cours de ce siècle, vers 1920 et vers 1945. Certains peuvent se souvenir d'une époque, suivant de près la paix de 1919, où on n'osait plus s'aventurer la nuit dans les rues de Marseille. Quant à la période 1944-1946, nous étions bien placés alors pour juger du volume considérable des affaires criminelles conduisant dans les maisons centrales un nombre impression-

nant d'hommes et de femmes condamnés pour meurtre ou même pour assassinat.

A partir de 1948, 1950, cette délinquance a fléchi et nous avons eu l'occasion de le mettre en évidence dans diverses chroniques de criminologie publiées dans cette même *Revue*.

Le phénomène actuel, en ce qu'il découle tout à la fois du non respect pendant plusieurs années de la vie humaine, de l'usage à des fins alors légales des moyens techniques employés par les hors-la-loi actuels et de la présence sur le sol français d'un nombre anormal de déclassés, relève donc de la guerre d'Algérie dont il est une séquelle.

Il ne faut cependant pas en conclure hâtivement qu'il suffit d'attendre et que le temps éteindra progressivement les *hold up*. Et cela, à cause même de cette autre racine profonde de l'acte criminel grave, plongée non plus dans la récente guerre, mais dans la mentalité de l'homme d'aujourd'hui, dont nous faisions état plus haut.

Les attaques par commandos armés se perpétueront tant qu'elles rapporteront à leurs auteurs. Elles cesseront quand la police aura mis au point un système défensif supérieur à la puissance de l'agression, ou quand il n'y aura pratiquement plus d'argent liquide à voler dans les caisses et coffres.

Les deux remèdes sont d'ailleurs liés. Plus réduit sera le nombre des lieux où s'effectueront des opérations portant sur des espèces et mieux la police sera en état de surveiller et d'organiser une défense matérielle efficace.

Quiconque va aux Etats-Unis est étonné de la place qu'a le chèque dans les moindres paiements (à la caisse de l'hôtel, au guichet de la gare, dans les magasins). Quant aux payes du personnel, même au niveau de l'ouvrier, l'emploi des virements et des comptes de chèques postaux diluerait en une quantité de petites sommes moins exposées celles que l'on transporte dangereusement à travers villes et campagnes dans des fourgonnettes qui sont des cibles offertes.

On peut se demander vraiment d'un autre côté si les établissements maniant des fonds essayeront bien de faire tout ce qu'il faut pour lutter contre les *hold up* et si leur passivité n'aura pas parfois son origine dans les clauses de leurs contrats d'assurance...

On peut se demander encore si les compagnies d'assurance elles-mêmes ne trouveront pas plus simple d'augmenter leurs tarifs que de conduire leur clientèle — par des clauses appropriées — à se mieux défendre...

Il est un autre aspect du problème. C'est celui de la prévention, non plus matérielle ou collective, mais individuelle.

Les agresseurs ne sont pas des hommes d'âge, ni même des hommes à la force de l'âge. Les uns et les autres sont devenus trop prudents ! Ils se recrutent parmi les jeunes — disons de 18 à 30 ans — disposés à tenter l'aventure et à courir les risques. Et d'autant plus dangereux qu'ils sont inexpérimentés et affolés. Quel est leur milieu et leur origine ?

On peut avancer, sans grande chance de se tromper, que rares y sont les sujets pourvus d'un emploi régulier et d'un mode de vie conformiste. On y trouve, par contre des émigrés, des « déplacés », des instables au sens pratique du mot, toute une gamme d'insatisfaits plus ou moins déracinés et, autour d'eux, les complices recrutés dans les milieux plus solides de la population. En somme, pour l'essentiel, des gens n'ayant pas grand chose à perdre, même pas l'honneur d'un nom ou la considération d'un certain entourage.

Cette masse flottante, où est l'armée de choc de la délinquance grave, constitue pour le pays un danger certain. Non pas seulement à cause du dommage direct résultant des délits, mais aussi par la contagion qu'elle suscite dans d'autres couches de la population, celles-ci normalement ancrées. Il faudrait pouvoir la déceler, l'atteindre et la disperser, c'est-à-dire en fixer les éléments dans des activités sociales normales.

Comprenons enfin clairement que le meilleur moyen de lutter contre le crime c'est de s'en préoccuper avant qu'il ne soit perpétré. Il est d'excellents esprits pour prétendre que c'est mettre en péril les droits les plus sacrés que d'intervenir avant que le penchant dangereux (ou la situation dangereuse) ne se soit révélé en une infraction.

Nous admettrons volontiers que des pouvoirs publics trop autoritaires pourraient être tentés d'utiliser à des fins politiques les facultés d'intervention préventive que leur confèrerait la loi. Mais le risque — pour si déplaisant qu'il soit — est bien faible par rapport à la grave menace que fait peser sur le pays l'impunité de dangereux pré-délinquants à la recherche d'une action d'éclat.

Au surplus, il est aisé de rassurer tout le monde en confiant à une magistrature, soigneusement tenue au-dessus des mêlées, le pouvoir d'arbitrer et d'éviter les mesures abusives ou excessives.

C'est en quoi une politique de défense sociale inspirée d'humanisme et rigoureusement contrôlée pour en écarter les excès, nous paraît être la meilleure voie pour organiser la prévention à l'échelon individuel.

Il s'agit en somme de repérer quels sujets, par leur mode d'existence et d'habitat, par leurs fréquentations, par leurs occupations et leurs dépenses, relèvent d'un état dangereux pré-délictuel. La police souvent les connaît, en province, soit en tout cas où ils se réunissent, mais ne peut à peu près rien contre eux parce qu'ils ne franchissent pas ostensiblement les frontières de la légalité.

Jadis on trouvait parmi eux tout un noyau de libérés des prisons. Aujourd'hui il peut en être autrement grâce aux mesures d'encadrement, de soutien et de contrôle qui sont prises à la fin des peines privatives de liberté et parmi lesquelles l'interdiction de séjour (nouvelle manière) pourrait jouer un rôle de première valeur.

C'est quelque chose d'analogue qu'il faudrait prévoir pour un certain nombre de sujets socialement fragiles : une sorte de tutelle, non pas policière mais sociale, obligeant l'individu à vivre généralement en un même lieu, à s'y fixer, à y conserver longuement le même emploi, tout à la fois pour lui apporter le secours d'organismes sociaux, mais aussi pour lui donner la certitude qu'il n'échappe pas à un minimum d'investigation.

Le juge de l'application des peines et le comité d'assistance aux libérés sont bien les organes les mieux adaptés à une telle besogne. Leur nom ne conviendrait plus, mais on y trouverait ces deux éléments d'autorité et d'assistance qui s'y font contrepoids mutuellement.

Liberté certes, mais pas celle d'être un parasite.

Certains pays, dont nous n'admirons pas du tout le régime politique, ont compris cette dure nécessité sociale de l'effort commun. Il faut en un tel domaine renoncer sans regret à un libéralisme dépassé, qui pouvait aller quand n'existaient pas les facilités extraordinaires de déplacement, les armes modernes, la mentalité des temps actuels, mais n'est plus qu'un leurre à l'usage des plus inoffensifs des citoyens. Les autres en font des gorges chaudes.

Le but essentiel d'une telle politique n'est pas dans la protection impitoyable de l'ordre public, mais dans le sauvetage de jeunes gens en danger. C'est selon ce critère que l'on devrait apprécier ses résultats.

De Zola à Lombroso

par Roger MERLE

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Toulouse.

Les rapprochements entre la littérature et le droit sont parfois aventureux, sinon sacrilèges. Le professeur Julien Bonnecase n'a probablement convaincu personne lorsqu'il salua, au début de ce siècle, la tardive éclosion d'un romantisme juridique[1]. On imaginait mal, sans doute, que d'austères juristes pussent, comme Chateaubriand, porter leur cœur en écharpe... Et l'on accueille aujourd'hui avec quelque étonnement ces spécialistes du droit public qui soulignent certaines attitudes existentielles du Conseil d'Etat, tant il y a d'irrévérence à confondre le Palais-Royal avec Saint-Germain des Prés[2]...

Nul ne peut nier pourtant qu'il y ait des échanges entre le monde littéraire et les milieux juridiques. La littérature comme le droit est le reflet de la vie, et les sujets de romans sont souvent les mêmes que les sujets de procès. L'amour, l'adultère, l'argent, la folie, le crime, c'est presque toute la littérature, et c'est toute une partie du droit. A toutes les époques l'évolution des mœurs, des idées ou de la mode, fait germer sur ces thèmes éternels un fonds commun de la pensée où tous ceux qui réfléchissent viennent plus ou moins puiser. Il n'est donc pas surprenant que les œuvres d'art et les constructions juridiques présentent parfois un air de parenté, des correspondances de style ou d'inspiration dont le rapprochement ne manque ni d'intérêt ni de piquant.

Dans le domaine du droit pénal et de la criminologie, qui se prête admirablement à la réflexion psychologique ou sociologique, — et aussi comme le soulignait malicieusement Ortolan « à la phrase » —, ces rapprochements sont devenus classiques. Des tragédiens grecs aux films à thèse du cinéma contemporain, la pensée pénale n'a cessé d'inspirer la littérature, et inversement. Mais la meilleure illustration de ce phénomène connu est probable-

1. BONNECASE, *La science du droit privé en France au début du XIX^e siècle. La Thémis, son fondateur Athanase Jourdan.*

2. CHENOT, « L'existentialisme et le droit », *Rev. de science politique*, 1953, p. 57 ; Comp. BRIMO, « La doctrine du droit naturel dans la science juridique française contemporaine », *Annales de la Faculté de Droit de Toulouse*, 1958, t. VI, fasc. 2, p. 195 et s., et spécialement p. 216 et s.

ment celle à laquelle on a, semble-t-il, prêté le moins d'attention[1] : c'est le rigoureux parallélisme de pensée que l'on peut constater entre les œuvres de Zola et celles de Lombroso. Car le naturalisme de Zola, tel qu'il apparaît à travers ses romans, c'est l'album imagé du positivisme criminologique de Lombroso et de ses disciples.

I

Le crime tient dans l'œuvre abondante de Zola une place considérable. Il est le sujet central de deux romans importants : *Thérèse Raquin* et *La Bête humaine*. *Thérèse Raquin*, sinistre histoire d'un crime à deux, — amant et maîtresse —, dont la genèse psychologique est remarquablement analysée. *La Bête humaine*, l'une des plus sanglantes tueries de la littérature mondiale, qui avait d'ailleurs provoqué l'étonnement de Lombroso, car elle défie les lois statistiques de la concentration criminelle[2] : « sur un petit bout de terre », « dans le petit cercle d'une gare secondaire » cinq personnages accomplissent ou provoquent respectivement, dans un bref espace de temps, un assassinat, un empoisonnement, un déraillement et un meurtre.

Dans la plupart des autres romans de Zola, la référence à la criminalité revient comme une obsession, et souvent sans que ce *leitmotiv* soit vraiment nécessaire à l'action. Qu'il s'agisse de peindre le monde des affaires, le « Ventre de Paris », les misères de la condition ouvrière, le monde des arts, ou les milieux politiques du Second Empire, partout le crime est latent dans le fond du décor.

Miette, la charmante Miette de la *Fortune des Rougon*, est la fille d'un assassin qui purge sa peine au bagne ; Antoine Macquart est une brute oisive dont on peut tout craindre ; le brave Coupeau de *L'Assommoir* devient dangereux lorsqu'il commence à sombrer dans l'alcoolisme ; des mauvais instincts de Nana enfant on peut déjà tout redouter ; Florent Quenu est un forçat évadé de l'île du Diable ; et *Germinal* démonte avec précision le mécanisme de la criminalité des foules.

« Il n'y a pas, disait Gœthe, de crime dont je ne me sois un jour senti capable ». C'est bien le cas des héros de Zola, et ce n'est évidemment pas par hasard qu'ils sont ainsi faits. Ils ont été systématiquement conçus pour illustrer une explication du phénomène criminel.

Il s'agit d'opposer l'homme physiologique à l'homme métaphysique, la criminologie microbienne à celle du libre arbitre, le criminel-robot au délinquant luciférien, la mécanique du crime à la psychologie criminelle. Tout

1. Le rapprochement a été fait par des criminalistes : cf. J.B. Herzog, « Le crime dans le roman français », *Rev. de criminologie et de police technique*, 1952, p. 145 et s., spécialement p. 152. Du côté littéraire, il ne semble pas, du moins à notre connaissance, que l'on ait songé à étudier les rapports de Zola et de Lombroso. Telle est en tout cas l'impression que l'on peut retirer de la préface, d'ailleurs excellente, d'Armand Lanoux et Henri Mitterand, qui figure en tête de la récente édition des *Rougon-Macquart* dans la bibliothèque de la Pléiade.

2. Cf. Lombroso, *Les applications de l'anthropologie criminelle*, Alcan, 1892, p. 173.

cela c'est, bien sûr, du naturalisme, mais le naturalisme c'est aussi de la criminologie positive.

Il n'est, pour s'en convaincre, que de relire la préface de *Thérèse Raquin* :

« J'ai voulu étudier des tempéraments et non des caractères... J'ai « choisi des personnages souverainement dominés par leurs nerfs et leur « sang, dépourvus de libre arbitre. Thérèse et Laurent sont des brutes humai- « nes, rien de plus. J'ai cherché à suivre pas à pas dans ces brutes le travail « sourd des passions, les détraquements cérébraux survenus à la suite d'une « crise nerveuse. Les amours de ces deux héros sont le contentement d'un « besoin ; le meurtre qu'ils commettent est une conséquence de leur adultère, « conséquence qu'ils acceptent comme les loups acceptent l'assassinat des « moutons ; enfin ce que j'ai été obligé d'appeler leur remords consiste en un « simple désordre organique, en une rébellion du système nerveux tendu à se « rompre ».

Cette préface d'une œuvre de jeunesse est déjà un véritable manifeste de criminologie positive. Mais elle n'est que le prélude d'une plus vaste recherche expérimentale.

Dans *Thérèse Raquin*, Zola se borne en effet à constater, ou à postuler, qu'il existe des personnalités criminelles gouvernées par leur biologie. Dans la série des *Rougon-Macquart*, publiée postérieurement, il va essayer d'expliquer la genèse de ces monstres : « je vais, annonce-t-il à son éditeur, étudier dans une famille les questions de sang et de milieu (...), suivre pas à pas le travail secret qui donne aux enfants du même père des passions et des caractères différents à la suite des croisements et des façons de vivre..., fouiller en un mot dans ces profondeurs de la vie où s'élaborent les grandes vertus et les grands crimes ».

En fait les grandes vertus sont rares chez les *Rougon-Macquart*. Ce qui pullule sur leur arbre généalogique ce sont les grands crimes et toutes les catégories de marionnettes criminelles chères à Lombroso et à ses disciples.

Les criminels-nés d'abord. Ce sont deux frères, les fils de la malheureuse Gervaise : Jacques Lantier, « la bête humaine », et Etienne Lantier, personnage principal de *Germinal*. Ils sont victimes de leur hérédité. La lourde hérédité des Macquart, dont la dynastie fut fondée par l'accouplement d'une « névrosée originelle », Adélaïde Fouque, et d'une brute alcoolique, Antoine Macquart. C'est l'*Assommoir* fréquenté par plusieurs générations qui conduit à la bête humaine.

Jacques Lantier a conscience de ce funeste héritage. Poussé depuis son adolescence par l'instinct d'égorger les femmes qu'il possède, il lutte de toutes ses forces. Mais on n'échappe pas à son hérédité. Il finit par tuer la seule femme qu'il a aimée. Et Zola conclut : « Au mépris de son intérêt il venait d'être emporté par l'hérédité de violence, par ce besoin de meurtre qui, dans les forêts premières, jetait la bête sur la bête. Est-ce qu'on tue par raisonnement ! On ne tue que sous l'impulsion du sang et des nerfs ».

Etienne Lantier vit la même tragédie. « Le besoin de tuer le prenait, irrésistible, un besoin physique, l'excitation sanguine d'une muqueuse qui détermine un violent accès de toux ». Il a beau fuir l'alcool ou défouler sa violence dans l'agitation sociale et politique, il finira lui aussi par tuer.

Ni l'un ni l'autre n'éprouvent d'ailleurs de remords après leur meurtre. Ils ressentent un soulagement physique, comme s'ils s'étaient provisoirement libérés d'une atroce maladie. Et c'est un nouveau trait qui les rapprochent des criminels-nés de Lombroso.

La similitude, il est vrai, n'est pas parfaite sur tous les plans.

La bête humaine de Lombroso n'est qu'une résurgence de l'homme primitif, dont elle présente les stigmates anatomiques : pommettes saillantes, arcades sourcilières proéminentes, yeux enfoncés, oreilles en anses de panier ... etc. On n'aimerait pas rencontrer au coin d'un bois ces personnages qui, par l'effet d'une mystérieuse loi de génétique, ont échappé aux mutations successives du type humain... Les brutes de Zola n'ont pas cet aspect repoussant. Elles sont faites comme tout le monde. Elles ont même ce que Lombroso appelait une tête « anti-criminelle ». Pour les représenter au cinéma on ne s'est pas cru obligé de recourir à des spécialistes des rôles de composition. On a pris des jeunes premiers à la mode, car Jacques Lantier et Etienne Lantier sont des séducteurs pourvus de tous les charmes physiques requis pour cet emploi. D'instinct Zola a évité ce qui, dans la doctrine lombrosienne, a le plus rapidement vieilli.

Mais du même coup son criminel-né a perdu sa vraisemblance. Il nous faut admettre comme un postulat que ces jolis garçons sont des monstres. Or c'est d'autant plus difficile que leur comportement moral et social est habituellement normal. Ils n'ont même pas, comme les héros de Lombroso, l'horreur instinctive du travail. Etienne Lantier accomplit sans paresse son métier de mineur. Quant à Jacques Lantier, il est amoureux de la locomotive qu'il conduit, « la Louison » ; et il juge sévèrement les négligences professionnelles de son aide-mécanicien.

Mais peu importent ces nuances, ou ces variations, qui n'altèrent pas le parallélisme des doctrines qui sont à la base des œuvres de Zola et de Lombroso.

Ce parallélisme se poursuit à propos des autres catégories de criminels qu'avaient recensées les positivistes : criminels d'habitude, criminels d'occasion, criminels passionnels notamment.

Les criminels d'occasion ou d'habitude sont nombreux parmi les *Rougon-Macquart* : Misard, l'un des héros mineurs de *La Bête humaine* qui, jour après jour, empoisonne sa femme pour s'emparer de son magot... ; Sévérine Roubaud, qui, après avoir été complice de l'assassinat de son ancien amant par docilité conjugale, est prête à commettre un deuxième assassinat — celui de son mari — par intérêt... ; la bande d'enfants de *Germinal*, qui maraude et qui tue.. ; et tous ceux qui, sans passer à l'acte, mènent une existence criminogène et sont exposés à céder un jour ou l'autre aux causes exogènes de la délinquance.

Car sur ce point encore Zola rejoint Lombroso et ses disciples. Le criminel d'habitude, comme le criminel d'occasion, est un produit du milieu : le milieu « empesté » des faubourgs, des taudis, des mines ; le milieu misérable de la condition ouvrière qui pousse à l'alcoolisme, à la révolte et au relâchement des mœurs ; et aussi le milieu des puissances d'argent et des spéculateurs qui conduit à des dépravations plus raffinées : l'adultère, l'inceste, l'escroquerie. Comme Ferri, Zola souligne la responsabilité de l'Etat et la carence de la politique criminelle préventive.

Il ne manque à ce tableau ni les criminels passionnels (Roubaud, jaloux rétrospectivement de l'homme qui déflora sa femme ; Flore, jalouse des amours de Jacques Lantier avec Sévérine Roubaud), ni les criminels aliénés (évoqués dans *Pot-bouille* notamment).

Ces analogies frappantes entre les idées inspiratrices de Zola et les doctrines positivistes invitent à rechercher la clé d'une petite énigme de l'histoire littéraire et de l'histoire du droit : Zola a-t-il démarqué Lombroso ? Lombroso a-t-il été inspiré par Zola ? Ont-ils reçu dans leurs tours d'ivoire respectives la même illumination ?

II

Zola et Lombroso étaient, on le sait, contemporains, et peu s'en est fallu qu'ils fussent compatriotes. Lombroso naquit à Vérone en 1835. Zola naquit à Paris en 1840, mais il aurait pu naître à Venise, dont ses parents étaient originaires, et il a passé toute son enfance aux portes de l'Italie, à Aix-en-Provence.

Leurs œuvres respectives ont eu de leur vivant un tel retentissement, la matière de leurs réflexions était si proche, qu'ils n'ont pu s'ignorer l'un l'autre ; on verra d'ailleurs qu'ils se sont lus, commentés, et même mutuellement inspirés sur certains points de leur pensée.

Mais la chronologie de leurs publications démontre que Zola avait déjà formulé l'essentiel de ses conceptions criminologiques avant la parution des œuvres capitales de Lombroso. *Thérèse Raquin*, dont on a cité plus haut l'importante préface, est de 1868. La première édition de l'*Uomo delinquente* est de 1871.

Il faudrait pourtant se garder d'en déduire que Zola est l'inventeur de la criminologie positive, et encore moins que Lombroso était son disciple.

Ces idées, qu'ils ont probablement reçues séparément, étaient, chacun le sait, « dans l'air » du temps. Elles couvaient depuis quelques années dans des œuvres scientifiques que Zola avait consciencieusement dévorées, à la Bibliothèque Nationale, et que Lombroso avait... méditées.

C'est Auguste Comte qui a fourni la base philosophique dans son *Cours de philosophie positive* publié entre 1830 et 1832. C'est le docteur Lucas qui a suggéré la base biologique dans son fameux *Traité physiologique de l'hérédité naturelle* paru en 1850, et qui a fait le régal de Zola. C'est Claude Bernard, en 1865, qui a forgé la méthode expérimentale, armature du naturalisme et de la criminologie positive... C'est Taine enfin (à qui l'on doit le nom du naturalisme) qui a ramené l'analyse des caractères à celle des tempéraments, et qui a prononcé cette phrase célèbre citée par Zola dans *Thérèse Raquin* : « le vice et la vertu sont des produits, comme le vitriol et le sucre ».

Il est vrai cependant que ce mouvement de pensée, dont Zola s'est immédiatement emparé, allait à contre-courant des conceptions métaphysiques et psychologiques qui avaient inspiré les rédacteurs du Code pénal de 1810, et que certains romanciers exploitaient encore avec succès.

Le délinquant du Code pénal de 1810 n'était ni un monstre, ni un malade.

Toute cette législation présumait au contraire qu'il était le violateur lucide du pacte social, le hors-la-loi volontaire, maître et conscient de ses actes : le cousin germain, ou le frère, en somme, du contractant du Code civil dont les exégètes magnifiaient l'autonomie de la volonté, la même conception de l'Homme inspirant toutes les constructions juridiques napoléoniennes.

Plus tard Barbey d'Aurevilly poussa ce portrait au bout de sa logique dans la série des *Diaboliques*.

En chassant ces anges noirs du crime pour leur substituer l'homme de Cro-Magnon, Zola a donc apparemment innové dans le domaine littéraire. Pas tout à fait pourtant. Car bien avant lui Victor Hugo avait déjà décrit dans *Han d'Islande*, en 1823, une horrible bête fauve criminelle à forme humaine qui se désaltérait avec le sang de ses victimes. Et Charles Nodier, de son côté, avait nettement posé en ces termes le problème du criminel-né : « Pourquoi Dieu n'aurait-il pas jeté dans la société des âmes dévorantes « et terribles qui ne connaissent que des pensées de mort, comme il a « déchaîné dans le désert ces tigres et ces panthères effroyables qui boivent « le sang des animaux ? »[1].

Le criminel-né est d'ailleurs un très vieux thème littéraire. Il existait déjà chez les deux grecs décrits par Homère : Arès, dieu de la guerre, qu'Athéna qualifiait de « buveur de sang et incarnation du mal » en était un. Les Atrides, poussés par la fatalité, faisaient aussi partie de la confrérie. Beaucoup plus tard Pascal a relancé le mythe avec son « gorille féroce et lubrique ». Les romantiques l'ont confusément repris à leur compte avec la fameuse « force qui va ». Et le cinéma d'épouvante de la dernière entre-deux guerres a exploité le même thème avec *FranKenstein*, *Le Golem*, *Dracula*, et autres monstres plus au moins préfabriqués. On ne peut pas se passer du criminel-né. Et lorsque la littérature lui laisse quelque répit, la terrifiante apparition de quelque Landru très concret ramène ce serpent de mer sous la plume des journalistes.

Il est vrai que parmi tous ces portraits littéraires du criminel-né, le plus réussi, littérairement parlant, est celui que Zola a peint dans *La Bête humaine*. Mais cette réussite, il faut reconnaître en toute justice qu'il la doit en partie à Lombroso. Car *La Bête humaine*, qui vient tard dans la série des *Rougon-Macquart*, (elle n'a été publiée qu'en 1890), est postérieure à la publication des grands traités de l'Ecole positiviste. Lorsque *La Bête humaine* parut, « *l'homme criminel* » de Lombroso existait en librairie depuis presque vingt ans, Ferri avait édité sa *Sociologie criminelle* neuf ans auparavant, et Garofalo lui-même avait imprimé en 1885 sa *Criminologie*. Zola a d'ailleurs reconnu qu'il avait puisé l'inspiration de ce livre dans les ouvrages de Lombroso.

Lombroso le sut et fut flatté de cette utilisation littéraire de l'anthropologie criminelle. Mais l'attention scientifique qu'il porta alors sur Zola et sur son œuvre provoqua chez lui des réactions inattendues et piquantes[2].

1. Tout cela a été fort justement noté et rapporté par M. Savey-Cazard dans son article sur « Le crime dans l'œuvre de Victor Hugo », *Etudes internationales de psychosociologie criminelle*, 1957, p. 16.

2. Lombroso, « La bête humaine et l'anthropologie criminelle », in *Les applications de l'anthropologie criminelle*, Alcan, 1892, p. 172 et s.

L'œuvre de Zola lui parut géniale, mais complètement erronée. Les criminels de *La Bête humaine*, écrivit-il, « ont cet air indécis et faux de « certaines photographies prises d'après des portraits et non d'après nature ». Roubaud n'est pas un vrai criminel passionnel, car un criminel passionnel tue sa femme infidèle ou l'amant actuel de sa femme : il ne tue pas l'amant de jeunesse qui séduisit sa femme avant son mariage.. Flore non plus n'est pas une vraie criminelle passionnelle, car le procédé qu'elle a employé pour tuer celui qu'elle aimait et celle qu'elle détestait (déraillement d'un train) n'est pas un procédé passionnel. Quant à Jacques Lantier, il a des manières trop courtoises, un physique trop charmant, trop de pitié pour ses victimes, pour appartenir à la faune des authentiques criminels-nés. M. Zola n'est qu'un romantique, ce n'est pas un homme de science[1].

En revanche, ce qui intéresse l'homme de science qu'est Lombroso c'est... la personnalité de M. Zola lui-même. Car aux yeux de Lombroso, Zola présente toutes les caractéristiques anthropologiques, biologiques et physiologiques qui servent de commun dénominateur aux ... criminels-nés et aux hommes de génie. Quelques années avant sa mort, Zola s'était prêté à un examen clinique du docteur Toulouse, professeur à la Faculté de médecine de Paris, qui entreprenait une série d'études sur la névropathie des intellectuels. A la lumière de cet examen, dont il conteste les conclusions, Lombroso dresse de Zola un portrait anthropologique et pathologique impressionnant[2] : produit d'un croisement de races et d'une mère épileptique, front hydrocéphale, mâchoires et os maxillaires très saillants, nez excavé, sujet à de graves troubles nerveux « qui se rattachent à une grave altération cérébrale », idées morbides, obsessions sexuelles, olfactives, etc.

Ce portrait peu flatteur était cependant des plus aimables dans l'esprit de Lombroso, puisqu'il s'agissait de celui d'un homme de génie qu'il admirait en tant que tel, et dont il partageait d'ailleurs les idées politiques.

Zola, frappé par la mort la même année (1902) n'a pas eu le temps de lui rendre la politesse et de boucler par un semblable hommage la série des traits qui ont entremêlé la pensée de ces deux grands hommes.

Mais par delà la mort ils sont restés unis par la juste survie, sinon de leurs idées criminologiques vite périmées, du moins de leur influence : l'un en tant que précurseur de la littérature engagée, consciente des injustices sociales, l'autre en tant que fondateur de la criminologie moderne, consciente des individualités humaines. A ce titre ils ont sans doute mérité de reposer parmi les ombres glorieuses de leur pays : Zola au Panthéon, et Lombroso lui-même dans la travée des hommes illustres du *Campo Santo* de Turin[3].

1. Ferri avait à la même époque formulé un jugement beaucoup plus nuancé sur la valeur scientifique de l'œuvre de Zola : cf. *Les criminels dans l'art et dans la littérature*, 2e édit., Alcan, 1902, p. 94. et s.

2. Lombroso, *L'homme de génie*, p. 564 et s., Appendice I consacré à « M. Zola ».

3. Cf. Bouzat et Pinatel, *Traité de droit pénal et de criminologie*, t. III, p. 173, note 1.

Rélexions sur les statistiques criminelles

Le problème de la délinquance juvénile

par Thomas PETROFF
Assistant au Centre français de droit comparé.

Il n'est pas nécessaire de souligner l'intérêt pratique des statistiques criminelles pour suivre l'évolution de la criminalité tant sur le plan national que sur le plan international. Mais on sait également que les statistiques posent de graves problèmes chaque fois qu'on essaie de faire une étude comparative des chiffres fournis par les rapports nationaux.

Les difficultés auxquelles se heurte le comparatiste pour dégager l'évolution de la délinquance sur le plan international sont multiples et de caractère différent. Elles ont été déjà traitées ici même par des spécialistes. Pour cette raison nous n'avons pas cru nécessaire de les exposer de nouveau. Les plus importantes sont relatives à la méthode employée pour l'établissement des statistiques. Elle varie d'un pays à l'autre et cette variété est à l'origine de lacunes et d'erreurs dans les rapports nationaux. D'autre part certaines statistiques expriment les infractions venues à la connaissance de la police, tandis que les statistiques judiciaires concernent les condamnations prononcées par les tribunaux. D'autres enfin se réfèrent au nombre des détenus dans les prisons. D'un ordre différent, mais non moins importantes, sont les difficultés relatives à l'exactitude des données statistiques et celles qui viennent de l'existence de systèmes juridiques différents. Il est évident aussi que la comparaison des chiffres statistiques à l'échelon international ne peut se faire qu'avec prudence et sur un plan général. Enfin les rapports annuels de statistiques gardent le silence sur les causes favorisant l'ambiance dans laquelle la criminalité germe, se développe et progresse. On y trouve rarement des explications et des commentaires sur les facteurs qui ont conditionné l'augmentation ou la diminution de la délinquance.

Il est indéniable cependant que depuis la dernière guerre des efforts louables ont été tentés par les spécialistes d'un grand nombre de pays dans le but de remédier aux graves problèmes que posent l'établissement des statistiques et leur utilisation dans le domaine comparatif. Signalons d'autre part que d'incontestables progrès ont été réalisés sur le plan international grâce aux efforts de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission internationale de Police criminelle. En effet les rapports de statistiques criminelles publiés par cette dernière Commission sont, quoiqu'incomplets, d'une grande utilité pour les comparatistes. Certes les *Statistiques*

criminelles internationales de l'Interpol ne font que reproduire les rapports nationaux envoyés par les Etats, mais il n'en est pas moins vrai qu'elles contribuent à l'élaboration de normes communes à un grand nombre de pays pour l'établissement des statistiques. Bien sûr les résultats pratiques de ces tentatives sont insuffisants pour écarter les contradictions entre les différentes statistiques criminelles. Pour cette raison l'interprétation et la comparaison des données statistiques pour mesurer l'évolution de la délinquance sur le plan international ne peut se faire que sur des chiffres relatifs.

En ce qui concerne plus particulièrement les statistiques criminelles nationales relatives à la délinquance juvénile, elles présentent un grand nombre de lacunes et d'erreurs quant à la portée numérique, à la composition et à l'évolution du phénomène.

En premier lieu, il n'existe pas, on le sait, de critère commun à tous les pays en matière de majorité pénale : celle-ci varie suivant le pays, la race, le climat... Dans certains pays (Allemagne fédérale, Etats-Unis, France), elle est fixée à dix-huit ans ; dans d'autres (Angleterre, Egypte, Victoria...), à dix-sept ans ; dans d'autres encore à seize ans (Israël et Singapour), ou vingt et un ans (Luxembourg, Turquie...). Il est clair, dans ces conditions, que toute comparaison de chiffres d'un pays à un autre risque de fausser le taux de la délinquance des jeunes et la place qu'elle occupe dans la criminalité générale. Une autre difficulté provient du fait qu'il n'existe pas de catégories d'infractions spéciales aux mineurs, qui sont compris dans les statistiques criminelles générales. Ceci rend difficile une comparaison entre majeurs et mineurs. Enfin, la plupart des statistiques ne permettent pas de calculer l'indice ou le volume de la délinquance juvénile par rapport à la criminalité générale.

En second lieu, il faut remarquer que les statistiques ne présentent pas toutes une répartition des mineurs suivant l'âge et le sexe, ni une classification des jeunes délinquants suivant la gravité de l'infraction. Il faut souligner d'autre part que la délinquance juvénile en groupe, qui est en hausse dans la plupart des pays industrialisés, reste étrangère aux statistiques criminelles, ce qui, à notre avis, est une grave lacune[1].

***

Sans se dissimuler ces difficultés, qui résultent des renseignements hétérogènes et incomplets des statistiques, nous avons pensé qu'il serait intéressant de présenter à nos lecteurs un *exposé informatif* sur le sens de l'évolution de la délinquance juvénile, d'après les données statistiques d'un nombre limité de pays et pendant une période donnée (1958-1961).

Avant d'examiner les chiffres, précisons que les comparaisons de pays à pays ne devront se faire que d'après des données relatives : on sait que la criminalité réelle est toujours supérieure à la criminalité apparente, étant donné qu'un grand nombre d'infractions restent inconnues. Il ne

1. Sur la question des bandes en France, une remarquable étude vient d'être publiée par le Centre de formation et de recherches de l'Education surveillée de Vaucresson, *La délinquance des jeunes en groupe*, Ed. Cujas, 1963.

faut pas oublier non plus que l'examen des chiffres statistiques relatifs à la délinquance apparente impose une prudente réserve en ce qui concerne l'exactitude des renseignements.

Allemagne fédérale (y compris Berlin-Ouest)

Les statistiques criminelles pour la période 1958-1961 laissent apparaître une légère augmentation de la délinquance juvénile en Allemagne fédérale (*Polizeiliche Kriminalstatistik*, 1961). Selon le rapport annuel, la délinquance des mineurs se traduit par un accroissement de 4,2 % entre 1960 et 1961. Comme la population n'a augmenté pendant la même période que de 1,1 %, il en résulte que le nombre des jeunes délinquants s'est accru de 3,1 %. Pourcentage assez élevé si on tient compte que la criminalité totale pendant cette période n'a varié que de peu.

Pour l'année 1961 le total des infractions est de 1.333.839. La participation des jeunes délinquants pendant cette période se divise en trois groupes suivant l'âge :

— au dessous de 14 ans, 46.790 ;
— de 14 à 18 ans, 113.749 ;
— de 18 à 21 ans, 169.250 ;

Si on compare les chiffres de l'année 1961 à ceux de 1960 et de 1959, l'indice de la criminalité globale en pourcentage fait apparaître pour les trois dernières années une diminution légère de la délinquance chez les adultes des deux sexes et un accroissement de la délinquance juvénile. En gros, environ 11 % des délinquants sont des mineurs, mais parmi les auteurs de vols graves et de vols simples les mineurs atteignent la proportion de 25 %.

Toutefois les statistiques de l'Allemagne fédérale ne parlent pas des causes qui ont provoqué cette augmentation de la délinquance juvénile, qui est due, pour une part, à la poussée démographique de la population.

Angleterre, Pays de Galles et Irlande du Nord

Si on examine les chiffres fournis par les *Statistiques criminelles internationales* de l'*Interpol* pour 1959 et 1960 sur la délinquance en Angleterre, il se dégage une augmentation de la criminalité générale en chiffres absolus et un accroissement de la délinquance juvénile en 1960 par rapport à l'année précédente. La situation se présente comme suit :

— 1959 : total des infractions, 675.626 ; affaires résolues, 302.044 ; auteurs des infractions, 153.200, dont 53.183 mineurs ;
— 1960 : total des infractions, 734.713 ; affaires résolues, 330.251 ; auteurs des infractions, 163.482, dont 57.360 mineurs.

Il ressort de ces chiffres que la délinquance juvénile représente environ 35 % de la criminalité générale. La participation des délinquants mineurs se manifeste surtout dans le domaine des vols graves. Ce qui étonne également, c'est la participation élevée des mineurs de moins de quatorze ans dans les vols simples et surtout dans les vols graves. Il faut remarquer que

c'est en Irlande du Nord que la délinquance juvénile est la plus basse du Royaume-Uni.

Autriche

Les statistiques criminelles autrichiennes (*Kriminalstatistik für das Jahr* 1957, Vienne, 1959) donnent une vue générale de l'évolution de la criminalité en Autriche depuis 1882. Sans chercher à faire une étude comparative des chiffres statistiques pour cette très longue période, on peut dire que la délinquance des mineurs a peu varié pendant les quatre dernières années. Si, par rapport à 1948, on constate une sensible diminution de la délinquance, une comparaison avec les chiffres de 1956 fait ressortir une légère augmentation.

La délinquance juvénile en Autriche dépasse 7% de la délinquance générale. En 1957 le total des infractions est de 117.173, dont 18.414 commises par des délinquants mineurs. Pour les années 1959 et 1960 nous avons utilisé les chiffres fournis par les *Statistiques criminelles de l'Interpol.* D'après ces chiffres, la situation de la délinquance juvénile se présente comme suit :

— 1959 : total des infractions, 238.987 ; auteurs des infractions, 205.585 ; délinquants mineurs : 17.953 ;

— 1960 : total des infractions, 241.798 ; auteurs des infractions, 206.429 ; délinquants mineurs : 17.278.

Il ressort des statistiques que la délinquance juvénile en Autriche a suivi une ligne constante pendant les trois dernières années. D'autre part la participation des mineurs est particulièrement forte dans le domaine des vols et des infractions sexuelles.

Espagne

Les statistiques judiciaires espagnoles (*Estatisticos Judicidos de España,* Madrid, 1962) englobent la période de 1953 à 1959. La majorité pénale en Espagne est fixée à 16 ans. Sans reproduire tous les chiffres, il suffit de noter l'évolution de la délinquance juvénile en pourcentage pour les trois dernières années.

	16 à 17 ans	18 à 20 ans
1957	3,1%	9,5%
1958	3,4%	9,7%
1959	3,9%	8,4%

Il ressort des statistiques que la délinquance des jeunes est en diminution pour la classe d'âge de 18 à 20 ans et qu'elle représente environ 11% de la criminalité générale dans le pays. Précisons également que la plupart des infractions commises par des mineurs concernent les vols simples. Aucun mineur, d'autre part, n'a été impliqué pendant cette période dans une affaire d'infraction sexuelle.

Les conclusions des statistiques nationales sont confirmées par les *Statistiques criminelles* de l'*Interpol* pour 1959 et 1960. D'après les renseignements fournis par ces statistiques, la situation en Espagne se présente comme suit :

— 1959 : délinquants, 23.937, dont 880 mineurs ;

— 1960 : délinquants, 25.652, dont 1317 mineurs.

L'examen de ces chiffres montre que la délinquance juvénile est en légère augmentation, même chez les mineurs de 18 à 20 ans.

France

Pour établir une statistique approximative sur l'évolution de la délinquance juvénile en France, nous avons eu recours aux renseignements fournis par les parquets, ainsi que la statistique de l'Institut national des Statistiques et des Etudes économiques (*Rapport annuel de la Direction de l'Education surveillée,* 1961). Les chiffres exposés dans les tableaux font apparaître, en 1960, une augmentation des jeunes délinquants par rapport à 1959.

Mineurs de 18 ans jugés :

— 1959 : garçons, 20.021 ; filles, 2.102 ; total, 22.123 ;

— 1960 : garçons, 24.941 ; filles, 2.403 ; total, 26.849.

La répartition des délinquants suivant leur âge se présente ainsi, pour l'année 1960 :

— moins de 13 ans : 3.025 ; de 13 à 16 ans : 8.715 ; de 16 à 18 ans : 15.154.

Il s'en dégage une augmentation de la délinquance juvénile par rapport à 1959. Elle est de 22% pour les garçons et de 14,3% pour les filles. Toujours, selon les statistiques des parquets, l'accroissement a été en 1959, de 3.223 jeunes délinquants de plus qu'en 1958, soit 17,05% ; en 1960, l'augmentation est, par rapport à 1959, de 4.681, donc de 21,5%. Autrement dit le nombre des délinquants mineurs pour cette période s'est accru de 7.137, ou en pourcentage de 45,25%. L'examen de ces chiffres montre que la délinquance des mineurs de moins de 13 ans a diminué, tandis que pour les mineurs de plus de 13 ans l'accroissement s'accentue avec l'élévation de l'âge.

Il faut tenir compte, cependant, de la poussée démographique de la population dans notre pays avant de tirer des conclusions définitives, sur l'évolution de la délinquance juvénile. D'autre part, il faut prendre en considération l'apparition de toute une série d'infractions nouvelles qui ne figuraient pas dans les statistiques antérieures. Il s'agit d'infractions non intentionnelles et des contraventions de 5e classe (loi du 27 novembre 1958 ; décret du 15 décembre 1958 ; loi du 23 décembre 1958 instituant les contraventions du 5e classe).

Italie

On trouve des statistiques sur l'évolution de la délinquance en Italie pendant la période 1957-1961 dans *Documenti di vita Italiana* (no 130, septembre 1962). L'examen des chiffres fait ressortir une augmentation progressive de la délinquance. En pourcentage cette augmentation est de

6% par rapport à 1957. Mais les chiffres concernant l'évolution de la délinquance des mineurs font défaut. Pour cette raison nous ne pouvons que reproduire les chiffres fournis par les *Statistiques criminelles* de l'*Interpol* pour l'année 1960. Sur un total de 232.982 délinquants, le nombre des mineurs est de 19.515. Ce qui représente environ 12% de l'ensemble de délinquants.

Israël

Les statistiques criminelles publiées par l'Institut de criminologie (*Criminal Statistics in Israël*, Jérusalem, 1962) englobent la période comprise entre 1949 et 1958. Le rapport commence par une introduction où sont exposées les informations utilisées pour la composition des statistiques. Des explications sont également données sur la classification des infractions, sur la responsabilité pénale qui varie suivant le sexe, l'âge et l'existence d'une législation spécialisée pour les délinquants mineurs. D'autre part l'âge de la responsabilité pénale est de 16 à 17 pour les garçons et de 18 à 19 ans pour les filles, sauf certaines exceptions.

Les chiffres indiqués dans les tableaux des statistiques montrent l'évolution de la délinquance en Israël pendant la période 1949-1958. Pour les deux dernières années de cette période la situation se présente comme suit :

— 1957 : nombre des délinquants, 51.740, dont 7.390 mineurs ;
— 1958 : — — 54.130, dont 8.320 mineurs.

Pour les années 1959 et 1960 nous avons utilisé les données fournies par les *Statistiques criminelles* de l'*Interpol* qui reproduisent le rapport officiel d'Israël.

— 1959 : nombre des délinquants, 40.522, dont 8.201 mineurs ;
— 1960 : — — 46.646, dont 10.798 mineurs.

Si on constate, en se référant aux chiffres, une augmentation progressive de la délinquance juvénile par rapport à la criminalité générale, il faut souligner cependant que, d'après les statistiques, le nombre des jeunes délinquants non juifs est très élevé surtout compte tenu du fait que la population non juive est minoritaire dans le pays. Ainsi pour l'année 1957 le nombre des délinquants jeunes non juifs est de 1900 et pour l'année 1958 de 1755 sur le total des délinquants mineurs indiqué plus haut. Pour les années 1959 et 1960 les *Statistiques criminelles* de l'*Interpol* n'indiquent pas la participation à la criminalité de la population non juive.

Norvège

La situation de la délinquance juvénile, d'après les chiffres fournis par les *Statistiques criminelles* de l'*Interpol*, pour la période 1959-1960, se caractérise par la stabilité de la criminalité générale et la baisse de la délinquance juvénile[1].

1. Il est intéressant de remarquer que cette constatation vaut aussi pour le Danemark et la Finlande.

— 1959 : total des infractions, 38.654 ; affaires résolues, 16.654 ; auteurs des infractions, 9.236, dont 5.126 mineurs ;
— 1960 : total des infractions, 38.700 ; affaires résolues, 15.624 ; auteurs des infractions, 9.178, dont 3.834 mineurs.

On constate, d'après ce tableau, une forte diminution de la délinquance juvénile en 1960 par rapport à l'année précédente. Un autre fait à signaler est que la délinquance des mineurs âgés de 15 à 17 ans est négligeable, tandis que la délinquance adolescente qui se situe entre 18 et 20 ans est assez importante.

Suisse

Les statistiques criminelles suisses (*Statistique de la criminalité en Suisse*, Berne, 1960) s'étendent à toutes les condamnations prononcées par les tribunaux du pays pour crime, délit ou contravention. Dans un premier tableau sont donnés les chiffres de l'évolution de la délinquance depuis 1950. Nous reproduisons ici les données statistiques des trois dernières années :

— 1958 : total des délinquants, 21.061, dont 2.255 mineurs ;
— 1959 : — — 21.547, dont 2.051 mineurs.

Pour l'année 1960 nous avons utilisé les renseignements fournis par les *Statistiques criminelles internationales* de l'*Interpol*. D'après ce rapport la situation de la criminalité pour cette période se présente comme suit :

— 1960 : total des délinquants, 22.003, dont 2.051 mineurs. Il en ressort que la participation des mineurs à la délinquance générale est restée stationnaire pendant cette période.

***

A la lecture des pages qui précèdent, on se rend compte à quel point il est difficile de porter un jugement valable sur l'évolution de la criminalité juvénile dans les pays dont on vient d'examiner les statistiques criminelles. Les chiffres fournis par les rapports nationaux pour une période donnée ne peuvent être appréciés qu'en fonction de la législation pénale de chaque pays. Certes, en comparant les données statistiques d'une année par rapport à l'année précédente, nous avons constaté un accroissement de la délinquance juvénile dans presque tous les pays considérés. Il est cependant difficile de dire dans quelle proportion cette évolution est réelle en raison du manque des renseignements précis sur l'accroissement démographique et sur les particularités de la législation pénale de chaque pays. D'autre part, on ne connaît pas toutes les causes de la délinquance des mineurs ni les moyens de prévention employés par chaque pays pour la combattre. Ce sont autant de lacunes dans les statistiques qui imposent la plus grande réserve en ce qui concerne l'exactitude des données sur l'évolution de la délinquance juvénile.

L'examen des statistiques fait ressortir que la participation des jeunes à la délinquance générale n'est pas uniforme. Très importante par exemple

dans les pays anglo-saxons, elle est très basse dans certains pays nordiques. Toutefois les données statistiques ne permettent pas de préciser les causes de cette différence en pourcentage entre des pays fort semblables du point de vue culturel. De sorte que sur le plan comparatif, toute tentative de généralisation et d'appréciation des chiffres pour en tirer des conclusions valables se heurte à de grandes difficultés. Toutes ces difficultés ont d'ailleurs été déjà exposées de la manière la plus claire et la plus précise par M. le Conseiller Marc Ancel dans un article écrit en 1952 : « Observations d'ordre comparatif sur les statistiques criminelles »[1].

***

Il nous paraît intéressant de compléter cette étude par l'examen de la criminalité des jeunes dans les pays en voie de développement, afin de voir si le problème se pose dans les mêmes termes que dans les pays occidentaux ou si, au contraire, on relève des différences importantes.

Nous avons choisi quelques-uns des pays d'Afrique et d'Asie pour observer l'évolution de la criminalité des jeunes en nous basant sur les données des rapports nationaux. Ces chiffres étant reproduits pour tous les pays jeunes dans les tableaux des *Statistiques criminelles internationales* de l'*Interpol*, nous avons pensé qu'il n'était pas nécessaire de citer la source des renseignements concernant chaque pays. Signalons encore que les statistiques utilisées ne permettent pas de calculer l'indice ou le volume de la délinquance juvénile. Il en est autrement pour la criminalité générale. En ce qui concerne la participation des jeunes délinquants pour chaque catégorie d'infraction, elle représente la proportion des délinquants mineurs par mille délinquants. En outre la classification des délinquants mineurs est faite suivant le sexe et non pas par âge.

Birmanie

L'examen des tableaux se traduit en chiffres comme suit :

— 1959 : total des délinquants, 232.708, dont 1.166 mineurs ;
— 1960 : — — 222.252, dont 1.681 mineurs.

Il ressort des chiffres que la tendance générale de la participation des jeunes à la criminalité générale est extrêmement basse. Il faut signaler cependant que le manque de renseignements précis sur l'âge des délinquants compris dans la rubrique « mineurs » commande la réserve sur la portée numérique des délinquants mineurs.

Ceylan

Les chiffres statistiques de Ceylan font ressortir une participation faible des délinquants mineurs à la criminalité générale pendant la période 1959-1960. Ces chiffres sont :

1. *In Revue internationale de politique criminelle*, 1952.

— 1959 : auteurs d'infractions, 47.676, dont 1.157 mineurs ;
— 1960 : — — 51.251, dont 1.144 mineurs.

Malgré l'augmentation du total des infractions en 1960 par rapport à l'année précédente, la délinquance juvénile est en légère baisse.

Colombie

Dans ce pays en voie de développement, on constate également une baisse mais elle est beaucoup plus accentuée. En effet le coefficient de la délinquance juvénile est plus élevé, comme le montre le tableau des statistiques :

— 1959 : total des infractions, 81.091 ; auteurs, 52.208, dont 12.678 mineurs
— 1960 : — — 78.628 ; auteurs, 51.720, dont 3.684 mineurs.

Ainsi on constate en Colombie 1960 une nette baisse en de la délinquance juvénile par rapport à 1959.

Ghana

Si l'on se rapporte aux informations fournies par les statistiques du Ghana, la délinquance des jeunes est pour ainsi dire inexistante dans ce pays d'Afrique :

— 1959 : total des délinquants, 13.013, dont 208 mineurs seulement ;
— 1960 : — — 11.889, dont 189 mineurs.

Comme on le voit, la participation des jeunes délinquants à la criminalité générale est minime.

Indonésie

L'examen des chiffres des statistiques indonésiennes confirme notre première impression en ce qui concerne la délinquance juvénile dans les pays en voie de développement. En effet dans ce pays de cent millions d'habitants, la criminalité pour la période 1959-1960 se présente en chiffres ainsi :

— 1959 : total des infractions, 342.777 ; auteurs, 180.195, dont 8.907 mineurs,
— 1960 : — — 323.678 ; auteurs, 152.473, dont 6.258 mineurs.

Il ressort du tableau ci-dessus que la délinquance des jeunes dans ce grand pays ne présente pas un grave problème. Reste à savoir si les données statistiques sont conformes à la réalité. En cas de réponse affirmative, il faudrait admettre que des facteurs d'ordre moral, éthique ou religieux empêchent l'individu de glisser vers la délinquance.

En conséquence il nous a semblé utile de faire une comparaison des données statistiques entre l'Indonésie et un autre pays asiatique mais fortement industrialisé, le Japon.

Japon

Toujours d'après les *Statistiques criminelles internationales* de l'*Interpol* pour la période 1959-1960, l'évolution de la criminalité générale et de la délinquance juvénile se présente ainsi :

— 1959 : total des infractions, 4.016.783 ; auteurs, 3.609.366 ; la participation des mineurs s'élève à 634.366 ;

— 1960 : total des infractions, 4.766.465 ; auteurs, 3.814.298 ; dont 802.654 mineurs.

L'augmentation de la criminalité générale en 1960 par rapport à 1959 se traduit en même temps par un accroissement sensible de la délinquance juvénile. Comme on le voit, l'évolution de la délinquance juvénile dans ce pays asiatique se traduit par une forte participation des jeunes à la criminalité générale, à l'opposé de ce qui se passe dans les pays asiatiques en voie de développement.

***

Nous avons précisé dès le début que notre exposé n'était pas une tentative de comparaisons des données statistiques relatives au problème de la délinquance juvénile, sa portée numérique et son évolution, sur le plan international. Notre tâche était plus modeste : essayer de présenter un exposé aussi clair que possible de la délinquance juvénile dans deux groupes de pays très différents les uns des autres et pendant une période limitée, sur la base des statistiques criminelles nationales.

Que peut-on conclure de cet exposé ? En examinant les statistiques criminelles des pays en voie de développement, notre attention a été attirée par la faible participation, en pourcentage, des jeunes par rapport à la criminalité générale. Pour la même période les données statistiques des pays industrialisés montrent, en général, un accroissement sensible de la délinquance juvénile. Cette impression se dégage d'une façon frappante de l'ensemble des statistiques criminelles. Il faut se garder cependant d'en tirer des conclusions hâtives fondées sur un simple examen des chiffres. Nous avons dit que l'exactitude des données statistiques est souvent fonction de la méthode d'élaboration des statistiques. En raison des systèmes juridiques différents les renseignements varient d'un pays à l'autre.

Dans quelle proportion les pays en voie de développement attachent-ils une importance particulière à la délinquance juvénile et sa détection ? Cherche-t-on toujours à détecter les mineurs délinquants et à les traduire devant les tribunaux ? La technique et l'organisation des services de recherche et de traitement en vue de la protection des mineurs sont-elles les mêmes qu'en Occident ?

On a émis la thèse selon laquelle la faible participation des mineurs par rapport à la criminalité générale est due à des facteurs d'ordre moral, familial et religieux, tandis que le progrès technique serait la cause principale de l'activité criminelle élevée des jeunes en Occident. On a parlé également de l'influence de l'urbanisation sur la délinquance juvénile. Or si certaines

infractions sont plus fréquentes en ville, d'autres sont plus fréquentes dans les campagnes[1].

Dans l'état actuel des statistiques criminelles nous pensons que toute conclusion sur l'évolution de la délinquance juvénile dans les pays en voie de développement serait hasardeuse. D'ailleurs les statistiques criminelles nationales se prêtent mal à tout travail scientifique de comparaison valable même entre des pays proches de culture et de progrès. Elles comprennent des rubriques qui diffèrent bien entendu, d'un pays à l'autre, ce qui rend extrêmement difficile la comparaison entre les différentes catégories d'infractions sur le plan international. Pour s'en convaincre il suffit d'examiner le rapport de la Commission internationale de Police criminelle, publié en 1954, sous le titre, *Statistiques de délinquance juvénile*. Tout en admettant que le rapport présente un grand progrès pour l'élaboration des statistiques criminelles sur le plan universel, il n'en est pas moins vrai que son utilisation pour un travail de comparaison présente les mêmes difficultés que les statistiques nationales.

Il résulte de ce qui vient d'être dit que l'interprétation et l'utilisation des statistiques criminelles sur le plan comparatif posent de graves problèmes. Certes il existera toujours des difficultés en matière de comparaison sur le plan universel. On pourrait cependant en supprimer un grand nombre par des études comparatives méthodiques des problèmes les plus graves dans le but de trouver des solutions acceptables pour tous les pays qui s'inspirent des principes du droit pénal moderne.

1. V. D. Szabo, *Crimes et villes*, Paris, édit. Cujas, 1960.

CHRONIQUES

A. Chronique de jurisprudence

I. DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

par Alfred LÉGAL

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Montpellier, Doyen honoraire.

1. *La compétence internationale en cas de délit commis partiellement à l'étranger.*

Deux individus, de nationalité belge, s'étaient emparés à Bruxelles d'une automobile. Ils avaient dans cette voiture franchi la frontière franco-belge. Après avoir parcouru ainsi plusieurs centaines de kilomètres en France, ils étaient arrêtés par la gendarmerie dans la région d'Auxerre et déférés au tribunal de cette ville sous la prévention de vol d'automobile. Ils soulevèrent alors un moyen d'incompétence fondé sur ce fait que l'acte qui leur était reproché ayant été commis à l'étranger par des étrangers échappait à la connaissance des juridictions françaises. Le tribunal, par décision du 9 avril 1963 (*J.C.P.*, 1963.II.13367, observ. Legeais) rejette cette prétention et, passant à l'examen du fond, les reconnaît coupables de vol.

Son jugement s'appuie sur la disposition de l'article 693 du Code de procédure pénale qui répute commise en territoire français toute infraction dont un acte caractérisant un des éléments constitutifs a été accompli en France (v. sur ce principe, cette *Revue*, Chroniques, 1962, p. 515 et 746 ; 1961, p. 340). Tel était, avaient estimé les magistrats, le cas en l'espèce, du moment, affirment-ils dans leur sentence, que l'usage frauduleux d'un véhicule qui constitue l'élément essentiel du vol d'automobile s'était poursuivi aussi bien en France qu'en Belgique. De la sorte se trouvait justifiée la double compétence des tribunaux et de la loi de notre pays. Le raisonnement ne nous paraît pas convaincant. La conclusion à laquelle il aboutit est sans doute rigoureusement logique mais à notre avis, elle repose sur une analyse inexacte du délit envisagé.

Elle suppose admis que le vol, dans les conditions où il avait été réalisé, revêtait le caractère d'un délit continu. Il n'est pas douteux qu'en effet l'état de criminalité durable qui caractérise une infraction de ce genre conduit à reconnaître qu'elle doit être considérée comme commise non seulement sur le territoire où elle a pris naissance, mais encore partout où l'activité répréhensible a pu successivement s'exercer. Point n'est besoin même pour cela de recourir à la fiction de l'article 693, car, en pareil cas, tous les éléments du délit, qui se renouvelle sans cesse, se trouvent intégralement

réunis dans chacun des lieux où il a été constaté. C'est ce qui a été décidé dans le domaine de la compétence interne pour le recel, qui consiste d'après la jurisprudence non pas uniquement à avoir reçu, mais aussi à avoir détenu une chose de provenance délictueuse (Cass. crim., 31 août 1922, S., 1923.I.237) et c'est ce qui a été admis également en matière de compétence internationale pour l'affiliation à une association illicite (C. Dijon, 29 août 1877, S., 1877.II.240).

Il en va différemment pour les délits instantanés dont la criminalité apparaît et s'épuise du seul fait que le résultat illicite est atteint. L'infraction est dès lors consommée : peu importe que ses conséquences matérielles aient pu persister plus ou moins longtemps, ou que l'agent ait continué à jouir des avantages qu'elle lui avait procurés (Cass. crim., 5 avril 1848, S., 1848.I.670). Ce ne sont là désormais que des suites et non plus des éléments du délit : à ce titre, elles ne sauraient être attributives de compétence *ratione loci* et, à supposer qu'elles se soient produites en territoire français, une telle circonstance à elle seule ne permettrait pas d'invoquer les dispositions de l'article 693.

Or, dans notre droit, le vol est considéré par une doctrine et une jurisprudence unanimes comme le type même du délit instantané. Il est consommé par la prise de possession, sans égard à la détention ultérieure, de la chose. C'est ce qu'affirme, par exemple, la Cour de cassation (14 déc. 1839, S., 1840.I.550) pour décider que la loi dans l'article 396, al. 2, du Code pénal, ne saurait être interprétée comme ayant pu faire dépendre la qualification de vol avec effraction d'une circonstance telle que l'ouverture d'un meuble qui serait postérieure à son appréhension.

Toutefois, si le principe est hors de toute discussion, certains auteurs ont fait observer qu'exceptionnellement un vol peut, dans certaines conditions, prendre le caractère d'un délit continu. Tel serait le cas d'une soustraction d'eau réalisée au moyen d'un branchement frauduleux sur la conduite d'amenée au compteur (et il en serait de même pour un vol de gaz ou d'électricité commis dans des circonstances analogues). Mais si on peut parler en pareille hypothèse de continuité, c'est uniquement en ce sens que la prise de possession est alors progressive, qu'elle se renouvelle et se perpétue tant que dure la consommation illicite. Le caractère ainsi attribué au vol tient uniquement à son mode d'exécution. Mais une fois le prélèvement achevé, personne n'a jamais mis en doute que la détention ou l'utilisation de la quantité soustraite n'entrent plus en considération.

De toute façon la continuité ainsi comprise ne saurait s'appliquer au cas où il s'agit de la soustraction d'un objet mobilier tel qu'un véhicule automobile dont l'appréhension et le déplacement se réalisent par un acte simple accompli dans un seul trait de temps.

Pas davantage, et pour des raisons analogues ne peut-on assimiler le vol commis en l'espèce, pour lui appliquer les dispositions de l'article 693, à un délit complexe dont l'exécution comporte, d'après sa définition légale, des opérations distinctes et successives, susceptibles de se réaliser dans des pays différents, comme c'est le cas pour l'escroquerie, délit instantané sans doute, consommé uniquement et de façon définitive par la remise de la chose, mais dont le résultat ainsi incriminé doit avoir été provoqué par des manœuvres antérieures.

Faudrait-il donc admettre, comme l'avait fait le Tribunal d'Auxerre, que, dans la conception du vol d'automobile récemment consacrée par la Cour suprême, l'utilisation du véhicule consécutive à son appréhension devrait être désormais considérée comme partie intégrante du délit ?

Rien à notre avis, dans les décisions de la Chambre criminelle, n'autorise à penser qu'elle ait entendu abandonner l'idée que le vol est consommé par l'appréhension à elle seule. En réalité, c'est une tout autre question que la Cour de cassation est venue trancher : la seule sur laquelle avait porté la discussion. Il s'agissait de savoir si pour tomber sous le coup de l'article 379 du Code pénal, le malfaiteur qui s'est emparé de la voiture d'autrui ne doit pas être convaincu d'avoir eu l'intention d'usurper la possession proprement dite, en prétendant s'approprier définitivement le véhicule de sorte que dans le cas contraire où il n'aurait voulu se comporter qu'en simple détenteur précaire par un emprunt forcé, mais suivi de restitution, il échapperait à la répression.

La solution adoptée par la Chambre criminelle consiste à décider que lorsqu'un individu se saisit d'une automobile et la met en circulation contre le gré et à l'insu du propriétaire, il se conduit en propriétaire temporaire, même s'il n'avait d'autre intention que d'utiliser la voiture pour une simple promenade, et qu'il commet dès lors une soustraction frauduleuse caractéristique du vol (Cass. crim., 19 févr. 1959, S., 1959.

21, n. M.R.M.P. ; *J.C.P.*, 1959.II.11178, n. Chambon ; 3 mars 1959, *J.C.P.*, *ibid.* ; 28 oct. 1959, D., 1960.314, n. Chavanne).

Nous n'avons pas à apprécier ici la valeur d'une telle analyse. Il nous suffit de constater que si elle paraît bien rompre avec la notion traditionnelle de la soustraction frauduleuse, elle n'a nullement pour résultat de modifier le caractère instantané du délit qui conduit à décider que l'intention coupable, quelle qu'en soit la définition, doit s'apprécier au moment de cette soustraction (v. en ce sens la note M. R. M. P., *précitée*, S., 1959.21). Ce qu'entend affirmer la Cour de cassation, c'est que de ce point de vue la volonté de restitution ultérieure, serait-elle suivie d'effet, n'a pas à être prise en considération, et non pas du tout que l'utilisation effective serait de nature à transformer en pareil cas le vol en délit continu.

Au reste, pour réfuter la thèse adoptée par le Tribunal d'Auxerre, point n'est besoin de se référer à la jurisprudence concernant l'usage frauduleux d'automobile. La question, dans les circonstances de l'espèce, ne se posait pas sur ce terrain. Les prévenus, loin d'avoir ramené le véhicule à son point de départ ou de l'avoir abandonné sur la voie publique, avaient poursuivi leur route jusqu'au moment où ils avaient été interrompus dans leur course par la gendarmerie. Ils s'étaient rendus coupables manifestement d'une usurpation de possession *animo domini*, entendue au sens classique du terme, et, plaidant simplement l'incompétence, il ne semble pas qu'ils aient tenté en fait de le nier. C'était là une raison de plus de leur appliquer sans hésitation les principes concernant la nature instantanée du vol.

On comprend que pratiquement le tribunal ait répugné à se dessaisir en présence d'une détention dont l'origine répréhensible ne faisait à ses yeux aucun doute. On ne saurait méconnaître cependant les inconvénients que comporte une interprétation extensive de la présomption introduite par l'article 693, dont le principe même dans sa généralité n'est pas sans appeler de sérieuses réserves. Cette disposition est de nature en effet à multiplier les conflits de compétence internationale et en outre à susciter pour nos juridictions des difficultés de preuve considérables : tout spécialement dans le cas qui nous occupe, où elles seraient exposées, étant donné la rapidité des déplacements en automobile, à se prononcer sur des circonstances, telles que le caractère illicite d'une prise de possession réalisée dans des contrées plus ou moins lointaines. Bref tout commande de maintenir l'application du texte en question strictement dans le cadre des conditions qu'il prévoit.

2. *La rétroactivité* in mitius *et la fermeture d'établissement.*

Un arrêt de la Cour de Poitiers du 9 novembre 1961 avait condamné, par application de l'article 335 du Code pénal, une tenancière d'hôtel pour tolérance à la prostitution dans un lieu public et avait prescrit à titre complémentaire, en vertu du même texte, tel qu'il était rédigé à la date des faits, la fermeture définitive de l'établissement. Mais par la suite était intervenue en la matière l'ordonnance du 25 novembre 1960 qui, dans l'article 335-I, ne prévoit plus qu'une fermeture temporaire de deux à cinq ans.

Sur pourvoi de l'intéressée, la Cour de cassation (29 janv. 1963, *J.C.P.*, 1963.II. 13215, observ. Le Gall), après avoir rappelé le principe que toute modification législative intervenue en cours de poursuite doit dans la mesure où elle est moins rigoureuse bénéficier au prévenu, constate que la Cour d'appel avait méconnu ses pouvoirs en ordonnant une fermeture à titre définitif. Elle s'était déjà prononcée en termes identiques dans le même sens par ses arrêts du 20 juillet 1961 (*Bull. crim.*, n. 347) et du 4 mai 1962 (*Bull. crim.*, n. 181).

A première vue une telle solution ne paraît appeler aucune observation particulière Il est de règle en effet qu'en présence de deux lois successives portant une peine de même nature avec une simple différence de taux, c'est à la durée que chacun des textes assigne à cette peine qu'il convient de se référer pour apprécier leur sévérité respective. Or, s'il est un cas où l'application de ce critère ne saurait prêter à difficulté, c'est bien celui d'une réforme qui vient conférer à une peine jusque-là perpétuelle un caractère temporaire. Elle doit nécessairement être regardée comme plus indulgente et par conséquent régir tous les faits antérieurs qui n'auraient pas encore été l'objet d'un jugement définitif.

Seulement (ainsi que le relève M. Le Gall dans ses observations) si, en l'espèce, on se reporte aux textes, on constate que telle n'était pas la seule innovation réalisée par

l'ordonnance. En même temps qu'elle réduisait la durée de la fermeture, elle décidait que cette mesure, auparavant facultative, devenait désormais obligatoire pour le juge. Or, il est évident cette fois qu'une telle modification, considérée en elle-même, constitue une aggravation de rigueur et que dès lors, intervenant isolément en l'absence de tout changement dans la nature ou la durée de la peine, elle s'appliquera sans rétroactivité, tandis qu'inversement une réforme en sens contraire comportera une entrée en vigueur immédiate, comme l'a décidé la Cour de cassation (Cass. crim., 14 janv. 1876, S., 1876. I.433, n. Villey) pour un texte rendant facultative, en matière de loterie illicite, l'interdiction du droit de vote ou d'éligibilité qui était jusque-là encourue de plein droit et comme elle l'a reconnu également pour la loi de 1955 supprimant le caractère obligatoire de la relégation (Cass. crim., 26 avril 1955, *Bull. crim.*, n. 205).

L'ordonnance de 1960 présentait donc un caractère mixte : moins rigoureuse quant à la durée de la fermeture, elle se montrait plus sévère quant à son mode d'infliction. Or, la Cour de cassation, dans son arrêt, fait totale abstraction de ce second aspect de la réforme.

On pourrait être tenté de fournir de son attitude une explication très simple, mais qui à notre avis doit être éliminée d'emblée. La solution adoptée par la Chambre criminelle répondrait à la nature propre de la sanction envisagée qui s'analyserait comme une mesure de sûreté. Tel est, on le sait, le caractère qui lui a été reconnu dans certains cas : notamment quant à l'application des circonstances atténuantes (v. cette *Revue*, 1962, Chronique, p. 513). Or, la plupart des auteurs affirment en thèse générale que les textes édictant des mesures de sûreté doivent invariablement recevoir une application immédiate, sans qu'il y ait à rechercher si ces dispositions nouvelles aggravent ou non le sort du prévenu et il existe une tendance en ce sens de la jurisprudence. Seulement il ne saurait en être ainsi que tout autant que le législateur n'a pas manifesté clairement sa volonté de traiter la sanction envisagée comme une peine. Dans le cas contraire l'interprète ne peut que s'incliner : c'est ce qu'a décidé la Cour de cassation pour la suspension du permis de conduire (20 juill. 1960, *Bull. crim.*, n. 385, cette *Revue*, 1961, p. 339). Et dans l'espèce actuelle elle a attribué la même signification aux dispositions concernant la fermeture, puisqu'elle la qualifie expressément de peine complémentaire et qu'elle se fonde pour accueillir le pourvoi sur le principe de la rétroactivité *in mitius*.

Il y a donc lieu de penser que la Chambre criminelle a eu recours pour régler le conflit à la méthode qu'elle adopte dans les cas où la loi nouvelle comporte des dispositions en sens opposé, si étroitement liées entre elles qu'on ne saurait prétendre les scinder pour les faire rétroagir ou non suivant leur caractère propre, sans rompre l'économie générale du texte. Cette méthode consiste à considérer la réforme dans son ensemble pour dégager son caractère prépondérant et lui appliquer intégralement la solution qui répondra à cette analyse (Cass. crim., 10 mai 1961, *Bull. crim.*, n. 248, cette *Revue*, 1962, p. 92).

Effectivement la double modification introduite par l'ordonnance se présentait comme indivisible. Tout en estimant que la fermeture était un moyen complémentaire de lutte contre le proxénétisme trop indispensable pour pouvoir être abandonné à l'appréciation des magistrats, ses auteurs ont cru devoir en contrepartie atténuer sa durée pour pallier ses incidences fâcheuses sur l'intérêt de tiers innocents ; en même temps ils ont voulu permettre aux tribunaux de se mouvoir entre un maximum et un minimum qui leur laisse la possibilité de doser le châtiment en fonction de la culpabilité personnelle du prévenu.

Quant à la question de savoir quel était le texte qui devait être réputé le plus sévère, la Chambre criminelle paraît s'être inspirée du principe couramment suivi par la jurisprudence dans le cas d'indivisibilité le plus simple et le plus caractérisé : celui où la loi nouvelle, modifiant à la fois les deux limites extrêmes de la peine, abaisse le maximum et relève le minimum ou tout au contraire élève le maximum pour fixer à un taux plus bas le minimum. Dans l'un comme dans l'autre cas, la solution qu'adopte la pratique judiciaire est de prendre exclusivement en considération le maximum. C'est ainsi que s'il est abaissé peu importe que le minimum ait été relevé : la loi nouvelle sera considérée comme plus indulgente. La raison généralement avancée pour justifier cette règle par les auteurs et qu'on trouve formulée par certaines décisions judiciaires (C. Poitiers, 14 nov. 1941, *Rec. Gaz. Pal.*, 1942.1.33), c'est que le coupable au moment où il agit ne peut jamais prétendre compter sur une bienveillance particulière des magistrats, alors

que le maximum est une limite infranchissable et la perspective pour le coupable qu'il ne se verra pas frappé d'une peine supérieure à celle en vigueur au jour de l'infraction constitue un droit acquis dont le respect s'impose en cas de changement de législation. C'est en vertu de considérations du même ordre que si une loi abaisse le maximum de la peine tout en supprimant le bénéfice éventuel des circonstances atténuantes, elle sera considérée comme plus favorable (Cass. crim., 1er juin 1888, *Bull. crim.*, n. 188 ; v. cette *Revue*, 1962, Chronique, p. 93). Il en sera de même d'une loi qui dans des conditions analogues viendrait supprimer la faculté pour les magistrats de recourir au sursis.

Mais une fois admise cette manière de voir, il paraît logique de la faire prévaloir également dans le cas de substitution d'une peine complémentaire obligatoire, mais temporaire, à une peine de même nature qui tout en étant perpétuelle n'avait qu'un caractère facultatif. Ne peut-on dire, en effet, que pas plus qu'à la réduction de châtiment résultant des circonstances atténuantes ou à la suspension d'exécution attachée au sursis, le délinquant n'avait un droit acquis à une dispense totale relevant de l'appréciation souveraine du juge du fait qui n'était au surplus même pas tenu de motiver sa décision à ce sujet (v. Cass. crim., 16 juill. 1956, *Bull. crim.*, n. 536) ? Cette éventualité ne pouvait l'emporter sur la certitude offerte au prévenu par la loi nouvelle que sa peine n'excéderait pas cinq ans. C'est pourquoi le texte en question devait lui être intégralement appliqué.

Si tel a bien été en l'espèce le raisonnement de la Chambre criminelle, on comprend qu'elle n'ait fait aucune allusion dans son arrêt au caractère obligatoire désormais de la fermeture, puisque les dispositions impératives édictées en ce sens par l'ordonnance s'étaient trouvées pratiquement respectées : la peine était donc justifiée dans son principe. Et peu importait que le juge ait cru à tort qu'il dépendait de ses pouvoirs de prescrire ou non cette sanction complémentaire : une telle erreur n'était pas de nature à faire grief aux intérêts légitimes du prévenu, comme tel aurait été le cas au contraire si la Cour s'était, en présence d'une réforme inverse, estimée tenue d'infliger une peine devenue facultative. La seule violation effective des dispositions nouvelles qui pût en définitive lui être reprochée, c'était d'avoir méconnu les limites du maximum encouru.

Ce n'est pas à dire que la conception qui consiste à faire du maximum de la peine l'unique critère de sa sévérité soit à l'abri de la critique. Tout d'abord, si on part de l'idée que le délinquant doit avoir été avant d'agir averti par la loi des risques auxquels l'exposait sa conduite, on n'aperçoit pas pourquoi le maximum alors en vigueur, à le supposer plus bas, constituerait à son profit un droit acquis, alors que le minimum ne lui serait pas garanti. D'autre part, en présence de dispositions nouvelles complexes, telles que celles qui étaient intervenues en l'occurrence, comment instituer sans arbitraire une comparaison entre des facteurs aussi hétérogènes que le caractère facultatif ou obligatoire d'une sanction et sa durée plus ou moins longue ?

Pour résoudre le problème du conflit entre deux lois successives il faut, semble-t-il, l'aborder sous un angle tout différent. La théorie classique considère qu'en la matière le principe que pose l'article 4, c'est la non-rétroactivité de la loi nouvelle ; quant à la rétroactivité de la loi moins sévère, ce serait simplement une exception à ce principe, commandée par des considérations d'humanité et d'équité. Contrairement à l'opinion courante une autre conception, qui nous paraît préférable, consiste à reconnaître que toute réforme législative doit, en principe, par suite de son effet immédiat, lui-même inhérent au caractère de généralité de toute loi, saisir sans distinction les situations juridiques en cours de formation pour en régler seule les effets à venir. Tel est le cas en matière pénale. Quant à la non-rétroactivité de la loi plus sévère, qui suppose une survivance de la loi ancienne prolongeant son application sous l'empire de la loi nouvelle, c'est une exception aux principes qui logiquement gouvernent la succession de deux lois dans le temps et elle s'explique par une règle propre au droit pénal, la légalité des incriminations et des peines qui interdit de prononcer une peine non prévue au jour de l'infraction.

Mais s'il en est ainsi, la circonstance qui commande une telle dérogation doit être positivement établie. En cas de doute, lorsqu'il n'est pas démontré que cette garantie des droits de l'individu soit en cause, il faut revenir à l'application de la loi nouvelle. Cette manière de voir aboutit pratiquement à la solution consacrée par l'arrêt actuel et il est à penser que si elle était plus répandue elle aurait pour résultat d'éliminer des controverses sans issue dont s'embarrassent les interprètes.

3. *La complicité par assistance et les actes postérieurs à l'infraction.*

La Cour d'appel d'Aix avait retenu un individu comme complice par aide ou assistance de deux femmes qui pratiquaient le vol au rendez-moi. Elle relevait à sa charge que son rôle consistait à attendre les coupables dans une voiture lors de leurs expéditions en vue d'assurer éventuellement leur fuite et qu'il touchait chaque fois pour cela certaines sommes.

A l'appui de son pourvoi l'intéressé soutenait que les faits ainsi énoncés ne présentaient pas les caractères d'une participation punissable. Par arrêt du 30 avril 1963 (*Bull. crim.*, n° 157) la Cour de cassation rejette ce moyen.

Pourtant il pouvait, à première vue, paraître fondé sur des solutions fermement acquises en jurisprudence. En effet, le concours matériel apporté par le prévenu aux auteurs principaux s'était produit après la consommation du vol et quant à son attitude antérieure, il lui était reproché uniquement d'avoir attendu les coupables sans se mêler en rien à leurs agissements. Or c'est une double règle, bien des fois proclamée par la Cour suprême, que la complicité ne peut aux yeux de la loi se trouver réalisée ni par des actes postérieurs au délit, ni par une simple abstention (v., en particulier, Cass. crim., 15 janv. 1948, S., 1949.I.81, n. A. Légal).

En conséquence, elle censure les sentences de condamnation qui reposeraient exclusivement sur des faits présentant soit l'un, soit l'autre de ces deux caractères.

C'est pourquoi en vue d'assurer le respect du premier principe, ses décisions, après avoir rappelé qu'aux termes de l'article 61 du Code pénal la complicité par aide ou assistance ne peut être qu'antérieure ou concomitante, cassent les verdicts affirmatifs rendus par la cour d'assises ou le tribunal militaire en réponse à une question de culpabilité où ne seraient pas reproduites ces exigences légales (Cass. crim., 27 nov. 1952, *Bull. crim.*, n° 283). Mais la Chambre criminelle a reconnu également dépourvues de base légale les décisions de juges du fond qui, de façon explicite cette fois, se seraient bornées à relever une intervention du prévenu postérieure au délit principal : le fait notamment d'un concours matériel apporté au coupable pour lui assurer le produit de l'infraction en chargeant, par exemple, sur un véhicule des objets dérobés (Cass. crim., 31 déc. 1920, S., 1922.I.45) ou en aidant un charretier, auteur d'une soustraction de bois, à gravir une pente rapide (Cass. crim., 19 nov. 1880, D., 1884.I.141). La Cour de cassation s'est refusée encore à voir une forme de complicité dans le fait d'héberger des individus après leur crime et de leur fournir une balance pour faciliter le partage de leur gain (Cass. crim., 23 juill. 1927, S., 1929.I.73). Elle n'a pas considéré non plus comme une activité répréhensible à ce titre les efforts accomplis par un tiers pour procurer l'impunité au coupable en faisant disparaître le corps du délit (v., en matière d'avortement, Cass. crim., 6 août 1945, *Rec. Gaz. Pal.*, 1945.II.143, cette *Revue*, 1946, chronique Magnol, p. 58) ou encore la remise d'une somme en récompense d'une opération frauduleuse déjà consommée (14 mars 1896, *Bull. crim.*, n° 100).

La jurisprudence de la Cour suprême a, d'autre part, dans de nombreux arrêts, appliqué le principe qu'une attitude purement passive au moment du crime ne saurait à elle seule, caractériser la complicité par assistance. Tel était le cas, a-t-elle décidé, pour le fait d'un propriétaire qui avait laissé des locataires se livrer à des abattages clandestins dans son immeuble, alors que la preuve n'était pas rapportée qu'il le leur aurait initialement loué en connaissance de cause à cet effet (Cass. crim., 5 nov. 1943, S., 1944.I.44). Le fait lui même d'un individu qui, voyant s'accomplir un crime sous ses yeux, n'esquisse aucun geste pour l'empêcher ne constitue pas, déclare-t-elle, une aide au sens de l'article 61 du Code pénal (v. notamment, en matière de vol, Cass. crim., 23 nov. 1905, *Bull. crim.*, n. 514).

La Cour de cassation n'adopte pas une solution différente pour le cas où la présence passive du témoin au moment du crime aurait été suivie de sa part, une fois l'infraction accomplie, d'une intervention active, en dépit de la corrélation plus ou moins manifeste entre ces deux attitudes successives. Elle a dénié la qualité de complices à des individus qui, après s'être trouvés en armes sur les lieux pendant l'exécution du crime, avaient opposé une résistance par la violence à la police qui tentait d'arrêter les malfaiteurs en fuite (Cass. crim., 26 sept. 1912, *Bull. crim.*, n. 489). Mais il convient surtout de rapprocher de l'espèce actuelle l'arrêt du 15 janvier 1948 (S., 1949.I.81, *précité*) : les auteurs d'un vol avaient été surpris par un tiers alors qu'ils s'emparaient d'un sac contenant des objets de valeur caché dans un bois. Ils avaient accepté de

partager avec lui le produit du larcin moyennant sa promesse d'égarer les soupçons de la victime sur des inconnus. La Chambre criminelle casse la décision qui avait condamné ce dernier comme complice. Elle affirme que de ces constatations des juges du fond il résultait seulement que le prévenu avait facilité le vol par simple inaction et non par des actes positifs antérieurs ou concomitants. La Cour de cassation avait donc considéré que l'arrêt attaqué, tout en relevant à la charge de l'intéressé sa présence sur les lieux, n'avait pas précisé qu'il eût en quoi que ce soit coopéré à l'enlèvement des objets et que dès lors peu importait son intervention active qui ne s'était produite qu'après la consommation du délit. Elle faisait donc totale abstraction du fait que cette intervention avait été déterminée par une entente antérieure avec les auteurs du vol. Or c'est précisément au contraire sur l'existence d'un tel accord antérieur que se fonde le présent arrêt pour reconnaître que les éléments légaux de la complicité se trouvaient réunis au temps de l'infraction puisque, déclare-t-il, c'est en exécution de cet accord que le prévenu avait accompagné les exécutants principaux pour assurer leur fuite contre rétribution.

La solution ainsi consacrée cette fois par la Cour de cassation apparaît pleinement justifiée. Il est à noter tout d'abord que l'attitude du comparse antérieure à l'exécution des vols n'avait pas été purement passive : elle s'était traduite bien au contraire par un échange d'engagements et le fait de s'être porté sur les lieux où le vol devait se commettre. Sans doute le prévenu n'avait-il pris aucune part matérielle aux manœuvres qu'impliquait le vol au rendez-moi. Il n'en restait pas moins que ses comportements avaient favorisé de façon effective leur réalisation, ils avaient exercé une action psychologique sur leurs auteurs en les encourageant dans leur entreprise par la perspective de pouvoir mettre leur butin en sûreté tout en échappant à une arrestation s'ils étaient démasqués. Cette intervention avait eu le même résultat qu'une assistance matérielle. Elle devait à ce titre lui être assimilée.

Aussi bien la loi elle-même fait-elle état de cette idée de pression morale de nature à inciter un individu à commettre un délit, lorsqu'elle range la provocation parmi les cas de complicité antérieure et prévoit spécialement comme une des manifestations extérieures qui achèvent de la caractériser, à côté des dons, les promesses, du moment qu'elles ont été antérieures au délit : peu importe alors qu'elles se soient réalisées seulement après que le résultat délictueux a été atteint. Quant à l'aide ou l'assistance, les termes employés par la loi sont assez larges pour englober une particiption de cette sorte. La jurisprudence tend aujourd'hui, on le sait, à reconnaître que, si l'abstention de la part du témoin d'un crime échappe à toute répression en tant que complicité dans le cas où l'individu s'est borné à un rôle de pur spectateur dont la présence plus ou moins fortuite n'a pu en rien modifier le cours des événements qui se déroulaient devant lui, il en va différemment lorsque cette présence a eu pour but et, en tout cas, sciemment pour résultat d'accroître l'audace et les chances de succès des malfaiteurs. Très significatif à cet égard est l'arrêt bien connu du 5 novembre 1941 (S., 1942.I.89, n. Bouzat) où la Chambre criminelle a considéré comme une complicité punissable le fait par un jeune homme d'avoir accompagné sa maîtresse jusqu'à la porte d'une avorteuse, encore qu'il n'ait agi ainsi qu'à son corps défendant.

A plus forte raison, une telle solution s'imposait-elle dans l'espèce où l'assistance fournie était l'effet non d'une promesse unilatérale, mais d'un pacte réciproque dont l'exécution de la part du prévenu se trouvait garantie par l'appât du profit qu'il en retirerait.. La limite que comporte dans des cas semblables le principe qu'il n'existe pas de complicité postérieure à l'infraction n'a pas échappé à la doctrine, (v. J.A. Roux, *Droit pénal*, 2e éd., par. 103 ; v. également cette *Revue*, 1946, chronique Magnol, p.58). Que la Cour de cassation l'ait clairement admise à son tour, permettra désormais en pratique d'atteindre des actes hautement répréhensibles qui sans cela risqueraient d'être soustraits à toute sanction. En effet, s'il est vrai que les dispositions introduites par l'ordonnance de 1945 dans l'article 61 du Code pénal, incriminent désormais à titre de délit distinct le fait d'avoir aidé un malfaiteur à se soustraire aux recherches de la justice, ou à prendre la fuite, elles ne visent que le cas où cette assistance postérieure a été prêtée à l'auteur d'un crime. Elles n'auraient pu intervenir à propos d'un délit correctionnel tel que le vol.

II. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

1. *Contrefaçon de pièces démonétisées.*

La Chambre criminelle (4 mars 1954, D., 54.242), cassant un arrêt de Rouen, avait eu déjà occasion de juger que la contrefaçon de pièces démonétisées, qui échappe aux peines du faux monnayage, tombe sous le coup de l'article 142, n° 2, du Code pénal punissant d'emprisonnement et d'amende « ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque » (v. sur cet arrêt nos observ. dans cette *Revue*, 1954, p. 540).

Le tribunal correctionnel de la Seine (4 nov. 1961, signalé dans cette *Revue*, 1962, p. 518) et, à sa suite, la Cour de Paris (2 juill. 1962, *ibid.*, 1963, p. 108) avaient, par application de cette jurisprudence, condamné un individu qui, à Saint-Germain-en-Laye, pour tirer profit de la différence entre le cours du lingot et le cours de la pièce, avait, dans un atelier clandestin, fabriqué des milliers de pièces d'or démonétisées.

La Chambre criminelle (18 juill. 1963, *Bull. crim.*, n° 259) devait naturellement approuver un arrêt conforme à ses propres vues. Elle ne l'a cassé que partiellement parce que la Cour avait eu le tort d'ordonner la confiscation et la destruction, non seulement des pièces contrefaites et d'un appareil de frappe dit « mouton », mais encore des outils ou instruments ayant servi à leur fabrication, y compris une presse hydraulique. C'était dépasser en sévérité l'article 149, alinéa 4, qui ne commande confiscation et destruction que du « corps du délit ».

2. *Suppression de correspondance* (1).

Une femme en instance de divorce était entrée en possession d'une lettre adressée à son mari. Elle a été poursuivie pour suppression de correspondance en vertu de l'article 187, alinéa 2, du Code pénal. Si elle avait saisi cette lettre avant son arrivée aux mains du destinataire, il n'y aurait eu aucun doute sur l'existence du délit (v. sur un cas de ce genre nos observ. dans cette *Revue*, 1958, p. 636). La femme n'a pas plus le droit d'intercepter la correspondance de son mari que le mari, aujourd'hui, celle de sa femme. Mais on ne savait pas dans quelles circonstances elle s'était emparée de cette lettre. Si le mari en avait eu déjà connaissance, cette correspondance n'était plus, comme nous avons eu l'occasion de le dire ailleurs (cette *Revue*, 1938, p. 70), qu'une ci-devant correspondance qu'avait cessé de protéger l'article 187 (v. au surplus : Garçon, *C. pén. annoté*, nouv. éd., sous l'art. 187, n° 66). Il ne pouvait s'agir que d'un vol, un vol entre époux, que se refuse à punir l'article 380 du Code pénal.

On comprend que le Tribunal correctionnel de la Seine (25 mai 1963, *Gaz. Pal.*, 9-12 nov. 1963) ait, dans le doute, relaxé la prévenue.

3. *Outrage envers un garde particulier.*

Une femme avait outragé par paroles un garde particulier dans l'exercice de ses fonctions. La sanction, il y a quelques années encore, eût été facile à trouver. L'article 224 du Code pénal, modifié par la loi du 11 juin 1954, frappait de peines correctionnelles d'emprisonnement et d'amende ou de l'une de ces peines seulement l'outrage envers « un agent dépositaire de la force publique ou tout citoyen chargé d'un ministère de service public ». Les gardes particuliers, à supposer qu'on leur refusât la qualité d'agents dépositaires de la force publique, étaient à tout le moins des citoyens chargés d'un ministère de service public aussi énergiquement protégés par l'article 224.

Mais voici que l'ordonnance du 23 décembre 1958 n'a laissé sous la protection des peines correctionnelles de l'article 224 que les officiers ministériels et les commandants ou agents de la force publique : l'outrage envers les citoyens chargés d'un ministère de service public n'a plus aujourd'hui pour sanction que les peines de simple police prévues à l'article R 40, n° 2, du Code pénal. Et alors se pose la question de savoir s'il faut ranger les gardes particuliers parmi les agents de la force publique ou seulement parmi les citoyens chargés d'un ministère de service public.

Avant la loi de 1863, alors que le Code pénal ne protégeait pas les citoyens chargés d'un ministère de service public, la Cour de cassation, à plusieurs reprises (19 juin 1818 et 8 avril 1826, *S., chr.*), avait consenti à faire entrer les gardes particuliers dans la classe des agents dépositaires de la force publique. Et l'article 20 du Code d'instruction criminelle semblait bien par ailleurs mettre sur le même pied gardes champêtres des communes et gardes champêtres des particuliers. Mais voilà qu'au Code d'instruction criminelle de 1808 a succédé le Code de procédure pénale de 1957 et l'on a l'impression que ses auteurs, en reléguant dans l'article 29 les gardes particuliers assermentés, ont voulu, plus nettement que ne l'avait fait le Code de 1808, les séparer des agents de la force publique. Ce n'est donc pas nous qui blâmerons la Cour de Paris (12 nov. 1963, avec la note : D., 1963.721) de les avoir fait descendre, en compagnie des gardes particuliers des grands immeubles (dont nous avons eu à nous occuper dans cette *Revue*, 1962, p. 95), dans la catégorie des citoyens chargés d'un ministère de service public.

La femme condamnée par défaut à une peine correctionnelle pour outrage envers un agent de la force publique a, sur opposition, fait reconnaître qu'elle n'avait commis qu'une contravention : c'était pour elle un succès d'autant plus appréciable que, pour cette contravention, la prescription d'un an avait joué.

4. *Offense à la justice.*

Appelé à statuer sur un différend qui s'était élevé entre la Société des Usines Peugeot et son personnel, un conseil de prud'hommes avait rendu un jugement qu'un article de presse intitulé « Justice de classe » avait qualifié de « parodie de justice » et de « jugement Peugeot ». L'auteur de l'article ajoutait que « les motifs de résiliation du contrat de travail ne tenaient pas debout », que « c'était se moquer de la classe ouvrière », que « comme du temps des despotes et des rois on jugeait et on frappait ceux qui avaient le courage de s'opposer au patron, au régime ». Il a été, en vertu de l'article 226 du Code pénal, poursuivi et, sur les conclusions du procureur Petit, condamné par le tribunal correctionnel de Montbéliard (28 juin 1963, avec les conclusions du procureur, *Gaz. Pal.*, 16-19 nov.) pour avoir « publiquement, par écrit, cherché à jeter le discrédit sur une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice et à son indépendance ».

C'est une décision à rapprocher du jugement de Nice du 12 juillet 1962 confirmé par la Cour d'Aix le 9 novembre suivant (v. sur ce jugement et cet arrêt nos observ. dans cette *Revue*, 1962, p. 752 ; 1963, p. 345). Puisse-t-elle contribuer à bannir des écarts de langage qui portent atteinte à la dignité de la presse autant qu'à celle de la justice.

5. *Dégradation d'édifice public.*

Des inscriptions avaient été tracées au moyen de peinture noire sur un bâtiment public. Auteurs et complices avaient été, par application de l'article 257 du Code pénal, poursuivis pour dégradation de monument public. Mais les prévenus, devant la Cour de Nîmes, avaient apporté la preuve que ces inscriptions pouvaient disparaître sans dégradation par nettoyage avec un chiffon imbibé d'essence. Et la Cour avait substitué à une condamnation pour délit une condamnation pour simple contravention : contravention à l'article R 38, n° 2, du Code pénal qui aujourd'hui punit « ceux qui, sans autorisation de l'administration, auront, par quelque procédé que ce

(1) V. commentaire de la même espèce, *infra*, p. 144, n° 4.

soit, effectué des inscriptions, tracé des signes ou dessins sur un meuble ou immeuble du domaine public ».

Le procureur général de Nîmes s'est pourvu en cassation. La Chambre criminelle (25 juin 1963, D., 63.721) a rejeté son pourvoi.

Il n'y a pas lieu de forcer le sens de l'article 257, comme on l'avait essayé autrefois, alors que l'article R 38, n° 2 fournit aujourd'hui tout à point une incrimination de secours. Tout ce que l'on peut regretter, c'est que les complices, qui sont parfois les plus coupables, sous le couvert de la contravention, échappent à la répression.

6. *Outrage aux bonnes mœurs.*

La Société « Messageries du livre » achète les ouvrages qui lui sont demandés par ses clients résidant à l'étranger et procède à leur groupage et à leur expédition aux auteurs des commandes. Les achats sont facturés à la Société par les grossistes ou diffuseurs et la Société facture ensuite elle-même à ses clients les ouvrages qu'elle leur envoie, en percevant une rémunération sur le montant de la facture.

Parmi les ouvrages ainsi passés par les mains de la Société figuraient malheureusement cent exemplaires de *Frénésies amoureuses* et cent exemplaires de *Coups de fouet*, deux publications de caractère nettement pornographique. Le gérant a été poursuivi par application de l'article 283, alinéa 2, du Code pénal qui punit d'emprisonnement et d'amende quiconque aura « fabriqué ou détenu en vue d'en faire commerce, distribution, location, affichage ou exposition » tous imprimés contraires aux bonnes mœurs. Et la Cour de Paris, en vertu de cette disposition, l'a condamné.

Il s'est pourvu en cassation sous prétexte que son cas relevait, non pas de l'article 283, alinéa 2, visant les fabricants et commerçants, mais de l'article 283, alinéa 3, relatif aux importateurs, exportateurs et transporteurs, et qu'à la différence de l'article 283, alinéa 2, cet article 283, alinéa 3, en employant le mot « sciemment », subordonne expressément la répression à la condition de mauvaise foi, que l'article 283, alinéa 2, a jugée sans doute superflue.

La Chambre criminelle ne s'est pas laissée toucher par cette argumentation. Elle a jugé (25 juin 1963, D., 63.720) que « la Cour d'appel avait décidé à bon droit que le prévenu, qui avait acheté les ouvrages incriminés au nom de la Société et les avait entreposés dans ses locaux avant de les expédier aux clients auxquels il les cédait en prélevant une commission, avait bien détenu ces ouvrages en vue d'en faire commerce, que de tels faits, qui impliquaient l'intention coupable, réunissaient tous les éléments constitutifs de l'infraction prévue par l'alinéa 2 de l'article 283 du Code pénal ».

C'est un arrêt à mettre sous les yeux de ceux qui accusent la France d'inonder le monde de littérature pornographique.

7. *Exercice illégal de la pharmacie.*

Un individu qui n'était pas titulaire du diplôme de pharmacien, avait vendu sous l'appellation « extrait de sève de plantes des Pyrénées », et sous forme de pommade un produit présenté par lui comme un remède aboutissant le plus souvent à la guérison, en tout cas au soulagement des malades souffrant d'hémorroïdes.

Il a été, par application des articles L 511, 512 et 517 du Code de la santé publique, poursuivi pour exercice illégal de la pharmacie. La Cour d'Agen l'a condamné et la Chambre criminelle (8 mai 1963, D., Somm., 63.111 ; *Rec. de dr. pén.*, 1963, p. 327) a rejeté le pourvoi formé contre son arrêt.

8. *Police de la circulation.*

I. — L'article R 8 du Code de la route « interdit de couper les éléments de colonnes militaires, de forces de police et de *cortèges en marche* ».

Est-il applicable à un convoi funèbre motorisé ?

Le tribunal de Saint-Denis (31 mai 1963, *Gaz. Pal.*, 30 nov.-3 déc.) a jugé que non : « attendu, a-t-il dit, que l'article R 8 du Code de la route est une disposition d'ordre pénal et d'interprétation stricte ; que le législateur de 1959, qui l'a reprise dans l'ordonnance de 1954, connaissait parfaitement l'évolution des mœurs et n'ignorait pas l'existence des cortèges motorisés et que, s'il avait voulu inclure ces derniers dans son énumération, il n'aurait pas manqué d'employer l'expression « cortège » sans préciser « en marche » ; qu'il a manifestement entendu viser des piétons défilant et non une suite de véhicules que rien ne distingue des autres usagers de la route, et, dans le cas d'espèce, qui se suivaient à une distance relativement éloignée de quinze mètres et roulaient à une vitesse d'environ 40 à 50 kilomètres à l'heure ».

A cette argumentation on a répondu que les termes « marche » et « marcher » s'appliquent, dans le Code de la route, comme en témoignent en particulier ses articles R 4 et R 23, aussi bien à des voitures qu'à des piétons.

Peut-être faut-il abandonner la solution à l'appréciation des juges. Il n'est pas dit que le tribunal de Saint-Denis n'aurait pas jugé autrement si les voitures avaient été en contact étroit et si elles avaient porté la livrée des pompes funèbres.

II. — Un cyclomotoriste, qui avait eu le tort de ne pas régler sa vitesse en fonction des obstacles prévisibles et de l'éclairage, avait renversé et blessé mortellement un piéton.

L'auteur de l'accident avait fait l'objet d'une prise de sang qui avait révélé une teneur de 2 gr. 32 d'alcool par litre. Mais il était lui-même si grièvement blessé qu'il avait fallu, dans l'état comateux où il se trouvait, renoncer à l'examen clinique médical et à l'examen de comportement prévus par les articles R 17 et 18 du Code des débits de boissons. Pouvait-on dans ces conditions le condamner pour délit de *conduite* en état d'ivresse ou *sous l'empire d'un état alcoolique* par application de l'article L 1er du Code de la route ? Le tribunal correctionnel de Montbéliard (28 juin 1963, D., 63.694, avec la note de M. le Substitut Pelier) a jugé qu'il le pouvait « alors que les résultats de l'analyse étaient en harmonie avec les renseignements de moralité présentant le prévenu comme s'adonnant à la boisson ».

C'est un jugement qui, une fois de plus, nous montre le souci des juges de ne pas condamner au seul vu du taux d'alcoolémie (v. déjà nos observ. dans cette *Revue*, 1960, p. 468).

III. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

par Louis HUGUENEY

Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

1. *Omission de porter secours imputée à un médecin.*

L'article 63, alinéa 2, du Code pénal demeure une épée de Damoclès suspendue sur la tête des médecins (v. à ce sujet l'article de M. Vouin, dans cette *Revue*, 1957, p. 353).

Un otorhinolaryngologiste avait pratiqué sur la personne d'un enfant une amygdalectomie. L'enfant, à la suite de l'opération, avait été pris d'un vomissement de sang. Le père affolé avait téléphoné au médecin. Le médecin, sans se déranger et sans demander de précisions, avait prescrit une ampoule d'arrhémapectine. Elle avait été impuissante à sauver l'enfant.

Le Tribunal correctionnel de Béthune (22 mars 1963, *J.C.P.*, 1963.II.13.386, avec la note très documentée de M. Patureau), tout en accordant au médecin le bénéfice des circonstances atténuantes, l'a condamné pour omission de porter secours.

2. *La notion de maison conjugale en matière d'adultère du mari.*

I. — Un homme marié avait pris à bail à Marseille un appartement où il recevait fréquemment sa maîtresse. Vainement a-t-il prétendu que cet appartement n'était pas la maison conjugale, le seul lieu où l'article 339 du Code pénal interdise au mari d'entretenir une concubine. La Cour d'Aix l'a condamné pour adultère et la Chambre criminelle (4 juill. 1963, *Bull. crim.*, n° 241) a rejeté le pourvoi formé contre son arrêt.

II. — Une question plus délicate s'est posée devant le Tribunal correctionnel de la Seine (28 juin 1963, *J.C.P.*, 1963.II.13.346, avec la note de M. le Président de Lestang).

Deux époux étaient en instance de divorce. Une ordonnance de non conciliation donnait acte au mari qu'il laissait sa femme au domicile conjugal à Paris pendant qu'il allait lui-même vivre ailleurs. Et le juge ajoutait gravement : « Faisons défense à chacun des époux de troubler son conjoint dans sa résidence, sinon les autorisons à faire cesser ce trouble, à s'opposer à l'introduction du conjoint et à le faire expulser même avec l'assistance du commissaire de police et au besoin de la force armée ».

Retiré à Boulogne-Billancourt, le mari s'était cru en droit de s'y offrir une maîtresse. Il a été, sur plainte de sa femme, poursuivi pour adultère et condamné par le Tribunal de la Seine.

C'est un jugement visiblement inspiré d'un arrêt de la Chambre criminelle du 9 mai 1957 dont nous avons précédemment rendu compte (dans cette *Revue*, 1957, p. 882). Mais, dans le cas soumis à la Chambre criminelle, le mari était autorisé à demeurer au domicile qu'il partageait avec sa femme et il n'était pas non plus interdit à la femme d'aller rejoindre son mari dans la chambre d'hôtel où il lui avait plu de s'installer en compagnie de sa concubine.

Ce qu'il y a de déroutant dans le jugement du Tribunal de la Seine, c'est qu'il attribue le caractère de maison conjugale à une maison où il est expressément défendu à la femme de pénétrer.

Que devient la définition donnée par toute la doctrine classique (Garçon, *op. cit.*, sous l'art. 339, n° 5) de la maison conjugale : « Toute habitation où le mari aurait le droit de contraindre sa femme à habiter et où, à l'inverse, elle aurait le *droit d'être reçue* » ?

La maison conjugale n'est plus qu'un mythe. Le privilège du mari, en matière d'adultère continue à s'effriter, en attendant peut-être qu'il disparaisse, comme il a disparu dans d'autres législations.

3. *Non représentation d'enfant.*

I. — Une fois de plus s'est posée, devant le Tribunal correctionnel de Châteauroux, la douloureuse question de savoir que décider lorsqu'une mère, poursuivie pour non représentation d'enfant, se retranche derrière le refus obstiné de l'enfant d'obéir au jugement du tribunal qui a conféré au père un droit de visite (v. déjà : Trib. corr. Saint-Nazaire, *Rec. Gaz. Pal.*, 1951.1.123, et nos observ. dans cette *Revue*, 1951, p. 274).

Il s'agissait en l'espèce d'une petite fille de six ans. La mère disait : Elle est très nerveuse. Je ne peux pas la forcer. Elle n'oublie pas qu'elle a vu son père ivre, qu'une fois il est tombé sur son landau et l'a cassé. Et deux médecins certifiaient qu'il ne fallait pas contrarier l'enfant de peur de troubler son psychisme.

Le Tribunal de Châteauroux (9 janv. 1963, avec la note approfondie de M. Pradel, D., 1963.578), sans se laisser impressionner par la sévérité de la jurisprudence de la Cour suprême, a très humainement jugé que l'abstention de la mère n'était pas une abstention volontaire.

II. — Un litige plus compliqué a été porté jusque devant la Cour suprême.

Au cours d'une instance en divorce, une ordonnance du président du Tribunal de Casablanca, ultérieurement confirmée par un arrêt de la Cour d'appel de Rabat, avait confié à la mère la garde des deux enfants issus du mariage et, en ce qui concernait l'un d'eux, la jeune Danielle, fixé le droit de visite du père. Au cours d'une visite le père avait emmené Danielle à Paris. La mère était venue en France et avait obtenu du juge des référés du Tribunal de la Seine une ordonnance du 11 avril 1960 l'autorisant à reprendre sa fille jusqu'au 19 avril à charge pour elle de ne pas l'emmener hors de Paris ; elle avait repris l'enfant et était partie avec lui pour le Maroc, à la suite de quoi le père l'avait fait poursuivre pour non représentation d'enfant.

La Cour de Paris a refusé de prononcer condamnation, et la Chambre criminelle (17 juill. 1963, *Bull. crim.*, n° 258), de casser l'arrêt de Paris.

La décision de référé du juge de la Seine, que le père invoquait à l'appui de sa plainte, ne lui avait pas confié la garde de la mineure. Il était sans qualité pour se prévaloir d'un droit de garde qu'il n'avait pas.

4. *Diffamation non publique.*

Un homme avait envoyé à une dame une lettre où il lui demandait d'aller voir le supérieur hiérarchique de son mari pour le solliciter de « freiner les excentricités de celui-ci ».

Il avait pris soin de mettre sur l'enveloppe la mention « personnelle ». Et, lorsqu'il a été poursuivi pour diffamation non publique, — diffamation non publique réprimée comme contravention d'injure simple (v. nos observ. dans cette *Revue*, 1960, p. 470) — il n'a pas manqué d'exciper de la jurisprudence d'après laquelle toute communication confidentielle, même si elle a trait à des imputations de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne déterminée, échappe à la loi pénale (v. sur ce point : J. Bouteron, *Encyclop. Dalloz, Dr. crim.*, V° *Diffamation*, n° 76, et, au surplus, nos observ. dans cette *Revue*, 1951, p. 92).

La Cour d'Aix s'était inclinée devant ce moyen de défense et avait relaxé le prévenu. La Chambre criminelle (25 juin 1963, *Bull. crim.*, n° 227) a cassé l'arrêt d'Aix. Il lui a paru, non sans raison, que les termes de cette lettre, par laquelle le prévenu demandait à la destinataire d'intervenir auprès du supérieur hiérarchique de son mari, démentaient son caractère confidentiel.

IV. CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES BIENS

par PIERRE BOUZAT

Doyen honoraire de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Rennes, Secrétaire général de l'Association internationale de Droit pénal.

1. *Vol de grenouilles.*

On sait que, conformément à une jurisprudence constante, il suffit que des obstacles artificiels, notamment des grillages, soient disposés entre un amas d'eau et une rivière dont les eaux communiquent entre elles pour que cet amas d'eau puisse être considéré comme un étang, au sens légal de ce mot ; qu'en ce cas, le propriétaire de l'amas d'eau est également propriétaire des poissons, et que celui qui s'en empare sans la permission de ce propriétaire commet, non pas un délit de pêche, mais un vol passible des peines portées par l'article 388 du Code pénal.

Le Tribunal correctionnel de Montbéliard dans un jugement du 28 juin 1963 le rappelle opportunément. Mais dans l'affaire qui lui était soumise une question supplémentaire se posait à la sagacité des juges. Les grenouilles peuvent-elles être assimilées à des poissons et celui qui s'en empare dans un étang ou dans un amas d'eau clos commet-il un vol, tout comme celui qui s'empare de poissons ? Le Tribunal de Montbéliard l'a pensé, déclarant avec bon sens que les grenouilles, bien qu'elles ne soient pas du point de vue scientifique des poissons, peuvent cependant leur être assimilées en tant qu'animaux comestibles et susceptibles d'appropriation.

C'est ce qu'avait déjà jugé la Cour de Bordeaux (29 nov. 1893, D.P., 1894.II.86).

2. *Vol d'usage. Distinction avec le vol réel.*

Nous avons exposé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1959, p. 682) que la Chambre criminelle, dans un arrêt du 19 février 1959 (*Rec. Sirey*, 1959.J., p. 21, note M. R. M. P., et *Gaz. Pal.*, 27 mai 1959) avait tranché, pour la première fois à notre connaissance, un problème qui a divisé la doctrine comme la jurisprudence ; celui qui s'empare d'une voiture pour l'utiliser temporairement commet-il un vol réel punissable en tant que tel, ou un simple vol d'usage non punissable ? La difficulté vient de ce que l'article 399 du Code pénal est traditionnellement interprété comme exigeant, de la part du voleur, la volonté de s'approprier la chose au détriment du propriétaire.

Certains parquets avaient tourné la difficulté en négligeant le fait même de l'appréhension du véhicule pour ne retenir que le vol accessoire d'essence. Ce mode de répression est évidemment légal et permet d'infliger les peines maxima du vol. Mais il est quelque peu indigne de la justice qui a l'air, en l'employant, de ne pas oser aborder les difficultés de fond ; de plus, il risque d'être inefficace lorsque l'utilisateur du véhicule, ayant acheté de l'essence en cours de route, en laisse, dans le réservoir de la voiture abandonnée une quantité égale ou supérieure à celle qu'il y avait trouvée.

Les tribunaux correctionnels qui eux ont attaqué le problème de front se sont partagés.

La Chambre criminelle, dans son arrêt de 1959, s'est attachée, pour résoudre le problème, à l'élément intentionnel. Elle a estimé qu'il fallait dans chaque cas particulier se placer au moment de la soustraction et rechercher si, à cet instant même, son auteur avait l'intention de se comporter en simple usager du véhicule (auquel cas il n'y aurait pas d'infraction) ou si, au contraire, il avait l'intention de se comporter, même momentanément, en propriétaire (auquel cas il y aurait vol).

Dans un arrêt du 21 mai 1963 (D., 1963, p. 568 et *Gaz. Pal.*, 12 oct. 1963), la Chambre criminelle a repris exactement sa formule de 1959. En l'espèce il s'agissait d'un individu qui, pour se rendre à un bal, s'était emparé de l'ambulance municipale. La Cour suprême déclare que tous les éléments du délit de vol ont été relevés à la charge du prévenu ; le fait de s'emparer sans droit, même en vue, comme le jugement le constate, de se rendre à un bal, constituant une soustraction frauduleuse ; qu'en effet, s'il est vrai que la loi, pénale n'atteint pas celui qui, sans l'autorisation du propriétaire, utilise, même abusivement, la chose d'autrui, il y a vol, au contraire, lorsque l'appréhension a lieu dans des circonstances telles qu'elle révèle, comme en l'espèce, l'intention de se comporter, même momentanément, en propriétaire et revêt ainsi les caractères de la soustraction frauduleuse telle qu'elle est incriminée par l'article 379 du Code pénal.

Nous ne pouvons que répéter ce que nous écrivions dans cette *Revue* en 1959 : la distinction de la Chambre criminelle est ingénieuse et pourra servir utilement de guide à la jurisprudence. Mais elle ne nous paraît pouvoir être d'une application facile que dans des cas bien tranchés. Dans les autres, il nous semble que la recherche d'intention risque d'être quelque peu arbitraire... Puisque nous sommes dans une période de réformes pénales, ne serait-il pas sage de créer un délit de vol d'usage, réprimé de façon assez souple ?

3. *Le vol dans les magasins dits « de libre service ». Chantage.*

Nous avons exposé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1959, p. 125) que la Chambre criminelle avait montré dans deux arrêts des 14 et 30 mai 1958 qu'elle sait parfaitement adapter sa jurisprudence aux conditions nouvelles du monde moderne et à des procédés de vente originaux qui ont tendance à se généraliser.

En l'espèce, il s'agissait de vol dans les magasins dits « de libre service ». La Chambre criminelle a excellemment déclaré que la soustraction et l'intention frauduleuses se produisent l'une et l'autre au moment où le client, au lieu de placer l'objet choisi dans le « sac d'achat » remis par le magasin, le dissimule dans un autre sac ou simplement dans une de ses poches.

A. — Dans un arrêt du 20 février 1963 (D., 1963, Somm., 103) la Cour suprême, reprenant sa jurisprudence, déclare justement que s'est rendue coupable de vol la cliente d'un magasin organisé en « libre-service », qui a été trouvée en possession de diverses marchandises placées, non dans les paniers destinés à recevoir les achats, mais dans son sac personnel, est passée à la caisse sans déclarer aucune marchandise, et qui, une fois découverte, a essayé de prendre la fuite, l'intention frauduleuse se déduisant de cet ensemble de faits révélateurs de la volonté de s'approprier la chose d'autrui.

Cette affaire se corsait du fait que l'exploitant du magasin « libre service » ayant exigé de la cliente prise en flagrant délit le versement d'une somme comme condition d'une non-dénonciation, la voleuse avait refusé et en même temps qu'elle était poursuivie pour vol avait porté plainte pour chantage. Ce chantage consistait d'après elle dans le versement immédiat d'une somme qu'elle déclarait hors de proportion avec la valeur des objets volés..

On sait qu'il n'y a pas délit de chantage lorsque la victime d'un crime ou d'un délit menace de dénoncer son auteur afin d'obtenir la réparation du préjudice causé (Crim., 2 avr. 1897, *D.P.*, 1898.1.150 ; Trib. corr. Seine, 28 avr. 1938, *D.H.*, 1938-382 ; conf. Donnedieu de Vabres, « Le but de cupidité illégitime dans le délit de chantage », *Rev. Sc. crim.*, 1938.716). Mais par contre, il y a chantage si le profit recherché est hors de proportion avec le préjudice subi (Crim., 4 juill. 1874, *D.P.*, 1875.1.288 ; 6 oct.1902, *D.P.*, 1904.5.88 ; 21 juill. 1933, *Rec. Sirey*, 1935.1.36 ; 14 mai 1941, *Bull. crim.*, n° 26).

En l'espèce, les juges avaient écarté l'inculpation de chantage (et la Chambre criminelle a confirmé leur décision) en déclarant que ce commerçant, victime depuis quelques mois de larcins dont il devait supporter les conséquences pécuniaires, avait dû mettre en place une surveillance spéciale, que la soustraction frauduleuse s'était produite devant plusieurs clientes et que le trouble commercial qui lui avait été causé justifiait le montant de la réparation réclamée.

4. *Suppression de correspondance* (1).

Nous avons eu, dans presque toutes nos récentes chroniques, l'occasion de rapporter des affaires de suppression de correspondance qui, disions-nous, étaient, parmi bien d'autres, un indice de la détérioration de la morale sociale (v. cette *Revue*, 1958, p. 863, 1960, p. 83 et 293, 1963 p. 353).

L'affaire tranchée cette fois par le Tribunal correctionnel de la Seine le 25 mai 1963 (*Gaz. Pal.*, 9 nov. 1963) s'est terminée par un acquittement. Les juges nous paraissent avoir été bien indulgents... Les circonstances de fait un peu particulières leur ont permis de saisir un biais juridique que d'autres juges moins indulgents auraient peut-être volontairement ignoré...

Deux époux étaient en instance de divorce. L'ordonnance de non conciliation, avait attribué à la femme le domicile conjugal, laissant toutefois au mari une chambre de l'appartement dans laquelle il résidait effectivement.

Le mari n'ayant pas reçu une lettre soutint qu'elle avait été interceptée par sa femme mais celle-ci rétorqua qu'elle avait trouvé ladite lettre par terre, ouverte, dans la penderie de l'appartement où son mari déposait ses vêtements.

Le Tribunal commence par rappeler, ce qui va de soi, que le délit de suppression de correspondance suppose la conservation frauduleuse de la lettre, même pendant un temps relativement court, avant que celle-ci soit remise à son destinataire ; il ne peut s'accomplir qu'entre le moment où l'expéditeur se sépare de la lettre et le moment où celle-ci arrive entre les mains du destinataire.

Puis il ajoute qu'en l'espèce, les circonstances dans lesquelles la prévenue est entrée en possession de la lettre litigieuse demeurent inconnues ; que s'il est possible qu'elle s'en soit emparée avant sa remise à son mari, il se peut également que, comme elle l'affirme, elle l'ait prise après le moment de cette remise, ce qui constituerait alors, non plus le délit de suppression de correspondance, mais celui de vol.

Et le tribunal, pensant qu'il y avait peut-être vol, a relaxé.

C'est bien possible... mais c'est une solution bien indulgente parce que le vol entre époux est couvert par l'immunité de l'article 380 du Code pénal, tandis que le délit de suppression de correspondance entre époux ne l'est pas (Trib. corr. Grasse, 18 oct. 1944, *Gaz. Pal.*, 1944.II.138 ; Trib. corr. Seine, 16 mars 1961, *Gaz. Pal.*, 1961.II.168).

5. *Chèques. Emission sans provision. Vérification de l'obligation civile.*

On sait qu'aux termes d'une jurisprudence constante, le bénéficiaire d'un chèque émis sans provision qui s'est constitué partie civile peut, à l'occasion des poursuites contre le tireur du chèque, demander devant le juge répressif une somme égale au montant du chèque, sans préjudice, le cas échéant, de tout dommage et intérêt (v. notre *Traité de droit pénal et de criminologie*, II, p. 788). Mais, aux termes d'une jurisprudence constante également, il appartient à la juridiction répressive saisie de la demande en paiement du chèque, de vérifier la validité et le fondement de l'obligation civile qui ont motivé son émission et d'apprécier si la créance est légitimement due.

C'est ce que rappelle justement un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 2 mai 1963 (D., 1963, p. 640). Et le Tribunal déboute le bénéficiaire du chèque de sa demande après une analyse très fine des opérations juridiques. En l'espèce, une vente d'automobiles n'avait pu être valablement conclue car il ressortait des conventions que le paiement du prix était subordonné à l'octroi d'un prêt par une société de crédit, prêt qui n'avait pu être accordé et devait résulter des diligences du vendeur, alors que son insuccès n'avait pas dépendu de la mauvaise foi du prévenu, mais des circonstances indépendantes de sa volonté, la vente étant donc assortie d'une condition suspensive non réalisée qui n'avait aucun caractère potestatif.

6. *Chèque de voyage. Nature juridique. Dépôt chez un intermédiaire.*

Dans un arrêt du 16 janvier 1963 (D., 1963, p. 517, note Despax) la Chambre criminelle déclare : « Attendu que le chèque de voyage, qui exprime un engagement de payer contracté par le banquier émetteur, constitue, non un billet de banque, mais un titre de créance à vue ou à court terme ».

(1) V. commentaire de la même espèce, *supra*, p. 136, n° 2.

Cette formule présentait en l'espèce un intérêt évident. En effet, la législation sur les changes autorise la détention de billets de banque étrangers alors qu'elle prescrit, en assortissant cette obligation de diverses pénalités, le dépôt des titres de créance à vue ou à court terme chez un intermédiaire habilité à cet effet par le ministre des Finances. Or, un remisier, trouvé porteur de treize *traveller's cheques* libellés en dollars, avait été condamné par un arrêt de la Cour de Paris du 20 décembre 1961 à une peine d'amende pour détention, sans autorisation du ministre des Finances, de *traveller's cheques* et à la confiscation desdits *traveller's cheques* au motif que ceux-ci n'étaient nullement des billets de banque étrangers. La Cour de cassation a confirmé la décision attaquée.

Malgré les nombreuses critiques que cette position avait suscitées (Gabrillac, *Le chèque et le virement*, 2e éd., n° 250, et note sous Amiens, 19 janv. 1956, *J.C.P.*, 1956.II.9187 ; Despax, *op. cit.*, p. 323 et s. ; Bouzat, chron. *Rev. trim. dr. com.*, 1956, p. 553) elle se refuse à assimiler les *traveller's cheques* aux chèques ordinaires.

Sans doute peut-on approuver le rejet de l'assimilation du *traveller's cheque* à un billet de banque (v. sur ce point les pénétrantes observations de M. Despax dans sa note précitée). Mais il nous paraît beaucoup plus contestable de séparer nettement les *traveller's cheques* des chèques ordinaires, ce qui pourrait d'ailleurs avoir des inconvénients du point de vue de l'application pénale aux *traveller's cheques* des dispositions répressives établies pour les chèques ordinaires. Nous avons signalé dans notre chronique de la *Revue trimestrielle de droit commercial* (1956, p. 553) qu'un intéressant arrêt de la Cour d'appel d'Amiens assimilait les *traveller's cheques* aux chèques ordinaires. Les magistrats de la Chambre correctionnelle de la Cour d'Amiens avaient très minutieusement examiné le problème dans les attendus de leur arrêt. Ils faisaient judicieusement remarquer que le décret-loi du 30 octobre 1935, dans son article 6, admet la validité du chèque tiré sur lui-même par un établissement à succursales multiples. De plus, le fait que l'on puisse enregistrer le *traveller's cheque* au siège de la banque qui l'a émis n'est pas suffisant pour lui dénier la qualité du chèque, puisque le titre n'est pas au porteur. Quant au défaut d'indication du lieu et de la date d'émission, il ne peut suffire à ôter à ce titre la qualité de chèque, puisque l'article 64 du décret-loi de 1935 mentionne qu'est passible d'une amende celui qui émet un chèque sans indication du lieu et de la date d'émission, ainsi que le premier endosseur, le porteur et celui qui le paie ; il ressort donc de cet article 64 qu'un tel titre vaut encore comme chèque. Les *traveller's cheques* sont émis, reçus, endossés et payés comme des chèques ordinaires par tous les établissements financiers comme par les particuliers. Il est tout à fait justifié qu'on les assimile juridiquement à des chèques ordinaires au regard de la loi pénale.

Quoiqu'il en soit, comme l'écrit très spirituellement notre collègue Despax, en conclusion de sa note précitée, la Cour de cassation a successivement précisé que le chèque de voyage n'est ni un chèque, ni un billet de banque. Peut-être un jour prochain dépassant cette qualification par élimination, dira-t-elle d'une façon plus positive ce qu'est le chèque de voyage en approfondissant la notion jusqu'ici assez vague « d'engagement de payer contracté par le banquier émetteur » !

7. *Usure.*

Est-ce un fâcheux signe des temps ? Les affaires d'usure qui étaient devenues assez rares pendant un certain moment redeviennent plus nombreuses et voici deux de nos chroniques successives où elles apparaissent !

Cette fois-ci, un arrêt de la Chambre criminelle du 6 mars 1963 (*Gaz. Pal.*, 1963. II.67) rappelle ce qui est d'une jurisprudence constante (Crim., 18 oct. 1946, *Gaz. Pal.*, 1946.II.235, *Rec. Sirey*, 1948.I.65 ; 5 déc. 1946, *Gaz. Pal.*, *T.Q.*, 1946-1950, V° *Usure* n° 4, D., 1947.60 ; 21 févr. 1961, *Gaz. Pal.*, 1961, *T.Q.*, V° *Usure*, n° 1, *Bull. crim.*, 1961, n° 213) qu'il appartient aux juges du fond, saisis de poursuites pour délit d'usure, en application du décret du 8 août 1935, d'apprécier souverainement, d'après les éléments de preuve dont ils ont la disposition, le taux effectif de l'intérêt exigé par le prévenu et le taux moyen pratiqué dans les mêmes conditions par des prêteurs de bonne foi pour des opérations de crédit comportant les mêmes risques. Et la Cour suprême ajoute (ce qui est également de jurisprudence constante) (Crim., 1er mars 1955, *Gaz. Pal.*, *T.Q.*, 1951-1955, V° *Usure*, n° 5, *Bull.*

crim., 1955, n° 226, D., 1955.348) que lorsqu'il résulte de ces constatations que le prévenu a exigé des emprunteurs un taux d'intérêt dépassant de plus de moitié le taux qui pouvait être normalement demandé en pareilles circonstances, c'est à bon droit que la Cour d'appel lui a fait application des dispositions répressives du décret ci-dessus visé.

8. *Fraudes et tromperies dans les ventes. Nécessité d'une intention frauduleuse.*

Nous avons bien des fois parlé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1954, p. 772 ; 1955, p. 238 ; 1961, p. 119 et 595 ; 1962, p. 106) du problème de l'exigence de la mauvaise foi en matière de vente de produits alimentaires. Nous avons parlé notamment de la sévérité qui semble s'instaurer à l'égard des vendeurs qui sont en même temps les fabricants du produit. Il semble que certains arrêts soient très près d'admettre une présomption de fraude. Mais cette sévérité, si elle semble avoir les faveurs de la Cour de cassation, n'est pas admise par tous... La Chambre criminelle elle-même ne semble pas toujours suivre une ligne très stricte. Nous l'avons déjà dit également.

Il est toujours intéressant de suivre les ondulations de la jurisprudence. Ce n'est, hélas ! que trop facile, car les affaires de fraude et tromperies sont toujours très nombreuses.

Et voici toute une série de décisions récentes que nous apportent les recueils.

A. — Trois arrêts de la Chambre criminelle sont rédigés dans des termes à peu près semblables.

a) Un arrêt du 27 mars 1963 (D., 1963, Somm., p. 83 et *Rec. dr. pén.*, 1963, p. 253) déclare qu'en matière d'infraction à la loi du 1er août 1905, les juges du fait conservent toute liberté de fonder leur conviction sur les divers éléments de preuve régulièrement versés aux débats ; en particulier, s'il est vrai que la loi précitée n'édicte aucune présomption de tromperie à l'encontre du prévenu qui aurait négligé de procéder à toutes vérifications utiles avant de livrer la marchandise à la vente, les juges peuvent souverainement déduire la mauvaise foi du prévenu du fait qu'étant chargé de la fabrication, il s'est abstenu de l'obligation qui lui incombe, en qualité de directeur responsable, d'exercer tous contrôles et analyses avant de revêtir les produits (conserves de haricots verts) des diverses mentions de qualité (« très fins ») ou tout au moins avant de s'en dessaisir pour la vente.

b) Un arrêt du 29 octobre 1963 (*J.C.P.*, 1963.IV.168) déclare que si, en principe, le défaut de surveillance et de vérification ne caractérise pas, à lui seul, l'élément intentionnel nécessaire pour constituer le délit de fraude, les juges du fond peuvent légalement trouver la preuve de la mauvaise foi de l'individu prévenu de tromperie sur le poids dans la circonstance que celui-ci avait négligé de vérifier, avant de la mettre en vente, que la marchandise sortant de l'entreprise dont il avait la direction et où elle avait été manipulée et ensachée, était bien conforme en ce qui concerne le poids aux énonciations du bulletin de livraison et de la facture.

c) Enfin un arrêt du 12 novembre 1963 (*J.C.P.*, 1963.IV.172) déclare que si les délits de fraude dans la quantité ou le poids ne sont, en règle générale, commis ni par imprudence, ni par négligence, les juges peuvent cependant déduire la mauvaise foi et l'intention coupable de la circonstance que le responsable de l'entreprise n'a pas, comme il en avait le devoir, procédé à des vérifications de qualité et de poids.

A propos de ces trois arrêts nous répéterons ce que nous avons déjà dit bien souvent, à savoir que si, bien entendu, la Chambre criminelle se garde bien de déclarer qu'il y a présomption de faute, il semble bien que dans ses décisions la présomption de faute apparaîsse en filigrane..

B. — Dans une affaire de tromperie sur les conserves alimentaires qu'il a tranchée par un jugement du 9 avril 1963 (*J.C.P.*, 1963.II.13290), le Tribunal de la Seine a pratiquement admis la présomption de faute.

Dans un grand magasin, des boites de pâté avaient été trouvées, en assez grand nombre, bombées sur les deux faces et prêtes à l'éclatement... L'inspecteur des fraudes estima que le bombement, avec putréfaction, des boîtes provenait d'un défaut de stérilisation et que la vente en était d'autant plus dangereuse qu'elle était susceptible de provoquer des intoxications graves, alors surtout que dans certains cas les consommateurs pouvaient ne pas s'en apercevoir.

Les experts conclurent que le bombage était d'origine bactérienne et provenait d'une stérilisation insuffisante, soit en temps, soit en température.

Poursuivi, le gérant de la société ayant vendu les boites de pâtés, invoqua tous les contrôles administratifs et techniques auxquels il est soumis et se soumet volontairement afin d'éliminer le maximum d'erreurs et de risques dans ses fabrications.

Le Tribunal l'a condamné (à une peine modérée d'ailleurs) en déclarant que s'il n'est pas contestable que, tant pour le délit de tromperie que pour le délit de falsification, l'intention frauduleuse est un élément constitutif, il convient de rechercher dans le cas particulier du fabricant en quoi elle consiste ; qu'il est à exclure, en l'espèce que l'inculpé ait sciemment fait fabriquer des boites de pâté que, par avance, il savait être toxiques ou corrompues ; mais qu'en raison des dangers graves que peuvent présenter pour les consommateurs des conserves alimentaires qui ne seraient pas parfaitement saines, il appartient au fabricant de procéder à des vérifications rigoureuses non seulement de la composition du produit à conserver, mais des opérations successives de sa fabrication, telles que la stérilisation et le sertissage ; que faute d'exercer un contrôle sévère et minutieux de toutes ces opérations, dans lesquelles une négligence ou le fonctionnement défectueux d'une machine peuvent avoir les conséquences les plus graves sur la santé de l'homme, le fabricant commet plus qu'une faute du point de vue civil ou commercial, mais un délit au regard de la loi du 1er août 1905, puisque c'est sciemment qu'il encourt le risque de livrer à la consommation des produits défectueux et nuisibles.

9. *Fraudes dans les ventes de vins.*

Le président directeur général d'une société avait été condamné pour avoir vendu à Saumur, des vins d'appellation contrôlée « Anjou mousseux », « Saumur mousseux », « Anjou saumur » et « Rosé d'Anjou pétillant », en utilisant la mention « méthode champenoise », alors que ces vins n'avaient pas subi la fermentation secondaire en bouteilles pendant le délai minimum de neuf mois prévu par le décret du 25 septembre 1958 pour les « Anjou mousseux » et « Saumur mousseux », et par le décret du 20 juillet 1959 pour les « Anjou » et « Saumur rosés pétillants ».

Pour sa défense il soutenait que les expressions « mousseux méthode champenoise » ne se rattachent pas aux dispositions visant la réglementation des vins à appellation d'origine, et que l'appellation « pétillant » n'est, aux termes du décret du 20 juillet 1959, qu'un qualificatif n'affectant nullement l'appellation d'origine des vins litigieux.

Les juges du fond répondirent que la fermentation secondaire a été prescrite en vue d'assurer aux vins mousseux ou pétillants d'appellation contrôlée une finition et une décantation en bouteilles, suivies du dégorgement qui les distingue des vins mousseux ou pétillants ordinaires ; que cette fermentation secondaire est un procédé de vinification et entre donc dans les conditions d'attribution desdites appellations, au même titre que les autres conditions légales et ils ajoutèrent excellemment que la fermentation secondaire en bouteilles pendant neuf mois au moins, qui est imposée non seulement par la tradition, mais par les décrets réglementaires, est un gage des qualités substantielles de ces vins et constitue même l'un des éléments essentiels de ces qualités.

La Chambre criminelle dans un arrêt du 27 mars 1963 (*Rec. dr. pén.*, 1963, p. 300) a entièrement confirmé cette excellente argumentation.

Déplorons une fois de plus toutes ces multiples fraudes qui sont relevées en matière vinicole ! Hélas !Nous n'osons penser à toutes celles qui ne sont pas relevées ! Quand les commerçants comprendront-ils la gravité du tort qu'ils font à la réputation vinicole française en voulant tourner les dispositions légales pour vendre au prix que méritent des vins de qualité des vins qui sont loin de l'être ?

Vu l'abondance des récoltes vinicoles françaises, la politique vinicole française doit être avant tout une politique de qualité. Il faut être impitoyable avec les fraudeurs !

10. *Sociétés anonymes. Droit des actionnaires à recevoir communication des documents.*

Nous avons exposé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1963, p. 356) que les actionnaires doivent, d'après l'alinéa 2 de l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, recevoir communication de certains documents, comme le bilan et le compte de profits et pertes, quinze jours au moins avant la date de leurs assemblées et que la jurisprudence tend à donner une interprétation de plus en plus extensive à cette disposition de l'article 35,

et qu'un arrêt de la Chambre criminelle du 4 juillet 1962 (D., 1963, p. 97, note J.M.R. et *Gaz. Pal.*, 7 févr. 1963), avait statué sur des difficultés intéressantes touchant à ce droit de communication. En particulier, il ressortait de cet arrêt qu'il appartenait aux juges du fond le soin de déterminer, dans chaque espèce, celui des administrateurs ou dirigeants de la société à qui incombe la responsabilité du refus de la communication des pièces prévues à l'article 35, paragraphe 2.

Un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 14 février 1963 (*Gaz. Pal.*, 1963.II.53) paraît en contradiction avec l'arrêt précité lorsqu'il déclare que lorsqu'à la sommation fait par un actionnaire à la société anonyme d'avoir à lui communiquer des documents soumis aux assemblées générales, il a été opposé un refus partiel par le directeur général adjoint de la société, celui-ci doit être relaxé des fins de la poursuite, n'étant pas démontré qu'il avait qualité pour représenter la Société, celle-ci étant normalement représentée par le président directeur général, seul responsable devant la justice des actes de la société.

Cette décision du Tribunal de la Seine paraît d'autant plus difficilement soutenable qu'en l'espèce l'actionnaire avait fait sommation à la Société et que c'est précisément ce directeur général adjoint relaxé par la suite qui avait pris sur lui de répondre au nom de la société. Il prétendit bien, obtenant ainsi son acquittement, devant le tribunal, n'avoir pas qualité pour représenter la société, mais alors pourquoi avait-il pris l'initiative de répondre.

11. *Abus des biens sociaux.*

Dans une affaire tranchée par la Chambre criminelle le 3 octobre 1963 (D., 1963, p. 735) un nommé M... gérant d'une société en nom collectif admise au règlement judiciaire avait opéré des prélèvements importants sur les fonds sociaux et avait été, pour ces faits, poursuivi du chef de banqueroute frauduleuse, puis condamné par le tribunal.

La Cour d'appel avait ensuite déclaré que lesdits faits commis avant la cessation des paiements, constituaient non le délit de banqueroute frauduleuse mais celui d'abus de biens sociaux par application de l'article 15-6° de la loi du 24 juillet 1867.

Malheureusement la Cour d'appel avait oublié que ladite loi ne punit, dans ses articles 15 et 45, que les gérants des sociétés en commandite par actions et les administrateurs des sociétés anonymes et que ses dispositions sont étrangères aux sociétés en nom collectif. La Cour suprême ne pouvait donc que casser, tout en faisant remarquer très justement à la fin de son arrêt que pour les gérants de sociétés en nom collectif, qui sont mandataires, la violation des obligations de leur contrat constitue l'abus de confiance.

Et il semble que dans cette affaire les juges du fond auraient eu toutes raisons d'appliquer l'article 408 du Code pénal.

12. *Usages frauduleux des biens ou du crédit d'une société.*

Nous avons exposé dans cette chronique (v. cette *Revue*, 1959, p. 383), qu'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 14 novembre 1958 avait prononcé une condamnation dans un cas, assez inédit nous semble-t-il, d'usage frauduleux des biens ou du crédit d'une société.

Il s'agissait d'administrateurs qui, poursuivis par le ministère public pour les infractions dont certaines, telle la présentation de bilans inexacts ou incomplets, étaient susceptibles de nuire à l'ensemble des actionnaires de la société qu'ils administraient, n'avaient rien trouvé de mieux que de faire payer par la société tous les frais afférents à leur défense en justice. Ils avaient été très justement condamnés.

Nous avons exposé dans cette chronique précitée de 1959 les motifs qu'avait adoptés le Tribunal de la Seine pour condamner, motifs qui nous semblaient et qui nous semblent toujours tout à fait pertinents.

Nous avons exposé ensuite dans une autre chronique (v. cette *Revue*, 1960, p. 477) que la Cour de Paris, dans un arrêt du 20 novembre 1959 avait infirmé le jugement du Tribunal de la Seine.

Bien que la condamnation prononcée en première instance ait suscité de vives réserves de notre collègue M. Bonassies, dans la note très fouillée qu'il a publiée au *Dalloz* (1959, p. 568), bien que l'acquittement accordé par la Cour de Paris semble largement approuvé par Me Launais dans l'étude non moins fouillée qu'il a donnée au

Recueil de droit pénal (1960, p. 127), nous pensions que ce sont les juges du Tribunal de la Seine qui ont raison et nous maintenions intégralement notre point de vue.

Nous avons exposé dans notre chronique précitée de 1960 les attendus par lesquels la Cour de Paris avait infirmé avec vigueur et nous avons déclaré que suivre la Cour de Paris reviendrait à permettre à tout conseil d'administration possédant la majorité des actions, de commettre des infractions sans craindre de sanctions pénales puisqu'il suffirait d'invoquer une décision de l'assemblée générale préalablement provoquée. C'est dire que le procès ici rapporté présente un intérêt qui dépasse singulièrement le cadre de l'affaire qui lui a donné naissance.

Nous nous permettons de rappeler (v. notre note sous le jugement du Tribunal de la Seine au *J.C.P.*, 1959.II.11240) qu'élevant le débat nous avons dénoncé le « grand vice de de notre législation des sociétés par actions qui laisse à peu près sans défense la minorité et le sociétaire isolé contre les abus de pouvoir de la majorité » et que nous estimions n'être pas du tout certain que la Cour de Paris ait eu confiance totale dans sa doctrine, car elle avait cru bon d'ajouter *in fine* de son arrêt : « En tout état de cause, les agissements des prévenus sont exclusifs de toute mauvaise foi de leur part », ce qui impliquait que sa seule certitude était que la mauvaise foi en l'espèce ne saurait être démontrée.

Dans une chronique suivante (v. cette *Revue*, 1961, p. 357) nous signalions un arrêt de la Cour de Colmar du 4 février 1960 qui était venu statuer dans le même sens que celui du jugement du Tribunal de la Seine.

Entre temps, la Chambre criminelle dans un arrêt du 26 janvier 1961 a cassé le fâcheux arrêt de la Cour de Paris et a renvoyé devant la Cour d'Amiens. La cassation ayant eu lieu pour un motif de pure forme, la Cour de renvoi était entièrement libre de dire le droit sans crainte de heurter la volonté de la Cour de cassation. Nous avons eu la la grande satisfaction de voir que l'arrêt de la Cour d'Amiens du 11 juillet 1962 (*Gaz. Pal.*, 1963, I.G. p. 438 et « Etude doctrinale Launais », *Gaz. Pal.*, 1963, I. Doctrine, p. 79) a repris la doctrine du Tribunal de la Seine dont elle confirme intégralement le jugement. Elle déclare : « pour que le délit d'usage abusif des biens sociaux par les administrateurs d'une société soit caractérisé, ceux-ci doivent avoir usé desdits biens contrairement à l'intérêt social et dans un but personnel ou de mauvaise foi. Spécialement, dit-elle, il y a incontestablement usage des biens sociaux dès lors qu'il ressort des rapports présentés à l'assemblée générale que diverses sommes ont été versées à titre d'honoraires aux conseils des administrateurs et à des experts. Il importe peu que lesdits administrateurs aient cru devoir rembourser ces sommes postérieurement alors qu'il y a eu de leur part une véritable appropriation de celles-ci et qu'au surplus, même au cas de prêt ou d'avance de fonds, il n'y aurait pas moins usage des biens sociaux au sens de l'article 17 de la loi du 24 juillet 1867. Et cet usage est bien contraire à l'intérêt social. En effet, la dépense ainsi effectuée est dénuée de toute contrepartie pour la société puisqu'elle a pour but d'assurer la défense des administrateurs inculpés d'infractions susceptibles de nuire à l'ensemble des actionnaires. En outre, cet usage est fait dans un but personnel aux administrateurs puisque les poursuites pénales n'étaient dirigées que contre chacun d'eux à titre personnel et qu'ils auraient dû supporter les frais de leur défense si la société ne s'était pas substituée à eux pour le paiement de ces dettes.

Me Launais dans son étude très fouillée fait certaines réserves sur ces décisions du Tribunal de la Seine et de la Cour d'Amiens qui ne font d'ailleurs que reprendre la jurisprudence rigoureuse traditionnelle. Précisément Me Launais trouve cette jurisprudence trop rigoureuse. Il expose qu'à son sens le pouvoir du juge dans une telle jurisprudence est très grand, alors qu'aucune place réelle n'est concédée à la volonté sociale et il espère que le juge, et même le législateur, se rallieront à l'idée qu'en cette période de pleine expansion, les mesures autoritaires de précaution prises contre les sociétés commerciales ne doivent pas exclure à leur égard une certaine zone de liberté sans laquelle ils ne pourraient remplir utilement leur rôle économique.

Nous comprenons parfaitement le souci de Me Launais et les réserves qu'il forme ne sont point de celles qui peuvent être repoussées à première vue, loin de là ! Mais nous maintenons notre point de vue, si sévère soit-il, et toujours pour les raisons que nous avons exposées dans de précédentes chroniques. Il ne faut pas, comme cela arrive trop souvent, que dans les sociétés par actions la minorité soit laissée à peu près sans défense. En l'espèce, suivre une thèse indulgente serait permettre à une assemblée générale d'actionnaires de donner à ses administrateurs le mandat d'accomplir une action manifestement illégale ; ce serait permettre à tout conseil d'administration possédant la majo-

rité des actions de commettre des infractions sans craindre de sanctions pénales puisqu'il lui suffirait d'invoquer une décision de l'assemblée générale préalablement et habilement convoquée.

13. *Contrefaçon de dessins et modèles.*

Un sieur X avait imaginé un modèle de cartes postales intitulées « Villes d'eau, la journée du curiste », comportant un certain nombre de dessins qui présentaient de façon humoristique les divers traitements suivis au cours de la journée.

Devant le succès remporté par ces cartes, une société d'édition publia d'autres cartes absolument semblables.

Les contrefacteurs ayant été poursuivis, le tribunal de Mâcon dans un jugement du 14 novembre 1962 (D., 1963, p. 710, note Greffe) a tranché quelques questions de principe.

I. — Les deux premières nous paraissent heureusement résolues.

A. — Le tribunal déclare que la contrefaçon partielle est punissable au même titre que la contrefaçon totale de l'œuvre d'autrui.

Il se conforme ainsi à une doctrine et à une jurisprudence unanimes (v. P. Greffe, *Juris. Cl., Dessins et modèles*, fasc. XIII, nos 20 et s. V. Paris, 12 janv. 1931, *Ann. propr. industr.*, 1932.31 ; 9 juill. 1934, *ibid*, 1935.209 ; 29 oct. 1935, *ibid.*, 1937.255 ; 11 janv. 1937, *ibid.*, 1938.227).

B. — Il déclare ensuite : La contrefaçon s'apprécie d'après les ressemblances et non par les différences qui n'ont généralement pour but que de masquer l'intention de fraude. C'est la logique même.

C. — Il déclare enquite qu'en matière de contrefaçon la mauvaise foi du prévenu est suffisamment caractérisée par une négligence grave, ou une indifférence fâcheuse pour le respect des droits des tiers. Le tribunal se conforme ainsi à une jurisprudence constante de la Cour de cassation (Req., 19 mars 1934, *Ann. propr. industr.*, 1935.176 ; 20 avril 1934, *Gaz. Pal.*, 1934.I.971 ; Crim., 15 mai 1934, D.H., 1934.350 ; 1er mai 1940, D.A., 1941.116).

Cette jurisprudence est justifiée certes, vu la malignité des contrefacteurs. Mais elle est assez sévère car elle institue une véritable présomption de mauvaise foi. Lorsque le délit de contrefaçon est établi dans sa matérialité, il est admis sauf preuve contraire, qu'il a été commis sciemment.

II. — Les autres décisions du tribunal de Mâcon sont beaucoup plus contestables, la seconde surtout.

A. — Le tribunal déclare que lorsque la contrefaçon est commise dans les ateliers d'une personne morale, doivent seulement être considérés comme responsables du délit ceux qui ont concouru à la direction de la fabrication, ou encore ceux qui ont, personnellement, par des ordres ou des autorisations, concouru aux faits incriminés, à l'exclusion des agents subalternes qui n'ont fait qu'exécuter le travail qui leur a été commandé.

Sans doute le tribunal a-t-il puisé dans les circonstances de l'espèce les faits qui lui ont permis de relaxer un dessinateur salarié et ne retenir pour une condamnation que les dirigeants de la société. Mais son affirmation de principe est très contestable car, comme Me Greffe l'écrit avec beaucoup de pertinence, suivre le tribunal de Mâcon serait « méconnaître cette règle fondamentale du droit pénal qui tient pour coupable toute personne qui, sciemment, a participé plus ou moins à l'accomplissement d'un délit ; le fait qu'un acte délictueux ait été commandé, même par un employeur, ou un supérieur quelconque, n'ayant jamais constitué une excuse ».

La jurisprudence paraît bien en général en ce sens. Rappelons qu'ont été condamnés de simples dessinateurs salariés ; un qui avait travaillé pour copier précisément le dessin d'une carte postale (Nîmes, 30 janv. 1954, *Ann. propr. industr.*, 1955.257) ; un autre auquel un médecin avait commandé la contrefaçon de dessins médicaux (Paris, 2 juill. 1956, *Ann. propr. industr.*, 1956.222).

B. — Le tribunal de Mâcon décide qu'à titre de dommages-intérêts, les contrefacteurs doivent être condamnés à la confiscation, au profit de la partie civile, de sommes égales au montant des parts de recettes résultant de la reproduction illicite, qui est égal au produit du nombre des objets contrefaits vendus par leur prix de vente unitaire.

Or, on sait que l'article 73 de la loi du 11 mars 1957 prescrit que le contrefacteur doit payer à la partie civile « le montant des parts de recettes ».

Comme l'expose très justement Me Greffe interpréter l'expression « parts de recettes » comme l'a fait le tribunal de Mâcon aboutit à assimiler le montant des « parts de recettes » au chiffre d'affaires réalisé par le contrefacteur sur la vente des objets contrefaits.

Or, la jurisprudence a toujours décidé qu'en matière de contrefaçon la partie lésée avait seulement droit aux bénéfices réalisés par le contrefacteur (v. Greffe et Casalonga, *Traité des dessins et modèles*, 2e éd., 1937).

Accorder des dommages-intérêts d'un montant supérieur au bénéfice réalisé par le contrefacteur revient à instituer une véritable peine privée, ce qui est contraire au principe bien connu de notre procédure pénale.

Cette opinion est d'ailleurs bien confirmée par notre excellent collègue, le professeur Desbois, qui a écrit (« Commentaire de la loi du 11 mars 1957 », D., 1957.368) « ces parts de recettes seront remises à l'auteur pour l'indemniser à due concurrence du préjudice par lui éprouvé ».

V. PROCÉDURE PÉNALE

par Jean ROBERT
Procureur général près la Cour d'appel de Paris.

1. *Obligations du prévenu après opposition.*

Lorsqu'un individu condamné par défaut fait opposition, il est d'usage qu'il donne l'adresse à laquelle il pourra être touché au moment où il devra être cité pour voir statuer sur cette opposition. Cette règle s'applique, soit que l'opposant écrive spontanément au parquet quand il apprend, plus ou moins fortuitement, l'existence du jugement qui l'a condamné, soit que les agents de la force publique l'appréhendent en exécutant le jugement par défaut. Mais si l'opposant change d'adresse avant d'être cité, il a l'obligation d'en aviser les autorités judiciaires, de manière que celles-ci puissent le citer à son nouveau domicile.

Un condamné par défaut s'était plaint de n'avoir pas été régulièrement assigné, parce qu'ayant disparu après l'opposition sans laisser d'adresse, il avait été cité au parquet : il prétendait que cette assignation n'était pas régulière parce que l'huissier aurait dû mentionner, dans un procès-verbal dressé conformément à l''article 563 du Code de procédure pénale, le détail des diligences accomplies pour le chercher et le trouver, et spécialement la déclaration des voisins attestant son départ pour une destination inconnue, ainsi que la remise de la copie au parquet. C'était beaucoup exiger.

En réalité l'huissier s'était parfaitement assuré que le prévenu n'était plus à l'adresse qu'il avait lui-même indiquée dans son opposition, et qu'il n'avait informé quiconque de sa nouvelle résidence. La citation au parquet, faite sur cette constatation, n'était donc entachée d'aucune nullité, et, comme le dit l'arrêt de la Chambre criminelle du 10 juillet 1962 (*Bull.*, n° 252), le demandeur au pourvoi ne pouvait « se faire grief d'un fait qui serait imputable à sa propre faute ». La mauvaise foi de l'opposant était d'autant plus certaine qu'à Paris — où l'opposition avait été formée — le condamné reçoit au moment de son opposition une fiche, — dont il signe la souche, collée sur l'extrait de jugement ou d'arrêt —, et qui lui énonce ses obligations jusqu'à comparution : obligation de déférer à la citation à peine d'itératif défaut, obligation d'aviser le parquet de tout changement de résidence. Cette modeste réforme, que nous avons mise au point il y a quelques années, a été fructueuse : nous nous flattons qu'elle ait épargné à maints condamnés, un peu frustes, la pénalisation excessive de l'itératif défaut, et qu'elle ait dispensé le parquet de controverser avec les opposants de mauvaise foi.

2. *Appel de police. Dommages-intérêts.*

Depuis la promulgation du Code de procédure pénale, l'appel des jugements du tribunal de police est soumis à des règles dont l'économie persiste à choquer plus d'un praticien. Parfois l'appel est refusé au prévenu, alors qu'il s'agit de condamnations pénales, qui le touchent vivement : et le pourvoi en cassation à qui échappe la remise en jeu des faits de la cause, ne peut corriger ce qu'on n'est pas loin de tenir pour une injustice. Tantôt au contraire, l'intervention de la partie civile rendra recevable l'appel, alors que la réparation pécuniaire est minime et qu'elle ne concerne que des intérêts vraiment mineurs. Quoi qu'il en soit, constatons que l'article 546 du Code de procédure pénale autorise le civilement responsable et le prévenu à appeler, chaque fois que des dommages-intérêts ont été alloués (et la partie civile, dans tous les cas pour ses intérêts civils). Que veut dire l'expression « dommages-intérêts ». La Cour de cassation traduit : « toutes les réparations civiles, quelle qu'en soit la nature ».

Il y a donc lieu de considérer comme une réparation civile la condamnation à l'exécution de travaux, lorsque cette condamnation a été prononcée comme la conséquence d'une infraction à la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes : l'exécution des travaux n'est pas une pénalité, mais une sanction qui a le caractère de réparation (Crim., 4 juill. 1963, *Bull.*, n° 242). Déjà la Chambre en avait décidé ainsi quand il s'était agi d'apprécier le caractère d'une condamnation par laquelle un prévenu devait curer un ruisseau à la suite d'une infraction à un arrêté préfectoral, réprimée par l'article R. 26-15° du Code pénal.

3. *Appel de police. Jugement d'incompétence.*

Un tribunal de police avait été saisi par l'ordonnance d'un juge d'instruction qui reprochait à une femme d'avoir fait de fausses déclarations afin d'obtenir des prestations d'allocations de salaire unique et d'allocations familiales aux veuves, allocations qui ne lui auraient pas été dues : il y avait, selon l'ordonnance, contravention de police réprimée par l'article 521 du Code de sécurité sociale et l'article R. 40 du Code pénal.

Devant le tribunal de police, la Caisse d'allocations familiales, soucieuse d'exactitude juridique (elle aurait obtenu réparation en tout état de cause), souleva l'incompétence en exposant qu'il s'agissait d'une authentique escroquerie, parce que l'intéressée avait, pour obtenir les prestations, pris la fausse qualité de « veuve vivant seule » quoiqu'elle vécût en état de concubinage. Le tribunal retint la déclaration d'incompétence. La prévenue fit appel : son intérêt était évident. Comparaissant devant la cour, elle fit plaider que cette fausse qualité n'était pas de celles que prévoit l'article 405, alors qu'il n'était relevé par la prévention aucune manœuvre frauduleuse.

Les juges du second degré affirmèrent avec force — une force un peu trop condensée — que la fausse qualité de « veuve vivant seule » avait été déterminante de la remise des fonds et qu'elle caractérisait parfaitement l'escroquerie. Sur quoi, ils confirmèrent le jugement qui leur était déféré, c'est-à-dire qu'ils invitèrent le ministère public à se pourvoir comme il l'aviserait. La Chambre criminelle ne pouvait manquer de censurer un tel arrêt (Crim., 18 juill. 1963, *Bull.*, n° 260). En effet, outre l'insuffisance des énonciations relatives à l'infraction elle-même et qui procédaient d'une concision excessive, la Cour de cassation a reproché à la Cour d'appel de n'avoir pas statué au fond comme elle en avait l'obligation en toute hypothèse. Ou bien elle infirmait le jugement d'incompétence en déclarant qu'il ne pouvait être reproché à la prévenue qu'une simple contravention de police : il lui appartenait alors de sanctionner cette infraction, par application de l'article 518 du Code de procédure pénale (« Si le jugement est annulé parce que la Cour estime que le fait ne constitue qu'une contravention, elle prononce la peine »). Ou bien elle confirmait le jugement d'incompétence : mais, constatant que le fait était un délit correctionnel, elle avait encore l'obligation de prononcer la peine, par application de l'article 549, § 2. Ce § 2 a été ajouté par l'ordonnance du 4 juin 1960 : peut-être la Cour ne disposait-elle pas encore d'un code d'audience à jour ?

4. *Evocation. Appel de la partie civile seule.*

Dans nos précédentes chroniques (notamment cette *Revue*, 1963, p. 359), nous avons eu l'occasion de noter la répugnance des juges d'appel à s'emparer du fond de l'affaire, comme la loi leur en fait obligation, lorsqu'ils annulent la décision des premiers juges : ils doivent évoquer après avoir mis à néant le jugement qui leur est déféré. Il est à peine besoin de rappeler le fondement de cette règle empreinte de sagesse : même si l'on doit priver le plaideur du deuxième degré de juridiction, il faut encore plus lui épargner de comparaître de nouveau devant le tribunal que la cour d'appel a désavoué. Quels que soient la grandeur d'âme que l'on prête à ces juges du premier degré et le respect qu'ils portent certainement à leurs anciens (c'est encore plus grave quand ce ne sont pas des anciens...) on peut craindre que l'humiliation (ou l'humilité si l'on pense bien) d'avoir été « corrigés » ne les anime d'une certaine partialité envers l'appelant qui a triomphé.

Un arrêt de la Chambre criminelle du 10 juillet 1963 (*Bull.*, n° 248) fait suite, — pour rejeter le pourvoi —, à toute une série d'arrêts qui rappellent aux cours d'appel annulant des jugements qui ont à tort ordonné des sursis à statuer, l'obligation d'évoquer et de juger le fond. En l'espèce, le demandeur au pourvoi faisait grief à la Cour de s'être saisie du fond. Le moyen était voué à un échec nécessaire, et l'on conçoit mal que son auteur ait pu espérer le reniement d'une longue jurisprudence.

Cet arrêt présentait un autre intérêt. Sur l'appel de la partie civile qui s'était insurgée à juste raison contre le sursis dont le tribunal l'avait gratifiée, la Cour avait annulé et évoqué, ainsi que nous venons de le dire : statuant sur le fond, elle avait prononcé sur le tout, condamnation pénale et condamnation civile. Le prévenu se rebellait contre un tel zèle : selon lui, l'appel de la partie civile ne pouvait mettre en cause que les intérêts civils sur lesquels la Cour eût dû se borner à décider. C'était méconnaître dans cette proposition l'étendue de l'évocation. Par le jeu de l'article 520 du Code de procédure pénale, la Cour se trouvait remplir directement le rôle des premiers juges, et elle avait bien qualité pour statuer sur l'ensemble de la poursuite, même en l'absence d'appel du ministère public.

Retenons le parallélisme entre cet appel de partie civile contre un jugement qui va être annulé, et celui qu'elle formera contre une ordonnance de non-lieu ; là encore elle saisira la Cour, — la chambre d'accusation —, de l'ensemble de la procédure, action publique et action civile, même si le ministère public s'est abstenu de toute voie de recours.

5. *Crimes et délits flagrants. Procès-verbaux de perquisition.*

Au chapitre des crimes et délits flagrants, l'article 66 du Code de procédure pénale prescrit aux officiers de police judiciaire qui font leur enquête et qui, notamment, pratiquent des visites domiciliaires ou des perquisitions, de rédiger leurs procès-verbaux « sur-le-champ ». Que doit-on entendre par là ? Est-ce, comme l'alléguait un inculpé vétilleux, sur les lieux mêmes, c'est-à-dire « sur le théâtre même où il se débat quelque chose » (Littré *dixit*). La Chambre criminelle ne le pense point (Crim., 7 juin 1963, *Bull.*, n° 194) : nous pensons que sa réponse eût gagné en poids si, dans le sommaire et le corps de l'arrêt, tels que reproduits au *Bulletin*, elle avait repris fidèlement les termes du Code.

En effet le demandeur au pourvoi reprochait à la Cour d'appel d'avoir à tort déclaré que l'expression « sur le champ » n'a jamais voulu dire « sur les lieux », mais qu'elle signifie « sans désemparer ». Présenté ainsi, l'argument n'était pas sans valeur, car à notre sens, les magistrats se sont témérairement avancés : qu'ils relisent Montaigne, Amyot et bien d'autres. Mais le législateur de 1959 a eu soin d'écrire : « sur-le-champ » avec deux tirets. La locution est alors adverbiale : elle transpose l'idée de l'espace au temps, elle signifie alors « aussitôt, sans délai ». Pris à la lettre, j'allais écrire, au tiret, le demandeur aurait demandé grâce. La Chambre criminelle (a-t-elle voulu élever le débat, au delà de ces querelles de grammairiens ?) est sortie de ce champ en affirmant de très haut que l'inobservation de l'article 66 devait seulement — temporellement parlant — se considérer au regard des droits de la défense et du respect du secret professionnel.

6. *Cassation. Pourvoi de la partie civile contre un arrêt rendu par défaut à son encontre.*

Aux termes de l'article 493 du Code de procédure pénale, la partie civile peut former opposition à tout jugement rendu par défaut à son encontre : elle dispose des délais de l'article 491 (dix jours si elle réside en France métropolitaine, un mois si elle réside hors de ce territoire), à compter de la signification du jugement, quel qu'en soit le mode. L'article 512 rend cette disposition applicable aux arrêts de la cour d'appel. *Quid* du pourvoi contre les arrêts de défaut ?

L'article 568 est fort précis, mais seulement en ce qui concerne le prévenu et le ministère public. Pour le premier, le délai de pourvoi court du jour où l'arrêt n'est plus susceptible d'opposition (on sait que ce point de départ sera différent, suivant que la signification aura eu lieu à personne ou autrement : cf. les articles 491 et 492). Pour le ministère public, pas de difficulté : le délai court à compter de l'expiration du délai de dix jours qui suit la signification. Mais la partie civile ? Mais le civilement responsable ?

L'arrêt du 8 juin 1963 (*Bull.*, n° 201) affirme « qu'il résulte de la combinaison des articles 568 et 493 du Code de procédure pénale que le délai du pourvoi en cassation pour une partie civile contre un arrêt de défaut rendu à son encontre, est de cinq jours à compter de l'expiration du délai d'opposition, lequel court à compter de la signification de l'arrêt quel qu'en soit le mode ».

C'est une règle très ancienne de ne pas admettre de pourvoi pendant le temps où l'opposition est encore possible. Mais, cela étant, la « combinaison » des articles 568 et 493

produit-elle des effets si évidents, même si l'on demeure dans l'esprit du texte ? Nous sommes en matière de délais de procédure, c'est-à-dire dans une matière où l'on ne doit pas inventer, à défaut de références légales. Après tout, ne pourrait-on pas prétendre aussi valablement qu'en matière d'arrêts par défaut, le législateur n'a dérogé à la règle générale du paragraphe 1er de l article 568 que pour le prévenu et le ministère public, et que, faute de texte, toutes les autres parties devront se rabattre sur cette règle générale, quittes pour elles à opter entre l'opposition et le pourvoi : dans l'instance du premier degré, il arrive que le plaideur puisse choisir entre l'opposition et l'appel mis cumulativement à sa disposition. L'extrapolation prétorienne pour un délai manifestement oublié par le législateur légitime quelques réserves.

B. Chronique législative

par P. ARPAILLANGE
Secrétaire général du Parquet de la Cour de cassation.

et R. VOUIN
Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris.

(Textes publiés au *Journal officiel* du 1er juill. au 30 sept. 1963)

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL

1. *Magistrats.*

A. — Deux postes de « Premier Vice-Président », hors hiérarchie, ont été créés au Tribunal de la Seine. Cette création a entraîné les modifications : *a*) de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 par la *loi organique* n° 63-805 du 6 *août* 1963 (*J.O.*, 8 août, p. 7347) ; *b*) du décret n° 58-1277 du 22 décembre 1958 par le *décret* n° 63-906 du 3 *septembre* 1963 (*J.O.*, 6 sept., p. 8114) ; *c*) du décret n° 58-1286 du 22 décembre 1958 et du tableau d'effectifs y annexé par le *décret* n° 63-907 du 3 *septembre* 1963 (*J.O.*, 6 sept., p. 8115).

B. — Le *décret* n° 63-852 du 13 *août* 1963 (*J.O.*, 22 août, p. 7738), a d'une part abrogé le décret n° 58-1290 du 22 décembre 1958 relatif à l'inspection des services judiciaires, et d'autre part modifié l'article 18 du décret n° 58-1281 de la même date pour donner au Garde des Sceaux la possibilité de charger un ou plusieurs directeurs du ministère de la Justice, ou un ou plusieurs magistrats, de procéder ou de participer à des inspections des services judiciaires ou d'enquêter sur des faits déterminés.

II. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL

2. *Armes.*

Le *décret* n° 63-863 du 21 *août* 1963 (*J.O.*, 23 août, p. 7762), a modifié et complété les articles 27 et 29, du décret du 14 août 1939, relatifs aux conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations d'acquisition et de détention d'armes. Il est notamment prévu que l'autorité compétente statue après s'être fait délivrer le bulletin n° 2 du casier judiciaire du requérant (v. *infra*, n° 11).

3. *Chasse.*

La *loi* n° 63-754 du 30 *juillet* 1963 (*J.O.*, 31 juill., p. 7075), a institué un plan de chasse du grand gibier pour créer un nécessaire équilibre agro-sylvo-cynégétique. Cette loi a complété les articles 373 et 377 du Code rural.

4. *Educateur physique ou sportif.*

La *loi* n° 63-807 du 6 *août* 1963 (*J.O.*, 8 août, p. 7348), réglemente la profession d'éducateur physique ou sportif, ainsi que les écoles ou établissements où s'exerce cette profession.

L'article 7 de cette loi prévoit que l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, l'ouverture, le fonctionnement ou le maintien d'un établissement en infraction aux dispositions prévues, seront punis, en cas de récidive, d'un emprisonnement de deux à quatre mois et d'une amende de deux mille à quatre mille cinq cents francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. Le tribunal pourra, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement et interdire l'exercice de la profession. Signalons d'autre part qu'en vertu de l'article 3, les personnes exerçant la profession prévue à l'article 1er, seront tenues au secret professionnel dans les conditions de l'article 378 du Code pénal (v. *infra.*, n° 9).

5. *Enfants employés dans un spectacle* (v. *infra*, n° 13).

6. *Forêts.*

La *loi* n° 63-810 du 6 *août* 1963 (*J.O.*, 8 août p. 7350), pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises, qui comporte trois titres, prévoit un certain nombre de dispositions présentant un caractère pénal (v. commentaire de Me André LECLÈRE, *Gaz. Pal.*, 30 oct.-1er nov. 1963).

Nous ne pouvons, dans le cadre de cette *Revue*, nous livrer à une étude complète de cette loi ; relevons cependant d'une part les dispositions de l'article 10, qui prévoit les pénalités applicables en cas de coupe abusive ainsi que les conditions dans lesquelles les infractions dont il s'agit seront constatées ; et notons, d'autre part, que le titre III de cette loi modifie certains articles du Code forestier concernant les délits et contraventions en matière forestière : désormais les procès-verbaux des ingénieurs ou préposés des Eaux et Forêts ne sont plus soumis à l'affirmation, « même s'ils ne sont pas écrits en entier de leur main ».

Les sanctions réprimant les délits d'incendie de forêts sont aggravées (v. art. 19 et 20 de la loi) et de nouveaux agents sont habilités à constater les infractions concernant la défense et la lutte contre les incendies, ainsi que les délits et contraventions commis sur les terrains reboisés par le fonds forestier national (art. 20 et 21).

7. *Infractions économiques.*

La *loi* de finances n° 63-628 du 2 *juillet* 1963 (*J.O.*, 3 juill., p. 5915), rectificative pour 1963, portant maintien de la stabilité économique et financière, contient plusieurs dispositions à caractère répressif :

A. — Aux termes de l'article 1er, est interdite la *revente de tout produit en l'état* à *un prix inférieur* à son prix d'achat effectif majoré de taxes sur le chiffre d'affaires afférentes à cette revente, et ce, sous réserve des exceptions prévues dans ce texte.

B. — Aux termes de l'article 3, l'article 59 *bis* de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, relative aux prix, est complété par un alinéa ainsi conçu : « Sont prohibées dans les mêmes conditions les activités d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises occupant sur le marché intérieur une *position dominante* caractérisée par une situation de monopole ou par une concentration manifeste de la puissance économique, lorsque ces activités ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'entraver le fonctionnement normal du marché ». Toutefois, le même article 3 a modifié le 1er alinéa de l'article 59 *ter* de l'ordonnance précitée comme suit : « Ne sont pas visées par les dispositions de l'article 59 *bis* les actions concertées, conventions ou ententes ainsi que les activités d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises occupant une position dominante ».

Les infractions aux dispositions des articles 1 et 3 sont assimilées à des pratiques de prix illicites et constatées, poursuivies et réprimées dans les conditions fixées par les ordonnances n° 45-1483 et 45-1484 du 30 juin 1945, et ce jusqu'au 1er janvier 1964, (art. 4) ; cette date a été prorogée jusqu'au 1er août 1964 par l'article 12 de la loi n° 63-1293 du 21 décembre 1963 (*J.O.*, 23 déc., p. 11.595).

C. — Les articles 5 et 6 interdisent, sous les peines prévues à l'article 1er de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes « toute *publicité* faite de mauvaise foi comportant des allégations fausses ou induisant en erreur lorsque les allégations sont précises et portent sur un ou plusieurs des éléments ci-après : la nature, la composition, l'origine, les qualités substantielles, la date de fabrication, les propriétés des produits ou prestations de service qui font l'objet de la publicité, les motifs ou les procédés de la vente, les résultats qui peuvent être attendus de leur utilisation, l'identité, les qualités ou aptitudes du fabricant, des revendeurs ou des prestataires ».

D. — De même, l'article 8 punit des peines de la loi du 1er août 1905 la délivrance ou l'autorisation abusive d'un *certificat de qualité*, les contrefaçons et imitations frauduleuses de tels certificats étant réprimées dans les conditions prévues pour la contrefaçon et l'imitation frauduleuse des marques par la loi du 23 juin 1857.

8. *Produits anti-parasitaires à usage agricole.*

La *loi* n° 63-762 du 30 *juillet* 1963 (*J.O.*, 31 juill., p. 7078) qui est entrée en vigueur trois mois après sa promulgation, a modifié la loi du 2 novembre 1943 relative à l'organisation du contrôle des produits anti-parasitaires à usage agricole ; les infractions aux dispositions de l'article 11 de cette dernière loi sont désormais punies d'une amende de quinze cents à trente mille francs.

9. *Secret professionnel* (v. *supra*, n° 4).

10. *Substances explosives.*

La constatation des infractions à la législation sur les substances explosives est effectuée conformément aux dispositions de la *loi* n° 63-760 du 30 *juillet* 1963 (*J.O.*, 31 juill., p. 7078), dont l'article unique est ainsi conçu : « Sans préjudice des dispositions de l'article 1854 du Code général des impôts, les ingénieurs des mines et les ingénieurs placés sous leurs ordres, d'une part, les ingénieurs militaires des poudres, d'autre part, constatent par procès-verbaux, concurremment avec les officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions législatives ou réglementaires concernant la fabrication, l'importation, la détention, la vente, le transport et l'utilisation des substances explosives de toute nature. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire. Tout procès-verbal est adressé en original, accompagné d'une copie certifiée conforme, au procureur de la République ».

III. — PROCÉDURE PÉNALE

11. *Casier judiciaire.*

L'article R.79 du Code de procédure pénale qui détermine la liste des administrations et personnes morales auxquelles peut être délivré le bulletin n° 2 du casier judiciaire, en dehors des cas prévus par l'article 776, a été complété par les *décrets* n° 63-862 du 21 *août* 1963 (*J.O.*, 23 août, p. 7762) et 63-975 du 24 *septembre* 1963 (*J.O.*, 26 sept., p. 8653). Désormais, le bulletin n° 2 peut donc être délivré aux administrations publiques saisies de demandes d'autorisation d'acquisition et de détention d'armes ou de munitions (v. *supra*, n° 2) ainsi qu'aux conseils de l'Ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes saisis de demandes d'inscription aux tableaux départementaux ou de poursuites disciplinaires.

12. *Dépôt légal.*

Le *décret* n° 63-796 du 1er *août* 1963 (*J.O.*, 5 août, p. 7283) a étendu aux œuvres phonographiques les dispositions de la loi du 21 juin 1943 sur le dépôt légal. Aux termes de l'article 1er de ce décret, les œuvres phonographiques mises publiquement en vente, en distribution, en location ou cédées pour la reproduction, sont soumises à la formalité du dépôt légal. Par œuvres phonographiques s'entendent les enregistrements sonores de toute nature, quel que soit le support matériel ou le procédé technique utilisé. Les articles 2 à 5 de ce décret prévoient les conditions de ce dépôt, les personnes à qui il incombe, etc.

IV. — DROIT PÉNAL DE L'ENFANCE

13. *Enfants employés dans un spectacle.*

Une importante *loi* n° 63-808 du 6 *août* 1963 (*J.O.*, 8 août, p. 7349), a modifié et complété les dispositions relatives à l'emploi des enfants dans le spectacle, et a réglementé l'usage des rémunérations perçues par des enfants n'ayant pas dépassé l'âge de la scolarité obligatoire ; pour l'application de cette loi, l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire a été fixé à seize ans. Cette loi a notamment modifié les articles 58, 59, 60 et 170 du Code du travail : « Les enfants de l'un ou de l'autre sexe qui n'ont pas dépassé l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire ne peuvent, sans autorisation individuelle préalable, être, à quelque titre que ce soit, engagés ou produits, soit dans une entreprise de spectacle, sédentaire ou itinérante, soit dans une entreprise de cinéma, de radiophonie, de télévision ou d'enregistrements sonores. Les autorisations sont accordées par les préfets sur avis conforme d'une commission constituée au sein du conseil départemental de protection de l'enfance, à laquelle est adjoint, en la circonstance, le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre ». Ces autorisations peuvent être retirées par les préfets sur avis conforme de la même commission, soit d'office, soit à la requête de toute personne qualifiée ; il appartient en outre à cette commission de fixer la part de la rémunération perçue par l'enfant dont le montant peut être laissé à la disposition de ses représentants légaux, le surplus étant affecté à la constitution d'un pécule (*Cf.* art. 58, 58*a*, 58*b*).

Aux termes du nouvel article 58 *c* du Code du travail, il est interdit, sous les peines prévues au nouvel article 170 *a*, à toute personne « de *publier* au sujet des mineurs de dix-huit ans engagés ou produits dans les entreprises visées à l'article 58, soit par la voie de la presse ou du livre, soit au cours d'une émission diffusée, soit par tout autre moyen, tous commentaires, informations ou renseignements autres que ceux concernant leur création artistique » ; de même, est interdite, sous les mêmes peines, toute publicité abusive tendant à attirer les mineurs vers des professions artistiques dont elle souligne le caractère lucratif. En outre les articles 60 et 170 du Code du travail ont soit prévu de nouvelles infractions, soit aggravé les pénalités antérieurement applicables.

D'autre part, les articles 4 et 5 de la loi sont relatifs aux enfants n'ayant pas dépassé l'âge de la fréquentation scolaire obligatoire, qui exercent une activité artistique ou littéraire, autre que celles visées à l'article 58 ; en ce qui concerne leur rémunération, la commission dont il est fait état ci-dessus doit être appelée à statuer avant toute exécution de leur contrat et des pénalités sont prévues en cas d'infraction aux décisions de cette commission. Enfin, et sous peine d'une amende de trois cents à trente mille francs, un emprisonnement de deux mois à deux ans pouvant être prononcé en cas de récidive, les dispositions de l'article 58 *c* sur la publicité sont également applicables en ce qui concerne les mineurs de dix-huit ans exerçant une activité, artistique ou littéraire, autre que celles visées à l'article 58.

V. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

14. *Conventions internationales.*

A. — Le *décret* n° 63-646 du 3 *juillet* 1963 (*J.O.*, 9 juill., p. 6134), a porté application de la convention du 24 octobre 1956 sur la loi relative aux obligations alimentaires envers les enfants.

B. — Le *décret* n° 63-680 du 9 *juillet* 1963 (*J.O.*, 13 juill., p. 6356), a porté application de l'échange de notes entre la France et l'Allemagne sur la prise en charge des personnes à la frontière, signée le 22 janvier 1960.

C. — Signalons enfin la loi n° 63-812 du 6 *août* 1963 (*J.O.*, 8 août, p. 7354) qui a autorisé l'approbation notamment de l'accord de coopération en matière de justice conclu le 9 mars 1962 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali.

C. Chronique pénitentiaire

par Pierre CANNAT

Premier Président de la Cour d'appel de Monaco,
Secrétaire général de la Société générale des Prisons.

I. — Peut-il exister une méthode « rationnelle » de rééducation des délinquants ?

Dans une de ses excellentes chroniques de criminologie publiées dans cette *Revue* (1) M. Jean Pinatel rapporte un propos du R.P. Mailloux, le criminologue canadien, dont nul n'ignore le savoir, propos relatif à la rééducation des délinquants : « *Le succès des initiatives prises jusqu'à présent dépend bien plus du magnétisme que dégage la personnalité de quelques grands éducateurs que de l'application consciente et réfléchie d'une méthode rationnelle* ».

Cette constatation, dont nul ne niera le bien fondé, doit-elle nous inciter à un certain pessimisme ou tout au contraire devons-nous nous féliciter d'un état de choses qui donne priorité à l'influence de l'éducateur sur le système d'éducation ?

Notre siècle est celui de la technique, mais aussi de l'égalité, du nivellement, de la recherche d'un effet identique grâce à la méthode considérée comme la plus efficace et la moins coûteuse. Cette tendance est au surplus davantage accentuée en Amérique qu'en Europe, où elle n'apparaît encore que comme un lointain reflet des conceptions du nouveau Monde.

Il peut donc sembler que la rééducation sociale des délinquants doive être recherchée à travers un mécanisme longuement médité, puis expérimenté, enfin appliqué souverainement. Le traitement s'apparenterait alors à la cure médicale ou à l'intervention chirurgicale.

Nous ne porterons pas de jugements sur les chances de succès de telles méthodes « rationnelles » à l'égard des dévoyés américains. Il est possible — quoique peu probable — que ceux-ci présentent moins de traits originaux que les délinquants de nos pays d'Europe et particulièrement que ceux de France, les seuls en définitive que nous connaissons assez bien.

Mais nous pouvons affirmer qu'il n'existera jamais, soit dans les prisons françaises, soit hors de ces prisons à l'occasion des traitements en liberté, de système uniforme susceptible de résoudre le problème posé par la criminalité. Ce serait à la fois trop beau et trop triste, parce qu'il faudrait alors que les délinquants aient perdu toute personnalité.

Sans doute objectera-t-on que l'éducation des enfants, malgré la diversité des natures se fait au sein de méthodes pédagogiques communes. Mais, d'une part ce n'est pas à proprement parler l'éducation qui se fait à l'école où l'on ne se préoccupe guère, et de plus en plus, que d'instruction, laissant aux familles le soin d'éduquer ; d'autre part, on ne saurait sans grave erreur assimiler l'adulte dont il faut réformer les conceptions à l'enfant dont il suffit de former le jugement.

Si l'on entend déborder le cadre ancien, étroit, teinté d'égoïsme et de plus inefficace, de la peine rétributive, pour y substituer des pénalités rééducatives, il faut d'abord

(1) 1963, p. 385.

proclamer la nécessité de l'individualisation. Or, celle-ci postule l'application à chaque cas de moyens différents. Elle est la négation de toute méthode collective et peut-être même de toute méthode. En sorte qu'il ne resterait plus, face à la personne de l'infracteur, que celle de l'éducateur, seule habile à trouver les cheminements d'une reconversion.

Nous ne pensons pas qu'il faille aller aussi loin, en ce sens que l'empirisme de l'éducateur ne dût pas être considéré comme la formule idéale. Tout en adaptant le traitement à chaque cas, l'éducateur peut fort bien user de méthodes-types, entre lesquelles il fera choix des plus appropriées à l'espèce.

Par exemple, on fait grand tapage partout autour de la psychothérapie collective. En l'incertitude où nous sommes sur l'efficacité de cette technique, nous devons être *a priori* favorable à son application, en vertu de cette règle de bon sens qu'il faut essayer pour réussir. Mais nul ne nie dans le camp des plus chauds partisans de la psychothérapie de groupe, que tous les sujets ne relèvent pas de cette méthode et que pour certains d'entre eux il faut avoir recours à la psychothérapie individuelle. Il serait donc aussi absurde de prétendre soumettre tous les délinquants à ce mode de traitement psychologique que d'en refuser l'application à ceux que l'on croit capables d'en tirer profit.

En allant davantage au fond des choses, on peut distinguer entre deux sortes de méthodes : celles qui n'ont trait qu'à la structure générale d'un climat de rééducation et puis celles qui appartiennent à la tentative directe de « resocialisation ».

Relèvent par exemple des premières, le travail pénal, l'apprentissage d'un métier, l'instruction, la sauvegarde de l'esprit d'initiative, l'encadrement des libérés, etc. Ici on peut et doit parler de méthodes communes. L'Etat, pour favoriser le reclassement des délinquants et n'entraver en rien l'effort de rééducation (qui sera l'essentiel de la peine) se doit d'organiser prisons, post-cures et sanctions exclusives de détention, selon des règles générales fondées sur les cas où l'amendement est possible et non pas calqués sur les rares hypothèses de sujets imperméables à toute action revalorisante.

C'est en quoi, par exemple, la prison d'hier était à la fois absurde, injuste, et finalement engendrait la récidive. Tout y était conçu en fonction du « dur ». De même l'interdiction de séjour, ancienne manière. On tuait dans l'œuf toute velléité de transformation chez des gens qui, pour la très grande majorité, n'étaient que des faibles relevant de la tutelle.

Il est moins dangereux pour la tranquillité sociale de faire exagérément bénéficier quelques très mauvais éléments d'un système trop généreux, que de noyer définitivement tous les autres sous le poids des règles trop lourdes. Il est d'ailleurs relativement facile de prévoir, à côté des méthodes communes, quelques normes spéciales utilisables dans les cas désespérés. Par exemple en matière d'interdiction de séjour, la surveillance de la police peut se substituer à l'assistance des comités post-pénaux.

Donc en tout ceci nous admettons l'existence de méthodes collectives qui seront le support général de l'effort particulier de rééducation.

Il est plus difficile de parler de méthodes quand on aborde la tentative directe. Cela ne veut pas dire, comme nous le notions tout à l'heure, que l'éducateur doive tout imaginer, tout inventer, à l'occasion de chaque espèce. Il peut se référer à des mécanismes d'ensemble. Mais il doit ne pas oublier que l'essentiel n'est pas d'aboutir selon telle formule, mais de réussir vaille que vaille. Ici doivent intervenir, sa connaissance totale du sujet, son bagage en psychologie appliquée et par-dessus tout son expérience.

Il sera le « grand éducateur » dont parle le R.P. Mailloux, s'il a toutes ces armes à sa panoplie. Il ne sera pas du tout un éducateur, s'il s'empêtre dans une méthode, fût-elle excellente, sous prétexte qu'elle est à ses yeux la seule « *rationnelle* ». N'oublions pas que ce qui pourrait être considéré aujourd'hui comme rationnel est fatalement appelé à être décrié demain, et surtout que le sujet central de tout effort de rééducation se situe, lui, par sa nature, hors de toute construction raisonnable.

II. — Financement de la reconstruction des maisons d'arrêt par le produit de l'aliénation des vieilles prisons

La loi de finances pour 1963 (*J.O.*, 24 févr. 1963, p. 1818) contient en son article 64 une disposition du plus haut intérêt pratique et qui cependant ne semble pas jusqu'ici avoir fait l'objet des commentaires qu'elle mérite, si ce n'est évidemment dans le

rapport général sur le fonctionnement des services pénitentiaires pour 1962 présenté par M. le Directeur Schmelck.

Il y a là quelques pages (221 à 226) qui méritent la meilleure attention.

Il est bien connu que l'équipement de la France en maisons d'arrêt, s'il est théoriquement suffisant en quantité, pêche considérablement par la qualité. Peu de prisons sont cellulaires, la plupart sont vétustes et quasi inadaptables. Les directeurs successifs responsables de l'Administration pénitentiaire n'ont cessé, depuis 1945, de le clamer, M. Amor tout le premier.

Cette fois les intentions de l'administration sont cependant catégoriques : 102 maisons sur 152 doivent être désaffectées et reconstruites. Le coût total de l'opération s'élèvera à trois cents millions de francs (valeur 1962). Le financement sera assuré au moyen de crédits pour environ deux cent cinquante millions et pour le reste (c'est là l'originalité) à l'aide de sommes recueillies à la suite de l'aliénation des anciennes maisons d'arrêt désaffectées, conformément à la procédure des *fonds de concours* prévue par le texte susvisé.

Cela signifie que lorsqu'une maison d'arrêt sera vendue, le prix d'achat ne retombera pas comme il est de règle, dans la caisse commune des Domaines, mais sera affecté au financement spécial des opérations immobilières nouvelles, donc à la construction d'un établissement neuf.

C'est une véritable révolution.

On en saisira l'étendue si l'on veut bien considérer que jadis les maisons d'arrêt étaient mitoyennes des palais de justice, en sorte que les bâtiments anciens, s'ils ne relèvent que de la pioche, libèreront *au cœur des villes* des terrains précieux par leur emplacement, en même temps que la suppression de la prison permettra l'embellissement de la cité.

Or, les maisons d'arrêt modernes se construisent maintenant à la périphérie des agglomérations où le terrain est d'un prix moindre. Malgré la nécessité de disposer d'un emplacement beaucoup plus vaste (maisons cellulaires, ateliers, terrains de sport) la différence de valeur augmentée de l'intérêt que peuvent avoir les communes à se débarrasser du chancre de la vieille prison inesthétique, entrera pour un sixième en ligne de compte dans le financement total des opérations nouvelles. Ce n'est pas négligeable.

On peut donc espérer que progressivement disparaîtront les prisons archaïques et que la maison d'arrêt — ce triste réceptacle de tout ce qui dans une ville est au-dessous d'un certain étiage social — deviendra ce laboratoire de criminologie, nécessaire comme une première étape à la base de toute entreprise pénitentiaire intelligente.

Nous exprimerons cependant un regret : les villes modernes se développent si vite sur leurs bords que la maison d'arrêt nouvelle ne tarde pas à être à son tour enveloppée dans les constructions neuves (à Grenoble par exemple) dont certaines sont très hautes. Cela ne va pas sans inconvénients (vues plongeantes dans les cours, vis-à-vis des fenêtres des cellules et de celles des habitations, etc.). Il serait vraiment opportun qu'un texte permette d'interdire, soit toute construction, soit, en tout cas, toute élévation au delà du rez-de-chaussée, dans un certain périmètre autour des prisons nouvelles. Sinon, très vite, la maison d'arrêt moderne perdra une large partie de ses avantages pratiques.

D. Chronique de criminologie

par JEAN PINATEL
Inspecteur général de l'Administration,
Secrétaire général de la Société internationale de Criminologie.

LE TRAITEMENT DES DÉLINQUANTS

(A LA LUMIÈRE DES TRAVAUX DU IVe CONGRÈS FRANÇAIS DE CRIMINOLOGIE) (1)

Bibliographie. — Ch. DEBUYST, *Le traitement envisagé du point de vue social et sociologique* ; J. DUBLINEAU, *Le traitement médical et psychiatrique individuel du délinquant* ; Y. ROUMAJON, *Le traitement psychologique individuel du délinquant, Rapports généraux* présentés au IVe Congrès français de Criminologie (Strasbourg, 1963).

A l'occasion du IVe Congrès international de Criminologie (La Haye, 1960) et du Colloque de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire, il nous a été donné d'attirer l'attention sur l'intérêt qui se manifeste, à l'heure actuelle en criminologie, pour le traitement des délinquants (2). Un nouvel exemple de cet intérêt nous a été offert par le IVe Congrès français de Criminologie qui s'est tenu à Strasbourg du 10 au 12 octobre 1962, dont les travaux ont utilement préparé la contribution française au Ve Congrès international de Criminologie qui évoquera en 1965 à Montréal les divers aspects du traitement des délinquants.

L'intérêt ainsi manifesté pour ce problème difficile ne saurait surprendre. Dans la première édition de son *Introduction à la Criminologie*, Etienne De Greeff terminait comme suit ses développements consacrés au traitement de la délinquance : « Nous croyons avoir montré qu'il existe chez les délinquants des aspects et des problèmes plus complexes qu'on ne l'imagine généralement. Nous pensons que par l'analyse de la personnalité on peut se repérer assez exactement dans l'étude de chaque cas. Nous savons aussi bien que quiconque quelle est la limite du pouvoir éducatif et transformant sur une personnalité humaine. Mais nous ne croyons pas que cette limite soit généralement atteinte. Nous n'avons pas encore le droit de douter, et ce n'est pas au nom de l'échec des sciences pénitentiaires qu'on peut proposer des mesures de désespoir. Car les sciences pénitentiaires n'existent pas encore, elles ne constituent encore que des ébauches de prise de conscience, de la pensée tâtonnante. Leur stagnation et leur impuissance prouvent qu'elles ne peuvent se développer sans un sérieux apport extérieur. Aussi longtemps que le niveau de la récidive restera stationnaire... les sciences pénitentiaires ne représenteront avant tout qu'un bel effort collectif » (3).

Le développement actuel de la criminologie clinique prouve que les sciences pénitentiaires peuvent et doivent être vivifiées et renouvelées par l'approche scientifique.

Mais, lorsqu'on parle de traitement des délinquants dans cette perspective scientifique, beaucoup de gens pensent médecine et maladie. Pour eux, traitement suppose

(1) V. compte rendu de ce Congrès, *infra*, p. 227.

(2) V. nos précédentes chroniques dans cette *Revue*, 1960, p. 688 à 696 et 1962, p. 359 à 371.

(3) E. DE GREEFF, *Introduction à la Criminologie*, 1re éd., 1937, p. 312-313.

maladie et ils en concluent que si l'on considère qu'il y a lieu d'appliquer un traitement aux délinquants, c'est parce qu'ils sont considérés comme des malades.

Cette interprétation simplificatrice a été favorisée par le fait que, pendant longtemps, on a négligé d'élaborer une définition précise du traitement des délinquants. Lorsque nous avons tenté d'effectuer une clarification conceptuelle en la matière, nous avons constaté que la notion de traitement est susceptible de revêtir en criminologie clinique au moins deux grandes acceptions. Dans la première elle vise la manière d'agir envers le délinquant à la suite de la sentence judiciaire. Mais sur le plan scientifique la notion de traitement revêt une acception moins générale. Elle désigne l'action individuelle entreprise à l'égard du délinquant, en vue de tenter de modeler sa personnalité dans le but de l'éloigner de la récidive et de favoriser son reclassement social (1).

A Strasbourg, le mérite de M. Debuyst est d'avoir ouvert le dictionnaire de Littré et d'y avoir trouvé les définitions suivantes :

Traitement : manière d'agir avec quelqu'un, de l'accueillir, de le traiter ;

— (en médecine) manière de conduire une maladie à l'effet soit de la guérir, soit d'en diminuer le danger, soit de calmer les souffrances qu'elle cause, soit d'atténuer ou de dissiper les suites qu'elle peut entraîner ;

— traitement moral : ensemble des moyens thérapeutiques tirés de la direction donnée à l'exercice des sentiments et des facultés intellectuelles.

Ces trois définitions ont été au centre des travaux de Strasbourg. C'est ainsi que la première acception du traitement a donné lieu à des développements d'ordre social et sociologique, la deuxième à des développements d'ordre psychiatrique et la troisième à des développements d'ordre psychologique. Mais comme le traitement moral fait appel à l'ensemble des moyens thérapeutiques, c'est la synthèse des travaux du Congrès, non encore publiée, qui devrait nous apporter dans cette direction les éclaircissements nécessaires.

Dans l'attente de cette synthèse nous tenterons, pour notre part, de résumer l'apport des travaux de Strasbourg en ce qui concerne les méthodes sociales et sociologiques, les méthodes psychiatriques et les méthodes psychologiques, afin de pouvoir, en guise de conclusion, orienter la recherche scientifique vers les perspectives morales ouvertes par l'intégration de ces méthodes dans les processus du traitement.

I. — Les Méthodes sociales et sociologiques

Dans son acception la plus générale traiter quelqu'un c'est se comporter à son égard d'une certaine manière qui sera déterminée par le but que l'on poursuit. Il s'agit essentiellement d'une attitude (Debuyst).

Or, l'attitude sociale en face du délinquant a varié à travers les siècles. D'une façon un peu cavalière, il est possible de distinguer cinq grandes périodes : la vindicte, le talion, la morale, le tarif et le traitement individuel (Roumajon). Mais, en dépit de cette sociologie simplifiée, toutes ces attitudes se rencontrent et interfèrent de nos jours. Pratiquement, le régime pénal et pénitentiaire peut avoir des buts différents : la neutralisation du délinquant, l'exemplarité, la rééducation, l'avertissement. Dans toute réaction sociale coexiste un aspect sanctionnateur et un aspect rééducatif.

Devant cette situation confuse il convient de tenter de préciser les fonctions du régime pénal et pénitentiaire à l'époque actuelle, ainsi que les moyens qui sont susceptibles d'adapter son organisation à ses fonctions.

A. — *Les fonctions du régime pénal et pénitentiaire*

Elles sont au nombre de trois : sécurité, rééducation et milieu thérapeutique.

a) Sécurité. En matière de traitement pénal et pénitentiaire la prise en considération de la sécurité publique est primordiale. « Il va de soi que, dans certains cas, la mesure pourra prendre la signification d'une véritable neutralisation de l'individu. On doit bien reconnaître, en effet, que l'impératif qui doit finalement s'imposer est la protection de la société et que les moyens de traitement doivent toujours tenir compte de la dangerosité possible du sujet. Ce fait-là n'est pas nouveau. Néanmoins, nous ne devons

(1) *Traité*, n° 345.

pas croire que l'incarcération soit, pour la collectivité, la seule manière de se protéger. En plus, comme le notait déjà le psychiatre français Pinel, la dangerosité d'un sujet dépend de la manière dont il est traité » (Debuyst).

Mais la sécurité englobe également celle du délinquant. Il y a lieu de le protéger tant vis-à-vis de lui-même (suicide) que vis-à-vis des tiers (vengeance).

b) Rééducation. Après la deuxième guerre mondiale la fonction de rééducation s'est imposée dans le domaine pénal et pénitentiaire. L'idée a été soutenue qu'il fallait donner aux délinquants la formation morale, hygiénique, scolaire et professionnelle dont ils avaient manqué. Finalement les concepts de rééducation et de traitement ont semblé devoir être confondus et l'on a parlé, par exemple, de thérapeutique par le travail.

Mais organiser des programmes de formation ne suffit pas, il faut encore que le délinquant accepte cette formation. Aussi bien, à l'heure actuelle la rééducation (*training*) est considérée comme une des fonctions de traitement pénal et pénitentiaire. Au surplus, nombre de délinquants n'ont pas besoin d'être rééduqués. Des mesures d'avertissement suffisent pour les délinquants qui, en temps ordinaire, sont normalement insérés dans la collectivité sociale. Des mesures de réintégration suffisent pour ceux qui par manque de moyens financiers ou d'informations ne parviennent pas à s'insérer dans le circuit social.

c) Milieu thérapeutique. Pour que le délinquant accepte l'avertissement, la réintégration ou la rééducation, il faut qu'il soit convaincu que c'est là son bien. L'action à entreprendre à cet égard doit s'exercer dans un cadre adéquat. Elle est facilitée par l'existence d'un milieu thérapeutique. De même que l'on commence à entreprendre l'étude expérimentale de l'influence du milieu naturel et social sur la personnalité de l'enfant comme une nouvelle branche de la science pédagogique (1), de même l'on doit mener à bien l'étude de l'influence du milieu pénal et pénitentiaire sur la personnalité du délinquant, comme une nouvelle branche de la pénologie.

Cette étude, à peine entreprise pour l'instant, met en lumière la nécessité de combler l'écart qui existe entre, d'une part, les attitudes du sujet sous-tendues par ses possibilités réelles et, d'autre part, les exigences de la société globale. Il s'agit, dès lors, de « construire des milieux intermédiaires qui ne présentent pas les mêmes exigences que le milieu réel » et accordent aux délinquants « certaines gratifications susceptibles de susciter de nouvelles motivations » (Debuyst).

B. — *L'adaptation de l'organisation du régime pénal et pénitentiaire aux fonctions qui viennent d'être précisées*

En soi, le milieu pénitentiaire « pourrait être un de ces « milieux thérapeutiques intermédiaires » au sein duquel les détenus acquerraient progressivement les attitudes qui leur permettraient de s'adapter dans la société globale » (Debuyst). L'emprisonnement, en effet, permet de rompre le lien qu'avait le délinquant avec son milieu défavorable et d'essayer de créer chez lui de nouvelles habitudes. Mais pratiquement l'emprisonnement comporte un élément de rupture (brusque privation des rôles familiaux et professionnels), engendre la passivité et l'atonie, soumet le délinquant au milieu des détenus. Il entre, dès lors, dans une attitude infantile et régressive.

Statistiquement, M. et Mme Glueck ont montré que les adaptations sociales qui furent réussies avant l'emprisonnement ont une meilleure valeur prédictive que les adaptations pénitentiaires (travail, bonne conduite).

En présence de cette situation des initiatives ont été prises : 1° pour tenter d'éviter la rupture d'avec le milieu ordinaire (système des visites plus souple, organisation du service social pénitentiaire) ; 2° pour combattre l'influence de l'ambiance régressive et dépersonnalisante (discussions de groupe, *self-government*, progressivité personnelle) ; 3° pour neutraliser les effets de la culture carcérale (classification, constitution de groupes dont la connaissance serait facilitée par la sociométrie, augmentation des contacts avec l'extérieur) ; 4° pour valoriser le détenu dans le monde de la réalité (changement d'attitude du personnel, sanction des apprentissages par des examens publics).

(1) R. Zaniewski, *Les théories des milieux et la pédagogie mésologique*, Tournai, Editions Casterman, 1952, 282 pages.

En dépit de ces efforts, il existe une opposition fondamentale entre les exigences de la sécurité et celles de l'organisation d'un milieu thérapeutique véritable. Il n'existe pas, en revanche, de conflit entre, d'une part, la sécurité et la rééducation et, d'autre part, le milieu thérapeutique et la rééducation. Tout au plus peut-on dire que l'organisation de la rééducation et son rendement sont plus favorables en milieu thérapeutique.

Ainsi, chaque fois qu'un problème de sécurité se pose, le régime pénitentiaire ne peut guère s'ouvrir à l'organisation d'un milieu thérapeutique. Mais, s'il n'y a pas de problème de sécurité, la nécessité d'un régime pénitentiaire ne se fait plus sentir et l'on peut songer à l'organisation d'un milieu thérapeutique dans le cadre d'un régime de probation ou de libération conditionnelle.

Dans cette perspective, l'assistante sociale joue le rôle d'intermédiaire entre le milieu global et le sujet. Dans certains cas elle n'aura qu'une information à donner, dans d'autres elle exercera une action de soutien. Il en est ainsi, par exemple, lorsque le juge interdit à un délinquant laissé en liberté de fréquenter les débits de boissons. De la sorte le juge s'efforce de supprimer du milieu global certains éléments considérés comme dangereux : il construit un milieu intermédiaire. Mais la portée pratique de cette construction repose, en définitive, sur l'action de soutien de l'assistante sociale. Il en est de même lorsque les particuliers participent activement, comme aux Pays-Bas, à l'œuvre de réhabilitation et apportent ainsi aux délinquants un soutien d'autant plus efficace qu'il exprime l'attitude de la société globale.

Il ne faut donc pas être étonné des résultats très satisfaisants de la probation. Elle est très largement répandue en Grande-Bretagne (en 1955 elle a été appliquée à 24,1 % des adultes reconnus coupables d'une infraction). Elle est appliquée surtout aux délinquants primaires (66 % des adultes étaient des délinquants primaires suivant les résultats de l'enquête du département de sciences criminelles de Cambridge) et donne des résultats satisfaisants (79 % des adultes ont respecté les impératifs de la probation et 73,8 % d'entre eux n'avaient pas été à nouveau condamnés trois ans après l'expiration de la mesure).

Il semble également, d'après les études de L. Wilkins rapportées par M. Debuyst, que la différence n'est pas statistiquement significative entre les résultats de la probation et du traitement *Borstal*, dégagée par la comparaison de deux groupes de jeunes (dont le pairage avait été opéré en fonction de l'infraction, des antécédents judiciaires, de l'âge et du milieu). Il s'ensuit que si les délinquants placés dans un *Borstal* avaient bénéficié d'une mesure de probation, les risques n'auraient pas été plus grands. « On en arrive, de ce fait, à restreindre considérablement la valeur d'un argument fréquemment utilisé par les défenseurs de l'emprisonnement : la dangerosité du sujet » (Debuyst).

II. — Les Méthodes Psychiatriques

L'idée directrice à partir de laquelle il est possible de préciser les principes, les modalités et les applications des méthodes psychiatriques est précisément le concept d'état dangereux.

A. — *Les Principes*

Le concept d'état dangereux est banal en psychiatrie dès le début du XIX^e^ siècle : il qualifie l'état mental susceptible de compromettre l'ordre public et la sûreté des personnes. Mais transposé en criminologie par Garofalo aux alentours de 1880, il y a pris une portée plus large. Il y traduit la résultante de la capacité criminelle et de l'inadaptation sociale d'un sujet.

Ce manque de correspondance entre la conception psychiatrique et la conception criminologique étonnent tous ceux qui font des délinquants des malades. De fait « l'association fréquente de la délinquance et de l'état psycho-névropathique a conduit à traiter des individus, dans le sentiment que traiter leur état revenait à traiter aussi le fait délinquantiel » (Dublineau).

Mais les choses ne sont pas aussi simples. Entre la personnalité anormale et la personnalité criminelle il existe, en effet, des différences qui ont été précisées à Bellagio par le regretté Charles Andersen. La signification intérieure du comportement criminel de la personnalité anormale réside dans le dérèglement ou l'insuffisance du monde intérieur.

Au contraire, l'isolement et la séparation du milieu humain, le refus de coexistence sont conscients et admis par le criminel vrai (1). Par ailleurs, du point de vue objectif, la personnalité anormale, dominée par l'accentuation pathologique d'une de ses composantes peut être décrite par rapport à des types psychiatriquement définis. Au contraire, la personnalité criminelle ne peut être décrite de la sorte, elle se situe en dehors de la typologie psychiatrique admise.

Cette distinction fondamentale sur le plan de la recherche et de la systématisation scientifiques laisse à la pratique clinique toute sa flexibilité et toutes ses nuances. Un diagnostic en psychiatrie générale englobe souvent des éléments de plusieurs anomalies. Et une « personnalité est toujours trop complexe pour être définie par un diagnostic » (2). La réalité clinique est beaucoup plus riche et imprécise que la typologie de référence, dont la portée est essentiellement opérationnelle (3). Aussi ne faut-il pas être étonné d'avoir vu à Strasbourg le docteur Dublineau confirmer les vues depuis longtemps exprimées par M. Benigno di Tullio sur l'originalité de la psychiatrie criminelle (4). En effet, un psychopathe délinquant (5), même reconnu irresponsable et interné, n'est pas tout à fait le même qu'un psychopathe non délinquant. « Entre les deux figure cette différence que le délinquant est « passé à l'acte » ce, sans doute, en vertu du caractère particulier de sa structure caractérielle, une structure plus marquée que celle du psychopathe qui n'est pas passé à l'acte » (Dublineau).

Sous le bénéfice de cette observation générale, les précisions suivantes sont apportées par le docteur Dublineau :

a) il est des formes caractérielles privilégiées chez les délinquants : excitations motrices, passivité, crises nerveuses ;

b) les orientations psychopathiques sont souvent frustes, inconstantes, peu caractéristiques ;

c) dans les cas de psychopathie se révélant en cours de peine des aspects spéciaux se manifestent qu'il s'agisse d'états aigus ou chroniques, de bouffées délirantes ou d'évolution schizophrénique ;

d) la combinaison de troubles caractériels marqués et d'états psychopathiques imparfaits pose le problème du terrain délinquantiel. Ce que l'on trouve de ce point de vue c'est un certain climat de convulsivité ou de paraconvulsivité et une certaine immaturité, — motrice, affective ou mixte — non pathologique en soi (6) ;

e) engagé (*dans* son acte et *par* son acte) le sujet, de par sa structure, s'engage pareillement dans ses « réactions à l'acte » : il s'enfonce dans son personnage. « Il y a donc dans les états psychopathiques une surcharge psychologique, s'ajoutant à la surcharge organo-fonctionnelle. Combinée au terrain particulier, elle modifie les formes psychopathologiques. En dehors des névroses et psychoses les états psycho-pathologiques de la détention constituent comme un groupe à part, « psychoïdotique » plutôt que névro ou psychotique. Psychoïdoses « délinquantielles », puisque c'est le fait délinquantiel qui leur confère ses traits particuliers ;

---

(1) V. notre précédente chronique, cette *Revue*, 1963, pp. 583 à 588 et notamment, p. 587.

(2) *Ibid.*, p. 586.

(3) Comp. L.-M. Raymondis, « Quelques aperçus sur le problème de la subsistance de l'aptitude à la sanction chez le malade mental interné », cette *Revue*, 1963, pp. 331 à 342 et notamment p. 337.

(4) Benigno di Tullio, *Trattato di antropologia criminale*, Rome, Criminalia, 1945, pp. 447 à 453 notamment.

(5) Le terme de psychopathe paraît ici être utilisé dans son acception la plus générale qui recouvre tous les troubles constatés dans la pratique (v. notre *Traité*, n° 36).

(6) Ainsi que nous l'avons signalé dans notre précédente chronique (cette *Revue*, 1963, pp. 583 à 588 et notamment p. 588) il convient d'approfondir les rapports de la personnalité criminelle et de l'immaturité, non seulement dans le cadre psychiatrique mais aussi et surtout en dehors de ce cadre. Tant que cette recherche ne sera pas effectuée, il sera difficile de ne pas être tenté de mettre en évidence certains paradoxes apparents. Ainsi lorsqu'on se voit obligé de constater avec Sutherland que les sujets socialement ou individuellement immatures, font preuve d'une véritable maturation criminelle (Roumajon).

f) à propos des structures dysrythmiques frustes il est difficile de tracer la limite du normal et de l'anormal. Il en est ainsi notamment dans les cas d'exhibitionnisme, d'incendie volontaire, de kleptomanie. Il existe aussi des mentalités-limites (rigidité non paranoïaque, excitation mineure).

En bref « les états psychiatriques délinquantiels ne sont qu'en partie ceux de la psychiatrie courante » (Dublineau).

Cette situation un peu en marge de la psychiatrie générale montre que, dans nombre de cas et tout au moins dans les cas-limites, le traitement du groupe polymorphe des anormaux mentaux ne peut plus être exclusivement psychiatrique. « Soit que l'anomalie fasse difficilement sa preuve, soit qu'elle relève des mesures « autres » psychologiques ou sociales, l'anomalie échappe à la psychiatrie pure : elle devient criminologique » (Dublineau).

B. — *Les Modalités*

En se référant aux travaux du IV[e] Congrès international de Criminologie (La Haye, 1960), les propositions suivantes peuvent être formulées relativement aux modalités du traitement psychiatrique :

1° Le traitement des délinquants ne doit pas escompter beaucoup des méthodes biologiques. Les applications en criminologie des méthodes de choc et des méthodes de psycho-chirurgie ont été décevantes.

2° Mention doit être faite des nouvelles chimiothérapies psychiatriques caractérisées par une action sédative puissante. Elles sont utiles pour rendre possible le contact du délinquant.

Ces propositions se trouvent confirmées par les travaux de Strasbourg. Les méthodes de choc, les interventions chirurgicales et les chimiothérapies psychiatriques ne sont pas « antidélinquantielles ». Tout ce qu'on peut leur demander éventuellement, mais cela est surtout vrai pour les chimiothérapies, c'est de mobiliser les ressources du sujet, mobilisation que d'autres méthodes devront utiliser. A noter que dans une perspective d'avenir « l'apparition de produits nouveaux, d'actions plus ou moins sélectives est de nature à faire penser que dans le cadre des dysrythmies si fréquentes chez le délinquant, nous disposerons tôt ou tard, des drogues régulatrices, réductrices, en tant que telles, des pulsions ou explosions criminogènes » (Dublineau).

Ce qu'il faut surtout souligner avec le docteur Dublineau, ce sont les indications psychiatriques de traitement qui gouvernent la mise en œuvre des méthodes biologiques :

a) Sur le plan de la psychiatrie quotidienne la structure des troubles conduit à rechercher surtout la régularisation des rythmes psycho-moteurs.

b) Sur le plan des buts généraux il s'agit de reconnaître chez le sujet, ce que ses dysrythmies comportent de forces jeunes utilisables.

c) Toute ambition de modifier *valablement* un sujet ne vaut que dans la mesure où cette modification est lente.

d) Cette modification est facilitée par la pression sociale que concrétise la détention et par l'âge. A mesure qu'il vieillit, il devient « autre » psychologiquement et morphologiquement.

e) A l'inverse la détention prolongée tend à cristalliser des forces susceptibles de se faire jour et l'évolution biologique peut être chez le délinquant, différente de celle de l'homme de la rue, en raison des structures de base particulières impliquées par le passage à l'acte.

Telles sont les principales indications qui s'imposent aujourd'hui en matière des méthodes biologiques.

C. — *Les Applications*

En dépit de ces limitations le traitement psychiatrique fait l'objet de nombreuses applications en milieu carcéral et en milieu libre.

a) *Le traitement psychiatrique dans les établissements et centres pénitentiaires.* Le traitement psychiatrique peut s'exercer soit dans les établissements pénitentiaires généraux, soit dans des centres spécialisés.

1° La médecine pénitentiaire est encombrée de manifestations psycho-somatiques. En effet, la situation carcérale implique un certain nombre d'impératifs à résultantes biologiques : spasmes, angoisses cardio-respiratoires à type asthmatiforme, insomnies, claustrophobie ou à l'inverse recherche d'un confinement farouche, problèmes sexuels, plaintes suscitées par le régime alimentaire, amaigrissement sans cause apparente. Les troubles somatiques, quand ils se compliquent d'une surcharge fonctionnelle, sont volontiers labiles et paroxystiques. Mais ils peuvent se renouveler ou s'aggraver en cas d'opposition systématique. Des conduites spectaculaires s'avèrent alors incompatibles avec le maintien dans un établissement ordinaire. Chez certains, on décèle une appétence d'hospitalisation. Mais le plus souvent « l'association de traitements simples et d'entretiens psychothérapiques, dans un cadre assez équipé pour décourager les tentatives d'exploitation sur place semble devoir suffire » (Dublineau).

Il faut aussi mentionner que la surveillance psychiatrique doit s'exercer sur les condamnés âgés, sur le vieillissement des détenus en cours de peine (sénilisation du relégué), sur l'évolution des détenus en fonction des stades évolutifs de durcissement et de sensibilité.

Enfin, des détenus peuvent avoir présenté dans leur passé des épisodes psychopathiques et posé des problèmes en rapport avec un alcoolisme ou une syphilis antérieurs. Une catégorie de plus en plus fréquente de sujets est constituée par les détenus à antécédents cranio-traumatiques.

2° Le traitement dans les centres spécialisés (annexes psychiatriques, centres psychiatriques pénitentiaires, hôpitaux psychiatriques ordinaires ou spéciaux, centres de relégués, prisons-hospices, prisons de femmes) posent de nombreux problèmes techniques. Il est recommandé de ne recourir à l'hôpital psychiatrique qu'après passage en centre psychiatrique pénitentiaire. « Pourquoi ce maintien en milieu pénitentiaire. Parce que, dans l'état actuel de l'organisation, l'appétence hospitalière crée une utilisation des troubles qui nuit à l'esprit du groupe et peut-être au sujet lui-même. L'abandon de ce dernier à des perspectives psychopathiques le met en contradiction interne avec le développement, plus nécessaire pour lui que pour d'autres, du concept de responsabilité personnelle » (Dublineau).

b) *Le traitement psychiatrique en milieu libre.* Dans la perspective des mesures restrictives de liberté il faut distinguer le traitement des individus en probation et celui qui intervient au cours de la post-cure et de la libération conditionnelle.

1° Certains jugements plaçant un sujet en probation comportent dans leur libellé l'obligation pour l'intéressé de se faire suivre dans un dispensaire psychiatrique. Sinon, c'est le service post-pénal qui prend l'initiative d'adresser le sujet (directement ou par l'intermédiaire du délégué) au service d'hygiène mentale. A Paris, depuis novembre 1960, près d'une centaine de sujets ont été ainsi orientés sur le service d'hygiène mentale de la Préfecture de police. Mais il y a eu des défections (délinquants ayant agi sous l'influence d'un état alcoolique, cas-limites).

2° De même les sujets soumis au bénéfice de la libération conditionnelle peuvent être orientés sur les dispensaires d'hygiène mentale de leur secteur ou encore sur le service d'hygiène mentale de la Préfecture. Dans le deuxième cas, la liaison est plus facile à maintenir avec les services post-pénaux. Mais, dans les deux cas, il s'agit moins de traitements véritables que de surveillances de post-cure.

Dans toutes les hypothèses de cure libre (probation, libération conditionnelle) « il n'y a pas intérêt à ce que le sujet soit « couvé » et « minorisé » par un psychiatre. Mais il est bon que le psychiatre, devenu criminologue, jauge s'il le faut, les interactions génératrices de « coups de tête », de « coups de cafard », sous-entendues par les dysrythmies, les crises évolutives, les hasards d'une conjoncture bio-sociale imprévisible » (Dublineau).

Mais pour l'essentiel, il faut faire appel aux méthodes psychologiques.

III. — Les Méthodes Psychologiques

Les données dégagées à Strasbourg concernent les buts, le contenu et la mise en œuvre des méthodes psychologiques.

A. — *Les Buts*

Le traitement psychiatrique est destiné au premier chef selon certains « à restaurer le sens de la responsabilité sociale » (Roumajon). Pour d'autres, l'effort pour l'affermissement du sens de la responsabilité se situe « dans un domaine moral » (Dublineau).

Ainsi, la nature du but général du traitement psychologique n'a pas été nettement précisée. A notre avis, il faut affirmer sa nature morale. Olof Kinberg n'a jamais hésité d'aborder le problème de la fonction morale. M. D. Lagache a souligné que la criminologie est à la morale, ce que la psychopathologie est à la psychologie. Après eux, il ne faut pas hésiter à parler de traitement moral.

Cette observation effectuée, il reste à définir les buts du traitement moral. Peut-on les limiter à un seul : l'affermissement ou le développement du sens de la responsabilité ? Sans soulever les controverses terminologiques qui s'attachent à cette expression contestable de « sens de la responsabilité », du moins faut-il souligner avec force qu'il ne peut résumer et synthétiser une personnalité tout entière. Selon nous, les buts du traitement sont : 1° de réduire la personnalité dangereuse du délinquant en vue d'éviter une récidive ultérieure ; 2° de la valoriser afin de faciliter le reclassement social du sujet.

B. — *Le Contenu*

Certains vont jusqu'à penser avec M. Fenton que le contenu des méthodes psychologiques est incommunicable. « Il y a là — écrit-il — une expérience psychologique point trop différente de celle de la perception des couleurs, qu'il est difficile, sinon impossible de communiquer à autrui par la parole ». Mais « de telles affirmations, pour intéressantes qu'elles soient, ne peuvent représenter un argument scientifique suffisant » (Roumajon). Pour établir les bases psychologiques du traitement des délinquants, il faut partir de « la personnalité déviante considérée *hic et nunc* quelle que soit la période où l'on veut intervenir : prédélinquance, délinquance primaire, récidive » (Roumajon).

Au IV° Congrès international de Criminologie (La Haye, 1960), il avait été précisé que le fondement du traitement psychologique réside dans les psychothérapies, la majorité d'entre elles procédant de la psychanalyse.

Mais, à Strasbourg, il a été avancé qu'en matière de délinquance, le traitement psychologique déborde très largement le cadre habituel de la psychothérapie. On perçoit la nécessité d'une méthode scientifique « qui dépasse la notion de sympathie pour atteindre à une véritable technique de la relation à autrui » (Roumajon).

a) Ce qui est indispensable, tout d'abord, c'est une attitude compréhensive vis-à-vis du délinquant, celle qui a été définie par De Greeff. L'étude de la psychologie du vécu du délinquant, et en particulier de son désengagement affectif, a ouvert des perspectives fécondes en orientant la recherche « vers les problèmes d'autrui, de relation et de communication » (Roumajon).

b) Mais la phénomènologie ne fournit pas de moyen de traitement. C'est la psychanalyse qui permet d'aborder la phase reconstructive de la relation à autrui. Elle permet en effet, la compréhension du vécu de l'inconscient et l'utilisation de la notion de transfert.

Cette utilisation peut, selon le Dr Berge, se faire de trois façons :

1° Analyser les éléments du transfert et s'en servir pour provoquer des abréactions libératrices ;

2° Se servir de la compréhension que l'on a du transfert opéré par le patient pour modeler sa propre attitude thérapeutique d'après les besoins profonds de celui-ci, en lui apportant sous forme symbolique un peu de ce qui lui a manqué au cours de sa vie, afin de remédier aux erreurs d'une éducation maladroite ou aux carences familiales.

3° Profiter du fait que l'on bénéficie par transfert de toute l'autorité nécessaire (ressentie parfois comme un pouvoir magique) pour offrir au patient une image d'adulte à laquelle il se sente autorisé à s'identifier et par laquelle il se sente autorisé à résoudre ses conflits.

On peut se demander, toutefois, si les méthodes ainsi décrites, qui tirent parti des composantes et des réactions affectives du sujet, sont à elles seules suffisantes ? Ne faut-il pas également faire appel à des méthodes s'adressant aux fonctions intellectuelles ? A vrai dire, le Dr Roumajon, n'a pas manqué de souligner avec Etienne De Greef que le traitement revient à imposer une discipline « aux fonctions psychiques supérieures qui réagissent sur les données émanant du moi le plus profond », ce qui atténue cette critique dans une certaine mesure.

Il n'en reste pas moins que le contenu de cette discipline n'a pas été explicité.

C. — *La mise en œuvre*

A l'exemple des psychothérapies qui peuvent être individuelles ou collectives, le traitement psychologique du délinquant peut s'exercer dans le cadre d'un colloque singulier ou dans celui d'un groupe.

a) D'une manière générale « les psychologues sont partis du traitement individuel » (Debuyst). Le colloque singulier qui en est le fondement peut être appliqué dans les « techniques de traitement psycho-social axées sur un lien interindividuel » (Debuyst). Le principe d'action de l'agent de probation ou de l'assistante sociale engagés dans le *case-work*, c'est que (selon la formule du regretté Denis Carroll reprise par M.Debuyst) : « plus la relation sociale sera objective, moins il y aura de difficultés de complications...

b) En dehors du cadre de la probation et des mesures analogues, c'est-à-dire lorsqu'il doit être mis en œuvre dans un cadre institutionnel, l'on observe une application toujours plus grande des méthodes collectives (1). Les psychologues, en effet, ont pris conscience « de ce que l'individu était un nœud de relations » (Debuyst). Dès lors, les techniques doivent devenir plus « sociatriques » (Dublineau). Elles tendent à la modification des relations défectueuses que le sujet avait avec les autres « en les faisant revivre dans des conditions meilleures au sein d'un groupe » (Debuyst). Ce groupe est d'ailleurs sélectionné et « constitue un outil de travail sur lequel le psychologue a prise » (Debuyst). Et au cours de ce travail « le thérapeute s'attend à voir surgir un certain nombre de processus psychologiques (transferts, régression, catharsis...) qu'il connaît et qu'il cherche à utiliser dans un sens précis » (Debuyst).

Ce sont là des indications générales sur la mise en œuvre des méthodes psychologiques. Elles mériteraient d'être complétées en fonction d'une notion qu'on ne trouve guère explicitée à Strasbourg, c'est celle des processus du traitement, dont la connaissance domine la mise en œuvre du traitement.

IV. — L'intégration des méthodes sociales et sociologiques, psychiatriques, psychologiques dans le processus du traitement

Le schéma du processus du traitement, peut être tiré des études effectuées par Allier sur la conversion des précivilisés. Il a été confirmé d'ailleurs par M.A. Elias (2) au cours de l'expérienee de Highfields et par le R.P. Mailloux au cours de celle de Boscoville (3). Il comporte cinq étapes : pré-traitement, assentiment inefficace, assentiment formulé, crise, post-cure.

A. — *La phase de pré-traitement*

Allier a montré que les missionnaires avant de pouvoir établir un contact avec les indigènes devaient triompher d'un certain nombre d'obstacles : celui de la langue, celui de la méfiance inspirée par le souvenir des brutalités, des massacres et des exécutions des premiers découvreurs et colons (4).

En ce qui concerne les criminels, les psychanalystes ont montré qu'il fallait faire précéder la cure psychanalytique, d'une phase pré-analytique, très bien définie par Eissler. De son côté, Denis Carroll a souligné qu'il est vain de chercher à influencer la conduite du délinquant par un contact personnel avant l'établissement d'une situation de traitement (5).

---

(1) V. notre chronique, cette *Revue*, 1962, pp. 359 à 371.
(2) V. notre chronique, cette *Revue*, 1962, pp. 359 à 371 et spécialement p. 365.
(3) V. notre chronique, cette *Revue*, 1963, pp. 377 à 387 et spécialement p. 386.
(4) *Traité*, n° 361.
(5) *Traité*, n° 357.

Dans cette phase de pré-traitement, il convient d'obtenir que l'agressivité du délinquant, son ressentiment, sa rancœur, son opposition, son attitude de défi soient d'abord contenues, puis réduites. Pour que de tels sentiments hostiles s'estompent il est nécessaire surtout que le personnel chargé de l'approcher ait vis-à-vis de lui l'attitude compréhensive décrite par E. de Greeff. Dès lors, s'impose « la formation technique d'un personnel qualifié, ce qui présuppose la formation d'un enseignement spécialisé » (Roumajon). Il est également avéré que l'accessibilité du délinquant se trouvera d'autant plus facilitée que le personnel aura pu, grâce à un « dossier de personnalité », dont la présence est indispensable, se faire une idée de la direction et de la portée du comportement hostile du délinquant.

Mais, encore faut-il que l'attitude générale de la société vis-à-vis du délinquant ne vienne pas contredire la compréhension dont le personnel fait preuve à son égard. De là, l'utilité incontestable de « la multiplication des organismes de cure libre ou semi-libre », ainsi que « la transformation des établissements pénitentiaires en unités de traitement moderne » (Roumajon). Les notions de milieu thérapeutique et de milieu intermédiaire prennent ici tout leur sens et leur portée.

Il n'y a pas que des obstacles venant du milieu, il y a aussi ceux qui proviennent de l'état psychopathologique du délinquant et qui rendent son agressivité plus difficile à manier. L'apport des méthodes psychiatriques est dès lors essentiel ; elles permettront la régularisation des rythmes psycho-moteurs, la mobilisation des ressources du sujet.

B. — *La phase de l'assentiment inefficace*

Lorsque des missionnaires arrivent à prendre contact avec des indigènes, il s'écoule un temps variable avant que ces derniers consentent à approuver la vie des premiers. Dans cette approbation intervient une grande part de politesse, de désir de se concilier les bonnes grâces des missionnaires, d'obtenir certains avantages matériels. Il peut s'y mêler également un certain respect réel, une certaine crainte et même l'apparition de cette notion que certaines habitudes des indigènes sont discutables. Mais rien dans la vie des indigènes n'est modifié ; il y a seulement un mouvement affectif vers les idées nouvelles.

Dans le traitement des délinquants, le colloque singulier et les entretiens de groupe aboutissent à une observation, tout d'abord réticente, puis permettent une identification insensible avec l'agent chargé du traitement. Il faut donc qu'une réaction affective pousse le délinquant à entrevoir l'idée qu'il doit changer de conduite. Plus son indifférence affective sera profonde, moins vite cette impulsion surgira. C'est dire que dans cette phase les méthodes psychologiques sont déterminantes.

C. — *La phase de l'assentiment formulé*

Dans la conversion des précivilisés, on observe que dès le premier mouvement affectif vers les idées nouvelles, les difficultés sont aussitôt envisagées tant sur le plan de l'état social que sur celui de la représentation que l'indigène s'en fait (peur du chef, perspective des représailles). Pendant un temps, les torts ou les chutes des chrétiens sont soigneusement relevés, des comparaisons s'établissent, l'inutilité de la conversion est envisagée. Lorsque ces difficultés sont surmontées, dès que le sujet a pris conscience qu'il devait se convertir, il commence par faire ce qu'il peut pour remettre l'acte à plus tard, pour s'y soustraire même. Puis il recherche des équivalents (marquer son intention sans renoncer au passé, amorcer le changement de vie, faire convertir femme et enfants), risque de s'endurcir dans une opposition volontaire, pour finalement s'abandonner aux événements, au hasard en espérant que quelque chose viendra l'obliger à l'acte.

Les choses se présentent de la même façon en matière de traitement du délinquant. Il s'agit de savoir si son attitude intime, engendrée par le transfert et renforcée par l'identification, est susceptible de résister aux obstacles qu'il peut rencontrer aux entraînements qui peuvent le séduire, aussi bien dans la vie carcérale que dans la vie libre. En effet, la labilité du délinquant peut le conduire à l'éloigner d'un assentiment vraiment formulé. Une thérapeutique de soutien s'impose donc : soutien psychiatrique, soutien du milieu intermédiaire. En institution, le conditionnement engendré

par l'application des techniques de rééducation peut également jouer son rôle de soutien. Mais c'est surtout dans le groupe et par le groupe que le délinquant parviendra à accepter de s'engager dans une voie nouvelle.

D. — *La phase de crise*

Dans le processus de conversion des précivilisés, il existe un moment où le moi ancien et le moi nouveau s'opposent désespérément. La crise éclate alors et des manifestations physiques apparaissent (perte d'appétit, amaigrissement, énervement, insomnies). Cette période sera caractérisée par des alternatives, des mouvements émotionnels. Ce qui termine la crise, c'est avant tout, l'exécution de la décision prise, l'acte solennel de conversion.

L'existence d'une période de crise est signalée chez les délinquants tant par M. A. Elias qui parle de « période critique » que par le R.P. Mailloux qui nous montre le délinquant tourmenté par l'idée que, parmi les représentants de la société, personne ne consentira à le croire transformé. Ainsi, le délinquant commence-t-il à être sensible à l'opprobre social et c'est là une conséquence de la persévérance de son identification à l'agent chargé de son traitement. Mais pour qu'il surmonte cette crise, il faut que son égocentrisme moral soit réorienté par une conviction nouvelle. Certes, le remaniement de l'idéologie du délinquant par une nouvelle direction intellectuelle doit avoir été préparé dans les phases antérieures. Mais, dans la période de crise, c'est la transformation du jugement moral qui est décisive. Et c'est ici qu'il faudrait savoir comment il est possible de disposer des fonctions intellectuelles pour intégrer et rationaliser le mouvement affectif déclenché par le transfert positif et l'identification. Peut-être, conviendra-t-il de prendre comme point de départ la psychothérapie rationnelle de Janet ?

E. — *La post-cure*

De même qu'après sa conversion le converti est parfaitement capable d'un retour à sa personnalité antérieure — et pour cela il suffira souvent de peu de chose —, de même le délinquant demeure fragile après la fin du traitement.

On sait qu'en matière de probation l'agent doit « sevrer » graduellement le sujet, espacer ses relations, afin d'éprouver sa réadaptation. Dans le domaine pénitentiaire, il en est de même, la libération conditionnelle ouvrant la possibilité d'une post-cure.

Pendant la post-cure le soutien psychiatrique et le soutien du milieu intermédiaire sont primordiaux.

En définitive, les orientations nouvelles de la recherche scientifique doivent tendre à mieux connaître les étapes du processus de traitement, à approfondir les manifestations des composantes de la personnalité criminelle lors de leur déroulement, afin d'intégrer dans cet ensemble les moyens thérapeutiques dont nous disposons et de forger ceux qui nous font encore défaut. Certes, ce n'est là que l'ébauche d'une recherche mais c'est déjà quelque chose que d'entrevoir ce qu'il faut rechercher.

E. Chronique de police

par JEAN SUSINI
Commissaire divisionnaire à la Sûreté nationale.

DE L'ÉTUDE SUR LE TERRAIN A LA PRATIQUE POLICIÈRE
(ETUDE CRITIQUE DE POLICE TECHNIQUE)

1. — *Quête sociologique de la flagrance criminelle*

L'engagement au niveau des faits criminels impose une méthodologie spécifique. Le contact avec la réalité sociale doit s'affiner, d'une façon ou d'une autre, pour rencontrer le phénomène paradoxal, clandestin mais positif, qu'est la criminalité.

L'exploration sur le terrain, axée sur la flagrance délinquantielle, est une forme d'application de la sociologie. Il se trouve que les « études sur le terrain » sont à la mode. Elles tendent à une singularisation de l'engagement scientifique sur la portée duquel on est en droit de s'interroger.

Les fins que de tels moyens visent ne sont-elles pas insidieusement de nature normative ?... La police, quant à elle, est résolument engagée dans la réaction contre le crime. Si de nouvelles méthodes d'investigation, se situant plus près de la prévention concrète, peuvent être conçues, à partir des sciences sociales, il est urgent qu'elle les adapte à sa mission permanente.

Nous définirons d'abord les « études sur le terrain ». Puis nous analyserons, à la lumière des observations retenues, certaines explorations policières récentes. Nous tenterons en conclusion de dégager quelques hypothèses sur la police en voie de changement.

2. — *Observation des phénomènes sociaux*

Dès 1934, dans un mémoire publié dans les *Annales sociologiques*, Marcel Mauss, proposait une classification et une méthode d'observation des phénomènes généraux de la vie sociale. Il s'agissait alors des sociétés de type archaïque. Son but visait l'observation des « phénomènes généraux spécifiques de la vie intérieure de la société » étudiée.

Cet auteur soulignait notamment que « les phénomènes généraux, même pris chacun à part, étant rigoureusement coextensifs au tout des autres phénomènes sociaux spéciaux, étant un trait de chacun d'eux et de tous ensemble, ne doivent être en principe étudiés, dans une société, que lorsque les autres phénomènes ont été suffisamment éclaircis chacun après l'autre. Car les phénomènes généraux expriment non seulement leur propre réalité, mais encore la solidarité de tous les autres phénomènes entre eux ».

Les formes de criminalité observées *in vivo* confirment ce conceptualisme. Mais, bien sûr, il faut approfondir le contact. Le contact ethnographique ne saurait rencontrer les structures secrètes, les paliers clandestins de la réalité.

Les « instructions » de Mauss furent une première formulation des règles de l'étude sur le terrain. Il distinguait notamment la méthode des inventaires matériels (simple, nombré, localisé) ; la méthode historique (enregistrement technique, par exemple photographique des données — recensement et enregistrement des éléments moraux

— textes, légendes, traditions, documents, généalogies, biographies, proverbes, les matériaux de la « sagesse »).

L'idée à retenir est que la réalité sociale est un tout cohérent. Qu'en un point quelconque, événements, faits, actions ou réactions, d'une façon ou d'une autre, expriment des conditions, manifestent des conséquences dont la signification n'est saisissable qu'à la faveur d'un contexte régional, national ou international. Les événements se dessinent toujours sur des fonds complexes comme des symboles de forces sous-jacentes passées ou à l'œuvre.

D'où le rejet de tout empirisme pratique, perpétuellement matériel, limité à un présent atomisé. Pour la criminologie policière, l'élaboration d'une représentation des phénomènes sociaux et des diverses dimensions de la réalité sociale est une exigence technique urgente. Mais encore conviendrait-il de construire une telle instrumentation à la lumière des concepts les plus neufs, dans l'esprit qui convient.

3. — *Les « études sur le terrain »*

Dans *Les méthodes de recherche dans les sciences sociales* (1), M. D. Katz traite des « études sur le terrain ». Ces études sont destinées à faire progresser les sciences sociales. Admettons que les services publics traditionnels ont été spontanément et historiquement les gestes artisanaux de constitution de la société viable. Admettons qu'en dépit de leur défaut, de leur lourdeur, ils ont toujours été, somme toute, le reflet de l'état du moment de la connaissance des phénomènes sociaux. Naturellement, ils sont toujours déphasés par rapport à l'état réel du savoir. Ils sont animés par une temporalité ralentie. Mais si les sciences sociales continuent à progresser, force sera à toutes les dimensions sociales d'en subir l'influence. Et nous pouvons dès maintenant affirmer que la réalité sociale, transformée par les sciences sociales, devra subir ces changements en tous ses points, afin de respecter une certaine cohésion temporelle. Or notre propos concerne le phénomène policier qui est un élément irréductible.

Les études sur le terrain veulent s'attaquer « aux problèmes complexes que posent les relations humaines ». Elles veulent observer les « situations concrètes dans leur contexte réel ». Mais elles introduisent « des techniques de contrôle et des objectifs de recherche dans la collecte même des données ». Elles peuvent donc formuler et affronter des problèmes précis. Il faut distinguer entre les « enquêtes » et les « études » sur le terrain. Les premières ont une portée plus étendue. Les secondes ont une plus grande profondeur. Les « enquêtes » cherchent à représenter un ensemble connu et familier. Elles utilisent surtout la technique de l'échantillonnage. Les « études » s'intéressent surtout à la découverte des processus sociaux non directement discernables.

Ces procédés se complètent. L'un peut servir de contexte à l'autre. L'autre peut servir de procédé de vérification des hypothèses émises à partir de l'un. Ainsi une étude régionale en profondeur pourra être confrontée à une enquête nationale.

4. — *Types d'« études sur le terrain »*

Ainsi que Mauss l'avait préconisé, ce furent les anthropologues qui en firent usage les premiers. Puis sociologues et psychologues sociaux les imitèrent.

Ce qui distingue les diverses études sur le terrain c'est « la place qu'elles donnent à la mesure » : réduite dans les descriptions anthropologiques, considérable lorsqu'on se sert d'échelles d'observations pour enregistrer selon des normes standardisées divers types de comportement ou d'échelles d'attitudes pour mesurer les croyances ou les sentiments.

L'étude sur le terrain va donc plus loin que la description. Elle tente d'analyser les relations fonctionnelles d'un groupe social plutôt que d'en décrire les manifestations apparentes de vie. Pour cela il faut s'intégrer profondément au milieu soumis à l'étude : y vivre longuement, observer les activités, dialoguer, se fondre dans le quotidien. Et ce faisant il faut guetter la forme d'une explication sociologique de telles ou telles activités visées. Il nous semble que le cadre phénoménologique ainsi constitué peut servir à l'usage de diverses perspectives scientifiques : criminologiques notamment. De fait, l'implantation des commissariats de police, par exemple, ou des échelons de gendarmerie, réalise un tel mode à long terme du contact s'opérant au sein de la totalité vécue d'un même ensemble.

(1) P.U.F., 1959.

Il est clair que, du contact en quelque sorte existentiel ainsi réalisé, l'exploration méthodique des divers paliers se conçoit. Il est logique d'envisager l'organisation scientifique de tels regards braqués en permanence sur certaines structures. Il est même possible d'envisager une étude concrète de l'*état d'objectivité publique*. Se trouvant ainsi engagée la police réalise une structure. Les formes sociales clandestines sont dans l'obligation, du fait de leur positivité, de se déployer dans le cadre de la réalité sociale. Là se développe un *certain* processus qui leur assure un état viable de clandestinité. Mais l'entrecoupement de telles formes avec le phénomène policier dont l'équipement matériel n'exprime nullement toute la spontanéité de contact et de connaissance, donne naissance, précisément, à des structures. Celles-ci expriment alors le phénomène rencontré dont l'invisibilité ne dépend pas seulement des limites de la capacité de connaissance, mais aussi de l'intention de l'objet visé. Il y a une socialité rusée. De telles émergences de structures sont alors des fins pratiques. L'exploration policière tente de transformer la criminalité diffuse et formant un certain type de phénomène en une *structure de contact*, ce qui est la première condition de son déconditionnement. Et les processus administrativo-judiciaires ont alors, au delà de cette médiation concrète, le champ libre.

S'impose, par conséquent, ici la constatation suivante : l'étude sur le terrain de la criminalité doit disposer de concepts spécifiques et d'une méthodologie particulière.

L'étude sur le terrain peut avoir pour but la découverte du mécanisme fondamental qui assure l'ordre social dans une société. Elle ne saurait donc se limiter à la morphologie, à la physiologie sociales. Dans ses « instructions », Mauss prévoyait en outre la description des phénomènes généraux que sont la langue et l'éthique collective. Force est donc, l'étude s'intensifiant, d'analyser la culture vécue, si l'on veut vraiment, allant au delà des banalités, forcer l'accès des couches secrètes de la réalité. Ici le problème se pose des chevauchements des secrets convoités par la science et de ceux dont la spontanéité policière assume la recherche.

Certains chercheurs se sont livrés à des recherches approfondies sur la vie des collectivités Le même processus de « pénétration du milieu » s'accomplissait. Mais le problème conservait son homogénéité culturelle, car une fois acceptés les chercheurs n'avaient plus de murs sociaux à franchir. Ils ne cessaient d'observer les activités. Ils procédaient à des *interviews* improvisées. De plus, ils dépouillaient tous les documents : recensements divers, journaux officiels locaux, comptes rendus de la vie des instances politico-administratives, décisions des tribunaux, statistiques scolaires, collections passées et présentes des journaux, tous matériaux permettant de reconstituer *l'histoire* de la collectivité. On « consulta des journaux privés ou des mémoires afin de compléter les autres documents sur les débuts de la ville ». De plus, les enquêteurs accumulaient de multiples renseignements sur les salaires, la stabilité des emplois, l'appartenance aux sociétés diverses, aux églises, la fréquentation des cinémas. Et même des échantillons représentatifs de la population furent interviewés méthodiquement.

A partir d'une telle masse de documents une certaine vue sur la collectivité s'imposait. Elle pouvait devenir la matière de l'organisation d'un savoir, d'une attitude rationnelle. La police dont le champ original d'observation se découpe dans la dimension de l'espace social public, qu'il faut se garder de confondre avec l'espace matériel de la vie publique, a toujours opéré un tel contact instrumental. C'est un peu dans ce sens que se déploie la branche « Renseignements généraux ».

Les événements que le groupe refuse sont nécessairement dotés d'une certaine positivité. Mais cet état particulier d'existence est indéfinissable. Il relève de la *nature de l'acte*. C'est pourquoi les études sur le terrain, cessant d'organiser les contextes de base, doivent s'engager vers la rencontre des singularités locales. Mais les perturbations de l'état d'ordre public dépendent aussi de processus observables. D'autre part, certains phénomènes généraux comme la circulation routière imposeront tôt ou tard de sérieuses études sur le terrain, à grande échelle, étant des rythmes sociaux déployés et battant dans des cadres dont l'unité transcende les structures institutionnelles archaïques.

Ainsi l'ère des études policières est née. Mais elle n'en est qu'à ses tout premiers débuts.

Il convient de remarquer que l'étude pluridimensionnelle d'une circonscription de police, c'est-à-dire d'un découpage cohérent au sein duquel les phénomènes présentent une certaine stabilité, peut également utiliser les techniques quantitatives pour compléter son information qualitative. Les techniques de prévision, dont, précisément, la police implantée est la plus ancienne forme, y gagneraient en rationalité, donc en décompression émotive, donc en libération d'un certain nombre de malentendus entre le public et sa police.

En ce qui concerne les grands objectifs : circulation routière à rythmes régionaux et nationaux, police des segments sociaux en déplacement, criminalité « nationale » d'envergure, des impératifs nouveaux ont surgi auxquels seuls peuvent répondre non pas seulement la technique péritiale en sciences sociales, mais surtout l'attitude mentale et morale qu'impliquent ces sciences. Ce qu'il convient ici de fortement souligner, c'est qu'il s'agit d'une connaissance globale des faits : où le quantitatif et le qualitatif s'associent étroitement dans une vision concrète qui offre un relief propice aux intentions pragmatiques de longue ou de courte portée.

Ce genre de monographie en situation est donc un instrument sur lequel nous n'avons nullement ici besoin de nous étendre. Sur son modèle aux Etats-Unis, on a fait de nombreuses études en profondeur de cadres sociaux : stratification sociale, classe sociale, adolescence.

Ce faisant, l'étude sur le terrain se trouvait investie d'intention plus sociologique. L'essentiel de la méthode se précisait : pénétrer « dans l'intimité de ses informateurs, les observer de près et échanger avec eux de longues conversations ». En outre, recours systématique à la méthode des *interviews*. Et certains chercheurs « scientifiques » s'informent des « opinions de chaque habitant sur les mêmes questions ».

De tels résultats sont, ensuite, soumis à l'interprétation quantitative. Ils sont même exprimés quantitativement. Et, bien sûr, la recherche s'intéresse aux corrélations. Les chercheurs s'intéressent notamment aux différences entre les opinions conformistes émises, d'un côté, et les opinions privées émises par les mêmes personnes, de l'autre !

Mais les études sur le terrain ont également le souci d'aborder le contact avec les phénomènes irréductibles aux attitudes individuelles. Là le dispositif policier traditionnel est particulièrement à son aise. Mais les méthodes de connaissance utilisées par la police sont encore empiriques et artisanales.

Certes, la spontanéité et la richesse des contacts tenus transcendent les possibilités scientifiques actuelles. Mais une amélioration pourrait être obtenue aisément si les cadres de la police avaient enfin la formation en sciences sociales qui s'impose.

Les « *monographies situées* » pourraient devenir de plus transparents objets de connaissance, si les diverses sciences de l'homme étaient sollicitées. Car les techniques sont destinées à *soulager* le praticien, non à le *remplacer*.

Les études des collectivités à contours nets, jouissant d'une certaine autonomie, sortent du champ pragmatique et historique de la police. Elles deviennent alors des facteurs propédeutiques pour les praticiens de police. Ainsi l'étude de Newcomb, citée par M. Katz (p. 77), sur un collège féminin. On utilisait vingt-huit « traits relatifs à la participation active à la vie de la communauté ». Et une série d'échelles d'attitudes furent administrées d'autre part.

Ainsi, dans le cadre familier d'une circonscription de police, la connaissance historique et concrète peut faire jaillir des hypothèses que le contrôle quantitatif peut valider. La psychosociologie américaine prétend pouvoir « donner une description, riche de suggestions, des variables qui interviennent dans les rapports entre la direction et les représentants des ouvriers des usines. Et, de ces variables, elle pense étudier les interrelations significatives ». Mais il faut souligner que « l'approche quantitative, du fait qu'elle recherche des variables faciles à mesurer, a parfois tendance à se fixer sur des facteurs secondaires d'une grande banalité et laisse ainsi échapper les *processus significatifs* de l'activité collective ».

Mais l'exploration qualitative, non ouverte par la culture en science sociale, s'enlise dans les mêmes banalités, où bondissent et rebondissent les stériles jugements de valeur, les reflets du conventionalisme culturel anonyme.

En résumé une démarche d'étude se précise. On doit utiliser l'approche descriptive, d'allure anthropologique, qualitative au stade initial. Et la visée de l'ensemble suscite des hypothèses de travail. Puis par l'exploration plus fine on pourra chercher de quoi mettre à l'œuvre la symptomatique quantitative. Dès lors, la route est ouverte vers les données *inconnues* de la réalité sociale concrète.

5. — *Démarches successives d'une « étude sur le terrain »* (1)

On distingue : le projet initial, l'expédition de reconnaissance (ou raccourci anthropologique), l'établissement du plan de recherches, l'essai préliminaire des instruments et des procédures de recherche, la série complète des opérations à effectuer sur le terrain, l'analyse du matériel recueilli.

a) *L'expédition de reconnaissance* a « le double but de découvrir les variables qui jouent un rôle important dans la situation donnée et de choisir les types d'instruments. Elle suppose naturellement une disponibilité culturelle en science sociale qui interdise de s'en tenir à l'examen stérile des banalités.

Il faut être d'emblée en mesure de décrire la structure sociale en cause, d'y repérer, objectivement, les systèmes de valeurs, l'officiel et le réel, les modèles qui font pression, les conflits et les tensions, les communications intra et subculturelles...

Il faut entrer « en communication avec des personnes représentatives de chaque sous-groupe et de chaque type essentiel de rôle social ».

Il faut s'adresser tout autant à des *leaders* officiels qu'à des meneurs « sans mandat ». Un contact valable ne saurait se limiter aux « officiels » qui sont loin d'exprimer toute la réalité. Il faut d'ailleurs coter l'information par rapport à l'ensemble de connaissances que l'on peut attendre de tel informateur par référence à son expérience et à « la multiplicité de ses contacts personnels ».

Les études socio-psychologiques se répartissent en deux groupes : exploratrices, vérificatrices.

Ou encore : découverte des variables efficaces, puis recherche des relations qui unissent ces variables entre elles. Peut même alors intervenir l'analyse factorielle. Mais lorsqu'on procède ainsi sur des situations sociales soumises à l'étude affinée on risque de sombrer dans une « sophistication statistique ».

Dans le travail de défrichement il faut donc fixer les règles « qui serviront à contrôler l'observation des comportements, l'enregistrement des idées, des perceptions, des attitudes, des choix... ». Il faut que les « indices qui doivent guider l'enquêteur lorsqu'il traduit en code le comportement observé atteignent à un haut degré de précision » et que « la situation d'*interview* (soit) suffisamment structurée ».

Il faut que la technique d'exploration domine les circonstances pratiques. L'empirisme n'est pas une promenade à la surface des choses.

Il faut également savoir utiliser les « expériences naturelles ». Il s'agit de changements « de grande importance apportés à une structure sociale par l'initiative d'administrateurs ou autres ». Mais il faudrait disposer d'un groupe-contrôle. Certaines expériences pilotes en matière de circulation routière pourraient ressembler à de telles expériences naturelles. Mais la rigueur du contrôle des résultats laisse à désirer. Trop de passions (césarisme, intérêts économiques des constructeurs et des assurances...) nuisent à l'appréciation objective.

Il faut aussi que l'enquête sur le terrain dure un temps de base. Il faut suivre l'évolution temporelle de certaines variables. Elle permet d'observer directement les interactions individuelles et les relations sociales. De même, elle doit noter les perceptions réciproques et les réactions d'interdépendance qui s'échangent entre les groupes dont les interrelations ont constitué la structure sociale étudiée.

Les « désaccords qu'on peut constater entre les perceptions individuelles peuvent être dus à des facteurs psychologiques significatifs car ils nous permettent de mesurer les altérations systématiques des représentations que les individus se font d'un groupe rival... en tant que ces altérations sont l'effet de sentiments d'hostilité, d'une insuffisance de contacts, d'identification au groupe... ».

Le rapprochement des représentations réciproques engendre des images plus réalistes de la structure sociale. Il donne naissance à la neutralité d'observation.

b) L'étape « *épreuve préalable* des instruments et procédures » mérite également d'être évoquée. Car toute étude implique la prise de mesures. Donc des instruments devront être prévus : protocoles d'*interviews*, questionnaires, échelles de comportement et règles pour rassembler les informations. Il faut éprouver la valeur des instruments nouveaux avant l'enquête définitive.

(1) D. Katz, *op. cit.*, p. 79.

c) M. D. Katz, à propos de l'*opération définitive*, remarque que, des difficultés imprévues pouvant surgir en cours d'action, il faut que l'équipe présente un « certain équilibre entre la finesse d'esprit et la solidité du jugement ».

L'étude sur le terrain doit envisager « les meilleures façons d'obtenir la collaboration des nombreux individus et des divers sous-groupes qui composent la collectivité étudiée » :

α — collaboration des dirigeants de haut rang ;
β — pas d'alliance avec des « intérêts » particuliers ;
γ — Publicité et transparence de l'enquête ;
δ — respect des engagements moraux (anonymat et promesses particulières faites).

d) Enfin vient l'*analyse des matériaux*. Une telle recherche, dans le cas où elle a sondé un objectif concret, positif et appréhensible, peut avoir rassemblé des matériaux traitables quantitativement.

Généralement, l'analyse quantitative rebute. Et pourtant n'est-elle pas un procédé économique de maîtrise fonctionnelle de la réalité fluide ou hors échelle ? On peut, par exemple, coder les degrés d'hostilité dirigée contre certaines valeurs. Et par des tables de corrélation à plusieurs entrées, on peut découvrir des faits inconnus, donc mettre un peu d'ordre dans les idées, détruire notamment des préjugés.

L'enquête sur le terrain est unique en son genre pour l'observation et la mesure des processus sociaux « dans leur occurence naturelle ».

Mais les opérations de reconnaissance conduites par la police peuvent aussi évoquer les « expériences sur le terrain ». Toute une variété de méthodes leur sont apparentées : *action research*, recherche opérationnelle...

Il faut ici tenir compte de « la manipulation effective de certaines conditions » par les opérateurs. Et l'observation active s'auto-contrôlant constate qu'elle a provoqué un changement, qu'elle a agi sur certaines données animant parfois à son insu certains mécanismes sociaux fondamentaux.

Ces nouvelles formes d'intervention au sein de la réalité se multiplient. En ce qui la concerne la police doit les connaître et s'adapter à leur efficacité.

Chose curieuse, spontanément, la police française a ébauché déjà une forme « d'étude sur le terrain » des comportements de la jeunesse.

6. — *Tendances modernes de la police*

Elles se manifestent dans deux directions. D'une part, dans la perspective du contrôle de la criminalité d'envergure, d'autre part, dans la collaboration à la limitation de la délinquance juvénile.

La première démarche est à long terme. La seconde, plus limitée, plus exploratrice, va nous permettre de mettre en lumière certaines tendances évolutives de la police française.

a) Dans cette *Revue* (1), à plusieurs reprises nous avons évoqué un mouvement pilote de contact et d'étude de la délinquance juvénile.

L'opération de 1959 (1) (du 15 juin au 15 septembre) sur la côte des Alpes-Maritimes était une expédition de reconnaissance. Son but était « de prévention plus encore que de répression, mais surtout travail d'étude afin de connaître la nature et l'importanc des cas de mineurs délinquants ou en danger ».

Deux formes d'observation furent réalisées. L'une visible : politique de présence. L'autre cherchant à détecter les comportements clandestins.

Les deux niveaux de contact s'avérèrent complémentaires.

b) Le dispositif fut étendu à tout le littoral français, pour la période des vacances, en 1960, 1961, 1962, 1963. Toutes les branches policières locales, régionales et nationales furent, d'une façon ou d'une autre, impliquées.

Très rapidement il apparut que les faits avaient été démesurément grossis. En réalité, deux phénomènes furent désintriqués : la pseudo-délinquance juvénile (où des facteurs d'inflation et de sophistication jouaient un rôle néfaste d'amplification) et des formes plus discrètes, plus tenaces de dangerosité.

La pseudo-délinquance fut progressivement déconditionnée. La présence de la police parut agir directement sur les conditions de la labilité tant individuelle que groupale.

(1) V. 1959, p. 888 ; 1960, p. 118 et 697 ; 1962, p. 139.

Et même, cette reprise policière de la maîtrise de l'espace public fit s'élever le seuil des passages à l'acte de l'agressivité banale. Ainsi l'un des vecteurs efficaces du processus d'intimidation venait d'être réanimé.

On assistait notamment à la quasi-disparition des bandes « organiques », qu'il ne faut pas confondre avec les « organisées ».

Gênées au niveau des conditions de leur génèse elles n'eurent pas le temps d'atteindre ce qu'on pourrait appeler l'état matériel, duquel finalement sont esclaves leurs membres. Ainsi les cas de « bandes en marche cristallisées dans un rêve éveillé » le soir ou la nuit se firent plus rares.

De même le vandalisme, cette agression à publicité retardée, recule.

Toutefois on est en droit de s'interroger sur le destin des énergies ainsi rendues disponibles ? ... Où se sont-elles transférées, sublimées ? ... Ou bien attendaient-elles précisément la réaction d'un sur-moi dont l'ubiquité et la réalité extérieure pouvaient seules dissiper les angoisses qui les altéraient. Ou bien, encore, au niveau des rythmes sociaux ne s'agit-il que d'une phase de retrait ?...

Dès 1962, l'arrivée massive des rapatriés d'Algérie donna lieu à certaines craintes qui ne furent pas confirmées au niveau global de l'observation. Et pourtant, il s'agissait bien là d'une « expérience naturelle ».

Les camps et campings, phénomène démographique des temps modernes, ont trouvé un équilibre interne suffisant. Là aussi il s'agit d'une « expérience naturelle ». La dimension policière s'y structure comme une nécessité spontanée d'origine interne. Ceci conduit à la recherche des conditions d'une police ressentie comme une volonté du groupe.

Ceci pose et posera sans doute des problèmes de détail au niveau des contacts immédiats. Une adéquation des attitudes des policiers à ces nouvelles missions s'impose.

Ceci est de la compétence des écoles de police. Toutefois, il serait bon d'étudier scientifiquement les rapports entre la police et le public. Pour cela, il faudrait procéder à des enquêtes psychosociologiques rigoureuses. La représentation que certains policiers se font de leur fonction n'est pas toujours conforme à celle que le public s'en fait. D'autre part, souvent, le policier se fait une fausse idée de ce que pense de lui le public. Dans le cadre des études sur le terrain le redressement des attitudes devrait être l'objet d'une problématique spéciale.

Il va de soi que la présence réelle ou très probable de la police brise certaines atmosphères anomiques. Toutefois, les actions d'assainissement social exigent une certaine souplesse. Elles réalisent un processus social. Le but ne saurait être magiquement atteint.

Il convient donc de veiller avec le soin le plus grand à la psychologisation des modes de surveillance. Sinon, il pourrait se faire que le public finisse par se lasser des interventions. En matière de psychologie une vision dialectisée et structurale des choses s'impose.

Tandis que la pseudo-délinquance s'effondrait, grâce à l'émergence d'un sur-moi public et extérieur, signe de l'immaturité de ceux qui purent alors s'installer dans le conformisme, des faits de faible volume, mais d'importante signification criminologique, furent notés.

Il y est bien sûr les diverses formes des manifestations de la vie sexuelle : recherche des lieux propices, bains collectifs de minuit...

Et l'on vit aussi, fuyant les zones trop bien policées, des « vagabonds », des fugueurs, des économiquement dépourvus. Ils étaient souvent en groupes. Il y eut notamment quelques milliers de campeurs isolés, parmi lesquels de nombreux mineurs. Or la proportion de délinquants parmi les mineurs isolés est significative (plus du tiers).

Toutefois, il ne saurait être question de traquer tous les isolés. Une excessive réglementation risque d'engendrer des réactions d'hostilité, de manquer ses objectifs, de faire plus de mal que de bien, car elle contraindrait la police à une attitude incompatible avec sa mission sociale.

La catégorie « campeurs mineurs isolés » inquiète les enquêteurs spécialisés dans la recherche criminelle d'envergure. Ils voient en elle un phénomène *sui generis*. Et cette hypothèse n'est pas gratuite. Elle s'est forgée à la suite d'une série de constatations. Une certaine criminalité utilitaire, totalement indifférente quant aux données socio-démographiques, perpétuée par des mineurs isolés est une donnée constante.

Et cet isolement, outre qu'il peut signer un certain degré de désengagement social et manifester un certain état d'égocentrisme, lorsqu'il s'accompagne de passages à l'acte atteste l'existence d'une certaine indifférence quant aux valeurs du groupe bien policé. Il est à craindre que chez certains de ces sujets ne soient en place les conditions inconnues qui permettront au processus de maturation criminelle de se développer, si les circonstances le permettent. Ces comportements sont totalement différents de ceux observés dans des lieux comme Saint-Tropez où, finalement, l'anomie quasi-mécanique qui s'installe est surtout la conséquence de la transformation de la cité en un événement démographique brutal, qui n'a plus le temps de se socialiser.

Le cas des Alpes-Maritimes continue à se particulariser. De nombreux jeunes en perdition s'y rencontrent. Il semble qu'on soit en présence d'une certaine fascination, d'un phénomène social, d'une sorte de processus évoquant le mécanisme des tropismes. Il y a donc là contact avec un phénomène général dont il convient d'analyser le tissu et la physiologie et non de s'en tenir à des actions parcellaires, atomisées, administratives ou judiciaires.

c) En 1963, la physionomie fut la même. Le dispositif n'a pas varié. Les services ont vu vivre environ dix millions de jeunes en vacances. Les cabarets, bars, boîtes sont sensibles au processus intimidateur qui les menace. Ils ne tiennent d'ailleurs pas à la clientèle des jeunes. Toutefois certains adultes pourraient y attirer des mineurs des deux sexes.

Les jeunes fugueurs étrangers (nordiques surtout) sans ressources se rencontrent fréquemment sur la Côte d'Azur. L'Interpol a dû mettre au point une procédure accélérée de recherche et de contact en leur faveur.

Enfin les cas de criminalité criminologiquement significative ont une légère tendance à la hausse. Toutefois ce phénomène semble indépendant, dans son essence, du phénomène des vacances. Les bandes détectées ont toutes une certaine historicité. Des adolescents s'y trouvent qui subissent peut-être le processus de maturation criminelle. Dans de tels cas un examen criminologique authentique devrait être prescrit. Notamment l'enquête de personnalité, dans la perspective de la recherche d'un éventuel engagement dans la criminalité d'envergure, devrait être diligentée par des policiers experts. On observe effectivement des cambriolages révélant une certaine technicité, ce qui donc implique un apprentissage, commis par des jeunes âgés de moins de vingt-cinq ans. Le récidivisme discret se silhouette souvent. Il risque de se cristalliser chez certains et de fournir au crime sa génération montante.

Dès lors, c'est la démarche à long terme que nous évoquions au début du développement consacré aux tendances modernes de la police qui intervient : car le contrôle permanent de la criminalité chronique et engagée relève d'elle. Et la détection des précocités la concerne. Tâche qu'elle accomplira mieux lorsqu'une formation criminologique authentique pourra enfin y manifester fonctionnellement ses effets.

7. — *Conclusions*

Les opérations policières évoquées engagent toute la structure policière dans un certain devenir. Les sciences sociales y joueront un rôle déterminant. Notamment l'exploration d'une zone à décriminaliser, si la police technique avait intégré dans ses rouages une formation psychosociologique et criminologique utilisable, pourrait tout à la fois être un acte créateur de rapports nouveaux avec le public et une étape expérimentale dans le déconditionnement et la détection du crime.

Enfin nul doute que si les opérations avaient été exécutées dans l'esprit rigoureusement objectif des études et expériences sur le terrain, elles n'eussent conduit à des résultats à plus grande portée.

Et si des enquêteurs y agissant avaient, d'autre part, participé à de véritables études sur le terrain, leur concours eût été déterminant.

Enfin, encore, il serait souhaitable que les commissariats de police, implantés dans des circonscriptions, constituant des unités naturelles, se livrent périodiquement à des études sur le terrain destinées à ajuster leur contact avec la réalité tant du point de vue de l'efficacité que du point de vue de l'harmonisation des attitudes aux attentes du public moderne.

ERRATUM : *une faute d'impression s'est glissée dans notre précédente chronique* (*1963, n° 4*) : *p. 848, § 3, 4e ligne, lire* : « *les rouages qui le réalisent sont de nature* psychique » (*et non physique*).

F. Chronique du parquet et de l'instruction

DE LA PARTICIPATION DU CORPS JUDICIAIRE ET DU BARREAU A LA PROBATION

par René VIALATTE

Juge de l'application des peines près le Tribunal de grande Instance de Nice.

Le juge de l'application des peines assisté du comité de probation intervient conformément aux articles R.53 et R.54 du Code de procédure pénale, après la décision judiciaire prononçant la mise à l'épreuve pour en assumer le fonctionnement.

Mais s'il est « la cheville ouvrière » de la probation, le juge de l'application des peines n'est pas le seul artisan de sa mise en œuvre. Postérieurement au prononcé de la décision judiciaire, d'autres magistrats et les avocats joueront aussi leur rôle.

Par ailleurs, on peut se demander comment va être préparée la mise à l'épreuve avant son fonctionnement, comment et par qui seront apportés les données et les éléments permettant la motivation et le choix par le juge répressif d'une condamnation à l'emprisonnement assortie du sursis probatoire.

C'est à cette phase préalable que les magistrats de l'instruction, du parquet, du siège et les avocats vont aussi participer.

Nous pouvons distinguer la participation du corps judiciaire en dehors du juge de l'application des peines, et du barreau dans la préparation et l'application de la probation à travers trois phases : celle précédant la décision, celle concomitante à la décision et celle postérieure à la décision.

A. — Dans la phase précédant la sentence

L'idéal serait de prévoir, de préparer la mise à l'épreuve par une sélection méthodique des prévenus et de définir leur personnalité par diverses approches (1) ; si cela n'est pas aisé, l'on peut néanmoins tendre à une action dans ce sens.

Certes, le juge de l'application des peines a la possibilité d'être éclairé lui-même par les indications que peuvent lui fournir le juge d'instruction, l'assistante sociale et le personnel pénitentiaire concernant des détenus prévenus susceptibles d'être soumis au régime de la mise à l'épreuve.

Serait-il alors interdit au juge de l'application des peines de transmettre au ministère public et aux magistrats du siège ces renseignements qui, pour reprendre la formule employée par la Cour de cassation, « permettent aux juridictions de jugement de déterminer et de mesurer la peine éventuellement applicable ».

a) Le ministère public recueillera à travers les enquêtes préalables qu'il dirige et la procédure de flagrant délit qu'il instruit des éléments intéressants concernant la

(1) « Le concept de personnalité criminelle », par Jean Pinatel, cette *Revue*, 1962, p. 129.

personnalité du prévenu, s'il veille particulièrement à ce que la notice de renseignements soit remplie minutieusement, voire accompagnée d'un rapport circonstancié sur la personne du délinquant et son milieu.

b) Le juge d'instruction sera mieux à même encore d'élaborer une sélection en raison de sa connaissance approfondie de l'affaire et surtout de l'homme ainsi que des moyens mis à sa disposition pour y parvenir (1).

Le Code de procédure pénale dans ses articles 81 et D.16 lui prescrit l'enquête sur la personnalité des inculpés ainsi que sur leur situation matérielle, familiale et sociale pour les affaires criminelles ou lui donne la faculté de l'ordonner dans les affaires correctionnelles.

Il est à noter que la Cour de cassation a rendu facultative cette enquête même en matière criminelle puisqu'elle n'en sanctionne pas l'omission par une nullité (Cass. crim., 29 avr. 1960, cette *Revue*, 1960, p. 660 ; Cass. crim., 1er déc. 1960, D.,1961.385).

Ces mêmes textes prévoient le recours à l'expertise médico-psychologique s'ajoutant à celle purement médicale ou mentale.

Ces enquêtes et examens soumis aux règles édictées par les articles D.16 à D.26 inclus et C.168 à C.175 inclus ont notamment pour objet la préparation de la mise à l'épreuve.

L'article D. 17 dispose en effet :

« Lorsqu'elles ont à apprécier l'opportunité de requérir ou d'ordonner les enquêtes et examens visés à l'article D. 16, les *autorités judiciaires* tiennent le plus grand compte notamment :

1° du fait que l'inculpé est âgé de moins de vingt-cinq ans ;

2° de sa qualité de récidiviste spécialement s'il encourt la relégation ;

3° de la nature du délit (coups et blessures volontaires, délits sexuels, incendies volontaires) ;

4° de la possibilité de prononcer la déchéance de la puissance paternelle en application des articles 1er et 2 de la loi du 24 juillet 1889 ;

5° *de l'éventualité* d'une décision de sursis avec mise à l'épreuve ».

L'ensemble de ces examens et de ces expertises permettra ainsi de relever les aspects de la personnalité, les aptitudes physiques professionnelles du sujet, de fournir des données utiles pour la compréhension des mobiles de l'infraction et pour le traitement des délinquants.

c) La chambre d'accusation peut agir de même que le juge d'instruction.

d) Quant aux juridictions de jugement, tribunal correctionnel, cour d'appel et cour d'assises, rien ne s'oppose à ce qu'elles puissent ordonner le cas échéant, de par la combinaison des articles 156 et D. 17 du Code de procédure pénale, un supplément d'information aux fins d'avoir meilleure connaissance de la psychologie et de l'environnement de celui qu'elle doivent juger.

e) A l'égard des mineurs, le juge des enfants et le juge d'instruction ont, dans le cadre de l'ordonnance du 2 février 1945, articles 8 et 9, l'obligation de recueillir par une enquête sociale les renseignements sur la situation matérielle de la famille et sur le caractère et les antécédents du mineur, sur sa fréquentation scolaire, son attitude à l'école, sur les conditions dans lesquelles il a vécu ou a été élevé.

Par ailleurs, le juge d'instruction et le juge des enfants ordonneront un examen médical et un examen médico-psychologique.

B. — Dans la phase concomitante au jugement

A cette phase où participent le ministère public, l'avocat et le juge répressif de la correctionnelle ou de la cour d'assises, chacun d'entre eux apporte sa contribution.

a) *Le ministère public.* Parmi la gamme des peines, le ministère public a la faculté de choisir la mise à l'épreuve qu'il requerra en développant les raisons de son choix (par rapport au sursis simple notamment), en préconisant telle ou telle obligation particulière.

(1) « L'enquête de personnalité, l'instruction préparatoire et les droits de la défense », par R. Vouin, *J.C.P.*, 1961.1.1633*bis* ; « Le dossier de personnalité », par J. Doll, *J.C.P.*, 1961.1.1631.

b) *L'avocat*, par sa connaissance de l'homme qu'il défend, avec qui il a pu avoir de nombreux contacts ainsi qu'avec sa famille, fournit au tribunal de très utiles éléments concernant la personnalité et le milieu du prévenu ou de l'accusé. Il pourra aussi, dans la mesure où ses moyens de défense le lui permettent, proposer au juge l'application de la mise à l'épreuve.

c) *Juridictions de jugement de droit commun* (tribunaux correctionnels, cours d'appel, cours d'assises). Dans la mesure où elles seront suffisamment renseignées sur la personnalité de celui qu'elles vont condamner, elles prononceront la mise à l'épreuve ; elles s'attacheront plus au critère de personnalité qu'à la nature des délits ou des crimes quoique certains d'entre eux paraissent difficilement compatibles (prostitution et proxénétisme habituels, professionnels de la délinquance).

Mais le sursis probatoire ne peut être prononcé par les tribunaux permanents des Forces armées (Crim., 7 janv. 1961, *B.L.*, n° 26).

Elles distingueront le sursis simple moins sévère du sursis probatoire qui n'est pas une faveur et laisse présumer un doute quant à la possibilité du reclassement du bénéficiaire. (V. compte rendu des X^e^ Journées de défense sociale, cette *Revue*, 1962, communication de M. Pons, p. 574 ; rapport de M. Liotard, p. 580).

Le temps de mise à l'épreuve devra être en rapport avec le *quantum* de la peine sans qu'il soit oublié que le juge de l'application des peines a la faculté de réduire ce délai à deux ans par une proposition de réhabilitation anticipée.

Elles ajouteront de préférence aux obligations générales celles particulières prévues par les articles R. 58 et R. 59.

Certaines juridictions ont même créé des obligations spéciales non énumérées dans ces textes, telles que celles imposant au probationnaire de renoncer au port du blouson noir et d'adhérer à un club sportif. (T.C. Briey, *Le Monde*, 1^er^ févr. 1963), ou celle contraignant celui-ci à réparer une installation de chauffage défectueuse qui avait explosé par son imprudence (C.A. Colmar, 25 oct. 1962, *J.C.P.*, 1962.II.12959).

Mais la Cour de cassation dans un arrêt du 14 mars 1963 (cassant un arrêt de la Cour d'appel de Grenoble en date du 10 mai 1962 qui avait révoqué le sursis du fait que le probationnaire avait transgressé l'obligation spéciale de ne pas « importuner les tiers par des écrits ») a décidé que les obligations prévues par les articles R. 56, R. 58 et R. 59 étaient limitatives.

Ce principe a été réitéré par la Cour suprême dans son arrêt du 2 avril 1963 (*J.C.P.*, 1963.II.13184).

La décision aura ainsi une force exécutoire et une autorité plus grandes, sinon la sentence pourrait, quant à l'application des obligations particulières, s'en rapporter expressément à l'aménagement par le juge de l'application des peines.

L'avertissement donné par le président tel que prévu par l'article 747 du Code de procédure pénale :

« Le président de la cour ou du tribunal doit après avoir prononcé la décision de condamnation prévue à l'article 738, donner l'avis prescrit à l'article 737, en informant le condamné des sanctions dont il serait passible s'il venait à se soustraire aux mesures ordonnées et de la possibilité qu'il aurait, à l'inverse, de voir déclarer sa condamnation non avenue en observant une parfaite conduite », revêt une grande importance.

Il convient de souligner en effet que si le probationnaire se soustrayait volontairement aussitôt après le prononcé du jugement au contrôle du comité de probation, il pourrait, à notre sens, s'exposer à une révocation de son sursis.

Cet avertissement enlève au probationnaire le prétexte d'une ignorance de ses obligations.

Cependant, une décision rendue par le Tribunal correctionnel de Nice, le 19 janvier 1963, n'a pas suivi cette voie pour les motifs ainsi énoncés :

« Attendu que D... n'ayant pas répondu aux convocations de l'agent de probation et ne s'étant pas soumis aux mesures de surveillance qui lui étaient imposées, le juge de l'application des peines a, par ordonnance en date du 16 janvier 1963, saisi le tribunal pour être statué conformément à l'article 742 du Code de procédure pénale sur l'exécution de la peine d'emprisonnement ;

Attendu qu'il apparaît des circonstances de la cause que D... n'a tout d'abord pas compris les obligations qui lui incombaient ; que d'autre part, il échet de retenir que, lors de la condamnation, le juge de l'application des peines n'existait pas et par suite D... se trouvait dans l'impossibilité de se mettre en rapport avec lui ;

Qu'en conséquence il ne saurait être reproché à D... de s'être soustrait aux mesures de surveillance à lui imposées ».

Serait-il souhaitable que le juge de l'application des peines entre dans la composition du tribunal répressif ? Cela peut se concevoir en fonction des suggestions utiles que ce magistrat spécialisé serait susceptible d'apporter ; mais dans un grand tribunal, le juge de l'application des peines, absorbé par l'ampleur de ses tâches, ne saurait trouver le temps de siéger à toutes les audiences pénales.

D'ailleurs est-il tellement opportun que le juge de l'application cumule le pouvoir de juger avec celui d'appliquer le jugement.

C. — Dans la phase postérieure a la sentence

A. — *Du rôle du ministère public.*

1. L'avis donné au Service de l'application des peines. — Il serait opportun que dès le prononcé de la décision, le juge de l'application des peines en soit avisé par le ministère public lequel signalerait par une note succincte la condamnation avec mise à l'épreuve et la dernière adresse indiquée à l'audience par le probationnaire.

Ainsi, celui-ci serait pris en charge par le comité au plus tôt. De la promptitude de cette prise en charge peut dépendre la réussite de l'institution de la probation, le probationnaire courant parfois un danger dès sa sortie de prison, s'il était détenu et s'il se trouvait dans l'isolement le plus complet, désargenté, sans emploi et sans aide.

Bien que la décision pénale ne soit pas assortie de l'exécution provisoire, ce qui est fâcheux, le probationnaire peut acquiescer aux obligations imparties.

S'il consent à comparaître devant le service de l'application des peines, il ne lui sera pas tenu rigueur de l'inobservation de ses obligations pendant le délai d'appel, voire jusqu'à décision de la cour en cas d'appel, seules étant prises les mesures d'assistance et de simple contrôle.

L'Instruction générale du Code de procédure pénale prévoit, dans son article C. 997-3°, modifiée par la circulaire du 17 février 1961 (*J.O.*, 24 févr. 1961, D., 1961.L.104, p. 2000), cette situation. Elle précise à cet égard :

« Si un condamné bénéficiant du sursis avec mise à l'épreuve se présente spontanément au juge de l'application des peines de sa résidence, avant que sa condamnation soit devenue définitive ou avant que ce magistrat ait reçu les pièces du parquet, sa prise en charge par le comité de probation peut être assurée immédiatement. Dans ce cas, seules des mesures d'assistance et de simple contrôle doivent être prises à l'égard de l'intéressé tant que le jugement définitif n'est pas intervenu. Le juge de l'application des peines peut, en cette hypothèse, tenir compte de la bonne volonté ainsi manifestée par le condamné pour l'application des dispositions de l'article 743 ».

2. Communication par le ministère public des pièces importantes sous forme de copies ou de photographies extraites du dossier pénal qui donneront une connaissance de l'affaire et de l'homme. — Il est utile que le juge de l'application des peines ait un résumé des faits reprochés (rapport d'ensemble, réquisitoire définitif, jugement) ainsi que tous documents se rapportant à la personnalité, au milieu social, familial, professionnel de l'intéressé.

L'Instruction générale C. 997-1° modifiée par les circulaires du 17 février 1961 et 17 mai 1961, prévoit la transmission de ces pièces dans les conditions suivantes :

« Toutes les fois qu'un jugement ou arrêt ordonnant le sursis avec mise à l'épreuve a été rendu et dans la quinzaine du jour où la condamnation est devenue définitive, le ministère public près la juridiction de jugement transmet au juge de l'application des peines du lieu où réside le condamné ou au président du comité post-pénal chargé des fonctions du juge de l'application des peines en vertu de l'article 3 du décret 59-332 du 23 février 1959 :

a) une expédition du jugement ou de l'arrêt de condamnation ;

b) une notice individuelle conforme à celle prévue à l'article D. 158 et contenant les renseignements concernant l'état civil du condamné, sa profession, sa situation de famille, ses moyens d'existence, son domicile, son degré d'instruction, sa conduite habituelle, sa moralité et ses antécédents judiciaires ;

c) copie du rapport de l'enquête ou des enquêtes sur la personnalité, la situation matérielle, familiale ou sociale de l'intéressé, si elles ont été effectuées ;

d) copie du rapport de l'examen ou des examens médicaux, psychiatriques ou médico-psychologiques, dans le cas où il y a été procédé en vertu d'une décision judiciaire ;

e) s'il y a lieu, tous autres documents, renseignements ou avis pouvant faciliter la surveillance et l'assistance du délinquant.

La date d'expédition de ces pièces et le destinataire de celles-ci sont indiqués au registre d'exécution des peines tenu dans chaque parquet en application de l'article D. 48 ».

3. Aménagement, modification, suppression des obligations. — Le ministère public pourra sur ses réquisitions les faire ordonner par le juge de l'application des peines, article 741.

Révocation. — Le ministère public comme le juge de l'application des peines peut provoquer la révocation du sursis et l'exécution de la peine en saisissant le tribunal de la résidence habituelle (C.A. Paris, 10 avril 1962, D., 1962.414) du condamné, conformément à l'article 742 du Code de procédure pénale. Cette juridiction saisie devra statuer en chambre du conseil, s'agissant d'un incident contentieux relatif à l'exécution d'une sentence pénale (Cour de cassation, 21 févr. 1963 et 14 mars 1963).

En fait, le ministère public aura moins l'occasion que le juge de l'application des peines de requérir la révocation. Cependant le ministère public peut signaler de nouveaux faits délictueux ou une nouvelle condamnation qui ont été commis ou subie par le probationnaire.

Notons que, en cas d'ordre d'arrestation pris par le juge de l'application des peines, le ministère public devra pour sa part prendre des réquisitions.

D'autre part, le ministère public a la faculté de faire appel de la décision du tribunal correctionnel statuant en vertu de l'article 742 du Code de procédure pénale.

4. Réhabilitation. — L'article 743 du Code de procédure pénale prévoit que le ministère public a, comme le juge de l'application des peines, la faculté, lorsque le probationnaire après un délai minimum de deux ans de mise à l'épreuve satisfait aux mesures d'assistance et de surveillance, aux obligations qui lui sont imposées, et dont le reclassement paraît acquis, de saisir le tribunal du lieu de résidence pour demander que la condamnation soit déclarée non avenue. Dans ce cas, lorsqu'une peine d'amende ferme a été appliquée simultanément avec une peine d'emprisonnement avec sursis probatoire, la réhabilitation n'atteint que cette dernière peine, par analogie avec les effets de la réhabilitation en matière de sursis simple (C.A. Colmar, 15 janv. 1963).

Par ailleurs, le ministère public devra veiller, conformément à l'article 1023 de l'Instruction générale, à ce que le Bulletin n° 2 ne contienne pas mention de la condamnation lorsqu'elle est considérée comme non avenue, après l'expiration sans incident du délai d'épreuve (art. 745, C. proc. pén.), ou après la réhabilitation.

B. — *Du rôle du juge des enfants.*

Le juge des enfants par application de l'article 744 du Code de procédure pénale, se trouve compétent au même titre que le juge de l'application des peines lorsque le probationnaire, ayant fait l'objet pendant sa minorité de mesures prescrites par une décision antérieure rendue en application des articles 15, 16 et 28 de l'ordonnance du 2 février 1945, est devenu majeur pénal, même si la mise à l'épreuve a été prononcée par la juridiction des majeurs (Tribunal pour enfants de Marseille, 7 juin 1960, D., 1960.542, note G. V.).

Les attributions du juge des enfants seront dévolues au juge de l'application des peines quand le probationnaire aura atteint 21 ans.

C. — *Du rôle de l'avocat.*

a) Quant à la modification, l'aménagement ou la suppression des obligations, le probationnaire lui-même, aux termes de l'article 741, pourra la solliciter.

Son avocat serait donc à même de présenter une requête au juge de l'application des peines au nom du probationnaire, en précisant les motifs du changement sollicité.

b) Dans la révocation : l'avocat interviendra utilement aux débats qui devront se dérouler (Cour de cassation, 14 mars 1963), en chambre du conseil.

Lors d'une audience ayant donné lieu au jugement du Tribunal correctionnel de Nice (cité plus haut) en date du 19 janvier 1963, un avocat a été désigné d'office pour développer les moyens de défense du probationnaire.

L'intéressé ayant la faculté de faire appel de la décision du tribunal correctionnel statuant en vertu de l'article 742 du Code de procédure pénale, le conseil pourra devant la cour (C.A. Bordeaux, 9 sept. 1960, *Gaz. Pal.*, 1960.2.276) soutenir les moyens de défense du probationnaire qui s'exposait à l'exécution de sa peine.

Conclusion

Nous observerons que la mise à l'épreuve devrait pouvoir être préparée plus utilement et d'une manière plus étendue, puisqu'en dehors des procédures d'information susceptibles de contenir un dossier de personnalité, celles de flagrant délit et de citation directe risquent d'être à cet égard très incomplètes. Que ce soit pour sa préparation comme pour son fonctionnement, la probation fait appel légalement à la participation du corps social et tout particulièrement à celle du corps judiciaire et du barreau. Comme l'a justement souligné M. Pons, chef du Bureau de la probation et de l'assistance post-pénale, en montrant quelle était la place du juge de l'application des peines dans la famille judiciaire, ce dernier dirige un service qui n'est pas extérieur au tribunal mais qui, au contraire, participe à sa vie, car l'application de la peine ou celle des mesures de probation ne se séparent pas de l'action judiciaire.

(1) « Journées d'études régionales des juges de l'application des peines », cette *Revue*, 1962, p. 117 et s.

G. Chronique de défense sociale

DÉFENDRE LA DÉFENSE SOCIALE ?

par Marc ANCEL
Conseiller à la Cour de cassation,
Vice-Président de la Société internationale de Défense sociale.

Les doctrines de la Défense sociale ont fait l'objet, depuis quelque temps, d'un certain nombre de critiques, voire d'attaques, visiblement destinées à créer un contre-courant. Une voix particulièrement autorisée s'est même récemment élevée pour prendre parti dans la controverse, en présentant sous une forme ramassée et vigoureuse les principaux reproches faits par ses adversaires à la Défense sociale (1). Ces critiques ont, à leur tour, suscité déjà quelques réponses (2). Nous n'entendons pas quant à nous éviter le débat : examinons donc ces mises en accusation nouvelles, en les envisageant dans leur ensemble.

Quelques observations préliminaires s'imposent. Tout d'abord, nous noterons que les partisans de la Défense sociale peuvent éprouver une légitime fierté à voir que certaines hautes personnalités sont à ce point préoccupées des progrès de cette doctrine nouvelle pour estimer nécessaire de la dénoncer spécialement ; car c'est là reconnaître à la fois son importance, et sa diffusion.

En second lieu, on observera que les critiques récentes procèdent d'un examen plus approfondi que ne le faisaient les attaques dont, il y a dix ans environ, la Défense sociale était l'objet (3). Les opposants d'aujourd'hui n'affirment plus que la doctrine nouvelle tend nécessairement à supprimer le droit pénal, qu'elle rejette la notion de responsabilité ou qu'elle réclame l'abolition absolue de toute peine. Seuls quelques ignorants attardés dans des polémiques politiciennes dénuées de tout caractère scientifique continuent à répéter ces affirmations (4). Les critiques sérieuses, les seules

(1) V. la conférence prononcée le 28 mars 1963 au Centre national d'études judiciaires par M. J. Foyer, Garde des Sceaux, sur la doctrine de la V^e^ République en matière de répression, dont un compte rendu a été publié par la *Revue pénitentiaire* (dans la rubrique du Bulletin de l'Union des Sociétés de patronage), 1963, p. 281 et s.

(2) V. J.-M. van Bemmelen, « Het Strafrecht van de vijfde Republiek », in *Nederlands Juristenblad*, 1964, p. 5 et s.

(3) V. E. Frey, « Strafrecht oder soziale Verteidigung », in *Revue pénale suisse*, 1953, p. 405 et s., et la réponse décisive de M. J. Graven, « Droit pénal et Défense sociale », même *Revue*, 1955, p. 1 et s.

(4) Par exemple M. C. Jacquinot dans un article intitulé « La crise de la politique criminelle de défense sociale », in *La Vie judiciaire* des 9-14 avril 1962, dont M. S. C. Versele a dénoncé, dans une riposte cinglante, « les insinuations qui n'ont d'autre appui que l'affirmation gratuite et la contrevérité » : « A propos d'un improbable «chant du cygne » de la Défense sociale nouvelle », in *Rev. de criminologie et de police technique*, 1962, p. 117 et s. Cf. également R. Gaudefroy Demombynes, « Le succès du mouvement de défense sociale », in *La Vie judiciaire*, 7-12 mai 1962.

dont nous entendions nous occuper, ne reprennent pas comme telles ces contrevérités : aussi bien le Programme minimum de la Société internationale de défense sociale et les travaux des derniers Congrès de cette Société, notamment ceux de Stockholm et de Belgrade, comme les Journées françaises de défense sociale, régulièrement tenues depuis 1951, suffisent-ils à les écarter.

A l'inverse, et s'agissant toujours uniquement des objections de caractère scientifique et qui valent la discussion, on peut observer que malgré tout certaines critiques, notamment en Italie ou en Amérique latine, procèdent encore de deux confusions persistantes.

La première est celle qui tend à ramener la Politique criminelle de Défense sociale aux théories de l'Ecole positiviste. On oppose aux doctrines de la Défense sociale une réfutation du Positivisme, sans s'apercevoir que la Défense sociale constitue elle-même une réaction très nette contre les postulats déterministes et le « scientisme » de l'Ecole italienne de la fin du siècle dernier (1). Cette manière de voir se traduit, chez certains juristes, par une opposition résolue à la criminologie et aux enseignements tirés des sciences de l'homme (2). C'est là confondre, du reste, le plan de la technique juridique, qui peut en effet rester indifférente aux études criminologiques, à condition de ne pas les ignorer entièrement et de se maintenir dans son domaine propre, et le plan de la politique criminelle qui, dans la deuxième moitié du XX^e^ siècle, se condamne à l'inefficacité si elle prétend méconnaître les données des sciences humaines. Les criminalistes avertis commencent heureusement à éviter de telles méprises (3).

Une autre source de confusion procède d'une analyse simpliste et retardataire du mouvement de Défense sociale. On prend les doctrines de la Défense sociale comme une théorie unique, dont l'expression la plus complète serait celle qu'en donnent les extrémistes du mouvement. La critique s'adresse alors à certaines des positions prises par M. Gramatica. Mais précisément, il faut souligner avec force en quoi la Défense sociale *nouvelle*, dont nous défendons ici la doctrine, se sépare de la théorie de M. Gramatica. Cette opposition de la Défense sociale nouvelle à cet extrémisme de la Défense sociale, à nos yeux fondamentale, est illustrée d'ailleurs et consacrée par le *Programme minimum* de la Société de défense sociale, dont nous avons en son temps souligné l'importance (4). Ici encore les « opposants » de bonne foi, mieux informés, admettent désormais les distinctions indispensables. Il faudra du reste revenir plusieurs fois sur cette confusion regrettable.

Cependant, les objections principales continuent à dériver de deux sources essentielles dont il faut bien, dès l'abord, constater la réunion paradoxale. Les premières viennent d'une conception néo-classique entendue strictement, et qui se prétend immuable en raison de considérations de métaphysique juridique ou d'un appel, contestable, à la tradition chrétienne (5). Les autres, développées dans les pays de l'Est et

(1) C'est en partie le cas de M. Jerome Hall (v. not. *General Principles of Criminal Law*, 2^e^ éd., 1960) et dans une certaine mesure des criminalistes groupés dans ce qu'on a appelé l'Ecole d'Utrecht ; v. *Une nouvelle école de science criminelle : l'Ecole d'Utrecht*, présentée par J. Léauté (Paris, 1959).

(2) V. Clarence Ray Jeffery, « The Historical Development of Criminology », in *Pioneers in Criminology* (Londres, 1960), p. 364 et s.

(3) En dehors des auteurs déjà cités, on notera par exemple les positions très nuancées, même dans la contradiction, de criminalistes éminents tels que les professeurs Laplaza (Argentine) et Eduardo Novoa Monreal (Chili) lors des Journées de droit pénal de Buenos Aires en 1960 (*Jornadas*, 1962, p. 52 et s. ; 89 et s.).

(4) V. nos observations sur le Programme minimum, cette *Revue*, 1954, p. 807 ; cf. notre analyse des *Principi di difesa sociale*, de M. Gramatica (cette *Revue*, 1962, p. 182) et notre Préface en tête de l'édition française (Paris, 1963).

(5) V. Bettiol, « A propos de la peine de mort et de l'*ergastolo* » in *Rivista italiana di diritto penale*, 1956, p. 555 et s. ; *Orientamenti generali nel diritto penale*, *Jus*, 1951, p. 451 et s., *Punti fermi in tema di pena retributiva*, *Mélanges Alfredo de Marsico* (1960), t. I, p. 53 et s. Cf. diverses interventions dans les Journées de droit pénal de Buenos Aires (1961), *Jornadas* (1962). V. aussi, mais avec beaucoup plus de nuances et une plus exacte compréhension des doctrines de la défense sociale, R. Merle, « L'évolution du droit pénal moderne », in *Annales de la Fac. de droit de Toulouse*, 1951, p. 135 et s. ; cf. J. Larguier, *Le droit pénal* (Coll. « Que sais-je ? », 1962), p. 12 et s. ; v. encore, mais

notamment par les criminalistes soviétiques, sont fondées sur les conceptions marxistes léninistes du droit pénal : de ce point de vue, on présente alors la Défense sociale comme une création propre au « droit bourgeois » et animée à la fois de préoccupations confessionnelles à l'instigation du Vatican et du souci d'imposer les institutions du capitalisme américain, dont la mesure de sûreté serait le type (1).

Il est curieux — mais il est également significatif — de noter cette rencontre singulière. Il est assez piquant, en effet, après l'accord de M. Jerzy Sawicki et de M. Frey, de relever aujourd'hui que, sur ce point au moins, le professeur Kadar de Budapest retrouve M. Quintano Ripolles de Madrid, et que certaines affirmations de M. Bettiol ou de tel représentant de la science pénale de l'Allemagne de l'Ouest pourraient être reprises à Moscou par M. Piontkovskij ou par M. Tadevosjan. Ces étranges affinités électives conduisent nécessairement à se demander si ces rencontres ne seraient pas dues, en fin de compte, à quelques confusions fondamentales...

Ces observations nécessaires étant faites, il convient, croyons-nous, d'analyser d'abord successivement les principales des critiques actuellement avancées contre le mouvement de Défense sociale, puis d'en dégager la portée de manière plus synthétique, pour essayer de tirer de ces oppositions de doctrine quelques conclusions constructives de politique criminelle.

I

La première et sans doute, dans la pensée des adversaires de la Défense sociale, la principale objection consiste à reprocher à la doctrine nouvelle d'énerver la répression, de négliger la prévention générale, c'est-à-dire l'intimidation, au profit de la prévention spéciale envisagée comme simple traitement, et de conduire par là à un système à la fois compliqué et inapplicable (2).

Il est inutile de démontrer de nouveau que la Défense sociale — ou tout au moins la doctrine de la Défense sociale *nouvelle*, telle que nous la comprenons et telle que la consacre le Programme minimum de la Société internationale de défense sociale — ne rejette nullement, par principe, tout châtiment de caractère rétributif. Rappelons que nous nous séparons ici résolument de M. Gramatica, et qu'il importe de ne pas confondre ces deux doctrines. La place de la peine classique reste marquée en certaines matières, notamment (mais non exclusivement) pour les délits d'imprudence graves et pour de nombreux « délits artificiels », dont il serait vain d'espérer la disparition avec le développement considérable du droit pénal économique (3). Pas davantage,

---

du point de vue de la dogmatique pénale traditionnelle : L. Jimenez de Asùa, « La nueva defensa social », *La Ley*, 29 août 1957 et *Tratado*, t. II (2e éd.), n° 110 et s. ; Quintano Ripolles, *La evolucion del derecho penal moderno (contra corrientes)*, *Annuario de derecho penal y ciencias penales*, 1957, p. 283 et s.

(1) V. Jerzy Sawicki, *O Nowej Ochronie Spolecznej*, extrait de *Panstwo i Pravo* (Varsovie, 1955) ; v. les observations critiques de Mlle Marx in *Rev. Science crim.*, 1955, p. 588 et s. Cette manière de voir, complaisamment développée à la période stalinienne, ne paraît pas avoir fait encore l'objet d'une révision pourtant opportune. V. A. A. Piontkovskij et V. S. Tadevosjan, « Compte rendu du Congrès de défense sociale de Stockholm », in *Sovetskoje Gosudarstvo i pravo* (L'Etat et le droit soviétiques), 1959, p. 142-144, où ces auteurs déclarent que « le point de départ des théories de la défense sociale est pour eux inacceptable et dans le fond complètement erroné ». Cf. les déclarations de M. Piontkovskij lors de la Table ronde de l'Institut de droit comparé sur la réforme pénale soviétique (à paraître dans cette *Revue*, en 1964). Comp. la critique, plus nuancée cependant, de M. Šargorodskij : *Sovremennoje buržuaznoje ugolovnoje zakonodatel'stvo i pravo* (La législation pénale bourgeoise contemporaine et le droit), Moscou, 1961, p. 29-33. V. aussi : Miklos Kadar, « Quelques remarques au sujet d'un article sur les aspects juridiques de la situation actuelle en Hongrie », in *Rev. de droit hongrois*, 1961, p. 42 et s. (avec ses attaques contre la Défense sociale, p. 47). M. Rappaport, de son côté, observe « qu'il y a plus d'adversaires de la défense sociale à l'Est qu'à l'Ouest », cette *Revue*, 1956, p. 360.

(2) V. la Conférence précitée de M. Foyer : « La conséquence directe de tels systèmes est l'affaiblissement de la répression » (*op. cit.*, p. 282).

(3) V. à ce sujet les travaux du VIe Congrès international de droit pénal (Rome

il n'est question de considérer tous les délinquants comme des malades relevant seulement d'une thérapeutique d'ordre médical (1).

Cette précision donnée, nous admettrons bien volontiers que la Défense sociale se sépare du droit classique quant à l'efficacité de l'intimidation. Bentham, prenant en considération l'homme — raisonnable et raisonnant — du XVIIIe siècle, pensait que le délinquant ne commettait jamais un délit sans avoir minutieusement évalué le risque couru, en face du profit espéré ; et Feuerbach voulait dans chaque hypothèse établir une peine telle qu'elle constituât le *psychologischer Zwang* qui paralyserait la volonté criminelle. Malheureusement, cette logistique harmonieuse a été démentie par les faits et réfutée par la science ; et il ne suffit pas de rejeter en bloc, par une dénégation sommaire ou par une formule ironique, toutes les études criminologiques modernes sur les motivations du crime pour restituer leur valeur à des postulats périmés.

Qu'on le veuille ou non, la force intimidante de la peine reste une simple hypothèse. Sociologues et criminologues ont montré que sa valeur réelle avait été largement exagérée (2) et l'expérience enseigne que dans la plupart des cas l'abaissement des pénalités attachées à certaines infractions — fait sociologique qui a marqué l'évolution de la répression au XIXe siècle — n'a pas eu pour conséquence la recrudescence de ces infractions. C'est même là — on le sait — un des arguments essentiels des partisans de l'abolition de la peine capitale (3). Ici encore, il ne suffit pas de rejeter les enseignements de la science pour maintenir une affirmation controuvée. Nous persistons à penser qu'il est grave, pour une société qui se prétend humaniste et se voudrait libérale, de légitimer la peine capitale par son existence traditionnelle ou cette considération que — peut-être ! — elle retiendrait certains délinquants.

1953), IIIe section, sur le rapport général du professeur Vrij, v. *Rev. int. de droit pénal*, 1953, p. 725 ; cf. du même auteur, « Le droit sanctionnateur de la réglementation sociale-économique », cette *Revue*, 1955, p. 409 ; v. encore E. Aftalion, *Derecho penal economico* (Buenos Aires, 1959).

(1) Spécialement dans ce qu'on appelle habituellement la « criminalité astucieuse » ; nous sommes d'accord avec M. J. Larguier lorsqu'il écrit qu'il faut « avoir de la « maladie » une conception singulièrement large pour considérer comme état pathologique l'attitude du commerçant établissant une fausse comptabilité ou de l'industriel faisant introduire des substances toxiques dans les produits alimentaires qu'il met en vente » (*Le droit pénal*, Coll. « Que Sais-je ? », 1962, p. 12).

(2) V. Sutherland, *Principles of Criminology* (3e éd.), ch. IX, p. 355 et s. ; cf.G. Rusche et O. Kirchheimer, *Punishement and Social Structure* (New York, 1939), p. 141 et s. ; cf. Thorsten Sellin, *Culture Conflict and Crime* (New York, 1938), et l'*Etude sociologique de la criminalité* (Rapp. général au Congrès de Criminologie de Paris, 1950), Actes du Congrès, t. IV, p. 109 et s. ; Lionel W. Fox, *The English Prison and Borstal Systems*, p. 11 et p. 71 et s. ; cf. O. Kinberg, *Les problèmes fondamentaux de la Criminologie* (Paris, 1960), p. 51 et s. discutant l'affirmation de Liszt selon laquelle la menace de la peine agit comme « mise en garde » et « moyen de terreur ». Margery Fry avait également noté que l'examen des délinquants conduit à penser que l'intimidation ne joue pratiquement que sur un très petit nombre d'individus (*Arms of the Law*, Londres, 1951, p. 73 et s.).

(3) V. Olof Kinberg, « La psychiatrie criminelle sans métaphysique », cette *Revue* (1949, p. 527-529) ; v. également le remarquable numéro des *Annals* (nov. 1952) consacré à *Murder and the Penalty of Death* ; v. encore les observations faites en U.R.S.S. à la suite des modifications de la loi pénale qui ont ramené les peines du meurtre (et de l'assassinat) à une peine privative de liberté de dix ans au maximum (la peine de mort ne sanctionnant plus que les crimes « contre-révolutionnaires »). *Le droit pénal soviétique, partie spéciale*, Public. de l'Institut des Sciences juridiques du ministère de la Justice de l'U.R.S.S. (Moscou, 1951), compte rendu dans cette *Revue*, 1953, p. 751 et s. ; cf. Thorsten Sellin, *The Death Penalty*, Philadelphie (1959, p. 38 et s.) ; cf. nos deux rapports : au Conseil de l'Europe sur *La peine de mort dans les pays européens* (Strasbourg, 1962) et aux Nations Unies, *La peine capitale* (New York, 1962) et nos études « Les doctrines de la défense sociale devant le problème de la peine de mort », cette *Revue*, 1963, p. 404 et s., et « Le problème de la peine de mort », in *Rev. de dr. pén. et de criminologie* (Bruxelles, févr. 1964).

Mais il faut aller plus loin. La Défense sociale *nouvelle*, en effet, — car c'est d'elle seulement qu'il s'agit ici — ne rejette nullement ni la prévention générale, ni même l'intimidation : elle opère seulement sur ces notions le même travail de renouvellement que sur la notion de responsabilité. Pour le droit pénal classique, la responsabilité était une qualité de l'homme abstrait — celui de 1789 et de 1810 : elle était présumée établie, à moins que le prévenu ne fût « en état de démence » au sens de l'article 64 du Code pénal. Le progrès des sciences humaines a démontré l'inexactitude — et surtout l'insuffisance — de cette position théorique. La politique criminelle moderne de Défense sociale entend dès lors substituer à cette présomption légale la prise en considération concrète du sentiment — individuel et social — de responsabilité, sur lequel s'édifie tout le processus de resocialisation (1). De même, la prévention générale ne résulte plus, dans la doctrine de la Défense sociale nouvelle, de la seule présomption, ou du seul postulat de la force intimidante de la peine. L'intimidation — dont nous ne songeons pas à nier l'existence psychologique — ne résulte pas en effet de la seule prévision légale de la sanction ni même du prononcé de la condamnation : dans la réalité concrète, elle dérive essentiellement de l'obligation pour le délinquant découvert de rendre compte de l'acte commis devant une autorité qualifiée. C'est ce qu'exprime la formule populaire de la « peur du gendarme » et ce qui explique la réaction de l'opinion attachant tant d'importance au fait de voir un individu « traduit en justice ».

Dans ce contexte social et dans cette perspective de psychologie collective se vérifie une fois de plus l'observation fondamentale de Montesquieu et de Beccaria selon laquelle la certitude du châtiment importe plus que la sévérité de la peine. De même, la réalité de la sanction prononcée par un juge (2) importe plus que la nature juridique ou que la qualification légale de cette sanction. Le pur juriste reste attaché à la peine qualifiée telle. Il tend alors à l'estimer parfois seule intimidante, alors que les mesures de sûreté ne sont pas moins redoutées que les pénalités traditionnelles : le récidiviste craint plus la relégation qu'une peine de réclusion à temps et le jeune adulte craint plus l'envoi dans une prison-école qu'une peine traditionnelle, mais plus courte. Sociologues et pénologues ont depuis longtemps marqué combien peuvent paraître intimidantes ces « mesures de traitement » qu'une analyse purement juridique continue à opposer à la peine traditionnelle. Il est sans doute inutile et en tout cas ce n'est pas le lieu d'insister sur ce point, ni de rouvrir la controverse sur la distinction des peines et des mesures de sûreté.

La justification des positions nouvelles réside ici dans un dépassement des positions classiques. C'est alors qu'apparaît la seconde objection, ou, si l'on préfère, le second groupe de critiques qui s'en prend cette fois à ce que nous avons appelé la *dé-juridicisation*. Ce terme a tout naturellement inquiété les juristes : nous l'avions choisi du reste à dessein. Nous laisserons ici encore de côté les extrémistes de l'objection qui prennent prétexte de ce terme pour accuser la Défense sociale de parler un jargon incompréhensible à l'« honnête homme » (3) ou pour y voir le rejet de tout système du droit. Nous ne nous sommes jamais caché de créer volontairement un « néologisme affreux » ; mais nous cherchions à frapper les esprits, et le succès de ce vocable, chez ceux-là même qui le critiquent, suffit à nous justifier. Quant à la prétendue suppression du droit et de la légalité par la Défense sociale *nouvelle*, seuls ceux qui n'ont pas compris — ou qui font semblant de ne pas comprendre — notre doctrine peuvent encore le soutenir.

D'excellents criminalistes cependant marquent leur désir de maintenir un « droit juridique », pour employer le pléonasme, lui aussi volontaire et imagé, de M. Roger

(1) V. notre étude « Responsabilité et défense sociale », cette *Revue*, 1959, p. 179 v. aussi Jean GRAVEN, « L'activité du groupe médico-psycho-juridique de Genève. Colloque sur la responsabilité pénale », *ibid.*, 1961, p. 325.

(2) La défense sociale entend maintenir non seulement la règle *nullum crimen, nulla pœna sine lege*, mais son corollaire parfois oublié *nulla pœna sine judicio*.

(3) La plupart des auteurs qui s'insurgent contre ce « jargon » ne se rendent pas compte qu'ils rejettent en même temps, faute de s'y être accoutumés ou même de le comprendre, la langue de la criminologie Si, selon la formule célèbre, toute science est d'abord une langue bien faite, il est normal que, pour se constituer en science, la criminologie, comme toutes les autres disciplines, se forge son propre langage.

Merle (1). En effet, disent certains, n'est-il pas dangereux de soustraire le système pénal aux méthodes de la science du droit ? Ne risque-t-on pas en même temps de séparer le droit pénal du droit privé, en y introduisant, avec l'examen de personnalité, une explication du comportement individuel étrangère à la détermination de la capacité civile, dans le domaine des contrats comme dans celui de ce que les Anglais appellent les *torts* (2) ?

Ici aussi, il convient de ne pas se méprendre. La *dé-juridicisation* proposée par la Défense sociale nouvelle ne consiste pas à retirer au droit pénal son caractère ni sa technique de science juridique. Elle consiste seulement à en marquer les limites, à soutenir surtout que le phénomène criminel ne peut être compris et apprécié socialement par les seuls procédés de l'analyse juridique, et qu'il existe, à côté du droit pénal, dont l'importance n'est pas niée et dont l'autonomie est même de plus en plus affirmée (3), des disciplines, non pas annexes, mais parallèles, dont il doit reconnaître à son tour l'autonomie et l'importance. Elle consiste aussi et surtout à lutter contre les abus du *juridisme*, qui, par son appel à des fictions et à des raisonnements purement abstraits, risque souvent de cacher la réalité du fait et de l'homme criminels (4). Elle consiste enfin, le droit pénal étant maintenu dans son domaine propre et dans ses liens nécessaires avec le droit civil — ou plus exactement avec le droit privé en général — à dégager le rôle et la nécessité d'une politique criminelle rationnelle, qui se trouve logiquement à mi-chemin de la Criminologie (et de la Pénologie) et de la Science du droit, mais dont l'influence est décisive sur l'évolution des institutions pénales. Pour reprendre la formule de M. Sheldon Glueck à propos de la psychiatrie, il s'agit de savoir si, entre le droit pénal et la politique criminelle, il doit y avoir guerre froide ou entente cordiale (5). D'excellents juristes le reconnaissent, qui proposent eux-mêmes une série de réformes cohérentes destinées à humaniser et à socialiser le droit pénal (6).

Les adversaires du mouvement de Défense sociale répondent, il est vrai, en élevant une nouvelle objection. La politique criminelle moderne, dit-on, veut se tenir en liaison avec la criminologie ; mais les travaux des criminologues « n'ont pas apporté des certitudes indiscutables » (7). Le retour à la répression traditionnelle permettrait d'éviter les incertitudes d'une science qui se cherche encore : le juriste doit rester maître chez lui. Et les Congrès scientifiques feraient mieux, au lieu de se perdre dans des discussions académiques, d'améliorer la coopération internationale dans la répression du crime (8).

On a déjà répondu (9), d'une part, que la criminalité internationale ne représente qu'une part minime de la délinquance générale, et nullement, comme on l'affirme parfois, la plus dangereuse ; d'autre part, qu'il serait singulier de reprocher à des

(1) *Droit pénal général complémentaire* (1957), p. VII ; cf. l'étude précitée dans les *Annales de la Faculté de droit de Toulouse* (1958) où M. Merle exprime l'inquiétude des juristes devant ceux « qui entendent dé-juridiciser la science criminelle » (p. 136). MM. de Asùa, Bettiol et Quintano Ripolles ont, plus vivement encore, exprimé sur ce point leurs appréhensions dans des passages déjà cités.

(2) Cette idée, énoncée par M. Merle, a été reprise par M. Lautecaze dans son rapport préliminaire aux IX^e^ Journées françaises de Défense sociale (Toulouse, 1961, v. cette *Revue*, 1961, p. 843).

(3) V. l'important recueil d'études publié sous la direction de M. G. STÉFANI sous le titre *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal* (1956) ; cf. LEGROS, « Essai sur l'autonomie du droit pénal », *Rev. de droit pénal et de criminologie* (1955-1956), p. 143.

(4) V. sur ce point les très justes observations de M. le Doyen Légal au Colloque des Facultés de droit d'Aix-en-Provence de décembre 1953 (cette *Revue*, 1954, p. 208) ; cf. les remarques du même auteur in *Rev. int. de droit comparé*, 1963, p. 603.

(5) V. Sheldon GLUECK, *Law and Psychiatry : Cold War or Entente Cordiale* ? (Baltimore, 1962) ; cf. S. C. VERSELE, « Vers un concept pénal plus réaliste », *Rev. de droit pén. et de criminologie* (1947-1948), p. 421 et s.

(6) V. not. R. MERLE, *op. cit.*, in *Annales de la Fac. de droit de Toulouse*, 1958, spécialement p. 143 et s.

(7) *Op. cit.*, in *Rev. pénit.*, 1963, p. 282.

(8) *Ibid.*

(9) Van BEMMELEN, *op. cit.*, p. 7.

criminologues, groupés dans une Société internationale, de faire de la criminologie. Le problème, une fois encore, reste de savoir s'il faut enfermer de nouveau le droit pénal dans son splendide isolement de l'époque classique, et refuser l'apport des sciences de l'homme parce qu'elles risqueraient de remettre en cause quelques dogmes juridiques. Ainsi l'Inquisition voulait que Galilée reconnût que la Terre était immobile... Qui accepterait cette stagnation des esprits et cette « régression d'un siècle dans la législation pénale », comme disait Grispigni aux prises avec une violente réaction néo-classique (1) ? Assurément pas les esprits avertis et, en tout cas, pas ceux qui, avec raison, affirment la nécessité de nouvelles recherches pénologiques et criminologiques (2).

Un autre ordre d'objections s'en prend, cette fois, à l'individualisation moderne. La Défense sociale, dit-on, prend en considération la personne, et non l'acte. Le droit pénal classique, en punissant l'acte, protégeait la personne puisqu'il enfermait la réaction anti-criminelle dans des limites légales précises. Avec la périculosité ou l'anti-socialité, on aboutit à un système subjectif qui laisse toute latitude au juge : l'arbitraire menace alors l'individu. Bien plus, si l'état dangereux importe seul, il faut le rechercher et le combattre avant tout délit ; mais la mesure de sûreté pré-délictuelle constitue une autre menace pour la liberté. La sentence indéterminée en est une également : l'homme ne saura plus ce qui peut lui être imposé. Enfin, la notion même de traitement et de resocialisation est dénoncée comme dangereuse : si l'on veut agir sur la personnalité du délinquant, ne va-t-on pas vouloir la modifier, et ce système ne conduit-il pas au « lavage du cerveau » ? Certains théoriciens des pays de l'Est, devenus curieusement défenseurs d'un certain libéralisme, ont été jusqu'à affirmer que la Défense sociale conduisait à l'établissement d'un régime policier et aux camps d'extermination (3).

Ces affirmations téméraires ne trompent guère que ceux qui veulent bien se laisser tromper. Ce sont les régimes totalitaires, imbus des idées d'intimidation et de répression exemplaire, qui ont inventé les camps de concentration, les mutilations corporelles et les transformations médico-psychiques de la personnalité : et le mouvement moderne de Défense sociale est né d'une révolte contre ce totalitarisme, pour imposer d'abord le respect de la personne humaine. La Défense sociale nouvelle prend bien soin d'affirmer le principe de légalité, de telle sorte que la mesure de sûreté préventive ante-délictuelle se trouve normalement exclue de son système de réaction contre le crime (4). Les criminalistes informés des doctrines modernes ne manquent pas de le signaler (5).

Reste l'accusation — ou la crainte — de voir la Défense sociale rompre avec la tradition libérale et l'individualisme qui caractériseraient le droit pénal néo-classique. Quand l'affirmation émane de partisans plus ou moins avoués des régimes autoritaires, elle ne nous émeut guère, car ceux qui la formulent, par leur doctrine ou par

(1) V. *Regresso di un secolo nella legislazione penale* (reproduit en Appendice au traité de *Diritto penale italiano* (éd. 1950), p. 425 et s.).

(2) V. en ce sens un arrêté du 27 janvier 1964 portant création d'un Centre national d'études et de recherches pénitentiaires, *J. off.* du 7 février 1964.

(3) V. l'étude précitée de M. Sawicki, *O Nowej Ochronie Spolecznej*. Cf. en réponse les excellentes observations de M. Versele, *op. cit.*, in *Rev. int. de crim. et de police technique*, 1962, p. 117 et s.

(4) Tout au plus sera-t-il envisagé de saisir et de définir légalement certains états pré-délictuels pour organiser le cas échéant une réaction de caractère thérapeutique ou de caractère non pénal et enfermée dans des limites strictes. V. sur ce point les travaux du III[e] Congrès français de Criminologie, notamment le rapport général de Mlle Marx sur « Les aspects juridiques des problèmes posés par l'état dangereux prédélictuel » (*Annales int. de Criminologie*, 1963, n° 2) et le rapport de synthèse de M. Lebret (*Actes* du Congrès, Paris, 1963, p. 248 et s.). V. aussi l'intervention de M. Bouzat au même Congrès (*Actes*, p. 215). Sur le problème des mesures de sûreté pré-délictuelles v. encore P. Nuvolone, « La prevenzione nella teoria generale del diritto penale », in *Rev. italiana di diritto penale*, 1956, p. 13 et s.

(5) V. à ce sujet les observations très pertinentes de MM. Stéfani et Levasseur, *Droit pénal général et Criminologie* (2[e] éd., 1961), not. n. 498.

leur action, montrent qu'ils sont en réalité les véritables adversaires du libéralisme : ce mot n'est plus pour eux qu'un alibi- — qui devient même assez étrange du reste quand on le retrouve sous la plume de certains doctrinaires des pays de l'Est. Quand cette inquiétude est manifestée par des auteurs aussi avertis que M. de Asùa en Amérique latine ou M. Merle en France, elle mérite au contraire réflexion (1).

Il est cependant assez facile d'y répondre. Tout d'abord, la critique consiste à reprocher à la Défense sociale, non ce qu'elle est ou ce qu'elle propose, mais ce qu'elle pourrait devenir. Par une sorte de paradoxe, ces juristes traditionnalistes, adversaires de la périculosité virtuelle, dénoncent ici, non la doctrine, mais les virtualités latentes ou les extensions possibles de cette doctrine. Il suffit de mieux marquer les positions respectives de la doctrine extrémiste de M. Gramatica et de la Défense sociale *nouvelle* pour écarter l'objection tirée des tendances inavouées que l'on prête au mouvement.

On doit cependant s'expliquer plus complètement sur la notion même d'individu et d'individualisme. Comme pour la responsabilité encore, les néo-classiques se contentent ici en réalité d'une conception abstraite et *a priori*, vide de toute réalité humaine. L'individualisme néo-classique en est resté aux illusions de l'état de nature et à un conceptualisme primaire dérivé de Jean Jacques Rousseau (2). Le citoyen de la Déclaration des droits de l'homme est réputé libre de contracter ou de ne pas commettre un délit (3) : position qui devient singulière en présence du dirigisme moderne, du « contrat imposé », ou de la dynamique du crime. Cet homme libre qui s'enfermait hier dans le pacte social, mais qui s'opposait foncièrement à la société organisée a eu en réalité pour descendant naturel ultime l'anarchiste ou le libertaire. Longtemps le libéralisme de « l'Etat gendarme » a paru le satisfaire — ou le contenir — jusqu'au jour où « l'Etat-Providence » aboutit curieusement à faire de lui une sorte d'athée-social. L'équilibre rompu fait alors apparaître le danger de cette opposition soigneusement entretenue entre l'Etat et l'individu, que le système classique s'efforçait de maintenir.

Une saine politique criminelle moderne doit partir de cette constatation d'évidence que l'individu n'existe pas en soi, comme une entité politico-sociale, en face de cette autre entité que serait la Société organisée. L'individu ne se manifeste — il n'existe socialement — que par sa rencontre avec ses semblables ; et c'est de cette rencontre nécessaire que naît d'abord le groupement social. Il ne faut donc pas le poser ou le penser *contre* l'Etat, mais *dans* la communauté sociale. De même, il faut réduire son opposition aux autres individus, non par la fusion totalitaire ou par son absorption politico-économique dans le groupe, mais par une harmonisation nouvelle des rapports sociaux. Cette manière de voir rejoint d'ailleurs certains courants de la pensée moderne : qu'on se souvienne du *personnalisme* qu'Emmanuel Mounier opposait justement à l'individualisme classique (4) ou des développements du Père Teilhard de Chardin sur *l'hominisation*, processus de développement humain qui selon lui tendrait de manière naturelle à une socialisation nécessaire (5).

(1) Jimenez de Asua, « La nueva defensa social », in *La Ley*, du 29 août 1957 ; R. Merle, *op. cit.*, in *Annales de la Fac. de droit de Toulouse*, 1958, p. 133 et s. Cf. les observations de M. Gresham M. Sykes, « The Dilemmas of Penal Reform », in *The Howard Journal* (vol. X, n. 3, 1960), p. 194 et s.

(2) La position catégorique de J.-J. Rousseau se rencontre encore, assez curieusement, chez certains juristes modernes, même inspirés par la tradition chrétienne : v. A. Richard, *La mission méconnue de la justice pénale* (Paris, 1956) et nos observations in *Rev. de Science crim.*, 1957, p. 254-255.

(3) V. sur cette position néo-classique sur la « dogmatique de la responsabilité » les observations de M. Léauté lors du Colloque de philosophie pénale de Strasbourg de janvier 1959 in « La responsabilité pénale », *Travaux de l'Institut de sciences criminelles et pénitentiaires de l'Université de Strasbourg* (Paris, 1961), p. 351-353.

(4) V. E. Mounier, *Manifeste au service du personnalisme* (1936) et *Le personnalisme* (1949). Pour Mounier le personnalisme se distingue de l'individualisme en ce qu'il « souligne l'insertion collective et cosmique de la personne ».

(5) P. Teilhard de Chardin, *Le phénomène humain* (Œuvres, t. I, 1955), p. 180 et s. M. André Tunc a justement repris quelques-unes des idées essentielles du Père

Dans une telle conception, les droits de l'Etat ne doivent pas plus s'opposer à ceux de l'individu que les droits individuels ne s'opposent à ceux de l'Etat ; car l'Etat n'est alors que l'expression socio-juridique du groupement humain organisé en tant que conscience collective (1) ; et l'homme-individu, en tant qu'être humain irremplaçable, ne doit être ni supprimé ni opprimé par un Etat qui n'existe que par lui et pour lui (2). En ce sens, la « fraternité » devient non seulement une devise, mais une réalité et un devoir ; et elle ne menace pas la liberté (comme le craignaient, avec le doyen Ripert, des juristes attachés au « droit libéral » traditionnel (3)) — de même qu'elle ne menace plus la structure sociale. Au delà du solidarisme dépassé de la fin du siècle dernier (4), les doctrines modernes de politique criminelle veulent une structure sociale qui comprenne cette fraternité, en fasse un de ses fondements essentiels, et l'exprime en fin de compte dans ses institutions.

L'individualisme repensé de la Défense sociale est ainsi plus réel et plus fécond que l'individualisme purement passif des néo-classiques. Il est donc foncièrement inexact de voir dans la Défense sociale une menace, même lointaine, contre la liberté individuelle ou contre les droits de la personne humaine. On a parfois cherché à jouer contre elle du terme de *resocialisation* : il ne faut pas plus le déformer que celui de « dé-juridicisation ». La resocialisation de la Défense sociale ne constitue pas une modification arbitraire et autoritaire de la personnalité du délinquant, mais un traitement de rééducation (5) qui rend au délinquant le sens — et la conscience — des nécessités de la vie sociale.

II

Si l'on veut essayer de mesurer la portée exacte des critiques que nous venons d'analyser, et d'en dégager le fond commun, il convient de dissiper d'abord un malentendu possible. Les explications précédentes pourraient laisser croire que le mouvement de Défense sociale est en régression, ou qu'il en est réduit à se tenir sur la défensive. Ce serait une grave erreur ; il faut redire que, si certaines attaques se font vives, c'est que leurs auteurs sont inquiets des progrès de la doctrine nouvelle : un certain néo-classicisme passéiste (pour employer le langage des psychologues) contre-attaque

---

Teilhard de Chardin dans une suggestive étude, « Le juriste et la noosphère (la fonction possible des études comparatives dans le monde contemporain) », in *Problèmes contemporains de droit comparé* (Tokio, 1962), t. II, p. 493 et s.

(1) Nous prenons ici ce terme de *conscience* au sens où l'entendait le Père Teilhard de Chardin.

(2) V. notre article sur « La crise de la répression et la défense sociale », in *Etudes*, 1955, p. 289 ; cf. R. Legros, « Conscience sociale et défense sociale », in *Rev. int. de défense sociale*, 1955, p. 190.

(3) V. not. G. Ripert, *Le régime démocratique et le droit civil moderne* (2e éd., 1949) *Le déclin du droit* (1949), *Les forces créatrices du droit* (1955). V. cependant Paul Roubier, *Théorie générale du droit* (1re éd., 1946), p. 189 et s. et p. 230 et s.

(4) V. Léon Bourgeois, *Esquisse d'une philosophie de la solidarité* (1902) ; v. encore Duguit, *Le droit social, le droit individuel et l'Etat* (1908). Il faudra de même, sans le méconnaître entièrement dépasser le *sociologisme* tel que le concevait Durkheim (v. *Sociologie et Philosophie*, 2e éd., 1951).

(5) V. sur cette notion active de *traitement* de resocialisation, envisagé dans les perspectives d'une politique pénitentiaire humaniste les remarquables rapports présentés au Cycle d'études de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire de Strasbourg (sept. 1959) par MM. Dupréel (*Travaux préparatoires*, fasc. II, p. 443 et s.) et E. Lamers (*ibid.*, p. 467 et s.) ; cf. H. E. Barnes et N. K. Teeters, *New Horizons in Criminology* (2e éd.), p. 632 et s. ; R. Korn et L. W. Mc Corkle, *Criminology and Penology* (1959), p. 532 et s. Pour l'Angleterre, « L'évolution du système pénitentiaire et les méthodes de traitement », par Sir Lionel Fox, in *Introd. au droit criminel de l'Angleterre* (Coll. *Les grands systèmes de droit pénal contemporains*, t. I, Paris, 1959), p. 259 et s. ; Bouzat et Pinatel, *Traité de droit pénal et de criminologie*, t. III, *Criminologie*, par J. Pinatel, Paris, 1963, p. 448 et s.

pour protéger sa retraite. L'un de ses représentants les plus brillants, M. Quintano Ripolles, reconnaît lui-même qu'il est « à contre-courant » (1).

La diffusion ou si l'on préfère la pénétration des idées — et du vocabulaire — de la Défense sociale sont remarquables et s'affirment d'année en année. Il n'est que de comparer les éditions successives des traités les plus modernes pour s'en convaincre (2). De plus en plus fréquemment, d'éminents criminalistes se plaisent à souligner l'importance et le rayonnement des doctrines de la Défense sociale, et cela de la Scandinavie à l'Italie et à l'Espagne, de la Belgique à la Yougoslavie et à la Grèce, du Japon à l'Amérique latine (3) et jusque dans les pays relevant du système

---

(1) « La evolucion del derecho penal moderno (contra corriente) », in *Ann. de derecho penal y ciencias penit*, 1957, p. 283. V. la réponse, au nom des doctrines de la défense sociale, de M. J.-B. Herzog, cette *Revue*, 1958, p. 258.

(2) V. par exemple les deux éditions du précis de MM. Stéfani et Levasseur, *Droits pénal et Criminologie* (1957 et 1961) : la seconde consacre l'adoption des grandes rubriques de la défense sociale (évolution qui s'affirme encore dans le *Précis* de droit pénal général et procédure pénale publié en 1964 par les mêmes auteurs) ; on peut même comparer le *Traité* publié en 1951 par le doyen Bouzat et le *Traité de droit pénal et de criminologie* de MM. Bouzat et Pinatel (1963) ou la 7e édition du *Manuel de droit pénal* de M. J. Constant (Liège, 1960), par rapport aux éditions antérieures.

(3) Le professeur Nuvolone n'a pas hésité à déclarer, lors de la célébration du centenaire d'Enrico Ferri à Mantoue (et en marquant bien la différence entre le Positivisme et la défense sociale) que la défense sociale constituait le mouvement prééminent sur le plan national et international (v. « Le Sanzioni criminali nel pensiero di Enrico Ferri, e nel momento storico attuale », in *Rev. pén. suisse*, 1956, p. 345), formule reprise en France par le doyen Bouzat (cette *Revue*, 1958, p. 18). V. aussi les déclarations du professeur Heuyer, du procureur général Besson, du doyen Le Bras et du président Patin lors du XXVe anniversaire de la *Revue de Science criminelle*, cette *Revue*, 1962, p. 2, 5 et 6, et 7. En Belgique, M. Legros écrit que « la défense sociale n'est plus contestée aujourd'hui par les pénalistes dans sa double action de protection sociale et de respect de l'homme et en ce qu'elle unit la charité chrétienne à la fraternisation démocratique (« Pour une défense sociale élargie », in *Rev. de l'Université de Bruxelles*, juill. 1960 ; cf. du même auteur, « Conscience sociale et défense sociale », in *Rev. int. de défense sociale*, 1955, p. 9 et s.). En Espagne, le R.P. Beristain voit dans la défense sociale nouvelle un effort pour insuffler dans le droit pénal (tout en garantissant la personne humaine) un esprit social en accord avec les tendances actuelles (« Analisis critico de la nueva defensa social », in *Rev. de estudios penitenciarios* (avril-juin 1962) ; cf. du même auteur, « Fines de la pena (importancia, dificultad y actualidad del tema) », in *Rev. gen. de legisl. y jurisprudencia* (nov. 1961). Pour l'Argentine, v. José F. Argibay Molina, « La nueva defensa social », in *La Ley*, t. 108 (1962), p. 1307 ; cf. E.-R. Aftalion, préface à la traduction espagnole de notre ouvrage sur la *Défense sociale nouvelle* (Buenos Aires, 1961). Dans les pays scandinaves, v. pour la Suède, I. Strahl, « Rörelsen för Socials Kydd » (le mouvement de défense sociale), in *Svensk Juristtidning* (1955) et *Annuaire des Criminalistes nordiques*, 1955, *Sommaire* en français, p. XXXIV ; pour la Norvège, J. Andenaes déclarant que le programme de la défense sociale constitue un « ensemble sympathique de conceptions de politique criminelle sur lesquelles il n'y a guère d'objections à faire », même *Annuaire*, 1957, *Som.* en français, p. LVI-LX (en réponse aux réserves de M. Brynolf Honkasalo, d'Helsinki). Cf. dans le même volume, à propos de la même réunion, les déclarations de M. Soine, directeur de l'Administration pénitentiaire de Finlande, selon lesquelles il faut « remercier les auteurs des idées nouvelles, et non les écarter sur la base de spéculations abstraites ». Dans la doctrine allemande, v. T. Würtenberger, *Die geistige Situation der deutschen Strafrechtswissenschaft* (1959, p. 7 et s.) et R. Lange, *Die Bedeutung des Strafrechts für die Sicherung des Menschen im Strassenverkehr* (1961, p. 175). V. encore Hellmuth Mayer, *Strafrechtsreform für Heute und Morgen* (1962), p. 38. Dès 1954 M. Fritz Bauer signalait la diffusion des idées de défense sociale de la Scandinavie à l'Amérique latine (*Lindenfelser Hochschulwochen*, 1954, p. 72). En Yougoslavie, v. les déclarations de M. Srzentić lors du VIe Congrès international de défense sociale de Belgrade (1961) ; cf. préface à la traduction serbo-croate de notre ouvrage sur la *Défense sociale* (Belgrade, 1963). Pour

de *Common Law*, qu'on aurait pu croire réfractaires à la notion même de politique criminelle (1). Les plus récentes rencontres internationales attestent à leur tour, souvent avec éclat, le progrès du mouvement et, ici aussi, il suffirait de comparer l'ampleur prise par les congrès de Défense sociale, depuis la réunion presque intime de San Remo en 1947 jusqu'aux grandes assises de Stockholm en 1958 et de Belgrade en 1961 — où par deux fois fut consacré le succès de la Défense sociale *nouvelle* — pour mesurer le chemin accompli. N'oublions pas qu'à leur tour les beaux congrès de l'Association internationale de droit pénal ont, de plus en plus, été imprégnés par les idées nouvelles, qui après s'être affirmées au dernier Congrès de la C.I.P.P. en 1950, ont, depuis cette date, trouvé également leur écho dans les congrès internationaux de Criminologie (2). Il n'est pas indifférent du reste que les grands congrès organisés par les Nations Unies en 1955 et en 1960 aient eu pour objet la « prévention du crime et le traitement des délinquants » et que la revue publiée par la section de Défense sociale soit intitulée *Revue internationale de Politique criminelle*. Le colloque organisé à Bellagio, en avril 1963, par les quatre grandes Sociétés scientifiques spécialisées dans l'étude des problèmes criminels s'est, peut-on dire, déroulé en fait sous le signe et dans l'esprit de la Défense sociale (3).

---

le Japon, v. les observations du professeur MAKINO, « Interrelation of a Code of Criminal Procedure and Criminal Policy », in *The Keisei* (juin 1960). Cf. l'étude du doyen K. KIMURA sur « Evolution et tendances du droit pénal japonais », cette *Revue*, 1957, p. 65 et s. (not. p. 71).

Si l'on voulait rendre compte du rayonnement de la Défense sociale *nouvelle*, il faudrait encore faire mention, notamment (car ce ne sont là que des exemples) des témoignages directs ou indirects apportés en Italie, en dehors des auteurs déjà nommés, par les criminalistes comme les professeurs Vassalli, Santoro, Ranieri et les criminologues comme le professeur di Tullio (v. not. la 3e éd., 1963, de ses *Principi di criminologia clinica e psichiatria forense* et son étude sur les « Presupposti criminologici della responsabilità penale (Per un migliore giustizia penale) », in *Scuola positiva*, 1960, p. 183, ou le R. P. Gemelli, qui voulait intégrer le Code pénal dans un Code de défense sociale (Sur la pensée du P. Gemelli, v. S. RANIERI, « Padre Agostino Gemelli criminologo », in *Jus*, 1959 p. 309 et s.). Il faudrait également signaler la discussion très sérieuse, très attentive et (malgré les réserves de certains) très compréhensive de la défense sociale nouvelle lors des Journées de droit pénal organisées par la Faculté de droit de Buenos Aires en septembre 1960 sous la direction de M. Jimenez de Asùa (v. les actes publiés par ses soins, *Jornadas de derecho penal*, 1962). On a pu constater que les criminalistes européens invités à ces travaux se prononçaient pratiquement tous en faveur des conceptions nouvelles et évolutives de la politique criminelle (v. dans ces *Jornadas*, en particulier les interventions de MM. Cornil, Graven et Pisapia).

(1) M. L. D. Schwartz a noté l'influence du mouvement de défense sociale sur l'*American Law Institute* (très importante et très agissante association américaine de juristes, siégeant à Philadelphie) dans la préparation du *Model Penal Code* destiné à servir de modèle aux législateurs des différents Etats de l'Union : v. « Le projet de code pénal de l'*American Law Institute* », cette *Revue*, 1957, p. 37 et s. (not. p. 41). Cf. l'article de M. J. M. CANALS, « Classicism, Positivism and Social Defense », in *Journ. of Criminal Law, Criminology and Police Science*, vol. 50, n. 6 (mars-avril 1960), p. 541 et s., not. p. 547 (*The Social Defense Movement*). En Angleterre, outre les travaux de M. L. Radzinowicz (v. not. RADZINOWICZ et TURNER, *A Modern Approach to Criminal Law*, 1945), l'activité de l'*Institute for the Study and Treatment of Delinquency* (titre significatif) qui à partir de 1950 publia le *British Journal of Delinquency* devenu en 1960 le *British Journal of Criminology* (dirigé par MM. Ed. Glover, H. Mannheim et Emanuel Miller), où l'on trouve de nombreuses contributions inspirées des idées de la Défense sociale. Sur l'importance et la portée de la doctrine, même du point de vue des pays anglo-américains, v. H. MANNHEIM, *Introd.* à *Pioneers in Criminology* (Londres, 1960).

(2) Cette observation vaut notamment pour les Congrès de l'A.I.D.P. de Rome (1953), Athènes (1957) et Lisbonne (1961) ainsi que pour les Congrès organisés par la Société internationale de Criminologie en 1955 (Londres) et 1960 (La Haye). V. aussi le Colloque de l'O.M.S. sur le traitement psychiatrique des délinquants (Copenhague, 1958), où la Défense sociale *nouvelle* reçut une nouvelle consécration : cette *Revue*, 1958, p. 679 et s.

(3) V. le compte rendu de M. Guy HOUCHON, cette *Revue*, 1963, p. 605. Ce Colloque était commun à l'Association internationale de droit pénal, la Société internationale de

Qu'on ne dise pas qu'il s'agit là de discussions académiques sans portée. Les cycles d'études de l'O.N.U., les cours de la Société internationale de Criminologie, les réunions d'experts des Nations-Unies ou du Conseil de l'Europe, les colloques de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire ne constituent pas uniquement des confrontations théoriques ; car, au delà de l'information scientifique, ils visent à susciter des orientations nouvelles et raisonnées de politique criminelle. N'est-ce pas l'objet même de la Défense sociale nouvelle ? Ces rencontres internationales jouent, dans l'évolution du droit positif, le même rôle que celles qui, au lendemain de la première guerre mondiale, ont préparé et suscité l'éclosion de cette « législation pénale de 1930 » qui n'a pris toute sa valeur que grâce à la coopération et à l'émulation internationale dont elle était issue (1).

Il n'est pas possible d'exposer ici en détail l'influence des conceptions nouvelles de politique criminelle sur l'évolution du droit pénal positif et sur les transformations des conceptions pénitentiaires. Il faudra revenir à loisir sur cette « géographie de la Défense sociale » qui est particulièrement riche d'enseignements. Notons seulement que du Groenland à l'Ethiopie, de l'Extrême-Orient à l'Amérique latine et de la Yougoslavie à la Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis (2), ces influences sont indéniables. Elles sont même d'autant plus significatives que souvent elles ne se traduisent pas par une législation de Défense sociale déclarée : elles imprègnent à ce point l'atmosphère où se meut le législateur moderne qu'il s'en inspire naturellement (3).

On observera enfin, un peu dans le même sens, que bien souvent les représentants de la doctrine, pour autant qu'ils ne s'enferment pas dans une position négative et qu'ils soient avertis de l'évolution des idées, partagent la plupart des préoccupations de la Défense sociale, alors même qu'ils ne se rattachent pas directement au mouvement. Il en est ainsi parfois même de ceux qui, au départ, se déclarent séparés de la Défense sociale, soit comme certains criminalistes allemands (4) parce qu'ils sont avant tout soucieux de dogmatique juridique, soit, comme certains Nord-Américains, parce qu'ils veulent s'en tenir au droit judiciaire ou à la sociologie du crime, en écartant ce qu'ils croient être des spéculations théoriques (5). Un seul pas suffit alors pour

---

criminologie, la Fondation internationale pénale et pénitentiaire et la Société internationale de défense sociale.

(1) Cf. notre *Introduction comparative aux Codes pénaux européens* (1956), n. 46 et s.

(2) V. la loi criminelle groenlandaise de 1954, in *Les Codes pénaux européens* (Paris, t. I, 1956, p. 389) ; *Le Code pénal de l'Empire d'Ethiopie*, Public. du Centre français de droit comparé, 1959 (avec une Introduction de M. Jean Graven) ; *Introduction au droit criminel de l'Angleterre* (Coll. Les Grands Systèmes de droit pénal contemporains, public. de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris, t. II (1959)), *Le droit pénal nouveau de la Yougoslavie*, même Collection, t. II (1962), et l'ouvrage à paraître (t. III de la Collection) sur le système pénal des Etats-Unis. Adde Manuel Matos ROMERO. *La doctrina de défensa social nueva* (Caracas, 1963),

(3) Ce qui est visible pour le *Criminal Justice Act* anglais de 1948 (ainsi que ses modifications de 1961) et le *Mental Health Act*, 1959. Cf. T. C. N. GIBBENS, « Les rapports de la psychiatrie et du droit pénal », cette *Revue*, 1961, p. 455 et s.

(4) V. not. F. BAUER, *Das Verbrechen und die Gesellschaft* (Munich, 1957) et Eberhard SCHMIDT, « Kriminalpolitische und strafrechtsdogmatische Probleme in der deutschen Strafrechtsreform », in *Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, 1957, p. 359, où l'auteur, après avoir dans sa première partie formulé quelques critiques contre les doctrines de la défense sociale, rejoint, implicitement au moins, un grand nombre des positions de ces doctrines dans la troisième partie.

(5) V. déjà Margery FRY, *Arms of the Law* (1951) ; Cicely M. CRAVEN, in *The Howard Journal* (vol. VIII, n. 3), 1952, p. 149 et s. et G. BENSON, même numéro, p. 198. Le *Howard Journal* est du reste largement animé de l'esprit de la défense sociale. Notons encore que, dans sa réunion d'octobre 1963, la *Law Society*, dont on connaît l'autorité en Angleterre, a mis au premier rang de ses préoccupations la *law reform* envisagée dans le sens d'*improvement of the law*. V. le discours inaugural du président, sous le titre *Law as a Vocation*, in *The Law Society's Gazette* (vol. 60, n. 12) de décembre 1963, p. 807 et s., dans une ligne qui rejoint largement la politique criminelle de défense sociale. V. aussi, plus nettement même encore, les discussions de la même session sur le thème général de *Sentence of the court*, publiées sous ce titre significatif : *Punishment, Refor-*

les conduire de la défiance première à l'acceptation raisonnée, quitte pour eux à se situer « dans l'aile droite du mouvement ». Telle fut en France la démarche du président Patin, dont nous reprenons la formule, lorsqu'à ses réticences premières, il fit succéder, après nouvelle étude et nouvelle réflexion, une adhésion loyale aux conceptions modérées de la Défense sociale nouvelle (1).

Ces explications étant données, et ces positions doctrinales étant précisées, il est peut-être possible maintenant de dégager la véritable portée des critiques avancées contre la défense sociale en les envisageant dans leur ensemble. On pourra à cet égard rappeler brièvement d'où elles viennent et où, sans parfois le reconnaître entièrement, elles tendent en réalité.

Le point de départ est presque toujours ce que l'on pourrait appeler une sorte de reflexe de défense du juriste contre l'appel à d'autres disciplines ou contre un élargissement de son horizon habituel. Les adversaires de la défense sociale s'efforcent alors de démontrer que le système nouveau tend à remplacer le juge par le médecin ou tout au moins la règle juridique par une règle d'équité que, par une contradiction curieuse, on assimile aussitôt à un arbitraire oppressif. Mais que signifie cette position de négation ? Comme le dit excellemment M. Versele: « Un juriste exclusivement juriste, voulant rester seul, est incapable de sonder la dynamique d'un comportement pour en découvrir les causes et partant les remèdes. Juger sans chercher à comprendre ! C'est ne point se soucier de l'avenir de l'homme délinquant, c'est accepter de sacrifier au Dieu de vengeance en sacrifiant le frère d'espèce qui comparaît devant vous ; c'est se complaire en une justice inhumaine à force de se vouloir *supra* humaine ; c'est jouer du glaive avec les yeux bandés face à un homme qui est un être comme nous, avec nos souffrances, nos espoirs, nos dangers, nos possibilités » (2).

C'est précisément cette véritable *justice humaine* que renient et que redoutent les partisans d'une justice formelle uniquement préoccupée de répression intimidante. Nous croyons quant à nous qu'un terrain d'entente est possible entre les positions de beaucoup de juristes traditionnels et les aspirations de la Défense sociale ; et nous reviendrons sans doute bientôt sur ce point. Mais cette entente est évidemment difficile avec ceux qui refusent tout contact avec les réalités découvertes par les sciences de l'homme. Elle l'est également avec ceux pour qui le droit pénal ne doit pas avoir une fonction sociale et doit se contenter de distribuer, dans ce qu'il croit être l'absolu, des peines rétributives calmant les appréhensions des défenseurs de l'ordre traditionnel.

La même incompréhension existe de la part de ceux qui s'obstinent à reprocher à la Défense sociale d'être un mouvement matérialiste étranger à toutes les valeurs morales. Faut-il ici encore rappeler que c'est en réalité la Défense sociale qui défend les véritables valeurs constituant la base de la société civilisée ? Ramener le citoyen égaré dans le crime à la juste perception de la morale sociale est sans aucun doute plus difficile, mais en même temps infiniment plus exaltant que de reconstituer les bagnes ou de vouloir que la peine fasse souffrir. Il est vain de prétendre invoquer ici la tradition de saint Thomas d'Aquin, qui ne se sépare pas de la tradition des Pères de

mation and Deterrence (p. 832-833). Aux Etats-Unis, il suffira de rappeler les travaux des professeurs Sh. et El. Glueck, Thorsten Sellin, P. W. Tappan, H. E. Barnes et Negley K. Teeters. Cf. R. C. Donnelly, J. Goldstein et R. D. Schwartz, *Criminal Law* (*Problems for Decision in the Promulgation, Invocation and Administration of a Law of Crimes*), New York, 1962.

(1) V. ses paroles déjà rappelées lors du XXV^e^ anniversaire de la *Revue de Science criminelle*, cette *Revue*, 1962, p. 7 ; cf. ses déclarations aux IV^es^ Journées françaises de défense sociale de Bordeaux (cette *Revue*, 1956, p. 651-652). V. enfin son allocution d'ouverture du Congrès de prophylaxie criminelle (Paris, sept. 1959) publiée par le *Journal des Tribunaux* (Bruxelles, 25 oct. 1959) sous le titre « La prévention du crime », où, après avoir rappelé qu'il « lui était arrivé de faire des réserves sur ces doctrines dont il avait craint un moment qu'elles ne compromissent l'exemplarité de la peine ou « les droits sacrés de l'individu », le président Patin ajoute : « Mais je dois reconnaître que la nouvelle école a su assez bien éviter ces écueils, et c'est donc de propos délibéré que je donnais mon adhésion à la défense sociale, en précisant toutefois que je me rangeais dans l'aile droite du mouvement ».

(2) *Op. cit.*, in *Rev. int. de Criminologie et de Police technique* (Genève, 1962), p. 126.

l'Eglise et du droit canonique soucieux de charité, même à l'encontre du délinquant (1). M. Nuvolone a fort bien pu répondre à M. Bettiol — et à quelques autres — que ceux qui reprochent à la Défense sociale de méconnaître la tradition chrétienne font en réalité prévaloir l'Ancien Testament sur les Evangiles et que ce ne sont pas les positivistes, mais les canonistes qui ont parlé depuis longtemps de peines « médicinales »(2). Le pape Jean XXIII n'a-t-il pas lui-même proclamé la nécessité des recherches criminologiques telles que les envisage, notamment, le professeur di Tullio, et n'a-t-il pas affirmé sa sympathie pour une politique criminelle de resocialisation et de réinsertion sociale ? (3).

On n'a pas manqué non plus de reprocher aux criminalistes modernes de négliger la règle de droit pour se passionner pour la qualité des haricots servis aux détenus. Cette boutade du doyen Ripert est assurément piquante. Reste à savoir si elle suffit à condamner les efforts de tous ceux qui, depuis l'Ecole pénitentiaire de la deuxième moitié du XIX^e^ siècle, ont patiemment demandé et finalement obtenu une réorganisation et une humanisation du régime des peines privatives de liberté. Lorsque les Nations Unies en 1958 ont adopté les *règles minima* sur le traitement des détenus préparées par la Commission internationale pénale et pénitentiaire, elles rejoignaient la grande tradition de John Howard, d'Elizabeth Fry, de Charles Lucas et de Bonneville de Marsangy, celle qui s'était exprimée dans les célèbres travaux du *Gladstone Committee* et qui devait trouver en France son aboutissement dans les quatorze points du programme de réforme développé après la Libération par M. Paul Amor. Prétend-on annuler aujourd'hui tout ce mouvement pour en revenir au Code de 1810 qui prévoyait que les condamnés aux travaux forcés seraient enchaînés deux à deux et traîneraient aux pieds un boulet, ou tout au moins supprimer cette patiente recherche des méthodes pénitentiaires nouvelles qui fait l'honneur de la pénologie moderne ? (4). En France

(1) M. van der Made, dans un rapport très suggestif présenté au Congrès de Liège de 1949 (« Contribution à l'étude de l'histoire de la défense sociale », in *Rev. de criminologie et de droit pénal*, 1949-1950, p. 944 et s.) après avoir rappelé comment Aristote et Platon peuvent être considérés comme des précurseurs du mouvement moderne, insiste sur l'importance de la tradition canonique et relève cette formule significative des décrets de Gratien : *Medicinali severitate mali cogantur ad bonum.* D'autres études, ibéro-américaines cette fois ont montré que l'humanisme chrétien qui annonce la défense sociale moderne se manifeste de saint Augustin à saint Thomas, sans rupture et sans opposition. V. l'étude du professeur José Lopez Riocenzo dans la *Revista brasileira de criminologia*, 1959, p. 85 et s. ; v. aussi Guallart, *La teologia penal de Santo Tomas d'Aquino* (Saragosse, 1959, not., p. 79 et s.) et J. Anton Dueca, « La teoria de la pena en los correctionalistas españoles », in *Estudios juridico-sociales* (Saint-Jacques de Compostelle, 1960, II, p. 1025 et s.).

(2) *Rivista di Diritto penale*, 1956, p. 788 ; cf. l'étude précitée sur le centenaire d'Enrico Ferri, *Rev. pén. suisse*, 1956, p. 345 et s.

(3) V. la note du R. P. Vernet, cette *Revue*, 1962, p. 157 ; cf. les observations du professeur A. Santoro, « Un insegnamento definitivo : la parola del Sommo Pontefice sull'antropologia criminale e sulla rieducazione dei rei », in *La Scuola positiva*, 1961, p. 237. Le professeur Carnelutti a de son côté souligné que le principe de rééducation et d'amendement correspond à la conception chrétienne de la peine (« Meditazione sulla essenza della pena », in *Riv. it. di Diritto penale*, 1955, p. 311). La rencontre du R. P. Gemelli (recteur de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan) et du grand criminologue catholique de Greeff sur les orientations criminologiques modernes est également significative. V. S. Ranieri, « Agostino Gemelli criminologo », in *Jus*, 1959, p. 309 et s. V. encore, sur la rencontre de la défense sociale et de l'humanisme chrétien, le II^e^ Congrès international des juristes catholiques (*Pax romana*) d'octobre 1956 (cette *Revue*, 1957, p. 958).

(4) V. notamment *Trois aspects de l'action pénitentiaire*, t. I, *Rapports* ; t. II, *Synthèse des travaux*, Cycle d'étude de Strasbourg, septembre 1959, Travaux de la Fondation internationale pènale et pénitentiaire, Berne, Staempfil & C^o^, t. I, 1960, 503 pages, t. II ; 1961, 107 pages. Cf. J. Dupréel, « La défense sociale et les méthodes pénitentiaires modernes », in *Rev. int. de politique criminelle*, 1956, p. 306 et s. V. encore *Les nouvelles méthodes psychologiques de traitement des détenus*, Actes du Colloque organisé

au moins, la réaction néo-classique ne paraît pas vouloir en venir à de tels retours en arrière. Rappelons qu'un arrêté ministériel récent institue un Centre national d'études et de recherches pénitentiaires nettement orienté vers la recherche pénologique, dans des perspectives de politique criminelle. On ne peut que saluer avec joie de telles innovations (1).

Certains adversaires de la défense sociale cherchent cependant à se placer sur un autre terrain. Ils prétendent à la fois rejeter un sentimentalisme humanitaire lénifiant et s'inspirer, dans leur appel à la répression classique, de la véritable tradition libérale. Celle-ci devrait être restaurée dans toute sa grandeur contre les menaces de la Défense sociale. M. Quintano Ripolles a pu parler en ce sens des « cantilènes romantiques » du correctionnalisme et opposer à cet humanitarisme sentimental un culte de la liberté qui se traduirait d'ailleurs, en fin de compte, par des châtiments sévères et au besoin humiliants (2). D'autres auteurs s'indignent contre l'admission de mesures de sûreté ou contre la moindre mesure d'indétermination ; mais il leur paraît naturel que la peine de mort soit prodiguée pour les infractions les plus diverses, qu'elle reprenne la première place en matière politique et que soient instaurées des peines longues ou perpétuelles : comme si cette perpétuité n'était pas la plus grave de toutes les indéterminations ! Ces « libéraux », du monde ibéro-américain et d'ailleurs, s'accommodent en même temps d'une procédure restrictive des droits de la défense et de la constitution de tribunaux d'exception appelés à rendre avant tout une « justice » aussi exemplaire que rapide, n'ignorant commodément la personnalité du délinquant que pour mieux frapper l'acte incriminé.

La vérité est que certains adversaires de la Défense sociale ne sont pas seulement ici les défenseurs du « statisme juridique », au sons où l'entendait par exemple le doyen Ripert. Ils sont en réalité sensibles, au moins confusément, à la vulnérabilité du néo-classicisme qu'ils défendent. Ils cherchent surtout à s'opposer à cet examen critique des institutions et des faits que réclame la défense sociale (3). Ils ont peur de toute révision des valeurs comme ils ont peur de toute indépendance d'esprit en face d'un système établi et d'un ordre juridique qu'ils veulent maintenir aveuglément. Ils s'attachent alors, de manière également aveugle, à une métaphysique juridique dont ils proclament la permanence. On peut leur répondre avec Charles Péguy qu'une « grande philosophie n'est pas celle qui installe une vérité définitive ; c'est celle qui introduit une inquiétude, qui ouvre un ébranlement » (4). C'est bien en ce sens que, consciente de la relativité des vérités humaines, agit ce qu'il faut bien appeler la philosophie de la défense sociale. Il n'est certes pas question de prétendre ici exposer cette philosophie ; mais il n'est pas inutile d'en rappeler l'existence à ceux qui veulent l'ignorer, et d'en affirmer hautement le caractère humaniste (5).

---

par la F.I.P.P. à Bruxelles (mars 1962), Berne, 1963. Cf. J. CHAZAL, J. GRANIER et J. VERNET, « Tendances nouvelles dans le domaine pénal et pénitentiaire », Extrait de *La Revue de l'action populaire*, n° 669, 2-7 févr. 1959.

(1) M. le Garde des Sceaux, inaugurant le nouveau Centre a même exprimé sa volonté de voir disparaître « l'image du gardien de prison agitant son trousseau de clés et traînant la semelle. Le personnel de nos prisons doit devenir un personnel d'éducateurs » (*Le Monde* du 15 févr. 1964). Les partisans de la défense sociale sont pleinement d'accord avec de telles formules, dont ils souhaitent la complète réalisation.

(2) *Op. cit.*, in *Annuario de derecho penal y Ciencias penales*, 1957, p. 283 ; cf. « Culpabilidad y retribucion come premisas logicas de Justicia penal », in *Estudios juridico sociales* (Saint-Jacques de Compostelle), 1960, p. 1032.

(3) M. van Bemmelen a souligné le caractère autoritaire de certaines critiques contre la politique criminelle et la criminologie modernes. *Op. cit.*, in *Nederlands Juristenblad* (1964, p. 5 et s.).

(4) *Œuvres en prose* (1909-1914), Ed. de La Pléïade, p. 1282.

(5) V. notre communication au XII^e^ Congrès pénal et pénitentiaire international sur « Les mesures indiquées en lieu et place de la peine pour tenir compte d'une défense sociale humaine », *Actes* du Congrès (Berne, 1951), t. I, p. 538 ; cf. P. CORNIL, « Les problèmes de droit pénal appliqué et les nouvelles tendances en la matière », *ibid.*, p. 508 ; v. encore notre communication sur « Les notions de prévention du crime et de traitement des délinquants dans les législations européennes modernes », in *Rev. pén. suisse*,

Cette « critique des critiques » se situe, on le voit, sur le plan général et international. Nous n'insisterons donc pas — pour l'instant du moins — sur les inconvénients que pourrait présenter, du point de vue du rayonnement français, l'adoption d'une position purement négative et résolument rétrograde (1). Le professeur H. Donnedieu de Vabres, lors de la création de cette *Revue* (2), rappelait que von Liszt avait reproché à la science pénale française du début du siècle l'absence de toute doctrine. Liszt ne méconnaissait certes pas que la France, au temps d'Emile Garçon, de René Garraud, de Vidal ou de Cuche, comptât de grands criminalistes, mais il constatait que leur opposition aux idées nouvelles, ou la recherche d'un éclectisme prudent leur interdisaient toute perspective neuve. Après la belle flambée de réformes qui avait marqué les débuts de la III^e^ République, de 1885 à 1897, la législation française a paru s'engourdir dans l'immobilisme. Il a fallu la lumière de la Libération pour voir promulguer une charte nouvelle de l'enfance délinquante, bien supérieure au compromis de 1912, et s'ébaucher une réforme pénitentiaire hardie. En cette dernière matière, la France longtemps retardataire, s'était en dix ans replacée à la tête des systèmes modernes. Le Code de procédure pénale de 1958, dans son Livre V, suscitait des appréciations élogieuses à l'étranger. Veut-on renoncer à cette action pour revenir à la politique répressive du siècle dernier, dans le vain espoir de contredire une évolution universelle ? La France a donné au monde de grandes leçons en matière pénale, en 1789, en 1791, en 1810, en 1885, en 1891, en 1897 et en en 1945 : elle était fidèle à sa vraie mission qui est de regarder en avant, et de servir de guide pour des réformes humanitaires. Qu'on le veuille ou non, le mouvement de Défense sociale nouvelle est dans la ligne de cette tradition généreuse.

En cette année 1964, où sera fêté le bi-centenaire de la publication du traité *Des délits et des peines* de Beccaria, on ne peut s'empêcher de rapprocher ce mouvement de Défense sociale du mouvement d'idées qui il y a deux siècles allait aboutir à la constitution du droit pénal classique. Beccaria, qui en fut, sinon le promoteur, du moins le plus ardent propagandiste (3), dut répondre à de violentes critiques et spécialement à celles que Muyart de Vouglans lui adressait au nom de la tradition. Dans la sixième édition de son ouvrage, la seconde qui ait été traduite en français, il prit soin de s'expliquer et de justifier, en face d'attaques aussi violentes que mal fondées, ses véritables intentions (4). Le procès qui lui était intenté et qui était alors fait aux

---

1956, p. 1 et s. ; et, dans le numéro spécial de la *Revue de l'Institut de Sociologie* de l'Université de Bruxelles sur « Evolution sociale et criminalité », notre étude sur *Le point de vue de la défense sociale nouvelle* (1963, n. I, p. 23 et s.). Rappelons que selon M. Dabin, c'est par un jugement « traduisant une philosophie et une politique pénales que sera tranchée la question de la peine » (*Théorie générale du droit*, 2^e^ éd. (1953), n° 157, p. 191). Le doyen R. Savatier de son côté, note « l'impérieuse prise de conscience des attributs de la personne humaine » qui crée une « poussée convergente » à travers tous les droits de notre époque » « Les bases sociales du droit comparé et l'accélération de l'histoire », in *Problèmes contemporains de droit comparé* (Tokio, 1962), t. II, p. 377 et s. (p. 381). Le même sentiment se retrouve dans les belles études groupées par cet auteur dans les *Métamorphoses économiques et sociales du droit privé d'aujourd'hui*, dont beaucoup de tendances s'accordent avec les préoccupations de la défense sociale. Cf. un peu dans les mêmes perspectives, A. TUNC, « Sortir du néolithique », Chr. au *D.*, 1957, p. 13. Sur un plan plus strictement criminaliste, M. Mario Pisani voit dans la défense sociale une doctrine et une philosophie « orientant l'évolution du droit pénal moderne » (*Jus*, 1957, p. 471).

(1) V. notre article « Réforme pénale et rayonnement français », dans la *Vie Judiciaire* n° 579 du 13 au 18 mai 1957.

(2) Cette *Revue*, t. I (1936), *Editorial*, p. 2. Le professeur Hugueney a pu dire, en célébrant le XXV^e^ anniversaire de la *Revue*, que cette doctrine existait désormais et y trouvait naturellement sa place (cette *Revue*, 1962, p. 2).

(3) V. la remarquable étude de M. J. GRAVEN sur *Beccaria et l'avènement du droit pénal moderne*, Extrait de *Grandes figures*, mémoires de la Faculté de droit de Genève (n° 6).

(4) La première traduction, par Morellet, avait paru en 1766 (sur la 3^e^ édition italienne, publiée dès 1765). L'édition française de 1773, établie sur la 6^e^, contient sous le

« philosophes » consistait déjà à leur imputer toutes les imperfections ou toutes les insuffisances de la répression, en les accusant de subversion. On sait que les sept premiers volumes de l'Encyclopédie furent publiés de 1751 à 1757. Au mois de janvier de cette même année eut lieu l'attentat de Damiens contre Louis XV. Les traditionnalistes, conduits par ce malheureux Fréron que Voltaire stigmatisa dans un pamphlet célèbre (1), lancèrent alors contre le mouvement philosophique de violentes attaques. On lui reprochait de saper la religion, la morale, l'Etat, l'ordre public, et de conduire au crime : les livres subversifs avaient, affirmait-on, armé la main de Damiens. Lorsqu'en 1766 le chevalier de la Barre fut exécuté, après avoir eu la main tranchée, pour avoir mutilé un crucifix, son cadavre fut brûlé en même temps qu'un exemplaire du *Dictionnaire philosophique* de Voltaire.

On peut se demander si certains adversaires violents de la Défense sociale ne rêvent en secret de semblables autodafés. Ils cherchent en tout cas à imputer à cette doctrine ce contre quoi précisément elle s'élève. L'intolérance est de nouveau en lutte avec l'humanitarisme. La violence des attaques d'hier rappelle ainsi certaines des attaques d'aujourd'hui. Les partisans de la Défense sociale s'en consoleront en observant que, si les progrès, voire le terme même de Défense sociale, provoquent chez certains auteurs, des pays de l'Est, de l'Europe centrale ou du monde ibéro-américain de violentes oppositions, voire même de véritables psychoses obsessionnelles, il n'y a là qu'un incident dans le développement des conceptions modernes, dont il n'y a pas à se préoccuper outre mesure. Ils se rappelleront surtout que devant l'Histoire, celle des faits comme celle des idées, ce n'est pas Fréron qui l'a emporté, à la fin du XVIII[e] siècle, contre d'Alembert et Diderot. Pas plus que Muyart de Vouglans, ce « classique » de l'époque, ne l'a emporté contre Beccaria, le novateur.

---

titre « Jugement d'un célèbre professeur sur le livre des délits et des peines » la critique de Muyart de Vouglans (p. 245 et s.), puis (p. 265 et s.) la réponse à cette critique, divisée en deux parties (*accusation d'impiété*, p. 272 et s. ; *accusation de sédition*, p. 378 et s.). En appendice est donné le Commentaire de Voltaire, qui devait avoir également un retentissement considérable. On se souviendra que, l'année même de la publication de la première édition française, Servan prononçait devant le Parlement de Grenoble son célèbre discours, animé de l'esprit nouveau.

(1) *Le pauvre diable* (1758).

INFORMATIONS

NÉCROLOGIE : LE PROFESSEUR DON EUGENIO CUELLO CALÓN

Le professeur don Eugenio Cuello Calón était né à Salamanque il y a quatre-vingt-quatre ans. Il fut l'élève de don Pedro Dorado Montero, ce pénaliste original qui, durant de nombreuses années, occupa la chaire de droit pénal. On ne trouve cependant dans l'œuvre du professeur Cuello Calón aucune influence de ce maître, car une grande différence sépare leurs deux idéologies dans le domaine pénal.

Dès qu'il eut terminé ses études de licence, il fit un séjour au Collège espagnol de Bologne, et suivit également les cours de F. von Liszt à Berlin.

Il fut titulaire de la chaire de droit pénal des Universités de Grenade et de Barcelone, et occupa dès la fin de la guerre civile (1936-1939) celle de Madrid, recevant la distinction de membre des Académies royales de Jurisprudence et des Sciences morales et politiques. Jusqu'à la fin de son existence, survenue dans sa résidence estivale d'Esles de Cayon (Province de Santander) au mois d'octobre de l'an dernier, il avait conservé sa pleine capacité de travail et toute sa lucidité d'esprit ; il continua à s'acquitter de sa mission d'enseignement, comme professeur retraité, par un cours de doctorat, enseignant aussi à l'Ecole d'Etudes pénitentiaires et assurant la présidence de la deuxième section de la Commission générale de Codification.

Parmi les nombreuses publications qu'on lui doit, trois d'entre elles se détachent, à mon avis, qu'il eut le désir et le loisir de parachever particulièrement. Je songe à son *Traité de droit pénal espagnol* (1) dont parurent de nombreuses éditions, à ses différentes publications du *Code pénal* accompagnées d'un examen attentif de la jurisprudence, et à sa *Pénologie*, rajeunie par un abondant complément bibliographique et publiée en 1958 (2), quarante après la première édition, et dont le second tome n'a malheureusement pas été édité.

A côté des œuvres que nous venons de mentionner, il convient de citer également différentes monographies, sur le droit pénal des dictatures, sur la délinquance juvénile, sur certaines questions pénales, etc., outre nombre d'articles parus, surtout ces dernières années, dans l'*Anuario de Derecho penal y Ciencias Penales*.

Sa pensée se caractérise, sur le plan pénal, par une tendance conservatrice politico-criminelle, où il mit en honneur les innovations théoriques en matière de peines, manifestant un enthousiasme moindre pour les innovations technico-juridiques de la théorie du délit, et surtout par sa pondération et ses prises de position de juste milieu dans la majeure partie des questions pénales.

Le nombre élevé de ses disciples constitue, d'autre part, la consécration d'une existence longue et féconde, dédiée à l'étude de la Science des délits et des peines.

Juan del ROSAL.

---

(1) V. compte rendu dans cette *Revue*, 1962, p. 210.
(2) V. compte rendu dans cette *Revue*, 1960. p. 172.

PROCÉDURE EN DEUX PHASES EN MATIÈRE DE PEINE CAPITALE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (1)

Introduction

En vue de répondre à la pression croissante qui se manifeste dans l'opinion américaine en faveur de l'abolition de la peine capitale — pression dont M. Marc Ancel a si bien fourni les preuves dans son rapport sur *La peine capitale dans le monde* (2) — et conscientes de la difficulté à laquelle se heurte l'obtention d'une majorité nette pour l'abolition, trois importantes assemblées législatives américaines ont, récemment, introduit une nouvelle procédure pour le prononcé de la condamnation à mort : les assemblées de Californie, de Pennsylvanie et de l'Etat de New York. Avec l'entrée en vigueur de la loi de l'Etat de New York du 1er juillet 1963 (3), l'imposition obligatoire de la peine capitale dans les cas de meurtre a cessé d'exister aux Etats-Unis(4). Les nouvelles lois des trois Etats comportent en commun l'introduction d'un procès en deux phases devant le jury. La première phase demeure inchangée. Ce procès est conduit conformément aux garanties procédurales traditionnelles, et les règles de preuve qui délimitent les conditions de compétence, de pertinence, de fond, de toute preuve. Seule, la question de la culpabilité de l'inculpé pour le crime dont il est accusé vient devant le jury. Aucune indication sur le milieu, la personnalité, les antécédents n'est admise. Avant d'analyser la nouvelle seconde phase, qui est identique dans les trois Etats, il faut avoir présente à l'esprit l'ancienne procédure qui suivait le verdict du jury sur la culpabilité pour meurtre du premier degré.

La législation précédente

Dans l'Etat de New York, si le verdict de culpabilité se rapportait au crime de meurtre du premier degré avec préméditation, le jury, dans les limites de son pouvoir discrétionnaire, pouvait recommander la clémence. Dans ce cas, l'emprisonnement à vie était d'ordinaire prononcé, au lieu de la peine capitale (5). Si le jury s'abstenait de faire une telle recommandation le juge n'avait pas d'autre solution que de prononcer la peine capitale, et seul le gouverneur de l'Etat pouvait exercer son droit de grâce en commuant la condamnation en emprisonnement à vie. Si le verdict de culpabilité se rapportait au crime de meurtre commis avec une extrême indifférence pour la vie d'autrui et montrant un manque total de sensibilité, au crime dit de *felony* (meurtre qui, par sa nature, appartient à la catégorie *versari in re illicita*), le jury pouvait également recommander la clémence, mais qu'il le fît ou non, la cour pouvait en tous les cas prononcer une condamnation à vie au lieu de la peine capitale, mais n'était pas tenue de suivre la recommandation du jury (6). Dans les deux cas, la recommandation du jury devait être unanime, mais devait être purement et simplement fondée sur les considérations se rapportant au crime lui-même, et sans aucune connaissance de la personnalité et des antécédents du défendeur.

En Californie, sous le régime législatif antérieur à 1957, à la suite du verdict de culpabilité pour meurtre du premier degré, le jury avait le devoir de formuler à l'unanimité une décision sur la peine à prononcer, sans aucune considération du passé du

(1) Cette étude a été établie sur notre demande par M. Gerhard O. W. Mueller, professeur de droit à l'Université de New York, directeur du *Comparative Criminal Law Project*, avec la collaboration de M. Friedman, assistant de recherches au *Comparative Criminal Law Project*. La Rédaction de la *Revue* tient à leur exprimer toute sa reconnaissance.

Le texte a été traduit par Charles Zorgbibe, *assistant au Centre français de droit comparé*.

(2) Marc Ancel, *La peine de mort* (publication des Nations-Unies St/SOA/SD9, 1963).

(3) Loi de 1963, chap. 994, § 2.

(4) New York abolit la loi sur la peine de mort obligatoire, 27 (3) Fed. Prob. 73 (1963)

(5) Loi de 1937, chap. 67, § 1.

(6) Loi de 1937, chap. 67, § 1.

défendeur (1). De même, en Pennsylvanie, antérieurement à 1959, la loi disposait qu'un inculpé jugé coupable de meurtre intentionnel « serait condamné à l'exécution capitale selon les modalités prévues par la loi, ou incarcéré à vie, à la discrétion du jury saisi de l'affaire, qui détermine la sanction par son verdict » (2). Là aussi, la décision du jury sur la condamnation à prononcer suivait immédiatement sa décision sur la culpabilité, et ne reposait pas sur la connaissance de la personnalité et du passé de l'inculpé.

Les législations antérieures de l'Etat de New York, de la Californie et de la Pennsylvanie contenaient deux dérogations à la pratique habituelle en matière de procédure criminelle américaine : 1) d'ordinaire le jury n'a aucune part à la détermination de la peine et souvent, en effet, est tenu dans l'ignorance des peines possibles et autres conséquences telles que probation ou *parole*, ou est prévenu qu'il est censé ignorer les conséquences pénales possibles ; 2) d'ordinaire, le juge du procès, qui a pour mission de prononcer une condamnation une fois constatation faite de la culpabilité par le jury, reçoit un rapport sur la personnalité et les antécédents du condamné, préparé par le *Department of Probation*, et, dans les limites établies par la loi de son pouvoir discrétionnaire, prononce la condamnation adéquate. Les lois criminelles antérieures s'écartaient dans une large mesure de ces deux pratiques habituelles, 1) en faisant participer le jury à la fixation de la peine dans les cas de peine capitale, 2) en retirant, dans plusieurs cas, au juge, son pouvoir découlant de la *Common Law* de déterminer et de prononcer une condamnation adaptée non seulement au crime, mais à la personnalité du condamné.

Les nouvelles lois

En Californie, par une loi de 1957 (3), en Pennsylvanie par une loi de 1959 (4), et à New York par une loi de 1963 (5), une nouvelle phase de procès a été ajoutée à la procédure en matière capitale. Après le procès sur la culpabilité de l'inculpé pour le crime dont il est accusé, qui se termine avec le verdict sur la culpabilité rendu par le jury unanime, la seconde phase du procès commence devant le même jury « aussi rapidement que possible » (6). La seconde phase du procès est approximativement identique dans les trois Etats. La loi d'Etat de New York dispose ce qui suit :

« 3. *Dans une telle procédure, des preuves peuvent être fournies par chaque partie sur toute matière ayant trait à la condamnation et comprenant, mais ne se limitant pas à la nature du crime et des circonstances dans lesquelles il a été accompli, le passé de l'inculpé et son milieu social, et toutes circonstances aggravantes ou atténuantes. Toute preuve entrant dans ce cadre et à laquelle la loi n'attribue pas un caractère privilégié, sera reçue sans considérer si elle est admissible selon les règles exclusives de preuve.*

4. *Le tribunal informera le jury sur toute matière pertinente dans ces circonstances, y compris les dispositions législatives relatives à la possible libération sous* parole *d'une personne condamnée à l'emprisonnement à vie.*

5. *Le jury se retirera alors pour étudier la sanction à prononcer. Si le jury fait connaître son accord unanime pour prononcer la peine de mort, le tribunal libère le jury et prononce la peine capitale. Si le jury fait connaître son accord unanime pour prononcer une peine d'emprisonnement à vie, le tribunal libère le jury et prononce la condamnation à l'emprisonnement à vie. Si après le délai que le tribunal juge raisonnable, le jury se déclare lui-même incapable de parvenir à une décision, le tribunal libère le jury et, dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire, constitue un nouveau jury pour déterminer la condamnation ou bien prononce lui-même la condamnation à vie* » (7).

(1) *Statutes* de Californie, 1927, chap. 889, § 1.

(2) *Statutes* de Pennsylvanie, 1939, § 701.

(3) Code pénal de Californie, § 190. 1, (*Dearing Supp.*, 1957).

(4) *Statutes* de Pennsylvanie, édit. annotée, titre 18, § 4. 701 (*Purdom*, 1959).

(5) Loi de 1963, chap. 994, § 7, Code pénal de New York, § 1045a.

(6) Code pénal de New York, § 1045*a*

(7) Code pénal de New York, § 1045*a*. En ce qui concerne la possibilité de prononcer l'emprisonnement à vie dans le cas où le jury ne parvient pas à un verdict unanime sur la peine, ou dans l'autre cas, la constitution d'un jury composé différemment

Ces nouvelles lois suivent l'ancienne pratique de *Common Law* visant à empêcher le juge du fait de prendre connaissance de toute indication sur la personnalité et les antécédents quand la seule question en jeu est celle de la culpabilité, de peur que quelque information défavorable sur le passé de l'accusé ne puisse induire le jury à conclure à la culpabilité lorsque les faits de la cause ne la garantissent pas. Les nouvelles lois visent à en finir avec l'aspect purement rétributif pour arriver au deuxième stade, à la sentence, à situer le passé de l'accusé devant le jury. Le dessein et l'idée qui anime la loi sont dignes d'éloge ! Il faut sauver les êtres humains qui peuvent l'être. La réinsertion dans la société comme fin de la sanction devient pertinente dans ces cas. Ainsi il semblerait que les abolitionnistes aient accompli un pas important sur la route qui mène à l'abolition complète.

L'effet des nouvelles lois

Les trois premiers inculpés jugés à New York sous la nouvelle loi — qui était supposée attacher tant de prix à la vie humaine — furent tous jugés coupables de meurtre du premier degré et condamnés à mort par électrocution par le même jury qui les avait jugés coupables, et cela après qu'on lui ait fourni des rapports complets sur leurs antécédents et leur personnalité (inculpés Bloeth, Samoeri et Dusablon). En Californie, le nombre d'exécutions qui était tombé de neuf à cinq par an, immédiatement après la passation de la nouvelle loi, revint à neuf et huit en 1960 et 1961, et grimpa même jusqu'à onze en 1962. L'indignation monta considérablement dans les milieux « humanitaires », en particulier parmi les New-Yorkais qui sentirent que, au regard de l'expérience californienne qui aboutissait à accroître le nombre des exécutions, la loi de New York n'aurait pas dû être présentée comme une étape vers l'abolition complète.

Comment expliquer le fait que ces lois en apparence humanitaires vont actuellement à l'encontre de la préservation de la vie humaine ? La réponse est tout à fait simple, elle était parfaitement claire aux experts en criminologie que les législateurs ne consultèrent pas, et était inconnue des seuls législateurs militants des mouvements populaires :

1° Tandis que, d'ordinaire, un jury constitue un échantillonnage de la population, représentant toutes attitude, tendance, philosophie concevables au sein de l'opinion publique, tous les Etats excluent du jury, en matière de peine capitale, quiconque a des scrupules en ce qui concerne le prononcé de la peine capitale. Alors que, selon les récents sondages Gallup, une majorité de l'opinion américaine est opposée au châtiment capital, un jury qualifié en matière de peine capitale ne constitue pas en effet un échantillonnage de l'opinion publique et représente le point de vue de la minorité. La constitution d'un jury en matière capitale prend souvent plusieurs jours, et il est arrivé que cinq cents citoyens aient été convoqués pour en trouver douze favorables au prononcé de la peine de mort. Un fois constitué, un tel jury « qualifié » est évidemment disposé à prononcer la peine capitale.

2° Les « gens bien » sont rarement amenés à commettre un meurtre prémédité ou à accomplir un acte de *felony* pouvant entraîner et entraînant effectivement la mort (violence, incendie, rapt). Il faut donc s'attendre à ce que les indications sur la personnalité qui seront présentées au jury dans la seconde phase du procès seront plus probablement défavorables que favorables. Il n'est pas facile à des accusés pour meurtre de trouver des témoins en faveur de leur personnalité, même s'il en existe.

3° Les indications portant sur le passé de l'accusé, son milieu social et sa personnalité, sont présentées sans respecter les règles qui garantissent l'équité dans la procédure en matière de preuve au cours du procès principal. La pertinence du témoignage est le seul critère exigé lors de la phase du prononcé de la condamnation (1). Le témoignage par ouï-dire est admis, le témoignage ne doit pas être nécessairement direct et oral, l'accusé n'a aucun droit à être confronté avec le témoin à charge et n'a aucun droit à une confrontation contradictoire (1), de même que les preuves ayant trait au choix de la peine n'ont pas à satisfaire aux règles habituelles des preuves. En d'autres termes, le jury n'a pas à être convaincu, au delà d'un « doute raisonnable » de la personnalité nocive avant de prononcer la peine de mort, ni au delà d'un « doute raisonnable » de l'existence d'un fait auquel se rapporterait à ce stade telle preuve (2). Ainsi dans l'affaire de *New York* v. *Bloeth*, le ministère public apporta la preuve, lors de la phase du prononcé de la peine, selon laquelle Bloeth avait peut-être commis d'autres crimes pour lesquels la partie civile avait manqué de preuves suffisantes en vue de convaincre un jury au delà d'un « doute raisonnable ». Mais à l'audience de condamnation, une telle preuve fut considérée comme absolument pertinente et ainsi put être utilisée pour incliner le jury vers l'application de la peine capitale.

La loi de Pennsylvanie prit un départ légèrement meilleur avec le jury qui se prononça pour l'emprisonnement à vie dans le premier cas jugé sous la nouvelle loi (3). Mais, apparemment, la majorité de la Cour suprême de Pennsylvanie n'est guère enthousiaste sur la politique criminelle reconnue comme sienne par la nouvelle loi. Dans la première affaire d'interprétation de la loi, la Cour jugea que la loi n'avait pas d'effet rétroactif et qu'ainsi l'individu déjà condamné à mort par le tribunal ne pouvait en bénéficier (4). Cette décision s'écarte du principe selon lequel on doit donner effet rétroactif à de nouvelles dispositions pénales favorables à un accusé.

Conclusion

Les nouvelles lois sur la peine capitale de Californie, Pennsylvanie et New York, constituent un progrès par rapport aux lois passées 1) en abolissant la peine de mort obligatoire dans les affaires de meurtre, 2) en mettant fin à une pratique en vertu de laquelle l'application de la peine de mort dépendait dans une grande mesure du pur caprice du juge ou du jury. Mais en instituant une procédure par laquelle un jury spécialement qualifié par l'avis favorable à la peine de mort qu'il a manifesté, prend connaissance de preuves concernant la personnalité d'un meurtrier dont la culpabilité a été constatée, qui ne répondent à aucune des exigences habituelles en matière de preuve dans la procédure criminelle américaine, la nouvelle loi a en effet tendance à accroître le nombre des exécutions capitales. En considérant le fait qu'il y a virtuellement unanimité parmi les criminologistes américains sur ce point que, dans notre société, la peine de mort n'a aucun fondement rationnel en matière pénitentiaire (5), il n'est manifestement pas très rationnel d'introduire des preuves qui serviront à fonder le prononcé de la peine de mort dans un cas donné. On peut tout aussi bien — comme les bourgeois de Calais assiégés, contraints de choisir des otages — utiliser des boules noires ou blanches pour décider que tel homme doit vivre, que tel autre doit mourir.

---

pour décider uniquement sur la peine, les trois nouvelles lois sont identiques. Elles édictent toutes aussi la constitution d'un jury distinct pour prononcer la condamnation en premier lieu « pour des raisons valables démontrées ». La Californie connaît d'autres dispositions tendant à l'organisation des jurys chargés de prononcer la sentence et des procédures quand le procès a eu lieu devant un juge siégeant sans jury — mode de procédure non suivi en matière capitale dans l'Etat de New York et en Pennsylvanie.

(1) Code pénal de New York, § 1045*a* (3). La Californie est parvenue, par la voie de la jurisprudence, a un résultat similaire dans l'affaire *Etat* v. *Lov*, 53, Californie 2e 843, 350 P. 2e 705 (1960), tenant que la preuve destinée essentiellement à enflammer les passions du jury ne peut être admise. Cf. aussi *Etat* v. *Purvis*, 52, Californie 2e 871, 346 P. 2e 22 (1959).

(1) Ces règles furent, évidemment, développées dans des audiences de condamnation typiques tenues devant des juges seuls. *Williams* v. *New York*, 337, U.S. 241 (1949).

(2) V. *Etat* v. *Mardavich*, 287, N. Y. 344, 39 N.E. 2e 906 (1942), tenant que la doctrine du doute raisonnable ne s'applique pas à la détermination de la peine pour un crime pour le jugement duquel les pouvoirs les plus discrétionnaires sont conférés au jury.

(3) V. MUELLER, *Criminal Law and Administration* (Droit et Administration criminels), 1960, *Annual Survey of American Law*, 99, 124-125.

(4) V. *Commonwealth* v. *Scoleri*, 399, Pennsylvanie 110, 160 A 2e 215 (1960). Réponse repoussée en 235-236.

(5) T. SELLIN, *The Death Penalty* (La peine de mort), *American Law Institute*, 1959.

LA RESTITUTION DES OBJETS *CORPORA DELICTI* A LA VICTIME D'UNE INFRACTION, DANS LE CADRE INTERNATIONAL

Vers la recherche d'une solution européenne

La situation de la victime d'une infraction ou celle de la personne lésée par un tel acte (1) ne paraît pas avoir fait l'objet de toute l'attention qu'elle mériterait lorsqu'elle revêt des aspects internationaux.

Même lorsque le cas présente un caractère strictement national, c'est-à-dire lorsque l'auteur de l'infraction, la victime et les objets *corpora delicti* se trouvent sur le territoire d'un même pays, on ne peut pas dire que les législations aient toutes suffisamment défini les droits civils de la victime et qu'elles aient mis à sa disposition des moyens suffisants pour lui permettre d'obtenir le recouvrement des biens dont elle a été dépossédée par l'infraction ou une juste réparation du préjudice matériel, moral ou affectif qui lui a été causé par un tel fait (2).

Nous nous préoccuperons seulement dans cet article des difficultés rencontrées par la victime lorsqu'elle désire recouvrer des biens mobiliers dont elle a été dépossédée par une infraction lorsque l'auteur de cette infraction et les objets se trouvent dans un pays autre que celui où les faits punissables ont été commis et où réside la victime.

Lorsqu'un tel état de choses est créé, la victime se trouve très souvent dans l'impossibilité d'obtenir la restitution des objets. Cette situation est observée dans diverses hypothèses, notamment :

a) Lorsqu'une procédure d'extradition ne peut pas être engagée contre l'auteur de l'infraction :

— soit en raison de la nature de l'infraction parce que celle-ci ne figure pas au nombre des infractions considérées comme pouvant donner lieu à extradition par la loi d'extradition du pays de résidence de l'auteur ou par le traité d'extradition intervenu entre les deux pays intéressés ;

— soit en raison des caractères attachés à la personne de l'auteur de l'infraction ; ainsi, dans le cas où l'auteur est un ressortissant du pays requis lorsque ce pays n'accorde pas l'extradition de ses propres ressortissants.

b) Lorsque la procédure d'extradition est juridiquement possible, mais qu'une condition de fait exigée par le pays requis ne pourra se réaliser que très rarement. Ainsi, aux Etats-Unis, le tribunal qui doit examiner le bien-fondé apparent de la demande d'extradition d'après les documents transmis par le pays requérant estimera rarement que la demande est justifiée, s'il n'est pas établi que l'intéressé cherche à s'enfuir du territoire des Etats-Unis.

c) Lorsque toutes les conditions de droit et de fait étant remplies pour que l'extradition soit concédée, le gouvernement du pays requis refuse d'y donner suite pour des raisons d'opportunité.

d) En dehors de l'hypothèse de l'extradition, la victime se heurtera également à des obstacles lorsqu'elle envisagera la restitution des objets comme conséquence civile d'une poursuite pénale et d'un jugement pénal qui pourraient intervenir dans le pays où se trouvent l'auteur de l'infraction et les objets. Nombreux sont en effet les cas où une poursuite pénale, pour des faits commis dans un autre pays, ne pourra pas s'engager dans le pays de résidence de l'auteur parce que la loi pénale de ce pays s'y oppose. Ces oppositions se fondent généralement sur la nature de l'infraction commise, sur la nationalité de l'auteur et sur la nationalité de la victime.

L'Organisation internationale de Police criminelle - Interpol - a adressé au mois de janvier 1959 à ses affiliés un questionnaire destiné à recueillir des informations sur cet important sujet.

(1) Dans un but de simplification, nous emploierons seulement le terme de « victime » pour désigner à la fois la victime et la personne lésée par l'infraction.

(2) En ce qui concerne l'indemnisation de la victime dans la législation britannique, v. notamment l'ouvrage *Restitution to Victims of Crime*, par Stephen Schafer. L'auteur a examiné les systèmes d'indemnisation en vigueur dans trente pays afin de rechercher une solution plus satisfaisante en Angleterre (v. compte rendu dans cette *Revue*, 1961, p. 682).

Ce questionnaire visait en premier lieu à faire l'inventaire des obstacles apportés par la loi des divers pays affiliés à la poursuite pénale du ressortissant d'une part, de l'étranger d'autre part, en raison d'une infraction commise dans un pays autre que leur pays de résidence, en envisageant le cas où la victime est un ressortissant de ce même pays et le cas où elle est un étranger par rapport à ce pays.

Mais le principal objet du questionnaire était de faire apparaître les procédures ou autres moyens qui, lorsque l'extradition et la poursuite pénale s'avèrent impossibles, existent dans les divers pays pour permettre à la victime de recouvrer ses biens.

***

Les réponses faites par quarante pays sur ces divers points ont été analysées dans un rapport intitulé « La restitution des objets à la victime d'une infraction », qui a été présenté à la XXX° Assemblée générale de l'O.I.P.C.-Interpol (Copenhague, septembre 1961).

Ce rapport dégage les conclusions suivantes :

Lorsqu'il n'y a ni extradition ni poursuite pénale, la victime d'une infraction dont l'auteur s'est transporté avec les objets *corpora delicti* dans un pays autre que celui où elle réside ne peut obtenir la restitution des dits objets que par les moyens suivants :

— soit en recourant à une *procédure officieuse* déclenchée par une requête adressée au ministère de la Justice ou à une autorité judiciaire du pays de résidence de l'auteur de l'infraction. Cette procédure n'est admise que dans quelques pays, européens pour la plupart ;

— soit en engageant une *action civile* en restitution (ou en revendication de propriété) devant un tribunal du pays de résidence de l'auteur de l'infraction ;

— soit en déclenchant, devant un tribunal répressif du pays de résidence de l'auteur de l'infraction, une poursuite pour « *introduction* » ou « *détention* » dans le pays *d'un objet justement considéré comme ayant été volé ou frauduleusement acquis*. Cette infraction spécifique se rencontre principalement dans la législation de certains pays de droit du type anglo-saxon (1) et dans l'Etat d'Israël. La restitution civile sera prononcée par le jugement pénal sans considération de la nationalité de la victime.

Il est rare que ces trois moyens coexistent dans un pays. Chacun d'eux présente des inconvénients ou des aléas. La « procédure officieuse » peut paraître commode mais elle ne constitue pas une voie très juridique et doit être considérée comme un expédient. Il faut d'ailleurs observer que la victime se heurtera parfois à une législation civile qui, dans le pays de résidence de l'auteur de l'infraction, protège les droits acquis par le tiers possesseur de bonne foi. Une formule conciliatrice permettant d'opérer la restitution à la victime sans méconnaître les droits du tiers de bonne foi serait à rechercher dans ces cas. La solution est très délicate.

***

Informé de cette étude par l'O.I.P.C.-Interpol, le Conseil de l'Europe a demandé à son Comité pour les Problèmes criminels d'examiner la question.

Le problème a été pris en considération par le Comité après un exposé fait par un membre de l'O.I.P.C.-Interpol qui assiste régulièrement à ses travaux en qualité d'observateur. Le Comité européen pour les Problèmes criminels a reconnu l'intérêt qu'il y aurait à rechercher une solution dans le cadre des dix-sept pays membres du Conseil de l'Europe sans se dissimuler, toutefois, la difficulté de l'entreprise.

Il s'agit pour l'instant de rechercher comment il convient d'aborder le problème ; c'est donc en premier lieu une question de méthode qui se pose. Il s'agira ensuite, lorsque toutes les données auront été recueillies (2) d'envisager le ou les moyens. Peut-être conviendra-t-il de rechercher une solution juridique nationale auprès de chacun des Etats membres. Il se pourrait également que soit adjoint un chapitre spécial à la « Convention européenne sur les effets internationaux des jugements répressifs »

(1) Quatre Etats australiens (Australie méridionale ; District fédéral ; Nouvelles Galles du Sud ; Victoria) ; Canada ; Code des douanes des Etats-Unis.

(2) Les pays membres du Conseil de l'Europe qui ont répondu au questionnaire de l'O.I.P.C.-Interpol sont au nombre de douze.

en vue de laquelle le Comité effectue actuellement des études. Une autre solution consisterait à préparer une convention spéciale qui envisagerait l'aspect particulier des conséquences civiles internationales des jugements répressifs.

H. FÉRAUD,
Chef de la Section juridique de l'O.I.P.C.-Interpol.

VERS UN PROJET DE CODE PÉNAL-TYPE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Réunion organisée par l'Institut de Sciences pénales du Chili
(Santiago, 4-16 novembre 1963)

La réunion, à Santiago de Chile, du 4 au 16 novembre 1963, d'une assemblée de criminalistes convoquée par l'Institut de Sciences Pénales du Chili, mérite d'être signalée (1). Elle a dû son succès à la participation des meilleurs spécialistes de la matière parmi lesquels il convient de mentionner les argentins Jorge Frias Caballero, Francisco P. Laplaza et Sebastian Soler, les brésiliens Heleno Claudio Fragoso, Basileu Garcia et Nelson Hungria, les chiliens Luis Cousino Mac Iver, Eduardo Novoa Monreal, Daniel Schweitzer et Miguel Schweitzer, les mexicains Luis Fernandez Doblado, Ricardo Franco Guzman et Arnulfo Martinez Lavalle, le péruvien Luis Bremont Arias, le salvadorien Manuel Castro Ramirez et les vénézueliens Agustin Mendez et Miguel Tamayo, sans oublier le professeur Luis Jimenez de Asua, qui est, à lui seul, toute l'Amérique latine ! Due à l'initiative du professeur Eduardo Novoa Monreal, président de l'Institut de Sciences pénales du Chili, cette réunion a eu pour fin l'étude des moyens de parvenir à l'unification des lois pénales de l'Amérique latine.

***

L'accord qui s'est réalisé à ce propos s'est traduit en une déclaration de principes dont le texte est le suivant :

PRINCIPES FONDAMENTAUX DEVANT INSPIRER ET ORIENTER L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION ULTÉRIEURE DES LOIS PÉNALES DE L'AMÉRIQUE LATINE

I

Nul ne peut être condamné en raison d'un fait qui n'a pas été préalablement déclaré punissable par la loi pénale.

II

Nul ne peut être condamné à des peines qui n'ont pas été expressément comminées par une loi antérieure au fait commis.

III

Nul ne peut être condamné en raison des dispositions qui n'ont pas le caractère formel de lois pénales préalables.

IV

Les lois pénales doivent décrire les faits punissables de manière précise et sans équivoque, sans laisser de doutes sur leur prohibition.
En aucun cas, on ne pourra caractériser des faits punissables ou imposer des peines par une application analogique de la loi pénale.

(1) Les renseignements qui suivent ont été extraits de la brochure *Proyecto de Codigo penal tipo para iberoamerica* (Vers un projet de Code pénal-type pour l'Amérique latine), Santiago de Chile, (Editorial Universitaria, 1963, 21 pages), et de documents aimablement communiqués par M. le Professeur Eduardo Novoa Monreal.

V

Les lois pénales s'appliquent également à toutes les personnes, sans discrimination aucune.

VI

Il n'y a pas de délit sans culpabilité. Les lois pénales devront proscrire toute forme de responsabilité objective.

VII

La responsabilité pénale est strictement personnelle. Les mesures de sûreté ne peuvent être appliquées qu'à ceux qui réunissent les conditions prévues par la loi pénale.

VIII

Nul ne peut être condamné, si ce n'est en vertu du procès pénal préalable qui lui est dû suivi devant le tribunal compétent et constitué de façon régulière. La défense libre est une condition indispensable de ce procès. En aucun cas, on n'admettra de jugement par des tribunaux d'exception.

IX

La personne jugée régulièrement et définitivement ne pourra pas l'être de nouveau pour le même fait.

X

La personne soumise à un procès pénal est présumée innocente tant qu'elle n'a pas été condamnée.

***

Il a été décidé que ces principes, plus généreux que nouveaux, constitueraient les fondements du projet de Code dont la préparation a été confiée à une Commission de rédaction, dotée d'un secrétariat permanent assuré par l'Institut des Sciences pénales du Chili. M. Eduardo Novoa Monreal a été, en sa qualité de président de cet Institut, désigné comme secrétaire exécutif de la commission, chargé d'assurer la direction de son secrétariat scientifique et administratif. Nous souhaitons, avec une sympathie nuancée de scepticisme, bonne chance à l'homme et à l'œuvre qu'il entreprend.

J.-B. H.

IIe CENTENAIRE DU TRAITÉ DES DÉLITS ET DES PEINES

(Paris, 18 juin 1964)

La Section de droit pénal de l'Institut de Droit comparé de l'Université de Paris et l'Institut de Criminologie de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris ont décidé d'organiser une séance pour commémorer le deuxième centenaire de la publication du célèbre *Traité des délits et des peines* de Beccaria.

Cette réunion aura lieu à la Faculté de Droit, le 18 juin 1964, sous la présidence de M. le Doyen Vedel. Prendront notamment la parole les personnalités suivantes : M.

Zambeaux, Président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, M. Stefani, Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris, Directeur de l'Institut de Criminologie, Me Bondoux, Bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris, et M. Giuliano Vassalli, Professeur de droit pénal à l'Université de Rome.

LE PROBLÈME DES INFRACTIONS ROUTIÈRES

devant le VIe Congrès international de droit comparé (Hambourg, 30 juillet-4 août 1962)

Comme nous l'avons indiqué déjà dans un précédent numéro (1), le problème des infractions perpétrées dans le domaine de la circulation routière avait été inscrit au programme du VIe Congrès international de droit comparé qui s'est tenu à Hambourg du 30 juillet au 4 août 1962. Un second sujet avait été inscrit dans la section de droit pénal, à savoir « Les limites entre la réglementation administrative et la répression pénale en matière de prostitution et de proxénétisme ». Nous avons publié le rapport général présenté sur ce second sujet par M. D. van Eck, professeur de droit pénal à l'Université de Nimègue (2) et nous avions annoncé la publication du rapport général présenté sur la *question des infractions routières* par le professeur Kadar.

Ce rapport a néanmoins été publié par M. Kadar, en collaboration avec M. Fonyo, dans la *Jogtudomànyi Közlöny* (Revue de science juridique de Budapest) (3). Il ne nous est pas possible, dans ces conditions, de l'insérer dans notre *Revue* qui ne comprend que des contributions inédites. Cependant, étant donné l'importance de ce travail et la qualité de son auteur, nous croyons utile d'en donner ici une analyse qui ne manquera certainement pas d'intéresser nos lecteurs (4).

***

M. le Professeur Kadar commença par clarifier les notions qui diffèrent d'un pays à l'autre en dépit d'une terminologie commune, ou qui sont les mêmes bien que leur dénomination soit différente. Ces notions sont celles de l'imprudence, du fondement de la responsabilité pénale, de la prévention, de la répression et des moyens de droit pénal, de droit administratif et de droit civil.

a) *L'imprudence.* Le rapporteur général rappela que dans leurs rapports le professeur japonais Hide Fuiki avait exposé que, d'après la jurisprudence japonaise, le conducteur imprudent, ayant causé la mort d'une personne, commet un homicide intentionnel en vertu de la théorie du *dolus eventualis*. M. Graven avait indiqué que la loi éthiopienne réglementant la circulation routière ne fait pas de distinction entre le délit intentionnel et celui commis par imprudence. Selon M. Lazarević, les Cours suprêmes des républiques fédérées yougoslaves ne délimitent pas nettement le *dolus eventualis* et l'imprudence consciente (*luxuria*). Le professeur new yorkais O. W. Mueller avait exposé qu'aux Etats-Unis la plupart des dispositions établissent une responsabilité sans faute. D'après M. Etienne Bloch, les tribunaux français estiment que des peines plus graves que celles prévues par la loi devraient être appliquées aux délits commis par imprudence, et ils s'efforcent en conséquence de faire ressortir la faute volontaire et le dommage prévisible. Cependant, le rapporteur avait ajouté que la doctrine considérait erronée cette jurisprudence car le résultat d'une imprudence n'est jamais intentionnel : tout au plus l'auteur de l'acte a-t-il accepté le risque mais le dommage ne résulte pas nécessairement de son attitude (p. 10).

(1) Cette *Revue*, 1963, p. 176.
(2) Cette *Revue*, 1963, p. 43 et s.
(3) 1963, n° I, p. 8 à 24.
(4) Cette analyse a été extraite du texte hongrois (v. note précédente) par M. Tibor Leh, docteur en droit, lecteur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris.

Aux termes de l'article 17 du Code pénal hongrois, l'infraction est considérée comme commise par imprudence, lorsque l'auteur de l'acte prévoit les conséquences de son attitude, mais se fie à la légère à l'espoir que celles-ci ne se produiront pas, ou lorsque l'auteur de l'acte ne prévoit pas les conséquences de son comportement, parce qu'il a omis d'agir avec l'intention ou la prudence qu'on pouvait attendre de lui. En cette matière, on doit donc tenir compte de la responsabilité fondée sur la culpabilité et, à l'intérieur de celle-ci, de la culpabilité résultant de l'imprudence.

Que faut-il entendre par imprudence ? D'après certaines théories, pour que l'acte soit considéré comme intentionnel, il est nécessaire que l'auteur de l'acte ait connaissance de l'illégalité de son acte (p. 11). En revanche, dans le droit socialiste, c'est le danger social qui importe, aussi faut-il que l'auteur soit conscient de ce que son acte présente un danger pour la société. Or, le danger social ne dépend pas de l'appréciation subjective de l'auteur de l'acte. Bien que l'auteur ait la conviction que son acte soit utile pour la société, s'il est conscient du fait que cet acte est interdit par la loi, il commet une infraction intentionnelle. C'est donc la connaissance du danger social qui constitue la limite entre l'intention et l'imprudence. L'imprudence peut résulter de ce que l'auteur ne prévoit pas les suites dommageables de son acte (p. 12). L'acte commis par imprudence ne contient pas l'élément de volonté qui est propre à l'infraction intentionnelle.

b) *Le fondement de la responsabilité pénale.* Selon le projet de Code pénal polonais : « Ne commet pas d'infraction celui qui agit dans les limites d'un risque admissible, compte tenu des exigences de l'évolution sociale, scientifique et technique » (p. 13). Pour le rapporteur général, la responsabilité pénale quant aux infractions commises par imprudence doit être fondée sur l'imputabilité de l'erreur, compte tenu des capacités individuelles de la personne en cause. Tandis qu'en cas d'infraction intentionnelle, la responsabilité pénale est *générale* et l'intention n'est pas différenciée selon les capacités subjectives, l'auteur d'un acte commis par imprudence n'est pénalement responsable que s'il devait, compte tenu des capacités subjectives de sa personnalité, prévoir les conséquences préjudiciables de son attitude. Il faut encore qu'en agissant avec prudence, les conséquences de l'acte soient prévisibles (p. 14). La responsabilité pénale pour des infractions commises par imprudence ne peut être établie que dans des cas concrets.

c) *La prévention* est relative : 1° aux conducteurs de voitures automobiles (nécessité d'avoir un permis de conduire délivré après un examen médical), 2° aux moyens de locomotion ainsi qu'au réseau routier (bon état du véhicule, moyens de signalisation sur les véhicules et les routes, limitation de la vitesse, propagande par films, radio et télévision, enseignement obligatoire du Code de la route), et 3° aux piétons (établissement de passages pour les piétons, éducation tendant à faire observer les règles de la circulation) (p. 15-16).

d) *La répression* intervient comme conséquence nécessaire d'un accident causé dans le domaine de la circulation routière, comme conséquence d'un comportement interdit par la loi pénale bien qu'il n'ait pas entraîné de dommage, ou enfin comme conséquence d'une violation d'ordres ou d'interdictions. La répression ne s'étend pas aux conséquences civiles de l'acte, comme le paiement de dommages-intérêts ou l'assurance. Un premier groupe de mesures de répression correspond à un groupe général de conséquences pénales ; telles que les peines privatives de liberté, les amendes et l'interdiction d'exercer une profession. Un autre groupe de répressions englobe les mesures prises en fonction des exigences du cas concret telles que : peines administratives, retrait du permis de conduire, confiscation du véhicule, obligation pour le conducteur de suivre un enseignement professionnel, ou de subir une cure de désintoxication (p. 16).

e) *Les moyens de droit pénal.* Comme les infractions contre la sécurité de la circulation sont commises par imprudence, il y a lieu d'édicter des dispositions spéciales en cette matière. Remarquons que le Code pénal éthiopien ne punit que la mise en danger imminent ; il en est de même du Code pénal de la République fédérale d'Allemagne et du projet de Code pénal polonais. En revanche, la loi hollandaise punit également celui qui a causé un danger éventuel. Il existe des systèmes juridiques dans lesquels le propriétaire de la voiture est pénalement responsable lorsque l'identité du conducteur ne peut pas être établie (p. 17-18).

f) *Les moyens de droit administratif.* A cette catégorie appartiennent, à titre d'exemple, les dispositions relatives à la limitation de vitesse, aux panneaux de signalisation, à la délivrance des permis de conduire, etc.

g) *Les moyens de droit civil* ne se trouvent pas en rapport direct avec la sécurité de la circulation bien que le principe de la responsabilité sans faute constitue un moyen efficace de prévention.

***

Dans la seconde partie de son rapport, le professeur Kadar s'attacha à l'étude de la nature et de l'étiologie des dommages causés aux personnes et aux biens dans le domaine de la circulation, et attira plus particulièrement l'attention des congressistes sur les points suivants :

a) *Aptitude personnelle.* Lors de la délivrance du permis de conduire, le conducteur est soumis à un examen médical (p. 18). Le professeur Mueller a très justement remarqué que chez la plupart des peuples européens, c'est la première génération dont les doigts nerveux manient le volant, et que la voiture n'est, entre leurs mains, qu'un jouet servant à canaliser leur violence cachée. Aussi faudrait-il périodiquement réitérer l'examen médical. Nous savons combien est dangereux le conducteur qui se trouve sous l'effet de boissons alcoolisées. Si nous admettons qu'à la suite d'un seul accident, le permis de conduire peut être retiré lorsqu'il est établi que le conducteur s'adonne à la boisson, pourquoi ne pourrait-on pas refuser la délivrance d'un permis de conduire à une personne dont le penchant à la boisson est constaté au cours de l'enquête administrative préalable à l'octroi du permis ?

b) *Aptitude objective.* Les panneaux de signalisation, les dispositifs de sécurité ainsi que les routes conformes aux exigences modernes jouent un rôle important du point de vue de la sécurité de la circulation.

c) *Effet de l'alcool.* La proportion entre le degré d'ivresse et la quantité d'alcool consommée n'est jamais constante. La tolérance varie suivant l'individu, et, chez le même individu, suivant les circonstances (faim, chaleur, fatigue, etc.) (p. 19). La consommation de boissons alcoolisées peut diminuer la faculté de discernement et provoquer un état de responsabilité atténuée. D'après certains codes pénaux, l'état d'ivresse diminue, selon d'autres il aggrave la responsabilité pénale, mais aucun d'eux n'admet l'exclusion de celle-ci. Le problème de la responsabilité pénale pour un acte commis en état d'ivresse oppose deux principes : le principe *nulla pœna sine culpa* constitue la base du droit pénal humaniste ; l'autre principe exige que la société ne demeure pas inactive à l'égard de l'auteur d'un acte commis en état d'ivresse excluant la faculté de discernement. Il existe deux solutions possibles : soit exclure l'application aux infractions commises dans le domaine de la circulation routière de tous les effets attachés à la responsabilité atténuée, comme le font les Codes pénaux soviétique et hongrois ; soit édicter que, en cette matière, l'état d'ivresse constitue une circonstance aggravante, comme le fait le projet de Code pénal polonais. Selon certains systèmes juridiques, le seul fait de conduire une voiture en état d'ivresse constitue une infraction (p. 20).

d) *Caractère antisocial.* Comme l'infraction-type, en matière de circulation routière, est celle commise par imprudence, les délinquants ne peuvent pas être considérés comme des éléments antisociaux. Selon des données statistiques internationales, sur cent accidents survenus, quatre-vingt-dix résultent de l'attitude des hommes, et dix seulement ont pour cause un défaut technique de la voiture ou le mauvais état des routes. Sur les quatre-vingt-dix accidents dus au comportement humain, soixante-douze sont provoqués par les conducteurs de voitures et dix-huit seulement par les piétons.

***

Le caractère social et juridique de la mise en danger devait retenir ensuite l'attention du rapporteur général qui distingua le danger imminent ou danger concret et l'éventualité d'un danger ou danger abstrait.

a) *Le danger concret.* Il y a mise en danger imminent lorsque les conséquences nécessaires d'un comportement entraînent un accident qui n'est dû ni au fait d'un tiers ni au hasard. Aux termes de l'article 258 du Code pénal hongrois : « Sera puni d'une peine privative de liberté allant jusqu'à trois ans celui qui, en violant les règles de sa profession, aura imprudemment mis en danger imminent la vie, l'intégrité corporelle ou la santé d'une ou de plusieurs personnes » ; et l'alinéa 4 ajoute : « les règles de la circulation relatives à la conduite des véhicules... sont, en ce qui concerne l'application de cet article, des règles de profession ». Quant à la responsabilité, la loi ne fait pas de distinction entre l'infraction intentionnelle et celle commise par imprudence, mais des peines supérieures sont prévues pour le cas où l'intention est établie (p. 21). La violation des règles de profession peut être « intentionnelle », ou plus précisément *consciente.* D'après certaines opinions, rappelle M. Kadar, la violation des règles de profession n'est pas consciente toutes les fois qu'elle est due à la fatigue, au manque de pratique du conducteur ou lorsque le conducteur n'est pas au courant de la modification des règles de profession. En effet, le conducteur ne peut violer intentionnellement des règles qu'il ne connaît pas.

b) *Le danger abstrait.* Certains systèmes juridiques prévoient des règles répressives pour le cas où un danger pourrait se produire. M. Kadar estime que seule une peine administrative doit pouvoir sanctionner le comportement qui n'est que susceptible de provoquer un danger (p. 22).

***

Enfin le professeur Kadar devait terminer son rapport général par quelques considérations sur les systèmes et institutions de procédure en matières judiciaire, administrative et de police.

IVe CONGRÈS INTERNATIONAL DE LA POLICE DE LA CIRCULATION

(Madrid, 6-12 octobre 1963)

Le IVe Congrès international de la police de la circulation s'est tenu à Madrid, du 6 au 12 octobre dernier. Il rassembla quelque deux cents participants, venant en majorité de pays européens.

En raison de l'importance toujours plus grande prise par la circulation sur les routes et de l'actualité de la question, tant en ce qui concerne la circulation des véhicules que celle des piétons, il nous a paru intéressant de donner ici de larges extraits des *Résolutions* adoptées par le Congrès.

Le Congrès souligna la nécessité d'établir des législations nationales claires et simples pour la circulation des piétons et en particulier :

1° *que, d'une manière générale et notamment sur les routes en ligne droite, il soit exigé des piétons qu'ils marchent face au sens de la circulation ; que, dans l'obscurité, sur les voies publiques, ils doivent porter obligatoirement une lumière ou des dispositifs réfléchissants pour se rendre visibles des autres usagers ;*

2° *que les ingénieurs de la circulation essaient de normaliser des signalisations pour conducteurs, en tenant compte du temps nécessaire pour permettre aux piétons d'achever leur traversée avant le départ des véhicules ; qu'on place un refuge central lorsqu'une chaussée a plus de quinze mètres de largeur ;*

3° *que les chefs de la police de la circulation étudient particulièrement les accidents impliquant les piétons ; qu'ils maintiennent les passages en bon état en insistant sur l'utilité du passage zébré ; qu'ils exigent du conducteur le plus grand respect des droits du piéton.*

Reconnaissant que la tâche de la police de la circulation est grandement facilitée si elle jouit de la pleine collaboration de toutes les catégories d'usagers de la route, le Congrès souligna l'importance d'une bonne éducation en matière de sécurité ; certes, l'éducation doit demeurer en premier lieu la tâche des parents, mais la police peut néanmoins jouer un rôle très important dans le domaine de l'éducation routière.

Le Congrès estima que la compétence et les attributions de la police de la circulation devaient être élargies afin que soit mieux assurée la sécurité publique, et que des moyens techniques devaient être employés pour contrôler et régulariser la circulation. Il estima notamment indispensable de :

1° *faire participer le policier à l'élaboration des textes réglementaires concernant la police de la circulation dont il sera chargé d'assurer l'exécution* ;

2° *faciliter les contacts entre les bureaux techniques existants ou créer au sein des états-majors de la police de la circulation ces contacts avec les services chargés de la construction, de l'aménagement et de la signalisation pour l'organisation de voies de circulation urbaines ou suburbaines et de grands itinéraires* ;

3° *augmenter l'importance et la qualité des moyens nécessaires (transport, transmission, signalisation, contrôle, etc.) et unifier les méthodes d'instruction, de perfectionnement, de travail du personnel par l'emploi d'un* memento *technique définissant les méthodes et procédés pratiques employés pour la surveillance et la régulation du trafic* ;

4° *généraliser les moyens techniques de contrôle et de régulation du trafic et leur acceptation par le pouvoir judiciaire afin d'appuyer devant les tribunaux la preuve des infractions constatées par la police en raison des avantages suivants* :

— *contrôle direct et objectif du comportement de l'usager* ;

— *élimination des risques consécutifs à la poursuite du conducteur fautif par les policiers* ;

— *élimination des risques d'appréciation subjective du policier* ;

— *facilité pour le policier de prouver immédiatement et sur place l'infraction commise.*

En matière de prévention des accidents, le Congrès, ayant constaté que les limitations de la vitesse dans des zones habitées représentaient un moyen approprié pour diminuer le nombre des accidents de la route et leur gravité, recommanda que ces limitations soient imposées dans la mesure la plus large et qu'au cas où une limitation de vitesse existerait déjà, *qu'elle soit la même pour toutes les catégories de véhicules, sur les autoroutes et les routes à circulation rapide* ; il demanda en outre *de hâter les études relatives aux répercussions d'une vitesse minimale sur les autoroutes et les routes à circulation rapide, ces minima devant être imposés au cas où ils augmenteraient la sécurité* et d'*entreprendre des études sur l'utilité de fixer aux véhicules un plafond de vitesse qui ne pourrait être en aucun cas dépassé.*

En ce qui concerne les infractions aux règles de la circulation commises par des étrangers, le Congrès recommanda que soient unifiées dans les différents pays les méthodes d'action de la police ; qu'il ne soit pas tenu compte de la nationalité de l'auteur de l'infraction ou de la personne affectée par la mesure ; qu'il y ait une réglementation uniforme au niveau international de l'institution du paiement des amendes.

Enfin le Congrès, confirmant la résolution du IIIe Congrès international de la police de la circulation (Rome, 1961) (1) selon laquelle « l'uniformisation des rapports d'accidents dans le monde entier permettrait d'établir une statistique également uniforme qui pourrait être utilisée en vue d'une prévention plus efficace » enregistra l'intérêt que manifeste le Conseil de l'Europe pour le projet de *formulaire européen d'accident corporel de la circulation* élaboré par la Fédération internationale des Fonctionnaires supérieurs de la Police (F.I.F.S.P.). Le Congrès :

— *adopte le projet de formulaire statistique présenté et qui a été établi en tenant compte des différents formulaires utilisés présentement par les pays représentés au Congrès...* ;

— *demande que le formulaire soit complété : a) par un lexique définissant les termes employés dans le formulaire et qui devra obligatoirement se référer aux définitions déjà adoptées par les organismes internationaux ; b) par des instructions détaillées sur la manière dont le formulaire doit être rempli en vue d'assurer une réponse à chaque question* ;

— *fait confiance aux grands organismes gouvernementaux pour faciliter l'établissement du document définitif et en faire adopter l'usage par les services de police des différents pays.*

Notons encore que le Congrès exprima le souhait que se maintienne *la coopération confiante qui existe avec les grands organismes internationaux, notamment avec l'Organisation mondiale du Tourisme et de l'Automobile (O.T.A.) ainsi que celle de la Prévention routière internationale (P.R.I.)*, et le désir que *soit développé l'apport de la Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de la police (F.I.F.S.P.) aux organismes intergouvernementaux européens et mondiaux* ; prenant note des *résultats encourageants obtenus en France en ce qui concerne la lisibilité des plaques d'immatriculation des véhicules automobiles*, il exprima le souhait que *la réflectorisation de ces plaques soit étendue à d'autres pays.*

G. C.

(1) V. compte rendu dans cette *Revue*, 1961, p. 662.

IIe CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'UNION MONDIALE DES ORGANISMES POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE

(Bruxelles, 20-25 mai 1963)

C'est à *La participation des organismes publics et privés à la prévention et à la cure des troubles de l'adolescence provoqués par la vie moderne*, sujet extrêmement vaste et qui traduit certainement une des préoccupations dominantes de notre époque, que l'U.M.O.S.E.A. (Union mondiale des organismes pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence) (1) a consacré sa IIe Conférence internationale qui s'est déroulée à Bruxelles en mai 1963.

Le Congrès était placé sous le haut patronage de S.M. la Reine des Belges sous la présidence de M. Bekaert, Commissaire Royal à la Réforme de la procédure pénale, et la vice-présidence du baron C. van der Bruggen, professeur à l'Université catholique de Louvain. Y participèrent des spécialistes de trente-deux pays différents.

Sans doute ne pourrons-nous donner ici qu'un faible aperçu des travaux réalisés au cours de ces réunions comportant des exposés magistraux suivis de discussion et des « carrefours » consacrés à l'étude d'aspects particuliers de chacun des exposés. Nous renvoyons le lecteur, pour un compte rendu plus complet, à la publication que prépare en ce moment l'U.M.O.S.E.A. et qui comprendra les travaux complets de la Conférence (2).

***

C'est le Dr R. Lafon, professeur à la Faculté de médecine de Montpellier et président de l'U.M.O.S.E.A., qui ouvrit la conférence par un brillant exposé sur le thème : *Vie moderne et adolescence.*

L'adolescent, dit en substance l'orateur, se trouve confronté avec la tâche difficile de s'intégrer à notre vie moderne qui évolue très vite et de façon souvent déconcertante ; il doit y être préparé et aidé.

Certaines caractéristiques de l'évolution sociale et maintes erreurs des adultes rendent son adaptation plus difficile encore : progrès matériel et démission des parents vont souvent de pair ; nos sociétés urbaines et industrialisées prolongent en fait la durée de l'adolescence et retardent l'accession à l'indépendance comme à la maturité ; la « technicisation » impose un nouveau style de vie alors que la formation des jeunes garde encore beaucoup de sa forme traditionnelle.

Aux prises avec ces difficultés, les jeunes adoptent souvent un idéal de vie facile et sans soucis, de plaisirs immédiats et de passivité.

Or, estime le professeur Lafon, il est des mesures sociales et des attitudes éducatives — qu'il énumère ou décrit — susceptibles de favoriser l'intégration harmonieuse des jeunes dans le monde des adultes et d'aider les uns comme les autres « à découvrir les vraies valeurs humaines ».

***

M. Gilles Gendreau, directeur de l'Institut Boscoville (pour jeunes inadaptés) de la province de Québec (Canada), rapporteur général du thème : *Propagande et action éducative pour la prévention : esprit et moyens*, réussit, malgré l'ampleur du sujet, à en traiter à peu près tous les aspects, et notamment à décrire les facteurs psycho-pédagogiques, socio-culturels et familiaux de l'inadaptation des jeunes.

Nous nous contenterons d'extraire de cet intéressant exposé quelques vues — parfois personnelles à l'orateur — qui ont particulièrement retenu l'attention de l'auditoire.

C'est d'abord la distinction qu'il établit entre : les jeunes *exceptionnels* qui, soumis à un régime approprié, ne deviendront pas des inadaptés ; les *mésadaptés*, qui ont vécu

(1) Siège de l'U.M.O.S.E.A. : 28, place Saint-Georges, Paris, 9e.

(2) Le montant de la souscription aux Actes de la Conférence est de 20 F et doit être versé au compte courant postal, Paris 14-383-78 de l'U.M.O.S.E.A., à Paris, 28, place Saint-Georges.

dans un milieu déficient, seul en cause dans leurs difficultés, et les *inadaptés* au sens propre du mot : inadaptés psychiques (névrotiques, psychotiques), scolaires (qu'on traite de paresseux, distraits, et qui sont en réalité des troublés émotifs) ou à tendances délinquantes (asociales ou anti-sociales).

C'est ensuite l'accent mis sur le rôle de l'école : rôle de formation humaine plus encore que de transmission de connaissances, expérience de vie à laquelle doivent participer élèves, éducateurs et parents.

C'est enfin l'importance accordée au problème « du loisir » : enfants et adolescents ne doivent pas être livrés à eux-mêmes ou à des exploitants vénaux pour occuper leur temps libre auquel il importe de trouver un emploi éducatif. Pour les « mésadaptés », les loisirs devraient être organisés au départ de l'école et soumis à une assistance obligatoire comme l'enseignement même. Aux autres, la société doit offrir de nombreuses possibilités, dont des « clubs » divers. Rendent de grands services dans ce domaine les « escouades de prévention », hommes jeunes qui s'efforcent de gagner la confiance des adolescents et de prévenir leurs délits.

Le rapporteur termine son exposé par l'ébauche d'un « programme de prévention systématique et efficace pour l'homme de 1970 », dans lequel la recherche scientifique serait appelée à tenir une place importante.

***

Signalons, parmi les sujets qui furent discutés après cet exposé : le rôle des écoles de parents, l'importance de l'éducation pré-scolaire, la nécessité de mener parallèlement les actions préventive et curative, l'action de certains organismes spécialisés, comme l'« Œuvre de prévention infantile » de Strasbourg, etc.

***

Les carrefours, présidés respectivement par Mme G. Flamand, secrétaire scientifique à la réforme du Code belge de procédure pénale, M. P. Osterrieth, professeur à l'Université de Bruxelles et par le Dr Trivas, médecin-chef de l'hôpital psychiatrique de Niort (France), consacrèrent leurs travaux aux thèmes suivants : *Le rôle préventif de l'école* ; *Les parents, collaborateurs du dépistage* ; *Mesures et moyens pour l'information des familles* ; *L'éducation du loisir.*

***

Dans son rapport sur : *La mise au travail des jeunes et leur engagement dans la vie,* M. R. Pasquasy, professeur à l'Institut de pédagogie de l'Université de Liège (Belgique), aborde de manière très réaliste et concrète les nombreux problèmes que les jeunes rencontrent à ce tournant de leur existence.

Il décrit les facteurs — les préjugés de caste notamment — qui faussent le jugement des intéressés et celui de leurs parents quand se fait le choix d'une profession, de cette profession qui va déterminer le cadre d'existence et l'état de vie.

Le professeur Pasquasy analyse ensuite les difficultés auxquelles le débutant se heurte lors de sa mise au travail, dues, les unes, à ses propres attitudes d'adolescent immature, les autres, aux réactions de ses chefs hiérarchiques, qui jouent un rôle si considérable dans l'adaptation au travail des subordonnés.

De façon constructive, le rapporteur évoque alors le rôle que parents, école, psychologues et conseillers sont appelés à jouer dans l'orientation des jeunes. Il fait ressortir qu'à l'époque actuelle la formation professionnelle doit aller de pair avec un élargissement des possibilités ouvertes à chacun, avec une élévation de son niveau de vie, avec une meilleure hygiène sociale et une heureuse utilisation des loisirs, ce qui implique l'instauration d'une politique de la jeunesse cohérente et compréhensive.

***

Les discussions portèrent ensuite sur certaines solutions nouvelles apportées en France et en Angleterre à ces problèmes, sur la « névrose d'angoisse » à laquelle sont exposés chefs d'industrie et parents à qui, parfois, « on en demande trop », sur le « complexe d'échec » qui guette les élèves incapables de réussir dans leurs études.

***

Les carrefours présidés par M. Georis, remplaçant M. Mulock-Houwer, M. S. Versele, juge au Tribunal de Bruxelles, et M. Fafchamps, correspondant du B.I.T. à Bruxelles, furent consacrés à : *L'orientation des adolescents* ; *La préparation et la formation professionnelles* ; *Le placement des jeunes.*

***

Traitant de : *L'équipement pour la cure des troubles de l'adolescence,* M. Nigel Walker, maître de conférences en criminologie à l'Université d'Oxford, présente l'inventaire des renseignements contenus à ce sujet dans les rapports nationaux présentés au Congrès, et les complète par les données de son expérience personnelle. Ici aussi nous soulignerons certains points particuliers de son exposé, plutôt que d'en donner un aperçu « à vol d'oiseau ».

Parmi les symptômes de troubles spéciaux à l'adolescence et qui relèvent de la santé mentale, le rapporteur insiste sur la signification des « pseudo-suicides » et signale, outre les interventions « classiques » qu'ils déclenchent, l'action des services de « Samaritains » spécialisés en Grande-Bretagne dans l'aide à ce groupe d'âge et celle des tribunaux anglais qui peuvent, en vertu du récent *Mental Health Bill* (1), faire traiter les délinquants anormaux psychiques par des services psychiatriques, sans devoir se prononcer sur leur responsabilité. Bien que la mesure soit rarement appliquée aux adolescents, elle mérite, semble-t-il, d'être citée.

Le comportement sexuel des adolescents, cause fréquente de désordres dont pâtit la société, fait l'objet d'une analyse approfondie. Pubère avant l'âge légal du mariage et bien avant l'âge où celui-ci serait à conseiller, le jeune contracte de plus en plus fréquemment des habitudes de « promiscuité » (relations sexuelles avant le mariage) : le rapporteur en examine les conséquences et propose le recours à des mesures d'éducation ayant une portée préventive.

Après avoir décrit les méthodes actuellement appliquées dans le traitement des principaux troubles de l'adolescence, le professeur Walker énumère une série d'améliorations à apporter, les unes à l'équipement social destiné à la jeunesse en général, les autres aux services pour adolescents en particulier.

Au reste, la bonne attitude à adopter en l'occurrence par les adultes tient le milieu, estime-t-il, entre « le culte des ancêtres » (attachement exagéré aux traditions et à la routine) et « le culte des adolescents » (acceptation aveugle de tous leurs comportements). Généralisée, cette attitude évitera ou résoudra bien des difficultés et permettra ainsi à la société de concentrer ses efforts sur « les vrais problèmes » de l'adolescence.

***

Signalons parmi les points sur lesquels a porté la discussion qui a suivi cet exposé :

— l'éducateur de jeunes inadaptés ; sa personnalité, son âge, sa protection contre les risques du métier ;

— l'unicité des problèmes de l'enfance inadaptée ; l'inconvénient d'élaborer des structures d'équipement distinctes pour les délinquants et les non-délinquants ;

— la collaboration des pouvoirs publics et de l'initiative privée pour le traitement des adolescents troublés ;

— la continuité qui amène l'enfant à l'état d'adulte : les troubles de l'adolescence ne sont-ils pas, souvent, une aggravation de troubles déjà existants pendant l'enfance et ne se rencontrent-ils pas, aussi ou plus graves, chez les adultes ? (Ex. : passion pour les voitures de course) ;

— l'influence de la prolongation de la scolarité entraînera-t-elle automatiquement la solution des problèmes de l'adolescence ?

---

(1) Jusqu'en 1961, la tentative de suicide était considérée comme un délit en Grande-Bretagne.

***

Les carrefours, présidés par Mme Flamand, par M. Pauly, magistrat à la protection de l'enfance à Bruxelles et par M. Joubrel, président de l'Association des Éducateurs de jeunes inadaptés, ont étudié les problèmes suivants :

— *Aspects psychiatriques du développement de l'équipement en consultations et institutions pour adolescents, des moyens de diagnostic, de traitement, et de post-cure des maladies mentales de l'adolescence.*

— *Lois et réglementations pour la protection et le traitement des adolescents caractériels, délinquants et malades mentaux. Mesures de surveillance, traitement, internement.*

— *L'équipement volontaire (institutions et encadrement) mis à la disposition des adolescents pour les orienter et les conseiller (clubs de jeunes, centres de consultations, vacances organisées, etc.).*

***

Au compte rendu de ces séances de travail, il convient d'ajouter une dizaine de communications faites par des experts particulièrement qualifiés et se rapportant à des aspects spéciaux des problèmes objets du Congrès.

***

C'est au baron C. van der Bruggen, professeur à l'Université catholique de Louvain, qu'échut la tâche redoutable de faire la synthèse des travaux du Congrès ; tout en les résumant fidèlement, il réussit à refléter l'atmosphère dans laquelle ils s'étaient déroulés et à mettre en lumière certains aspects particuliers des problèmes étudiés.

Prononçant les allocations de clôture, le professeur Lafon et M. A. Bekaert, président du Congrès, situèrent celui-ci dans l'ensemble des activités de l'U.M.O.S.E.A. et exprimèrent l'espoir de voir ces réunions marquer une étape dans la réalisation de l'œuvre de solidarité humaine entreprise en faveur des enfants et des adolescents.

L. de Bray,
Inspectrice principal honoraire
au ministère de la Justice de Belgique.

VIe CONGRÈS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉDUCATEURS DE JEUNES INADAPTÉS

(Fribourg-en-Brisgau, 30 septembre-4 octobre 1963)

Le VIe Congrès de l'Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés, s'est tenu à Fribourg-en-Brisgau (République fédérale d'Allemagne), du 30 septembre au 4 octobre 1963. Il rassembla quatre cents participants venus de trente-deux pays d'Europe, d'Afrique, du Moyen-Orient et des deux Amériques. Les Nations Unies ainsi que de nombreux gouvernements et des Organisations internationales non gouvernementales s'y étaient fait représenter.

Le Congrès avait pour thème : *La formation et le perfectionnement des éducateurs des jeunes inadaptés.* Les participants furent répartis en seize Commissions groupant des membres de nationalité différente mais de langue commune, tandis que des séances plénières permettaient des échanges de vues entre tous les participants.

La commission spécialisée pour les pays en voie de développement comportait trente-cinq représentants de treize de ces pays. Elle a demandé dans son rapport final que l'on encourage la formation d'éducateurs sociaux exerçant sur les jeunes, en danger en raison d'une mutation économique et culturelle trop rapide, une action communautaire sur les plans civique et de l'apprentissage, et, en cas de besoin, une action individuelle.

Pour les autres pays, les quinze commissions qui ont étudié la question de la formation et du perfectionnement de ceux qui s'occupent de rééducation ont été unanimes à souhaiter :

1° *que tout le personnel d'un organisme de rééducation, et pas seulement les éducateurs, soit préparé à son rôle éducatif ;*

2° *que l'aptitude aux contacts humains, l'objectivité, la tolérance, la souplesse d'esprit, l'équilibre affectif soient pris davantage en considération à l'entrée dans les écoles d'éducateurs qu'un diplôme ou un titre ;*

3° *que les candidats possèdent cependant un niveau culturel de fin d'études secondaires ou techniques ;*

4° *qu'il soit institué une sélection avec épreuves intellectuelles, de personnalité et de situation ayant pour but principal de déceler les contre-indications à l'exercice de la profession ;*

5° *que les écoles dispensent une véritable formation en deux ou trois ans (une formation trop hâtive étant préjudiciable aux jeunes et à la profession) ;*

6° *que l'on aide les élèves éducateurs à intégrer dans leur action concrète les enseignements théoriques reçus et à prendre conscience de leur rôle ;*

7° *que les membres de la profession participent plus largement aux cours théoriques et au perfectionnement ;*

8° *que ce perfectionnement ainsi que la recherche soient développés.*

Les congressistes discutèrent, sans parvenir à un accord, l'opportunité d'une formation surtout pratique ou au contraire psychologique ; cette dernière, selon les uns, risque de nuire au contact spontané ; pour d'autres, elle est au contraire susceptible d'enrichir et de valoriser les actes de la vie quotidienne.

Si on a pu constater une tendance à élargir la formation des éducateurs en ne la limitant plus par exemple aux seuls enfants ou adolescents, aux cas pathologiques, au traitement en internat, mais en y intégrant l'étude des adultes, les cas normaux, la cure en milieu libre, deux questions restent discutées : le « tronc commun » d'études avec d'autres travailleurs sociaux et l'opportunité d'une spécialisation en cours de formation ou d'une option dans le cadre d'un diplôme unique.

G. C.

COLLOQUE SUR LE ROLE DE L'ÉCOLE DANS LE DÉPISTAGE ET LE TRAITEMENT PRÉCOCES DES TROUBLES DU COMPORTEMENT

(Anvers, 29 et 30 novembre 1963)

Le quatrième Colloque organisé par le *Centre d'étude de la délinquance juvénile* de Bruxelles, centre interuniversitaire créé sous les auspices du ministère de la Justice, s'est tenu à Anvers, en langue néerlandaise, les 29 et 30 novembre 1963. Le thème de cette rencontre, *Le rôle de l'école dans la détection et le traitement précoces des troubles du comportement*, avait attiré un public nombreux composé principalement de représentants des milieux enseignants, mais aussi de magistrats, psychologues, pédo-psychiatres, criminologues, travailleurs sociaux.

Après une introduction du président du Colloque, M.J. De Herdt, inspecteur principal de l'Enseignement communal d'Anvers, qui fit observer que l'école a encore un long chemin à parcourir avant de remplir pleinement son rôle dans la prévention de la délinquance, on entendit le premier rapport, présenté par Mlle Gerda De Bock, chargée de cours à l'Université de Gand. L'oratrice examina le rôle de l'école dans les cas où les troubles du comportement sont provoqués par des facteurs familiaux : facteurs socio-économiques d'une part, autrement dit à caractère objectif, tels que l'insuffisance des revenus, les mauvaises conditions de logement et leur influence sur les études et le comportement de l'enfant, et d'autre part les facteurs psycho-pédagogiques à caractère subjectif : personnalité des parents marquée par la maladie, le manque de caractère ou le déséquilibre congénital, climat survolté, disputes.

Afin de pouvoir détecter précocement les troubles du comportement qui peuvent résulter de ces diverses situations, des réformes sont nécessaires aussi bien dans le cadre de l'école même que dans le milieu extra-scolaire. Le personnel des classes maternelles et primaires doit pouvoir compenser les lacunes d'origine familiale, ce qui nécessite une connaissance approfondie de chaque cas et ces exigences à leur tour postulent une formation professionnelle plus adéquate. En outre, il faut que les maîtres soient assistés dans leur tâche par des équipes médico-psycho-sociales.

Un autre point capital est de s'assurer la coopération des parents. Les petites fêtes, rencontres et surtout « l'Ecole des parents » sont efficaces, mais n'atteignent malheureusement guère les milieux qui en ont le plus besoin.

Le second rapporteur, le Dr René Dellaert, psychiatre, professeur à l'Université catholique de Louvain, aborda le rôle de l'école gardienne quant aux troubles de comportement qui trouvent leur origine dans la condition physique, intellectuelle et affective de l'enfant. L'école maternelle doit abandonner une fois pour toutes la formule du simple gardiennat, pour devenir un centre pédagogique para-familial tenant compte des mille et un problèmes posés par le premier contact de l'enfant avec un monde nouveau. A l'âge de trois ans, les besoins affectifs de l'enfant se dirigent vers l'affirmation de sa propre valeur. Une équipe de spécialistes (pédo-psychiatre, psychiatre, travailleur social) devra étudier chaque cas dans l'esprit du *child guidance*, système prôné déjà depuis des dizaines d'années.

Citant l'étude du professeur Garot, de Liège, qui relève un nombre impressionnant d'anomalies physiques, intellectuelles et socio-affectives dans un groupe de trois cent-dix enfants de cinq ans d'une banlieue de ville industrielle, l'orateur émit, avec une pointe d'humour, certains doutes quant à l'existence de l'enfant normal. Il rassura immédiatement le public en montrant que les problèmes constatés ne rendent nullement stérile l'action éducative, mais qu'elles posent à celles-ci des exigences impérieuses.

Le dernier rapport, présenté par M. Willy De Coster, professeur aux Universités de Gand et de Bruxelles, fut consacré aux aspects psycho-pédagogiques du problème. L'interdépendance du milieu et de l'enfant ainsi que les prédispositions congénitales font parfois naître dans certains milieux une conception relative de notions telles que l'inadaptation et la délinquance.

L'école gardienne doit tenir compte de toutes ces possibilités et aider l'enfant dans son aspiration à la sécurité en remédiant avec tact à certaines erreurs éducatives des parents. Présenter l'école comme une punition ou comme un début de rupture affective peut avoir des conséquences néfastes. C'est ici qu'intervient le psychologue non seulement en analysant quelques tests stéréotypes, mais aussi et surtout en participant, avec l'institutrice, à certaines observations et petites expériences psycho-pédagogiques selon les nécessités des cas. Il leur faudra guider les besoins d'activité et d'extériorisation d'un jeune être qui doit apprendre à conquérir sa place dans une société d'enfants venus de milieux divers.

Les débats furent très animés et la majorité des participants, à quelques interpellants près, épousa les thèses défendues par les orateurs. La synthèse finale fut présentée par M. Florimond Lox, juge des enfants à Bruxelles. Les travaux du Colloque, rapports et débats paraîtront prochainement, en langue néerlandaise, dans les éditions du Centre d'étude de la délinquance juvénile.

J.P. QUINTYN,
Attaché au Centre d'étude
de la délinquance juvénile de Bruxelles.

XII[e] SESSION DE TRAVAIL DE LA *KRIMINALBIOLOGISCHE GESELLSCHAFT* (1)

(Heidelberg, 3-6 octobre 1963)

Les rapports entre les disciplines voisines du droit criminel et de la criminologie ne sont pas jusqu'à présent résolus d'une manière entièrement satisfaisante. En Allemagne, ils revêtent un caractère spécial du fait de la théorie bien développée du droit criminel, opposée à une criminologie en construction bien que déjà remarquablement orientée vers la psychiatrie. Une question principale de cette discussion, encore vivante aujourd'hui, est celle de l'importance de l'axiome de culpabilité. Ce dernier est, pour le dogmatiste, le pivot de son système, tandis que le psychiatre près les tribunaux y voit la plupart du temps une question d'imputabilité (§ 51, C. pén.). En vérité, la discussion de la nécessité d'une condition de culpabilité est un problème de politique criminelle qui ne peut être résolu ni par le dogmatiste, ni par le criminologue seuls,

(1) Traduit par Jacqueline FAUCHÈRE, *assistante au Centre français de droit comparé.*

Le nouvel exposé de cette « relation triangulaire » entre la politique criminelle, la dogmatique du droit criminel et la criminologie fut un des sujets du rapport du conseiller au ministère, M. le Professeur Dr Lackner (Bonn), sur *Les relations entre la criminologie et le droit criminel.* Selon cet exposé, la culpabilité est un des principaux principes limitatifs de la politique criminelle ; elle constitue une fonction de garantie pour protéger les droits de l'individu. Le dogmatiste doit partir de ce principe qui est aussi la base du nouveau projet de Code pénal. En politique criminelle, on peut en discuter l'efficacité ; il est pourtant plus sage de se contenter de prendre des mesures législatives ou de technique pénitentiaire dans le cadre d'un droit criminel orienté vers l'idée de culpabilité. Le matériel de faits nécessaire, empirique et scientifiquement assuré, ainsi que l'application aux connaissances théoriques, devraient bien être fournis par le criminologue.

La criminologie d'aujourd'hui n'est pas encore en mesure de servir ce but d'une manière satisfaisante. Cette incapacité, comme cela fut constaté de presque tous les orateurs durant la session, est le véritable dilemme de la criminologie. Son droit à l'autonomie, la question de son objet et les discussions menées en Allemagne sur le point de savoir si elle est orientée vers les sciences naturelles ou vers les sciences humaines, si elle est empirique ou théorique, sont devenus des problèmes de moindre importance.

Le thème principal de la session de travail d'Heidelberg : *L'alcool du point de vue criminologique* montra clairement cette difficulté. Malgré l'abondance de la documentation à ce sujet, on ne trouve en Allemagne et à l'étranger qu'un nombre minime de données empiriques exactes. Les raisons de ce fait sont plutôt de nature technique. Les méthodes pour connaître scientifiquement des faits empiriques sont offertes par la sociologie, la psychologie et la médecine ; le criminologue n'a qu'à les reprendre pour en faire la base de ses propres recherches. Les conditions en sont doubles : le criminologue doit apprendre à travailler empiriquement avec l'aide d'une formation encore à établir ; l'hypothèse générale (« l'alcool est la cause du crime »), qui barrait la route aux recherches, doit être abandonnée en faveur de différentes hypothèses spécifiques, en faveur des typologies construites scientifiquement, ainsi qu'en faveur des théories dont les sujets sont du domaine des phénomènes.

A côté de ces considérations de principe, la session de Heidelberg parvint aux résultats suivants :

Le professeur *Wurzbacher* (Kiel) y fut le premier sociologue, dans les trente-six ans d'histoire de la *Kriminalbiologische Gesellschaft*, à prendre la parole ; son rapport concerna *La question de l'alcool du point de vue sociologique.* Il fit observer le changement intéressant survenu dans les habitudes de boire. La consommation d'alcool, qui jadis venait avant tout de l'ivrognerie du pauvre, est aujourd'hui le fait de toutes les classes de la société. A présent, on boit généralement d'une façon plus modérée, conformément aux conceptions de la classe moyenne. Il en découle que l'abus d'alcool, du point de vue sociologique et criminologique, même dans ses formes modérées, est beaucoup plus important que l'alcoolisme des buveurs chroniques ou d'habitude. Du point de vue étiologique et prophylactique, on doit avant tout tenir compte des facteurs de tension sociale à côté des composantes individuelles incontestables.

Cet exposé fut confirmé par des psychiatres, les professeurs Wieser (Göttingen) et van der Horst (Amsterdam). Dans son rapport, *La personnalité du criminel alcoolique*, le professeur *Wieser* démontra que, contrairement aux idées traditionnelles, on ne peut fixer les traits d'une personnalité « pré-alcoolique » (*präalkoholische Persönlichkeitszüge*). Il est vrai que le type du criminel alcoolique direct qui, en général déjà condamné plusieurs fois, commet à l'âge adolescent ses délits dus à l'alcool, doit être considéré du point de vue du caractère comme une variante négative. Pourtant, on ne peut fixer ce type de criminel en se fondant uniquement sur des données de structure génétique. L'interruption de la carrière scolaire et professionnelle, la position sociale insuffisante que l'on constate la plupart du temps chez ce genre de criminel sont des facteurs sociologiques à relever.

La seconde forme de l'abus d'alcool concerne le type de l'alcoolique chronique. Celui-ci ne commet qu'accidentellement et à un âge avancé, de légers délits ; la première partie de sa vie, au contraire, a été socialement positive. Bien que caractérisé dès son jeune âge par un seuil de tolérance réduit, il n'est pas forcément voué à l'alcoolisme. Le véritable caractère, si effrayant par sa forme nivelée, de l'alcoolique

chronique n'est que la fin d'un très long processus de destruction ; il se fonde sur la dégradation des fonctions les plus hautes et les plus menacées de la personnalité, et ne peut être déduit d'un type de personnalité « pré-alcoolique » Ainsi la supposition fréquente que la personnalité de l'ivrogne peut être définie par une structure caractérielle est, au moins partiellement, une fausse interprétation du résultat d'un processus d'alcoolisme qui s'étend sur plusieurs phases.

Cette vue acquise par des recherches sous contrôle des statistiques, des casiers judiciaires et du matériel clinique fut confirmée par le professeur *van der Horst* dans son rapport : *Le traitement de l'alcoolique chronique*. S'appuyant sur son matériel, choisi du point de vue thérapeutique, il est convaincu que parmi les alcooliques chroniques on trouve, à côté des types caractériels, bien des personnalités « de valeur ». Comme les causes qui entraînent à boire sont souvent des conflits entre l'individu et la société, il estime, avec le professeur Wurzbacher, qu'en fait de traitement la thérapie collective doit être avant tout appliquée à côté des médicaments. La guérison pourtant n'est possible que pour les personnes qu'il appelle « asservies » (*Versklavte*). Bien que celles-ci se soient adonnées à l'alcool, elles ne recherchent pas d'elles-mêmes l'occasion de boire. Le véritable alcoolique chronique, en raison même du caractère chronique de son mal, est jusqu'à présent presque incurable.

A côté de ces trois rapports, avant tout destinés aux criminologues, les trois suivants intéressent spécialement les criminalistes.

En premier lieu, fut exposée la phénoménologie des différentes formes d'ivresse, encore fort discutée même dans les cercles de psychiatres, ainsi que ses effets sur la question de l'imputabilité (§ 51, C. pén.) et la punissabilité (§ 330 *a*, C. pén.) des délits commis sous l'influence de l'ivresse.

Dans leurs rapports sur *La criminologie des psychoses aiguës dues à l'alcool* et sur *La responsabilité morale du criminel alcoolique*, les professeurs *Hirschmann* (Tübingen) et *Derwort* (Giessen) esquissèrent au moyen de nombreux exemples, une typologie en trois parties des formes de l'ivresse. Ils distinguèrent à côté de « l'ivresse simple » ou « ivresse normale », d'abord « l'ivresse compliquée », c'est-à-dire la « réaction alcoolique anormale », et ensuite « l'ivresse pathologique », extrêmement rare et invoquée généralement comme excuse protectrice. Tandis que les ivresses simple et compliquée ont des effets qui entrent dans le cadre des conséquences connues, de sorte que le comportement pendant l'acte est, par principe, prévisible et conforme à la personnalité, l'ivresse pathologique est un phénomène maladif au sens étroit du terme. Cette dernière est la plupart du temps la conséquence d'affections organiques comme des lésions cérébrales ou des facteurs de prédispositions à l'épilepsie qui, en relation avec des états psychiques d'excitation ou de fatigue, peuvent provoquer, même sous l'influence d'une dose bénigne d'alcool, des réactions alcooliques complètement incompréhensibles. De ce fait, l'ivresse pathologique, qui n'a pour conséquence ni un comportement prévisible, ni une attitude conforme à la personnalité, excluera, par principe, l'imputabilité aussi bien que la culpabilité.

En partant ainsi de données psychiatriques, le professeur *Wagner* (Mayence) montre finalement dans son rapport sur *L'alcool et les délits sexuels*, qu'un grand nombre de délits sexuels — tels que l'exibitionisme, l'inceste ou le viol — s'expliquaient par le déphasage produit par la consommation de l'alcool entre la libido excitée et la potentialité de compensation empêchée et la répression passagère simultanée des sphères supérieures de la personnalité.

Considérant les résultats de la session, dont les rapports seront publiés (1), on ne peut que souligner l'exigence toujours répétée de futures recherches criminologiques suffisantes. Il faut davantage de recherches empiriques, une meilleure coordination des études réalisées en Allemagne et à l'étranger, ainsi qu'une collaboration interdisciplinaire plus étroite avec les praticiens, les criminalistes et les représentants des sciences voisines de la criminologie.

Stefan QUENSEL,
Assistant à l'Institut de criminologie
et de science pénitentiaire de Fribourg-en-Brisgau.

(1) Dans le tome 6 de *Kriminalbiologische Gegenwartsfragen*, édition F. Enke, Stuttgart.

IVe CONGRÈS FRANÇAIS DE CRIMINOLOGIE
(Strasbourg, 10-12 octobre 1963)

Le IVe Congrès français de criminologie s'est tenu à Strasbourg les 10, 11 et 12 octobre 1963 avec un succès égal à celui des trois congrès précédents. Placé sous les auspices de la Société internationale de Criminologie, il a été parfaitement organisé, dans le cadre de la nouvelle et très harmonieuse Faculté de Droit, par M. le Professeur Léauté, directeur de l'Institut des Sciences criminelles et pénitentiaires de la Faculté de Droit, président du Congrès, et M. le Professeur Chaumont, directeur de l'Institut de Médecine légale et de Médecine sociale de la Faculté de Médecine, secrétaire général du Congrès.

A la séance inaugurale, le jeudi 10 octobre, après les paroles de bienvenue de M. le Recteur Angelloz, les allocutions de M. le Doyen Weill, qui se félicita de la collaboration médico-juridique dont témoignait le Congrès et de M. le Doyen Fontaine, qui attira l'attention sur les aspects médicaux quelquefois inattendus de la criminalité, on entendit un important discours du R.P. Vernet, délégué français de la Société internationale de Criminologie.

Le R.P. Vernet situa d'abord ce Congrès dans la ligne de ceux qui l'ont précédé et dans la perspective du Congrès international de Montréal en 1965. Il s'agit toujours d'explorer sous tous ses aspects la personnalité du criminel, au moyen de cette collaboration entre les différentes disciplines qui est la caractéristique de la criminologie moderne. Le terme de traitement, comme devaient d'ailleurs le souligner par la suite tous les rapporteurs, ne doit pas être compris étroitement dans un sens médical, mais beaucoup plus largement et dans un sens qu'éclaire l'étymologie latine (*trahere* : conduire, attirer, manier). Le R.P. Vernet met l'accent sur l'insuffisance de la coercition pour éviter la récidive car, dit-il notamment, « la prison ne fait plus peur aux jeunes ». Parmi les délinquants et les criminels, il y a un grand nombre de débiles, d'instables, de déséquilibrés divers, 70 % au moins, et c'est principalement ceux-là qu'il s'agit de traiter, sans pour autant négliger les autres. Quelles que soient ses modalités, le traitement doit d'abord se baser sur la parfaite connaissance de la personnalité du délinquant, qui est l'œuvre d'une équipe d'observation, et avoir pour but final, au delà de la prévention de la récidive, la resocialisation du condamné. Il doit essentiellement « respecter l'homme », qui ne peut devenir un cobaye, et s'adapter au détenu dont il faut désarmer l'agressivité et combattre l'anxiété, sans verser dans la pitié outrancière ou le paternalisme ; il faut surtout rechercher les « périodes sensibles » au cours desquelles le traitement a le plus de chances d'agir favorablement.

La séance inaugurale se termina par une très intéressante allocution de M. le Professeur Léauté, qui incita les congressistes à la modestie et les mit en garde contre un optimisme excessif. Les « traitements » ne sont pas efficaces pour l'ensemble des causes de la délinquance et on combat souvent des causes associées ou même des conséquences de la délinquance plus que ses causes premières. En outre, pour l'étude de celles-ci, les criminels dont on s'occupe ne constituent pas un échantillon significatif de la criminalité en général. D'une part, les petits délinquants ne sont habituellement étudiés par personne et, d'autre part, de nombreux criminels échappent à la répression, donc à l'examen, et ce sont souvent les plus nocifs. Les filets de la police retiennent plus facilement le menu fretin que le gros poisson et ce sont généralement les criminels les moins bien équilibrés qui se font prendre, ce qui donne une idée fausse des causes réelles et profondes de la criminalité. Si l'on ajoute à ces causes d'erreur le nombre considérable des infractions non dénoncées ou non constatées, on ne peut que se montrer prudent dans l'appréciation de la portée et des résultats du traitement des criminels et délinquants. M. le Professeur Léauté, dont l'allocution fut ensuite diversement commentée, a eu le grand mérite de rompre avec un certain conformisme qui tend facilement à s'instaurer dans ce genre de réunions et il était bon que certaines choses fussent dites.

Après la séance, les congressistes visitèrent la nouvelle Faculté de Droit et inaugurèrent les installations de l'Institut des Sciences criminelles et pénitentiaires que dirige M. le Professeur Léauté et dont le modernisme sans agressivité surprend agréablement ceux qui sont habitués aux locaux traditionnels des Facultés de Droit, souvent vénérables mais trop souvent aussi vétustes et poussiéreux.

La séance de l'après midi fut présidée par M. le Professeur Heuyer et était consacrée à l'exposé et à la discussion du rapport du Dr Jean Dublineau, médecin des Hôpitaux psychiatriques de la Seine et du Centre pénitentiaire spécialisé de Château-Thierry, sur *Le traitement médical et psychiatrique individuel du délinquant.*

En présentant son rapport, le Dr Dublineau indiqua d'abord que l'intervention du psychiatre dans le traitement du délinquant pouvait se concevoir à deux niveaux, d'une part celui des épisodes névrotiques ou psychotiques qui se produisent chez les délinquants aux divers stades de leur passage dans le cadre judiciaire ou pénitentiaire et, d'autre part, celui du terrain délinquantiel lui-même et de la resocialisation. La psychiatrie a ses limites et il n'y a pas lieu de redouter que le psychiatre n'en vienne à « grignoter le fait délinquantiel », mais la psychiatrie moderne se complexifie en se restructurant et elle se prolonge dans d'autres disciplines avec lesquelles elle va collaborer. Il ne s'agit plus seulement de trier les malades mentaux qui sont considérés comme « aliénés » et internés, mais d'intégrer la psychiatrie dans une perspective de traitement criminologique et de toute façon le délinquant, même psychotique, ne peut être traité comme un malade mental ordinaire.

Après avoir montré comment en détention la psychiatrie intervient, en vertu même du fait délinquantiel, dans les problèmes de la médecine pénitentiaire courante (réactions psycho-somatiques à la situation carcérale, problèmes de vieillissement et des phases évolutives chez les détenus, surcharges fonctionnelles), le Dr Dublineau s'attache plus particulièrement dans la seconde partie de son rapport à montrer que le problème psychiatrique ne se ramène pas en dépit des apparences à la simple transposition pénitentiaire des problèmes de l'hôpital psychiatrique. Le passage à l'acte, l'importance du fait caractériel dans la structure de base de la plupart des délinquants, la réaction du sujet à son acte délictueux, ses revendications, sa culpabilisation, la fréquence des dérèglements du rythme psycho-moteur notamment font du délinquant, spécialement du détenu, un individu assez particulier qui, à la limite, peut présenter des états psychopathiques spéciaux, gauchis par le terrain et par les surcharges psychologiques ou fonctionnelles, que le rapporteur propose de qualifier de « psychoïdotiques ».

Dans la troisième partie de son rapport le Dr Dublineau envisage en détail les modalités d'un traitement psychiatrique et souligne la nécessité d'un équipement pénitentiaire dans ce domaine, le traitement des délinquants en milieu pénitentiaire étant en général plus indiqué que le traitement en milieu psychiatrique. Parmi les thérapeutiques classiques, les tranquillisants et les neuroleptiques résolvent ou simplifient certaines difficultés pénitentiaires et permettent des mobilisations affectives favorables à la psychothérapie ou à la sociothérapie, mais posent d'autres problèmes touchant à la personnalité du délinquant ou même à ses moyens de défense. A côté des traitements psychiatriques qui peuvent être administrés dans le cadre pénitentiaire ordinaire ou dans les annexes psychiatriques des prisons ou encore dans les Centres spécialisés de l'Administration pénitentiaire, l'action du psychiatre peut également s'exercer en cure libre ou surveillée chez les condamnés admis au bénéfice de la probation ou de la libération conditionnelle. Même chez les délinquants ne présentant pas de véritables troubles mentaux, une surveillance psychiatrique en dispensaire, notamment chez les alcooliques, peut favoriser la réinsertion sociale. La conclusion générale de ce rapport, extrêmement fouillé et documenté, est que « la notion même qu'un délinquant, condamné à une peine, puisse être pour autant traité marque un progrès considérable par rapport au temps où le problème se posait sous forme d'un choix entre l'asile et la prison ».

Après une courte discussion à laquelle prirent part le Dr Cénac, le Dr Albert-Weill et le Dr Lafon, on entendit diverses communications en relation avec le sujet traité par le rapporteur. Le Dr Boissenin parla du traitement des auteurs d'incendie volontaire, le Dr Hivert de *Quelques conditions du traitement du délinquant* en soulignant l'alternance des périodes de tension et de détente et la nécessité d'utiliser pour l'action thérapeutique certains « moments féconds ». MM. Lhermitte et Leyrie traitèrent des problèmes médico-sociaux de la rééducation des délinquants alcooliques et firent remarquer notamment que l'alcoolisme était plus souvent une conséquence qu'une cause. Le professeur agrégé Marin rapporta les résultats d'essais thérapeutiques chez les délinquants par le 8909 RP. MM. Richou et Dachary parlèrent des résultats négatifs des lobotomies préfrontales chez les déséquilibrés mentaux et Melle le Dr Haumonté du traitement de certains déséquilibrés antisociaux.

M. le Professeur Heuyer résuma les débats et souligna avec vigueur que le psychiatre était désormais sorti de l'hôpital psychiatrique et devait prendre une part active au traitement des délinquants. Il n'y a pas de « délinquance métaphysique », affirma le professeur Heuyer, mais seulement des délinquants.

La première séance du 11 octobre, présidée par M. le Professeur Levasseur, fut consacrée au rapport du Dr Yves Roumajon (Paris) sur *Le traitement psychologique individuel du délinquant.* Le rapporteur montra d'abord l'ambiguïté de la notion de traitement en matière pénale et pénitentiaire, trop souvent contaminée par l'acception médicale du mot traitement. Le délinquant n'est pas un malade et, selon M. Pinatel, la notion de traitement « désigne l'action individuelle entreprise à l'égard du délinquant en vue de tenter de remodeler sa personnalité dans le but de l'éloigner de la récidive et de favoriser son reclassement ». En matière de délinquance le traitement psychologique déborde très largement le cadre habituel de la psychothérapie telle qu'on a coutume de la définir et il n'appartient pas aux seuls psychologues ou psychiatres. Mais la condition préalable d'un traitement est la connaissance approfondie du délinquant et surtout de la dynamique de sa personnalité. En ce qui concerne les bases théoriques du traitement, le Dr Roumajon dénonce l'insuffisance de la « bonne volonté » préconisée par M. Fenton et pense que l'action psychologique doit s'appuyer sur les notions phénoménologiques du vécu dans la relation à autrui et sur la notion de l'engagement affectif de Mme Favez-Boutonnier. Sur le plan de la thérapeutique, c'est aux théories psychanalytiques qu'il faut faire appel, en ce sens que, la notion de transfert étant à la base de toute action psychologique, il est nécessaire que le thérapeute ait conscience de ce transfert et soit apte à le manipuler. Il ne saurait évidemment être question de pratiquer en détention des cures psychanalytiques orthodoxes et d'ailleurs l'action psychologique, qui devrait presque commencer dès l'arrestation, intéresse l'ensemble du personnel engagé dans la rééducation. La gamme des mesures psychologiques à intention thérapeutique est très vaste et nécessite un armement varié. Sur ce terrain il y a beaucoup à faire, mais il est certain qu'on se dirige d'une manière irréversible vers une conception à la fois polymorphe et individualisée du traitement psychologique du délinquant.

En commentant cet exposé, le Dr Cénac souligna l'importance des mécanismes de culpabilisation et de projection dans le psychisme des délinquants et le Dr Lafon attira l'attention sur la résistance au traitement des condamnés qui nient avoir commis le fait incriminé ou le minimisent abusivement.

Diverses communications suivirent la discussion du rapport. Mme Asquasciati apporta les résultats de trois ans d'expérience de traitement psychologique et psychopédagogique en milieu ouvert ; le Dr Benoiston parla du traitement individuel du délinquant à l'hôpital psychiatrique ; le Pr Heuyer et le Dr Roumajon rapportèrent l'observation d'un voleur d'automobiles qu'ils ont suivi de l'âge de quatorze ans à l'âge de vingt-trois ans et qui est sans doute finalement un schizophrène ; M. Hochmann fit un exposé très intéressant sur la relation médecin-malade en milieu pénitentiaire, qui prend souvent un caractère oral du fait notamment de l'importance chez le détenu des conduites alimentaires explicites ou symboliques, et qui doit tendre à dépasser ce stade oral de maternage psychologique pour accéder à une relation adulte, soit par des méthodes institutionnelles, soit par des méthodes proprement psychothérapiques. Le professeur agrégé Israel rapporta une expérience de groupe dans la prophylaxie de la délinquance juvénile. M. Lutier exposa l'organisation et l'aspect thérapeutique de l'équipe médico-psychologique dans une maison d'arrêt. Les Drs Viret et Patureaux parlèrent du traitement, décevant, de la pédophilie.

La séance de l'après-midi, présidée par le R.P. Vernet, fut consacrée à l'exposé du rapport de M. Debuyst, chargé de cours à l'Université de Louvain, sur *Le traitement envisagé du point de vue social et sociologique.* Le rapporteur s'efforca d'abord de définir certains termes et notamment d'expliciter la notion de traitement au point de vue social et sociologique face aux autres impératifs de la politique criminelle. M. Debuyst distingue une « attitude générale », qui a une valeur thérapeutique, des « techniques thérapeutiques », qu'elles soient « sociales » ou plus spécifiquement « sociologiques ». D'une manière générale la délinquance traduit l'existence d'un écart trop grand entre d'une part les attitudes du sujet et ses possibilités réelles et d'autre part les exigences que pose la société, ce que le groupe attend du sujet. Le traitement, tout particuliè-

rement quand on l'envisage au point de vue social, doit viser à combler cet écart pour rendre l'adaptation possible. Mais les difficultés surgissent du fait que la peine a un aspect de sanction, qui sans s'opposer forcément à son aspect thérapeutique, peut également ne pas coïncider avec lui. Dans la seconde partie de son rapport, M. Debuyst envisage le traitement dans ses applications concrètes, d'abord dans le cadre de l'emprisonnement et ensuite dans le cadre des mesures non privatives de liberté. L'emprisonnement, dont on a pu penser qu'il créerait un « milieu intermédiaire » qui isolerait le délinquant de son milieu criminogène et pourrait modifier ses habitudes dans un sens favorable, peut avoir des effets presque inverses et la « bonne conduite » du détenu est bien loin de constituer un facteur de bon pronostic. Si l'emprisonnement est nécessaire pour obéir à d'autres impératifs, il faut prendre des initiatives visant à éviter la rupture avec le milieu habituel, visant à combattre les effets d'une « culture » carcérale et enfin visant à valoriser le détenu non seulement dans le milieu pénitentiaire mais aussi dans le monde de la réalité. Le but du traitement peut en effet se trouver purement et simplement contredit par l'ambiance dans laquelle il doit se dérouler. Il semble donc, d'après M. Debuyst, que le traitement social et sociologique en milieu carcéral aurait peu d'effets positifs et viserait surtout à contrebattre les effets néfastes de l'incarcération. Par contre les techniques sociales peuvent être « payantes » dans le cadre des mesures non privatives de liberté, qu'il s'agisse de techniques de traitement psychosocial axées sur le lien inter-individuel (*probation, guidance*) ou de traitement social axé sur l'action de la collectivité en tant que telle.

Le rapport de M. Debuyst fut suivi d'interventions du Dr Albert-Weill, de M. Guy Houchon et de M. le Professeur Lebret, qui protesta contre l'hégémonie psychiatrique en matière de traitement et insista sur le rôle éminent des agents de probation ainsi que sur la nécessité de leur donner une formation criminologique.

Le Congrès entendit ensuite des communications de M. le Comte de Briey sur *La prison, école de liberté*, de M. le Professeur agrégé Colin qui envisagea le travail chez les délinquants sous l'angle de l'ergothérapie proprement dite, sous l'angle de l'apprentissage et sous l'angle socio-économique, du Dr Henne, qui distingua l'ergothérapie de la thérapeutique occupationnelle par le travail, de Me Falconetti sur *Assistance, éducation et traitement individuel*, et de M. Hadzi sur le traitement des délinquants avant le jugement. M. Guy Houchon insista sur la nécessité d'apprécier les effets des traitements par une « évaluation mesurée » ; après avoir rappelé les différentes méthodes proposées dans ce but, toutes assez rudimentaires, notamment le *follow up*, étape nécessaire mais insuffisante, il indiqua l'importance des concepts de rôle et d'attitude qui peuvent faciliter les recherches sur les effets du traitement en criminologie clinique et sur le processus d'interaction thérapeutique, intéressant pour les effets du traitement de groupe. Le Dr Albert-Weill traita du problème de la relégation et Mme Veillard-Cybulska rapporta une expérience de traitement pénitentiaire de jeunes adultes en Pologne.

M. le Professeur Leauté devait tirer de ces débats une conclusion un peu pessimiste, le traitement pénal ne pouvant guère, d'après lui, s'appliquer qu'à une certaine catégorie de délinquants et agissant souvent plus sur les effets secondaires de l'incarcération que sur la cause réelle de la délinquance.

Le Congrès se termina le samedi matin par la visite de la prison-école d'Oermingen qui compte parmi les réalisations les plus intéressantes de l'Administration pénitentiaire française. Les congressistes furent reçus par M. Foublin, directeur de l'Etablissement, et écoutèrent avant la visite un exposé très documenté et très objectif de M. Hertz, vice-président du Tribunal de Sarreguemines et juge chargé de l'application des peines.

J. Lafon,
Médecin des Hôpitaux psychiatriques de la Seine.

XIIIe COURS INTERNATIONAL DE CRIMINOLOGIE
(Le Caire, 22 juin-10 juillet 1963)

Le XIIIe Cours international de Criminologie s'est tenu au Caire du 22 juin au 10 juillet 1963 au Centre national de la Recherche sociale et criminologique sous la direction de M. Mohamed Khalifa, directeur de ce Centre. Il a groupé quatre-vingts participants (professeurs et auditeurs) appartenant notamment aux pays suivants : Afghanistan. Algérie, Chili, Cuba, Erythrée, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Grèce, Inde, Indonésie, Irak, Italie, Koweït, Liban, Libye, Luxembourg, Malaisie Nigéria, R.A.U-Egypte, Royaume-Uni, Sierra-Leone, Syrie, Tanganyika, Tunisie, Trinidad, Yougoslavie et Zanzibar.

Les trois langues du cours étaient l'arabe, l'anglais et le français. Une traduction simultanée était appliquée.

Thème du Cours. — Ce Cours avait pour thème : *Le développement économique et les problèmes du comportement social.* Il se situait donc dans la ligne de l'effort tenté par la Société internationale de Criminologie pour, conformément à son programme scientifique, approfondir « l'étude du développement de la criminalité dans les pays sous-développés, en fonction des transformations techniques » (*Bulletin de la Société internationale de Criminologie*, 1956, 1er semestre, p. 29).

L'intérêt d'un tel sujet était de fournir aux participants l'occasion de confronter leurs expériences et d'élaborer une politique à la mesure des problèmes qui se posent.

Séance inaugurale. — Le Cours a été ouvert le 22 juin 1963 à dix heures du matin par M. Aly Sabry, Vice-Président de la République, Président du Conseil exécutif. Ont ensuite successivement pris la parole Mme Hekmat Abou Zeid, ministre des Affaires sociales et MM. Pinatel, secrétaire général de la Société internationale de Criminologie et Khalifa, directeur du Cours.

Dans son intervention, le secrétaire général de la Société internationale de Criminologie a rappelé que la culture islamique a été illutrée jadis sur le terrain de la clinique médicale et de la sociologie, qui sont les deux sources de la criminologie scientifique d'aujourd'hui, par le médecin Avicenne, continuateur de la tradition d'Hippocrate, et par l'historien Ibn-Khaldoun, souvent comparé à Montesquieu.

Conférences et Séminaires. — Le programme du cours a permis aux auditeurs de suivre trois conférences par jour (deux dans la matinée et une en fin d'après-midi). Un séminaire était parfois substitué à une conférence. Ces conférences et séminaires étaient soit d'ordre socio-économique, soit d'ordre criminologique.

1° *Conférences et séminaires d'ordre socio-économique.* Avant de dégager les incidences des transformations économiques et sociales sur la criminalité, il fallait évidemment effectuer le bilan de ces transformations elles-mêmes. C'est ainsi que des conférences données par des spécialistes égyptiens ont évoqué le processus du développement économique, la planification, le développement rural et industriel, le rôle de l'éducation et de l'administration, des coopératives, les problèmes démographiques, du logement, d'hygiène, du travail, d'urbanisation, ainsi que ceux relatifs aux finances et à l'enseignement technique.

Des séminaires ont été consacrés au développement de la communauté rurale, au contrôle des naissances, à l'hygiène publique, à la coordination du processus d'urbanisation, aux moyens de communication avec les masses.

2° *Conférences et séminaires d'ordre criminologique.* Sous les changements sociaux et économiques, dans l'amas des planifications et des programmes, on retrouve toujours l'homme. C'est ce que les conférences et séminaires d'ordre criminologique ont mis en lumière, tant pour la délinquance juvénile que pour la criminalité adulte.

En ce qui concerne la délinquance juvénile, des conférences ont été données sur la délinquance juvénile et le système de probation (M. Green, U.S.A.), la délinquance juvénile dans les pays industrialisés (M. Andry, Royaume-Uni), son traitement dans les pays en voie de développement (M. Lopez-Rey, O.N.U.), sa prévention dans les pays en voie de développement (Mergen, Luxembourg). Quant aux séminaires, ils ont été consacrés au rôle des organisations privées dans le traitement et la prévention de la délinquance juvénile.

En ce qui concerne la criminalité adulte, des conférences ont été données sur la criminalité en cours de développement économique (M. Lopez-Rey, O.N.U.), les rapports des conditions économiques et du traitement des délinquants (M. Pinatel, France), le problème des stupéfiants (M. Khalifa, R.A.U.) et celui de la prostitution (M. Hassan El Saati, R.A.U.). Des séminaires ont été consacrés aux rapports de l'urbanisation et de la criminalité et au traitement des délinquants.

Ces séminaires et conférences ont montré que si l'homme subit des facteurs de masse, profite des thérapeutiques de masse, il demeure toujours particulier, original, unique. Il faut voir dans la thérapeutique de masse un cadre très général, dans lequel la thérapeutique individuelle doit pouvoir s'insérer.

Conférences publiques. — A l'occasion du Cours, des conférences publiques ont été prononcées par des personnalités égyptiennes. Leur liste s'établit comme suit :

23 *juin.* Mme Hekmat Abou Zeid, ministre des Affaires sociales, *Le rôle de la femme dans le développement économique et social.*

30 *juin.* M. Abdel Aziz El Sayed, ministre de l'Enseignement supérieur, *Les ressources humaines pour le développement économique dans les pays en voie de développement.*

3 *juillet.* M. Labib Choukeir, vice-ministre de la Planification, *La philosophie de la planification du développement économique dans les pays en voie de développement.*

7 *juillet.* M. Kamal Ramzi Stino, ministre de l'Approvisionnement, *Le rôle de l'agriculture dans le développement économique des pays en voie de développement.*

On voit donc que les auditeurs ont été ainsi très favorisés : ils ont eu la chance d'entendre les personnalités politiques responsables s'exprimer sur les problèmes généraux évoqués lors de ce Cours.

Visites. Excursions. — Le 23 juin a eu lieu une promenade dans la ville du Caire et dans ses environs. Ce fut l'occasion d'effectuer la visite de divers établissements industriels ainsi que celle de la prison de Kanater. Dans cette institution l'annexe réservée aux femmes fut spécialement montrée aux visiteurs. Une représentation artistique, particulièrement réussie, y fut donnée par des détenues.

Puis ce furent les grandes excursions, d'une part, celles des 28 et 29 juin à Assouan et au Haut-Barrage, d'autre part, celle des 5 et 6 juillet à Alexandrie.

Ces visites et excursions, sans parler du traditionnel spectacle « Son et Lumière » aux Pyramides, ont permis aux participants de se familiariser avec les beautés passées et les réalisations modernes de l'Egypte.

Séminaire général. Séance de clôture. — Le 9 juillet, un séminaire général a terminé pratiquement les travaux du Cours. La séance officielle de clôture a eu lieu le lendemain 10 juillet, en fin d'après-midi.

Tous les participants ont pu alors constater combien ils s'étaient enrichis durant ces trois semaines d'intense activité.

Conclusions. — Il n'y a pas eu de conclusions formelles, car M. Khalifa a estimé qu'un Cours, n'étant pas un Congrès, ne doit pas en comporter. Il nous apparaît, toutefois, qu'à défaut de conclusions proprement dites, des leçons peuvent être dégagées des travaux du XIII[e] Cours international de Criminologie.

C'est, tout d'abord, la constatation que la Société internationale de Criminologie a ainsi vigoureusement développé son action scientifique entreprise à Jérusalem l'an dernier (v. cette *Revue*, 1963, p. 179 à 182), dans le sens de l'étude des problèmes criminologiques, des pays en voie de développement. C'est, ensuite, le fait que le Centre national de la Recherche sociale et criminologique, dirigé par M. Khalifa, est une organisation sérieuse et parfaitement outillée. Il devrait pouvoir jouer un rôle important en tant que branche de l'Institut international de Criminologie pour les pays arabes.

Enfin, comment ne pas souligner que l'approfondissement des problèmes socio-économiques et criminologiques des pays en voie de développement montre d'une façon saisissante que, si la criminalité est un problème social, le crime est un drame humain. Et la criminologie apparaît dans cette optique comme une science de la liberté. Elle consiste, en effet, à préciser la limite des conditionnements sociaux et des déterminismes biologiques, dans le but de connaître les possibilités de libération de l'homme. Elle se penche sur ces conditionnements et déterminismes, non dans un souci purement scientifique, mais afin d'apprendre à les dominer.

Jean PINATEL.

Notes bibliographiques

I. — DROIT PÉNAL GÉNÉRAL ET OUVRAGES AUXILIAIRES

Law, Liberty and Morality (Loi, liberté et moralité), par H. L. A. Hart, Londres, Oxford University Press, 1963, 88 pages.

Depuis plus de cinq ans, on le sait, on attend toujours que soient appliquées en Angleterre les recommandations du Comité Wolfenden, sous forme législative comme garantie d'une certaine liberté discrète accordée à l'homosexualité des adultes consentants. Une partie de l'opinion publique, nullement satisfaite de ce silence du législateur, poursuit la discussion. C'est ainsi que, plus d'une fois, des publications portant surtout sur les aspects juridiques du problème, ont été signalées aux lecteurs de cette *Revue* (1).

Mais rarement l'envergure et la profondeur des problèmes théoriques fondamentaux révélés par cette résistance passive aux recommandations du Comité Wolfenden furent discutées d'une manière aussi concise et logiquement irréfutable, que sous la plume de M. Hart.

Professeur de *jurisprudence* à l'Université d'Oxford, M. Hart a fait récemment une série de conférences au *Harry Camp*, Fondation établie près de l'Université de Stanford pour promouvoir des séries de conférences sur la dignité et la valeur de l'individu humain. C'est le contenu de trois de ses conférences qui compose ce livre, pas très volumineux il est vrai, mais présentant une telle richesse de pensée que chacune de ses pages suggérerait aisément plus d'un sujet de thèse ou de monographie.

Outre la passivité du législateur envers les recommandations du Comité Wolfenden sur l'homosexualité, c'est une décision récente (1962) de la Chambre des Lords, érigeant, en tant que *custos morum*, en délit de la *Common Law* « la conspiration ayant pour but la corruption de la moralité publique » qui a suscité la réaction critique de l'auteur.

Soulignons tout de suite que le professeur Hart ne se pose pas en défenseur de l'inculpé, un nommé Shaw, promoteur d'un périodique, le *Ladies Directory* qui publiait des adresses de prostituées ainsi que des photos de nus, personnage qui « ne mérite certes pas beaucoup de sympathie ». C'est surtout le problème fondamental posé par la rétroactivité de la loi appliquée par la Chambre des Lords qui a, entre autres, attiré l'attention de l'auteur sur ce cas.

M. Hart se pose donc les trois questions suivantes : Le fait qu'une certaine conduite est considérée comme immorale par les règles habituelles, est-il suffisant pour justifier la pénalisation d'une telle conduite par la loi ? Est-il moralement possible d'imposer la pratique de la moralité comme telle ? L'immoralité comme telle doit-elle être considérée comme un crime ?

Le point de départ du professeur Hart est la réponse vigoureusement négative qu'a donné à ces questions, il y a cent ans, John Stuart Mill dans son essai *On Liberty*. Depuis lors, sa réponse est devenue aussi célèbre que, nous le verrons, contestée dans son propre pays ; Mill en effet déclare que « le seul but d'un exercice juste du pouvoir sur un membre d'une société civilisée et contre sa volonté, est de prévenir un mal nuisible aux autres membres de cette société ». Ses adversaires furent d'abord le fameux juge et théoricien de la *Common Law*, James Fitzjames Stephen, à l'époque victorienne,

(1) V. 1961, p. 882 ; 1962, p. 842 ; 1963, p. 216.

et de nos jours, Lord Devlin. Ils considèrent tous deux, bien qu'avec des nuances et à des degrés variés, qu'il est justifié pour la loi pénale d'exercer son empire afin de faire valoir la moralité. Bien qu'une centaine d'années se soit écoulée entre les écrits de ces deux grands juristes anglais, le professeur Hart y constate non seulement une grande communauté d'idées qui lie ces deux écrivains, mais en plus il assure ses lecteurs qu'il serait plus facile de trouver aujourd'hui même dans les pays de droit anglo-saxon davantage de partisans des idées de Stephen et de Lord Devlin, que de partisans de la doctrine de Liberté affirmée par Mill. C'est indubitablement une des raisons pour constater, non sans amertume, que « comme notre histoire le démontre, il est relativement facile de faire la loi criminelle, mais extrêmement difficile de la refaire ».

Une déviation de la moralité sexuelle conventionnelle, telle que l'homosexualité, n'est pour le professeur Hart qu'un des exemples les plus irréfutables d'un comportement que la loi considère comme punissable mais qui n'est pas nuisible à autrui. C'est de ce point de départ qu'il analyse les thèses de Stephen et de Lord Devlin, démontrant qu'ils n'arrivent pas à distinguer entre des notions d'une importance vitale pour la théorie du droit et pour la politique, et que leur conception de la fonction légale de la peine devient de plus en plus inacceptable.

Ce livre est non seulement à recommander. On serait presque enclin à insister pour que l'ouvrage soit lu par chaque juriste et chaque législateur dans tous les pays du monde.

A. Flatau-Shuster.

Crime, Sin and Negligence (Crime, péché et négligence), par P. J. Fitzgerald, Leeds, Leeds University Press, 1962, 27 pages.

M. Fitzgerald n'est plus un inconnu pour nos lecteurs (1). Ils retrouveront, dans la conférence inaugurale qu'il a faite le 5 mars 1962 à l'Université de Leeds, les qualités de finesse, de clarté et de science qui le caractérisent.

La conférence sur *Crime, péché et négligence* est divisée en deux parties : la première est consacrée à examiner l'historique et la valeur actuelle de la conception selon laquelle il existe deux sortes de crimes, les *mala in se* et les *mala prohibita*, tandis que la deuxième cherche à situer les délits de négligence dans ce cadre.

La théorie de la distinction entre les notions de *mala in se* et de *mala prohibita* date du XV^e^ siècle et a été reconnue depuis par tous les auteurs, y compris Blackstone, jusqu'à l'époque de Bentham qui la soumit à une critique sévère, position qui est restée celle des auteurs d'aujourd'hui.

Toutefois, depuis quelque temps, certains auteurs, et notamment Lord Devlin, voudraient la faire à nouveau reconnaître.

Après avoir passé en revue les critiques dirigées contre la doctrine et constaté qu'elles ne semblent pas entièrement fondées, l'auteur cherche la justification de l'hostilité qu'éprouvait le XIX^e^ siècle envers cette doctrine, non pour son contenu, mais pour les conséquences légales qui en étaient tirées, car elles servaient à définir d'une part les cas où les actes non intentionnels, d'autre part les cas où l'erreur de fait étaient punissables : c'était toujours lorsqu'il y avait *malum in se*. Or ces conséquences juridiques ont continué à être tirées longtemps après que la doctrine l'eut rejetée, cinquante ans après la mort de Bentham. Et elle a joué un rôle encore bien plus tard, en 1956, lorsqu'il s'agissait de déterminer les cas dans lesquels le consentement de la victime ne peut excuser le délit.

Cet usage de la distinction explique les objections qu'elle soulève : la loi n'est plus uniformément applicable, à moins qu'elle ne donne elle-même une liste exhaustive des crimes *mala in se*.

Mais si, selon l'auteur, la loi ne devrait pas tenir compte de cette distinction, il estime que le fait qu'elle joue un rôle en dehors du droit est d'une grande importance, qui apparaît notamment en ce qui concerne les crimes commis par négligence.

Longtemps le droit pénal anglais a ignoré la négligence à une exception principale près : que l'acte négligent ait causé la mort d'un homme.

Ce qui a bouleversé tout ce qui a trait aux crimes dus à la négligence, c'est évidemment l'importance du nombre de morts et de blessés dus aux accidents de la circulation.

(1) V. cette *Revue*, 1963, p. 671.

Mais si néfastes que soient ces délits par négligence, le public et — ce qui est plus important ici — le jury ne considèrent pas leurs auteurs comme des délinquants, contrairement d'ailleurs — sur le plan moral — à Aristote et à saint Thomas d'Aquin (p. 21).

L'auteur préconise au choix deux solutions pour remédier à cet état de choses : soit sortir les délits de la circulation du droit pénal et agir surtout par la prévention, ou alors assurer aux délits commis par négligence une répression plus sévère.

L'auteur conclut que si la distinction devait être exclue du domaine du droit pénal, la conception sur laquelle elle est basée est aussi valable et vivante aujourd'hui qu'à l'époque de Blackstone.

Y. M.

Die Idee der Menschenrechte in ihrer geschichtlichen Entwicklung (L'idée des droits de l'homme dans son développement historique), par Gerhard Oestreich, Berlin, Colloquium Verlag, 1963, 46 pages.

Les Allemands, qui gardent un cuisant souvenir de la tyrannie hitlérienne, sont aujourd'hui plus que jamais attachés à la théorie des droits de l'homme. Et l'on comprend que, pour la consolider, M. Gerhard Oestreich s'applique à l'enraciner profondément dans l'histoire. Il en va chercher les origines jusqu'au milieu du Moyen Age et les origines intellectuelles jusque dans l'Antiquité. Il en suit le développement au siècle des lumières sous le couvert du droit naturel ; en relève le succès, d'abord en Amérique, puis en France, dans la célèbre *Déclaration des droits de l'Homme* ; montre comment elle a pénétré en Allemagne et comment aujourd'hui, élargie sous l'influence du socialisme, elle aspire à protéger, sous l'égide des Nations Unies, non plus seulement les libertés politiques, mais encore le droit au travail d'où dépend la sécurité de l'homme.

L. H.

Le dépassement du droit. Archives de philosophie du droit, n° 8, Paris, Sirey, 1963, 344 pages.

Plus de la moitié de ce volume est consacrée au problème du *Dépassement du droit*. Il ne saurait être question de donner ici un compte rendu complet et fidèle des études groupées autour de ce thème, qu'elles se rapportent à la position générale du problème (R. David, « Le dépassement du droit et les systèmes de droit contemporains » ; W. Maihofer : « Le droit naturel comme dépassement du droit positif »), aux aspects particuliers touchant les différents secteurs du droit : droit public (G. Burdeau, « Le déclin de la loi »), droit international public (M. Virally, « Le droit international en question »), droit privé (J. Carbonnier, « L'hypothèse du non-droit » ; A. David, « Les biens et leur évolution »), à l'examen enfin de la théorie et de la pratique marxistes (G. Lyon-Caen, « Mise au point sur le dépérissement de l'Etat » ; K. Stoyanovitch, « La théorie marxiste du dépérissement de l'Etat et du droit »). On voudrait se borner, en ce qui concerne les systèmes occidental et soviétique, à préciser, en la relativisant, leur divergence sur ce point, et à montrer, à l'aide d'exemples précis, comment la science criminelle et le droit pénal comparé s'intègrent dans cette réflexion.

Que, dans les systèmes politiques occidentaux, un rôle éminent soit attaché au droit dans l'organisation de ces sociétés est un fait suffisamment connu. Les notions fondamentales de légalité, de *Rule of Law*, de *Rechtsstaat*, en tant qu'elles concernent à la fois le juriste et le citoyen, en témoignent, de même que l'absence de victoire totale du positivisme et la conception pluraliste des sources du droit. Quant à la position marxiste, il importe de bien la situer : « Fétiche bourgeois », prétexte à injustice, instrument d'oppression de la classe dominante, le droit n'aura pas de raison de subsister, en principe, de même que l'Etat, dans la société qui aura aboli les classes et n'aura plus besoin d'appareil de coercition. Cela dit, et en attendant l'instauration de la société communiste (à l'intérieur) et la victoire mondiale du socialisme (à l'extérieur), force est bien à l'Etat socialiste de conserver le droit, mais cette fois comme instrument de l'édification — dans les deux sens du mot — de la nouvelle société : d'où le rôle essentiellement pédagogique et fonctionnel de la notion de légalité socialiste.

C'est à partir de ces définitions préliminaires que l'on peut considérer comment, et sous l'influence de quels facteurs, une évolution se dessine ici et là, qui fait que chacun des systèmes offre une image plus complexe et plus mouvante, en illustrant ce propos à l'aide d'exemples empruntés au domaine criminel et pénal. Dans les pays occidentaux l'équation *règle juridique-sanction* n'est plus, depuis quelque temps déjà, aussi absolue

qu'on l'avait pensé ou que certains le pensent encore. Les tendances nouvelles de notre droit pénal, à propos notamment, mais non uniquement, de l'enfance délinquante, font apparaître des remèdes nouveaux échappant à l'univers de la punition : mesures de rééducation, mesures de sûreté, mesures administratives variées. M. David écrit justement à ce sujet : « Le problème de la délinquance était jadis considéré comme relevant typiquement du droit. Médecins, psychologues tendent à s'emparer à l'heure actuelle de ce domaine ; le problème de l'enfance délinquante au moins est passé, dans une large mesure, hors du contrôle des juristes, réserve faite de l'importance — primordiale — que continue à avoir en cette matière le droit de la procédure. L'école de la défense sociale tend à généraliser ce processus ».

Si l'on passe à l'univers soviétique, on y constate une tendance à confier à des organismes sociaux non étatiques des tâches relevant en principe de la puissance publique, l'éducation et la persuasion remplaçant la contrainte. Citons à ce sujet les tribunaux de camarades qui, élus par les collectivités de travailleurs, sont appelés à assurer l'éducation des citoyens et à développer le sens du collectif en suscitant le mépris pour les actes anti-sociaux. Bien que leur compétence soit limitée (discipline du travail, cas de parasitisme, mauvais traitements envers les enfants, voies de fait légères, braconnage), l'expérience vaut d'être notée. Les peines y sont principalement morales : excuses publiques, blâmes, mais aussi professionnelles. Sur un plan différent, un décret de 1959 a prévu la constitution d'équipes de travailleurs pour le maintien de l'ordre public dans les rues ou au cours des manifestations, en utilisant des méthodes d'explication et de persuasion. Dans un autre domaine, le contrôle social de l'activité des établissements correctifs et éducatifs est confié à des commissions de surveillance composée de représentants non rémunérés des organisations sociales locales. Assistées par le parquet, l'administration pénitentiaire et les représentants des familles des détenus, ces commissions ont également pour tâche d'aider l'administration dans son travail de rééducation politique et culturelle, et les personnes libérées dans leur réintégration dans la vie sociale (Cf. dans cette *Revue*, 1963, p. 662, le compte rendu de l'ouvrage de M. Beljaev).

On aura garde de ne pas exagérer la portée de ces mesures, de bien les différencier des mesures de simple décentralisation économique (suppression des stations de machines et de tracteurs, création de conseils économiques régionaux) ou politique (suppression de certains ministères centraux et renforcement des compétences des républiques fédérées), enfin de bien les rattacher au caractère pédagogique de tant d'institutions soviétiques, à commencer par la justice en général et la *prokuratura* en particulier (1).

Si l'on tente de réfléchir sur l'origine de ce double mouvement constaté à l'Est et à l'Ouest, des motivations différentes apparaissent. Dans les sociétés occidentales, c'est le progrès des sciences sociales (psychologie, sociologie, psychanalyse) et le développement de leurs applications à la politique pénale qui ont permis de fonder et de mettre en œuvre les nouvelles mesures. Mais nous avouons ne pas partager ici l'inquiétude de M. David (« Menacé jadis par la primauté de la théologie et de la morale, le droit est aujourd'hui menacé par le scientisme »), cela tant parce que les sciences sociales ne permettent pas encore de définir, dans chaque cas, la conduite à suivre que parce que bien des réticences, professionnelles et officielles restent à surmonter. Dans les pays soviétiques, les sciences sociales connaissent pour l'instant un degré d'avancement moindre : y a-t-il une sociologie soviétique ? On sait que les œuvres de Freud attendent toujours d'être traduites et, sur un autre plan, que la statistique pénale est considérée comme un secret d'Etat. Dans ces conditions, c'est la volonté de recourir — prudemment, empiriquement et dans des domaines très limités pour l'instant — à des méthodes où la pédagogie et la persuasion sont placées sous le signe de l'être collectif qui est à la base de l'évolution constatée. Dans cette diversité de voies et dans ces rencontres limitées, il faut voir le signe d'une diversité d'acceptions de la notion de dépassement du droit, et la nécessité de réexaminer de plus près son sens et ses techniques pour les sociétés d'aujourd'hui, en dehors des millénarismes.

Roger ERRERA.

(1) Cf. à ce sujet, l'article de M. R. DAVID, « Garantie des libertés individuelles et contrôle de la légalité des actes administratifs en U.R.S.S. », in *Etudes et documents du Conseil d'Etat*, 1953 ; v. aussi « La *prokuratura* et les droits de l'individu envers l'Etat », in *Revue de la Commission internationale des juristes*, automne 1957.

Algunas consideraciones acerca de la tentativa (Quelques considérations autour de la tentative), par Eduardo Novoa Monreal, tiré à part de la *Revista de ciencias penales*, tome XX, n° 1 Santiago de Chili, 1962, 32 pages.

Cette étude n'est qu'un article parmi d'autres, mais rien de ce qu'écrit M. Eduardo Novoa Monreal n'est indifférent. Les réflexions qui lui sont inspirées par le droit de la tentative ne manquent pas d'originalité. Pour l'auteur, la nature de la tentative est liée à la notion de causalité. Il y a tentative punissable dès lors qu'il y a un processus causal interrompu par des obstacles extérieurs à la volonté de l'agent. Cette conception fondamentale permet de simplifier et de renouveler la théorie du désistement volontaire et celle du délit impossible. Elle relègue au second plan la distinction entre les actes préparatoires et le commencement d'exécution. C'est peut-être en cela qu'elle s'avère la plus neuve et la plus lourde d'enseignement pour les pénalistes français.

J.-B.- H.

La sanción de la norma jurídica desde el punto de vista filosófico-jurídico (La sanction de la norme juridique du point de vue philosophico-juridique), par Tomas Jimenez Guevara, Mexico, D.F., Escuela Libre de Derecho, 1963, 61 pages.

Thèse présentée à l'Ecole libre de droit de Mexico pour l'examen professionnel de licence, cette étude consacre quelques vagues développements à l'analyse des notions de norme juridique et de sanction. La philosophie juridique est pesante lorsqu'elle est savante mais elle est indigeste lorsqu'elle n'est que primaire.

J.-B. H.

Problema proizvodstvennogo riska v ugolovnom prave (*Le* problème du risque dans la production en droit pénal), par S. Grinberg, Moscou, *Gosjurizdat*, 1963, 132 pages.

Il y a exactement dix ans que M. Grinberg a publié un article sur le problème en droit pénal du risque dans la production (1). Il existe évidemment déjà des dispositions législatives excluant la responsabilité pénale pour les actes commis, par exemple dans le cas de défense légitime ou d'extrême nécessité. L'auteur avait essayé déjà à l'époque de convaincre le législateur d'introduire une disposition supplémentaire qui excluerait la responsabilité pénale pour les actes risqués entrepris dans le cadre de la production afin de protéger un bien déterminé contre des pertes inévitables ou d'accomplir des tâches imposées par des circonstances exceptionnellement difficiles et imprévisibles. L'auteur n'a trouvé de soutien ni chez les juristes soviétiques, ni les personnalités officielles.

La proposition de M. Grinberg semblait trop libérale : les auteurs d'actes risqués étaient récompensés en cas de réussite, mais lorsque les actes entraînaient des dommages pour l'Etat, leurs auteurs étaient tout simplement déférés aux tribunaux. Même plus tard, lors de l'élaboration du nouveau Code pénal, le législateur ne retint pas la proposition de M. Grinberg.

Actuellement, M. Grinberg a cru opportun de relancer sa proposition, mais cette fois sous forme d'un livre où ses idées sont beaucoup plus développées, encore mieux fondées qu'auparavant et étayées par de nombreuses illustrations tirées, d'une part, des journaux et d'autres sources d'informations concernant des actes héroïques risqués et réussis ; d'autre part, de la jurisprudence concernant des actes tout aussi héroïques mais qui, par le concours malheureux des circonstances, n'ont pas atteint leurs objectifs et, au contraire, ont causé des dommages à l'Etat.

Son ouvrage se divise en quatre chapitres : dans le premier, il traite la notion de risque dans la production. Dans le second, il s'arrête sur les trois formes de l'initiative risquée : 1°) celle prise pour conjurer le dommage éventuel ; 2°) celle prise pour accomplir une tâche dans des circonstances particulièrement difficiles ; 3°) celle prise pour expérimenter des constructions ou des procédés nouveaux. Ce dernier genre de risque ne figure pas dans l'article mentionné. Le chapitre suivant examine les conditions qui justifient l'initiative risquée et libèrent ainsi son auteur de la responsabilité

(1) *Sovetskoe gosudarstvo i pravo*, 1954, n° 1, p. 99 ; v. notre commentaire de cet article dans cette *Revue*, 1955, p. 379 à 382.

pénale. Le dernier chapitre, bien étoffé et d'un intérêt tout spécial, étudie le risque du point de vue de certains articles du Code pénal.

En somme, il s'agit d'un ouvrage de tout premier ordre : les idées de l'auteur sont originales et les problèmes sont traités d'une façon vivante et sont intimement liés avec la vie soviétique.

Un des traits originaux de l'ouvrage consiste dans le fait que son auteur cherche des appuis à sa thèse non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi hors des frontières de l'U.R.S.S. dans les pays de démocratie populaire, notamment en Pologne.

Il cite l'article 23 du projet de Code pénal polonais qui, en acceptant le risque comme circonstance excluant la responsabilité pénale, est rédigé dans les termes suivants : « Ne commet pas d'infraction celui qui agit dans les limites du risque admis en raison des besoins de la vie sociale, surtout de la science, de la technique et du sport ».

On voit que, par cette disposition, l'application de la cause du risque dépasse de beaucoup le champ assez restreint que notre auteur lui a assigné. Dans sa critique du projet polonais, M. Grinberg trouve l'appui aussi du pénaliste polonais connu, M. Gubinski qui, ces derniers temps, s'est intéressé à la question du risque.

Cependant, il y a aussi une divergence de vues entre MM. Grinberg et Gubinski. Tandis que M. Grinberg limite l'application de la notion de risque justifié comme circonstance excluant la responsabilité au seul domaine de la production, M. Gubinski veut l'étendre aussi au domaine du sport. Cette différence ne nous semble pas être fondée sur des raisons juridiques, mais plutôt n'être autre chose que le résultat du choc entre un sportif engagé et un homme qui se tient à l'écart du sport.

N'étant pas sportif non plus, nous donnons raison à M. Grinberg.

M. FRIDIEFF.

Le problème du commandement hiérarchique en droit pénal, par Pierre Papadatos, Athènes, édition de l'auteur, 1961, 200 pages (en grec).

Le problème du commandement hiérarchique révèle une antinomie au sein même du droit. En effet, tandis que l'ordre légal exige que les agents du pouvoir exécutif agissent dans le cadre de la loi, ce même ordre leur impose, dans certains cas, le devoir d'obéir à leurs supérieurs hiérarchiques, même lorsque ceux-ci leur adressent des commandements illégaux. Cette antinomie fondamentale relève du point de vue systématique, du droit administratif, mais elle intéresse aussi le droit pénal et le droit international public ; maintes fois étudiée jusqu'ici, elle demeure néanmoins, de l'avis de l'auteur, encore insoluble ; l'intérêt qu'elle suscite aujourd'hui est d'ailleurs accru du fait qu'elle contribue à dévoiler certains aspects majeurs des rapports du droit et du pouvoir, rapports dont la définition subit l'influence des puissantes transformations éthico-politiques et sociales actuelles.

Cette optique générale, clairement exposée dans la préface, situe déjà l'ouvrage sur un plan élevé qui ne sera point démenti par les développements ultérieurs. Ceux-ci débutent par un exposé très concis sur la notion, en droit privé et en droit public, du commandement hiérarchique, sur son évolution, en partant de concepts romains et à travers les doctrines modernes jusqu'au triomphe aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, de la conception d'après laquelle le devoir d'obéissance aux commandements hiérarchiques n'est juridiquement concevable qu'à l'intérieur de certaines limites, déterminées par le principe de la suprématie de l'ordre légal, en tenant naturellement compte des manifestations particulières — selon le contenu des diverses fonctions accomplies — du rapport hiérarchique.

Au chapitre suivant, l'auteur s'empresse d'ailleurs de nous dire clairement quelles sont « les présuppositions de la légalité du commandement », tant formelles que matérielles, et ce en tenant compte aussi bien du régime général du droit pénal administratif que des particularités de certaines branches, par exemple du droit militaire, à propos desquelles on trouve dans l'ouvrage des développements précis et documentés. Et pourtant l'énoncé de ces présuppositions ne résout pas automatiquement l'antinomie fondamentale ; celle-ci continue à se poser à l'intérieur du conflit d'attributions et d'obligations plus vaste, tandis que les théories qui sont été formulées jusqu'ici en vue de justifier, en certains cas du moins, la primauté du devoir d'obéissance aux ordres hiérarchiques, en dérogation au principe général de la légalité, se sont souciées principalement soit de rétablir, sur le plan de la doctrine, l'unité logique du droit, soit d'assurer, d'un point de vue déontologique, l'équilibre indispensable entre l'idée de discipline et le respect des droits individuels. L'exposé critique de ces différentes théories, de la part de M. Papadatos, donne une idée suffisante de l'extrême complexité du problème. Le concept de commandement illégal obligatoire demeure toujours, nonobstant ses diverses tentatives de justification, fondamentalement contradictoire au droit, ainsi que certains auteurs, comme MM. Mayer, Graf Zu Dohna, E. Schmidt et Hafter l'ont suggéré. Or, l'exécution d'un tel commandement n'en est pas moins obligatoire, sous certaines conditions, pour le subordonné, en vertu des prescriptions de l'ordre juridique positif. Dans cette optique particulière, le pardon invoqué en faveur du subordonné ayant exécuté l'ordre illégal, de même que le droit de résistance reconnu au tiers lésé par les auteurs mentionnés nous aident à nous rapprocher de la vraie position du problème, sans toutefois nous fournir la solution définitive. Ces arguments reposent, en effet, sur une conception du droit de nécessité qui suppose un conflit d'intérêts légitimes, tandis que le commandement hiérarchique illégal obligatoire conduit à un conflit de devoirs, c'est-à-dire, en fait, à un conflit de règles légales.

Cette observation amène l'auteur à envisager aussitôt, dans la partie III de son ouvrage, l'étude du problème du commandement hiérarchique comme un « problème de conflit de devoirs ». Il serait téméraire de vouloir résumer ici l'exposé très dense de la question, qui occupe les chapitres V et VI (p. 59-79). Notons seulement que la levée de l'antinomie ne consiste point en une nouvelle construction juridique, mais en la franche reconnaissance — ce qui est remarquable — qu'en matière de commandements illégaux obligatoires on atteste simplement l'impuissance du législateur de mettre en harmonie, dans certains secteurs de dépendance hiérarchique, les exigences de la justice avec les nécessités de l'ordre et de la sécurité ; et de telle sorte que l'antinomie demeure théoriquement insoluble. Ce qui importe donc, en définitive, c'est d'examiner concrètement comment le législateur positif s'est efforcé de résoudre pratiquement les conflits qui en résultent et de conjecturer, à travers ces solutions, dans quelle mesure, il sera possible de lever dans l'avenir, toujours sur le plan constructif et pratique, l'antinomie mentionnée. C'est ce qui fraye le chemin à une vaste recherche comparative sur un nombre impressionnant de législations, quoique les résultats de cette enquête aient été consignés dans un nombre relativement limité de pages (83-137) — ce qui est encore une preuve de la maturité de l'auteur et de la parfaite maîtrise qu'il possède de son objet. A la lumière de cette recherche, l'auteur entreprend dans la cinquième et dernière partie, la levée pratique de l'antinomie en procédant à une réévaluation critique du principe de légalité à la lumière des nécessités réelles de la vie en société. Il aboutit ainsi à la conclusion qu'il importe de reconnaître, en principe de façon positive le devoir d'obéissance à certains ordres illégaux, tout en précisant les limites au delà desquelles ce devoir doit infailliblement s'évanouir au profit du principe de légalité. Il suggère notamment que « la limite maxima d'extension de l'obéissance ne doit en aucun cas dépasser le point à partir duquel le commandement illégal vise manifestement à l'accomplissement d'un acte pénalement sanctionné au niveau d'un crime ou d'un délit, ou lorsque ce caractère n'est pas manifeste, mais est connu de l'agent qui a reçu l'ordre » (p. 162). L'auteur applique d'ailleurs lui-même son critère à des cas concrets du droit administratif pénal et du droit pénal militaire helléniques. Enfin, dans une dernière partie, aussi riche et aussi documentée que les précédentes, il expose la position du problème sous l'angle du droit international public. Une bibliographie comparée de dix pages fournit au lecteur le moyen de compléter lui-même, dans la direction choisie, la recherche si heureusement menée par l'auteur sur un plan général et de façon synthétique et globale.

G. VLACHOS.

Der Strafschutz des Staats und seine Problematik (La défense pénale de l'Etat et les problèmes qu'elle soulève), par Eduard Kern, *Recht und Staat*, cahier 270/271, Tübingen, J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), 1963, 52 pages.

Dans une brochure tirée d'un rapport présenté en septembre 1962 à un colloque de la Fondation Frédéric Naumann, l'auteur passe en revue les problèmes que soulève la protection pénale de l'Etat, ce qui l'amène à parler de la haute trahison, de la mise en danger de l'Etat et de la trahison du pays que nous appelons en France la trahison

tout court. Il retrace sous forme très vivante, avec exemples à l'appui, l'histoire mouvementée de ces trois incriminations, relève avec soin les améliorations proposées dans le projet de Code pénal de 1962, justifie cette défense pénale que la République de Weimar n'avait pas assurée avec assez de rigueur, ce qui a causé sa perte, et, pour finir, met l'accent sur quelques difficultés particulières : celles qu'une récente affaire a mises en lumière à propos des indiscrétions de la presse ; celles qui résultent, dans le domaine de la procédure, de l'obligation pour la justice fédérale de recourir à la police des Länder.

L. H.

Nova drustvena odbrana. Pokret humanisticke kriminalne politike (La Défense sociale nouvelle. Un mouvement de politique criminelle humaniste), par Marc Ancel, traduit en serbo-croate par Miodrag Jovičić et Ljubiša Lazarević Belgrade, Institut za uporedno pravo, monographie n° 7, 1963, 93 pages.

Au début du compte rendu qu'il consacrait dans cette *Revue* (1954, p. 428) à la première édition française de la *Défense sociale nouvelle*, de M. Marc Ancel, M. le Professeur Levasseur écrivait : « Il est possible que l'avenir nous donne tort, mais nous ne serions pas surpris que le petit livre par lequel M. Ancel ouvre la série des publications du Centre d'études de défense sociale de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris marquât une date décisive dans l'évolution du droit pénal français ». Il semble que M. Levasseur ait eu un sens prophétique, et la meilleure preuve en est qu'après une édition espagnole qui a été signalée à nos lecteurs (cette *Revue*, 1962, p. 405), nous avons aujourd'hui à rendre compte de l'édition serbo-croate du même ouvrage. Cette édition a été publiée par l'Institut de droit comparé de Belgrade (1), et le Directeur de cet Institut, le recteur Blagojević, en a remis solennellement un exemplaire lors des dernières Journées Juridiques franco-yougoslaves, qui se sont tenues en France au mois de mai 1963. Cette édition est précédée d'une préface du professeur Nikola Srzentić, dont il nous semble utile de donner ici quelques extraits significatifs.

« Le mouvement de la défense sociale, écrit M. Srzentić, est un moment très important dans le développement du droit criminel et de la politique criminelle. La doctrine et la pratique sont imprégnées aujourd'hui à un tel point par les conceptions fondamentales de ce mouvement qu'il n'y a plus d'obstacles qui pourraient empêcher leur application concrète. Le mouvement de la défense sociale a réalisé un succès complet, en dépit de la résistance qui se manifeste encore partiellement chez les partisans de l'école classique et néoclassique.

« Il est bien entendu que les partisans de ce mouvement n'ont pas pris une attitude unique à l'égard de toutes les questions. Ce n'est pas un mouvement fondé sur le dogmatisme et excluant le développement ultérieur de la pensée scientifique, la poursuite de discussions et de nouvelles acquisitions pratiques. Ce n'est pas un mouvement dont les conceptions contiennent des solutions prêtes à résoudre tous les problèmes relatifs à la répression de la criminalité, pour tous les temps et sous n'importe quelles conditions. C'est un mouvement qui cherche, dans les conditions nouvelles de la vie contemporaine, de nouvelles solutions dans le domaine du droit criminel et de la politique criminelle. Dans ce sens, le mouvement de la défense sociale est une réaction contre les conceptions relatives au droit criminel en tant qu'ensemble de règles dépassées et pétrifiées qui stipulent quelles sont les mesures répressives qui *doivent* être appliquées à l'égard du délinquant qui a commis un délit criminel déterminé. De ce fait ce mouvement ne nie pas le droit criminel (comme certains voudraient le faire croire), mais il lui donne un nouvel aspect et un nouveau mode d'application, en partant du postulat que l'application de la prescription pénale n'est pas seulement l'application de la norme, mais en même temps l'application d'une politique pénale déterminée...

« Le mouvement de défense sociale ne se contente pas seulement de la critique des conceptions dominantes antérieures, qui se sont reflétées dans une large mesure dans la législation criminelle contemporaine (quelque peu atténuées dans la législation relative à l'exécution des peines), mais il tend à réaliser de nouvelles solutions. Ce

(1) Le rédacteur en chef en a été M. le Professeur Borislav T. Blagojević, directeur de l'Institut de droit comparé de l'Université de Belgrade, et le rédacteur M. Ljubomir Jevtić, juge à la Cour suprême de la R.P. de Serbie.

double processus exige, d'une part, la formation d'un nouveau droit criminel, qui serait fondé sur la connaissance exacte du délinquant et d'autre part l'application des mesures appropriées...

« M. Marc Ancel a exposé dans son ouvrage les principes fondamentaux d'un courant de défense sociale qui s'appelle la *nouvelle* défense sociale. C'est le courant qui a adopté l'idée fondamentale relative à l'importance primordiale de la personne qui a commis le délit criminel, mais qui tend à préciser cette importance et à régler dans tous les détails les méthodes de détermination des qualités et des propriétés du délinquant. D'autre part, ce courant est très réservé en ce qui concerne les exagérations qui ont trait à la modernisation du droit criminel et il cherche à trouver un moyen qui permettra de réformer cette branche du droit en gardant les acquisitions démocratiques dans ce domaine. Ces deux prémisses, ainsi que d'autres, ont contribué à ce que ce courant de défense sociale acquiert aujourd'hui un nombre de plus en plus élevé de partisans dans le monde entier.

« La manière dont M. Ancel expose la conception de la nouvelle défense sociale est digne du plus grand intérêt. Ils nous a donné les fondements de la défense sociale en tant que conception, il nous a éclairés sur la critique de certaines attitudes, enfin il nous a introduits dans l'essence même de ces problèmes. Il les expose en abordant les questions particulières les plus délicates, en les composant pour former un tout. Ses exposés reflètent l'ardeur d'un homme qui a consacré toute sa vie à une idée humanitaire, ce qui n'empêche ni l'objectivité de ses interprétations ni la réalité de ses conclusions ».

M. Srzentić rappelle ensuite quelle est la position personnelle de M. Marc Ancel, dans la science criminaliste moderne. Nous pouvons conclure avec lui, à propros de la diffusion de la Défense sociale nouvelle qui s'est affirmée notamment au grand Congrès tenu à Belgrade en 1961, et magnifiquement préparé et animé par M. Srzentić lui-même, que rien ne peut arrêter l'évolution, le progrès, les idées en marche. Et si par hasard il y avait recul ou non-compréhension dans une partie du monde, les autres se révéleraient ouvertes et continueraient à porter le flambeau.

Y. M.

II. PROCÉDURE PÉNALE

Die strafrechtsgestaltende Kraft des Strafprozesses (La puissance formatrice de la procédure pénale en droit pénal), par Karl Peters, Tübingen, J.C.B. Mohr (Paul Siebeck) 1963, 44 pages.

La procédure pénale est volontiers, dans les universités allemandes, regardée avec dédain comme l'humble servante de ce droit pénal proprement dit dont la tête se perd dans les nuages de la philosophie. C'est à la réhabiliter, à la magnifier que s'applique le professeur Peters dans la leçon d'ouverture de son cours à l'Université de Tübingen, en soulignant son rôle capital dans la formation et l'orientation du droit. Et c'est pour lui l'occasion de rappeler qu'en Allemagne la justice pénale est en majeure partie aux mains des laïcs et que cette justice laïque ne mérite pas le mépris dont parfois les juristes l'accablent. Il laisse même au passage échapper cette idée curieuse d'une commission d'exécution des peines à laquelle les laïcs seraient appelés à participer.

L. H.

Novi polozenia v nakazatelnia proces na N.R. Balgaria (La réforme de la procédure pénale dans la R.P. de Bulgarie), par S. Pavlov, Sofia, Editions *Nauka i Iskustvo*, 1962, 84 pages.

Le professeur Pavlov insiste sur l'importance des modifications introduites par la loi du 10 novembre 1961 dans le Code de procédure pénale bulgare pour souligner l'esprit démocratique qui caractérise la justice socialiste. Les plus importantes de ces modifications sont : *a*) le droit reconnu aux organisations de prendre part au procès pénal soit comme accusateur soit comme défenseur de l'inculpé ; *b*) l'exercice de l'action civile par voie pénale : *c*) les droits du juge et du procureur lors de la mise en accusation ou du renvoi de l'instruction pour un complément d'information ; *d*) le droit de modifier

l'acte d'accusation au cours de l'audience ; *e*) la compétence de la seconde instance judiciaire.

L'auteur examine plus particulièrement les dispositions de l'article 8*a* du Code de procédure pénale reconnaissant aux organisations des travailleurs le droit de participer au procés pénal comme accusateurs sociaux ou défenseurs sociaux de l'inculpé. Cette innovation, inconnue auparavant dans le procès pénal bulgare, soulève devant les pénalistes un grand nombre de problèmes sur l'application pratique du système. A la question de savoir quelles sont les organisations pouvant prendre part au procés, l'auteur répond que toutes les organisations socialistes sans exception ont droit à y participer. La doctrine est divisée sur la désignation d'accusateurs et de défenseurs sociaux. Un certain nombre soutient qu'il appartient à l'organe de direction de choisir les représentants devant prendre part au procès. M. Pavlov rejette cette thèse comme contraire aux principes démocratiques de la justice socialiste. D'après lui l'assemblée générale est seule compétente pour désigner ses représentants au procès. A l'appui de sa thèse, il cite les Instructions n° 11/1962 du ministère de la Justice sur l'application de la loi de 1961 modifiant le Code de procédure pénale. En principe c'est l'organisation dans laquelle milite l'inculpé ou la victime qui doit adresser au tribunal une demande contenant les noms des accusateurs et des défenseurs sociaux. La question se pose de savoir si le tribunal pourrait refuser à l'organisation le droit de participer au procès. M. Pavlov y répond négativement, sauf dans les cas prévus par les dispositions de l'article 32 du Code de procédure pénale.. De même l'opposition de l'inculpé contre le défenseur social désigné par l'organisation ne donne pas au tribunal le droit de refuser l'admission du défenseur au procès. Par contre l'accusateur social peut renoncer à soutenir l'acte d'accusation s'il trouve que les preuves matérielles ne sont pas suffisantes, mais il lui est interdit de défendre l'inculpé. L'auteur constate que les textes en cette matière manquent de clarté. Pour compléter les lacunes des textes concernant les droits des accusateurs ou défenseurs sociaux, il se refère très souvent à la législation pénale soviétique. Ainsi pour déterminer ces droits, l'auteur utilise les dispositions de l'article 250 alinéa II du Code de procédure pénale de la R.S.F.S.R. Il en conclut que les organisations peuvent prendre part au procès devant la deuxième instance, mais ne peuvent se pourvoir contre le jugement du tribunal de première instance.

Le professeur Pavlov examine ensuite les nouvelles dispositions des paragraphes 13, 16, 32 et 40 de la loi de 1961 sur la réforme du Code de procédure pénale, pour souligner l'importance que le législateur bulgare accorde à la défense de l'inculpé ; ainsi que celles relatives à la partie civile dans le but d'une meilleure protection des intérêts des citoyens ayant subi un préjudice matériel du fait d'une infraction. Non moins importantes sont les dispositions sur la modification de l'acte d'accusation en cours d'audience (art. 203 et 204, C.P.P.). L'auteur reproche à ces dispositions de ne pas tenir compte des principes essentiels qui sont à la base du procés pénal socialiste.

Dans un autre chapitre l'auteur étudie les textes relatifs à la deuxième instance judiciaire et à sa compétence. Ces modifications ont suscité dans la doctrine des discussions très vives. Les uns considèrent que la loi du 10 novembre 1961 ne fait que rétablir l'institution de la Cour d'appel, si critiquée dans le passé par les théoriciens marxistes. Ils ont cru trouver un fondement légal dans les dispositions des articles 232 et 234 du Code de procédure pénale et celles du pagagraphe 42 de la loi du 10 novembre 1961. M. Pavlov invoque les raisons qui l'obligent à ne pas admettre la juridiction d'appel, en conformité avec la position des pénalistes soviétiques en cette matière.

Th. PETROFF.

Poterpevšij v sovetskom ugolovnom processe (La victime dans le procès pénal soviétique), par V.H. Savickij et I.I. Poteruža, Moscou, *Gosjurizdat*, 1963, 169 pages.

La victime dans le procès pénal soviétique constitue un exposé très complet des droits matériels, moraux et procéduraux de la victime d'une infraction et permet de saisir les particularités du système soviétique en la matière.

En droit soviétique, seul le préjudice matériel ouvre droit à la réparation pécuniaire et peut donc seul servir de base à la constitution de partie civile ; dès lors, par exemple, la victime même gravement atteinte, mais dont le préjudice entier a été réparé dans le cadre de la Sécurité sociale (les organismes de Sécurité sociale ont une action directe contre l'auteur de l'infraction distincte de celle de la victime), ne pourrait se constituer partie civile pour joindre ses efforts à ceux du ministère public, ni à l'instruction ni à l'audience.

Mais en dehors de toute constitution de partie civile, et même si une telle constitution était irrecevable, la victime de l'infraction a, en tant que telle, le droit d'intervenir à l'enquête, à l'instruction et au procès, sous réserve de se faire reconnaître la qualité de victime en établissant l'existence d'un préjudice même purement moral ; cette reconnaissance de la qualité de victime peut être l'œuvre des organes d'enquête de l'agent d'instruction ou celle du président du tribunal.

La victime reconnue d'une infraction est partie au procès et jouit de tous les droits procéduraux, tels que droit de récusation, droit de participer aux reconstitutions et confrontations, de prendre connaissance du dossier, d'exercer des recours contre les décisions lui portant préjudice, de prendre part aux débats.

Ces divers droits n'avaient été que partiellement reconnus par les anciens codes de procédure pénale et leurs dispositions diversement interprétées par la jurisprudence ; les Fondements de la procédure pénale de l'U.R.S.S. adoptés le 25 décembre 1958 les ont fixés et considérablement élargis (1).

L'ouvrage passe en revue en cinq chapitres les caractéristiques générales de la qualité de victime et de sa position procédurale, les droits de la victime dans les affaires introduites à la requête du ministère pubilc, sa position dans les affaires où l'action pénale est mise en mouvement sur plainte de la victime (domaine assez restreint, mais où les droits de la victime comme partie au procès ne souffraient pas de discussion même avant la promulgation des Fondements), la constitution de partie civile et, enfin, les particularités de la déposition de la victime comme élément de preuve.

Comme il arrive souvent dans une matière qui est régie en son état actuel par des dispositions relativement récentes, il est difficile de faire le partage entre les solutions données par une jurisprudence autorisée et qui ont toutes les chances de devenir définitives, et celles que les auteurs approuvent et dont ils préconisent l'adoption définitive, mais, dans l'ensemble, leur analyse et leurs suggestions paraissent conformes à la lettre et à l'esprit des textes qui leur servent de base.

M. POPOFF.

Strafprozessordnung, Gerichtsverfassungsgesetz, Nebengesetze und ergänzende Bestimmungen (Code de procédure pénale, loi sur l'organisation judiciaire, lois auxiliaires avec mises à jour), publié par Otto Schwarz, 24e édition par Théodor Kleinknecht, Munich et Berlin, C .H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1963, 1255 pages.

Il est intéressant de noter qu'en Allemagne, comme le dit M. Kleinknecht dans son introduction à la vingt-quatrième édition révisée du Code de procédure pénale allemand de Otto Schwarz, il s'est produit dans la procédure pénale, au cours des dernières années, un développement beaucoup plus important que dans d'autres domaines du droit, et ceci moins en raison de lois nouvelles que par une nouvelle jurisprudence à laquelle la Cour fédérale et les cours d'appel ont beaucoup contribué. C'est ce développement que prend en considération la dernière édition de cet excellent petit commentaire dont nous avons déjà dit tout le bien que nous en pensions (2).

Signalons une nouveauté ajoutée à la vingt-troisième édition et qu'a conservée la vingt-quatrième, à savoir une table donnant l'historique des modifications apportées par la loi au Code de procédure pénale. Une fois de plus il nous reste à féliciter la Maison d'édition Beck du résultat qu'elle a obtenu.

Y. M.

Cases and Materials on Evidence (Jurisprudence et sources diverses concernant le droit de la preuve), par J. D. Morton, Toronto, Butterworth & Co, 1960, XXII + 667 pages.

L'auteur, qui est à la fois avocat et professeur de droit, a conçu cet ouvrage sur le droit de la preuve au Canada pour les besoins de l'enseignement, mais aussi pour doter les praticiens d'un instrument commode pour résoudre à l'audience même les difficultés imprévues.

---

(1) V. l'article de MM. BELLON et FRIDIEFF sur « Les nouveaux Fondements du droit pénal et de la procédure pénale soviétique », dans cette *Revue*, 1959, p. 83 et s., et plus particulièrement p. 93.

(2) V. cette *Revue*, 1958, p. 294.

Comme il est habituel dans les pays anglo-saxons, cet exposé est avant tout un recueil des décisions les plus marquantes. Mais on y trouve également de nombreux commentaires des auteurs qui font autorité en la matière comme Wigmore ou Thayer, extraits de leurs traités ou articles.

Une table alphabétique des décisions et un index complètent utilement cet intéressant manuel.

Jacques VÉRIN.

Phipson on Evidence (Les règles en matière de preuve, d'après Phipson), 10e édition, par Michael V. Argyle, Londres, Sweet & Maxwell, 1963, 910 pages.

Phipson on Evidence, le célèbre traité des preuves de Sidney L. Phipson, a vu le jour en 1892 et demeure l'ouvrage anglais classique en la matière. Depuis sa publication, dix éditions nouvelles ont témoigné de son importance et du rôle indispensable qu'il joue auprès des juristes britanniques (1). Chaque nouvelle édition comporte une mise à jour et des additions : jusqu'en 1921, ce travail avait été exécuté par Phipson lui-même et depuis lors par Roland Burrows K. C. La dixième édition, qui vient de paraître est l'œuvre de M. Michael Argyle, qui a apporté au traité original d'opportunes modifications de forme. Il a en particulier divisé l'ouvrage en paragraphes numérotés qui en facilitent sensiblement l'utilisation. De plus, il a fait disparaître un grand nombre de références périmées qui alourdissaient le traité sans nécessité.

L'*Evidence Act* de 1938 et l'abondante jurisprudence qui en a découlé, ont sérieusement modifié certains aspects du droit anglais des preuves et la dixième édition de *Phipson on Evidence* a évidemment tenu compte de ces modifications : le chapitre tout entier relatif aux aveux a été profondément remanié.

Il ne saurait être question d'analyser ici ce monumental ouvrage qui contient en particulier une nomenclature très complète des lois et des décisions en la matière. Le traité est divisé en trois parties, la première concernant l'obtention des moyens de preuve, la seconde leur admissibilité et la troisième leurs effets. On ne saurait imaginer un traité plus complet : tout le droit si complexe, si rigoureux mais en même temps si souple qui réglemente la matière est exposé en quarante-neuf chapitres clairement rédigés : tous les principes fondamentaux de la procédure — tant civile que pénale — se retrouvent dans ces pages et on imagine mal qu'un homme de loi de langue anglaise puisse se dispenser de cet ouvrage.

R. M.

III. — DROIT PÉNAL SPÉCIAL ET DROIT PÉNAL ÉCONOMIQUE

Landesverrat und Pressefreiheit (Trahison et liberté de la presse), publié par Gerd Ruge, Cologne, Berlin, Kiepenheuer et Witsch, 1963, 143 pages.

Des poursuites exercées contre un journal, *Der Spiegel*, ont, pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale, posé en Allemagne de façon aiguë la question de savoir comment concilier le devoir de la presse de renseigner le citoyen électeur et celui de l'Etat de protéger ses secrets vitaux.

Le 30 novembre 1962, sur invitation d'*Amnestie-Appel*, une branche d'*Amnesty International*, une conférence s'est tenue à ce sujet à Cologne. Elle a réuni des représentants du droit public, du droit pénal et des sciences politiques, des journalistes et des experts militaires venus non seulement d'Allemagne, mais encore des Etats-Unis, d'Angleterre, de France et de Suisse. Elle a donné l'occasion de confronter en cette matière épineuse la législation et la pratique des Etats démocratiques.

Au compte rendu des débats a été jointe une note écrite du procureur général Dr Fritz Bauer qui n'avait pu assister aux séances et ne cache pas sa crainte que la loi allemande, telle qu'elle est interprétée, empêche la presse de remplir le rôle qui est le sien dans une démocratie libre.

L. H.

(1) V. compte rendu de la 8e édition, dans cette *Revue*, 1960, p. 561.

Der Betrug im italienischen und schweizerischen Strafrecht (L'escroquerie en droit pénal italien et en droit pénal suisse), thèse de doctorat soutenue devant la Faculté de droit et des sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg en Suisse par Joseph M. Perrez, Winterthur, Verlag P. G. Keller, 1963, 99 pages.

L'escroquerie est une infraction particulièrement difficile à caractériser et il faut savoir gré au Dr Perrez d'avoir avec beaucoup de soin rapproché à son sujet ces deux législations pilotes, Code pénal italien et Code pénal suisse.

Ils mettent l'un et l'autre à la base du délit la tromperie. Mais il n'est pas facile de distinguer la tromperie du simple mensonge. Jeu de hasard ! disent aujourd'hui les Italiens.

Ils supposent l'un et l'autre atteinte au patrimoine d'autrui. Le Code italien ajoute : enrichissement pour le coupable ; le Code suisse se contente de l'intention de s'enrichir. C'est une nuance entre beaucoup d'autres qu'il serait trop long de relever...

L'auteur a fait porter ses investigations non pas seulement sur les éléments généraux et les sanctions du délit mais encore sur les formes particulières qu'il peut revêtir : l'escroquerie *in re illicita* dont aujourd'hui la doctrine et la jurisprudence dominantes postulent la répression aussi bien en Suisse qu'en Italie ; l'escroquerie par voie judiciaire que repoussent aujourd'hui aussi bien la jurisprudence suisse que la jurisprudence italienne ; l'escroquerie au mariage, et bien d'autres encore...

L. H.

Droit pénal spécial des sociétés par actions et à responsabilité limitée, par Henry Launais et Louis Accarias, Paris, Librairie Dalloz, 1964, 452 pages.

« *Remake* » de l'ouvrage que les auteurs ont écrit en 1947, avec la collaboration de M. Yves de la Villeguerin, depuis décédé, sous le titre *Traité pratique de droit pénal financier* (1), le livre, récemment publié par MM. Launais et Accarias, est largement supérieur à son modèle. La matière a été systématisée et elle est exposée en parfaite connaissance de la jurisprudence à laquelle elle a donné lieu. La doctrine des auteurs est peut-être parfois hésitante, ou tout au moins se révèle laxiste. C'est ainsi qu'ils reprennent, à propos de l'abus des biens ou du crédit de la société, la défense naguère présentée par M. Launais dans une note de la *Gazette du Palais*, de la jurisprudence donnant aux inculpés le droit de se retrancher derrière les votes favorables de l'assemblée générale des actionnaires. La discussion est actuellement close par deux arrêts de la Chambre criminelle. Mais elle n'est pas sans intérêt. Un second problème est peut-être aussi trop rapidement traité par les auteurs. A propos de l'imputation de la responsabilité pénale en matière d'abus des biens, MM. Launais et Accarias s'interrogent sur le point de savoir si la responsabilité pénale peut être étendue à des personnes non visées par le texte légal. Poser ainsi la question, c'est y apporter une réponse aprioristique ! Elle paraît être tout autre : de savoir si l'expression « gérant », employée par l'article 15 de la loi du 24 juillet 1867 et par l'article 38 de la loi du 7 mars 1925, désigne exclusivement les gérants légaux, ou s'applique aux personnes qui assurent, *en fait*, la gérance de la société, en l'absence ou sous le couvert des gérants légaux. On peut se demander si en consacrant la première interprétation, la Cour de cassation ne risque pas d'assurer l'impunité à des affairistes sans scrupule dont le comportement ne peut pas toujours être retenu dans les termes de la complicité et dans ceux de l'abus de confiance ou de l'escroquerie.

Ces exemples montrent l'intérêt de l'étude consacrée par MM. Launais et Accarias à l'étude du droit pénal spécial des sociétés. Leur livre, clair et documenté, n'emporte pas toujours l'adhésion. Il n'est jamais inutile.

J.-B. H.

El artículo 382 del Codigo penal colombiano (L'article 382 du Code pénal colombien), par Carlos Thorschmidt Leon, Bogota, Pontificia Universidad Catolica Javeriana, Facultad de ciencias economicas y jurídicas, 1963, 85 pages.

L'article 382 du Code pénal colombien institue une excuse légale en faveur de quiconque commet un homicide ou des blessures volontaires sur la personne de son conjoint,

(1) V. compte rendu dans cette *Revue*, 1947, p. 478.

son père ou sa mère, son frère ou sa sœur, surpris en flagrant délit de rapports charnels illégitimes. On voit que l'institution a une plus grande amplitude qu'en droit français. L'auteur en trace les contours en suivant les trois paragraphes de l'article 382 et en aboutissant, dans sa conclusion, à une définition du délinquant par passion.

J.-B. H.

Loi fédérale sur la circulation routière (*du* 19 *déc.* 1958). *Ordonnance sur les règles de la circulation routière* (*du* 13 *nov.* 1962). *Ordonnance sur la responsabilité civile et l'assurance en matière de circulation routière* (*du* 20 *nov.* 1959). *Ordonnance sur la signalisation routière* (*du* 31 *mai* 1963), *avec tableaux officiels en couleurs*, Berne, Hallwag AG, 1963, 184 pages.

S'il est un domaine dans lequel le particulier doit être au courant des dernières modifications législatives, c'est bien dans celui de la circulation routière. C'est pourquoi nous tenons à signaler tout spécialement le présent fascicule, lisible et bien présenté, mais tenant peu de place, et qui réunit les lois suisses les plus importantes en la matière sous leur dernière forme. Il s'agit de la loi fédérale sur la circulation routière du 19 décembre 1958, de l'ordonnance sur les règles de la circulation routière du 13 novembre 1962, de l'ordonnance sur la responsabilité civile et l'assurance en matière de circulation routière du 20 novembre 1959 et de l'ordonnance sur la signalisation routière du 31 mai 1963. Il serait très souhaitable que de telles publications soient faites dans tous les pays ; ce serait peut-être un des meilleurs moyens de prévention routière.

Y. M.

Road Traffic Offences (Les infractions au Code de la route), par G. S. Wilkinson, 4e éd., Londres, Oyez Publications, 1963, 428 pages.

Bien qu'il n'existe pas à proprement parler de Code de la route en Grande-Bretagne, au sens où nous l'entendons en France, cet ouvrage (1) apparaît néanmoins au lecteur comme un véritable Code de la circulation destiné aux procéduriers et... aux usagers. D'une structure très méthodique, il comprend tout d'abord une table des matières fort bien faite complétée *in fine* par une table analytique, qui permettent de trouver très facilement le centre d'intérêt recherché. Il débute par des tables de jurisprudence, de lois et de règlements concernant la circulation. Deux premiers chapitres sont consacrés aux règles de procédure. Deux autres portent sur l'étude des infractions. Suivent enfin les sanctions, ce qu'on pourrait appeler les « excuses », ainsi que les conditions et les formes de l'appel.

Les règles de procédure et l'analyse des infractions intéresseront vivement ès qualité les juristes spécialisés dans le droit comparé. Mais pour qui se sent préoccupé par les problèmes de la circulation — et qui ne le serait pas ? — certaines solutions britanniques originales... et efficaces... ne peuvent manquer d'attirer l'attention, comme l'endossement du permis de conduire (p. 286-292). On pourra comparer avec l'institution française du retrait du permis qui existe du reste Outre-Manche (*disqualification*, p. 292-310, 322-325).

A noter également les passages sur l'ivresse au volant et l'alcoolémie.

Enfin on verra aux pages 110 et suivantes que, pour être plus étendues, les conceptions de la « conduite dangereuse ou insouciante » ne sont pas sans rapport avec l'article R.3-1 du Code de la route français, car s'il arrive aux britanniques de lire le journal en conduisant, ils ne sont pas insensibles, non plus, aux charmes de leur passagère.

En conclusion : ouvrage clair et attrayant, méthodique et documenté, qui plaira au juriste, au spécialiste, au touriste, voire au bibliophile.

Roger LAFONTAINE.

Die strafrechtliche Verantwortlichkeit der am Bau Beteiligten (La responsabilité pénale des personnes participant à la construction), par Wilhelm Gallas, Heidelberg, Verlagsgesellschaft « Recht und Wirtschaft » mbH, 1963, 76 pages.

Le nombre des ouvrages traitant du problème brûlant de la responsabilité du constructeur s'est accru d'un ouvrage en langue allemande. Il s'agit du développement

(1) V. compte rendu de la 3e édition, dans cette *Revue*, 1961, p. 908.

d'une consultation qui devait répondre à la question de savoir si une responsabilité pénale accrue, plus forte que celle de l'architecte et de l'entrepreneur, incombait au « dirigeant responsable de la construction », créé par « l'ordonnance modèle sur la construction pour les *Länder* du territoire fédéral, y compris le *Land* Berlin » (1).

L'auteur ne veut pas prendre position en ce qui concerne les critiques adressées à cette institution. Il ne veut que donner la réponse à la question pratique qui lui a été posée.

Après avoir examiné la responsabilité pénale du propriétaire, de l'architecte et de l'entrepreneur d'après les règles propres à leurs professions, qu'il s'agisse du cas de l'article 330 du Code pénal allemand (mise en péril par la construction) ou des autres cas, notamment de l'article 367, alinéa 1, n° 14 et 15 du Code pénal, d'après les règles spéciales, l'auteur étudie la responsabilité à la lumière du droit pénal en général, homicide par négligence (art. 220 C. pén.), coups et blessures (art. 230 C.pén.) et omission de porter secours (art. 330 C. pén.), pour se consacrer à la fin à celle du « dirigeant responsable de la construction ». L'ayant traité d'abord dans le droit antérieur de la construction, l'auteur expose la responsabilité selon l'article 79 de l'ordonnance sur la construction, pour se pencher enfin sur l'accroissement de la responsabilité pénale qui résulte pour l'entrepreneur et pour l'architecte de ce rôle. Il est grand : en ce qui concerne l'architecte, il consiste d'une part dans le fait qu'il ne peut plus faire confiance à l'entrepreneur, mais qu'il doit le contrôler ; d'autre part, qu'il ne suffit plus qu'il remédie aux défauts seulement lorsqu'il les a commis. En ce qui concerne l'entrepreneur, la différence consiste en ce qu'il n'est plus seulement responsable de sa propre entreprise, mais aussi de celles des autres participants. L'auteur estime que c'est là leur imposer une tâche qui n'est pas normalement de leur ressort et qui aurait plutôt un caractère découlant de la police de la construction.

Un appendice juxtapose l'ordonnance modèle de la construction et celle des trois pays qui s'en sont déjà inspirés.

Du point de vue comparatif, il est intéressant d'étudier cette innovation que représente le « dirigeant responsable de la construction », mais l'auteur, dans son ouvrage très clair, très précis et très complet, n'incite pas à l'imiter.

Y. M.

IV. — SCIENCES CRIMINOLOGIQUES

Wpliw zmiany ustroju na przestepezsc (L'influence du système social sur la criminalité), par Witold Swida, 2 volumes, Wroclaw, 1960, 370 pages.

M. Swida considère que les recherches sur les causes de la criminalité n'ont donné jusqu'à présent que des résultats incomplets du fait que les pénalistes occidentaux n'accordent pas l'attention nécessaire au facteur social, qui est la question essentielle d'une étude scientifique de la délinquance. Le plus souvent, ils traitent séparément les différents facteurs de la criminalité en faisant abstraction de l'ensemble du système économique et social. Pour prouver l'influence du changement du système social sur la délinquance, M. Swida expose dans son ouvrage les résultats d'un long travail sur des données statistiques relatives à la Pologne d'avant-guerre et à celle d'aujourd'hui. Ne pouvant pour des raisons techniques embrasser un territoire trop vaste, l'auteur a limité son expérience à la ville de Kalitz et à son arrondissement. Pour la période d'avant-guerre, l'auteur a utilisé les statistiques des infractions commises pendant les années de 1933 à 1938 et pour la Pologne populaire les données concernant les années 1948 à 1953.

Après avoir examiné les sources utilisées M. Swida explique les raisons pour lesquelles il a choisi les périodes indiquées. Ne se contentant pas des données publiées par le Service central des statistiques et celles du ministère de la Justice sur les infractions et les délinquants, il a choisi pour plus d'objectivité les dossiers des tribunaux, dont

(1) Ordonnance prise le 30 octobre 1959 et transmise le 30 décembre 1959 aux *Länder* avec la recommandation de s'en inspirer pour leurs réglementations en la matière ; cette invitation a déjà été suivie par les *Länder* de Rhénanie-Palatinat, Rhin du Nord-Westphalie et Bavière.

les chiffres se prêtent mieux à une étude de comparaison que ceux fournis par le parquet ou par la milice. En outre, c'est l'infraction constatée par un jugement de condamnation qui est prise comme unité de comparaison. L'auteur déclare limiter, en raison des difficultés de toutes sortes, le travail de comparaison aux infractions de l'année 1937 par rapport à celle de 1952.

Sans nous attarder aux tableaux statistiques, il nous paraît intéressant de voir les conclusions que l'auteur en tire. Il commence par affirmer que le caractère dominant de la criminalité pour la période de l'année 1937 montre que les individus vivant en marge de la société (vagabonds, prostituées, délinquants professionnels, etc.) sont des nécessiteux. Ce qui prouve que le facteur primordial et décisif de la criminalité dans le cadre du système capitaliste de la Pologne d'avant-guerre était la lutte pour l'existence. C'est donc la misère qui poussait un grand nombre d'individus vers la délinquance. Il s'ensuivait qu'un certain nombre de ces malheureux devenaient par la force des choses des délinquants professionnels. Cependant l'auteur reconnaît à l'époque une plus grande honnêteté des ouvriers dans l'exercice de leur travail qui était provoquée par la crainte d'être rejetés en marge de la société.

En théorie, on aurait pu supposer que le remplacement du système capitaliste par le système socialiste, qui supprime les sources mêmes de la criminalité liée au capitalisme, amènerait la disparition de la délinquance en Pologne populaire. Or il n'en fut rien. Si l'étude de comparaison fait ressortir la disparition presque totale des infractions imputées à des causes caractéristiques pour le système capitaliste en 1952, elle fait apparaître une criminalité d'un genre nouveau qui se manifeste à la campagne et également dans le commerce « où l'initiative privée a encore un certain champ d'action ». La deuxième cause serait l'inadaptation générale de la société aux nouvelles conditions de vie socialiste. M. Swida pense que le changement trop soudain du système social n'a pas permis au pouvoir de faire un travail d'instruction des masses en conformité avec les transformations économiques et sociales ; on n'a pas su mettre l'accent sur les réalisations futures, ni engager le simple soldat de l'armée du travail à participer plus activement à la gestion du bien commun pour créer en lui une attitude nouvelle envers le patrimoine social. Ainsi le stimulant économique a été négligé. En définitive, l'individu privé d'un contrôle social, ne craignant pas d'autre part d'être rejeté en marge de la société en cas d'infraction, ne voyait le plus souvent dans cette infraction qu'un moyen d'acquérir des profits matériels. A la question de savoir si, d'après les données concernant la structure de la criminalité jugée au cours des années 1937 et 1952, des variations correspondantes ont eu lieu dans l'ensemble de la criminalité, même celle qui est restée cachée, l'auteur répond par l'affirmative, sous réserve que les conclusions ne peuvent qu'être approximatives. Le fait cependant que la criminalité n'a pas diminué sous le régime socialiste, oblige l'auteur à poser la question suivante : les facteurs nouveaux d'infractions nées dans le système socialiste et liées à lui sont-ils réellement intrisèques au système ? Sans répondre clairement à la question, l'auteur pense que pour établir le caractère du lien de ces facteurs avec le système socialiste, ils devraient faire l'objet d'une étude à part. Or la question est justement de prouver non pas les variations des facteurs qui provoquent les infractions dans une société donnée, mais si le système socialiste est capable de faire disparaître la criminalité en tant que manifestation anti-sociale.

Th. PETROFF.

Current Projects in the Prevention, Control, and Treatment of Crime and Delinquency (Projets en cours d'exécution concernant la prévention, le contrôle et le traitement du crime et de la délinquance juvénile), New York, National Research and Information Center on Crime and Delinquency, National Council on Crime and Delinquency, volume III, été 1963, 649 pages.

Le Centre national de Recherches et d'Informations sur le crime et la délinquance juvénile de New York a publié, à peine plus d'un an après sa constitution, le troisième tome de son *Recueil* consacré aux « recherches en cours, aux programmes pratiques, aux expériences, innovations et autres développements », groupés sous le vocable un peu vague de « projets » concernant la prévention ou le contrôle du crime et le traitement des délinquants.

Comme les deux précédents (1), ce volume est une source précieuse de renseignements sur les recherches criminologiques entreprises dans le monde entier et sur les réalisations pénitentiaires les plus récentes. Quatre cent dix-neuf nouveaux projets y sont analysés (numérotés de 1001 à 1419), tandis qu'on trouve en annexe la liste des projets qui figuraient déjà dans l'un des deux premiers tomes mais dont la réalisation se poursuit encore actuellement.

L'index, établi avec soin, permet de se référer aux projets par noms d'auteurs, ou bien suivant le pays où se déroule la recherche ou l'expérience, l'organisme sous les auspices duquel elle est entreprise, ou encore selon les matières traitées.

Signalons également les intéressantes informations qui précèdent l'analyse des projets : sur le système pénitentiaire de l'Ethiopie, beaucoup moins connu que son Code pénal élaboré par le professeur Graven ; sur le nouveau Centre de criminologie institué au Canada ; sur les impressions de voyage en Europe de M. Albert G. Hess, directeur-adjoint du Centre national de Recherches et d'Informations, qui s'émerveille des résultats obtenus tant dans le domaine de la recherche que dans la pratique pénitentiaire avec des budgets aussi réduits...

Jacques VÉRIN.

The Unknown Citizen (Le citoyen inconnu), par Tony Parker, Londres, Hutchinson & C° Ltd, 1963, 176 pages.

Dans les métiers qui mettent en contact avec la misère humaine, il se développe fréquemment, par accoutumance, par une réaction d'auto-défense bien compréhensible, une insensibilité aux maux d'autrui contre laquelle il nous faut constamment lutter, ne serait-ce que pour éviter de passer à côté des véritables problèmes.

Il en est ainsi pour les criminologues et les pénologues en danger parfois d'oublier que ces problèmes concernent en définitive des êtres humains et non des chiffres.

Aussi est-il salutaire pour eux de laisser de temps à autre les statistiques, les règlements, les analyses savantes et de lire un livre tout simple comme celui de M. Tony Parker, qui ne prétend pas être un ouvrage de science, mais qui restitue à un problème — celui de la rélégation — toute sa complexité humaine et ne peut manquer d'émouvoir profondément.

L'auteur est déjà bien connu pour son premier ouvrage intitulé *The Courage of his Convictions* (a) qui exprimait le point de vue d'un criminel non repenti. Le *Citoyen inconnu* est l'histoire authentique d'un multirécidiviste, dont le nom seul a été dissimulé et remplacé par celui de Charlie Smith.

Charlie Smith venait d'effectuer sept années de *preventive detention* en prison quand douze heures après sa libération, il tenta de voler un sac postal et fut condamné cette foix à dix ans de *preventive detention*.

Pour John Carter, pseudonyme je suppose de l'auteur, ce « fait divers » devint le point de départ d'une longue aventure. En effet, une lettre qu'il écrivait au directeur d'un journal pour souligner ce qu'une telle condamnation avait de choquant et d'inefficace, incita Charlie Smith à l'appeler à l'aide. Et quand Carter lui eut rendu visite, il se mit en tête d'obtenir sa libération, remua ciel et terre, obtint l'appui d'un éminent avocat, l'offre d'une place au foyer d'accueil bien connu de Norman House et finalement une décision de la solennelle Cour des appels criminels qui a fait sensation : la condamnation à dix ans de *preventive detention* était remplacée par une mesure de probation.

Les deux premières parties de l'ouvrage relatent de façon très vivante cette journée de liberté qui devait si mal finir, et les démarches qui aboutirent à la libération de Charlie Smith.

Au cinéma, comme le dit M. Parker, l'histoire finirait dans une apothéose musicale, sur l'image du détenu quittant la prison et partant, entouré de ses amis, vers une vie meilleure, plus pleine, plus heureuse.

Mais dans la réalité les difficultés ne faisaient que commencer, pour ceux qui voulaient aider Charlie Smith et pour lui-même.

Le reste du livre est consacré à la conduite désespérante de Smith quittant onze

(1) V. cette *Revue*, 1962, p. 823 ; 1963, p. 623.
(2) V. compte rendu dans cette *Revue*, 1963, p. 213.

emplois successifs, changeant treize fois de logement, dépensant son dernier sou au cabaret, décourageant tous ses amis par son égoïsme, ses mensonges, son instabilité.

En retraçant ensuite le portrait de Charlie Smith tel qu'il se voit lui-même d'abord, puis selon chacun de ceux qui l'ont approché : sa sœur, son premier juge, l'assistant social de la prison, le directeur de Norman House, John Carter et un psychologue, l'auteur réussit à faire sentir à quel point cet homme est pour tout le monde, et pour lui-même, un problème presque insoluble.

Et pour finir, l'auteur met dans la bouche de Charlie Smith le plaidoyer qu'il pourrait présenter et qui est aussi un réquisitoire émouvant et convainquant contre la cruauté et l'inutilité du système actuel de punition du « délinquant d'habitude ».

Certains chiffres sont éloquents : pour avoir commis des vols qui portent sur £ cent soixante-dix-huit, Smith a été condamné, si l'on additionne les peines successives, à un total de vingt-six ans de prison comme s'il était l'un des criminels les plus dangereux du pays. Cela a coûté au contribuable, sans compter le coût de l'entretien et de la réparation des bâtiments, £ neuf mille deux cents, de quoi payer le traitement *pendant sept ans* d'un travailleur social qui n'aurait eu d'autre tâche que de réadapter cet unique condamné à la vie sociale.

Et la punition n'a rien résolu. Smith est toujours incapable de vivre en société. N'y-a-til pas d'autre alternative que l'emprisonnement ?

Après une série d'annexes qui renseignent notamment le lecteur sur le régime légal de la *preventive detention*, sur l'organisation actuelle de l'aide post-pénale, sur Norman House et sur les ouvrages consultés par lui, l'auteur termine sur un point d'interrogation : Charlie Smith, après une année de liberté, a de nouveau été condamné pour vol, et le miracle s'est reproduit, il a bénéficié de nouveau d'une mesure de probation. Parviendra-t-il enfin à se stabiliser ?

« Quel que soit son sort, conclut M. Parker, le problème qu'il représente demeure en tout cas entier, car c'est celui de nombreux hommes semblables à lui, qui vivent en ce moment malheureux parmi nous ou dans les prisons dont ils doivent tôt ou tard être libérés ».

Jacques VÉRIN.

Merchants of Menace. The Mafia. A Study of Organised Crime (Marchands de menace. La Mafia. Etude du crime organisé), par Edward J. Allen, Springfield (Ill.), Charles C. Thomas, Publisher, 1962, 326 pages.

Curieux ouvrage, qui tient tout à la fois de l'étude, du reportage, du réquisitoire et de la prédication.

L'auteur, qui est chef de la police de Santa Ana en Californie, après avoir rempli les mêmes fonctions à Youngston dans l'Ohio, a lutté avec succès depuis le début de sa carrière contre le crime organisé sur une grande échelle par les dirigeants de la Mafia.

Sur cette organisation, « intermédiaire entre un culte comme le Bushido japonais et un grand ordre secret comme la franc-maçonnerie », avec sa hiérarchie, l'*alta Mafia* et la *bassa Mafia*, ses *ricottaro* et ses *capo*, son code du silence, l'*Omerta*, et sa puissance extraordinaire, l'auteur a rassemblé, un peu pêle-mêle semble-t-il, un grand nombre de faits, d'histoires vécues, de procès-verbaux, d'enquêtes sénatoriales, de coupures de presse, de documents aussi surprenants que les *private bills* qui permettent à des sénateurs de faire obstacle à l'expulsion de criminels notoires.

C'est avec une grande véhémence que M. Edward J. Allen dénonce « la croissance du crime organisé, ce cancer qui ronge le corps politique de l'Amérique », l'infiltration de la Mafia dans les syndicats, dans le monde des affaires, dans tous les domaines de l'activité, la corruption de nombreux politiciens et représentants de l'ordre eux-mêmes, et la veulerie du public qui s'habitue à sa condition de victime.

La conviction passionnée de M. Allen et les documents réunis par ses soins ne manquent pas d'impressionner et d'effrayer, car tout semble bien attester que le « crime organisé, ainsi que le disait M. Robert Kennedy en 1959 alors qu'il était conseiller de la Commission sénatoriale McClellan, est beaucoup plus répandu maintenant, la situation bien plus grave que du temps d'Al Capone, et cela ne fera qu'empirer... ».

L'assassinat du Président des Etats-Unis, les récents *kidnappings*, attentats à la bombe et violences de tous genres semblent bien confirmer cette vue alarmante.

Jacques VÉRIN.

Die Sicherung des modernen Fussgänger- und Radverkehrs (Protection des piétons et des cyclistes dans la circulation routière moderne), volume VII de la série publiée par l'Arbeits- und Forschungsgemeinschaft für Stadtverkehr und Verkehrssicherheit, Cologne, 1960, 157 pages.

Cet ouvrage, édité en 1960 par l'Université de Cologne (Allemagne), a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Circulation et de l'administration du *Land* « Nordrhein-Westphalen » et de plusieurs personnalités allemandes, qui par leurs activités professionnelles ont été amenées à se préoccuper des problèmes de la circulation routière. Il consiste dans une suite de huit études consacrées au comportement des piétons et des cyclistes dans la circulation moderne et à la recherche d'une plus grande efficacité dans la protection de ces deux catégories d'usagers de la route.

***

Dans son étude sur la sociologie des piétons, le professeur P. Berkenkopf, directeur de l'Institut de la circulation routière à l'Université de Cologne, constate une différence considérable entre le comportement des piétons des campagnes et des petites villes et celui des piétons des grandes villes. Ces derniers sont, selon lui, et à l'exception des enfants, vieillards et infirmes, doués d'un sixième sens ; celui de la protection contre les dangers de la route. L'auteur estime que l'hostilité des piétons à l'égard des automobilistes, forme moderne de la lutte des classes, tend à disparaître dans la mesure où une toujours plus large couche de la population parvient à l'automobile. Cette accession à l'automobile doit, selon lui, amener chez le piéton une plus parfaite compréhension des problèmes de la circulation, qu'il convient de compléter par des mesures éducatives.

L'étude du Dr H. Boos, conseiller ministériel, est consacrée à l'examen des dispositions réglementaires relatives à la protection des piétons et des cyclistes. L'auteur signale quelques imperfections de la réglementation allemande (obligations du cycliste qui quitte la route vers la gauche mal définies, conduite à tenir par l'automobiliste qui tourne à gauche après un feu vert non précisée), mais pense que dans l'ensemble elle est satisfaisante et que c'est surtout dans l'inobservation des règlements que se trouvent les causes d'accident.

M. E. Jacobi, directeur de société d'assurances, se livre à une étude sur les causes des accidents et en particulier sur celles qui tiennent à la nature humaine. Il attribue à ces dernières deux origines bien distinctes, d'une part celles qui proviennent d'individus considérés irresponsables (enfants, personnes très âgées, infirmes et malades mentaux) et celles qui résultent, chez les personnes normales, de l'ignorance ou du mépris des règles de sécurité. L'auteur présente de nombreux exemples de cas-types pour illustrer ses propos.

L'étude du Dr Lossagk, de Dusseldorf, est consacrée aux dangers auxquels s'exposent les piétons sur les routes et notamment, durant la nuit, celui de n'être pas aperçus par les automobilistes, s'ils ne sont pas munis d'un éclairage individuel ou porteurs de vêtements clairs.

Le professeur Sill, directeur à Hambourg, pense qu'une certaine séparation des routes et des pistes pour piétons, avec croisements et traversées de routes à niveaux différents, garantirait une meilleure protection. Il estime que dans la construction de cités nouvelles et partout où la possibilité existe, il est nécessaire de réaliser cette séparation. A l'appui de son étude, il présente des photographies et des plans. L'auteur propose différentes solutions d'aménagement des voies publiques, destinées à réduire l'utilisation des mêmes voies par les piétons et par les véhicules (passerelles, tunnels, signalisation lumineuse commandée par piéton). Il signale une initiative originale, expérimentée avec succès dans plusieurs villes allemandes et qui consiste à affecter certaines rues commerçantes à l'usage exclusif des piétons, d'une manière permanente ou temporaire.

L'étude du professeur Tonnis, médecin à Cologne, a un double objet :

— la recherche de l'influence des infirmités, de la fatigue, de l'ivresse et de l'absorption de calmants ou d'excitants sur le comportement des piétons et des cyclistes,

— la limitation des conséquences des accidents par des soins rapides et efficaces.

Le professeur Undeutsch de l'Institut de psychologie de Cologne se penche sur les problèmes de la sécurité des piétons et des cyclistes au point de vue psychologique.

Il étudie la répartition des accidents en fonction du jour et de la nuit, en fonction des différentes heures de la journée et également par rapport à l'âge et au sexe des individus.

La dernière étude est celle de M. F. Quentin, haut fonctionnaire de la police de Dusseldorf.

Après avoir admis que le réseau routier allemand, en dehors des autoroutes, était loin d'être parfait, l'auteur déplore le manque de discipline et de prudence de ses compatriotes sur les routes. Il constate que ces mêmes Allemands, qui en Allemagne de l'Ouest prennent de très grandes libertés avec le Code de la route, se montrent particulièrement respectueux de la réglementation et très prudents quand il leur arrive de circuler sur l'axe Berlin-Ouest-Helmstedt, où il n'y a pratiquement pas d'accident (un en dix ans). M. Quentin constate, d'autre part, que ce sont les usagers les plus vulnérables qui sont les moins bien renseignés (piétons, cyclistes). Pour remédier à cet état de choses, l'auteur estime que la police doit accroître sa surveillance (emploi du radar pour les contrôles de vitesse, fonctionnaires en tenue bourgeoise pour la recherche des infractions) et assurer l'éducation des usagers par des observations individuelles et par des cours organisés dans les écoles, usines et associations d'automobilistes.

Hubert FRANÇOIS.

Die Sicherung des Menschen im Strassenverkehr (La sécurité de l'usager de la route), volume VIII de la série publiée par l'Arbeits -und Forschungsgemeinschaft für Stadtverkehr und Verkehrssicherheit, Cologne, 1961, 290 pages.

Cet ouvrage est le tome VIII de la série publiée par « l'Association de travail et de recherche sur la circulation urbaine et la sécurité des usagers », association qui a son siège à Cologne.

Ce livre de 290 pages, illustré de nombreuses photographies et croquis, présente une série de conférences qui ont été faites à Cologne, Essen et Hamm à la fin de l'année 1960 et qui portaient sur le thème : *Sécurité des usagers de la route.*

Les conférences rapportées dans ce volume montrent bien que, pour résoudre le problème de la sécurité des usagers de la route, il faut prendre nettement conscience des préjudices graves causés par la circulation du XX^e^ siècle. Les techniciens, les juristes, les psychologues, les économistes et les spécialistes de la circulation, auteurs de ces conférences, ont étudié les diverses causes d'accidents et ont tenté d'apporter des remèdes.

Parmi ces conférences, au nombre de huit, nous en signalerons trois qui paraissent présenter un intérêt particulier.

Notons tout d'abord l'étude faite par le professeur B. Wehner, de l'Université technique de Berlin, sur « l'influence du revêtement routier pour la sécurité de la circulation ».

Ce revêtement joue un rôle important en raison de son effet acoustique, de son effet optique ainsi que de son rapport d'adhésion. Ce rapport d'adhésion qui conditionne « la tenue de route » dépend en grande partie du choix de la substance minérale qui entre dans la composition de la couche superficielle du revêtement. Après une analyse technique très détaillée, l'auteur indique en conclusion que toutes les possibilités ne sont pas encore épuisées dans le domaine de l'amélioration des superstructures routières.

Le professeur Elbel, de Bonn, docteur en médecine, traite de « l'alcool comme cause d'accidents ». Sa conférence se divise en deux parties. Une première partie est consacrée à une étude statistique englobant la plupart des pays européens ; le professeur Elbel fait remarquer que les comparaisons entre ces divers pays sont fort difficiles en raison du seuil différent adopté selon les pays pour caractériser l'état d'ivresse, seuil variant de 0,5 pour 1.000 à 2 pour 1.000. Une deuxième partie mentionne un certain nombre d'expériences destinées à démontrer la perte de réflexes et les fausses appréciations dues à l'absorption d'alcool.

Le directeur de la police de Francfort, le docteur Littmann, pose le problème d'un permis de conduire délivré seulement pour une période limitée. Cet état de chose existe dans de nombreux pays et notamment aux Etats-Unis où la durée de validité varie de un à cinq ans. Souvent, d'ailleurs, le renouvellement du permis est exigé pour de simples raisons fiscales et n'est pas lié à un nouvel examen. Dans d'autres cas, au contraire, un nouvel examen est rendu obligatoire. Le docteur Littmann analyse les divers arguments avancés par les promoteurs et adversaires de cette conception. Parmi

les objections, il note tout particulièrement l'importance des moyens financiers qui seraient exigés par une telle pratique ; en effet, plus le renouvellement aurait lieu à des dates rapprochées, plus les moyens financiers devant être mis en œuvre seraient importants : en Allemagne fédérale, si l'on adoptait un renouvellement tous les cinq ans, il faudrait faire passer chaque année un nouvel examen à 1.800.000 personnes en plus des 850.000 examens annuels normaux. Cependant ce permis à durée limitée présente de nombreux avantages en ce qui concerne la sécurité de la circulation et l'auteur s'en déclare partisan.

Le lecteur de ces différentes conférences aura la conviction qu'il ne suffit pas à l'Etat de prendre des mesures coercitives pour réduire le nombre et la cause des accidents, mais que l'usager lui-même doit contribuer à cette œuvre en prenant conscience de ses responsabilités aux fins, dans un esprit de civisme, d'assurer sa propre sécurité et celle d'autrui.

Alain FOLLIOT.

Petiot, Victim of Chance (Petiot, victime du sort) par Ronald Seth, Londres, Hutchinson & C^o^ (Publishers) Ltd, 1963, 208 pages.

M. Ronald Seth décrit avec une réelle maîtrise le sombre procès de Petiot qui fit couler beaucoup d'encre en son temps. Médecin, Petiot fut accusé du meurtre de soixante-trois victimes qu'il s'était engagé à faire traverser la ligne pour passer en zone libre ou à l'étranger. Condamné à mort, il fut exécuté en mai 1946. On suit jusqu'à la fin, avec un intérêt qui ne se dément pas, les péripéties de cette affaire dont plus d'un point demeurent encore obscurs. M. Ronald Seth n'est pas un juriste. Son livre est une œuvre de vulgarisation destinée au grand public. Sans doute, s'est-il intéressé à l'affaire Petiot au titre de la Résistance, puisqu'il a déjà consacré son talent à étudier le mouvement de la Résistance en Europe occidentale durant la seconde guerre mondiale (*The Story of Resistance in Western Europe*).

A la différence de l'opinion commune, M. Ronald Seth semble admettre, en effet, la thèse de Petiot. Ce dernier aurait été membre d'un groupe de résistants communistes, qui aurait participé à la liquidation des victimes dites « collaborateurs ». Petiot n'aurait pas été, à lui seul, l'auteur de cette liquidation. Cette thèse nous semble peu convaincante. Les raisons qu'en donne l'écrivain n'entraînent pas notre adhésion : en particulier, on a vu d'autres criminels se débarrasser du corps de leurs victimes en aussi peu de temps que l'a fait Petiot. Le courage dont il a fait preuve au moment de la mort ne témoigne en rien de sa non-culpabilité. Nombreux sont les criminels qui savent « plastronner » devant la peine capitale.

Sans doute, peut-on regretter que l'auteur n'indique pas ses sources. Elles auraient donné plus de poids aux idées qu'il avance. Il reste que rien ne prouve la qualité de « collaborateurs » des victimes de Petiot. Et pourquoi cet argent réclamé avant le prétendu voyage de la victime, s'il ne s'agissait que de supprimer des « collaborateurs » gênants à la cause de la Résistance ?

Petiot semble bien plutôt le protagoniste d'un crime crapuleux qu'un héros de la Résistance.

Geneviève CROGUENNEC.

Bibliography of Medico-Legal Works in English (Bibliographie des travaux de médecine légale en langue anglaise), par Robert P. Brittain, Londres, Sweet & Maxwell Limited, South Hackensack (N. J.), Fred B. Rothman & C^o^, 1962, 252 pages.

L'auteur a colligé dans cet ouvrage tous les travaux publiés en langue anglaise sur des sujets de médecine légale, en y incluant les traductions en anglais d'ouvrages étrangers. Pour chaque auteur, il indique la date de naissance et éventuellement de décès, ses titres scientifiques, le titre des ouvrages publiés par lui avec le nombre de volumes et de pages, les différentes éditions et le nom de l'éditeur, la date de la publication. Mille quatre cent trente-deux auteurs ont été ainsi répertoriés.

Les auteurs sont classés par ordre alphabétique, un index regroupant ensuite les publications citées en fonction de leur sujet. Ce répertoire bibliographique recouvre les principaux problèmes de la médecine légale et de la criminologie.

Ce livre de deux cent cinquante pages, le premier qui soit publié sous les auspices de la *British Academy of Forensic Sciences*, est seulement, dit l'auteur dans sa préface,

un travail préliminaire à un projet beaucoup plus vaste d'une « Histoire de la médecine légale ». Il représente déjà un travail considérable et apporte la certitude d'être informé sur tout ce qui a été écrit en langue anglaise sur ce sujet.

L. C.

Gerichtlich-medizinische Untersuchungen bei Giftdelikten (Les examens médico-légaux dans les empoisonnements criminels), par Eugen Laüppi, Zurich, Juris-Verlag, 1959, 67 pages.

L'auteur insiste sur les difficultés du diagnostic d'empoisonnement et des recherches diverses en cette matière.

La collaboration du criminaliste et du médecin légiste y est plus nécessaire encore que dans les autres expertises ; en effet, les circonstances extérieures sont souvent la première indication qui oriente vers le soupçon d'empoisonnement. L'anamnèse, les données des risques, ne sont pas moins importantes que l'examen du cadavre ; mais souvent les symptômes sont imprécis et prêtent à plusieurs hypothèses. L'anatomie pathologique même n'est concluante que dans certains cas. Un grand nombre de poisons ne donnent pas d'altérations morphologiques discernables.

Néanmoins, l'auteur pense que la plupart des empoisonnements criminels sont découverts.

C'est naturellement la mesure quantitative des traces de poison dans l'organisme qui permet d'évaluer l'action du poison ; mais les résultats de l'analyse ne doivent pas être surestimés car ils dépendent de nombreux facteurs, en particulier du délai entre l'examen et le moment de la mort, d'où la nécessité en cas de soupçon de crime de faire les prélèvements le plus tôt possible et en quantité suffisante.

Pour de nombreux poisons on doit se contenter d'une découverte qualitative. Parfois il n'existe pas de méthode satisfaisante d'analyse. Pourtant même si on ne peut mettre en évidence de poison, l'expertise toxicologique est intéressante dans certaines conditions.

Sur la cause de la mort, les experts ne peuvent fournir que des hypothèses ; il est rare de trouver des traces d'intoxication tout à fait nettes. On peut parfois donner des indications sur la porte d'entrée de l'intoxication et sur sa date approximative.

La question de l'empoisonnement unique ou répété est difficile à résoudre. Il y a parfois contradiction entre les données objectives et le témoignage.

Cet ouvrage présente dix-huit observations dont chacune illustre une ou plusieurs des règles de travail posées par l'auteur.

S. B.

Psychiatrie der Gegenwart. Forschung und Praxis (Psychiatrie d'aujourd'hui. Recherche et pratique), tome II, *Klinische Psychiatrie* (Psychiatrie clinique), tome III, *Soziale und angewandte Psychiatrie* (Psychiatrie sociale et appliquée), Berlin, Göttingen, Heidelberg, Springer-Verlag, 1960 et 1961, 1230 et 880 pages.

La *Psychiatrie d'aujourd'hui* répond bien à son titre : elle est conçue sous le signe du provisoire. Quand on lit, en effet, sous la plume de ses principaux collaborateurs des propos tels que les suivants : « le contenu, au premier abord, hétéroclite de ce volume montre à quel point la psychiatrie a été mise en mouvement par la destructuration et le dirigisme social, par les problèmes d'organisation et les nouvelles possibilités thérapeutiques » (M. Muller, p. 6, t. 3) ; ou encore : « la psychiatrie, qui peut, sous bien des aspects, être comparée à l'état de la médecine à la fin du XVIII^e siècle, ne peut pas être présentée à l'étudiant comme un système doctrinal cohérent ou comme un ensemble de faits établis et classifiés suivant les causes, la pathologie, l'évolution et le traitement des maladies mentales... L'aspect de ces dernières est constamment changeant, non pas seulement d'individu à individu, mais d'année en année » (M. Aubrey Lewis, p. 113, t. 3) ; ou encore : « dans aucun autre domaine de la psychiatrie ne s'est développée une évolution aussi radicale que dans celui du problème du traitement de la schizophrénie... les publications en sont innombrables » (M. Muller, p. 27, t. 2) ; ou encore : « s'est-on jamais demandé si la schizophrénie était une maladie ? ». (M. Wyrsch, p. 4, t. 2) ; ou encore : « ainsi la révolution a de fait déjà atteint la psychiatrie... nous y sommes » (M. Klaus Conrad, p. 371, t. 2) ; ou encore : « l'exposé suivant n'est pas une contribution à un manuel dans le sens d'une revue générale de

la psychiatrie juridique et administrative contemporaine. Il s'agit, conformément aux vœux des éditeurs, de « problèmes actuels », avec références aux travaux de Vorkastner et de Bumke (1929 et 1939), dans le traité des maladies mentales de ce dernier (MM. Ehrhardt et Villinger, p. 181 et 182, t. 2), quand on lit, dis-je, de tels propos, et beaucoup d'autres semblables pourraient être cités, on a bien l'impression de ne pas être en présence d'une œuvre magistrale et définitive, mais plutôt d'un vaste et passionnant reportage psychiatrique. Plus rien ne rappelle, en effet, dans cet ensemble trilingue et multiforme. les ouvrages classiques d'autrefois tels que ceux des Kraeplin, Bumke, Bleuler, Gilbert Ballet, Regis, etc. pouvaient en donner l'exemple, ouvrages monolithiques chapeautés d'un seul nom et représentant les tendances et les caractéristiques d'une école ; et si le professeur Gruhle, en parlant « de cette grande œuvre », la caractérise comme « devant être lue paisiblement et avec lenteur », c'est qu'il en considère, sans doute, non seulement la richesse, mais la foule et la variété des facettes, dans lesquelles se reflètent, dans autant de chapitres, la multitude innombrable des problèmes psychiatriques de l'homme d'aujourd'hui.

Les deux tomes, que nous analysons, contiennent respectivement 1.229 pages (t. 2) et 880 pages (t. 3), ce qui fait un total de 2.109 pages, dans lesquelles il faut compter 240 pages de références bibliographiques (forcément incomplètes) et 112 pages de registre de noms et de table des matières par ordre alphabétique. Soixante-trois auteurs ont pris part à la rédaction de ces deux volumes, cinquante-trois de langue allemande, huit de langue anglaise et deux de langue française. Qu'on veuille bien comparer cette production avec le traité de psychiatrie de Kraeplin et Lange, où il n'y avait que deux auteurs allemands et pas de bibliographie, et l'on se rendra compte de l'évolution des choses en l'espace de trente ans ! L'ensemble donne une impression de scintillement, dans lequel tout paraît remis en question, mais d'une façon provisoire, dont la signification se perd dans les brumes de l'avenir. Fait caractéristique, la place réservée à la psychiatrie classique, c'est-à-dire les psychoses endogènes, qui autrefois occupaient une place d'honneur dans la discipline, la méthodologie et l'éthique psychiatriques, se réduit considérablement face aux psychoses symptomatiques, c'est-à-dire d'origine réactionnelle ou psychogène. La psychiatrie de nos jours serait-elle devenue une psycho-pathologie des modes de réactions humaines ? Il est vrai que l'humanité a été soumise à une telle série d'épreuves de masse pendant ces trente dernières années, qu'il n'est pas étonnant que le psychiatre soit amené à se confronter avec les manifestations aberrantes des conduites humaines, qui en résultent forcément et qui continuent d'ailleurs à se produire en raison des modes nouveaux de vivre et de mourir qui s'imposent à nous, comme par exemple l'amassement démographique, la mécanisation avec ses facteurs de vitesse, de fatigue nerveuse, d'insécurité et de traumatismes de toutes sortes, les maladies nouvelles où récemment identifiées avec incidences psychiatriques comme les tumeurs cérébrales, les leucémies, les toxoplasmoses, les porphyries, les drogues, les *stress* de toutes sortes, etc. Quoi qu'il en soit, l'importance accordée aux manifestations psychiatriques symptomatiques est énorme dans cet ouvrage, qui donne, au premier abord, une très forte impression d'organicisme et de médicalisation de la psychiatrie. Sa tendance, en tous cas, est la liquidation des grands ensembles nosographiques et des entités morbides et l'on chercherait en vain un chapitre spécial sur la paralysie générale, qui était, pourtant autrefois, un des monuments de la psychiatrie classique : la méningo-encéphalite diffuse a tout simplement été réduite au rang de psychose symptomatique. Par contre, et toujours suivant la même tendance, nous trouvons deux chapitres considérables sur la psychiatrie traumatique et l'épilepsie : deux cent vingt-deux pages sont consacrées à cette dernière, dont quatre-vingt-neuf rien que pour le traitement (alors que le traitement de la schizophrénie ne comporte que quarante-six pages !). Sous les titres de psychiatrie de la jeunesse et de psychiatrie de la vieillesse sont rédigés toute une série d'articles très importants sur la pathologie mentale de ces deux âges extrêmes de la vie, au cours desquels les facteurs biologiques, médicaux et sociaux jouent un rôle décisif.

Car c'est une des caractéristiques de cet ouvrage que le privilège qu'il accorde à tout l'ensemble social de la psychiatrie. Le tome III y est, en effet, entièrement consacré : citons l'assistance psychiatrique institutionnelle, la psychiatrie sociologique (milieu, épidémiologie, ségrégation), le suicide, l'hygiène et la prophylaxie mentales, l'enseignement de la psychiatrie, la classification internationale des maladies mentales, la

psychiatrie médico-légale et administrative, les perversions et leurs significations juridico-psychiatriques, la législation psychiatrique internationale, les frontières de la psychiatrie (ethnologie, religion, art), enfin, la psychiatrie de la guerre, à laquelle sont consacrées 269 pages sur les 880 du volume, c'est-à-dire le quart, traitant de la psychiatrie concentrationnaire (captivité, déportation, internement), de la psychiatrie de combat, et de la psychiatrie de transplantation (réfugiés).

La *Psychiatrie d'aujourd'hui* est avant tout un instrument de travail, un bilan provisoire de l'enquête d'encyclopédie humaine à laquelle doit se livrer le psychiatre, s'il veut essayer de cerner le problème de la déraison et de ses conduites plus ou moins explicables. A tout moment des faits nouveaux se présentent, dont la signification nous échappe et semble se projeter dans un avenir que nous ne connaissons pas. Comme le dit M. Volmat dans son chapitre « Art et psychiatrie », « le centre de ces recherches se déplace constamment, ainsi que leurs limites », ce qui laisse supposer que dans les sciences psychiatriques la part du devenir est énorme et que la contingence en est une des principales dimensions. La diversité des abords de la personne humaine, du normal en pathologique, en est la conséquence et c'est en somme une véritable psychiatrie anthropologique avec laquelle nous avons à faire et qui se dégage de cet ouvrage. Nous assistons à une espèce de promotion de l'homme psycho-pathologique, dont on essaie d'approcher et de comprendre l'aberrance par des tentatives qui relèvent soit de l'évolutionnisme (comme l'analyse), soit de la psychologie de la forme, soit de la phénoménologie. En tout cas la notion de dévalorisation n'est plus univoque et quand M. Klaus Conrad, parlant des psychoses symptomatiques, en fait une phénoménologie de l'agonie, ou quand M. Volmat parle d'une esthétique de la folie, il y a là, semble-t-il, quelque chose de nouveau qui pourrait être acquis au patrimoine humain par ces existences jusque-là sans valeur.

Il est évidemment difficile, si ce n'est impossible de faire l'analyse d'un pareil ouvrage qui, par bien des côtés, est une véritable tour de Babel, au propre comme au figuré. Il fait sien, en tous cas, ce polymorphisme technique qui caractérise l'information, l'enseignement et la recherche, sinon la découverte, dans la science d'aujourd'hui. Mais cette démarche protéiforme de la pensée est encore plus tentaculaire quand il s'agit de psychiatrie, c'est-à-dire d'une discipline dont l'ambiguïté et l'universalité en font une espèce d'humanisme aux limites indécises et mouvantes, dont il n'est pas exagéré de dire qu'elles s'étendront bientôt à toutes les connaissances. La folie est vraiment le banc d'essai de l'espèce humaine et c'est sous cet aspect qu'il faut la comprendre et en saisir l'importance, quand ce ne serait qu'au point de vue quantitatif. Mais c'est aussi pourquoi la psychiatrie risque d'être toujours une science mal faite, dont la langue, quelle qu'en soit la nation, sera toujours insuffisante et approximative. On le voit dans ses rapports avec les autres modes d'activité humaine, qui ont à faire avec elle et lui demandent ce qu'elle ne peut jamais leur donner, c'est-à-dire l'exactitude et l'objectivité.

Dans ses rapports avec la justice, en particulier, on saisit les différences de compréhension de la pensée juridique et de la pensée psychiatrique. Voici ce qu'en disent MM. Ehrhard et Villinger dans le chapitre considérable qu'ils consacrent à la psychiatrique juridique et administrative. « La psychiatrie et la jurisprudence ont subi un développement, qui fait apparaître les anciens problèmes sous un autre éclairage et met le psychiatre, en tant qu'expert, en face d'obligations nouvelles et plus étendues. Dans le domaine frontière de la psychiatrie et du droit, il fut de tout temps difficile d'arriver à une entente du juge et du médecin. L'obstacle en est dans la différence de langage et de terminologie, mais surtout dans l'opposition entre la psychiatrie en tant que science naturelle et psychologie et la jurisprudence en tant que science des normes et des valeurs... » (p. 182). La notion de faute qui se dégage du nouveau droit pénal est celle de faute en tant que reprochabilité : elle est marquée par la double relation du devoir de non contravention en conséquence du pouvoir de non contrevenir. La notion de responsabilité vient seulement d'être abandonnée pour celle de punissabilité dans les travaux de réforme en cours. Dans la science juridique actuelle, la notion de faute n'est donc pas ontologique, ni psychologique, mais normative et juridiquement positive : « la faute est un élément de valeur négative dans la volonté d'agir, non pas cette volonté elle-même (Welzel) ». Cette conception normative de la faute est aujourd'hui une notion de droit généralement admise. Le psychiatre en tant qu'expert doit en être averti. Il ne doit jamais dans son expertise partir d'un autre concept personnel, pour aussi vrai et important qu'il lui paraisse, ou de quelque nouvelle théorie d'apparence convaincante, afin de ne pas faire défaut à la question qu'on lui pose et à la réponse qu'on lui demande. L'esprit et la lettre des prescriptions légales, tels qu'ils se sont dégagés de la doctrine et de la pratique, sont déterminants pour l'expert, mais non pas ses vues personnelles, scientifiques ou philosophiques sur les problèmes en question (p. 206). Par conséquent, notion qualitative et mouvante du côté psychiatrique, sujette à de constantes révisions scientifiques et à des postulats plus ou moins personnels ; notion quantitative du côté juridique, fixant l'estimation des normes et des valeurs.

Conclusion qui n'en est pas une, car la psychiatrie sera toujours sans fin.

André REQUET.

Psychologie du crime, par A. Hesnard, Paris, Payot, 1963, 354 pages.

La criminologie n'a pas de chance : malgré le caractère général des définitions qui en sont proposées : science du crime, science du fait criminel et de l'homme criminel, par exemple, il n'est pas encore habituel de voir les auteurs d'études sur le criminel ranger sans réserves leur œuvre sous l'étiquette criminologique.

C'est ainsi que le Dr Hesnard, qui se propose dans son nouvel ouvrage « d'orienter la recherche de la signification du crime et de la conduite criminelle par la *connaissance concrète du criminel en profondeur* », proclame *in limine* qu'il ne s'agit en aucune façon de criminologie..

La criminologie d'aujourd'hui lui paraît sans doute trop objective, trop dépourvue de cette étude des conflits de valeurs qui doit permettre la *compréhension* avant qu'on ne vise à l'explication. Et c'est avant tout à l'analyse de cette subjectivité du criminel que l'auteur s'attache en dessinant une psychologie élargie par les apports de la psychanalyse, de la phénoménologie et des conceptions cliniques de de Greeff. Mais cette anthropologie criminelle vers laquelle tendrait la psychologie criminelle, une fois abattues les barrières qui séparent encore phénoménologie, psychanalyse, psychiatrie, sociologie, qu'est-ce d'autre que la criminologie, que l'auteur lui-même appelle une « science humaine synthétique de haute valeur » ?.

Nous comprenons mal cette querelle qui nous semble de pure terminologie.

En tout cas, qu'il s'agisse de criminologie ou d'anthropologie criminelle, le Dr Hesnard contribue incontestablement, et d'une façon qui n'est pas négligeable, à l'orientation actuelle des doctrines criminologiques vers une synthèse à dominante psychologique.

Pour une analyse détaillée de cet ouvrage, nous renvoyons les lecteurs de la *Revue de science criminelle* à la chronique que M. Pinatel y a consacré sous le titre « Orientations psychologiques récentes en criminologie » (1), et dans laquelle il confronte les conceptions du Dr Hesnard et celles du R.P. Mailloux.

Bornons-nous à rappeler ici les grandes lignes de la *Psychologie du crime*.

Dans une *première partie*, l'auteur fait ressortir l'insuffisance et la relativité des méthodes objectives de connaissance de l'homme criminel ; mais pour donner un cadre scientifique à son exposé, il résume les principales recherches criminologiques objectives : biocriminogénèse, sociocriminogénèse, cas particuliers de la délinquance des adolescents et de la psychopathologie criminelle.

C'est la *seconde partie* qui constitue la psychologie criminelle proprement dite, et notamment les chapitres consacrés à la description et à l'analyse clinique des grandes conduites criminelles. Notons, parmi les multiples analyses du Dr Hesnard, l'insistance avec laquelle il revient sur ce phénomène de la frustation vécue comme injustice que l'on retrouve chez la plupart des délinquants, et sur ce « travail inconscient de légitimation qui aboutit à disculper progressivement le futur criminel, à lui enlever sa résistance morale, à présenter la future victime comme coupable ».

La *troisième partie* enfin est consacrée à l'exposé de la conception d'E. de Greeff, que l'auteur appelle une crimino-anthropologie clinique, et qu'il veut compléter en retraçant les apports de la psychanalyse et de la phénoménologie. Bien que le Dr Hesnard ne partage pas toutes les thèses de de Greeff, et qu'il n'admette pas, en

(1) 1963, n° 2, p. 377 à 387.

particulier, l'existence d'un dispositif préétabli et « incorruptible » du diencéphale, son exposé des doctrines de de Greeff, prend toute la valeur d'un hommage à ce grand criminologue, et ce n'est pas l'aspect le moins attachant de l'ouvrage.

Jacques VÉRIN.

Die Psychologie der Notzucht (La psychologie du viol), par Paul Dost, Hambourg, Kriminalistik, 1963, 464 pages.

Ce volume peut être parcouru sans méfiance par un juriste qui ne serait pas de ceux qui croient, sans réserves, que l'élément constitutif du délit de viol puisse facilement trouver son reflet dans la réalité de la vie sous sa forme dite classique, à savoir celle du viol d'une seule femme, saine et normale, par un seul homme. Il ne courra pas le risque de s'indigner contre de possibles simplifications, mais — au contraire — il sera vite attiré par la franchise avec laquelle l'auteur décrit ses propres doutes. Franchise et modestie à la fois, car M. Dost dispose d'une expérience particulière et d'une véritable connaissance du sujet en raison de ses longues années de travail comme chef de la police des mœurs à Stettin et à Breslau. Cependant l'auteur — tout en mettant en lumière les résultats de ses expériences — fait preuve d'une pondération louable, car il se propose simplement de contribuer à la recherche des voies nécessaires pour aborder et atteindre ce but encore lointain : l'évaluation objective de ce délit.

La composition même de l'ouvrage mérite d'être soulignée, car elle fait preuve aussi bien de l'objectivité de l'auteur que de sa profonde connaissance du sujet. La première partie passe notamment en revue cinq cents exemples de viols présumés (dont une partie est tirée de la littérature et de l'histoire) sans que l'auteur en dégage de conclusions ; il se contente d'introduire le lecteur au cœur même du sujet. Cette partie est d'un intérêt particulier pour le juriste, car il ne tardera pas d'en tirer la conclusion que le délit de viol présumé constitue rarement autre chose qu'un concours réel ou (plus souvent même) idéal d'infractions telles que délits contre la vie et l'intégrité de la personne, atteintes à la propriété, entraînement de mineurs à la débauche, inceste, proxénétisme, outrage public à la pudeur etc.

Mais, comme l'auteur est psychologue de formation, et comme le titre l'indique, c'est à l'analyse des divers aspects de l'évaluation psychologique du malfaiteur et de la personne qui se veut victime, qu'est consacrée la partie principale de ce livre. Les renseignements de M. Dost, aussi précis et consciencieux que possible, compte tenu des preuves difficiles (l'absence des témoins étant impliquée) et des réactions psychologiques aussi complexes que contradictoires des personnes intéressées, constitueront indubitablement un guide utile et précieux dans le travail quotidien des agents des polices de mœurs.

Il semble que l'objectivité scientifique dont l'auteur fait preuve mérite d'être soulignée encore une fois. M. Dost n'oublie pas notamment de citer aussi les législations qui ont trouvé nécessaire d'accorder leur protection contre le délit de viol non seulement à la femme mais aussi à l'homme (surtout dans son adolescence). Il réussit tout particulièrement dans son effort d'objectivité quand il souligne que ce n'est pas G.B. Shaw qui a découvert que c'est la femme qui est primordialement et foncièrement la partie incitante, et non l'homme.

A. FLATAU-SHUSTER.

Vom Fememord zur Reichskanzlei (De l'assassinat politique à la Chancellerie du Reich), par Emil J. Gumbel, Heidelberg, Verlag Lambert Schneider, 1962, 90 pages.

M. le Professeur Gumbel a été depuis longtemps un combattant pour la liberté et la justice. Dès avant le régime des nazis, il avait sonné la cloche d'alarme pour attirer l'attention du grand public sur l'influence néfaste de la réaction des juges allemands quant aux assassinats politiques. Statisticien, il avait été frappé par le nombre incroyable d'acquittements et de relaxes en la matière. En effet, dans les deux années qui ont suivi la naissance de la République, plus de trois cents assassinats constatés nommément ont été commis par la droite contre la gauche, et presque aucun d'entre eux n'a eu de sanctions judiciaires, contre vingt-deux assassinats politiques de la gauche contre la droite qui ont amené trente-huit condamnations. C'était là le sujet de l'ouvrage de M. Gumbel, *Deux ans d'assassinats* paru en 1921, qui fut suivi deux ans plus tard d'un ouvrage intitulé *Quatre ans d'assassinats*.

Dans son introduction, le docteur Walter Fabian résume très bien le but de cet ouvrage : chercher la réponse à la question de savoir « comment les nationaux-socialistes ont pu s'emparer du pouvoir et exposer l'Allemagne et le monde à un malheur sans nom ». La réponse ne peut évidemment faire état que d'un seul facteur. Dans un cas de ce genre les causes sont nombreuses. Nous ne citerons que la crise économique mondiale de 1929 et le chômage exceptionnellement important qui s'ensuivit, l'aide apportée par la grande industrie allemande et les grands propriétaires agraires aux nationaux-socialistes, l'âge et le manque d'expérience du Président du Reich von Hindenburg et les intrigues fomentées par son entourage, notamment par son fils et le chancelier von Papen. Mais les deux facteurs qui n'ont pas été suffisamment mis en lumière et qui font le contenu de cet ouvrage ont été l'importance de l'armée allemande fondée surtout sur les corps francs contre-révolutionnaires qui s'étaient formés après la première guerre mondiale, et — ce qui nous intéresse surtout ici — l'influence de la justice politique également contre-révolutionnaire, contraire à cette révolution sur laquelle était basée la République allemande. Notons au passage que son attitude courageuse valut beaucoup d'ennuis et même de dangers personnels à M. Gumbel, et remarquons avec satisfaction que lorsqu'il dut quitter sa chaire de Heidelberg, le danger étant devenu réellement trop grand, c'est à Lyon qu'il trouva refuge en tant que chargé de recherches d'abord, puis de maître de recherches ensuite.

M. Fabian souligne la nécessité de connaître les causes qui ont amené la grande catastrophe du régime nazi et de la dernière guerre si l'on veut éviter pareil malheur à l'avenir, et il a raison quand il dit que rien peut-être n'est plus convaincant que la façon dépouillée et exacte dont M. Gumbel présente les faits.

Nous avons regretté l'absence d'une table des matières qui aide à se retrouver dans ce petit ouvrage, mais au fond le fil qu'a suivi l'auteur a toujours été celui de l'histoire. Les chapitres sont intitulés : *Armée et désarmement* ; *Révolution et contre-révolution* ; *Les assassinats bavarois* ; *Assassinats et tribunaux* ; *La Vehme* ; *Automne* 1923 ; *Nouvelle technique avec buts anciens* ; *Réarmement en Russie* ; *Montée et déclin du Troisième Reich*, suivis d'une bibliographie. Nous ne pouvons entrer ici dans le détail des indications données par M. Gumbel. Nous tenons seulement à faire connaître une petite statistique constituée par lui, où il s'agit de la répression des assassinats politiques de 1919 à 1922 par les tribunaux (p. 46) : assassinats non sanctionnés commis par la droite, 326, par la gauche, 4 ; assassinats partiellement sanctionnés commis par la droite, 27, par la gauche, 1 ; assassinats sanctionnés commis par la droite, 1, par la gauche, 17 ; total des assassinats commis par la droite, 354, par la gauche, 22 ; total des condamnations d'auteurs de droite, 24, de gauche 38 ; auteurs de droite ayant avoué, 23, de gauche, 0 ; auteurs s'étant reconnus coupables et ayant eu de l'avancement : de droite, 3, de gauche, 0 ; durée de la détention pour assassinat pour la droite, 4 mois, pour la gauche, 15 ans ; nombre des exécutions pour la droite, 0, pour la gauche, 10 ; amende pour assassinat pour la droite, 2 marks papier, pour la gauche, aucune.

M. Gumbel est persuadé que la confiance qu'avaient les auteurs des attentats dans la justice de leur pays en ce qui concernait leur impunité les enhardissait à commettre leurs crimes, car ils n'ont osé les commettre à l'étranger, où cette impunité n'était pas assurée, que lorsque le régime national-socialiste fut instauré, qui leur garantit aussi l'impunité pour les méfaits de ce genre commis à l'étranger.

Il serait intéressant d'étudier à fond la réaction des ministères des *Länder* à cet état de choses, mais cela emmènerait trop loin. Disons seulement que lorsqu'on a lu ce livre, on le pose avec une grande tristesse, car on se rend compte combien de malheurs auraient pu être évités si, à un certain moment, certains hommes avaient fait preuve de ces qualités dont a justement fait preuve le professeur Gumbel — et qui l'ont fait tellement souffrir.

Y. M.

V. — SCIENCE PÉNITENTIAIRE

Fines de la pena. Importancia, dificultad y actualidad del tema (Buts de la peine. Importance de la question, ses difficultés, son actualité), par Antonio Beristain, tiré à part de la *Revista General de legislación y jurisprudencia* de novembre 1961, Madrid, Instituto Editorial Reus, 1962, 30 pages.

Cette brochure de trente pages, qui a pour auteur un professeur de l'Université de Deusto à Bilbao, est une étude synthétique, facile à lire et très claire, des divers systèmes pénaux. Il s'agit d'une excellente étude de droit comparé.

L'auteur s'est efforcé de montrer la contradiction trop forte qui existe entre les néoclassiques et les tenants de la défense sociale ; il juge cette opposition excessivement dangereuse et propose de s'élever plus haut et de convertir l'éclectisme en synthèse harmonique : « Nous devons montrer la carence et la nécessité d'un principe ordonnateur et coordinateur de toutes ces théories modernes ».

Mais la préférence de l'écrivain ira à la théorie de la nouvelle défense sociale.

Son article a le grand avantage de fournir une bibliographie très détaillée en citant des ouvrages de divers auteurs français et étrangers.

J. FABRE DE MORLHON

Probation and Mental Treatment, (Probation et traitement psychiatrique), par Max Grünhut, Londres, Tavistock Publications, 1963, 56 pages.

Après le rapport Morisson, publié en 1962, sur le fonctionnement d'ensemble du service de la probation en Angleterre, voici une étude consacrée à un aspect particulier de la probation.

On sait que la souplesse des méthodes de probation permet de combiner cette mesure avec l'imposition de conditions particulières, dont les deux plus importantes sont, en Angleterre, la résidence dans un *Home* ou Centre d'accueil et *le traitement psychiatrique avec ou sans hospitalisation*.

Cette dernière condition, qui fait l'objet des dispositions de la section 4 du *Criminal Justice Act* de 1948, a soulevé d'importantes questions de principe. La pratique qui s'est instaurée n'a pas recueilli une approbation unanime ; certains psychiatres regrettent notamment d'avoir à soigner des malades qui ne s'adressent pas à eux de leur propre initiative, certains officiers de probation craignent que la probation ne perde ici son caractère de traitement en milieu libre pour devenir un moyen de forcer à l'hospitalisation.

C'est pourquoi il a paru souhaitable d'étudier de près le fonctionnement pratique de cette « section 4 ».

Un projet de recherches fut élaboré à cet effet, en 1954, par M. Grünhut et l'Université d'Oxford, et approuvé à la fois par le *Home Office* et par le ministère de la Santé. Ces recherches devaient porter sur la totalité des cas rencontrés pendant une année : l'année 1953, et devaient couvrir la durée de la probation ainsi qu'une année de *follow-up*, soit jusqu'en décembre 1957.

Pendant l'année 1953, les tribunaux anglais ont rendu huit cent quatre-vingt-deux décisions de probation avec traitement psychiatrique ; mais une fois éliminés les cas sur lesquels il n'a pas été possible de recueillir suffisamment de renseignements et ceux qui ne constituaient pas vraiment l'application des dispositions de la section 4, l'étude a porté en définitive sur *six cent trente-six cas*.

En une quarantaine de pages extrêmement denses, ce qui en rend la lecture assez ingrate, M. Max Grünhut rend compte de ses travaux en examinant successivement la pratique des tribunaux, la période des soins médicaux (qui dure un an au maximum), les résultats obtenus par les officiers de probation et finalement la conduite des sujets pendant l'année qui a suivi la fin de la mesure de probation.

Les conclusions de l'étude sont, en définitive, favorables à la probation avec traitement psychiatrique. On a constaté, en effet, que 70 % des délinquants ont quitté l'hôpital avec une nette amélioration de leur condition, ce qui est sensiblement le même taux de succès que pour les malades mentaux non délinquants. D'autre part, 69 % des sujets ont terminé leur période de probation de façon satisfaisante et n'ont pas récidivé au cours de l'année suivante ; parmi ces non-récidivistes, il faut même noter que 13 % avaient fait l'objet d'un pronostic médical défavorable, ce qui est encourageant pour le service de la probation.

L'auteur estime, en conséquence, que les tribunaux qui font déjà une application assez large des dispositions de la section 4 à toutes les catégories d'infractions, y compris la tentative de meurtre et le vol avec effraction, pourraient utilement étendre encore cette application. Cette recommandation s'adresse tout particulièrement aux tribunaux de province qui ont beaucoup moins recours à la probation avec traitement psychiatrique que les juridictions de Londres.

L'auteur remarque enfin que les tribunaux pourront individualiser encore davantage le traitement des délinquants en usant soit des possibilités de la section 4 du *Criminal Justice Act* pour les sujets dont la condition mentale est susceptible de s'améliorer dans un temps assez bref, soit les dispositions du *Mental Health Act* de 1959 pour ordonner l'hospitalisation ou le traitement psychiatrique externe, *sans recours à la probation*, des délinquants qui souffrent d'un déséquilibre mental plus important nécessitant des soins pendant une période indéterminée.

Jacques VÉRIN.

Sovetskoe ispravitel'no-trudovoe pravo (Les travaux correctifs en droit soviétique), partie générale, par N.A. Stručkov, Moscou, Edition de la « Section de recherche scientifique, de rédaction et d'édition » de l'Ecole supérieure du ministère de la Protection de l'Ordre public de la R.S.F.S.R., 1963, 224 pages.

La publication de cet ouvrage, texte d'un cours de M. Stručkov à l'Ecole supérieure du ministère de la Protection de l'Ordre public, constitue un événement de tout premier ordre dans le domaine de la science pénitentiaire soviétique. En effet, entre 1935 et 1955, l'étude du droit pénitentiaire a été suspendue complètement. La Conférence relative aux problèmes de ce droit, qui a eu lieu en 1957 sous les auspices du ministère de l'Intérieur de l'U.R.S.S., donna l'impulsion à la reprise des travaux théoriques en ce domaine. L'ouvrage de M. Stručkov est le résultat très appréciable de ces travaux. Mais, comme l'annonce l'auteur, ce résultat n'est que la première moitié du travail d'ensemble accompli par les pénalistes soviétiques. La partie spéciale du droit pénitentiaire ne tardera pas à paraître.

Ainsi les savants étrangers qui connaissent la langue russe seront bientôt munis, dans ce domaine, d'un instrument d'information d'une importance capitale. Celui-ci est d'autant plus nécessaire que le système pénitentiaire soviétique a été profondément modifié ces dernières années et que l'exposé que nous en avions fait en 1950 (1) ne correspond actuellement plus à la réalité.

M. FRIDIEFF.

Prision abierta. Una nueva experiencia penologica (Prison ouverte. Une nouvelle expérience pénologique), par Elias Neuman, Buenos Aires, Editions Depalma, 1962, 611 pages.

Chef de travaux pratiques de droit pénal à la Faculté de Droit et des Sciences sociales de Buenos Aires, M. Elias Neuman a tiré, dans sa thèse de doctorat, les leçons de l'expérience qu'il a vécue dans un pays voisin du sien, le Brésil. C'est au Brésil, et plus spécialement dans l'Etat de Sao Paulo, qu'il a poursuivi une longue enquête sur le système des prisons ouvertes. La question est en effet de celles qui ont retenu l'attention, toujours en éveil, des pénalistes brésiliens, et je me rappelle en avoir traité, en compagnie du professeur Noe Azevedo, aux IV° Journées franco-latino-américaines tenues à Sao Paulo en 1954 (2). M. José César Salgado, Procureur général de l'Etat de Sao Paulo, préfacier du docteur Neuman, ne manque pas de signaler que les premiers établissements ouverts dignes de ce nom, ont, en Amérique latine, été ceux du Brésil. Là réside l'intérêt du livre de M. Neuman. Son ouvrage comporte trois parties. Les deux premières, consacrées à l'étude de l'évolution de la peine privative de liberté

(1) V. « Le système pénitentiaire en U.R.S.S. », in *Les grands systèmes pénitentiaires actuels*, t. I, Paris, Sirey, 1950, p. 419 à 433.

(2) V. *Revue internationale de droit comparé*, 1955, p. 399.

et de la prison ouverte sont de compilation plus que de réflexion. Mais la troisième partie, qui traite de la prison ouverte dans l'Etat de Sao Paulo, apporte des éléments nouveaux à l'étude du problème envisagé. Il contient sur le système pénitentiaire pauliste et sur les pénitenciers agricoles de Bauru, d'Itapetininga et de San Jose de Rio Preto des renseignements de première main et d'un réel intérêt. L'ouvrage de M. Neuman est documenté et précis. Sa lecture ne déçoit pas.

J.-B. H.

VI. — DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

La belva in gabbia (La bête en cage), *Eichmann*, par Sergio Minerbi, Milan, Longanesi et Cie éd., 1962, 240 pages.

M. Sergio Minerbi a, en qualité de *reporter*, à Jérusalem, en 1961, suivi pendant quatre mois les débats du procès Eichmann et assisté quatre mois plus tard à la condamnation. Il a, consciencieusement et finement, noté, jour par jour, ce qu'il a vu et entendu : la bête dans sa cage de verre, les représentants du ministère public, les trois grands juges, les chicanes préliminaires sur la recevabilité de l'action, le réquisitoire du Procureur général, les dépositions des témoins, les explications embarrassées de l'accusé et de son défenseur antérieurement et au cours du contre-interrogatoire, les réactions du public, le prononcé de la sentence.

On ne lira pas sans émotion le récit des cruautés qui ont coûté la vie, dans les divers pays d'Europe, à six millions d'Israélites. Et le juriste ne pourra qu'admirer la sérénité dont a fait preuve, dans ce procès bouleversant, la justice d'Israël.

L. H.

Le procès des médecins nazis et les expériences pseudo-médicales : esquisse d'une étude de synthèse, par Jean Graven, Extrait des *Annales de droit international médical*, n° 8, juin 1962, 67 pages.

A côté des méthodes d'extermination massive employées dans les camps de concentration allemands, ceux-ci ont vu se dérouler des expériences pseudo-médicales au cours desquelles les médecins nazis se sont servis du matériel humain mis à leur disposition pour « étudier », entre autres, les effets des hautes altitudes, de la congélation, de l'inoculation de maladies telles que le choléra, le typhus, la malaria, ainsi que les techniques de la stérilisation. Consacrée à l'examen des problèmes juridiques et médicaux posés non seulement par ce sommet de l'horreur, mais par l'expérimentation médicale en général, l'étude très documentée de M. Graven énonce d'abord les modalités d'indemnisation instituées par la République fédérale d'Allemagne (décret du 26 juill. 1951 et loi du 29 juin 1956). Ces textes ont précisé quels sont les titulaires du droit à réparation (les survivants seulement), le double fondement de celui-ci (des expériences pseudo-médicales définies par référence aux « dix règles de Nuremberg » ; un dommage résultant d'une violation grave des droits de l'homme et ayant causé une atteinte permanente à la santé physique ou psychique de la victime), ses modalités enfin : une indemnité fixée forfaitairement cas par cas et attribuée par le ministère fédéral des Finances, avec recours possible devant les tribunaux administratifs allemands.

Si le droit international public est concerné par ce sujet, c'est que, ainsi que le rappelle opportunément l'étude de M. Graven, les conventions de Genève ont été révisées en 1949 de façon à prévoir et à prohiber formellement de tels agissements : qu'il s'agisse de la protection des civils en temps de guerre, de celle des blessés et des malades appartenant aux forces armées, des prisonniers de guerre ou des civils, les nouveaux textes ont tenu à interdire expressément ces attentats particulièrement odieux que sont les mutilations et les expériences médicales. C'était poser du même coup et le problème des sanctions — quasi inexistantes pour l'instant, seules la Yougoslavie et l'Ethiopie ayant inclu dans leur Code pénal des dispositions répressives spécifiques — et celui de la responsabilité pénale de l'Etat criminel. Celle-ci a été écartée en 1948 aux Nations Unies, seule subsistant celle des auteurs et des exécutants des ordres criminels, quelle que soit leur place dans la hiérarchie politique et administrative.

M. Graven conclut par deux interrogations. La première concerne la situation juridique et morale du médecin dans les guerres modernes, qui touche à la fois au droit pénal, à l'éthique médicale et au droit international. On notera à ce sujet qu'en 1957 la XI[e] assemblée de l'Association médicale mondiale a déclaré que « la déontologie médicale en cas de conflit armé est identique à celle du temps de paix », que « l'expérimentation sur l'être humain est soumise en temps de guerre aux mêmes règles qu'en temps de paix ; elle est formellement interdite sur toute personne ne disposant pas de sa liberté », ces interdictions étant impératives en toutes circonstances, même si le médecin devait être requis par une autorité de fait ou de droit.

Si l'autre interrogation, qui porte sur les expériences médicales opérées avec le consentement du patient, nous paraît essentielle, c'est en raison de l'inquiétude que provoque l'absence d'unanimité à ce sujet, s'agissant d'un problème aussi grave. Nous regrettons, comme l'auteur, l'inexistence d'une coutume internationale obligatoire pour les Etats comme pour les médecins sur les conditions de validité d'une telle expérimentation. En France, la doctrine médicale et la jurisprudence déclarent que l'expérimentation sans caractère thérapeutique engage la responsabilité civile et pénale du médecin, qui n'est pas exonéré par le consentement du patient ; aux Etats-Unis, au contraire, toute expérimentation utile est licite dès que l'intéressé y consent librement, et le cas se présente fréquemment dans les prisons. Comment, dès lors, ne pas s'alarmer ? Et comment concevoir, pour l'instant, un futur droit international médical, alors que la notion même d'expérimentation, et d'expérimentation licite, n'est pas précisée de façon satisfaisante (les dix règles de Nuremberg, déjà citées, ne suffisent pas) ? Là réside sans doute la lacune essentielle — et inévitable — de la réflexion de M. Graven. C'est une raison de souhaiter, avec lui, que s'institue, en ce domaine, l'indispensable collaboration médico-juridique.

Roger ERRERA.

VII. — DROIT PÉNAL COMPARÉ ET DROIT PÉNAL ÉTRANGER

Law Reform Now (Ce qui est maintenant à réformer dans la législation), publié sous la direction de Gerald Gardiner et d'Andrew Martin, Londres, Victor Gollancz Ltd, 1963, 302 pages.

Sous l'inspiration d'une société de juristes affiliée au parti travailliste (*Society of Labour Lawyers*), un groupe formé de praticiens et d'universitaires a pris à tâche de chercher ce qui en Angleterre est aujourd'hui à réformer dans les différentes branches du droit.

Ne retenons ici que l'article relatif au droit pénal, qui n'est pas le moins important. Il est l'œuvre de M. C. H. Rolph, journaliste spécialisé en droit pénal et sociologie, membre du Comité exécutif de la Ligue Howard pour la réforme du droit pénal et ci-devant inspecteur-chef de la police de la Cité de Londres.

Ce qu'il demande, c'est :

Dans le domaine du droit pénal proprement dit : la suppression de la distinction surannée entre *felonies* et *misdemeanors* ; l'irresponsabilité pénale, non plus seulement au-dessous de huit ans mais au-dessous de quatorze ; la révision des dispositions concernant les aliénés et déficients mentaux et les ivrognes d'habitude ; l'abolition de la peine de mort en matière d'homicide ; une indulgence plus grande en matière d'euthanasie, d'infanticide, d'avortement, de stérilisation, d'obscénité lorsqu'il s'agit d'œuvres d'art ou ayant une valeur littéraire ou scientifique, de *contempt of court*, de *conspiracy* et de *public mischief* ; la suppression aussi bien des peines de l'homosexualité que de celles du blasphème ; la modernisation du régime du vagabondage et de la prostitution.

Dans le domaine de la procédure : améliorer le recrutement de la police en la payant mieux ; mettre fin aux abus de la *detention for questioning* (ce que nous appellerions en France : la garde à vue) ; faciliter la mise en liberté sous caution ; refréner les indiscrétions de la presse ; reviser les pouvoirs des juridictions d'appel...

Dans le domaine pénitentiaire : rejeter absolument l'idée d'expiation ; ne conserver que celles de prévention et d'amendement et donner résolument le pas à l'amendement sur la prévention.

L. H.

Crime and the Penal System, par Howard Jones, 2e édition, Londres, University Tutorial Press, Ltd., 1962, 302 pages.

Voici la deuxième édition, soigneusement revue et largement augmentée, d'un ouvrage publié en 1956 et qui avait remporté aussitôt un succès marqué. Pour en comprendre toute la valeur et toute l'originalité, il faut sans doute dépasser l'apparence immédiate et accepter les simplifications auxquelles l'auteur a recours dans ses premiers chapitres. Plus on avance dans la lecture de ce petit livre, plus on y prend d'intérêt et plus on ressent d'estime pour le travail considérable qu'il a demandé à son auteur et pour la maîtrise incontestable avec laquelle celui-ci a su ordonner et dominer l'importante documentation qu'il avait réunie.

En principe, ce livre est destiné d'une part aux étudiants et, d'autre part, aux *social workers* et au personnel des établissements pénitentiaires. Mais M. Howard Jones a largement dépassé cette destination première. Tous les criminalistes soucieux de l'évolution des institutions pénales et des recherches criminologiques puiseront dans cet ouvrage une ample matière à réflexion et des précisions qu'il leur serait difficile de trouver ailleurs réunies sous une forme aussi ramassée.

Comme nous venons de l'indiquer en passant, M. Howard Jones se contente au début de généralités ou de vues un peu sommaires sur la notion de criminologie, sur les méthodes de recherche en cette matière ou sur la nature et l'apport de l'Ecole positiviste de la fin du XIXe siècle. Il s'agit alors pour lui d'initier un lecteur présumé non averti à un ensemble de disciplines encore peu connues de lui. Ces premiers chapitres dépassés, l'auteur s'emploie à caractériser tour à tour les différentes approches qui ont été tentées du problème criminel. Il essaie ensuite de l'examiner dans son ensemble (ch. VIII) et s'interroge alors tour à tour sur la réalité du phénomène criminel et sur la nature de la sanction répressive. L'étude qu'il donne ensuite du système pénitentiaire anglais envisagé dans son origine, dans son évolution, admirablement bien décrite, dans ses tendances nouvelles est du plus haut intérêt. Les prisons, les *Borstals*, les établissements pour mineurs sont tour à tour étudiés, ainsi que le problème du milieu carcéral et de cette communauté spéciale qu'il constitue (ch. XVIII). Une description d'ensemble, rapide mais précise, de la probation conduit alors l'auteur à s'interroger sur la prévention de la délinquance.

M. Howard Jones a raison, dans la préface à cette seconde édition, de dire qu'il s'agit là du seul livre qui existe en Angleterre sur le sujet. Bien que la littérature anglo-américaine soit de plus en plus riche en matière de recherches criminologiques, ou, plus exactement peut-être, en matière de sociologie évolutive des institutions pénales, il est certain que l'effort accompli par M. Jones n'avait jusqu'à présent pas été tenté. Il était particulièrement malaisé en présence d'une documentation immense dans laquelle l'auteur risquait de se perdre et du caractère un peu fuyant, ou tout au moins mobile, des données sur lesquelles il opérait. On peut dire que M. Howard Jones a su triompher de toutes ces difficultés pour nous donner un ouvrage dont l'apport utile est incontestable.

M. A.

Sentencing of Adults in Canada (Détermination de la peine infligée aux adultes au Canada), par Stuart King Jaffary, Toronto, University of Toronto Press, 1963, 122 pages.

Au Canada, comme dans bien des pays aujourd'hui, les conceptions relatives aux fonctions que la peine peut jouer ont évolué, et l'accent s'est déplacé de la rétribution et de l'intimidation vers l'amendement et la resocialisation.

Mais ce mouvement de réforme n'est pas encore général, et l'auteur a pu constater que l'absence d'une philosophie commune chez les magistrats canadiens est responsable de grandes variations d'une région à l'autre, et même d'un tribunal à un autre, dans les peines prononcées pour les mêmes infractions.

M. Jaffary a choisi d'étudier plus particulièrement les différences que l'on rencontre à cet égard entre les dix provinces du Canada, en se basant sur les statistiques criminelles de l'année 1955.

Les différences sont nombreuses et importantes, aussi bien dans la durée des peines que dans le choix de celles-ci, ou encore dans l'utilisation plus ou moins grande du sursis et de la probation. C'est ainsi qu'au Manitoba, un voleur a trois fois plus de chances d'obtenir le sursis que dans le Québec, deux fois plus de chances d'être condamné à une amende plutôt qu'à une peine d'emprisonnement que dans ce même Québec ; l'utilisation de la probation varie, selon les provinces, de zéro à Prince Edward Island à 21 % des délits contre la propriété dans l'Ontario.

L'envoi dans un pénitencier est très rare à Terre-Neuve et à Prince Edward Island, tandis qu'il est deux fois plus fréquent à Nova Scotia que dans l'ensemble du Canada.

Cette étude est certainement la partie la plus intéressante de l'ouvrage ; c'est d'ailleurs la première étude de ce genre entreprise au Canada. Il est à souhaiter qu'elle soit suivie de recherches plus approfondies comme celles que M. Roger Hood a récemment publiées à Londres sur le même sujet (1).

D'autres chapitres sont consacrés à la description des *Magistrate's Courts* et à l'évolution des institutions pénales et pénitentiaires du système classique vers un « régime social » en Angleterre, aux Etats-Unis et au Canada. Il est regrettable que l'auteur n'ait pu, en cette matière mouvante, poursuivre la description de « l'expérience anglaise » et de « l'expérience américaine » jusqu'à une date plus récente.

Jacques VÉRIN.

El delito continuado (Le délit continu), par Victor Alcides Ramirez Perdomo, Bogota D.E., Pontificia Universidad Javeriana, Facultad de ciencias juridicas, 1963, 71 pages.

M. Victor Alcides Ramirez Perdomo a conquis le grade de docteur en sciences juridiques de l'Université Javeriana de Bogota en consacrant sa thèse de doctorat à un sujet difficile. Il n'en a renouvelé ni les données ni les solutions. Du moins en a-t-il souligné les difficultés. Huit pages sont consacrées au droit positif colombien. C'est mieux que rien !

J.-B. H.

La prévention des infractions en U.R.S.S., par Jacques Bellon, Paris, *La Documentation, française*, no 16, 1962, 61 pages.

M. Bellon, l'auteur du *Droit pénal soviétique et droit pénal occidental*, a fait récemment paraître dans la collection « Que sais-je ? », une petite étude excellente à tous égards dans les limites fixées par cette collection. C'est dire que M. Bellon, qui connaît la langue russe, est un spécialiste du droit soviétique. Le travail qu'il vient de publier dans la *Documentation française* ne fait pas double emploi avec ces deux études. L'auteur, après avoir fait quelques considérations sur le caractère essentiellement populaire de la prévention en U.R.S.S. commente les textes sur les milices populaires ou *drujiny*, sur les tribunaux de camarades, sur les commissions de mineurs et reproduit en annexes les textes mêmes.

Les *drujiny*, constitués par des volontaires pris parmi les membres des diverses collectivités de travail, ont avant tout un but de prévention et d'éducation tant pour les mineurs que pour les adultes. Leurs moyens d'action sont principalement la propagande par des discussions et spectacles éducatifs et la surveillance de la moralité socialiste par des équipes de travailleurs.

Les tribunaux de camarades, organisés dans les collectivités de travail de quelque importance, jouent le rôle de tribunaux auxiliaires des tribunaux populaires pour les petites infractions (infractions à la discipline du travail, à la moralité publique, aux règles d'habitation collective, aux prescriptions administratives et aux autres agissements n'entraînant pas de responsabilité pénale). Ils ont surtout un rôle préventif en utilisant des moyens de persuasion et de pression sociale (excuses publiques, avertissement, blâme public, changement d'affectation, expulsion, réparation du préjudice jusqu'à cinquantes roubles). Les tribunaux de camarades sont placés sous le contrôle des tribunaux populaires.

Les commissions de mineurs appliquent à ceux-ci des mesures d'éducation analogues à celles prises par nos tribunaux pour enfants. Cependant à la différence de ceux-ci les commissions de mineurs sont composées des travailleurs des principales catégories sociales. En dehors de l'application de ces mesures d'éducation, les commissions de mineurs sont chargées en liaison avec les divers comités et avec l'aide de la population

(1) *Sentencing in Magistrate's Courts*, v. compte rendu dans cette *Revue*, 1963, p. 229.

de surveiller les mineurs sans travail et ceux qui ont fait l'objet d'une mesure d'éducation. En outre, elles surveillent les conditions de travail des mineurs dans les entreprises.

R. G. D.

Cel'i motiv v tjažkih prestuplenijah (Le but et le motif dans les infractions graves), par B. A. Viktorov, Moscou, *Gosjurizdat*, 1963, 82 pages.

L'auteur de la petite brochure, *Le but et le motif dans les infractions graves*, destinée à un assez large cercle de lecteurs, concentre son attention sur le rôle que doivent jouer dans les jugements les motifs et les buts de l'infraction commise. Il souligne, avec raison, que le motif de l'infraction est inséparablement lié au caractère du prévenu, à l'appréciation morale de sa personnalité. Cependant, l'époque stalinienne n'était pas favorable aux questions de ce genre. Staline enseignait que, au fur et à mesure du progrès du socialisme, l'opposition contre celui-ci se renforçait. L'auteur n'hésite pas à affirmer que cette doctrine n'était autre chose que le prétexte pour justifier « les répressions massives, les actes arbitraires et illégaux qu'on commettait à cette époque » (p. 5). De son côté, Vyšinskij affirmait que l'*intention* ou la *non intention* formaient seules les éléments constitutifs *subjectifs* de l'infraction. Le but et le motif ne présentaient pas un intérêt suffisant pour permettre de les inclure dans ces éléments constitutifs subjectifs. En tant que détenteur du « monopole de la science juridique » (p. 26), il imposait ces vues aux pénalistes soviétiques qui étaient obligés d'écarter l'examen des motifs et des buts de l'infraction. Vyšinskij, aux dires de M. Viktorov, ne faisait pas de distinction entre une infraction quelconque et l'infraction contre-révolutionnaire : il donnait aux procureurs des directives dans ce sens. Il insistait souvent auprès des procureurs et des agents d'instruction sur le fait qu'il est très difficile de reconnaître les ennemis du peuple. C'est pourquoi la seule solution était de se conduire envers tout homme « comme s'il pouvait se révéler un ennemi » (p. 26). Les vues, dans le domaine examiné, ont changé actuellement, mais pas assez, selon M. Viktorov. Chez les criminalistes, il n'existe pas d'unanimité dans l'acceptation du motif comme élément constitutif nécessaire de l'infraction. Tandis que MM. Čhikvadze et Utevskij professent la même doctrine que M. Viktorov, chez M. Piontkovskij il y a, d'après M. Viktorov, une certaine hésitation pour inclure le motif dans les éléments constitutifs de l'infraction.

Ensuite, M. Viktorov, se référant à de nombreuses affaires jugées, démontre d'une façon qui nous semble convaincante, les néfastes résultats auxquels arrivent parfois les tribunaux de la hiérarchie inférieure lorsqu'ils ignorent la mise en évidence des motifs et des buts des infractions examinées par eux. Le Tribunal suprême de la R.S.F.S.R., à maintes reprises, fut obligé de modifier ou d'annuler des jugements pour cette raison.

La partie la plus précieuse de la brochure examinée nous paraît être celle où l'auteur passe en revue les nombreuses espèces judiciaires, en traçant ainsi un tableau vivant de ce qui se passe dans son pays.

M. FRIDIEFF.

Strafgesetzbuch und Nebengesetze (Code pénal et lois annexes), publiés par Otto Schwarz, 25e édition par Eduard Dreher, Munich et Berlin, C.H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1963, 1384 pages.

A plusieurs reprises nous avons dit tout le bien que nous pensions de l'édition de poche du Code pénal allemand et des lois annexes publiés par MM. Schwarz et Dreher (1). Une vingt-cinquième édition est parue maintenant, revue et mise à jour, ce qui correspond à une augmentation de soixante-dix pages. Même si nous n'avons rien à ajouter en ce qui concerne la qualité de l'ouvrage, nous tenons à faire savoir à nos lecteurs qu'ils peuvent disposer ainsi d'un livre donnant le dernier état du droit.

Y. M.

(1) V. cette *Revue*, 1957, p. 504 ; 1958, p. 294 ; 1961, p. 890.

Lexikon des Nebenstrafrechts (Lexique du droit pénal auxiliaire), publié par Erich Göhler, Hans Buddendiek et Karl Lenzen, Munich et Berlin, C.H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1963, 304 pages.

Nous avons souvent constaté combien il est difficile, dans la masse toujours grandissante des dispositions pénales et dans les matières annexes, de trouver avec sûreté et rapidité les normes qu'il s'impose de connaître. Une fois de plus la maison Beck a fait preuve d'initiative. Elle a publié un lexique du droit pénal auxiliaire qui donne une vue d'ensemble de tous les faits constitutifs du délit réglementé en dehors du Code pénal, ainsi que de tous les délits économiques. Il s'agit d'un dictionnaire alphabétique qui ne donne pas en général le contenu des dispositions, mais qui indique avec exactitude et en tenant compte des différentes éditions des lois, l'endroit auquel on peut les trouver. Ce dictionnaire se compose de deux mille trois cents mots-clés et indique plus de mille sources.

Il faut féliciter les auteurs de cet ouvrage du travail certainement souvent fastidieux mais combien utile qu'ils ont eu le courage d'entreprendre.

Y. M.

Le cautionnement préventif. Die Friedensbürgschaft, par Philippe Graven, Bâle, Verlag für Recht & Gesellschaft, 1963, 208 pages.

Nos lecteurs connaissent déjà cette mesure originale du droit pénal suisse par l'intéressant article de M. Philippe Graven, docteur en droit à Genève, jurisconsulte au ministère de la Justice à Addis Abeba (Ethiopie), antérieurement publié dans cette *Revue* (1). Cette mesure de caractère personnel consiste, selon la définition qu'en donne M. Ph. Graven, à requérir de « qui l'on craint qu'il ne commette une infraction l'engagement de se bien conduire et de ne pas la commettre » (p. 10). Cet engagement, ordonné par le juge à la requête de la personne menacée, lie son auteur pendant deux ans. Il est accompagné d'une caution, acquise à l'Etat si l'infraction est commise ; restituée dans le cas contraire.

Le lecteur retrouvera développées et approfondies les idées que M. Philippe Graven exprimait dans son précédent article. L'auteur, ici, s'attache tout particulièrement à démontrer l'origine anglo-saxonne de l'institution, l'application différente qui en est faite en droit anglais et en droit suisse. Il explique et développe le mécanisme de la mesure et suggère, dans une seconde partie, les réformes à y apporter pour donner au cautionnement préventif toute sa dimension de mesure préventive et éducative.

Ce livre d'un juriste ne peut qu'apporter une contribution utile à l'étude du droit pénal comparé par la richesse de sa documentation et la clarté de son exposé. Il doit servir tout à la fois aux juristes étrangers dont le droit ignore cette mesure et aux Suisses eux-mêmes qui peuvent, en appliquant les réformes suggérées, donner à l'institution toute son efficacité.

Geneviève CROGUENNEC.

VIII. — ENFANCE ET ADOLESCENCE DÉLINQUANTES

XVIe Rapport annuel de la Direction de l'Education surveillée (Ministère de la Justice), (Année 1962), Melun, Imprimerie administrative, 1963, 231 pages.

Depuis quelques années, les rapports établis annuellement par la Direction de l'Education surveillée ont élargi le champ de leurs recherches. Ils se bornaient à présenter des statistiques accompagnées de commentaires sur l'évolution de la délinquance juvénile et sur le développement et l'activité des tribunaux pour enfants et des services de rééducation ; ils donnent maintenant, en plus de ces renseignements toujours précieux, une étude approfondie sur un sujet donné que marque son actualité : en 1960, c'était le vol d'automobiles et la délinquance en bande (2) ; en 1962, c'est la délinquance des filles, moins connue, moins étudiée que celle des garçons.

(1) 1962, p. 9, « Une mesure méconnue : le cautionnement préventif (art. 57 du C. pén. suisse) ».

(2) V. compte rendu dans cette *Revue*, 1962, p. 869.

Peu étudiée parce que plus réduite en nombre (à peine 10 % de la délinquance totale des jeunes), moins connue parce que moins visible (n'oublions pas que la prostitution en est la manifestation la plus habituelle), la délinquance des filles pose un problème très ardu sur le plan de leur récupération. En effet, par la nature même du délit qu'elles commettent, et parce qu'elles sont peu faites pour la vie en groupe de l'internat ou du foyer, les filles sont plus difficiles à rééduquer que les garçons et leur réinsertion sociale est beaucoup plus aléatoire. La tâche des éducatrices n'en est pas facilitée et il y faut le magnifique dévouement des religieuses qui assument presque seules cette branche de la rééducation des jeunes.

On sait en effet, et le rapport le met bien en lumière que l'équipement en établissements d'observation et de rééducation pour filles est principalement religieux ou en tout cas privé. L'insuffisance du nombre de places impose à l'Education surveillée la création de nouveaux foyers et internats, tout en continuant à apporter aux établissements privés l'aide et les perfectionnements qui donneront à leur action son maximum d'efficacité. Le rapport indique le sens dans lequel doit s'exercer cette action, en insistant particulièrement sur l'importance du choix d'un métier et de l'accrochage de l'intéressée à ce métier. C'est dire que l'organisation de la formation professionnelle dans les institutions tient une place de premier plan.

Le rapport de 1962 comprend encore trois autres parties consacrées aux travaux de recherches du Centre de Vaucresson, aux réalisations effectuées dans le domaine de l'équipement socio-éducatif pendant l'année de référence dans le cadre du 1er plan de l'Education surveillée, enfin à une étude sur la délinquance juvénile et la protection des mineurs dans les quatre départements d'outre-mer ; cette dernière étude est le résultat d'une enquête menée sur place en 1959 et 1962.

Sur les statistiques elles-mêmes, il y a peu à dire. L'augmentation de la délinquance des jeunes ayant depuis 1959 dépassé l'accroissement démographique correspondant, on ne pouvait espérer qu'il en serait autrement en 1962. La courbe est donc toujours ascendante ; mais contrairement aux autres années, l'augmentation en pourcentage des filles délinquantes paraît plus importante que celle des garçons. Il y a là un élément nouveau, et il sera intéressant de savoir si l'évolution future le confirme.

Un courant normal et prévisible s'observe aussi en ce qui concerne les mesures prises à l'égard des mineurs. Si on compare avec les chiffres de 1961, on remarque que le nombre des peines a légèrement baissé tandis qu'ont augmenté les mesures de liberté surveillée assortie ou non d'une peine (amende généralement).

Le rapport se termine sur les cartes et documents que le lecteur y trouve habituellement, et qui rassemblent les éléments fournis et facilitent la consultation de l'ouvrage.

J. F.

Les jeunes délinquants dans le monde. Ce qu'ils sont. Ce qu'on fait pour eux, par M. et H. Veillard-Cybulsky, Neuchâtel, Editions Delachaux et Niestlé, 1963, 238 pages.

Le président et Mme Veillard-Cybulsky, bien connus de tous ceux qui s'intéressent à la délinquance juvénile, nous donnent, avec cet ouvrage, un remarquable instrument d'approche du phénomène dans sa diversité, et des solutions juridiques et techniques qui sont apportées dans le monde aux problèmes qu'il pose. Il n'était pas question en un seul volume d'un format moyen de faire autre chose qu'une large synthèse. Mais celle-ci a le grand mérite d'être fidèle, et de permettre au lecteur, d'une part, d'avoir une idée exacte des principaux aspects de la question, d'autre part, de trouver une bibliographie commode, qui, pour n'être pas exhaustive, n'en comporte pas moins quatre cent quatre-vingt-trois références précises, présentées en leur bonne place dans l'ouvrage, et utilement regroupées à la fin. Dans la première partie, consacrée à la présentation du phénomène, les auteurs s'attachent, à l'aide de statistiques appropriées forcément sommaires, mais très indicatives, à caractériser les principaux délits commis par des mineurs. Passant ensuite des actes à leurs auteurs, ils consacrent aux délinquants occasionnels, aux récidivistes, à la délinquance en groupe et à la délinquance juvénile féminine des pages qui, pour être trop brèves, n'en sont pas moins d'un réel intérêt. Les comportements paradélinquantiels ne sont pas oubliés, et l'accent est mis sur la recherche des causes et des facteurs de la délinquance juvénile et de sa prévention.

La seconde partie, beaucoup plus longue, puisqu'elle va de la page 84 a la fin, est

intitulée : « De la répression au traitement ». Après un bref historique, elle traite du droit nouveau en matière de traitement, de la procédure, et des tribunaux pour mineurs et organismes en tenant lieu. Un certain nombre de résumés et de sélections bibliographiques donnent au lecteur étudiant d'utiles indications pour distinguer l'essentiel de l'accessoire, et pour approfondir ses recherches dans telle ou telle direction choisie. Les pays de l'Est ne sont pas oubliés. N'ayant absolument pas la prétention d'épuiser un si vaste sujet, ni de remplacer les études plus détaillées portant sur des aspects particuliers du phénomène et de son droit, cet ouvrage que, dans leur avant-propos, les auteurs destinent surtout aux étudiants, répond sans nul doute à un tel dessein, mais peut en outre être consulté avec fruit par les spécialistes, désireux, par exemple, de retrouver une référence bibliographique.

Jean-Louis COSTA.

Les apports de la juridiction des mineurs à l'évolution de la justice, par Jean Chazal, Melun, Imprimerie administrative 1963, 44 pages (p. 13-28).

Appelé à faire le discours principal à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Paris, le 17 septembre 1962, le président Chazal a traité un sujet qui lui tient à cœur. Alors que certains juristes considèrent encore avec condescendance ce « droit mineur » — on a même dit : droit infantile ! —, l'ancien juge des enfants de Paris n'a pas eu de peine à démontrer que ce nouveau droit social est l'aile marchante du droit pénal.

Après avoir évoqué le rôle des pionniers qui en France dès le XVIIIe siècle ont entrevu les aménagements à apporter au régime pénal des « enfants qui ont failli » et rappelé l'apostolat d'Henri Rollet, qui présida le Tribunal pour enfants de la Seine, l'orateur est entré dans le vif de son sujet en parlant du concept de responsabilité. Le jeune délinquant non atteint de psychose doit répondre de son acte devant la justice. Le juge des enfants n'a pas à doser cette responsabilité, mais à déterminer les besoins du mineur. C'est pourquoi l'examen, non plus de responsabilité mais de personnalité, est devenu fondamental. L'utilité, bien plus la nécessité de cet examen, est devenue si évidente que l'article 81 du nouveau Code de procédure l'a rendu obligatoire pour les adultes prévenus de crime et facultatif en cas de délit.

La liberté surveillée, qui s'est révélée si efficace comme mesure éducative, a été introduite pour les adultes sous le nom de sursis avec mise à l'épreuve (art. 738 et s.).

Le juge d'application des peines a un prédécesseur : le juge des enfants, qui devient un juge « engagé » dès qu'il a rendu sa sentence, car il doit en contrôler l'effet, afin de la corriger si elle se révèle inadéquate. Pour cela, le juge des enfants doit être non seulement un bon pénaliste, mais il doit encore posséder des connaissances étendues en psychologie, en psycho-pathologie, en pédagogie et dans le vaste domaine du travail social.

Or, ne demande-t-on pas également du juge pénal pour adultes qu'il ait reçu une information criminologique étendue ? A côté des peines classiques, les codes modernes prévoient des mesures curatives (désintoxication, traitement des alcooliques, etc.) qui impliquent pour le juge des connaissances dépassant de beaucoup la pénologie.

Déjà plusieurs codes prévoient le traitement des anormaux, mesure délicate s'il en est.

Le président Chazal a aussi montré que certains principes fondamentaux du droit pénal des mineurs ont pénétré dans le droit tutélaire, dont l'application était confiée jusqu'ici au juge civil, en France du moins. Le juge de l'enfance délinquante est devenu par ordonnance du 23 décembre 1958, le juge de l'enfance en danger. Et il doit aussi individualiser à l'extrême ses interventions, ce qui explique une connaissance de l'enfant et de son milieu que seuls l'examen de personnalité et l'enquête sociale peuvent fournir.

S'il n'avait été retenu par les limites d'un discours de rentrée, le président Chazal aurait sans doute développé encore ce vaste thème qui lui est familier. Mais il en a dit assez pour convaincre son auditoire, si besoin était. Ce beau plaidoyer mérite d'être connu non seulement en France, mais au loin dans le monde car, comme M. Chazal l'a dit ailleurs, il s'agit d'un nouvel humanisme judiciaire.

M. VEILLARD-CYBULSKI.

Le juge, l'enfant et les parents, par Claude Allaer, Lille, édition de l'auteur, s. d., 142 pages.

Dès les premières pages de cet ouvrage, on voit que son auteur est à la fois praticien (juge des enfants) et théoricien (professeur à l'Institut de criminologie et des sciences criminelles de la Faculté de droit de Lille). Il connaît ainsi fort bien son sujet. Sous une forme didactique, tous les aspects juridiques et sociaux y sont présentés.

Après avoir montré l'importance et la complexité des problèmes : enfants-parents-société, l'auteur expose les causes et les facteurs de l'inadaptation juvénile et des difficultés de la vie familiale. En les classant d'après la dichotomie traditionnelle, il décrit d'abord, parmi les facteurs dits endogènes, les maladies, les déficiences, les troubles du caractère. Dans le groupe des facteurs exogènes, il retient surtout la famille, l'école, la vie économique et la vie moderne. Certes, tout exposé étiologique peut susciter la controverse et il est par définition toujours incomplet. Il partage le sort des sciences de l'homme, sans cesse en évolution. Le mérite de l'auteur est de grouper en séries les éléments qui, de son point de vue, sont les plus importants, et de souligner que dans chaque situation ils « s'interpénètrent et s'enchevêtrent ».

Dans la partie consacrée à la protection judiciaire de l'enfance, on retrouve le juge qui, plus à son aise, devient plus absolu dans ses opinions. Il analyse en détail le droit matériel, la procédure, l'organisation du travail, le rôle du parquet, etc., surtout aux deux stades de l'intervention judiciaire (instruction et jugement). La phase de la mise en œuvre (exécution), qui est pourtant l'essentiel dans toute cette action juridico-socio-éducative, ne fait pas partie de cette étude.

En revanche, l'étude du mineur et de son milieu, avec toutes ses méthodes ainsi que les diverses techniques utilisées, est très largement traitée. Il en va de même pour l'éventail des mesures éducatives et des peines, comme des dossiers judiciaires.

La partie finale est consacrée au rôle du juge des enfants. Ce rôle, l'auteur l'illustre le mieux, en décrivant l'audience de Cabinet, où « sont jugées les quatre cinquièmes des affaires » et où « le magistrat pour enfants est vraiment lui-même ». Et le juge Allaer, lui aussi est « vraiment lui-même » lorsqu'il nous décrit l'ambiance de son Cabinet dans laquelle il résout les problèmes complexes que posent les conflits entre l'enfant et ses parents, entre les parents eux-mêmes, entre l'individu et la famille d'un côté et la société de l'autre.

Pour comprendre ce rôle de juge des enfants, il faut lire cette description évocatrice du dialogue entre le juge d'une part, et le mineur et sa famille de l'autre. Le climat de compréhension et de confiance que le juge Allaer sait créer, comme tous les vrais juges des enfants, caractérise très bien cette justice nouvelle, qui vise non seulement à rendre une sentence « sur mesure » dans chaque espèce, mais encore à la faire accepter par les intéressés. Car c'est la condition *sine qua non* de son efficacité.

Cette justice sociale et éducative déborde déjà le cadre du droit des mineurs, puisque nous la voyons s'étendre aux jeunes adultes et même aux adultes délinquants.

L'étude que nous venons de résumer contribue à faire connaître ce nouvel humanisme judiciaire.

Henryka VEILLARD-CYBULSKA.

Delincuencia juvenil. II. Política recuperativa del joven delincuente (Délinquance juvénile. II. Politique de récupération du jeune délinquant), par Jose Maria Lopez Riocerezo, Madrid, Editorial y Libreria, Victoriano Suarez, 1960. 570 pages.

Comme le premier livre de cet auteur que nous avons commenté dans cette même *Revue* (1), et qui traitait de l'étiologie et de la morphologie de la délinquance juvénile, ce deuxième ouvrage ne se contente pas d'étudier la législation espagnole, mais contient de nombreux commentaires relatifs aux législations étrangères. C'est une étude de droit comparé très fouillée, bien documentée : elle contient une bibliographie très importante dans laquelle sont cités de nombreux ouvrages français et notamment la *Défense sociale nouvelle* de M. Ancel.

Dans cet ouvrage, il est question avant tout de la politique récupérative.

Après avoir souligné la grande importance prise par les bandes d'enfants, dénommées *hooligan, kuligan, teddyboy, blousons noirs*, dont les membres sont désignés en Espagne

(1) 1958, p. 744.

sous le nom de *gamberro*, l'auteur soutient que le succès de la rédemption d'un jeune est l'œuvre de deux facteurs : un facteur *corrector* qui est recommandé aux fonctionnaires des prisons et des internats de rééducation ; et un facteur *corrigendo* qui concerne les détenus.

Il est difficile de définir exactement ces mots : l'auteur ne donne aucune explication au sujet de l'emploi de cette terminologie, Il se borne à indiquer les divers chapitres consacrés à chacun de ces facteurs. Les six premiers chapitres concernent l'étude de ce facteur *corrector*. Les têtes de la plupart de ces chapitres rappellent tout simplement les principes essentiels de la défense sociale. Don Jose Maria Lopez montre comment le système pénitentiaire actuel est guidé par un esprit de « *progressisme humanitaire* », ce qui l'amène à retracer l'évolution de ce système dont le but essentiel est actuellement de rechercher et d'obtenir l'amendement du coupable.

Il décrit ensuite les principaux établissements de « correction » pour les mineurs inadaptés, énumère les principaux qui existent en Espagne et compare leur organisation avec celle de certaines institutions étrangères.

L'étude de ces œuvres l'amène à insister plus particulièrement sur l'instruction religieuse dans les prisons et l'influence du chapelain ou aumônier, mais il n'oublie pas d'insister sur la nécessité de recruter un personnel pénitentiaire sélectionné, bénéficiant d'une formation professionnelle et scientifique.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, qui est relative au facteur *corrigendo*, il est question de prévention de l'inadaptation juvénile. L'auteur parle de la famille chrétienne dont le rôle doit permettre d'empêcher la rupture du foyer, il souligne l'importance de l'éducation morale et la formation du caractère des jeunes. Il préconise l'éducation intégrale ou éducation de la personnalité, comme mesure récupérative de la jeunesse inadaptée. Un chapitre est consacré à la formation morale et religieuse comme fondement de la pédagogie corrective. L'accent est mis, d'autre part, sur l'orientation professionnelle et l'enseignement technique dans les *pénitenciers*, ainsi que sur l'éducation physique et les sports dont il faut faire bénéficier les détenus.

Cet ouvrage est intéressant parce qu'il montre les nombreux efforts entrepris en Espagne en vue de faciliter la rééducation et le reclassement non seulement des mineurs mais aussi des adultes, car les mesures préconisées concernent à la fois les uns et les autres.

J. FABRE DE MORLHON.

La Délinquance juvénile et l'école, Bruxelles, Centre d'étude de la délinquance juvénile, publication n° 11, 1963, 156 pages.

Le Centre d'étude de la délinquance juvénile (C.E.D.J.) a tenu les 11 et 12 mai 1962 un colloque ayant pour thème *La délinquance juvénile et l'école* (1). Le même thème la même année a été l'objet d'une recherche au Centre français de Vaucresson. Comme l'a indiqué dans son exposé introductif Mlle Racine, directeur scientifique du C.E.D.J., le but de ce colloque était de jeter un pont entre les éducateurs et les spécialistes de l'enfance délinquante pour établir une collaboration efficace dans la lutte contre la prédélinquance à l'école. C'est dans cette perspective que ce colloque a réuni de nombreux participants, pour la plupart belges appartenant surtout aux milieux universitaire médical ou judiciaire ainsi qu'aux auxiliaires de ces professions.

La publication dont il est rendu compte reproduit trois communications et une partie des nombreuses discussions qui les ont suivies. Voici les questions principales qui ont été soulevées : 1° La délinquance juvénile scolaire et parascolaire ; la réaction de l'école, par M. Chr. Debuyst, maître de conférences à l'Université catholique de Louvain et par Mme C. Somerhausen, secrétaire scientifique du C.E.D.J. ; 2° En quoi l'école peut-elle se trouver impliquée dans le processus criminogène ? par Mme le Dr J. Jadot-Decroly, directrice de la clinique médico-pédagogique du Brabant ; 3° En quoi l'école peut-elle contribuer à la lutte contre la délinquance ? par M. S. De Coster, professeur à l'Université libre de Bruxelles, directeur général de l'Instruction publique de Bruxelles.

(1) Sur le thème, *L'enfant voleur et l'école*, a été organisé en 1962, par le même Centre un colloque dont il a été rendu compte dans cette *Revue*, 1962, p. 820. Sur le même sujet a été publié, en 1962, toujours par le C.E.D.J., une enquête dont il a été rendu compte dans cette *Revue*, 1963, p. 461.

Il est difficile de donner un aperçu de l'intérêt et de la variété des idées émises au cours de ce colloque. Cependant nous voudrions indiquer celles sur lesquelles la plupart des participants se sont mis d'accord : l'inadaptation scolaire est le signal d'alarme de la délinquance. La plupart des jeunes délinquants ont été des inadaptés à la vie scolaire et à l'enseignement. Quelle attitude doivent avoir les professeurs et les chefs d'établissement en présence de sujets inaptes ou inadaptables au travail scolaire, en présence des manquements mineurs à la discipline, à la morale, à la loi, et aussi en cas d'infractions graves ? Ce n'est pas le rôle de l'école de lutter contre la délinquance, mais elle ne peut négliger son rôle d'éducateur qui prend de plus en plus d'importance en raison des défaillances familiales et de l'élargissement progressif de l'obligation scolaire. Les participants ont montré les difficultés qu'éprouvent les maîtres à dépister les inadaptations, les déficiences morales ou mentales de leurs élèves et surtout à y remédier. La collaboration de l'école avec les parents des élèves qui ont le plus besoin de redressement est souvent impossible en raison de l'incompréhension de ceux-ci. Malgré l'aide des centres psycho-médico-sociaux scolaires, des services sociaux scolaires, des centres psychologiques indépendants, il est difficile pour les éducateurs qui n'ont pas la formation psychologique et psychiatrique nécessaire de remédier aux inadaptations scolaires et aux manifestations de prédélinquance qui sont à la source de la délinquance caractérisée. Cependant la tendance qui ressort de la plupart des interventions est d'éviter le plus possible, même en cas de délits d'une certaine gravité, le recours à la police et à la justice, mais de laisser à l'école, d'accord avec la famille, le soin de remédier aux comportements anormaux et dangereux des élèves. Une meilleure formation psychologique des maîtres, la réduction du nombre des élèves dans chaque classe, la présence d'assistantes sociales permanentes dans les établissements scolaires, celle de psychiatres dans les centres psycho-médico-sociaux, une meilleure compréhension chez les parents de l'intérêt de leurs enfants, enfin des rapports plus confiants entre l'école et les autorités judiciaires ou de police permettraient de renforcer l'action de l'école dans sa lutte préventive contre la délinquance.

Le colloque a soulevé des problèmes graves et complexes voisins de ceux qui se posent en France. La lecture de la publication présentée est du plus grand intérêt en raison de l'importance du sujet encore peu étudié et de la compétence de ceux qui l'ont traité. L'aperçu que nous avons tenté d'en donner est une lueur bien faible de la richesse d'idées et d'expériences qu'elle présente.

R. G. D.

Delinquants, their Families and the Community (Les délinquants, leurs familles et la collectivité), par C. Downing Tait et Emory F. Hodges, Springfield (Ill.), Charles C. Thomas, publisher, 1962, 199 pages.

Les auteurs ont analysé les résultats du *Maximum Benefits Project*, mis en œuvre en 1954 dans deux écoles du *District of Columbia*, avec pour objectifs d'identifier les enfants que les méthodes des Glueck permettaient de considérer comme des prédélinquants, et de réduire par un traitement approprié le nombre de ces futurs délinquants. Les résultats ont été appréciés en 1958 : ils apparaissent satisfaisants en ce qui concerne les prédictions (dont six ou sept contre une se sont avérées exactes), beaucoup moins encourageants en ce qui concerne la prévention de la délinquance dont le taux a été sensiblement le même dans le groupe traité et dans un groupe témoin non traité.

D'où une recherche de méthodes de prévention plus efficaces, qui constitue la seconde partie de l'ouvrage. Les auteurs pensent que l'effort d'étude et de traitement doit porter sur la famille du prédélinquant, surtout quand il s'agit de familles particulièrement handicapées, grandes productrices de délinquants ; ils préconisent une meilleure coordination de l'action des divers services et des revues périodiques des résultats du traitement appliqué. Pour les familles que caractérise leur *social incompetence*, les auteurs proposent la création de « sous-communautés thérapeutiques » placées sous la direction d'un personnel spécialisé qui utiliserait largement les méthodes psychodynamiques, ces collectivités étant susceptibles de procurer un environnement plus structuré aux enfants, tout en les laissant dans leur famille.

Une bibliographie de deux cent cinquante-trois titres termine l'ouvrage.

L. C.

Delinquency and Child Neglect (Délinquance et défaut de soins aux enfants), par Harriet Wilson, Londres, Georges Allen and Unwin Ltd, 1962, 195 pages.

L'auteur étudie un groupe de cinquante-deux « familles-problèmes », au sein desquelles une délinquance juvénile importante se manifeste. Son étude l'amène à constater que les facteurs étiologiques classiques de la délinquance (handicaps portant sur la santé, les conditions de logement, le niveau des revenus, etc.) ne se retrouvent pas dans ce groupe avec une fréquence plus grande que dans l'ensemble de la population, et ne paraissent jouer qu'un rôle criminogène secondaire et contingent. Pour l'auteur, le facteur le plus pathogène semble être l'isolement social auquel sont soumises ces familles. Cet isolement, conséquence des concentrations urbaines marquées par la grande mobilité de leurs membres, incapables de permettre le développement de relations humaines authentiques, affecte non seulement les personnalités des parents, mais aussi la formation du caractère des enfants. La délinquance juvénile survient en général dans des familles souvent signalées aux autorités comme étant suspectes de « défaut de soins » aux enfants (*neglect*) ; contrairement à ce que l'on croit généralement, le défaut de soins à enfants, entendu par l'auteur dans le sens de carence éducative plus que de défaut de soins corporels, n'est pas spécifique des milieux où règne la pauvreté ; il s'observe par contre souvent dans les familles nombreuses, du fait de l'apathie de la mère épuisée par ses grossesses répétées.

Pour l'auteur, la conduite délinquante de l'enfant vient de ce qu'il a appris par lui-même à lutter contre des situations sociales variées, sans qu'on lui inculque les exigences morales de la société. Il s'agit là d'un type de délinquance par ignorance, différent de la délinquance des enfants issus de milieux où l'on se soucie des impératifs moraux ; le traitement devra donc être différent lui aussi.

L'auteur conclut que la délinquance apparue dans ces conditions est un symptôme d'une situation familiale globale qui ne peut être traitée que sur le plan familial, par des services de prévention spécialisés.

L. C.

Kinder aus geschiedenen Ehen (Les enfants du divorce), par C. Haffter, 2e édition, Berne et Stuttgart, Verlag Hans Huber, 1960, 177 pages.

Ce livre étudie l'influence du divorce sur le destin et le développement des enfants, du point de vue médical et judiciaire.

L'auteur, médecin, chef du Service de psychiatrie juvénile à l'Université de Bâle, a réuni cent cas de divorce touchant deux cent dix enfants, dont la plupart ont pu être suivis jusqu'à l'âge adulte. Ces cas ont été pris au hasard dans les divorces prononcés à Bâle entre 1920 et 1944.

Si l'on considère les couples divorcés, on constate déjà dans la génération des grands-parents une fréquence inhabituelle de divorces. Quant aux parents, ils ne sont tout à fait dans la norme que dans trente cas. Un quart des pères et mères présentent des anomalies psychiques ; un quart des pères sont des alcooliques graves, un tiers des délinquants. La moitié des femmes sont enceintes avant le mariage (vingt mariages forcés). Le Dr Hafter préconise l'application stricte de la loi interdisant le mariage aux faibles d'esprit et aux malades mentaux.

L'ambiance familiale se trouve déjà détériorée plusieurs années avant le divorce dans les deux tiers des cas et bien entendu, les enfants en souffrent. Ce qui explique qu'ils sont plus souvent favorables qu'hostiles au divorce.

Presque la moitié de ceux qui vivent dans un foyer déjà dissocié avant le divorce, présente des troubles psychiques. Heureusement les trois quarts des enfants ne restent pas avec leurs parents jusqu'au moment du divorce. Les mesures de tutelle doivent être renforcées dès ce moment.

La loi bâloise, qui donne la garde à la mère chaque fois que c'est possible, est bénéfique, l'enfant étant plus traumatisé par la séparation de la mère que par celle du père. Ce sont les capacités d'éducatrice de la mère qui doivent être appréciées et non son niveau « moral » (concubinat par exemple). La mère se remarie rarement ; sa relation à l'enfant n'est d'ailleurs guère transformée par le remariage.

Les inconvénients de la garde confiée à la mère sont surtout économiques et parfois psychologiques si la mère est aigrie ou névrosée. On ne doit pas confier les enfants à une mère malade mentale ; en cas de déficience légère, il n'y a pas de règle fixe, il faut examiner les cas particuliers.

La garde des enfants confiée au père ne constitue qu'un pis aller, aggravé s'il se remarie.

Le partage des enfants est toujours à déconseiller. La prise en tutelle des enfants et le séjour dans une famille d'adoption si possible apparentée, sont préférables.

Le droit de visite de la mère est à sauvegarder avant celui du père. Dans les deux cas, il est souvent ressenti comme une injustice par la partie adverse.

La question de la pension se pose très souvent et la loi est insuffisante à cet égard. L'auteur déplore que le versement de la pension soit la plupart du temps lié à l'exercice du droit de visite.

L'étude sur l'avenir des enfants du divorce va à l'encontre des opinions reçues : non seulement l'opinion des enfants devenus grands, mais les faits objectifs, montrent que la séparation des parents a eu le plus souvent des effets favorables ; les effets défavorables touchant surtout les enfants héréditairement tarés, d'où la nécessité d'empêcher les mariages entre individus incapables d'en assumer les responsabilités.

Les dommages subis par l'enfant sont plus graves à certains âges : prépuberté et puberté ; mais la séparation est moins nocive pour lui que la vie dans un ménage dissocié, ou avec un parent alcoolique ou anormal.

Les conséquences nocives du divorce touchent deux cinquièmes des enfants normaux ; elles varient avec le degré de structuration de la famille restante, mais il n'y a pas un type d'enfant du divorce.

On peut essayer de prévenir ou de réduire ces dommages par des aménagements de la législation allant dans le sens de la protection des enfants.

Quant au psychiatre, son rôle dépasse celui d'un expert, il doit avoir une action thérapeutique, non seulement sur l'enfant mais sur tout son entourage et particulièrement sur la mère qui en a la charge.

Cet ouvrage se caractérise par des prises de position très nettes de l'auteur : prévention du divorce par l'interdiction des mariages entre individus tarés, sauvegarde des enfants par une intervention plus énergique de la loi, primauté absolue des droits et du rôle éducatif de la mère.

S. B.

IX. — POLICE SCIENTIFIQUE ET CRIMINALISTIQUE

A Police Constable's Guide to his Daily Work (Manuel du policier pour son travail journalier), 10e édition, par C.P. Brutton et Henry Studdy, Londres, Sir Isaac Pitman & Sons Ltd, 1961, 637 pages.

Ce manuel en est à sa dixième édition. C'est dire combien il est apprécié des policiers britanniques pour qui il constitue un ouvrage de référence. Il contient en effet tous les textes utiles au travail journalier des *constables*, tant en matière judiciaire qu'administrative.

Il parut pour la première fois en 1912 et fut mis à jour presque chaque année jusqu'en 1940. Plus de vingt ans séparent la présente édition de la précédente. D'autres ouvrages semblables ont, il est vrai, été publiés dans l'intervalle et peut-être selon des méthodes et des mises en page moins sévères.

Tel quel, c'est un bon instrument de travail pour les policiers anglais, mais pour eux seuls.

J.-J. Marc.

First-Line Supervisor's Manual (Manuel du gradé de police), Conférences rassemblées par Glen D. King, Springfield (Ill.), Charles C. Thomas, Publisher, 1961, 147 pages.

Malgré son titre, cet ouvrage ne présente aucune analogie avec les fameux manuels du gradé d'infanterie ou de cavalerie, etc. bien connus des élèves sous-officiers et officiers de l'armée française. Il n'y est nulle part question de technique, si ce n'est celle du commandement.

Qualités morales du chef, principes d'organisation, relations humaines, rôle du gradé dans la formation professionnelle, notation, discipline, sont les principales têtes de chapitre. C'est dire qu'il s'agit essentiellement d'un traité élémentaire de la psychologie du chef qui, à quelques exemples pratiques près, pourrait s'adresser à tout service, public ou privé.

La forme utilisée, série de conférences par des auteurs différents, est en partie la cause des répétitions assez nombreuses. Beaucoup des « conseils » dispensés ne sortent pas de la banalité et des clichés auxquels on peut s'attendre dans ce domaine. Par contre, certains chapitres, notamment ceux qui relatent les résultats d'enquêtes psychologiques menées par des groupes de travail d'Universités dans de grandes entreprises, sont assez intéressants et leur lecture serait très profitable à beaucoup de chefs de bureau, de groupe ou de service. Ceux-ci pourrait utiliser les questionnaires pour vérifier si leurs relations avec leurs subordonnés ou leurs collègues sont de nature à créer les bonnes conditions psychologiques du travail qui entraînent le rendement optimum et l'épanouissement du personnel.

Les remarques faites sur les motivations du travail, bien que se référant à l'ambiance américaine, peuvent aider l'étude de situation dans n'importe quel pays occidental.

M. Glen D. King, capitaine de police, qui a réuni les diverses conférences publiées dans ce livre, et M. J. E. Curry, chef de police, qui l'a préfacé, appartiennent tous deux à la police de la ville de Dallas au Texas. Leur compétence, telle du moins que ce livre la fait pressentir, ne méritait pas la catastrophe qu'ils viennent de subir et qui a fait parfois douter de l'efficacité de la police dans leur ville.

J.-J. Marc.

Criminal Interrogation and Confessions (L'interrogatoire judiciaire et les aveux), par Fred E. Inbau et John E. Reid, Baltimore, The Williams & Wilkins Company, 1962, 214 pages.

Le sujet n'est pas nouveau, les auteurs eux-mêmes l'ont déjà traité plus sommairement dans un livre intitulé *Lie Detection and Criminal Interrogation* (La détection du mensonge et l'interrogatoire judiciaire) édité pour la dernière fois en 1953. Tous les manuels de police lui consacrent au moins un chapitre et toutes les revues judiciaires publient des articles s'y rapportant.

Et pourtant le livre de MM. Inbau et Reid est très intéressant. Sous une forme simple et directe, il fait bénéficier le lecteur des expériences et études réalisées dans ce domaine par des centaines de chercheurs pendant des lustres. On peut regretter d'ailleurs qu'aucune bibliographie ne soit annexée. Il est vrai qu'il ne s'agit pas ici d'un traité théorique sur l'interrogatoire, ni d'une somme qui prétendrait épuiser le sujet, mais bien d'un guide pratique, qui voudrait enseigner « comment déceler, en l'observant et en le questionnant, si un suspect ment ou dit vrai et comment obtenir du coupable des aveux légalement valables ».

La seule lecture du livre ne peut évidemment donner ce pouvoir, mais il peut éviter aux débutants bien des pertes de temps et des déboires. Tous ceux, policiers ou magistrats instructeurs qui ont à interroger des témoins, des suspects, des victimes, devraient avoir lu ce petit manuel. Ceux qui ont la charge de la formation technique des enquêteurs devraient le connaître pour l'utiliser directement ou provoquer la publication dans leur pays d'un ouvrage semblable, adapté aux conditions locales.

Un peu plus du quart du livre est consacré au droit américain en matière d'aveux et n'est évidemment pas applicable hors des Etats-Unis.

Enfin ce livre montre une fois de plus à tous, policiers, public et gouvernements, que la violence infligée aux suspects est, en dehors même de toute question morale, beaucoup moins efficace pour la découverte de la vérité, pour la défense de la société que des interrogatoires calmes, dignes, humains, menés par des fonctionnaires qui soient à la fois des spécialistes, connaissant à fond les techniques de leur métier, et des hommes. Ceci revient à poser les délicats problèmes de la sélection et de la formation des policiers, voire des magistrats.

Les praticiens qui ne se sentent pas suffisamment initiés aux techniques de l'interrogatoire feront leur profit de ce petit livre, auquel il faut souhaiter un plein succès.

J-J. Marc.

Einführung in das bayerische Polizeirecht (Introduction au droit policier bavarois), par Rudolf Schiedermair, Munich et Berlin, C.H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1961, 280 pages.

Depuis la création de la République fédérale d'Allemagne, le droit concernant l'ordre public et la sécurité publique a été profondément modifié. En Bavière, notamment, une série de textes législatifs ont mis en vigueur un nouveau droit policier. Jusqu'à cette date, cependant, aucun manuel destiné à la formation des policiers et s'appuyant sur ces nouvelles conceptions n'avait vu le jour. L'ouvrage de M. Rudolf Schiedermair, président de tribunal administratif et professeur honoraire à l'Université de Wurtzbourg, vient fort heureusement pallier cette carence.

Ce livre est surtout destiné aux jeunes fonctionnaires de la police bavaroise, mais également aux étudiants et à toute personne désireuse de pénétrer plus facilement dans la sphère du nouveau droit policier actuellement en vigueur dans l'Etat de Bavière.

Toutes les questions intéressant la police trouvent leur place dans les cinq chapitres et les trois annexes dont se compose le volume.

Au début de l'ouvrage, nous trouvons une étude historique sur le développement de la notion de police à travers les diverses époques et les différents régimes politiques. Les sept étapes de cette évolution sont exposées d'une manière extrêmement claire dans un tableau d'ensemble.

Un problème très délicat dans un Etat à structure fédérale est celui de la compétence des diverses polices. En Allemagne, existent trois polices : la police communale, la police d'Etat et la police fédérale (police du *Bund*). Le partage des compétences est analysé par l'auteur. La police fédérale a des attributions très spéciales : police des frontières, protection de la constitution, police des chemins de fer et rôle de centralisation, de direction en matière de police judiciaire. Selon l'article 1er de la loi sur l'organisation de la police, l'état et les communes ont en matière de police les mêmes droits vis-à-vis des citoyens. Sur le plan administratif cependant, l'Etat semble bénéficier d'une certaine supériorité puisque d'une part l'Etat peut se substituer par ses services aux services de police communaux dans les cas où ces derniers n'exercent pas leurs pouvoirs, puisque, d'autre part, en cas de circonstances exceptionnelles, l'Etat peut réunir les services étatiques et les services communaux et les placer sous un commandement unique. Il faut signaler enfin que la police d'intervention (ce qui correspond à nos compagnies républicaines de sécurité) est la police de l'Etat.

Ce partage de compétence est d'ailleurs repris au titre III qui traite de l'organisation de la police en Bavière. Après une description très détaillée de l'organisation de la police communale et de la police d'Etat, l'auteur brosse un rapide tableau de la coopération des services de police, non seulement entre eux, mais également avec les autres autorités administratives

Le titre II est, sur le plan technique et pratique, le plus intéressant pour un fonctionnaire de police puisqu'il a trait aux différentes tâches et attributions qui sont confiées à la police. Ce titre qui est le plus long du livre trouve son fondement dans la *Polizeiaufgabengesetz*, c'est-à-dire dans la loi fixant les tâches de la police, ainsi que dans un certain nombre de textes énumérés à l'annexe I, en fin du volume. Doivent être particulièrement signalées les attributions en matière d'enquête qui font l'objet d'une réglementation très stricte.

Alain FOLLIOT.

Stories of Famous Detectives (Histoires de détectives célèbres), par Leonard Gribble, Londres, Arthur Barker Limited, 1963, 203 pages.

Le détective, c'est le policier qui abandonne son uniforme pour mener au sein du milieu criminel une guerre mystérieuse, pleine de dangers, mais d'une grande efficacité, contre le crime.

Comment le détective, à l'origine honni par le public qui le considérait comme un espion et un être malfaisant, est devenu le héros moderne, celui qui n'hésite pas à risquer sa vie dans les aventures les plus romanesques pour protéger l'honnête citoyen contre les entreprises des gangsters, c'est l'histoire que raconte ici M. Leonard Gribble. Tour à tour, il évoque l'étonnante histoire de Vidocq, le plus grand truand de Paris, qui fut aussi le premier détective et le fondateur de la Sûreté française, les exploits

des premiers détectives de Scotland Yard et la création du célèbre C.I.D. (*Criminal Investigation Department*) ; un chapitre est consacré à Allan Pinkerton le plus grand des détectives privés américains, un autre à la lutte entreprise par sir Edward Henry, chef de Scotland Yard, pour faire admettre en justice la valeur probante des empreintes digitales ; d'autres encore résument quelques affaires internationales historiques, montrent l'aide de plus en plus considérable que la science apporte à la détection des criminels, ou encore relatent la création, en 1946, d'un organisme international, l'Interpol, capable de lutter contre la criminalité internationale.

C'est un ouvrage qui se lit facilement, mais qui est un peu trop schématique pour intéresser profondément.

Jacques VÉRIN.